

L’Envers de la guerre

Michel Corday

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

I · 01

Pendant les trois premières semaines de la guerre, je suis malade à la chambre, au bord de la mer. Je n'ai d'autres échos des événements que les journaux et le double coup de téléphone quotidien de nos amis Thomson. M. Thomson est ministre du Commerce et des Postes. Tout ce que déchaîne la guerre — actes et sentiments — atteint et ruine en moi mon unique croyance : le progrès continu de l'espèce, vers plus de bonheur. Je ne croyais pas que cela serait. C'est une faillite de ma foi. C'est le réveil d'un rêve que je caresse depuis que je pense. Voilà ce qui domine en moi. Chaque matin, il me faut réapprendre que c'est vrai, qu'il y a la guerre. Le reste, ma participation sincère à notre cause, vient ensuite. Français, je reste humain. Je me réjouirais de la victoire, mais je déplore avant tout la bataille. Et je garde ma haine de la haine.

J'essaye d'échapper à la hantise par des lectures à haute dose : morphine inoffensive. Mais la guerre reste ma préoccupation. Je voudrais en délier les causes. Puis je sens qu'il est trop tôt. Les journaux, les téléphonages clament la confiance et l'allégresse. On annonce la résistance de Liège, la marche triomphante en Alsace. Joffre lance un ordre du jour où il baptise cette conquête : « le premier geste de la revanche ». Les Allemands seraient affamés, ils se rendraient pour une brioche. Ils tirent trop bas et leurs obus n'éclatent pas. Le trait le plus net de la vie locale, c'est l'espionnite. On voit des traîtres partout. Santos-Dumont, précurseur en dirigeable et en aviation, brésilien de naissance et qui certainement a donné bien des gages d'attachement à notre pays,

est mis en suspicion. N'a-t-on pas trouvé dans sa villa de Deauville une chambre claire, jouet scientifique, où se projette la rade du Havre ? De ma fenêtre, je vois un détachement d'artilleurs qui part en chantant. J'éclate en sanglots.

Enfin, j'ai la permission de sortir un peu. Le rythme de la mer, l'impassibilité de l'horizon, soulignent la monstruosité de la catastrophe. Sur la plage, des enfants jouent à la guerre. Les filles veulent âprement être infirmières. Les garçons timides font les blessés.

Nous quittons la mer en auto le 22 août. Déjeuner à Mantes chez les Victor Margueritte. Les faces sont graves. On est dans l'événement : on ne le voit pas, comme un aéronaute ne voit pas le contour du nuage qu'il traverse.

Nous arrivons à Paris pour la bataille de Charleroi. Chaque soir, M. Thomson, rentrant du ministère de la Guerre, annonce : « Ça va mal. » Il garde de la prestance, de l'enjouement, de la force dans la belle humeur. Le 26, ne me signe-t-il pas la première carte postale militaire de ce mot : « Confiance ! »

On commente sans la comprendre la dépêche de Joffre : « Les cartes sont abattues, la parole est au Gouvernement. » Puis arrive le fameux communiqué : « De la Somme à la Meuse, nous tenons, etc… ». C'est une stupeur. Beaucoup croient à une erreur. On a voulu dire : « De la Sambre à la Meuse. » Mais il faut s'y résoudre : on nous apprend de cette singulière façon la retraite.

De ma fenêtre je vois passer les réfugiés belges recueillis au Cirque de Paris. Affreux cortège de vieux, de petits, en pantoufles, surchargés de ballots. Une fourmilière qui déménage. Le croirait-on ? Ces malheureux réclament le cinéma, dont l'écran se

dresse dans le cirque. On le leur donne et ils oublient un moment leur misère.

Les taubes apparaissent. Dans la foule ignorante, plus de curiosité que de crainte. D'ailleurs, on cache les morts. « Dégâts insignifiants », écrit-on. Car la censure règne. Le soir, Paris est sinistre, dans une obscurité opaque, où l'on marche à tâtons. Seuls, deux rayons de projecteurs balaient la nuit.

L'invasion continue. Un soir, le bruit court qu'on a coupé l'armée allemande à Guise. Un officier, sortant du Ministère, embrasse une jeune femme dans la rue : « Nous les avons coupés ! »

Cependant on s'aperçoit que les forts de Paris datent de 1876 et ne résisteraient pas, que le camp retranché est à peine ébauché, que les canons des forts n'ont pas de réglettes de tir. Malgré un important parti qui veut la guerre de rues, la résolution se dessine de déclarer Paris ville ouverte, après une bataille honorable vers Pontoise. Le 2 septembre, on croit toujours à la marche des Allemands sur Paris, à l'enveloppement même par le sud-est. Ce sont alors d'énormes départs, où l'on s'écrase dans les gares comme dans un incendie de théâtre.

Le Gouvernement part pour Bordeaux. Nous quittons Paris en auto, un soir, Vergniaud — le chef de cabinet de M. Thomson — et moi qui suis, à titre honorifique, chef-adjoint. Deux avions se poursuivent dans le crépuscule, parmi la fusillade, la foule aux fronts levés, les petits nuages ronds de fumée des obus éclatés.

Nous arrivons le 4 septembre à Bordeaux, où le ministère du Commerce est installé à l'Institution des Sourdes-Muettes, rue Saint-Sernin. Très vite, l'espoir renaît, avec les premiers engagements sur l'Ourcq.

Les Notes qui suivent, et qui ont été écrites au jour le jour, partent de ce moment.

— De Paris à Bordeaux. Nous n'avons trouvé de chaînes en travers de la route qu'à partir du Centre. Plus on descend, plus la garde veille. Terribles, ces gardes civiques à trois francs par jour, qui jouent pour un rien de la baïonnette ou du fusil. Ils sont saouls « le pouvoir. À Étampes, un homme fouille les voitures, avec des commentaires insolents. Il culmine, il jouit. À l'escale du dîner, je bavarde avec l'américain Jaccacie, qui fait route avec nous. Il n'admet pas qu'on critique les militaires. Ils font leur métier. On réglera les comptes après.

— La victoire de la Marne cause une stupeur heureuse. Elle ne se révèle que lentement aux esprits. David, devant Goliath étendu, dut connaître cet étonnement ravi. Le Grand Quartier Général (G. Q. G.) envoie aux ministres, à Bordeaux, un communiqué où il parle d'une « retraite sans exemple dans l'histoire ». Le Conseil des ministres remplace par : « une retraite sans exemple par son étendue ».

— Des territoriaux, près de Reims, couraient abattre un de nos dirigeables : le Fleurus.

— Parfois quand on téléphone de Bordeaux, le soir, au G. Q. G., on répond que Joffre dort.

— Il y a, dans les hôtels, nombre de pimpants officiers d'État-Major, diaprés comme des aras. Une jeune femme en ayant pris un pour un chasseur d'hôtel, elle s'attira le regard le plus mitraillant…

— Chacun se préoccupe de justifier, de légitimer sa situation au point de vue militaire.

— L'excellent et le pire éclatent. Il y a des dévouements infinis et nombre de Bordelais spéculent sur la location des chambres aux Parisiens.

— Une jeune femme case à Bordeaux les réfugiées recueillies d'abord dans ses ouvroirs parisiens. Le premier soir, elle ne sait où les coucher. Elles sont sur un bateau-cantine qu'elles doivent évacuer. Un agent de police vient à son aide, se fait ouvrir de louches petits hôtels de rendez-vous où il parle en maître. En un quart d'heure, tout le monde est logé. Et le lendemain c'est, de la part de ces entremetteuses, de petits soins, le café au lait…

— Viviani, président du Conseil, se plaint des façons de M Poincaré. Il dit : « C'est une emmerdeuse. »

— Au Conseil, on dit devant Briand qu'on a détruit les ponts de la Meuse pour couper la retraite aux Allemands. Lui s'indigne : « Au contraire ! Qu'on leur foute des ponts, nom de Dieu ! »

— Pierre Loti veut reprendre du service. Mal reçu à la Guerre et à la Marine, il parle de s'engager comme brancardier.

— Chacun affiche des sentiments cornéliens et tremble en même temps pour ses proches.

— Un télégramme allemand, daté du 8 septembre, envoyé de Berne, mande aux Américain de vider Paris.

— Poincaré veut souvent adresser des proclamations au pays. On doit le refréner.

— Deux femmes causent dans la rue. Elles parlent de Guillaume II : « Il faut le faire mourir. — De faim. — Oui, mais pas tout de suite. À petit feu. »

— Distribution de cigarettes aux blessés à l'hôpital. Des cultivateurs, des ouvriers, très peu de bourgeois. Ils gardent dans leur porte-monnaie, sous leur traversin, la balle qui les a frappés.

— Un renouveau catholique se manifeste dans les hôpitaux, dans les journaux.

— On a caché les morts provoquées à Paris par les balles françaises tirées sur les avions et qui retombent à la vitesse même du départ.

— M Ménard-Dorian dit qu'elle a vu des trains de blessés, sans infirmiers, où les hommes, dans l'impossibilité de satisfaire leurs besoins naturels, disaient qu'ils auraient préféré la mort dans la bataille.

— Il semble qu'il y ait une insensibilisation générale : charniers, ruines, tueries, ne sont plus que des mots qui n'entrent pas dans le cœur.

— Beaucoup de femmes — pas toutes — ont cessé de se peindre et de se teindre.

— Les Bônois réclament la faveur d'emprisonner chez eux le kronprinz. D'autres veulent l'envoyer à l'Île du Diable, où fut Dreyfus.

— Une mère dit : « Je ne voudrais pour rien au monde que mes deux fils fussent à l'abri. » Ainsi la foi patriotique l'emporte sur l'amour maternel. Quelle est la part du respect humain ?

— On a mis dans un train des turcos blessés et des Allemands blessés. Il paraît qu'à l'escale, les turcos avaient décapité les Allemands.

— Bonté, humanité, tout cela est aboli. Un garçon cultivé écrit « qu'il rêve d'en descendre ». Plus on a tué, plus on est couvert d'honneur et de gloire.

— Chacun s'héroïse. Je n'ose pas dire à une proche parente que son mari ne court aucun danger. Car il me démentira à son retour des armées.

— Curieux tableau d'Arcachon où les blessés occupent la terrasse d'un fastueux hôtel, juste au-dessus d'une plage grouillante de petits enfants.

— M X... veut qu'on ne pleure pas ceux qui partent et qu'on plaigne au contraire ceux qui sont ajournés, exemptés, etc.

— On se signale, de ville à ville, une auto qui emporte deux bombes. Ce sont des bouteilles à air liquide pour gonfler les pneus !

— M. Thomson va voir Lille, Arras, Lens, qui ont été occupés au début de septembre. Il en rapporte particulièrement le souvenir de la folle audace du lieutenant allemand Von Oppel qui, avec quelques hommes, a terrorisé et voulu taxer ces villes.

— Les journaux publient des lettres du front. Mais on en lit d'autres qui ne sont pas si claironnantes, où l'auteur prend conscience de la valeur de la vie, regrette les querelles familiales, s'émeut sur des souvenirs menus et précieux, avoue des tendresses tenues cachées. Un ami écrit : « Adieu, petit. Je t'embrasse comme je t'ai aimé. »

— À opposer à d'indéniables cruautés : des majors allemands assistent des femmes en couches.

— M Marcelin Pelet, fille de Scheurer-Kestner, femme de notre ministre à La Haye, conte son voyage de Thann à La Haye au début d'août (du 1 au 3). Elle dit l'Alsace vide, la gare de Strasbourg littéralement déserte et, peu à peu, à mesure qu'elle remontait vers le Nord, la mobilisation toute prête.

— Il est singulier que la mentalité guerrière admette l'homme qui se constitue prisonnier, puisqu'en somme il a préféré la vie à la mort.

— Notre ministre va chaque soir au Quartier Général, à Bordeaux, pour savoir les nouvelles. Et il prétend qu'à l'examen du nez du colonel Buat, chef de cabinet de Millerand, il voit la tournure des opérations.

— Dans les environs de Bordeaux, nous tombons chez des gens qui ont collectionné les atrocités dans les journaux. Ils les savent par cœur, se les renvoient avec frénésie. Ils citent aussi des faits locaux inédits. Cet Allemand, dans un hôpital de Bordeaux, qui dit qu'il préférerait un bol de sang français à sa tisane. Ils ajoutent : on l'a tué.

— À l'hôpital, un turco rôde autour d'un blessé allemand. On se méfie qu'il ne le tue. On veut l'éloigner. Il répond : « Sois tranquille. J'attends qu'il soit guéri. »

— On dit : « Dans quelle haine de nous a-t-on dû les élever ! » N'y avait-il pas aussi chez nous des professeurs de haine, des professionnels de la haine ?

— On dit : « Quelle atroce façon de faire la guerre ! » L'atroce, c'est de faire la guerre.

— Il y a une coquetterie du costume d'infirmière. Celles auquel il sied le gardent pour déjeuner en ville.

— Oh ! L'immense respect humain, le souci du voisin dans cette sinistre aventure. D'un blessé on n'ose même pas dire qu'il souhaite un congé de convalescence. On héroïse tout. De quiconque est ramené en arrière, on dit : « Il est furieux. Il veut retourner au front », même s'il n'en a point envie.

— Tristan Bernard, disant la part du hasard dans les batailles, prétend que l'organisateur de la victoire aurait dû s'appeler, non pas Lazare Carnot, mais le Hasard Carnot.

— Du même Tristan, né à Besançon en 1866 et réfugié actuellement à Bordeaux : « J'avais quatre ans en 1870, et j'avais déjà trouvé moyen de quitter la ville où j'habitais. »

— L'homme qui tombe malade au front est infiniment moins coté que le blessé. Cela se sent dans les visites d'hôpital. Le haut personnage qui distribue des cigarettes et des félicitations ne sait que dire devant un rhumatisme.

— Le jardinier de notre maison de l'Yonne écrit : « Nous avons été à deux doigts de la guerre. » Lisez : à deux doigts qu'elle s'étendît jusqu'au village.

— Quand on déplore l'atrocité de la guerre, on vous jette à la tête : « Vous voulez être Allemand ? »

— Il y a déjà un certain nombre de généraux et de politiciens qui sont les parrains de la bataille de la Marne.

— On a exalté l'armée de caserne et nous avons en somme sous les yeux la nation armée. Il y a des territoriaux de 45 ans dans les tranchées. Et cependant on célèbre encore l'armée, organe supérieur et distinct.

— Un prince allemand habita le château du constructeur d'autos Clément, à Pierrefonds, et lui écrivit : « Cela sera peut-être profitable à votre marque d'automobiles. »

— Beaucoup voient dans cette guerre le triomphe de la loi de 1913 portant à trois ans la durée du service militaire. Sans elle, disent-ils, c'était l'attaque brusquée par l'Est, nous n'avions pas la résistance belge. On ne se convaincra pas. Comment prouver que, sans cette loi, les Allemands n'auraient pas envahi la Belgique ?

— Pierre Mille écrit qu'à la faveur de la guerre, il est touché par la grâce catholique. Il se convertit.

— On raconte qu'une dame eut son auto réquisitionnée, la vit devant une pâtisserie bordelaise, demanda au chauffeur le nom de la personne qui s'en servait. Il lui nomma une actrice.

— Il est impossible d'exprimer des sentiments humains.

— M. Marcelin Pelet dit de bonne foi que les prisonniers allemands sont des lâches. Et il m'apprend qu'il a été prisonnier en 1870.

— Oh ! ce goût du « qu'en dira-t-on », qui pousse tous les gens à se vêtir d'un uniforme. Après Loti, c'est Anatole France qui veut s'engager, à 71 ans.

— Il est comique de penser qu'un général républicain est une exception en République. Voit-on un général allemand dont on murmurerait : « On dit qu'il est impérialiste ! »

— Quelle énorme comédie ce serait, si ce n'était pas un drame.

— Briand, ministre de la Justice, raconte que le directeur des affaires criminelles, voulant faire exécuter trois condamnés à mort, insiste sur le caractère exemplaire de l'exécution. Et Briand lui réplique : « Qu'est-ce que c'est que cela, trois morts ! Et qu'est-ce que c'est que la guillotine à côté du 75 ! »

— Briand parle d'ailleurs de la guerre avec cette blague spirituelle qui est dans sa nature. Il dira que le soldat est perdu pour toujours parce qu'on lui a appris la propreté. Il racontera son avancement rapide, quotidien, au début de la guerre, où il passe de simple soldat à lieutenant porte-drapeau. Barthou est promu aux mêmes honneurs et ils s'interrogent sur leurs fonctions toutes fraîches : « Ce drapeau ? Ce n'est pas trop lourd ?… Dans le vent ? »

Il dit aussi qu'au transfert de la prison de Saint-Quentin, il y eut un condamné à mort qui, loin de s'échapper, aida fort honnêtement au déménagement.

Il peint le Conseil des ministres, se plaint des bavardages. « Nous sommes là trois heures à palabrer sans prendre de décisions… » Et il ajoute : « Heureusement ! »

Il prétend que le ministre Messimy (remplacé le 26 août par Millerand à la Guerre) avait mis sous ses yeux le buste de Marceau dont il s'efforçait d'imiter le calme.

— Je retrouve à Bordeaux un ami ancien, C… Sur la guerre elle-même, il estime que nous aurions dû être plus forts ou plus concluants. Dans les circonstances présentes, il fallait l'éviter. Il s'imagine que ceux qui ont préparé, excité l'état d'esprit qui lui-même prépara la guerre, il s'imagine que ceux-là sont poursuivis de remords !

C… vit le champ de bataille de la Marne peu après que les Allemands l'eurent abandonné. Excursion très suivie. Il dit les deux cents hommes fauchés dans l'attitude de la charge — les porte-monnaie éventrés, cependant — d'autres, atteints au ventre, ont ouvert leur culotte d'un geste instinctif. Tous sont noirs, la tête comme des citrouilles, pareils à de gigantesques sénégalais. Sur le tableau noir d'une école qui fut une ambulance allemande, il lut, parmi des éclaboussures de sang : « La politesse est le premier devoir… »

Enfin, il m'assure que trois jours avant l'ultimatum serbe, notre consul à Francfort lui écrivait de venir en Allemagne en toute sécurité.

— Chaque fois que je lis un article de journal où l'on exhorte à la victoire, je ne peux m'empêcher de penser que celui qui écrit cela est dans un fauteuil au moment où il crie : « Marchons ! ».

— On nous dit que les soldats ont adopté le « Boutez-les dehors » de Jeanne d'Arc. Seulement, elle parlait des Anglais. C'est charmant pour nos Alliés.

— On soupçonne les civils qui se disent malades de feindre pour se dérober aux charges militaires. Leur mort seule prouve leur sincérité.

— Crozier, ancien ambassadeur de France à Vienne, dit des Balkaniques que c'est une race admirable pour la guerre : aussi prête à la mort qu'à l'assassinat.

— Un médecin me dit qu'il ne peut pas concevoir qu'on abîme ingénieusement le corps humain et qu'on leur demande de le raccommoder ingénieusement. Il soignait des blessés allemands. C'était bien les mêmes qu'on démolissait et qu'on réparait.

— L'ambassadeur d'Amérique était au restaurant. À une table voisine, un monsieur de ses amis, qui ne se croyait pas entendu, déplore que l'ambassadeur n'eût pas été tué par une bombe de Taube, car l'Amérique eût été entraînée dans le conflit. L'ambassadeur lui fit passer un petit papier où il constatait que le patriotisme de cet ami dépassait vraiment trop son affection.

— On ne peut même pas maudire (dire du mal de) la guerre. C'est devenu une divinité.

I · 02

— Chaque soir, on nous rapporte du Quartier Général la phrase : « Situation inchangée », téléphonée elle-même du G. Q. G. Briand réaccompagne jusque sous nos fenêtres M. Thomson à 10 heures du soir et simule le fastidieux coup de téléphone.

— Les Américains que nous voyons à Bordeaux disent que les Allemands d'Amérique se groupent en deux camps, ceux qui répudient l'Allemagne et ceux qui cherchent à éveiller l'enthousiasme pour la cause allemande.

— Dans un même journal, au 15 octobre, on peut lire un article d'un socialiste qui prévoit la fin des armements après cette guerre et un article d'un général qui prévoit une refonte formidable de l'artillerie et du génie, des corps nouveaux, du matériel lourd, etc. C'est l'image de l'incertitude de ce que sera demain.

— Cruppi, ancien ministre, dit que les trois quarts des livres actuels seront invendables. Il met Bourget dans ceux dont on se désaffectionnera. Il se peut, au contraire, que seuls les livres de cette école réactionnaire soient en faveur. Le renouveau religieux, le renouveau socialiste semblent devoir se disputer l'avenir.

— On dit par plaisanterie que les notes d'un soldat allemand pourraient être ainsi libellées : « Dans l'armée française, on voit des Arabes, des Sénégalais, des Hindous, des Belges, des Anglais. On y voit même des Français. »

— Je racontais devant Briand que, dans le train qui me ramenait de Saint-Amand à Bordeaux, j'avais parlé de la situation avec un député nègre. Il me dit : « Il la voyait en noir ? »

— Quand on confronte les premières dépêches annonçant l'anéantissement de la cathédrale de Reims avec les photographies de ce monument, presque intact dans ses grandes lignes, on conçoit cette tendance à l'exagération contre laquelle il faut se roidir pour rester juste.

— On connaît l'anecdote du général nasillard qui, en manœuvre, demande à un soldat : « Qu'est-ce que c'est qu'un camp ? » Le soldat entend mal, se trouble, croit que le général lui demande l'explication d'une injure brève et courante, empruntée

à l'anatomie féminine. Confus, baissant le nez, il murmure : « Oh ! mon général, c'en est un qu'est pas ben dégourdi. »

On s'est servi de la même confusion de mots pour appeler Poincaré, par allusion à son départ pour Bordeaux : « Le camp retranché de Paris. »

— 18 octobre. Déjeuner à Andernos, sur le bassin d'Arcachon. Il y a Viviani, M. Thomson et sa fille Valentine, M Guillaumet et moi, en une auto. Il pleut. C'est devenu un tic chez Viviani (président du Conseil) de mettre tous les insuccès sur le dos des Anglais « qui arrivent toujours trop tard ». Il prévoit une « paix bâtarde après une lutte indécise ». Il paraît amer et las. La petite salle à manger, au rez-de-chaussée de l'auberge, est froide et sombre. On amène la table près du feu et près de la porte-fenêtre. Peu à peu, on dégèle. M Guillaumet, qui est alsacienne, est entre les deux ministres, très empressés auprès d'elle… On dirait une allégorie : l'Alsace investie par les Français. Nous sommes seuls dans ce charmant Andernos. Et cependant, le maire a flairé le président. Il le pince sur la digue et l'entreprend sur les travaux de sa commune.

— À propos des atrocités allemandes, Viviani disait que, dans une armée de 3 millions d'Allemands, il peut bien y avoir 25.000 brutes.

— Le 22 octobre se dessine un courant pour le prompt retour à Paris. Poincaré est en tête du mouvement. Il subit l'influence de son courrier anonyme, qu'il dépouille soigneusement.

— Un sous-préfet me dit : « Je ne suis pas mobilisé parce que j'ai perdu onze phalanges au service. » Instinctivement, je regarde ses mains, qui sont intactes. Ce doit être aux pieds. Mais

que c'est étrange, cette nécessité de se justifier, de se légitimer. Dans la paix, on n'a pas le souci d'un devoir commun.

— Déjà on voit poindre des articles sur la guerre rédemptrice.

— Parmi les anecdotes imprimées, je relève celle des cibles. Au-dessus des tranchées, des deux côtés, on dresse des cibles où tirent les adversaires. Et on salue de hourrahs les plus jolis cartons. Ce tir-là, au moins, c'est inoffensif.

— On dit aussi que beaucoup d'Allemands ayant été garçons de café et d'hôtel en France, il suffit de crier devant leurs tranchées : « Garçon ! » pour les faire tous dresser.

— On me raconte ce joli trait : en avant des tranchées, il y a des patrouilles rampantes qui vont ramasser les blessés. Une de ces patrouilles trouve un officier allemand intransportable. Et pendant cinq jours, elle lui apporte à manger.

— Un soldat français faisait le mort le long d'une haie. Enfin il se hasarde à se soulever. Mais un Allemand se démasque de derrière un arbre et, d'un signe, lui fait : « Non… ».

— Les Russes ont battu en retraite en octobre. On avait dit qu'ils écraseraient les Allemands comme un rouleau à vapeur. Tristan Bernard dit que le rouleau fait de la marche arrière.

— La religion catholique met la main sur ce qui est faible : malades et blessés. Ce sont des chants, des douceurs, de petits cadeaux. Quelle habile et forte emprise…

— Je vois un petit volontaire de dix-sept ans. Certes, il a la foi patriotique. Mais combien sa joie est vive de se montrer en soldat à des jeunes filles, rencontrées sur le cours de l'Intendance.

— On veut voir dans les cruautés allemandes un côté sadique. On signalera le village où ils contraignent une jeune fille à se promener en mariée, puis la fusillent. Un autre où ils se servent d'un voile de première communiante comme d'un linge hygiénique. Mais en savaient-ils l'usage primitif ?

— Briand dit que les maris cocus lisent avec mélancolie le communiqué : « Rien de nouveau sur le front. »

— Un fabricant d'acier pour obus, auquel on rend des soldats comme ouvriers, me dit : « Je vais enfin savoir ce que les ouvriers peuvent rendre au maximum. Car s'ils ne travaillent pas, je les renvoie au front. »

— Une femme est furieuse parce que je lui démontre que son mari n'est pas exposé. Elle veut qu'il le soit, ou le paraisse. L'affection est vaincue par le respect humain.

— Pour la seconde fois, je vais voir les miens à Saint-Amand (Cher) où ils ont été se réfugier. La première fois, j'y avais été en auto, de Bordeaux. La seconde, en chemin de fer. Je voyage avec une infirmière débarquant de Rabat. Elle m'avoue qu'elle se faisait la main à la guerre de revanche. À Tours, de jeunes garçons sont brancardiers. Ils ont le bonnet de police. Ils marchent au pas pour porter des civières vides. Un vieux les imite. Ils bousculent la foule. Comiques et touchants, ils sont le sentiment de sauver la France. Entre Tours et Vierzon, des femmes et des enfants offrent, à quiconque porte un uniforme dans le train, des fruits, du lait, du café, des tartines, du chocolat, des cigarettes. Les soldats, gavés, finissent par ne plus accepter que par politesse. Ah ! un peu de cette solidarité dans la paix ! Les gares sont transfor-

mées en ambulances, en postes militaires. Il n'y a plus de salles d'attente.

Au retour, entre Saint-Pierre et Tours, j'entends deux familles qui se sont rencontrées. Elles énumèrent leurs morts aux armées avec une résignation stupéfiante, comme s'il s'agissait des victimes d'une catastrophe naturelle, une éruption volcanique. À Angoulême, on glisse sur une civière, dans un compartiment voisin, un blessé qu'un éclat d'obus a atteint aux reins et paralysé. Une infirmière le sonde en route. Sa femme ou sa maîtresse l'assiste. Elle est blonde. Elle dit à l'infirmière : « Il ne veut pas croire que je l'aime toujours… » Quand l'infirmière va se laver les mains aux W. C., ils s'embrassent éperdument sur la bouche. L'infirmière, de retour, regarde pudiquement la nuit, par les glaces du couloir.

Dans les gares, on voit aux kiosques à journaux de pimpantes publications illustrées, toutes arrêtées au numéro d'août, comme les affiches de théâtre sur les colonnes Morisse à Paris.

Je cause une partie de la nuit avec un petit sous-lieutenant revenant du front. Il descend à 4 heures du matin. Une jeune fille arrive sur lui comme une balle et se soude à lui… Oh ! tant d'amours, celles des mères, des sœurs, des épouses, des amantes, ont donc été impuissantes contre tant de haines !

— Cette guerre aura bien montré que l'officier de réserve et de territoriale a donné autant que l'officier d'active. Et cependant il est à craindre que l'officier professionnel ne continue d'avoir seul le prestige, alors que le commerçant, le bureaucrate, devenus officiers, auront couru les mêmes risques.

— Il faudrait, pour rester juste, se transférer de temps en temps dans l'âme ennemie.

— Je vois bien le malentendu entre l'opinion générale et la mienne. Le dogme, c'est que l'Allemagne a attaqué la France. Alors, tout de nous est justifié, la guerre est embellie, elle est sainte, elle nous fait honneur. Seulement, cela s'est-il passé si simplement ?

Et alors, au lieu de dire de la guerre : « Quelle cochonnerie ! » on aime mieux dire des Allemands : « Quels cochons ! »

— Mon petit neveu Claude veut « couper la tête des Boches » (ce mot de Boche pour Allemand a pris avec rapidité). Il a cinq ans, son éducation se fait. La haine descend en cascade les générations. Il est vrai que, étant dans le Cher, il ajoute : « N'est-ce pas, ils sont encore loin, maman ? »

— L'esprit français le plus répandu se refuse à admettre la mauvaise nouvelle militaire. Il se cramponne, il s'accroche. Il ne veut pas se rendre.

— Tristan Bernard écrit que l'humoriste n'a plus raison d'être pendant la guerre, car il voit l'humanité d'un regard personnel, sous un jour spécial et, actuellement, l'esprit français a revêtu un brillant uniforme.

— Il dit aussi que ses compagnes, travaillant au tricot pour les soldats, sont devenues des vers-à-laine comme on dit des vers-à-soie.

— Ceux qui disent qu'il faut briser le militarisme, ou l'impérialisme, ou l'empire allemand, avouent implicitement qu'ils voulaient la guerre, puisque le but leur en paraît nécessaire.

— Je vois des cartes postales qui représentent le Kaiser pendu, saigné, guillotiné.

— À Bordeaux, une marchande de réticules ne peut pas suffire aux commandes, tant elle a à fabriquer des sacs de deuil.

— Le plus indéfendable des actes allemands, c'est la bombe aérienne sur la ville ouverte. Il est vrai qu'on prétendra viser des gares, ateliers, etc. En fait, à 2.000 mètres, quelle folie de croire qu'on peut viser un certain toit ! Je lis cependant que le journal La Libre Parole s'est cru visé par un taube, dans l'océan des toits de Paris…

— Les ministres se plaignent de savoir l'emplacement des troupes allemandes et d'ignorer celui des troupes françaises.

— D'ailleurs, le mépris, l'oubli où l'armée laisse la nation resteront un des traits de cette guerre.

— L'ancien ministre Raynaud voulant accomplir une mission en Angleterre, Viviani dit qu'il n'a pas besoin d'aller si loin pour se faire rouler.

— La religion de la patrie est plus oppressante que toute autre. On pourrait dire : « Je ne crois pas en Dieu. » On ne peut pas dire : « Je ne crois pas en la patrie. » C'est un culte qu'on ne peut pas ne pas pratiquer. Cela rappelle le régime des suspects, cette tache sur la Révolution. Mais puisqu'on aime si ardemment sa patrie en guerre, que ne garde-t-on un peu de cet amour pour le temps de paix, où on ne fait rien pour elle ?

— C… se demande pourquoi les Allemands ont déchaîné la guerre, étant donné leur état florissant et les risques encourus. (On répond : ils surproduisaient, ils couraient à la faillite.)

— Un ivrogne engueule un chauffeur. Il vomit crescendo toutes les injures et finit par « mauvais Français ». Évidemment, c'est le pire, dans l'exaltation religieuse du sentiment patriotique.

— J'entends recommander comme interprète un officier dont le frère a été tué. La personne qui le patronne croit devoir ajouter : « Il y a autant de danger dans ce poste qu'ailleurs, sans quoi je ne le demanderais pas. » C'est un sentiment qu'il est nécessaire d'exprimer.

— Le prince de Monaco, qui était fort bien avec le kaiser, aurait été invité par les Allemands à verser 500.000 francs pour éviter le pillage de son château de Marchais.

— Il y a des fonctionnaires, comme les postiers, qui avaient des instructions contradictoires pour le cas de guerre. Les anciennes disaient de faire le désert devant l'ennemi. Les nouvelles de rester pendant l'occupation allemande. Lesquelles suivre ?

— M Guillaumet était à Orléans voir un de ses fils malade à l'hôpital militaire, au moment de la mobilisation. Ce fut d'abord une stupeur. Les hommes abandonnèrent la soupe. Les cuillers retombèrent dans les gamelles. Puis un sursaut : « Eh bien, on va leur casser la gueule. » Et aussi la résignation : « Puisqu'il le fallait. »

— Car il s'avère bien qu'on a donné aux masses le sentiment de la guerre inévitable.

— Dans un hôtel à Bordeaux, deux voyageurs : « Il commence à y avoir des articles pessimistes. » Et l'autre, péremptoire : « Moi, je ne les lis jamais. »

— Je demande à l'un de nos ministres : Qui coordonne l'action de l'armée et celle de la marine ? Je n'obtiens pas de réponse précise. Le Conseil des ministres, suppose-t-il…

— Pour chacun, une question, des questions se posent : A-t-il été au feu ? A-t-il vu le feu ? A-t-il été derrière le feu ? C'est un baptême nécessaire.

— Un des fils Guillaumet, dont on était sans nouvelles depuis deux mois, écrit. Il est prisonnier, blessé, à Nuremberg. « Je ne mourrai pas, petite maman. Je ne crois pas qu'il faudra me couper la jambe. Cependant la plaie est bien vilaine… Maman, ne souffre pas. C'est bien assez que je souffre… »

— Et elle, la mère, avoue qu'elle a moins souffert de perdre mari, parents, enfants. Ce n'étaient pas des deuils voulus par des hommes, ce n'étaient pas des deuils qu'on aurait pu empêcher. Et puis, quelque chose la bouleverse : son fils est là, sur un coin de la terre, où elle ne peut pas aller.

— Ah ! l'État-Major général manque de psychologie. S'il se doutait de l'attention qu'on met à lire, entre les mots, le communiqué. S'il concevait ces millions d'êtres qui l'attendent…

— Le malentendu se creuse entre l'armée et la nation. La seconde n'existe pas pour la première. Une municipalité représente-t-elle que la rupture volontaire d'un pont va affamer la ville : « Je m'en fous », dit le militaire.

— 26 octobre. L'équilibre européen existait si bien entre les nations qu'il subsiste entre leurs armées.

— On me raconte le sombre départ de Poincaré pour Bordeaux à la gare d'Auteuil, le président se heurtant aux chariots à ba-

gages, la femme accompagnée de sa femme de chambre, l'une prise pour l'autre par quelques rares officiels…

— Deux ouvriers causent des malheurs de la guerre. Et, avec l'inexprimable accent bordelais : « Ce n'est pas lâcheté, mais on a quelque chose qui pèse sur l'estomaque. »

— De Tristan Bernard. On dit « prononcer » une attaque. On devrait dire souvent « balbutier » une attaque.

— Du même : deux hommes jouent un grand rôle dans la guerre. Pourtant l'un a dépassé de 40 ans la limite d'âge et l'autre aurait été réformé par tous les conseils de révision : François-Joseph et Guillaume II.

— Ah ! cette faiblesse humaine de se rejeter les uns sur les autres les responsabilités, aux heures mauvaises. Voilà que l'on traite Joffre de vieil officier d'Afrique, roublard, assurant l'avenir, son avenir (29 octobre).

— C'est en apprenant par le communiqué une attaque au sud d'une ville qu'on apprend la perte de la ville. C'est un tour d'esprit singulier, qui porte une marque invariable.

— On me lit une lettre d'une mère qui a perdu ses quatre fils. Et il y a trois mois de guerre.

— Deuxième lettre du fils Guillaumet, de Nuremberg. Resté vingt-quatre heures à l'abandon, blessé, les Allemands, en passant, lui donnaient à boire, et des fruits.

— On cherchera comment s'occupaient les ministres, à Bordeaux, aux heures de loisir. Quelques-uns furetaient chez les antiquaires. D'autres avaient une amie installée aux environs. Beau-

coup, très conjugaux. Sembat appelle sa femme « mon chéri ». Elle appelle son mari « ma jolie ». Certains étaient très laborieux. Tous étaient simples.

— Sembat dit que l'égalité réclamée par les socialistes est réalisée par les bourgeois dans la guerre, où toutes les valeurs sont nivelées et comptent également.

— Il y a tant de prisonniers allemands en France et ils s'y trouvent si bien qu'il faudra chasser cette seconde invasion.

— « Nous ne sommes pas en guerre avec l'Autriche ! » La phrase est de M Viviani. Cependant l'Autriche est le seul pays auquel la France ait déclaré la guerre. L'erreur peut se défendre, tant on est hypnotisé par le duel France-Allemagne.

— On écrit : « Les changements de généraux allemands dénotent chez eux une grande démoralisation. » Chez nous, ce n'en est pas une. Ainsi, nous ne pouvons pas nous « transférer » dans la peau des adversaires.

— Récit du colonel Bouttieaux, que j'ai rencontré depuis vingt ans à toutes les manifestations « aériennes » et qui vient d'être nommé directeur adjoint de l'Aéronautique. Auparavant, il était en Lorraine. Avant d'expliquer le terrible effet des fléchettes et des bombes à air liquide, il s'excuse d'un mot : « C'est abominable, mais c'est la guerre. »

Pour raconter sa visite au fort qu'on bombarde, ou sa descente en feuille morte avec l'aviateur Garros, il a une simplicité qui voile son orgueil et, juste assez, l'aveu de son émoi initial.

Il est stupéfait du pessimisme qu'on respire à Bordeaux, en contraste avec la confiance des armées. Il estime que les Alle-

mands sont à leur maximum (28 octobre).

Il reconnaît la qualité d'accrocheurs des Allemands. Ils rendent inexpugnables des forts de Vauban que nous n'avons pas pu défendre (Reims, Lille, etc.). Il dit : « Ce sont de rudes jouteurs ! »

Il raconte la scène où on dut évincer des constructeurs d'avions, ou les inviter à construire pour leurs concurrents heureux, afin de ne conserver que quatre types, demandés par les armées (Voisin, Gendron, M. Farman, Morane).

— Le jardinier de M Thomson, à Méry, écrit d'un fort de Verdun où il est mitrailleur. Ce qui l'inquiète, c'est sa serre…

— Il y a une sorte de rigidité religieuse dans ces décisions qui interdisent aux officiers de recevoir leur femme, même à l'arrière-front.

— 28 octobre. On a supprimé les gardes civiques. Un de ces citoyens avait arrêté en auto Millerand « avec un personnage qu'on n'avait pas pu identifier ». C'était Poincaré.

— J'entends dire : « Que voulez-vous ? La publicité financière était tombée à rien dans les journaux. Il leur fallait la guerre. »

— Un monsieur dit à M X… : « Je suis censeur. » Elle réplique : « Ah ! C'est vous qui écrivez ces jolis articles en blanc… »

— Certains ministres expliquent tous les insuccès par la défaillance des territoriaux.

— Après la Marne, une femme se lamentait dans son village pillé et incendié par les Allemands : « Ils m'ont pris mes provi-

sions, mon argent, mes marchandises… Et puis ils ont emmené mon mari. »

— Le fils d'un avocat à la Cour de cassation était élève-officier. Cela retardait son départ au front. Il se fait rayer pour partir plus vite. Son père le lui reproche : « Tu aurais pu me prévenir. » Il répond : « Question personnelle. » Étrange problème : quelle part devraient avoir les êtres aimés dans ces décisions ? L'amour de la patrie doit-il l'emporter sur toutes les amours ?

— Lettre d'un médecin de Vichy, pacifiste. Il se reconnaît une mentalité nouvelle, avide de vengeance et de férocité. D'autre part, il se plaint qu'on raconte à la foule, non la vérité, mais des fables.

— Une histoire abominable, rapportée de Paris. Une mère veut voir son fils aux tranchées. Refus. Elle se déguise en soldat, arrive aux lignes, fait avertir son fils par un camarade. Ils se voient une heure. Mais l'ennemi a attaqué. Abandon de poste. Le soldat est fusillé.

— Dans une maison pillée, le propriétaire retrouve tout, en tas, et en plus, un énorme stock de conserves laissé par les Allemands.

— Autre maison pillée. Le propriétaire avait six gravures rares. Il doutait de deux d'entre elles. On ne lui a laissé que ces deux-là.

— Les ministres sont ombrageux pour ceux d'entre eux qui vont à Paris. Ils tremblent de les voir pactiser avec ce pouvoir civil qui s'est installé au Lycée Duruy — affaires civiles du camp retranché — vrai ministère à tendances réactionnaires.

I · 03

— Les corps territoriaux présentent un curieux état de bouleversement social. Beaucoup de gens riches ont négligé de prendre des grades dans l'armée, par ennui des stages fréquents. Des humbles, qui étaient sergents dans l'active, sont devenus lieutenants de réserve. Aussi, dans la tranchée, le contremaître est souvent le chef de son patron. D'où la discipline à l'envers. Un simple soldat dit à son capitaine : « Je t'emmerde. » Le capitaine n'ose pas sévir. Ce serait le conseil de guerre.

— Des dames ne peuvent pas voir un homme, à moins qu'il ne soit déliquescent de vieillesse, sans s'écrier : « Pourquoi n'est-il pas au front, celui-là ? »

— Les Bordelais chez qui je loge sont sans nouvelles, depuis le début de la guerre, de leur fils sergent. Il y a quelque chose d'oppressant dans leurs demandes de conseils et d'appui. On peut si peu ! Et alors, chaque matin, c'est de ma part une fuite tragi-comique, pour les éviter, le long du corridor, les étapes dangereuses franchies successivement : la bicyclette du garçon accrochée au mur, la grosse armoire, la porte de leur chambre, la panoplie, l'échappée sur la cuisine où se tiennent mes hôtes.

— Comment nier le mouvement de haine et de revanche de ces dernières années ? Le théâtre, le livre, la politique l'attestent. Oui, nous avons reçu un coup de tonnerre. Mais nous avions dressé la pointe en l'air.

— Quand on descend en soi-même, on trouve une amère ironie dans ces mots accolés : les lois de la guerre.

— Et cette prétention de tracer les frontières de l'horreur, de décréter que le sous-marin est légal, que la mine flottante ne l'est pas… C'est toujours des façons de tuer.

— Une circulaire donne à l'autorité militaire le contrôle sur les cérémonies cultuelles dans les hôpitaux. L'élément civil proteste contre cette légalisation des Cultes, en régime de séparation. Briand, intérimaire à la Guerre, soumet le cas à Millerand, qui est à Dunkerque, par téléphone. Puis, prudent, il passe l'appareil à Viviani.

— Une jeune femme a établi un ouvroir de réfugiées à Lourdes. La ville est fort religieuse. Il paraît que là-bas il y a des neuvaines où on adjure Dieu « pour avoir un gouvernement chrétien. » Et dans ce milieu de vieilles bigotes, on ajoute : « Dix guerres pareilles, la moitié de la France aux Allemands, pour avoir un gouvernement chrétien. » Il est souvent question dans leurs propos de « la France châtiée ». C'est une idée catholique que la France est punie de son régime par la guerre.

— Un de nos ministres va volontiers chez les antiquaires. Il ne veut pas y être reconnu. Un quidam le surprend, le reconnaît, le salue, commence : « Monsieur le… » L'autre coupe et, pour donner le change, se fait passer pour un photographe de carrière. Il fait même l'article à la brocanteuse, qui se défend : « Oh ! j'ai passé l'âge de me faire photographier. »

— L'indemnité de 1,25 par femme et 0,50 par enfant a fait des heureuses parmi celles que l'époux battait après avoir bu son salaire. « Vingt-cinq sous et pas de mari ! Pourvu que ça dure ! »

— Frédéric Masson, historien et académicien, apprend que Poincaré, allant à Paris, assistera à une séance académique : « Il

va à l'Académie parce qu'il s'y sent sous une coupole. »

— La jalousie interministérielle étonnera ceux qui placent les hommes sur un plan supérieur au réel. Ainsi, les ministres ont de l'ombrage pour celui d'entre eux qui visita le front. Lors d'une deuxième absence de Millerand, on ne veut pas donner à Briand l'intérim qu'il exerça une première fois. On veut le punir d'avoir visité Verdun. On veut donner cet intérim à Delcassé. Et alors Briand se plaint de Poincaré en propos amers, après lesquels il ne reste plus du président que les os.

— La mentalité des militaires professionnels vis-à-vis des civils — qui ont fourni la nation armée — rappelle celle des directeurs de théâtre vis-à-vis de ceux qu'ils appellent « ces cochons de payants ».

— Quand un cuirassé anglais est coulé, on annonce qu'il était croulant de vieillesse.

— La crainte des zeppelins sur Londres trouble les Anglais. Afin que le palais royal soit épargné, on aurait simulé ailleurs les cordons de lumières qui entourent ce château. Voilà un ailleurs où les appartements ne doivent pas être chers.

— On raconte… que le Kronprinz, attiré par la chasse aux perdreaux en Champagne, aurait compromis, par une journée de battue, le sort de son armée.

— Qui croirait à cette avidité ministérielle qui précipite chaque ministre vers la signature d'un décret dont il veut la paternité ?

— Les prisonniers allemands de Blaye, avec leur jaquette grise, leur feutre mou, leur placidité joyeuse, évoquent des boys-scouts oubliés et vieillis en villégiature.

— Le fils Colson s'est engagé. En un mois, il est devenu un artilleur qui s'étonne de ses prouesses. Le père — régisseur du domaine de M Thomson — prononce avec son bon sens champenois : « Et ils disaient qu'il leur fallait trois ans pour faire un soldat ! » Il est certain qu'après la guerre — si l'on peut discuter — cet argument des classes parfaitement dressées en trois mois servira aux partisans d'un service réduit.

— Qui paye les 18.000 francs d'un général ? La nation. Et l'ignorance méprisante du militaire quant au civil en prend un caractère assez choquant.

— Clemenceau a un secrétaire, Mandel, auquel on prête une grande influence sur son patron. Celui-ci, qui la nie, s'en plaint drôlement : « Quand Mandel pète, on m'accuse d'avoir mangé des haricots. »

— Les partisans de la guerre sont dans l'extase, la jouissance. Au lendemain d'un raid de zeppelins sur Londres, il y en a un qui s'écrie dans l'Écho de Paris, dans une sorte d'éréthisme patriotique : « Comme demain sera beau et toujours plus glorieux ! »

— Au 3 novembre, le directeur de l'aéronautique et son adjoint envisagent une prochaine invasion de dirigeables sur Paris.

— Communiqué anglais du 5 novembre : « Nous fîmes des ennemis, au cours d'une excellente contre-attaque, un prodigieux massacre. »

— Difficile d'établir la vérité historique. Au cours du deuxième voyage à Paris de Poincaré, les uns disent qu'il fut sifflé. Les autres, acclamé. Tous avaient peut-être raison. Question de quartier et de forces de police.

— À propos de la reprise possible des théâtres et des obstacles à ce projet, M. Thomson dit : « Pas de famille où il n'y ait du noir. »

— On parle toutefois de prolonger la vie des cafés jusqu'à 10 heures du soir, d'encourager les matinées, les concerts.

— Au début de la guerre, on appela la classe 1914. Seize cents jeunes gens étaient convoqués à Bar-le-Duc. Vainement essaya-t-on d'arguer que la ville était menacée, qu'ils risquaient d'être pris. On les y convoque tout de même.

— On fait un Livre Jaune sur la guerre. Des rapports de nos représentants en Allemagne disaient que les articles et discours de Humbert et Clemenceau ont joué un grand rôle dans la décision de l'Allemagne. Viviani a fait rayer ces deux noms sur les épreuves, pour épargner ces deux hommes dans l'Histoire.

— Il y a toujours (5 novembre) des froissements sur le retour à Paris. Le Conseil des ministres s'émeut d'une note de l'agence Havas où Poincaré semble dire que le Gouvernement le retient à Bordeaux. Viviani et Briand, le même soir, à l'État-Major, en attendant le communiqué, éclatent à haute voix en propos amers contre le président devant des officiers.

— Curieuse, cette autorisation de faire dire des messes dans les hôpitaux. On crée ainsi autant de chapelles, qu'il sera plus tard difficile de supprimer. Millerand doit subir la suggestion de l'État-Major et peut-être de personnes plus proches.

— 7 novembre. Briand raconte sa visite dans l'Est. Il décrit les deux tranchées. L'allemande n'a qu'une issue, gardée par un sous-officier, revolver au poing. La française est libre. Il y a pro-

miscuité des officiers et des soldats. Des hommes viennent se plaindre de la poste militaire à Millerand. Le général Dubail répond à l'un d'eux : « Voyons, crois-tu que le gouvernement n'ait pas autre chose à faire que de te chiper ton mandat ? Retourne à ton affaire. »

Ces hommes seraient joyeux comme des gosses. Ils sont en partie de plaisir. Quant au G. Q. G. c'est un bureau. On se croirait aux manœuvres. Ces officiers jouent une partie. C'est un match de boxe. Bien joué. Mal joué. Ils observent les règles.

D'accord avec Joffre et Sarrail, Briand a voulu télégraphier qu'il a visité un fort de Verdun en bon état. On suspend néanmoins sa dépêche.

— Sarraut, ministre de l'Instruction publique, qui est méridional, s'enquiert auprès de Joffre et de Sarrail, méridionaux, de la conduite des méridionaux au feu. Et chacun fait : « Ah ! dame… »

— Briand signale le danger des commandants de région qui profitent de leur pouvoir dictatorial pour donner une tournure cléricale à cette dictature. Et cela sur une population affaiblie et éprouvée.

— Ce fut en surprise qu'on amena Briand dans une des communes alsaciennes occupées par nos troupes. L'auto s'arrêta devant une mairie naguère allemande et une sonnerie de clairon éclata. On dit à Briand : « Vous êtes en Alsace. » Briand dit : « C'est rigolo. » C'est son mot chaque fois qu'il est ému.

Quand on lui parle des effroyables pertes en hommes, Briand dit : « Que voulez-vous ?… » Il espère encore une ère de paix pour les générations futures.

— Briand raconte qu'à Épernay chaque officier allemand avait entre ses jambes sa bouteille de champagne et se défiait de ses voisins de table. Un commandant allemand, dans le même esprit, monta déguster dans sa chambre, pendant le repas commun, une cervelle — pas humaine — qu'il s'était fait cuire. Puis il redescendit à table.

Les femmes un peu violentées n'aimeraient point à le raconter, d'après Briand. Il ajoute qu'elles ne paraissent pas autrement fâchées, ni anxieuses d'une autre invasion.

— Parmi les ministres, c'est à qui ira le plus près du feu. C'est un concours crâne et intéressé.

— Nous croisons un régiment. La classe 1914. Des têtes de vingt ans. C'est à pleurer. Et on a le sentiment que c'est de la foule anonyme, du troupeau, un chiffre, pour ceux qui en disposent. L'individualisme est mort pour un temps. Ah ! comme on comprend la joie des réactionnaires !

— Le romancier Romain Rolland, réfugié en Suisse, relève, dans une feuille de ce pays, que les journaux ne notent que la férocité, la haine. Jamais ils ne retiennent les traits de générosité mutuelle, de bienveillance relative. Et leurs excitations font, par contre-coup, de nouvelles victimes.

— À Lormont, près Bordeaux, un poste arrête notre auto. Ces hommes ont déjà tué deux passants qui n'obéissaient pas assez vite. Le caporal dit : « Vous seriez le président de la République que vous ne passeriez pas. » Il paraît qu'on vient de changer la forme des sauf-conduits depuis la veille. Que de zèle perdu ! Plus on descend dans le Midi, plus on est opprimé par le militaire. Briand dit : « Marseille est en état de guerre. »

— Briand, devant qui on vante les exploits au couteau des Indiens Gurkas, réclame ironiquement quelques anthropophages aux armées.

— Si on n'avait pas une exacte idée de la personne humaine, on serait surpris de voir les petits intérêts politiques se manifester si fort au milieu des effroyables événements. Ainsi, il y a antagonisme entre Poincaré d'une part, Viviani et Briand de l'autre. Ceux-ci lui reprochent d'accaparer, d'empiéter, de jalouser.

Briand a même voulu partir. Il a quitté le Conseil avant la fin. C'était encore à propos du retour à Paris. Poincaré attribuait à Briand je ne sais quelle note parue dans le Temps. Il a fallu, dans l'après-midi de ce jour, que Sembat et Thomson allassent chapitrer Briand, lui montrer la gravité de son départ dans l'occurrence, et enfin l'entraîner à la présidence. L'entrevue même débuta mal. Car Poincaré dit d'abord : « Je suis rassuré en apprenant que vous êtes trois, car il ne s'agit pas d'un envoi de témoins. » Cela finit par une accolade, dont Poincaré prit l'initiative. Mais le mécontentement couve. Viviani, lui, se plaint toujours de l'impolitesse de M Poincaré.

Dans ses explications avec Thomson et Sembat, Briand rappela amèrement sa part dans l'élection présidentielle. Il dit avoir fait une loyale démarche près de Bourgeois qui accepta, puis se déroba. Jaurès aussi était partisan de cette dernière candidature. Mais devant la retraite de Bourgeois, Briand donna son concours à Poincaré.

— Dans une lettre de soldat : « Nous entrons dans un village. Du sang ! Du sang ! Il n'y en a pas encore assez. C'est du boche. »

On dira ce qu'on voudra. L'ère qui réveille et qui excite de tels sentiments est une affreuse époque.

— Briand prétend qu'il rêve, après la guerre, de quitter la politique et de s'amasser, comme avocat, 3 ou 4.000 francs de rente.

— On apprend aujourd'hui qu'il y a du brouillard sur le front. Je me réjouis de penser que ce jour-là on se tuera moins. Et c'est une grande pitié de penser que je ne peux même pas exprimer cette satisfaction, si humaine, tant l'atmosphère est devenue cruelle.

— La faculté de téléphoner est réservée aux ministères. Et comme on connaît la largesse de cœur des Thomson, beaucoup de gens viennent leur demander de téléphoner pour avoir des nouvelles d'un parent au front, obtenir une autorisation, débrouiller une arrestation injustifiée, etc. Cette faculté du téléphone et leur pouvoir charitable ont fait de leur ministère une sorte de bureau central de la douleur.

— En lisant le pathétique discours prononcé à Reims par Viviani, presque sous les obus, bien qu'on ait choisi un faubourg hors de portée, je le rapproche de sa lassitude désabusée et je comprends la diversité de l'être, sans doute sincère dans ces deux expressions opposées.

— Cette théorie du dédoublement explique Poincaré, voulant rentrer à Paris (10 novembre) pour soigner sa popularité et disant par ailleurs qu'il ne rentrera que sur un ordre de Joffre.

— La douane prétend toucher des droits sur des vêtements que les Américains envoient à des œuvres de réfugiés.

— Un torpilleur, en septembre dernier, c'est-à-dire un mois après la déclaration de guerre, voulut se ravitailler en charbon à Alger. Refus. Le commandant montre une montagne de charbon sur le port. On lui répond : « Ah ! on ne peut pas y toucher. C'est le stock de guerre ! »

— Briand me dit qu'il veut, au point de vue galant, reconquérir une chaste réputation. Je lui dis que c'est une entreprise encore plus difficile que la Fédération des Gauches (un groupement avorté, qui s'orientait nettement, malgré son titre, vers la Droite). Il a un sourire flatté.

— Parmi les dangers du pouvoir militaire, il faut signaler le cas des vieux officiers retraités qui commandent les régions et qui donnent souvent carrière à leurs sentiments cléricaux. C'est ainsi qu'ils réquisitionnent les écoles laïques et laissent rouvrir les écoles « libres », c'est-à-dire religieuses.

— De M Cruppi. À Luchon, 2.000 blessés n'eurent pas de chirurgien pendant trois semaines. L'avocat Labori avait fait déplacer le titulaire, qui opérait avec une petite lame aiguisée chez le serrurier.

— L'Angleterre et l'Allemagne publient des listes de morts et de blessés. La France de la Révolution, du Progrès, du Droit, de la Liberté, la reine des Nations, garde le silence.

— Nul ne sait qui est la Censure.

— Un soir, M X... éclate en sanglots. Elle pense au départ de la classe 1914, de cette jeunesse jetée à la mort. Et, dans l'ordinaire de la vie, elle veut envoyer l'univers entier au front.

— Au Conseil des ministres, on consacre environ une heure un quart à la lecture des dépêches diplomatiques, trois quarts d'heure aux dépêches militaires. Puis viennent les finances, les travaux publics, le commerce.

— Quand les Allemands reprennent Dixmude (11 novembre), le communiqué parle de ce village (5.000 habitants}.

— On me dit souvent que le Français pille. Dans les tranchées, on voit des abris faits de boiseries rares, tendus de tapisseries vénérables, des hommes vêtus de linges de femme pris dans les villages.

— On me cite aussi des trêves entre tranchées ennemies, par exemple pour aller prendre, par le grand froid, de la paille d'une meule placée entre les deux lignes.

— On cite aussi ces troupes ennemies, si lasses, pendant la retraite de Charleroi, qui, un soir, dans un village, firent semblant de ne pas se voir, glissèrent l'une contre l'autre, dans l'ombre.

— Une des causes certaines de la guerre, c'est d'empêcher à tout prix l'application de l'impôt sur le revenu, qui devait dater du 1 janvier 1915.

— On dit que des soldats lèvent la main gauche dans les tranchées. Une balle s'y loge. C'est la blessure heureuse, la bonne blessure, très recherchée.

— L'astronome Normann, patronné par Painlevé, a inventé un repérage phonétique des batteries ennemies. Il se heurte au mauvais vouloir des artilleurs, qui poursuivent des expériences analogues, servent mal ses essais, lui prêtent des canons inutilisables, etc.

— La tranchée est un sillon où fermentent 2 millions d'hommes. Quelle sera la moisson ?

— On dit : « C'est guerre » ou « Ce n'est pas guerre ». Le champagne n'est pas guerre. Alors on le boit en carafe ou on le remplace par du Corton.

— Propos de couloir de wagon : « À Esternay, on a violé des femmes sous les yeux de leur mari. Espérons que nous aurons notre tour. — Ils criaient : Amis, camarades. Mais, deux mois avant, ils nous avaient trompés. Alors, on les a tués tous les soixante. — Joffre fait de jeunes généraux, comme Napoléon. — Nous travaillons pour nos enfants. — Depuis 70, nous tremblions sous les menaces des Allemands. Nous en avions assez. — Delcassé, en voilà un qui sera dur, pour les conditions de la paix ! Ah ! ce n'est pas l'ami du kaiser ! »

— Visite au château de Blaye, qui contient 800 prisonniers allemands. Un vieux commandant de gendarmerie en fait les honneurs. Il interroge ces hommes avec une sévérité paternelle. Ceux qui parlent français répondent avec un empressement souple. L'un d'eux dit qu'il est « négoziant, mon commandant ». Les autres rient, se poussent du coude, amusés, comme de grands gosses. Et sur notre passage, ils accourent, claquant l'un contre l'autre leurs talons ferrés, tandis que le vieux commandant les salue gravement.

— Une maman, répétant ce qu'écrit son fils, dénigre les Anglais asservis à leurs coutumes, le thé, le tub, perdant ainsi des tranchées qu'il faut reprendre.

— Dans les milieux comme la Croix-Rouge, la légende s'accrédite que le Parlement a refusé les crédits en temps de paix pour

l'artillerie lourde.

— Les journaux publient une lettre d'une mère : « J'ai sauvé mon fils jusqu'à 17 ans de toutes les maladies. J'en suis heureuse, puisque je puis aujourd'hui offrir sa vie à la patrie. »

— Les médecins constatent que les périodes mensuelles des femmes ont été bouleversées par la guerre.

— On ne peut pas dire : que quiconque a quatre fils mobilisés devrait en avoir un à l'abri.

— Un magasin annonce une mise en vente d'eau de Pologne.

— À déjeuner, les deux présidents des deux Chambres. Un Deschanel très frappé, très pathétique, un peu grandiloquent. Quant à Antonin Dubost, une ruine.

— Dilemme : une femme est violée par les Allemands. Elle est enceinte. L'enfant est à demi-français. Doit-on la faire avorter ? Doit-elle l'élever ?

— Dans le milieu du Conseil d'État, la consigne est de jouer au bridge, pour « s'empêcher de penser ».

— Il en est donc des nations comme des femmes ? Il faut qu'elles voient périodiquement leur sang ?

— Painlevé, président de la Commission des Inventions, se plaint de n'être pas autorisé à aller à Reims. L'État-Major a horreur du Parlement.

— Un directeur de journal, à déjeuner. Il donne le vertige. D'après lui, ce sont les Anglais qui ont fait tuer le prince héritier d'Autriche, le pape, le pape noir, Jaurès.

— Les articles militaires écrits par de vieux officiers sont d'un comique sinistre. Il y en a un (22 novembre) qui nous conseille de ne pas reprendre Lille parce que la typhoïde y règne chez les Allemands.

— Les lettres publiées disent : « J'en ai tué dix ! J'en ai tué vingt ! » Et on ne publie rien de généreux, de tendre, de joli, d'humain. Seule, la férocité est exaltée, étalée.

— M Greffulhe oublie chez le préfet de Bordeaux un modèle de pantalon de soldat destiné à faire housse sur la culotte rouge. Le préfet est en conférence avec son personnel quand un huissier vient lui dire : « La comtesse Greffulhe réclame son pantalon qu'elle a oublié chez M. le Préfet. »

— Doumergue à déjeuner. Il a une érudition abondante et savoureuse, qui fait oublier sa banalité extérieure et les histoires plus ou moins véridiques de son passé de petit robin colonial.

— Un officier se plaint devant moi que la poste fonctionne trop bien, car les lettres amollissent les hommes.

— Un des directeurs de la Télégraphie aux armées est de passage à Bordeaux. Vivant au G. Q. G., il dit que Joffre est une magistrale fourchette.

— Ce matin, mon propriétaire, qui est sous-chef de division à la mairie, n'est pas à son bureau. Il a fallu une cause grave. Le fils est mort. Sergent. La lettre de l'agence de Genève ne laisse pas de doute. La femme pleure. L'homme rage de ne pas savoir où, quand. Il dit : « C'est assommant. »

— Lecture du Livre blanc britannique. On y discerne l'incoercible fatalité des mobilisations qui craignent de se laisser dépas-

ser, qui se hâtent et préparent ainsi le drame. Et ceci. Au 30 juillet, Poincaré fait dire à l'Angleterre : « Si vous vous mettez à nos côtés, c'est la paix. Prononcez-vous. » L'Angleterre refuse, disant qu'elle veut voir se développer les événements. On a le sentiment que les destinées de la planète oscillaient à cette minute autour d'un axe précis.

— Dans une liste de décorations (23 novembre) je vois promus officiers Du Paty de Clam et Driant. Le premier fut l'actif artisan de la condamnation du capitaine Dreyfus. La révision du procès l'accabla. Dix ans après, il tente de se relever, vainement. Et il entraîne dans sa chute le ministre Millerand, qui s'était prêté à sa tentative de réintégration. Et le voici, grâce à l'abominable aventure, réintégré, promu… L'autre, depuis trente ans, dans des livres à succès, prédisait La guerre de Demain. Demain venait, et pas de guerre. Et voilà qu'enfin la prédiction se réalise.

— Chacun, d'avance, escompte le profit de la guerre. L'un écrit : « Il faudra rétablir les anciennes provinces. » Un autre : « Il faudra réapprendre les grands classiques du xvii siècle. » Chacun suit âprement sa chimère.

— Chaque jour, sous les plumes réactionnaires, revient l'affreuse légende : on n'avait pas préparé le pays à la résistance. S'il tient, c'est grâce aux hommes, malgré l'impéritie du régime.

— Un brigadier de gendarmerie arrive chez M Guillaumet et lui annonce que son fils Philippe est déserteur. Or, il est blessé et prisonnier à Nuremberg. Quand elle a cité ses preuves et ses puissants amis, le brigadier lui demande de l'avancement pour son fils, qui est postier.

— Un artilleur disait à Briand qu'il ne pouvait pas essayer ses obus parce qu'il n'avait pas son champ de tir habituel. « Pas de champ de tir ! s'écrie Briand. Et les 600 kilomètres de front ! »

— Interdiction d'écrire aux prisonniers français autrement que pour leur donner des nouvelles de leur famille. Rien de la situation. Alors, à un prisonnier qui a deux petites filles, on donne des nouvelles d'une troisième qu'on appelle Victorine et qui est la France. Victorine a eu une crise, elle va mieux, elle attend son complet rétablissement.

— Au déjeuner (le 28 novembre) Briand, les Sembat, Bouttieaux, M de Flers. Bouttieaux admet que les zeppelins peuvent venir sur Paris. Ils partiraient de Cologne vers 4 heures après-midi, passeraient nos lignes à la nuit et seraient sur la ville à 10 heures du soir. (Le général Hirschauer voyait surtout les zeppelins sur Londres, départ de Belgique à 4 heures du matin et arrivée sur Londres à 8 heures en hiver.)

— Briand poursuit ses rêves bucoliques, une petite maison, pêche et chasse. Quant à Sembat, ce n'est pas sans mélancolie que l'on constate son goût du pouvoir, son épanouissement ministériel, sa friandise de son titre — étant donné qu'il avait adhéré à un groupe dont le statut et la force exigeaient le refus du pouvoir.

Des circonstances exceptionnelles lui ont permis de jouir d'une puissance qu'il dédaignait par principe, mais c'est assez triste de voir ces hommes — même Guesde, toujours simple, mais roulant en auto, se hissant dans son wagon réservé — jouir si heureusement, si ingénument du pouvoir.

— On dit veuve, orphelin. Il y a des mots pour la femme qui a perdu son mari, ses parents. Il n'y en a pas pour celle qui a perdu son enfant.

— À signaler les prières-chantages, qu'on reçoit et qu'il faut renvoyer à neuf personnes, sans quoi « le malheur sera sur soi et sur ceux qu'on aime ».

— On ne peut pas dire : que les dames espagnoles ont demandé à tous les combattants de faire trêve la nuit de Noël.

— On ne peut pas dire : que Joffre a eu tort, dans son ordre du 10 septembre 1914, de dire qu'il préparait depuis 44 ans la Revanche. Et cependant, cela autorise l'Histoire à dire que cette guerre ne fut pas uniquement une agression allemande.

— On ne peut pas dire : que les Allemands ont encore des ressources.

— À Londres, on a mis des abat-jour sur les réverbères. La Loïe Fuller, qui lança les danses lumineuses, dit à Lord Kitchner que ces réflecteurs éclairaient magnifiquement le sol. Il répondit que cela ne faisait rien, puisque les londoniens étaient contents.

— Sous une gravure de l'Illustration, je lis cette putride fadeur : « La rouge rosée abreuve les guérets que fécondait la sueur des laboureurs. »

— Fin novembre 1914, les ministres ignorent le nombre des hommes aux armées. Ils sont obligés de se fonder sur le nombre de rations fournies par l'Intendance, nombre qu'il a fallu connaître pour fixer celui des bouteilles de champagne à distribuer dans la nuit de Noël.

— Le retour à Paris sera jusqu'au bout une question ardue. Le mot d'ordre de rester à Bordeaux est donné par les journaux réactionnaires, par les gens qui sont restés à Paris et par le petit gouvernement de Paris. Aussi apparaît-il pénible d'y obéir. D'autre part, on a lancé des insinuations venimeuses : en rentrant à Paris, le Gouvernement va exposer la ville à des attaques de zeppelins, à de nouveaux efforts de briser nos lignes. Alors, on hésite. On parle d'une cote mal taillée : les ministres rentreraient sans leurs services…

— Déjeuner chez les Sembat, au Lycée de Longchamps, où nichent trois ministères. Ensuite, promenade dans les bois et les sources de Gazinet, le site préféré de Sembat. Leur puissante « Daimler » nous précède. Elle est conduite par deux soldats et quand ils étendent chacun un bras vers le vide pour nous faire stopper, on dirait qu'il n'y a qu'un conducteur, d'une énorme envergure. Sembat explique un projet de reconstruction des maisons démolies, en hygiène et en beauté. On offrirait une prime aux propriétaires consentants. Si bien que le Nord serait finalement supérieur au Midi.

I · 04

— Au Conseil des ministres du 1 décembre, Ribot déclare qu'il rentrera le lundi suivant à Paris, en tous cas : « Vous devenez révolutionnaire ». sourit Sembat. « Comme vous naguère », distille Ribot.

— On ignore tout des départements envahis, plus que de l'Allemagne. C'est une autre planète.

— Le militaire brime et méprise le civil. Il y a un fossé entre les deux éléments. Et c'est d'autant plus extraordinaire que, sauf 30.000 professionnels, les 5 millions de militaires sont des civils provisoirement revêtus d'uniformes.

— On ne peut pas dire : que les Allemands, d'après les premières rumeurs qui nous parviennent, auraient ingénieusement organisé les régions envahies, excitant la production industrielle dont ils réquisitionnent la moitié, etc.

— Anatole France aura eu un sort singulier dans cette guerre. Il eut d'abord le courage d'envisager la reprise de l'amitié allemande dans la paix. Affolé par les blâmes dont on l'accabla, il sauta d'un extrême à l'autre, demanda à s'engager à 71 ans. Au conseil de révision, on lui fit respectueusement remarquer qu'il n'était plus apte au service armé. Tristan Bernard prétend qu'on le porta : ajourné.

— 2 décembre. Un américain nous revient d'Allemagne. Voici quelques-unes de ses impressions :

De la première défaite russe, en Mazurie, des colonels allemands revinrent fous, deux se suicidèrent, d'avoir entendu les cris de milliers de Russes jetés aux étangs.

Ce massacre est l'œuvre du général d'Hindenbourg. Lorsqu'on vint lui demander de reprendre du service pour la guerre, il y mit comme condition de ne dépendre de personne.

Les Allemands sont sûrs de leur succès. Ils trouvent les Belges bêtes d'avoir résisté et blâment les Français de n'avoir pas fait alliance avec l'Allemagne après la prise d'Anvers. Seule, l'élite est effleurée d'un doute. Ils sont persuadés qu'ils ont été attaqués

par leurs envieux voisins de l'Est et de l'Ouest. Ils admirent Joffre et les Français depuis la Marne, parce qu'ils estiment la force.

— Decori, secrétaire général de la Présidence, raconte qu'il a reçu une lettre du chansonnier Botrel : « Je fais une grande pièce de vers où je parle des yeux azurés de M. Poincaré. Au fond, de quelle couleur sont les yeux du président ? » Decori l'a adressé à M Poincaré.

— Decori raconte aussi que récemment le Kaiser couche trois nuits à Bruxelles dans trois logis différents. La troisième nuit, il eut une crise d'otite et on appela un médecin bruxellois que l'on garda au gîte jusqu'au départ de l'empereur.

— Dîner avec Briand, l'amiral Aubert, Peixotto. Briand dit qu'on a eu tort de rayer de la Légion d'honneur tous les Allemands, qu'il y a moins d'atrocités qu'on ne le dit. Il raconte que des officiers allemands, pillant un château, ouvrent une porte, voient un portrait de Napoléon I, s'arrêtent et saluent.

— Toujours de Briand. Un homme repasse le conseil de révision. Le général demande : « Pourquoi était-il réformé ? — Il ne voit pas, mon général. » Le général regarde la fiche de l'homme : « Comment, il ne voit pas ? Il est inspecteur ! »

— Je lis dans un journal : « L'obéissance allemande est passive et moutonnière. Un régiment allemand entre dans un village, musique en tête. Les Français le mitraillent. Tous les hommes tombent. Le fifre seul reste debout. Et comme l'ordre est de marcher, le fifre avance et continue de jouer. Quelle servilité ! » Cet exemple pour montrer la déviation de la mentalité pendant la guerre. La presse est animée d'ailleurs tout entière d'un pareil es-

prit. Sa responsabilité sera énorme devant l'Histoire et devant nos descendants.

— Lecture du Livre Jaune, le livre diplomatique français. On sent là de pâles pantins qui s'agitent au milieu des formules. Ils sont le jouet d'instincts formidables. On s'aperçoit, en particulier, que l'Italie ne fut pas prévenue de l'ultimatum serbe. Et on ne comprend pas pourquoi l'Allemagne s'est privée de cette alliée, qui n'était tenue d'exécuter ses engagements que si elle avait été consultée. (Bienvenu-Martin.) Surtout s'il y avait eu « coup monté », l'Allemagne devait prévenir l'Italie pour l'avoir avec elle.

— L'ancien ministre B..., écœuré de n'être pas du ministère, en veut surtout à Briand et Poincaré et dit : « Voilà ce que c'est que de faire de la politique avec des bonneteurs. »

— Tristan Bernard hésite, veut s'engager. Puis, il se reprend et, avec son bon sourire, il dit : « J'irai voir Millerand et je lui ferai passer un bulletin ainsi libellé : « Objet de la visite : demande à recevoir une « blessure légère devant l'ennemi ».

— Les fous, ce sont ceux qui ne pensent pas comme tout le monde. Depuis la guerre, ils ont changé de côté.

— On ne peut pas dire : qu'on souhaite la courte durée de la guerre.

— Parlant d'une prochaine saison d'Opéra, on me dit : « On va reprendre Patrie. » À quoi je réponds : « On ferait mieux de reprendre Lille. »

— Sur un rapport sommaire d'un médecin-major, on a fusillé trois soldats pour mutilation volontaire. Ils se seraient blessés

avec leur fusil. On en autopsie un et on trouve dans la blessure une balle de shrapnell allemand.

— Viviani dit qu'il y avait à la Sûreté générale un carnet bleu où étaient inscrits 4.000 noms de gens qu'on devait arrêter le 1 jour de la mobilisation. Il s'y opposa.

— C'est à un déjeuner à l'hôtel de Bayonne. Viviani lance que la leçon donnée par la France, c'est l'exemple d'une nation élevée depuis quarante-quatre ans sans religion, sans dieu, et qui pourtant a pu combattre dignement et magnifiquement sans autre idéal que celui de la justice et de la liberté, et résister ainsi aux nations subjuguées par les croyances et les dogmes. J'ai le pressentiment qu'il essaye là son discours de rentrée.

D'ailleurs, en ces premiers jours de décembre, c'est un homme tout différent de celui d'Andernos, lequel, désabusé, le front dans sa main et le coude sur la table, mangeait des haricots verts avec sa fourchette à huîtres. Maintenant il est sûr de la victoire finale. On dirait qu'il a été convaincu par ses propres discours. Une dame me dit : « C'est qu'il a vu M P… ». Elle cite le nom d'une actrice des Français dont on le dit l'amant.

— Dans le Livre Jaune, livre français, on voit, au 29 juillet 1914, la recherche d'une alliance franco-allemande par les Allemands. Était-ce un piège ?

— Dans ce même Livre, on trouve chez les Allemands, parmi les causes de guerre, la répugnance à un impôt sur les successions, correspondant à la répugnance bourgeoise à un impôt sur le revenu en France. Car enfin, ce dernier fut ajourné. On ne l'a pas pour le 1 janvier 1915. Mais à quel prix !

— Et tant de causes diverses à l'extension du conflit apparaissent dans ces livres diplomatiques ; la surenchère des mobilisations, une émulation contagieuse, la crainte de se laisser dépasser par le voisin. En France, je me rappelle bien, par l'exemple de Trouville, qu'on convoquait individuellement avant la mobilisation. Que l'enseignement de cette folie soit celui-ci pour nos descendants : en service obligatoire, mobiliser, c'est se battre.

— Nous prétendons atteindre avec les bombes d'avions des points stratégiques en Allemagne. Il est probable que les Allemands doivent parler de même. Et les uns et les autres tuent des civils. Ainsi venons-nous de faire à Fribourg-en-Brisgau.

— Il y a une mentalité d'État-Major qui est internationale et qui se manifeste dans la rédaction des communiqués. Les Russes, rendant Lodz, disent qu'ils rectifient leur front.

— Le 6. Retour à Paris.

— Moutet, député socialiste de Lyon, caporal à Épinal, en permission, donne ses impressions. Il est frappé de l'effort clérical. On attire le soldat au culte catholique à coups de quarts de vin. On fait d'un enterrement un pompeux service public. Il dit qu'au grand ennui de Poincaré, on a envoyé une partie suspecte des habitants de Sampigny dans un camp de concentration. Rambervillers, qui n'a pas été occupé par l'ennemi, a été pillé par l'infanterie coloniale.

M Moutet, qui est doctoresse, conte ceci : un instituteur blessé a répondu à l'invite d'une religieuse d'assister au chapelet : « Le chapelet, je m'en fous. » Un mois après, sortant de l'hôpital, il avoua qu'il aurait crevé de faim sans l'assistance de ses camarades. Il était blessé aux mains.

— Séance de reprise du 22 décembre à la Chambre. Je la vois d'une coupure de l'hémicycle, prérogative des chefs de cabinet !… Oh ! le prestige des paroles sur ce peuple… Ainsi évoque-t-on la Grèce antique. Et plus les discoureurs affirment la décision d'aller « jusqu'au bout », plus on se lève, plus on hurle, plus on épileptise.

— Je rencontre dans ce couloir Gheusi, directeur de l'Opéra-Comique et officier d'ordonnance de Galliéni. Il me dit que, dans son théâtre, on refuse chaque soir 1 500 personnes ; les baignoires sont occupées par des femmes en deuil. Elles viennent pleurer. La musique seule adoucit et détend leur chagrin.

Il me raconte aussi — comme attaché au Gouvernement militaire de Paris, cette fois — la folle histoire d'un capitaine que sa femme ne voulait pas quitter à Compiègne. C'était contraire au règlement. Menace d'être renvoyé au dépôt si elle s'incruste, il la tue.

— En cette fin décembre 1914, Pichon mène campagne pour l'intervention du Japon. Une partie du Gouvernement s'en irrite : cela gêne les négociations officielles. Et puis, si cette intervention aboutit, celui qui l'aura réclamée en bénéficiera…

— Une lettre du front du capitaine L… Il a fait décimer une compagnie qui fuyait. Oh ! la double horreur de ces hommes fusillés par des Français.

— Tous les députés sont en civil. C'est une grave question qu'on a débattue au Conseil. Voyait-on un lieutenant interpeller le ministre de la Guerre ? Cette hypothèse sacrilège a suffi pour régler le débat. Le veston a triomphé.

— Le député Painlevé me dit l'extrême résistance des bureaux de la Guerre, qui ne veulent pas se croire en guerre. Et la répugnance aux inventions civiles, les lenteurs incroyables pour améliorer le matériel (quatre mois, juillet-novembre, pour répondre sur une modification d'affût au canon de marine de 16, afin d'en faire une arme de siège). Et de même pour les grenades, les armes à courte portée, que réclament les malheureux dans les tranchées. Partout la même lenteur. Ces professionnels veulent avant tout accaparer les questions. Il y a un artilleur qui étudie une catapulte, comme chez les romains.

— Le professeur Widal raconte sa visite à la Marne. L'armée de Paris n'avait pas de service d'arrière, ce qui explique les morts laissés sur le terrain. Tous étaient noirs et gonflés. Des Sénégalais géants. Le docteur R..., qui l'accompagnait, ne put se décider à enlever les médailles d'identité. De retour à Paris, les deux médecins étaient imprégnés d'une telle odeur de cadavre qu'ils disaient au garçon de restaurant que chaque plat sentait mauvais.

— Quel regret de ne pas pouvoir publier la vraie chronique des tranchées. Un jour, on s'interpelle, front à front : « Il ne vient donc pas vous voir, votre kaiser ? Nous, notre président vient. — Non ? — Si. » Une heure après, les Français ont hissé un vieux haut-de-forme sur un bâton, le promènent et l'inclinent gravement, au-dessus de la tranchée. Il est aussitôt criblé de balles.

— Je dîne avec Pierre Loti chez les R... Il est en capitaine de frégate, le crachat de grand officier de la Légion d'honneur sur le téton droit. Et, quand nous prenons congé, il met là-dessus un manteau d'auto et un feutre clairs.

— Le député Moutet conte encore que Barrès, en mission à Épinal, le rencontra chez le préfet au cours d'un bridge. Le voyant en soldat, Barrès lui dit : « Vous êtes à la plus belle place ». Et Moutet : « Si vous voulez la prendre ? »

— À la Chambre, un étranger dans une tribune demandait : « Où est la droite ? où est la gauche ? » Un ardent patriote lui répondit : « Il n'y a plus ni droite ni gauche. Il n'y a que des Français. »

— Les humoristes sont devenus les grands-prêtres du patriotisme. Capus pathétise au Figaro, Franc-Nohain à l'Écho de Paris, Grosclaude agite le drapeau du Journal, et Donnay, qui mange de l'Allemand une fois par semaine dans l'Intransigeant, déclame à l'Académie : « Les pensées s'élèvent et les églises s'emplissent. » Ainsi le Chat Noir (le cabaret où naquit l'école humoriste et où chanta Donnay vers 1885) officie sur l'autel de la patrie.

— Quand je répétai cette dernière réflexion à Briand, il me répondit : « Quoi d'étonnant ? Les femmes qui ont eu une jeunesse légère ne finissent-elles pas par donner le pain bénit ? »

— Le général Sarrail, républicain, écrit à un ami : « J'espère échapper d'ici la fin de la guerre à toutes les embûches. Et je ne parle pas de celles des Boches. »

— Le fils C… est tué. Sa femme — vingt ans — se suicide. Il lui en avait laissé le pouvoir écrit.

— J'ai déjà eu cette impression que les ministres essayaient leurs pensées sur leurs voisins de table. C'est ainsi qu'à Blaye,

Sembat a lancé cette réflexion : « La guerre a réalisé ce que le socialisme ne réalisait pas en paix, l'égalité devant les charges. »

— Beaucoup de vœux à l'occasion du nouvel an proche souhaitent « la fin de cette horrible guerre ». Mais cela ne peut se mettre que sous enveloppe. Cela ne s'avoue pas au grand jour de la carte postale.

— On dit : « Allons jusqu'au bout pour éviter la guerre à nos enfants. » Qui nous prouve que nos enfants auraient la guerre ? Dans le doute, on les fait tuer tout de suite. Ainsi Gribouille se jetait à l'eau pour ne pas être mouillé.

— Le Français qui s'habille en Allemand pour repérer le front ennemi accomplit un acte héroïque. L'inverse est une ignoble ruse. (Les journaux.)

— Je reviens sur Anatole France, qui a publié un papier d'un style admirable à l'occasion de Noël, où il paraphrasa en somme le manifeste des socialistes sur les buts de la guerre et où ils justifient leur attitude. Je crois que lorsqu'il offrait l'amitié française aux Allemands dans la paix, il obéissait à l'influence de la culture latine. Il se rappelait les Romains qui voulaient « que leurs ennemis vaincus devinssent leurs amis ».

— Bien des gens pleurent aux mots d'Alsace-Lorraine. Les Ardennes et les Flandres les émeuvent moins. Ils objecteront qu'elles sont temporairement envahies. Mais c'est égal : elles sont occupées, on ne s'en occupe pas !

— En cette fin d'année 1914, la guerre préoccupe moins. Il y a des gens qui s'habituent à la mort des autres.

— La formule de Pichon « finir vite et bien par les Japonais » est séduisante. Mais certains y répugnent parce qu'ils veulent une victoire « bien française » (nous sommes sept nations alliées, cependant), parce qu'ils ne veulent pas mettre de Jaunes dans le conflit. (Nous y avons mis des Noirs.)

— À l'hôpital 52 — l'hôtel du prince de Wagram, — on donne des concerts où l'on récite du gai, du tendre et du cocardier. Et comme ce sont des blessés des yeux, portant tous un bandeau, cela fait un étrange effet, cet auditoire qui rit et qui pleure d'un œil, la tête penchée.

— Les Allemands ont inventé le canon dit : le 420. Mais ils avaient aussi inventé le sérum dit le 606.

— C'est étrange, cette guerre de tranchées, où il y a des projectiles de fortune. Et quand j'entends que le droit lutte contre la barbarie, je pense que c'est à coups de boîtes à sardines remplies de mélinite.

— On donne des preuves de la préméditation allemande. Au 15 juillet 1914, un médecin allemand, dans une ville d'eaux, a dit à un cariste français : « Vous ne ferez pas vos trois semaines. » Il y a aussi le prince de Monaco à qui le kaiser a dit tristement, en lui montrant la flotte anglaise en juillet 1914 : « La guerre est proche. » Mais c'étaient des prédictions annuelles depuis dix ans.

— La réaction active sa campagne antiparlementaire. Si les députés parlent, on leur dit : « Allez au front. » S'ils se taisent et laissent la parole aux militaires, Paul Bourget écrit : « Vous voyez qu'ils sont inutiles ! »

I · 05

— Les guerriers veulent briser tout ce qui les entrave aux armées. D'où l'exclusion de la femme légitime. Pour eux, tendresse vaut faiblesse. Ils luttent contre le sentiment, contre les qualités civilisées, acquises. Ils veulent le retour à la rudesse des premiers âges. Pas d'amantes, pas d'artistes. C'est ainsi qu'à Saint-Pol, le commandant d'armes fait reconduire à la gare la femme d'un commandant, venue voir son mari blessé, à l'hôpital.

— Extraordinaires aventures de G..., ancien sous-préfet. Il est caporal quand Douai est envahi en octobre 14. Il se cache la nuit dans un square, est recueilli par une femme, s'improvise clerc d'huissier, est pris aux environs d'Arras, condamné à mort comme espion par les Allemands, bien qu'il ait failli attendrir ses juges par les photos multiples de son enfant, qu'ils prenaient pour les photos de nombreux enfants. Enfin il flatte dans son orgueil le lieutenant Von Oppel, qui prit Lille, en le comparant à Murat. Il est gracié à l'occasion de la prise d'Anvers. Mis à l'hôpital, il se sauve, erre jusqu'à Reims, remonte jusqu'à Bruxelles par les Ardennes (où il découvre des soldats français cachés), passe en Hollande, Angleterre, France. L'État-Major apprécie ses renseignements, lui donne la médaille militaire et l'envoie porter 10.000 francs à la troupe cachée dans les Ardennes, Angleterre, Hollande, Belgique. Il accomplit sa mission. Arrêté à Bruxelles, il se sauve encore et rentre en France par la Hollande, etc. Il faudrait pouvoir noter ses inventions, ses avatars, ses angoisses, ses ruses et l'admiration terrifiée que lui inspirent les méthodes d'occupation des Allemands.

— Le 5. J'ai sous les yeux une lettre où un soldat jure ceci sur la tête de ses enfants : deux régiments adverses fraternisent sans armes, le 24 décembre, entre leurs tranchées, malgré l'opposition des chefs. Les soldats échangent des cigares, se serrent les mains, s'embrassent. Les Allemands promettent de ne tirer la nuit ni le jour suivants. Ils tinrent parole. Cela m'apparaît symbolique et d'une humanité bien supérieure à la guerre.

— Le 5. Déjeuner Sembat, Painlevé, Gabriel Voisin. Painlevé se plaint des lenteurs à faire sortir des inventions, des hésitations entre plusieurs modèles, des rivalités entre les services. Voisin se plaint de la livraison tardive des moteurs, de la pénurie de pilotes militaires.

— Lorsqu'on regrette qu'il ait fallu la guerre pour développer le sentiment de solidarité, en déplorant qu'il n'existe pas dans la paix, on vous répond : « Vous voyez : il fallait la guerre. »

— N..., chef d'institution, resté jusqu'ici pacifiste, rugit en pensant aux gens qui s'indignent des atrocités allemandes en Belgique et se félicitent des atrocités cosaques en Prusse Orientale.

Il reconnaît que la génération bourgeoise de 15 à 20 ans est sportive, éprise d'action. Cela l'acheminait vers la guerre, car, moins inquiète, elle avait moins peur de la mort. Cela n'explique pas toutefois cette éclosion de fanatisme patriotique, ce goût de mourir pour la nation. Surtout quand on pense qu'on ne faisait rien pour cette nation dans la paix.

— Un dessin de la Guerre Sociale. On demande à un soldat dans la tranchée : « Que faisiez-vous avant la guerre ? — De la neurasthénie. » Tout le monde d'applaudir. Ainsi, la guerre a réveillé les énergies. Mais sacrebleu, ce monsieur pouvait bien ré-

veiller ses énergies dans la paix. Il n'avait, par exemple, qu'à parcourir les hôpitaux, les usines, les taudis. Il y aurait trouvé à s'employer, à s'utiliser, à servir. Eh bien non. Il leur faut l'égorgement de la planète pour secouer leurs petites vapeurs. Admirable résultat : des millions d'hommes tués pour un « spleen » dissipé.

— Le soldat au front n'a pas le droit d'aller à l'enterrement de son père. (Exemple du fils de Camille L... On lui refusa la permission). Sans cela, n'est-ce pas, tous les soldats se mettraient à perdre père et mère !

— N... me dit que les conseils de révision ont âprement repris les réformée anciens : des hernieux avec des grosseurs comme des têtes d'enfant, un borgne à qui l'on dit : « Bah ! un œil vous suffira pour tuer les Boches. » Et le D Salvy a vu reprendre un typhique convalescent de trois semaines, un tuberculeux à hémoptysies. Ce sont des repris d'injustice.

— Caillaux, chargé de mission au Brésil, assiste à une séance de la Chambre brésilienne, invité par le bureau. Un député clérical proteste. Interpellation. Le parti Caillaux obtient 134 voix contre 14. Jamais il n'eut si belle majorité.

— Tristan Bernard raconte l'histoire de la vieille femme qui fut victime des violences allemandes et, les comparant à celles qu'elle subit en 1870, s'écrie : « Ah ! c'est encore meilleur qu'en 70 ! »

— Le conseil de révision. On a appelé, deux ans plus tôt qu'on n'aurait dû, les enfants de 18 ans. On les mène en bagnards, en coupables. Ordre de se taire, de se découvrir. On les appuie à la toise en leur appliquant la main au visage. C'est admirable de

traiter ainsi d'avance des enfants à qui on va demander de se faire tuer.

— Le 9. Joffre déjeune à l'Élysée. Après le repas, on l'interroge. Briand le tâte sur le concours français en Serbie. Joffre ne l'approuve pas. On ne parle pas du Japon. Ni de la durée de la guerre. Joffre ne se souvient pas du projet d'envoyer Galliéni en Alsace. Les troupes, dit-il, sont de bonne humeur parce que bien nourries. Il prévoit la percée à une date proche mais indéterminée. « Dans dix jours, ou dans deux mois. » On le consulte aussi sur l'opportunité de créer une vaste armée de deuxième ligne. Joffre y objecte le manque d'artillerie.

D'apparence, un bon gros, plein de soupe et de bon sens, et qui, aux questions gênantes, se retranche derrière les broussailles de ses sourcils. M. Thomson dit à Ribot, en sortant : « C'est Berthier », entendant par là vanter sa précision organisatrice. Mais l'autre se récrie. Il le place plus près de Napoléon.

— Le 12. Au Conseil, il est question d'envoyer des troupes en Syrie. Car des sociétés « françaises » — entendez sans doute l'Académie et des associations religieuses — s'y intéressent.

— Au Conseil, on se défie de l'Anglais plus que de l'Allemand.

— Au Havre, les Anglais cueillent les bijoux sur les hommes et les femmes, en s'excusant : « Souvenir. » Si on se plaint, un gentleman vient vous rembourser le lendemain. Ces Anglais, en général, boivent énormément.

— Dans le Nord, les Indiens, qui sont fort beaux, font souche.

— Le président américain Wilson dit : « Nous nous occupons, nous autres, de ce qui ne nous regarde pas. Et je ne plaisante qu'à

demi en disant cela. » Aurait-il l'intention d'arbitrer le conflit ? Quant à Roosevelt, il crie que la Convention de La Haye n'est qu'une farce, puisqu'on a laissé violer la Belgique.

— À Alger, la femme du général M… décore les zouaves, au départ, de la médaille de la Vierge.

— On me montre une lettre d'un médecin mobilisé. Il a fait le coup de feu, puis a soigné les prisonniers blessés. Ainsi il peut extraire la balle qu'il a envoyée ! Cet homme écrit : « Dans les tranchées, je sens la vraie France qui vibre, vit, palpite. » Il ne l'a donc jamais vue dans les laboratoires, les ateliers, dans le geste amoureux d'un potier qui tourne un vase ?

— Les fabricants d'absinthe cherchent à émouvoir sur leur sort. Je m'indigne : « On n'a pas le droit de vendre du poison. Vend-on de l'assassinat ? » Alors, un de nos parlementaires, qui ne résiste pas à un mot : « Oui, la guerre. »

— Une fille embrasse son souteneur qui part : « Violes-en beaucoup. »

— On dit de Sarrail : « Il paraît que c'est un général républicain. » Nous serions stupéfaits si, parlant de Van Kluck ou d'Hindenbourg, on ajoutait : « Il paraît qu'ils sont pour l'empereur. »

— Quelques jours après le déjeuner du 9 janvier à l'Élysée, l'ancien ministre Étienne vit Joffre. Celui-ci lui fit jurer de se taire même à son meilleur ami. Étienne ayant juré, Joffre frappa la carte du doigt : « C'est là ! s'écria-t-il, c'est là que nous les percerons, que nous les couperons. » Il montrait Soissons où, dans le moment même où il parlait, s'amorçait le pénible échec qui nous coûta des milliers d'hommes et qui, grâce aux artifices du

communiqué, n'émut guère l'opinion, mais qui produisit un si fâcheux effet diplomatique.

Ce singulier manque de clairvoyance, chez un homme que le pays considère comme infaillible, est vraiment troublant pour l'avenir.

— Rencontré B..., gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, actuellement sous-lieutenant près des Anglais. Absent depuis cinq ans, il s'étonne de la vigueur de la réaction, de son effort de se servir de la guerre pour exalter le catholicisme. Très attaché à Léon Bourgeois, il oppose l'œuvre positive de celui-ci à l'instinct destructeur d'un Clemenceau.

— Hier, Tristan Bernard me lisait une lettre qui signale une trêve, où on chantait en chœur le Noël d'Adam. Cette lettre disait : « C'était drôle, toutes ces voix qui sortaient de la terre. »

— Eh bien, non, quand même ! Il ne faut pas désespérer de la race humaine. L'instinct d'aimer reste le centre rayonnant de l'être, ce qu'il y a de plus beau, de plus pur, le noyau de feu. C'est sa noblesse et son avenir : l'évasion de son grossier égoïsme, le geste vers autrui. Et la guerre, la haine soufflée des deux côtés des frontières, aux pauvres hordes, sous tous les discours, tous les rubans, toutes les rhétoriques, tous les étendards et toutes les musiques, c'est tout de même la gifle en pleine face à l'humanité en marche, c'est l'injonction de tourner bride et de rebrousser chemin, l'insulte suprême.

Peu importe tous les phraseurs qui exaltent la guerre, ceux qui n'osent pas l'exécrer en ce moment sur toute la surface de la terre. Il est impossible qu'un jour la raison ne l'emporte pas, qu'il

n'en advienne pas des nations comme il en est aujourd'hui des provinces. J'en appelle à la postérité.

— Deux ordres du jour de Joffre : les territoriaux sont avertis que toutes demandes de parlementaires en leur faveur seront sans effet ; et les hommes qui seront faits prisonniers sont avertis qu'une enquête sera faite sur leur cas. Ce sont là des symptômes de pression, pour garder la pauvre foule armée sous la mitraille, pour ne la laisser se dérober ni dans un sens ni dans un autre. Et toujours me hante cette idée : un tel effort demandé au nom du pays, pour lequel on ne demandait rien dans la paix.

— Tristan me dit que le 75 tirait sur notre propre infanterie pour la faire avancer, ou pêle-mêle sur les deux troupes au corps à corps. Je refuse de croire.

— Le 18 janvier, on prescrit l'obscurité chez les particuliers. Les boutiques sont voilées. Paris est en deuil. Le 19, essai d'obscurité absolue en achevant d'éteindre l'éclairage public de 4 à 7 heures. Ce même soir, le bruit court avec persistance de la marche de trois zeppelins sur Paris. Mais pourquoi draper Paris de noir ? Un dirigeable trouvera toujours la ville, ne fût-ce que grâce aux feux des gares et des usines de banlieue. Alors, c'est pour épargner un Louvre, un Elysée, pour que la bombe tombe sur de la simple population ? C'est péniblement comique, ce Paris passé au caviar.

— Le 20. On dit plaisamment que les Anglais ont déclaré : « Nous nous ferons tuer jusqu'au dernier français. »

— Mon voisin, qui est juge, me dit que les Allemands avaient emprunté un milliard et demi en France avant la guerre. Par la Suisse, et malgré la pénurie d'argent, ils viendraient de le rendre,

afin de montrer leurs ressources et d'apparaître en beauté lors des négociations.

— Le même dit qu'on aurait fait marcher une usine allemande sous séquestre en France pour avoir de la teinture bleue, car les Allemands seuls en fabriquaient.

— La blague s'exerce sur l'idée de se réfugier dans les caves en cas de zeppelin. On s'invitera à des parties de caves comme dans les pays vignobles. Ce seront des « Cellar's party » comme des garden-party. On y jouera au « bouchon », naturellement. Et on choisira la cave au vieux vin, pour avoir de bonnes bouteilles.

On dit aussi qu'au moment d'y descendre, la parisienne se mettra de la poudre au nez et du rouge aux lèvres.

M X… déclare qu'elle y enverra ses domestiques et qu'elle restera dans l'appartement. À quoi sa fille : « Tu veux donc recevoir le comte Zeppelin toi-même ? »

— Au 18 janvier, Millerand a fait des observations à Joffre sur l'affaire de Crouy. Le général a offert de rendre son tablier. Millerand fut le voir à Chantilly. Réconciliation.

— Les Allemands ont deux fois plus de corps d'armée qu'on ne croyait. Faisant allusion à la réputation d'homosexualité que leur ont attirée des procès fameux, on dit : « C'est tout naturel : un bon inverti en vaut deux. »

— J'entends deux jeunes femmes conter leur voyage au front vers leur mari. La première est la belle-fille d'un président de section du Conseil d'État, mort il y a huit jours. Elle s'est déguisée en infirmière. De Villers-Cotterets, elle va à Soissons en carriole. C'est une femme qui conduit. À Soissons, la mairesse, M

Macherez, la reçoit mal. Elle est accueillie dans un pauvre hôtel. D'ailleurs, belliqueuse. Elle a juré à son revolver de le décharger sur un Allemand ! Je retiens la mentalité du gendarme qui enquêtait sur elle. Elle lui déclare qu'elle est venue voir son cousin. Il la félicite. À la bonne heure ! Le cousin, l'amant, c'est permis. Ce qui est défendu, c'est le mari !

L'autre jeune femme a été accueillie selon ce qu'on appelle justement le sentiment français. Elle a pu échapper à Saint-Pol où sévit le terrible commandant M..., si sévère pour les autres. C'est lui qui, enquêtant dans un hôtel, demande : « Pas de femmes, ici ? » et qui s'attire cette réponse : « Aucune, sauf celle que vous avez amenée ce matin. » Donc notre héroïne arrive au village de repos de son mari. Et là, c'est la réception galante. Les hommes embrassent le manchon, agitent le petit sac, disant qu'ils n'en ont pas vu depuis six mois, respirent la boîte à poudre de riz, disant : « Ah ! ça sent la poudre ! » Puis c'est le champagne, le concert, où on lui donne un fauteuil près du commandant — le mari, sergent, est relégué au deuxième rang — où tous les officiers s'ingénient à la fêter, jusqu'au petit sous-lieutenant classique, timide, muet, et les yeux dévorants... Pour rentrer, notre jeune personne dut se blottir dans le coffre d'une auto postale. Et là elle eut encore une alerte. Car le conducteur, arrêté par une sentinelle, avait oublié le mot d'ordre. Et elle, qui le savait, ne pouvait pas le lui souffler. Elle dit aussi la lassitude des hommes, qui se plaignent d'être insuffisamment relevés, qui ne voient pas la fin, qu'on envoie se faire tuer par petits paquets en des attaques qu'on sait inutiles... Et souvent enlisés dans la boue jusqu'au cou, des choses que la parole est impuissante à faire concevoir, qu'il faudrait voir, que les yeux seuls pourraient faire pénétrer jusqu'à l'esprit.

— Chronique judiciaire du 21 janvier (mentalité de guerre). Le soldat I… a appris la mort de son frère et de son gosse. Il a quitté le front pour venir embrasser sa femme. Le père du soldat écrit au conseil de guerre : « Il a trahi sa patrie. Point de pardon. Qu'il meure. » Est-ce que sincèrement cet individu met le salut du pays, le sentiment de l'existence nationale, plus haut que la pitié, plus haut que l'amour, que la tendresse paternelle ? Est-ce qu'il n'y aurait pas une part d'ostentation, un désir d'étonner la galerie ? Ou alors l'idée de patrie éveille chez ces gens-là une fureur sacrée, un délire religieux, qui ne connaît plus rien, et par où se satisfait ce besoin de fétichisme qui est dans l'homme. Certains mots, certaine musique, certains emblèmes les font entrer en crise, comme le tam-tam fait entrer en hypnose les hystériques.

— Le 21. M. Thomson rencontre, chez Poincaré, Pichon, grand ténor de l'intervention japonaise. Il jette son bras autour de l'épaule de Pichon et le félicite. Poincaré se dit partisan de l'intervention. C'est l'Angleterre qui mettrait des bâtons dans les roues.

— Près de l'hôtel du ministre de la Guerre, que de capitaines à pantalon doré se prélassent, se vautrent, dans des limousines de milliardaires, réquisitionnées ! Sans la guerre, ils eussent ignoré ces joies. Qu'ils sont nombreux, ceux qui, même inconsciemment, se félicitent de la guerre…

— Mon frère, à Saint-Nazaire, rejoint ses enfants qu'il n'a pas vus depuis six mois. Sa fille avait un an et ne parlait pas quand il l'a quittée. Elle a 18 mois et elle parle. Elle l'appelle « sieur » (pour monsieur) et elle est très étonnée de trouver ce « sieur » le lendemain matin dans le lit de sa maman.

— Un officier anglais est carbonisé dans une chute d'avion, à Paris. Le docteur R... l'a autopsié. Bouttieaux lui demande : « Il était méconnaissable, n'est-ce pas ? » À quoi R..., froidement : « Je ne le connaissais pas avant. »

— Viviani avait été invité à déjeuner avec les ministres belges chez les Thomson. Il s'excuse en disant la tristesse de sa maison. Sa femme craignait depuis longtemps qu'un de ses fils n'eût été tué. Encouragée par des amis, elle espérait encore. Et, ce jour-là, on lui apportait la médaille d'identité.

— De la dictature d'État-Major. Les préfets des départements semi-envahis, dont le chef-lieu est encore à nous, ne peuvent pas téléphoner à leur ministre Malvy. Pourquoi ? Parce que les préfets téléphonaient une physionomie de la journée qui n'était pas toujours celle du communiqué. On attend le retour de Millerand pour vider l'incident.

— Les citations à l'ordre du jour, qui tiennent chaque jour des pages de l'Officiel, me montrent le sergent qui meurt en disant : « Tu diras que le sergent X est mort en bon Français. » Et l'amputé des deux cuisses qui déclare : « On ne saurait trop souffrir pour notre belle France. » Ainsi, dans ce suprême instant, c'est un cri d'amour pour la France qui s'exhale. Car j'admets difficilement un souci de paraître, quelque chose de factice en un tel moment. En tout cas, le suprême désir de mourir en beauté s'étanche à la source du patriotisme. Et alors, c'est toujours ma hantise. Pourquoi tant d'amour dans la guerre, un amour qui va jusqu'au sacrifice de ce qu'on a de plus cher, la vie ? Et pourquoi nul effort pour cette même collectivité dans la paix ?

Parce que la patrie est envahie, dira-t-on ? Mais un homme n'est pas un bon fils uniquement quand sa mère est attaquée. Il l'est sans cesse.

— À cause de ma situation au ministère des Postes et de ma tendance à parler selon ma pensée, on m'appelle « La franchise Postale ».

— « On était si heureux. » Que de fois j'entends cete phrase, évoquant la paix du passé.

— Le 27. Depuis le début de la guerre, on a su une seule fois à temps, aux Affaires étrangères, où couchait le kaiser. Les aviateurs n'en ont été prévenus que le lendemain.

— La censure examine les premiers fascicules d'une Histoire de la Guerre, par Hanotaux, ex-ministre des Affaires étrangères, académicien. Dès le début, il éreinte le régime, les ministres de la Guerre républicains, André, Picard, Brun, et il exalte le réveil de 1912 avec Millerand. On lui fait observer que c'est inconvenant pendant la guerre. Il s'excuse : il n'a pas revu ce fascicule, préparé par un secrétaire.

Georges Ohnet, qui eut du succès il y a 30 ans avec son roman le Maître de Forges — encore un que la guerre a ressuscité — s'attire des observations analogues pour ses Mémoires d'un Bourgeois de Paris.

— Victor Margueritte m'affirme qu'une note de la Guerre disait que les projectiles tirés sur avions retombaient mollement. On sait qu'ils tombent à la vitesse qu'ils avaient à la sortie de l'arme.

— M R… et sa sœur vont voir leur cousin, le sculpteur Landousky, mobilisé à Langres. Là, 20.000 hommes échangent des boules de neige. Elles sont reçues par un sous-préfet mulâtre qui ne prononce pas les r. Il parle de ses « teïtoïaux » et déclare que Landousky « fait patie du patimoine national ».

— Jonnart, sénateur, ancien ministre, ancien gouverneur de l'Algérie, n'est pas assez respectueux au téléphone avec un général qui lui enjoint « d'observer une attitude réglementaire devant le téléphone ». (Rapporté au Conseil des ministres.)

— On assure que le kaiser a de fréquentes crises de larmes. S'il voulait vraiment la paix par la force, c'est évidemment la faillite.

— Des ruses de prisonniers pour donner des nouvelles. Le jeûne s'appelle Ki-Pour chez les Juifs. Un médecin juif, prisonnier en Allemagne, écrit que tout va bien, soins parfaits, etc. Il n'a pu retrouver de camarades, sauf toutefois le camarade Ki-Pour.

— La blessure sans gloire : le soldat qui apporte la soupe aux tranchées, tombe et est brûlé par la marmite de bouillon. Il y a marmite et marmite.

— Dans le train qui me ramène à Paris, deux Anglais montent à Fontainebleau. Trente ans, ustensiles et tenue de golf. Ils regardent leurs illustrés, pleins des effets d'un bombardement de la Côte anglaise par la flotte allemande. Ils sifflent entre leurs dents : « Savages ! Savages ! » Puis ils se mettent à jouer avec un petit échiquier de voyage.

— La campagne pour la paix est menée par le parti libertaire et le parti catholique. La papauté veut sauver l'Autriche, vraie fille aînée de l'Église. D'où une propagande près des mères catho-

liques : « Assez d'enfants tués, il est temps d'en finir, etc. ». Le gouvernement y oppose une campagne qui représente le danger d'une paix actuelle, où l'on retomberait au statu quo, avec les mêmes menaces qu'avant la guerre, et des victimes inutiles.

— Le 30. On saisit dans les bureaux de la Bonne Presse la prière distribuée par le journal catholique le Pèlerin, pour la paix. Mais on intervient en faveur du directeur Bertaux près du ministre de l'Intérieur. L'incident s'arrange. Les catholiques français déclareront qu'ils veulent la paix assurant la Justice et le Droit.

Je m'étonne que l'Église catholique demande la fin de la guerre. Elle en profite trop. Ces aumôniers qui sortent comme des rats des soutes et des casemates, ces messes, cette emprise sur les faibles, les blessés, cette exaltation des sentiments de résignation, d'effroi de l'au-delà… Voit-on un fournisseur aux armées demandant la paix ?

— Le critique C… rapporte que son frère, capitaine d'infanterie et républicain modéré, lui écrit que les mots d'ordre dans l'armée de Castelnau ont été : Cathelineau, La Trémoille, deux généraux vendéens qui n'ont tué que des Français. Que dirait-on si Sarrail prenait pour mots Jaurès, Blanqui, Robespierre, Saint-Just ?

— Ce même Castelnau, visitant un hôpital à Amiens, pose au médecin-chef cette première question : « Avez-vous un aumônier ? »

— Dans les couvents, on prie pour les armées. Une certaine prière vaut un gain d'une tranchée. Une petite fille modèle dit à sa mère : « Maman, j'ai pris trois tranchées, ce matin. »

I · 06

— À l'hôpital de M X..., on soigne les blessures aux yeux. Un célèbre docteur dit qu'on devrait y soigner les généraux, qui se sont fichu le doigt dans l'œil.

— Quand on suggère que les Français, en Westphalie, violeraient plus que les Allemands en France, les patriotes répliquent : « Oh ! mais cette fois, il y aurait consentement. »

— Plusieurs fois, on agite au Conseil des ministres la question des enfants nés des viols allemands. On écarte l'avortement. On élargira les « tours ».

— 3 février. Déjeuner avec Loti et un lieutenant Simon, qui eut, à la Marne, le radius brisé et un œil enlevé. L'affreux, c'est que, lorsqu'il raconte comment il fut blessé, il ne concentre même plus l'attention des convives. Déjà, c'est de l'indifférence. « Les héros sont trop », a-t-on dit. Cela rappelle le mot de l'officier amputé des deux jambes : « Oui, en ce moment, je suis un héros. Dans un an, un cul-de-jatte. »

Ce lieutenant Simon est, dans la vie, professeur de français en Angleterre. Il a traduit un roman anglais. Voilà une publication qui devrait avoir de la vogue, comme un symbole de l'alliance. Hélas ! ce roman est indésirable : il raconte le mariage de Gœthe.

— L'académicien Boutroux écrit que la question qui se débat est de savoir s'il faut tenir pour réels ou non ces principes de cœur et de raison qui s'appellent justice, droit, équité, fraternité, sympathie, respect et amour de l'humanité. Soit. Mais l'aberrant, le vertigineux, c'est que la question se débatte à coups de boîtes à sardines bourrées de poudre, à coups de « crapouillots » ; c'est

qu'on n'ait pas trouvé mieux, pour la défense de ces grands idéals, que de crever des ventres.

— Des réfugiés belges arrivent à Périgueux. On réquisitionne des foies gras truffés pour leur nourriture. Ils goûtent ce mets qu'ils ignorent et se disent les uns aux autres : « Enlève le noir ; c'est du pourri. »

— Certains soldats disent qu'ils peuvent prévoir quand on les fera sortir des tranchées : quand leur chef est sur le point de passer à un grade supérieur. Ils appellent cette crise « l'avancite ».

— Au 9 février 1915, on ne peut pas souhaiter la paix. On crie : « Quelle horreur ! » Cela est incongru, comme l'homonyme du même mot.

— Le 8. Je rencontre chez M Guillaumet l'abbé Wetterlé, ancien député au Reichstag et au Parlement d'Alsace-Lorraine. Il a confiance absolue. Il voit l'Alsace-Lorraine faisant retour pur et simple comme trois départements français. Les Allemands lui apparaissent un cas curieux de folie collective. Dans vingt ans, ils eussent été pacifiquement les maîtres du monde. Il met hors de cause le kaiser, bourgeois aimant à jouer au militaire et rêvant la paix par la force. Les responsables seraient le kronprinz et surtout les pangermanistes intellectuels universitaires.

Il attire l'attention sur les charges qui sont achetées cher en Alsace, comme les pharmacies, et qui ne vaudront plus rien, et en général sur les modifications profondes qu'apportera le retour à la France.

Il insiste curieusement pour rappeler que les villes d'Alsace furent longtemps villes libres, qu'il n'y a pas à proprement parler

d'Allemands, mais des bavarois, des hessois, des prussiens, etc. Au fond, il fut autonomiste. Mais, condamné par les Allemands à être fusillé sans procès, rejeté en France, on le conçoit rallié à l'idée de l'administration française.

— Un soldat français prisonnier écrit au kaiser pour lui demander de s'absenter afin d'embrasser en France sa mère mourante. Une permission de trois semaines lui est accordée, avec engagement de revenir. Le Gouvernement français a arrêté ce soldat dès la frontière et lui a fait faire demi-tour. Il faut ajouter que la mère était morte.

— Chez Ciro's et chez Colombin, il y a, à l'heure du thé, une foule malsaine, fleur de pourriture, dont la tenue choque, en contraste avec la misère du peuple et des soldats.

— Je relève les titres des feuilletons publiés par les journaux pendant la guerre : L'Espionne de Guillaume, La fille du Boche, Les Poilus de la 9, Sur les Routes sanglantes, Tête de Boche, Z. 12, espion, La fiancée de la frontière.

— Il faut bien qu'il y ait quelque chose de honteux dans la guerre, pour que les nations belligérantes aient pour premier souci de démontrer qu'elles ne l'ont pas déclarée, qu'elles y ont été contraintes, entraînées à leur corps défendant. Des deux côtés de la frontière, on dit : « Nous avons été assaillis. » Dans chaque camp, on s'efforce de tirer des documents diplomatiques sa vérité, la preuve qu'on a été obligé par l'adversaire d'entrer en lutte.

— Café de la Paix, six heures du soir. Salles bondées. Sous-officiers belges, pipe en bouche, petite femme aux côtés. Un sous-lieutenant français vautré sur une banquette. Beaucoup de très

jeunes gens. Sur toutes les faces, une sorte de bestialité comme dévoilée, exhibée.

— Le 11. L'ami Fritz à la Comédie-Française. On y a ajouté Le Mariage de l'ami Fritz, où tous les sociétaires viennent réciter leur petit morceau. Bartet, Pierson, Lambert, Sylvain, Monnet, Segond-Weber. Le succès est à une courte et fine chanson par Georges Berr : « Ah ! le beau dimanche. » La grande tirade sur le Rhin laisse le public froid. Dans une loge adjacente, des soldats convalescents, tout pénétrés de cette triste odeur de blessure qui flotte dans les hôpitaux.

— Doumer, ancien candidat à la Présidence, souvent ministre, aurait dit, après Charleroi, que Joffre devrait être cloué au mur et fusillé. Joffre n'a point oublié. Doumer ayant en l'autorisation d'aller à Nancy pour voir la tombe de son fils tué à l'ennemi, a eu l'imprudence de ne point se borner au secteur de Nancy. Notre Joffre l'a fait reconduire à l'arrière, sans douceur.

— On a souvent reproché à Millerand, avocat de carrière et ministre de la Guerre, d'être l'homme de son entourage. On dit de lui : « C'est l'avocat de ses bureaux. »

— C'est terrible d'entendre Painlevé flétrir les fautes de l'État-Major et des bureaux, cet esprit de « suffisance violente et de conservatisme oppressif ». Il dit que le phénol, nécessaire à la mélinite, était fourni à la Guerre par l'Allemagne. On n'en a plus. Il faut tout créer. « On en fait quinze tonnes où il en faudrait cent quatre-vingts. On dirait que ces gens-là ont l'éternité devant eux, qu'il s'agisse des petits canons de tranchée, des gros canons de marine à mettre sur rails, etc. ».

— Souvent, dans le métro, on voit des gens en uniforme, qui ne sont certainement pas professionnels, qui se font des grâces, des saluts, et si jubilants, plus militaires que les militaires.

— Dans un roman d'avant-guerre de Marcel Prévost sur l'Allemagne, M. et M Moloch, je vois ce mot forgé par lui sur les gens qui vivent de la guerre : les bellicoles.

— Le 13. À la Vie Féminine, réception et discours de M Despard-French, la sœur du maréchal commandant les Anglais. Elle dit des choses touchantes. Mais voilà qu'elle prononce : « La guerre n'est pas logique. Elle détruit sans reconstruire. Elle est méchante. » Et elle insiste, elle appuie : « N'est-ce pas qu'elle est illogique, qu'elle est méchante ? » Mais on sent la résistance de ce public où il y a 95 femmes pour 100. Non, les femmes françaises ne veulent pas acquiescer. Est-ce par conviction profonde ou par souci de la voisine ?

— Que c'est triste, ces malheureux soldats sur deux béquilles qui montent dans le métro. Aux maux de la nature, en ajouter du fait des hommes !

— Un point de vue curieux, c'est que les Français combattent pour la liberté dans une absence totale de liberté, enchaînés qu'ils sont par la dictature militaire et les censures.

— Le 15 février, Congrès socialiste des alliés à Londres. Les délégués des quatre nations se déclarent opposés à une guerre de conquête ; ils imputent la guerre actuelle à l'impérialisme, au capitalisme, à l'expansion coloniale. Parmi les délégués français, le ministre Sembat. D'où la scène suivante : Le 16 au soir, Viviani reçoit un de ses amis. Coup de téléphone de Millerand, qui lit le communiqué à l'appareil : Viviani invite son ami à prendre le se-

cond récepteur. Mais Millerand, sa lecture achevée, poursuit dans l'appareil : « Dites donc, ces socialistes à Londres, ils nous embêtent… ». Discrètement, l'ami pose son écouteur.

— En 1903, après l'assassinat de la reine Draga et du roi Alexandre de Serbie, l'Europe vomissait la Serbie, lui retirait ses diplomates. Aujourd'hui, c'est pour elle que l'Europe s'entre-tue.

— Joseph Reinach a télégraphié à Ferdinand de Bulgarie, lui demandant si le petit-fils du duc d'Aumale allait oublier ses origines. (On dit la Bulgarie prête à marcher avec l'Allemagne.) Dans sa réponse, Ferdinand s'étonne qu'un historien se fonde sur des pièces douteuses et il déclare qu'il n'oublie rien. C'est signé : un Européen.

— Le 16 février au soir, une dépêche de Rome dit que de Bulow offre à la France l'Alsace-Lorraine si elle veut signer la paix.

— Tristan Bernard dit qu'il y a des menaces de paix, mais que nous ne sommes pas prêts.

— Je disais que, pendant le siège de Paris, en 1870, on m'avait nourri au bouillon de cheval. Une dame m'envoie : « C'est pour cela que vous êtes rosse ! »

— Le Congrès socialiste de Londres fait dire en substance aux journaux réactionnaires : « Mais alors, il n'y a plus de haine ? C'est la fin de tout ! » Jules Guesde a éloquemment défendu les délégués, au Conseil du 16. Il dit que c'était beau d'amener cette union, si l'on songe à l'hostilité des socialistes anglais pour la guerre, à l'antagonisme des Russes et des Anglais.

— On raconte qu'à la bataille des Flandres, en octobre 1914, French avait donné un soir l'ordre de la retraite. Foch alla le voir

et l'adjura de tenir. Il venait de perdre un fils et un gendre. Il évoqua Waterloo. French promit et tint.

— Le 20. J'ai déjà noté, d'après le Livre Bleu, livre anglais, la démarche de Poincaré près l'ambassadeur d'Angleterre le 29 juillet 1914, disant : « l'Angleterre à nos côtés, c'est la paix ». Les journaux publient les lettres échangées entre Poincaré et le roi. Celui-ci refusa d'adopter la thèse de Poincaré. Il paraît qu'il n'en avait pas le droit, constitutionnellement. Mais la preuve éclate qu'il y eut un moyen de paix repoussé par l'Angleterre. Et l'aberration de nos journaux est telle qu'ils donnent pour titre à cette publication : « La preuve que l'Allemagne voulait la guerre ! »

— Autre aberration de la mentalité. Un nommé Albert Goullé, ancien socialiste, je crois, écrit cette phrase que toute la presse reproduit : « Du moment que des jeunes hommes d'une autre nation combattent les jeunes hommes de notre nation, je ne veux plus être impartial. Ceux qui exterminent les nôtres sont des bandits. Les nôtres sont des héros. » Et voilà ! Ce n'est pas plus compliqué que cela.

— On voit poindre des articles sur cette thèse : « Il y aura toujours la guerre, comme l'amour et la mort… La guerre est belle, parce qu'elle exalte le mépris de la douleur et le sacrifice de la vie à un idéal. » Il y aurait tant à dire sur cette négation du progrès humain, sur la prétendue beauté du mépris de la souffrance, sur le choix de l'idéal auquel sacrifier sa vie…

— Le 22, allant à Saint-Nazaire, je m'arrête à Tours, pour rendre visite à Anatole France, qui habite dans la banlieue, à Saint-Cyr-sur-Loire, un petit château appelé la Bèchellerie. Nous causons quatre heures d'après-midi. Il me semble inquiet des

Russes. Mais ce qui domine en lui, c'est une impression de faillite de sa foi en l'humanité. Il me dit qu'il est près de croire que les hommes ne cesseront plus de se battre. Il exprime la crainte d'en devenir fou. Néanmoins, il a pu achever en quelques semaines un livre, Le Petit Pierre. Sa maison est charmante. Il fait installer, au fond du jardin, une bibliothèque dans l'ancienne orangerie.

— Le 24. On voit toujours, dans la Roumanie, le poids qui ferait pencher la balance du côté des alliés. Or, on me raconte que Bratiano, président du Conseil, a enlevé la femme de Marghiloman, il y a dix ans. Conséquence : Bratiano étant pour l'intervention, Marghiloman s'érige en chef de l'opposition. Le sort de l'Europe dépendrait d'une histoire de femme ?

— On me conte aussi des scènes historiques entre le roi de Roumanie, un Hohenzollern, et sa femme, une Anglaise. Il dit que les Allemands sont les plus forts et qu'il veut conserver sa couronne. Il s'efforce de convaincre la reine de la supériorité allemande, lui montre des plans. Vaincue par instants, elle dit : « C'est vrai. Ils sont forts. »

— On met en vente un petit réchaud qui s'appelle la « Joffrette ». Charmant à peu près.

— Le dimanche 21 février, M Thomson a vu Joffre à Chantilly. Son mari allait traiter une question postale. Elle-même était restée dans la voiture. Le général l'a fait monter. Elle était émue aux larmes. Son mari a rappelé qu'elle était la petite-fille du Crémieux de la défense nationale en 1870 ; elle a tourné son compliment à Joffre, qui « tient le sort de la France dans ses mains ». Il lui a paru fin, sensé, donnant une impression de certitude. Il dit : « Quand nous serons en Allemagne. » Il explique nos offensives

actuelles par la nécessité de harceler l'ennemi sur tout le front, afin de l'y retenir. Faute de quoi il se retournerait vers les Russes, en aurait raison et reviendrait ensuite sur nous.

— Le 22 février, Étienne a arrangé un déjeuner à l'Élysée, où sont réunis Poincaré, Joffre, Bourgeois, Freycinet. Il s'agit de se concilier ces deux derniers, qui dirigent la Commission sénatoriale de l'armée et qui, sous l'influence de Clemenceau, se montraient sévères pour Joffre. Surtout Freycinet. Mais celui-ci a été séduit, subjugué par Joffre. Et on me peint ce frêle et diaphane vieillard, d'ordinaire blanc comme un os, qui rougit, se congestionne, tant par le repas que par la joie puérile de traiter à égalité avec le généralissime. La paix est faite. Du moins cette paix-là.

— On envisage devant moi l'après-guerre. Les soldats des tranchées auraient contracté des habitudes de paresse et de violence qu'ils rapporteraient dans la paix. La nécessité de retravailler leur serait insupportable. Quant aux femmes, les allocations leur ont fait une situation stable qu'elles ne retrouveront pas toutes.

— Ribot, parlant de ses collègues du Cabinet, consent à Millerand des qualités de travail. Puis, avec un geste papelard : « Un avoué… »

— M Poincaré distribue, à l'hôpital 52, des cahiers de papier à cigarettes ornés du portrait de son mari.

— Le 25. Dîner avec Bouttieaux, Tristan Bernard. Celui-ci dit que les diplomates sont comme des cochers poudrés qui voudraient faire marcher une auto de 200 chevaux. Il rêve aussi un dessin représentant Diogène avec cette légende : « Je cherche un homme et je ne trouve que des héros. »

— Le 27. J'accompagne à Villers-Cotterets M Thomson qui opère la jonction du sous-lieutenant Jacques M… et de sa maman. (C'est une faveur qu'elle a obtenue de Joffre.) Notre auto traverse des villages comme Betz, où l'on voit des maisons incendiées. À Villers même, beaucoup de soldats, de gendarmes. À l'hôtel de la Chasse, la mère et le fils, qui ne s'étaient pas vus depuis sept mois, sont réunis. Déjeuner. Le sous-lieutenant a bonne mine. Il dit la retraite de Charleroi, 50 kilomètres par jour, s'appuyant sur son fusil et sur un bâton. On éclatait en sanglots à l'étape. On était trop fatigué pour souffrir. Et enfin, on retrouve des forces pour refouler les Allemands. Dans l'affaire de Crouy, il dit sa veine d'avoir échappé, les balles tombant tout autour de ses pieds, lui « prenant mesure ». Et cet ordre de retraite qui leur parvint à 100 mètres de la cote 132, où l'on savait aller à la mort. Sa curiosité se porte sur les alliés, les neutres, les projets d'offensive. Il n'y a chez lui aucune jactance et il demande de rester au front même s'il change d'emploi. Il avoue le pillage où chacun prend dans les maisons le nécessaire : linge, livres. Certains y ajoutent le superflu. Il explique cela par le fait que les corps disciplinaires ont été reversés dans les régiments. De véritables trafics se sont établis : on revend à des civils. Et puis, on a fait meilleur marché de la vie et des choses. Tout vaut moins.

L'atmosphère de cette petite ville, à 15 kilomètres des tranchées, est calme. J'ai eu l'occasion de croiser devant le Quartier Général. Pas d'esbroufe. Pas de cacatoès. Des officiers simples, des soldats tranquilles. Nous traversons, sans être inquiétés, un parc d'aviation. C'est moins militaire qu'une ville du Midi. Seuls des agents de la sûreté, reconnaissables, et les gendarmes plantés comme des réverbères au coin des trottoirs, troublent cette paix.

Nous n'avons pas entendu le canon. Un de nos amis croit l'entendre. Mais non, c'est une porte qu'on ferme.

— On cite dans les bourgs comme Villers-Cotterets des commerçants qui font fortune : libraires, pharmaciens. Toute une armée y dépense l'argent qu'elle reçoit.

— Parmi les bellicoles, il faut citer les fabricants d'appareils orthopédiques et chirurgicaux. Un pharmacien a inventé des confitures en tubes. C'est un galion.

— Après la Marne, on allait beaucoup visiter le village de Vareddes. L'autorité s'en émut. On réquisitionna les visiteurs comme fossoyeurs, à la tâche. Quand le mort n'était pas assez enseveli, il fallait recommencer. Ceux qui avaient à enfouir des chevaux étaient écrasés sous la besogne. On cite des employés du métropolitain qui, réquisitionnés, ne reparurent pas de trois jours à leur poste. C'était le nécropolitain.

— Tristan Bernard badine. Il me dit : « Je sais par un commissionnaire en marchandises que les Franco-Anglais ont acheté 500.000 kilos de vaseline. Car le passage des Dardanelles est un peu étroit. »

— On sent toujours une âpre volonté de garder l'armée dans un isolement absolu, pour ne pas l'attendrir. La consigne écarte farouchement les épouses et les mères. À Dijon, on a affiché que les automobilistes qui verraient leurs femmes seraient cassés et envoyés aux tranchées.

— Comme on exprimait devant Painlevé la crainte que les soldats, à la paix, n'eussent contracté des habitudes de paresse, il dit : « Oui, ils auront un poilu dans la main. »

— Le 28. Joffre a d'autres soucis encore que celui de la victoire. Il écrit au Conseil des ministres pour protester contre la suppression d'un journal suisse hostile à Caillaux. Ce journal contait que le remaniement ministériel où sombre Messimy fut destiné à éliminer les ministres favorables à la paix, qui tous étaient des créatures de Caillaux. Les éliminés s'indignent.

— On se rappelle que Doumer fut rudement éconduit du front. On voulut sévir contre cette brutale éviction. Un ministre, au Conseil, proteste : « Après tout, Doumer, il ne faut pas oublier qu'il fut, à la présidence de la République, le candidat de toute la droite. » On évita de regarder Poincaré, dont c'était le cas. Il y eut un silence gêné.

— Titre de feuilleton : L'Enfant de la Guerre.

— Conférence de Wetterlé sur les Alsaciens-Lorrains réunis dans des camps de concentration. Il y en a 15.000. Il demande une amélioration de leur sort et conclut en souhaitant qu'ils ne disent pas un jour : « Nous étions plus heureux sous le joug allemand. »

— Bellicoles : les libraires militaires qui font mouture du Bulletin des armées, des citations, des livres diplomatiques. Bellicoles : les marchands de drap. Quelle effrayante fourniture de « bleu horizon ». Le beau-frère de ma voisine M B... avait voulu soumissionner à 6 francs le mètre. On lui dit que le prix offert était de 10 francs. Il offrit 9 fr. 50 et il eut le marché.

I · 07

— Le roi d'Espagne regrette que son pays soit contre la France : « Pour elle, dit-il, il n'y a que la canaille et moi. »

— Les Allemands investiraient fortement le pape. Le siège du Saint-Siège.

— Il y a un dessin de parquet appelé point de Hongrie. Les fanatiques ne veulent plus marcher dessus.

— La Trésorerie et Postes aux armées refuse d'ouvrir un bureau à Berck-Plage, parce que ce centre n'a pas 3.000 habitants en temps normal. Qu'il y eût là une énorme affluence de blessés, cela ne compte pas. Irrité, le ministre crie au téléphone, au chef de ce service : « Si vous ne pouvez pas repousser les Prussiens, au moins n'emmerdez pas les Français. »

— Chez M Guillaumet : Briand, Sembat, Wetterlé, Richard (directeur de la Sûreté Générale). Wetterlé raconte que ses sœurs ont abandonné Colmar et qu'on a forcé leur coffre-fort. Elles n'y avaient laissé que le portrait du kaiser.

Briand rappelle les soirées de Bordeaux, où il allait cueillir le communiqué. On entrait chez Millerand, qui demandait Joffre au téléphone : « C'est vous, général ? Ah ! Non. » Puis avec un regard au-dessus du binocle, il avouait à Briand : « Il est couché. »

— Une infirmière dit que les territoriaux sont inquiets sur leurs aptitudes sexuelles, faute d'en avoir fait usage pendant de longs mois.

— Les soldats sont mus, dit-on, par le sentiment patriotique. Or ce sentiment est tout en nuances subtiles. Il y a bien une

culture française, de même qu'il y a des vignes qui ne peuvent pousser qu'entre le sol et le ciel français. Mais c'est une notation très fine. Et l'émotion des sites retrouvés, de la langue réentendue, le sens d'être entouré par les œuvres et les souvenirs des morts, tout cela est délicat, impondérable, comme une aile de papillon. Il faut, pour le saisir, un effort de réflexion dont nous n'avons pas encore rendu la foule capable.

On me répond qu'elle en a l'instinct.

— Le 3. Rencontré chez M Guillaumet les L..., un jeune ménage d'industriels mulhousiens, qui assista à la première occupation française (7-8 août). Ils n'avaient que de fausses nouvelles depuis le début. Un matin, on crie : « Les Français ! ». Ils n'y voulaient pas croire. Ils pensaient rêver. Folle ovation. Fleurs aux baïonnettes. Les femmes mirent leurs plus belles robes. Les quartiers ouvriers furent les plus ardents. On conseilla aux troupes de camper toutefois hors la ville. Le lendemain, nos avions jetèrent la proclamation de Joffre : « Les Français sont pour toujours à Mulhouse. »

La jeune femme ajoute drôlement : « Une heure après, il n'y en avait plus. »

— Tristan Bernard dit qu'après la guerre tous les Juifs seront renvoyés à Jérusalem et qu'il y fondera le premier journal antisémite.

— Le 2 mars, Loti dit que l'expédition des Dardanelles sera extrêmement difficile. Un de ses anciens chefs le rabroue brutalement.

— On a mis sur les réverbères parisiens un capuchon qui rabat la lumière et fait sur le soi un immense cercle de clarté, véritable signal pour l'ennemi aérien. C'est un rien, mais c'est troublant comme symptôme de l'imbécillité de ceux qui président à nos destinées.

— Escarmouche à la Chambre. Paul-Menier proteste contre l'état de siège : « Avec l'état de siège, le premier imbécile venu peut gouverner. » À quoi Viviani, énervé : « Alors, prenez ma place. »

— Je vois souvent des officiers réservistes ou territoriaux arrêter un homme qui ne salue pas, qui n'a pas tous ses boutons boutonnés. Ils sont plus jaloux de leurs mesquins petits droits que l'officier professionnel.

— Concert dans un hôpital de blessés des yeux. Un aveugle, tête bandée, amené sur l'estrade par un camarade, chante une chanson où revient ce refrain : « Maudite soit la guerre, qui nous fait faire de ces coups-là ». Cette malédiction revenait dans une autre chanson. Ce n'est que des lèvres des blessés que ces phrases-là peuvent s'envoler actuellement.

— Pendant deux heures, au Conseil, on discute de la préséance aux Dardanelles. Les navires anglais arriveront-ils avant les français ? Il paraît que cela importe quant au prestige et quant aux fruits de l'opération.

— Paléologue, ambassadeur de France en Russie, télégraphie au gouvernement qu'il ne faut pas acheter de blé aux Russes, à cause des habitudes bien connues de corruption de leur administration. C'est fort délicat, quand on sait que le chiffre des ambassades est toujours découvert.

— Les ambassadeurs étrangers croyaient à l'envahissement de Paris au début de la guerre. Leurs affiches de sauvegarde étaient prêtes.

— Lucien G..., un de mes cousins, revenant des tranchées, en convalescence à Serbonnes, regarde les numéros récents de l'Illustration, tout pleins d'héroïques gravures. Et lui qui a passé cinq mois dans les tranchées de l'Argonne dit naïvement : « Je ne me figurais pas la guerre comme ça... »

— On me cite ce mot d'un homme qui a les deux pieds coupés : « Comment que je vas faire ? Ma femme qui venait justement de m'envoyer une paire de chaussettes... »

— Bellicole : le photographe qui offre « le portrait de l'être cher tombé glorieusement ». Pour 12 fr. 50 on transforme le portrait civil en portrait militaire.

— Bellicole : le magasin de nouveautés qui excite lyriquement à envoyer aux héros une tenue neuve à endosser pour la victoire.

— On ne sait pas assez gré à ceux qui depuis six mois ont enduré des souffrances sans nom dans les tranchées. Quelle misère, ces cadeaux du jour de l'an, où ils recevaient une bougie pour vingt-cinq hommes ! Ceux pour qui on fait la guerre, ceux qui sont défendus par la muraille d'hommes, vivent grassement. Le contraste est abominable, avec la vie du soldat. L'entr'aide et la « participation » sont courtes.

— Que donnera le peuple des tranchées après la guerre ? Quelle moisson sortira de ce sillon ? Ce peuple aura-t-il l'horreur profonde de la guerre, ou continuera-t-il de se laisser mener ?

Reprendra-t-il le travail comme avant, ou sera-t-il plus exigeant ? Voilà les grandes énigmes de demain.

— Le romancier Maurice Barrès, boulangiste, ancien député de Nancy, député des Halles, se répand en écrits abondants. On l'a appelé, par ironique analogie avec Thiers, le Littérateur du Territoire.

— À Nantes, il y avait un colonel anglais qu'on voyait souvent avec une petite femme. Il prétendait de la sorte apprendre le français. On disait qu'il avait loué un dictionnaire.

— À déjeuner, Briand, Sembat, Tristan Bernard. Ce dernier raconte qu'un homme est blessé le 8 février, se traîne à l'ambulance, arrive à l'hôpital et lit avec indignation dans un journal le communiqué du 8 février : « Rien d'intéressant sur le front ».

Àpropos des Dardanelles, on dit que Delcassé, qui y était d'abord opposé, tente de s'en glorifier. Briand rappelle qu'il avait lui-même suggéré à Churchill l'intervention en Serbie et que L'Angleterre l'a transformée en l'opération actuelle.

Sembat a reçu une lettre d'un colonel qui peint en termes noirs notre offensive de Mesnil, nos pertes, nos minces résultats, le découragement que marque la défection de deux compagnies d'infanterie coloniale. Il dit que le téléphone et l'auto ont isolé l'État-Major. Car ces modes de communication ont créé un lien factice entre cet État-Major et les armées et, au fond, favorisent leur divorce. « Le Grand Quartier général n'en sait pas plus que nous », déclare le ministre Sembat.

— Briand voulait que le Sénat ne supprimât pas la naturalisation remontant à ces deux dernières années. Il invoquait le droit

et la raison. Il fut battu. La passion patriotique des sénateurs est très vive. Soit qu'ils se rappellent 1870, soit qu'ils saisissent cette suprême occasion d'être passionnés. Mais Briand eut sa revanche. Une délégation des sénateurs vint le voir à propos du moratorium des loyers. Eux aussi invoquaient le droit et la raison. Il leur répondit qu'ayant été si mal venu à défendre devant eux ces mêmes principes de justice, il craignait de ne pas pouvoir leur donner satisfaction.

— Titre de feuilleton : Sous la Rafale.

— La nuit historique où Foch adjura French est colportée par des lettres identiques tapées à la machine et partout répandues. Il semble qu'il y ait là une sorte de « boule de neige » pour préparer l'opinion à l'apothéose de ce général.

— On dit qu'il faut dépenser pour faire marcher les affaires. La reprise de la vie économique consiste à ne pas faire d'économies.

— Discutant si les femmes violées peuvent se faire avorter, on émet doctement : « Non ; il faut respecter la vie humaine. » On respecte la vie humaine de pauvres fœtus dont l'existence ne sera qu'une longue misère. Et on ne respecte pas la vie humaine des gars de vingt ans, de ces gars qu'on voit passer en régiments, têtes rondes, joues rouges, râblés, solides, candides, que le stupide assassinat des batailles va faucher.

— Il paraît qu'il y a des femmes d'officiers qui ont suivi leur mari depuis le début de la campagne, se condamnant à rester enfermées toute la journée dans une chambre de ferme et n'en sortir qu'à la nuit close.

— Je rentre à pied. Entre l'avenue du Bois et l'École militaire, à peine ai-je rencontré deux passants. Il n'était pas onze heures du soir. L'obscurité opaque, par endroits, rend illisibles les noms de rues et les numéros de maisons. Les boutiques, y compris les débits, sont toutes closes. Les tramways sont arrêtés. Il n'y a pas d'autobus ; les voitures particulières sont rares. Enfin, les gens sortent peu et circulent peu. Et tout cela fait un désert d'ombre.

— Briand dit du Conseil des ministres que c'est le dernier salon où l'on ne cause pas.

— À Revigny, une vieille châtelaine héberge un état-major allemand qui tue la basse-cour, assèche l'étang, abat les chevreuils. Elle se plaint à un officier : « J'ai déjà eu le malheur d'héberger les vôtres en 1870, mais ils ne se conduisaient pas comme vous. » À quoi l'officier ricane sèchement : « Ce n'est pas la même guerre. »

On prête en effet aux Allemands, au début de la campagne, l'intention de supprimer tout en France, non pas seulement pour l'horreur exemplaire, mais pour l'extinction de la race. Tout se saura… Si l'on ne peut pas croire à cette systématisation sur les preuves actuelles, on ne peut pas s'expliquer, en tout cas, leurs razzias de populations civiles, des villages emmenés, femmes et vieillards compris.

De même qu'on a publié un rapport officiel sur les atrocités, on en a publié un autre sur ces rafles, qui dépasse le premier en stupéfiante horreur. Car il ne s'agit plus de la sadique excitation consécutive au massacre.

— J'entends des gens regretter des produits austro-allemands qui leur manquent : la ouate thermogène, le Kummel Eckau.

— On m'assure que certains généraux ont interdit le port du pantalon de velours et même de certains lainages chauds, parce que non réglementaires. D'autres interdisent les faces rasées. L'un d'eux tombait en attaque devant un malheureux rasé, en criant : « Oh ! un clown ! »

— La Mi-Carême (11 mars) a passé aussi inaperçue que le Mardi gras.

— On fait d'inévitables plaisanteries sur le pain K. K. (Korn und Kartoffel). Loti rapporte que la petite-fille du général C..., quand elle veut aller aux W.-C., demande à « aller faire du pain pour les Allemands ».

— L'ex-ministre Baudin est envoyé en mission en Argentine. Il prend ombrage de la présence là-bas de Caillaux, ancien président du Conseil, auquel il devrait céder le pas. Puis Baudin, à cause des nombreux vaisseaux coulés par les Allemands, demande à partir sur un navire neutre, convoyé par un bateau de guerre.

— Rétrospectivement, je note que les cadeaux envoyés pour Noël en Argonne n'arrivèrent pas pour cette date, parce qu'une offensive décidée pour le 15 décembre 1914 reléguait au second plan le transport des colis.

— Le docteur C... raconte des cas nerveux. L'homme qui est devenu muet d'horreur, la cervelle de son camarade ayant sauté sur son pain. L'homme qui reste contracté, depuis que son frère est mort près de lui à l'assaut sans qu'il ait pu l'assister, pressé par l'adjudant d'avancer.

Il note qu'aux armées les officiers s'interdisent de parler entre eux de la fin de la guerre. On paye d'une amende ce délit.

Il avoue le pillage des vins, victuailles, objets utiles.

— Les frères Isola, anciens prestidigitateurs, haussés au music-hall, puis aux théâtres subventionnés, codirigent l'Opéra-Comique, en hostilité d'ailleurs avec Gheusi, actuellement à l'État-Major Galliéni. Aussi Tristan Bernard dit-il : « Joffre va porter un coup droit à Galliéni : il va prendre les Isola dans son État-Major. »

— Tristan avait demandé au député Tardieu, tout-puissant à Chantilly, une vague place de secrétaire. Celui-ci refusa. À quoi Tristan répondit : « Je croyais que vous aviez dans la vie militaire une place équivalente à celle que vous aviez dans la vie civile. Excusez-moi. Je ne veux pas vous attirer d'ennuis de la part de vos chefs ».

— Parlant de l'Italie, de la Roumanie, de la Grèce, un journal nomme ce groupe la Triple Attente.

— M Poincaré fut à Sampigny pour chercher les manuscrits de son mari dans leur maison bombardée. Ils étaient sains et saufs. Parbleu !

— Ribot continue à se montrer très sévère pour ses collègues, surtout pour Delcassé.

— Le militaire français n'aime pas le militaire anglais. C'est la mésentente cordiale. Bouttieaux voyant un succès anglais à Neuve-Chapelle, en conclut ironiquement qu'il ne doit plus y avoir d'Allemands par là. Comme les Anglais ont fait l.720 pri-

sonniers, je réponds qu'il y avait au moins 1.720 Allemands. « Il n'y avait que ceux-là », riposte Bouttieaux.

— Pierre Loti a trouvé dans un fortin une chatte ombrageuse qu'il garde dans sa chambre à l'hôtel d'Orsay. Envoyé en mission, il confie sa chatte aux R… Et, dans ce calme et somptueux sanctuaire, c'est le déchaînement de la bête, qui bondit au faîte des candélabres, de là sur les épaules de ses hôtes, puis à l'étage supérieur de la bibliothèque où elle fait écrouler les piles de livres, etc.

— Les journaux commencent une campagne pour l'annexion du pays jusqu'au Rhin. Et c'est l'étalage de fausse science, les preuves que les pays cisrhénans étaient Gaulois il y a 2.000 ans, 3.000 ans, bref l'odieux langage tenu par l'Allemagne, il y a 45 ans, pour justifier l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

— Un homme d'âge moyen a vu des faits qui n'ont pas leur équivalent dans le passé connu : la première auto, le premier aéroplane, le premier sous-marin, les télégraphies, la crise morale de l'affaire Dreyfus, l'inondation de Paris en 1910, et une guerre qui ensanglante la moitié de la planète.

— Conseil des ministres du 18 mars. Il est question de réunir un conseil des généraux d'armée. Millerand prétend qu'ils se rangeront tous à l'avis du généralissime. Il cite l'exemple d'un conseil d'amiraux, présidé par l'amiral Boué de Lapeyrère. Tous approuvèrent leur chef. Il ajoute : « Ah ! j'oubliais. Un seul fut d'avis contraire. Il fut disgracié. » Ceci était décoché à l'adresse d'Augagneur, partisan du conseil des généraux et ministre de la Marine.

Cet essai est inspiré par le besoin de « faire quelque chose ». Mais on n'aboutit pas. Enfin, on décide que Joffre viendra déjeuner à l'Elysée le prochain dimanche.

— L'exaltation patriotique s'accroît chez ses fidèles. Une dame me parle d'un homme dont le fils, infirmier, a regagné Paris dans une crise panique. « Cet homme — le père — n'a plus qu'à se tuer », me dit-elle ;

— L'indifférence pour la mort grandit aussi. Les 27.000 victimes de Perthes ne comptent plus. Il n'y a plus qu'une chance qu'une pareille boucherie ne se renouvelle plus : c'est que l'altruisme et la sensibilité durent pendant la guerre même. Alors ils la rendront intolérable. Mais la métamorphose des mentalités est si totale dès les premiers coups de canon, qu'on n'ose pas espérer cette persistance future d'un altruisme sensible.

— L'éditeur X me dit : « Ainsi, moi, je ne m'achéterai un complet qu'après la guerre. » Il veut ainsi me donner la preuve qu'il y aura, dès la paix, un formidable essor économique, dont l'achat de ce complet sera le signal et le symbole.

— Dès qu'on tente de peindre la situation telle qu'elle est, on vous dit : « Il ne faut pas amollir les esprits. » Mais alors, comment remédiera-t-on aux fautes ?

— Les Allemands, parce que Joffre a la réputation chez eux d'épargner la vie de ses soldats, l'appellent la Caisse d'épargne.

— Un médecin conte qu'il y a, derrière le front, la bourse des poux. L'homme rongé de vermine est évacué, car l'insecte propage les épidémies. Aussi le pou est-il recherché. Douze poux

dans une boîte se vendent d'autant plus cher qu'ils sont plus gros.

— Le 20. Un gala présidé par Yvette Guilbert et Pierre Loti. Rien que des chants et des poèmes religieux. Jésus est servi sous cent formes. Que nous sommes loin de l'Yvette aux gants noirs de 1890 ! Elle est vêtue en évêque, violette, grasse, un crucifix d'acier sur l'estomac, assez vaste pour y mettre le Christ, grandeur nature.

— Le 22. Départ en mission pour la Champagne avec Pasquet, directeur du personnel des P.T.T. Nous devons, au nom du ministre, visiter les postiers qui servent dans les localités bombardées.

— Sur le déjeuner Joffre à l'Élysée (24 mars). Tous les ministres, sauf Sembat. Comme quelqu'un parle des opérations du prochain hiver, Joffre se retourne indigné et dit : « Mais, monsieur, la guerre sera achevée en octobre prochain. »

Il veut une offensive sur notre front. Pour lui, Perthes est un succès. Il médit des Anglais. Il veut leur refuser l'usage de Dunkerque et Calais, risquant ainsi de les voir diminuer leurs apports futurs en hommes. Cependant, il sourit à l'idée de les commander en chef. Pour lui, c'est un point capital.

Il prévoit deux offensives importantes avant la fin. Ribot voudrait autre chose que ces offensives. Mais les autres ministres souhaitent une victoire « bien française ». Ribot, agacé, dit : « En somme, nous n'avons besoin ni des Russes, ni des Anglais ? » Joffre proteste. Il y a des moments où il dit qu'il se fera tuer, ou bien où il veut rendre son tablier. Viviani a posé quelques ques-

tions et puis s'est tu. Briand a discouru. Enfin, on ne tentera rien d'autre que ces offensives.

Joffre a proclamé le moral excellent des troupes et le découragement des Allemands, dont les officiers se rendent.

La question balkanique ne l'intéresse pas. « C'est un théâtre secondaire. »

Quant à l'armée de seconde ligne, elle est dans les limbes.

— Le 25 mars, j'apprends une grosse négociation en train avec l'Italie. De ce Conseil du 25, un ministre dit qu'il y a éprouvé la plus vive satisfaction morale depuis le début de la guerre.

Puis l'affaire traîne. On ergote, au lieu d'accepter en bloc l'offre italienne.

— Le 28. On décide de ne reprendre l'opération des Dardanelles que le 10 avril.

— On a jugé Desclaux, qui détournait des colis dans la Trésorerie et Postes. « Ragots de cuisine », dit quelqu'un. « C'est pourquoi on lui a donné un avocat d'office », dit Tristan.

— La guerre coûte à la France 50 millions par jour. Que feraiton en paix, avec cette somme versée tous les jours, et destinée à une œuvre, une découverte, une entreprise, une route, une construction, etc. ?

— Le colonel Bouttieaux me donne quelques détails sur les bombes récemment jetées sur Paris par les zeppelins. Il sort du Laboratoire municipal où on a autopsié un des engins incendiaires : « On les éteint en pissant dessus », me dit-il. On jeta 60 bombes, soit 1.500 kilos.

— Le 27. Conférence de l'abbé Wetterlé à La Vie Féminine sur la femme alsacienne. Il me dit qu'il est très sollicité d'écrire des articles : « Jamais je n'ai tant travaillé. » Arrive M Poincaré. Présentations. On cause, en attendant les choristes. « J'espère, dit-elle en parlant des Allemands, qu'on va détruire toutes leurs usines ! » Elle dit aussi, de Poincaré au front : « Sa présence est un tel réconfort pour nos braves soldats. » On parle d'un Allemand qui, indigné, a dénoncé à Berne un produit qui doit aveugler dix minutes nos soldats dans la tranchée. Wetterlé prétend que ce dénonciateur est un marchand de lunettes noires, qui veut en placer aux Français.

— Paul-Boncour rapporte que le député T..., dans les champs de bataille de Champagne, après l'offensive de Perthes, marchait sur les cadavres allemands et choisissait le ventre, parce que c'était mou. Il buta sur l'un d'eux et alla donner de la bouche sur celle du cadavre.

— On dit de Paul-Boncour qu'il a des sentiments révolutionnaires parce qu'il ressemble à Robespierre. Clemenceau ajoute : « Oui, mais Robespierre ne savait pas qu'il ressemblait à Robespierre. »

— Les journaux disent que les aviateurs à la poursuite des zeppelins furent empêchés par la brume. Quelqu'un dit : « par la brune et la blonde ». Il s'est trouvé en effet le lendemain nombre de gens pour témoigner que nos aviateurs avaient passé la nuit du samedi dans telle maison, dans les bras de telle personne. Bouttieaux proteste. Il dit que cinq avions se sont élevés au commandement. D'ailleurs, une équipe couchera dans une baraque au Bourget.

— Que d'histoires on contera sur les fournisseurs, quand les Intendants pourront parler. Des « gens du monde » se sont faits rabatteurs, afin de toucher une commission. D'autres passaient des marchés sans se soucier de la qualité de l'achat, pourvu qu'ils eussent leur pourcentage. C'est ainsi que le neveu d'un ambassadeur passa contrat pour plusieurs centaines de mille de chaussures qui furent inutilisables.

— Dans la zone des armées, toutes les cartes illustrées faites pour les soldats et selon leurs goûts annoncent la victoire au printemps. Quel déboire s'il n'en est rien !

— En cette fin de mars, Bouttieaux dit qu'on accorde à Joffre, parmi les officiers, encore trois mois de crédit.

— Le 29, le Temps publie un article d'un Hollandais qui dit que les Allemands ont encore à manger. Et alors, chez les patriotes français, c'est une rouge indignation, qui accuse ce journal d'être vendu à l'ennemi. Ainsi la presse doit mentir, et ne dire que ce qui flatte.

— Le 30, Delcassé lit au Conseil une pathétique dépêche adressée à la Russie pour la décider à accepter les conditions du concours italien. Il s'agit de la Dalmatie. Même ceux qui n'aiment pas Delcassé admirent la dépêche. « La France, dit-elle, a mobilisé 4 millions d'hommes, en a perdu 300.000, elle est envahie, elle a fait tout ce qu'elle a pu. Tandis que la Russie, qui aurait pu en mobiliser 18 millions, n'a pas été jusqu'au bout de son effort. »

— Au-dessus de chez les T..., une femme chante faux et abondamment. M. T... dit que sa consolation, c'est qu'elle sera anéantie avant lui par les bombes des zeppelins.

— Pour annoncer que le péril des zeppelins est passé, les pompiers sonnaient : « Cessez le feu. » On y a substitué l'air de la Berloque. Un journal a mis au concours les paroles à chanter sur cet air. Painlevé dit qu'on devrait sonner : « Bon voyage, monsieur Dumollet. »

— Il est impossible de dire sa compassion, sa souffrance de la guerre. On vous répondrait : « Ni vous ni les vôtres n'y sont. » De ce fait, on vous dénie le droit de souffrir pour la collectivité.

— Painlevé dit qu'en s'élevant au-dessus des événements, la durée de la guerre ne paraît pas exagérée en regard de ses conséquences, c'est-à-dire le remaniement de la carte d'Europe.

— Loti, en mission près du général d'Urbal dans le Nord, a demandé audience aux souverains belges. Il a vu le roi, à son quartier général, dans l'abbaye d'un petit village. Ce roi s'étonne d'être héroïque. Loti a été frappé de l'air de jeunesse de la reine, dans sa villa de La Panne. Elle a de petits traits charmants, tandis que la photo lui fait une grande figure. (Elle ne l'aura que dans l'histoire, dit un auditeur.) Elle a parlé de l'Égypte qu'elle a parcourue, un livre de Loti à la main. Il dit qu'il doit rester discret sur les propos d'une reine et il ajoute drôlement : « D'ailleurs, ils paraîtront dans l'Illustration de samedi. »

I · 08

— Le 1. Les Anglais veulent reprendre l'entreprise des Dardanelles sans attendre le concours des troupes de terre. On craint un échec qui troublerait les négociations avec l'Italie.

— Le 2. Départ en mission pour l'Aisne avec Pasquet…

— Les lettres du front donnent une fausse idée de la guerre. Celui qui les écrit sait qu'elles peuvent être ouvertes. Et puis, il s'agit d'éblouir ceux qui les liront. Les journaux, surtout, donneront une idée erronée de l'opinion pendant la guerre. La crainte de la censure, le besoin de flatter les bas instincts, leur font exprimer la haine et l'injure uniquement. Au bas de chaque article, il faut déposer une ordure contre l'Allemand.

Cette continuelle instillation de haine restera un des grands phénomènes de la vie nationale dans la guerre. La presse aura été, avant et surtout pendant la guerre, une des principales coupables.

— On ne se croirait pas en guerre, à Paris, ni à la campagne, ni même à quelques kilomètres des tranchées. Et pourtant, il y a déjà, sur l'ensemble des fronts, 3 millions de morts ! Et tant d'indicibles horreurs ! Et tous les bienfaits de la paix abolis. Et tant de ruines, de deuils ! On se persuade que c'est par stoïcisme qu'on ne proteste pas. Je crois que c'est surtout parce qu'on ne réalise pas ces atrocités stupides.

— À Serbonnes viennent dîner J…, père et fils, cultivateurs, à l'occasion du départ du fils, qui est de la classe 16. Le père dit qu'il est pour le corps à corps, sans armes. Le fils est pour la charge à la baïonnette. Voilà leur sentiment simpliste, en apparence. Au fond, un deuil affreux pour les parents, de voir partir leur unique enfant.

— Je me rappelle cette phrase d'un courtier en tableaux, à Trouville, le 29 juillet 1914 : « Ça ne peut pas durer, les journaux financiers ne gagnent plus rien. »

— On prétend savoir comment éclata le conflit. Et on ne sait même pas comment se forme un orage.

— Que de satisfactions pour ceux qui aiment la guerre ! À Auxerre, le réactionnaire Écho de Paris est dans toutes les mains. De vieux généraux croulants et chamarrés débarquent d'auto, parmi des courbettes.

— Et on se résigne aux morts. Deux frères sont tués. Comme leur mère est morte peu avant la guerre, on dit tranquillement : « Elle les a rappelés. »

— Une photo anglaise. C'est le débarquement de soldats venant en congé, selon la coutume anglaise. L'un est avec sa femme, l'autre avec son père. Ils ont l'air ravis, extasiés. C'est tout de même un peu plus civilisé que notre armée, qui cloître depuis neuf mois nos soldats, sans accorder de permissions.

— Titres de feuilletons : Le sang de la France, Tête de Boche.

— Tristan Bernard imagine les réflexions de Jeanne d'Arc : « Ils m'ont déjà réconciliée avec les évêques. Ils vont maintenant me réconcilier avec les Anglais. » Il faut ajouter que Barrès veut obstinément une fête nationale de Jeanne d'Arc, ce qui paraît assez inopportun en temps d'alliance anglaise.

— Le fétichisme pour Joffre se manifeste dans les cartes postales avec actions de grâce à son adresse, des médailles porte-bonheur à son effigie, etc.

— Bouleversement des mentalités. Le docteur R..., pacifiste, voit la nécessité, pour l'Italie, de faire la guerre. Il ne conçoit plus le bonheur de la paix. Pour son extension, son commerce, sa puissance, il faut que l'Italie se batte.

— Le 18. Un ministre expose devant moi que nous devons nous emparer des charbonnages de la Westphalie, car le charbon donne la richesse industrielle et c'est la seule façon pour l'Allemagne de s'acquitter. Naturellement, ayant le sous-sol, on sera obligé de garder le sol. Je le sais inspiré par un métallurgiste.

— Oh ! la joie de ce lieutenant, bras en écharpe, Légion d'honneur à la tunique, qui papillonne, ailé, parmi des dames, dans le métro…

— Dans un déjeuner privé, à la mi-avril 1915, Joffre aurait dit qu'il n'y aurait plus d'Allemands en France en mai.

— On appelle le vieil empereur François-Joseph l'Increvable.

— Le 10 avril, Poincaré est à Nieuport. Un avion allemand lance un obus vide avec l'inscription : « Œuf de Pâques offert par les Allemands à M. Poincaré ». On y voit la puissance d'espionnage allemande.

— On dit que les hésitations de Ferdinand de Bulgarie viennent de ce qu'il a mis ses économies en Autriche. Celles du roi d'Italie, de ce qu'il a de l'argent chez Krupp. À quoi Augagneur : « Vous ne voudriez tout de même pas qu'ils placent leur argent dans leur pays ? »

— Le frère du roi de Grèce dit : « J'ai soupé de Venizelos ». Ribot demande comment cela se dit en grec.

— À propos de la guerre aux femmes légitimes aux armées, on remarque qu'elle est menée par des hommes vieillis, qui ne se rendent plus compte des besoins sexuels. On signale des troubles nerveux, des psychoses, après neuf mois d'abstinence.

— Un receveur des postes qui a vécu à Lille et à Roubaix rentre à Paris. Il dit la dépression des Allemands, leurs pleurs la nuit, leurs refus d'aller aux tranchées, les sanctions de fusillades et pendaisons. Il note que les officiers mènent grande vie et que l'occupation est correcte. Des soldats français en civil seraient nombreux et seraient peu inquiétés.

— Le parti-pris de tout celer de ce qui pourrait être favorable aux Allemands a fait taire le retour des femmes des départements envahis.

— La haine de l'Allemand est d'autant plus vive que le journal qui l'exprime est plus réactionnaire.

— On voit sur certaines cartes postales des prières laïques. Les dix commandements du soldat : « Homicide toujours seras… » La salutation à la baïonnette : « Je vous salue, Rosalie, pleine de charmes… »

— La propriétaire du château de Bellevue, à Soissons, est soupçonnée d'espionnage. On a trouvé chez elle des papiers allemands. Ce sont les certificats de naissance de ses chiens de berger ! On dit aussi que les Allemands ménagent le château. Enfin, un abus crève le salon. « Heureusement », écrit le jardinier.

— Une jeune femme dont l'ami est mobilisé s'est établie cartomancienne sans rien connaître de cette pratique. Elle a gagné 250 francs la veille du vendredi 13.

— Une ménagère vient de s'apercevoir avec effroi que les araignées ont tendu leurs toiles entre les immuables petits drapeaux de la carte.

— Où joue-t-on du Wagner ? Aux tranchées.

— Au lendemain du raid des zeppelins sur Paris, le général Hirschauer me disait qu'on ne pouvait pas exiger d'un aviateur qu'il entrât dans le dirigeable. (Bouttieaux avait prétendu le contraire.) Mais n'exige-t-on pas un sacrifice analogue des soldats qu'on fait sortir des tranchées ?

— Chez Victor Margueritte. Le général de division D..., 59 ans, fait général sur le champ de bataille, officier d'État-Major. Il a amorcé l'offensive de Perthes en janvier 1915. On vient de le mettre dans le cadre de réserve sans lui donner de raisons. Il s'indigne des ordres, venus des hauts et lointains états-majors, d'attaquer à un jour et une heure fixés, même si la préparation d'artillerie est insuffisante et cela « pour avoir 3 lignes au bulletin journalier ». On veut un succès, coûte que coûte. Lui-même semble avoir été brisé pour n'avoir exécuté qu'au matin un tel ordre reçu à minuit et qui lui eût coûté 5 à 6.000 hommes, faute de préparation d'artillerie.

Il dit l'abnégation des hommes, leur bonne humeur. Il répète fortement : « L'exemple vient d'en bas. »

Il dénonce le gaspillage de vies humaines, assure qu'on ne passera que derrière un torrent de fer, trois rangs d'artillerie détruisant tout ce qu'on voit et tout ce qu'on devine.

Il dépeint l'horreur de la tranchée prise, l'affreuse odeur, la levée de terre faite en hâte où se mêlent des débris humains, têtes et bras. Et là-dedans nos hommes ont de l'eau jusqu'aux genoux et disent : « Ça va bien, mon général. » Il dit que les hommes finissent par ne plus se garer des obus de 77. Les gros calibres n'atteignent que l'homme sur lequel ils tombent. Les autres peuvent s'abriter en se couchant.

Mais les mitrailleuses sont effroyables, grâce à leur nombre, à l'art de les poster en flanquement. Le général a trouvé des mitrailleurs attachés à leur engin. Ayant fait 400 prisonniers, il leur dit : « Vous êtes braves, vous marchiez sur nous en rangs serrés. » Ils avouèrent que des mitrailleuses les menaçaient par derrière. C'était la fuite en avant.

— Brieux, retour d'Amérique, raconte dans un déjeuner qu'on lui avait recommandé là-bas d'être prudent, réservé dans son langage. Inutile précaution devant l'enthousiasme : « J'étais le plus neutre », dit-il. Il fit une conférence devant le duc de Connaught, oncle du roi d'Angleterre, et la duchesse, qui est Allemande. La conférence finie, elle vint à Brieux et, tout en larmes, lui dit : « Ah ! Monsieur Brieux, il m'est arrivé un grand malheur dans mon enfance ; je suis née en Allemagne. »

— Les rapports entre Poincaré et Ribot sont assez tendus. Ribot voit en Poincaré un usurpateur. Et Poincaré voit en Ribot un successeur, avant la fin du septennat.

— Le 19. Toujours le concours de l'Italie. Au Conseil, on discute une heure la question de savoir si le duc de Turin, chef de la marine italienne, commandera l'ensemble de la flotte méditerranéenne. Il paraît que cela s'impose parce qu'il est de famille royale…

— Au déjeuner Brieux, il y avait aussi Dausset, ancien président du conseil municipal. Il revenait du Grand Quartier Général. Il admire fort Joffre, qui se flatte d'amener en 24 heures des forces considérables au point faible des Allemands.

— Le 21. Départ en mission avec Pasquet pour l'Est et l'Alsace…

I · 09

— 1 mai. Quelques traits recueillis pour moi en mon absence. L'accord signé à Londres entre l'Italie et l'Entente fut solennellement annoncé au Conseil du 27 avril. On supplie les ministres d'être discrets. Alors, Malvy sortit une dépêche du Commissaire de la gare de Modane, relatant que Tittoni avait annoncé à haute voix sur le quai, la veille, l'événement.

— Briand, dans un déjeuner du 30 avril, dit que nous sommes en révolution. Quelqu'un émet : « Faut-il qu'il soit réactionnaire pour juger que ce calme est la révolution ! »

— Le 1 mai, Étienne a vu Joffre. Le général est confiant. Il va faire quatre offensives, etc. (air connu).

— Il circule des photos de Delcassé, aggravées d'une notice des services qu'il a rendus. Ses partisans considèrent que l'accord italien est son œuvre et doit le hausser à la présidence de la République.

— Le 3. Les Italiens ont signé trois contrats. Ils demandent de signer le troisième, qui est d'ordre militaire, à une date de leur choix, afin d'attendre une provocation allemande qui leur permettrait de paraître avoir eu la main forcée.

— Dîner du 3. Bouttieaux, Tristan Bernard. Celui-ci dit qu'il sait pourquoi Von Kluck a renoncé à marcher sur Paris. On lui a dit : « Faites attention. Il y a là 300.000 embusqués. Ce sont les plus beaux gars de France. »

— Le 5. C… m'apprend le remplacement de d'Amade par Gouraud aux Dardanelles. Il prédit un rapprochement franco-alle-

mand dans 10 ou 15 ans. Je ne puis y croire, malgré tant de palinodies dans l'histoire des peuples, qui tour à tour se détestent et s'adorent. Cette fois, il y a un tel déluge de haine, ce réservoir de rancune empli en 44 ans, et qui crève…

— Bouttieaux me cite l'opinion du commandant D…, qui dit qu'on ne sortira jamais des tranchées. Et cependant Joffre, le 1 mai, a encore promis à Étienne la fin en septembre !

De Joffre, Bouttieaux dit qu'il s'est laissé mener par les événements. Il lui donne un court crédit.

— Le petit-fils de mes concierges est resté à Ham. Après neuf mois, ils apprennent que tout va bien. Occupation modérée. On n'a fusillé qu'un épicier, qui avait gardé des pigeons, malgré l'ordre de les supprimer. (Par crainte des pigeons-voyageurs.) Il les cache dans sa cave. Ils roucoulaient. On l'exécuta.

— 6 mai. Visite de Tristan Bernard. Nous parlons des gaz asphyxiants, qui expliquent le recul sur Ypres. Il les compare à ces gaz insensibilisants qu'emploient les dentistes : ils endorment la douleur d'un échec. Il voudrait que la censure fût, non seulement négative, mais positive, qu'elle dirigeât l'opinion dans des voies claires, loin du pessimisme et de l'optimisme béat.

— À Paris, les gens voient, sans ennui, la perspective d'un deuxième hiver. Ils y trouvent un facile héroïsme. C'est fou.

— Cet optimisme est renforcé par le désir absolu de n'entendre que l'agréable, d'ignorer le désagréable. Dispositions assez générales et que flatte la presse.

— Enfin, Paris est loin de la guerre. Les restaurants débordent. Quel contraste avec ces villes angoissées de l'Est, ce dé-

filé des blessés des Éparges dans Verdun !…

Voici un des grands drames de l'heure : le divorce entre la Ville et le Front. Et je ne dis pas tout : ces bandes de gueulards, de fêtards, de voyous, de repus, qui s'en foutent ! Ah ! qui s'en foutent…

— Il y a des gaufrettes qui s'appellent des Joffrinettes.

— Le comité des Conférences de San Francisco, présidé par Hanotaux, est invité à comprimer un peu ses frais. On n'arrive pas à supprimer, dans les prévisions de crédits, un cercueil de plomb destiné à Saint-Saëns, qui est vieux.

— Quand Poincaré revint de Russie, fin juillet 1914, il tint un langage si agressif devant le maire de Dunkerque que celui-ci dit à sa femme : « Il faut graisser mes bottes. C'est la guerre. » Les efforts qu'on raconta en faveur de la paix ne sont donc pas si ardents qu'on l'a dit.

— 8 mai. Le torpillage du Lusitania provoque une grande émotion. On se demande quelle sera l'attitude des Américains.

— Les Russes convoitant Constantinople, et l'Italie la Dalmatie, nos patriotes s'en autorisent pour convoiter la Westphalie.

— Ces mêmes patriotes disent avec satisfaction que le printemps agit sur les hommes des tranchées et les met dans les plus heureuses dispositions.

— Avenue du Bois. Toutes les femmes causent robes et chapeaux.

— Opéra-Comique, 8 mai, pendant le ballet de Marouf. Dans la salle, il y a des blessés. L'un n'a plus de nez. Et toujours l'af-

freuse odeur phéniquée.

— J'ai sous les yeux une demande d'un général d'attaquer à 7 h. 30 au lieu de 6 h. 45, parce que son artillerie est déréglée après un tir continu de la veille. Elle exige une nouvelle mise au point. Réponse, au bas de la feuille : Ordre absolu d'attaquer à 6 h. 45.

— Pour moi, l'optimisme béat reste une des causes du mal. Puis, tous les États-Majors, catholiques, ont inconsciemment foi dans le miracle. Et, depuis 1911, cet esprit de jésuitière régnait en maître à l'École de Guerre. On voulait imposer ses plans à l'ennemi. C'est ainsi que le G. Q. G. devait être à Vitry, où il se faisait construire une salle de guerre dans la Poste.

— Le 11. Depuis le 8, une offensive est engagée entre Arras et Lille. On la suit avec angoisse. Si elle échoue, c'est qu'on ne pourra rien.

— Une dame réconforte de paroles les blessés dans la rue. Elle avise un Anglais, la figure bandelettée de linges : « Vous venez sans doute du front ? » Et lui, au lieu de répondre : « Ça se voit », réplique avec le froid humour anglais : « No. Hambusqué… »

— À l'École militaire, je vois une dame âgée, en deuil, qui arrête les soldats et leur glisse une médaille. Ils acceptent avec embarras.

— L'humoriste P…, mobilisé comme chauffeur, raconte qu'une nuit de zeppelins, les guetteurs de Chantilly étaient un peu dispersés. Des mains inexpertes parviennent à allumer un projecteur. Malheureusement, il est juste braqué sur l'hôtel du Grand Condé où gîte le G. Q. G. Et vainement on essaye de le mouvoir et

de l'éteindre. Cependant le zeppelin passe sur ce glorieux et brillant objectif, sans rien jeter.

— Le 12. Le comte Primoli, étant à Paris, a fait demander jusqu'à quelle date il pourrait rentrer à Rome sans tomber dans la mobilisation. Réponse : le vendredi 14 mai. C'est donc l'imminence de cette mobilisation. Cependant, on apprend le 13 la chute du cabinet Sallandra favorable à l'intervention. Le 14 au matin, on prédit la guerre civile en Italie ; et le 14 après-midi, on apprend assez drôlement, au ministère des Postes, que le ministère Sallandra est reconstitué : un télégraphiste de Gênes, à la suite d'une dépêche privée quelconque, a filé sur la bande ces mots : « Sallandra revient. Vive la guerre ! »

— La censure avait supprimé, le 14 au matin, la nouvelle de cette démission. Ceux qui l'apprennent néanmoins, sont atterrés. Les propos de la rue donnent toujours l'impression que l'intervention italienne apparaissait décisive et providentielle. Aplatissement au Sénat et à la Chambre.

— De divers côtés, on dit que les Français ont employé à leur tour le pétrole enflammé dans l'affaire d'Arras.

— Bouttieaux me dit qu'à la chute de Sallandra, on reçut l'ordre de suspendre les fournitures d'aviation pour l'Italie (un million). On continue pour la Roumanie.

— On expérimente à Satory le chlore et l'acide sulfureux. On n'a trouvé, pour la manutention, qu'un chimiste allemand.

— On a tenté de détacher de la France les partis avancés italiens en la représentant comme la fille aînée de l'Église, en pleine

renaissance cléricale, prête à défendre le pouvoir temporel du pape.

— Bellicoles : les marchands de deuil, les teinturiers, les passementiers.

— On dit à un gosse que son père reviendra quand la guerre finira. Le père est tué. On dit à l'enfant qu'il ne reviendra pas. Lui : « Alors, la guerre ne finira jamais ? »

— La guerre aura démasqué les abîmes de la sottise humaine. Quand un taube domine une ville, tout le monde sort. Le bétail lève le front vers le maillet. Et on héroïse cette moutonnerie. Au moins, le soldat a son arme, son abri.

— L'Écho des Tranchées, dirigé par Reboux, publie un article de Poincaré. Le Matin dit que c'est un pastiche. Les autres journaux le reproduisent comme authentique. C'est si poncif qu'on ne sait pas…

— L'acteur D… a un ami châtelain qui hébergea huit jours les Allemands. Correction parfaite. Depuis, vingt aviateurs français exigent de leur hôte du champagne, sous peine de réquisition. Il regrette les Allemands.

Près de la propriété de D… lui-même, il y avait un centre d'aviation que dominaient, en septembre 1914, des avions allemands, aux mêmes heures chaque jour. D… demande pourquoi on ne les chassait pas. Réponse des aviateurs : nous ne devons voler que tous les deux jours.

— Le socialiste Albert Thomas est nommé sous-secrétaire à la Guerre, chargé des munitions.

— Un des deux chauffeurs qui nous conduisent dans nos missions est fort riche. Il a fait un testament en faveur de sa maîtresse. On le dénonce comme embusqué. Il achète la lettre. Elle est de sa maîtresse.

— À Vichy, on traite les blessés comme des forçats. Un médecin qui fut blessé jadis aux colonies dit aux patients : « J'ai bien attendu sept mois, moi, avant d'être soigné. »

— Raphaël Dullos, rentrant de Londres, signale la vie normale. À peine d'obscurité. Des jeunes hommes, une jambe ou un bras en moins, ont repris le frac et la vie élégante. Joffre est là-bas plus populaire que Kitchner ou French.

— Titres de feuilletons : Les Amants de la Frontière, La route du 75.

— On a appris le vote des crédits et des pouvoirs italiens. On est incrédule. On attend le canon. Pas de drapeaux aux fenêtres.

— 21 mai. À Serbonnes, un coup de téléphone m'apprend l'affichage de la mobilisation italienne. Pauvres gens ! disons-nous. J'annonce l'événement au jardinier. Il reste sceptique. Il attend le choc. On retrouve partout cette hésitation. Elle explique le manque d'entrain pour pavoiser. Elle provient d'une défiance du sort, des longues tergiversations italiennes. Il y a des mois que les journaux disaient : « C'est pour demain ! » Et puis, des gens sévères disent : « Ils ont manqué à leur alliance. »

— La guerre favorise le despotisme des pouvoirs publics, qui a toujours pesé sur la foule. Les Compagnies de chemin de fer profitent de cette dictature. Les trains sont rares, incommodes. Le public a perdu tous les petits droits qu'il avait conquis.

— Régressions : les femmes font la noce du haut en bas de l'échelle sociale. « Il faut bien un homme à la maison » dit-on dans le peuple. Les gosses jouent uniquement à la guerre. Même les petites filles. Il y a une recrudescence de syphilis.

— Il est juste de noter que la guerre n'a pas uniquement jeté la foule des humbles à la boucherie. Pour la première fois, beaucoup de jeunes bourgeois sont tués.

— Il faut, dit-on, 200.000 Anglais pour reprendre l'offensive d'Arras. Sinon, ils seront responsables de l'échec. On accuse aussi le manque de munitions.

— Un rédacteur de l'Auto, 47 ans, a 15 jours de prison pour avoir vu sa femme. Il est à Cormeilles-en-Parisis, à une demi-heure de Paris.

— On rapporte de la zone des armées l'impression que nombre de gens souhaitent inconsciemment que ça dure. Quiconque en revient me le confirme.

— Le pape semblait favorable aux Impériaux. On dit qu'il a pris un Taube (pigeon) pour le Saint-Esprit.

— À Nieuport, Poincaré passait une revue dans un de ces petits costumes, pet-en-l'air et casquette, dont il a le secret. Un enfant sur les bras de sa mère s'écria derrière lui : « Maman, il m'empêche de voir, ce chauffeur. »

— Mon camarade F..., de l'État-Major du 2 corps, revient de Lorraine. Il me dit qu'il y eut un ordre d'offensive générale le 5 avril 1915, non suivi d'effet. Il dit aussi l'impossibilité de vivre dans les tranchées l'été, à cause de la putréfaction. Sur le toit d'un abri étaient étendus des cadavres allemands, qu'on ne pou-

vait retirer, car une mitrailleuse repérait ce point. Lorsqu'il pleuvait, un liquide infect filtrait à travers ce toit. On le recueillait dans des bassines.

— Le D H. de Rothschild, retour de Dunkerque, dit que les obus à longue portée montaient à 8.000 mètres, et redescendaient sans bruit sur la ville. Ils pesaient 750 kilos et mesuraient 1 m. 25 de haut. L'un d'eux tua 47 personnes dans un café. Sa casemate, près de Dixmude, est repérée ; on inonde les alentours d'obus pour empêcher le ravitaillement en projectiles.

— Rencontré Normand, rédacteur en chef de l'Illustration. Il me dit que le grand pourvoyeur de photos de Joffre est son chauffeur, qui se fait une petite fortune. Les autres chauffeurs du front, alléchés, envoient à l'Illustration d'innombrables photos.

I · 10

— 1 juin. On donne à des officiers du front des congés de détente, à passer dans une ville déterminée — comme Troyes, Épernay — avec leur femme.

— Poincaré n'aime pas Joffre. Ce sont des rivaux. Poincaré, avocat, est le chef suprême des armées. Et c'est lui qui, au Conseil, expose la situation militaire.

— Le président du Conseil Venizelos est tombé pour n'avoir pas pu faire partager son avis au roi. On dit : « C'est un Grec qui n'a pas su retourner le roi. »

— Humbert rapporte au Sénat qu'un canon semblable à celui qui bombarde Dunkerque fut construit pour l'Italie par le Creusot. Il est, après essais, à Harfleur. Le Creusot aurait signalé trois fois le fait à la Guerre, sans recevoir de réponse.

— En Espagne, les « grandes dames » prient pour le triomphe allemand.

— Mon camarade F... me disait qu'il avait reçu un coup en voyant combien Paris ignore la guerre. Il dit que les hommes en ont assez d'être cocus. Dans les campagnes, au contraire, on vit resserré, les uns contre les autres, dans le deuil, dans l'attente de la fin.

— Le ministre de Serbie écrit tristement à M. Thomson qu'on n'a pas mis le drapeau serbe dans le trophée arboré par le ministère en l'honneur de l'intervention italienne.

Ànoter que seuls les monuments publics pavoisèrent. On n'obtint rien des particuliers.

— Le 3. Bouttieaux revient du G. Q. G. On y est optimiste, mais on n'aime pas y parler de la guerre ! On y escompte le concours de l'Amérique. On a peur que l'Italie ne soit attirée dans un piège. On s'est aperçu que les Allemands étaient fournis de munitions par l'Amérique et la Suisse. Enfin, on va étendre le front anglais vers la mer.

— Le 3. Le boxeur Carpentier, pilote d'avion, demande d'aller en Italie, parce qu'il est au camp retranché de Paris et que cela lui donne l'air d'être embusqué. Embusqué à 2.000 mètres, au cours des dangereuses rondes nocturnes, voilà une trouvaille admirable, qui dénote bien la stupidité générale.

— Le 3. On commence à préparer l'esprit des soldats à une deuxième campagne d'hiver. Consentiront-ils à la passer dans les tranchées ? Déjà, d'après le rapport de D…, retour de Châlons, tous les officiers ne sont pas tués par des balles allemandes…

— Ribot établit que la guerre a déjà coûté 24 milliards à la France. La plupart sont empruntés : bons du Trésor, avances de la Banque de France, etc.

— Les Éphémérides. Je vois qu'au 3 juin 1849, les Français commençaient le siège de Rome. Et on nous parle de vérités éternelles, tandis que nous ne sommes que de pauvres polichinelles.

— Brieux présentait au public M Vandervelde, femme du ministre belge, qui conférenciait au théâtre Réjane. Dans son allocution, il dit que la victoire de la Marne n'était pas un miracle, qu'elle était un résultat dû aux généraux, aux soldats, etc. Le public fut choqué. On ne peut pas dire que ce n'est pas un miracle.

— Bien que l'affaire d'Arras soit stationnaire, Joffre reste plein de certitude. Il a fait inviter Étienne à déjeuner pour le 9 juin, afin de lui expliquer les prochaines et définitives offensives. Et l'officier qui apportait l'invitation était, paraît-il, tout à fait convaincant.

— Il y a antagonisme entre Kitchner, qui voudrait utiliser les troupes anglaises sur un autre théâtre que le front français, où l'offensive est rendue impossible par la guerre des tranchées, et French, qui tient pour l'offensive occidentale. Asquith est venu 24 heures en France. Il a vu Joffre seul à seul.

— Joffre a inspiré de l'admiration à une Espagnole. Comme il est né près des Pyrénées, elle s'est écriée : « S'il était né quelque

peu plus loin, il serait de chez nous et il aurait été un grand toréador. »

— On achète des mitrailleuses au Danemark. Il devait les livrer au Portugal et nous devions saisir le bateau dans les eaux françaises. Mais les Allemands l'ont saisi avant.

— Le 8. Poincaré félicite le roi d'Angleterre pour son anniversaire. On remarque le ton personnel de sa lettre, où il ne met pas en avant le gouvernement de la République, tandis que le roi, dans sa réponse, salue les armées de la République. Il en fut de même de sa lettre au roi d'Italie, quand ce pays entra en guerre.

— Des gens de Serbonnes vont voir leur fils à Troyes (classe 1916). On exténue ces enfants, on les traite de vaches et de salauds. Et les journaux assurent qu'on les entoure de douceur et de soins.

— Le 8. Funérailles de Camille Pelletan. Sa veuve est outrée de l'absence de Poincaré. Elle exprime son mécontentement à l'officier qui le représente.

— Le 9. On parle d'un « élargissement » du gouvernement. On cite comme présidents du Conseil à venir Ribot, Briand, Doumer.

On se raconte une séance de la Commission sénatoriale de l'année, où Humbert saute à la gorge de Millerand et lui crie : « Vous êtes un misérable. » Puis il se tourne vers Viviani : « Vous, vous n'êtes rien du tout. » Viviani s'évanouit. Ces faits sont niés par les ministres en place.

— Y a-t-il des forces secrètes qui poussent les peuples vers la guerre ? Voici la Grèce qui a fait deux guerres en deux ans. Elle s'est agrandie. Elle voit à ses portes les Dardanelles qui traînent

depuis quatre mois, la Russie battue en Galicie. Elle va aux élections. Et c'est le parti de la guerre qui l'emporte dans la proportion de 2 contre 1. À quoi on répond gravement : « C'est le sentiment national. »

— Le 17. Visite avec Brieux aux ateliers Voisin. Nombre de petits patrons qui ont fermé boutique sont devenus des ouvriers. Ils travaillent avec amour. On voit littéralement les appareils éclore et s'envoler à raison de quatre par jour. Pourquoi faut-il que toute cette belle activité ne soit née que de la guerre ?

— Le 17. Le ministre du Commerce fait signer à Poincaré le moratorium des loyers. Long entretien. Le ministre insiste sur la nécessité de donner des permissions aux soldats et d'imposer de courts séjours aux tranchées, entre les repos. Il propose au Président d'agir d'autorité sur le ministre de la Guerre afin d'obtenir satisfaction sur ces deux points.

— Le 18. Départ en mission avec Pasquet pour la zone de l'Oise…

— Cette guerre restera dans la mémoire des hommes comme un déluge de sang et de sottise. À propos des représailles mutuelles exercées sur les villes ouvertes, n'ai-je pas lu en tête de la Presse du 17 juin 1915 cette phrase : « Nous ne leur laisserons pas le monopole de la déloyauté criminelle ».

— Comme tout petit effet de la guerre, on me cite le cas des fleuristes qui donnent en cadeaux à leurs clientes des orchidées rares. Elles n'en ont plus le placement, et comme les fleurs poussent tout de même…

— Pasquet disait que si les deuils semblent atténués, c'est parce qu'on ignore les circonstances de la mort. Il y a là comme une disparition, quelque chose comme une envolée.

— Une dame déclare qu'elle a perdu son mari à la guerre, mais qu'elle est à la hauteur de l'épreuve ; d'ailleurs, il a pu être enterré religieusement. Un auteur dramatique déclare qu'il ne serrera pas la main à ceux qui quittèrent Paris en septembre 1914.

— On donne, à l'examen du brevet élémentaire, une lettre de Poincaré aux soldats, comme dictée. Les candidats doivent, comme question écrite, expliquer la phrase : « Vous rentrerez dans vos foyers illuminés de gloire ». Les trois quarts répondent que les soldats illumineront dans la joie d'être rentrés chez eux.

— 21 juin. Dans le train, j'entends la femme d'un officier aviateur dire pieusement : « Quand on est protégé, on est protégé partout. » C'est la foi catholique, secondant la foi militaire. Ce sont des sœurs jumelles.

Cette dame dit aussi : « Le raid sur Carlsruhe n'est qu'un commencement. » Un gros monsieur confortable dit : « Je l'espère bien. »

— Le 22. Rue de Grenelle, il y a Briand, Wetterlé, Tristan Bernard. Briand conte des souvenirs de tranchées, à 35 mètres des Allemands. C'est étanche, propre. Les hommes sont rebondis de santé. Il a évité la mort à 50 centimètres. Il critique l'officier d'État-Major qui sait admirablement le débit en hommes et matériel d'une voie ferrée, mais qui, en Champagne, engage une division de renfort dans un boyau où le retour des blessés contrarie sa marche. Cette division arriva avec deux jours de retard. Il dit enfin que Castelnau avoue s'être absolument trompé quant à l'ar-

tillerie lourde. Et cela à la gloire de Briand, qui, lui, en demandait au moment du vote de leur loi de trois ans.

Il conte des anecdotes. Un officier allemand est blessé et soigné par un Français qui l'adosse à un arbre et qui lui donne à boire. L'Allemand porte la main à sa poche. Le Français croit que l'homme cherche son revolver. Il le tue. Dans la poche, il y a la photo de la femme et des enfants, que l'Allemand voulait lui montrer, par reconnaissance.

Un autre blessé allemand, épargné, soigné, tire deux coups de revolver sur son sauveur et le manque. Le sauveur le tue. Je lâche : « Le plus beau, c'eût été de le sauver tout de même. » Les faces se décrochent, les yeux s'emplissent de haine. Je suis accablé sous la réprobation générale.

Àpropos des séquestres de maisons allemandes, Briand conte encore que le chauffage du ministère de la Guerre et le séchage des poudres étaient confiés à des maisons allemandes.

— Après ce déjeuner du 22, Briand me dit en particulier que tout cela finira dans quatre ou cinq ans par un rapprochement franco-allemand.

— Le 22. Raynaud, ancien ministre, retour de Russie, assure qu'on accuse unanimement là-bas les Français de se tenir tranquilles. Nombre de fonctionnaires, dit-il, sont germanophiles. Notamment le préfet de police, qui tient le tzar en lui révélant le secret des correspondances. Il en serait friand comme Louis XV, bien qu'il n'ait pas, quant aux femmes, le même appétit que ce roi, tout au contraire. Le ministre de la Guerre serait lui-même germanophile et, après chaque défaite, dit : « Si on parlait de la paix ? »

— Quelqu'un dit : « Deux nations sortiront grandies de cette guerre : la France et l'Allemagne. »

— Tristan Bernard rappelle qu'il y eut deux offensives, l'une à Tout-Vent, l'autre à Moulin-sous-Touvent. Ces deux localités sont distantes de 150 kilomètres. Il assure en blague que l'une des deux offensives fut faite par erreur, par une confusion de nom, et que ce fut celle-là qui réussit.

— F… me dit qu'il y a dans chaque soldat aux tranchées deux hommes : l'homme de jour, qui crâne, et l'homme de nuit, qui pleure.

— C'est décidément un des grands drames de l'heure de ne pas pouvoir dire son horreur de la guerre en elle-même. Il faut en être fier, et trouver cela beau.

— Le 22. Bouttieaux revient de Londres. Il a réclamé à Kitchner des mitrailleuses promises. Le ministre n'a cédé qu'à la menace qu'on ne lui livrerait pas des avions promis en retour. Bouttieaux rapporte l'impression d'une ville très tranquille, que les zeppelins ne troublent pas.

— Le 24. La commission de l'Armée du Sénat a voté un blâme à l'administration de la Guerre. Effervescence au Conseil. Doit-on interdire la publication de ce blâme ? Puis Viviani se plaint que le Conseil ne puisse pas se faire écouter des bureaux de la Guerre. Est-ce que Becquet n'est pas promu dans la Légion d'honneur, lui qui a arrêté la fabrication des canons ? Poincaré interrompt. Il ne sera pas décoré tant qu'il n'aura pas signé le décret ; lui vivant, il ne signera pas. (Millerand passa outre. Le ministère appartient à la zone des armées où la signature du président n'est pas nécessaire.) Millerand, que devraient toucher ces

discours, fait le gros dos et feuillette des dossiers. Enfin, en bon avocat, il fait volte-face, se dit prêt à défendre devant le Parlement les actes de son ministère. Il justifiera ce général Bacquet qui a jugé opportun de suspendre la fabrication des canons pour celle des obus. Bacquet a donné son temps, son activité à sa tâche : au moment de se séparer de lui, pourquoi ne pas le récompenser ?... Millerand sort. La plupart des ministres l'accablent. Et alors Ribot, finement : « Eh, eh, messieurs, nous sommes en train d'approuver l'ordre du jour de la commission du Sénat... »

— Le 24. Un Conseil s'est réuni, composé de Poincaré, Joffre, Viviani, Millerand, les trois généraux de groupes d'armée, Foch, Castelnau, Dubail. On y décida d'attendre, avant tout, que les Anglais soient munis de projectiles. Cela demandera deux mois. Ces généraux verraient sans ennui une offensive allemande, faite avec les troupes retour de Russie, car on provoquerait une contre-attaque... (?).

— On dit, les uns avec espoir, les autres avec effroi : Doumer a un plan.

— Le romancier Wells préconise une aviation intensive.

— Le 25 juin. Tristan Bernard me dit : « Au train dont on va, la guerre ne durera pas quatre mois ; et nous ne nous rebattrons plus avec les Allemands, ayant mesuré nos forces. » Il raille les Russes « qui ont des défaites en ordre, tandis que les Allemands ont des victoires en désordre ».

— Loti — qui voulait jadis être brancardier — entendant vanter le modeste héroïsme du facteur au front, veut maintenant être

facteur. À quoi M Thomson : « Loti, vous feriez mieux d'écrire des lettres que d'en porter. »

— Ici se place une mission dans la Somme…

— 28 juin. La discipline allemande enjoint aux habitants de Carlsruhe d'ouvrir les portes dès qu'on signale des avions, pour que chacun puisse se réfugier à l'intérieur. Et cela sous peine d'amende et prison. Chez nous, tous les tués étaient dehors, nez en l'air. Singulier héroïsme. À quoi servait-il ?

— Dans le même esprit. Je vois qu'un général a été tué parce qu'il s'était assis sur le parapet d'une tranchée. L'article s'appelle « Mort héroïque d'un général ». Pourquoi alors enseigner aux hommes qu'un abri sert à abriter ? Et si la vie d'un chef est utile, pourquoi l'exposer sans raison ? De même, on raille ceux qui se courbent dans les tranchées, bien qu'elles aient été construites pour dérober à la vue. Éternel conflit des instincts ! Tout est décidément absurde, dans cette sombre absurdité de la guerre.

— L'Économiste Européen dit que, dans l'hiver 1914-1915, les Anglais ont fait de la cotonnade pour remplacer les Allemands sur tous les marchés, tandis que nous faisions des obus. Les exportations anglaises augmentaient, tandis que les nôtres fléchissaient. Aujourd'hui il faut attendre que les Anglais aient des munitions. M Thomson résume : ils faisaient du coton quand nous faisions du fulmi-coton.

— Le 30 juin. Bouttieaux revient du G. Q. G. On y est souriant, toujours : « Ça va, ça va. » On y exprime timidement l'espoir d'être sur la Meuse cet hiver. Joffre, un peu fatigué, dit à Bouttieaux qu'il veut des raids modèle Carlsruhe pour faire sentir aux Allemands « qu'on est en guerre ». On a de grands projets aé-

riens : bombes à acide prussique, incendie des moissons, même dans le Nord, avec des obus au phosphore blanc et des bombes inventées par André Lefèvre (l'homme de l'attaque brusquée).

— Le 30 juin. Richtenberger déclare, d'après Freystatter, que la guerre a été ourdie par les Jésuites afin de rétablir le pouvoir temporel du pape. Ainsi s'explique l'attitude de l'Espagne, l'interview du pape, etc.

— Un colonel se fait fort d'affirmer, listes en main, que les officiers sortis des maisons religieuses et de l'École de guerre ont été nettement favorisés. Mesquines querelles, mais qui donnent une singulière figure à la guerre : ces officiers continuant de se soutenir, de se servir, à la faveur de ce carnage sans exemple.

— On houspille l'Anglais qui ne veut pas s'engager. Si pourtant il est contre la guerre ? Réponse : « On ne peut pas être contre la guerre dans la guerre. » Évidemment, on ne peut pas refuser de faire la chaîne quand la maison brûle. Mais a-t-on jamais vu pareille oppression des consciences ? Non, jamais. Car les guerres n'avaient jamais eu lieu entre des nations armées.

I · 11

— Le 1, au Conseil, on annonce à Millerand l'opportunité de nommer deux sous-secrétaires d'État : Intendance et Santé. Il refuse. Poincaré insiste : « La dignité n'est ici que le masque de l'amour-propre. » On l'adjure. Sarraut, pathétique, offre de devenir sous-secrétaire. Millerand demande de réfléchir jusqu'à deux heures. Alors, Viviani, agressif et las : « Soit. M. Millerand nous

fera connaître à deux heures la résolution qu'il a déjà prise de rester. » De fait, Millerand accepte. Le bruit court que Briand briguerait la Guerre.

— Le 1. La presse pose une question grave : le mobilisé aux tranchées se fait tuer pour un sou par jour : le mobilisé, à l'abri dans les usines, gagne de 5 à 10 francs par jour. On ne voit pas la solution.

— Du journal Excelsior. Au-dessous de deux généraux dans un courant d'air, cette légende : « Dans le vent de la Victoire. » Sous le portrait de Bismarck à 10 ans : « Déjà il veut prendre un air de grand homme. » Et une photo d'officiers autour d'une carte s'intitule : « Dans l'algèbre sereine de la Victoire. »

— Le 2. Hirschauer, Bouttieaux, à dîner rue de Grenelle. Millerand a présidé une réunion destinée à galvaniser l'aviation. Selon le plan du G. Q. G. on doit passer de 100 à 500 avions de bombardement. Mais l'acier manque. Le représentant du Creusot a insisté pour placer un acier, fort cher, que l'Italie tient de l'Allemagne. C'est le patriotisme métallurgique, à opposer à celui du petit soldat qu'on jette à la boucherie avec des mots.

— Le 3. Au Grand Condé, où siège le G. Q. G., triomphe la bureaucratie : la liste des machines à écrire s'étale en beaux tableaux de sergent-major. Seule, la pièce où se tient Joffre est nue : une table, une carte, pas de papiers.

— Le 5. Millerand annonce aux directeurs de l'Intendance et de la Santé : « On nous oblige à donner l'hospitalité à deux sous-secrétaires d'État ».

— Pudique, le général Hirschauer dit qu'il a débaptisé l'avion Voisin dénommé : type Q. Q. Il l'a appelé R-2 ; frappé par la consonance, je lui réponds que c'est pire.

— Devant un général, on dit qu'à peine six officiers du G. Q. G. ont été au front. Il réplique : « Tant que ça ? »

— M L..., femme du député, porte en bracelet une ceinture d'obus en cuivre, un des produits de fabrication de son mari. Elle déclare que le civil doit se taire. C'est trop simpliste. Il y a 34 millions de « non mobilisés » qui ont voix au chapitre. Leur attitude et leur sort doivent compter. D'ailleurs, à part 36.000 professionnels, que sont les 4 millions de mobilisés ? Des civils en képi. On l'oublie trop.

— Le 9. Incident Rouget de Lisle au Conseil. Le Gouvernement veut le transférer au Panthéon le 14 juillet. Le Gouvernement militaire de Paris décline cette responsabilité, par crainte des taubes. Poincaré proteste. Déjà le Gouvernement fut accusé de peur quand il partit pour Bordeaux. Va-t-on recommencer ? L'aviation est consultée et donne un avis favorable. La fête est décidée. On adopte la formule que je souffle à Bouttieaux : « Ne pouvant pavoiser la ville, on pavoisera le ciel. » Cent avions doivent veiller.

— À neuf heures du soir, un capitaine de gendarmerie et deux sbires descendent dans les grands restaurants, s'assurent des situations militaires des clients et coffrent ceux qui devraient être rentrés à 9 heures (les aviateurs).

— Cette guerre aura montré l'inanité de la guerre. Car elle aura apporté des morts et des ruines sans résultat.

— 14 juillet. Viviani, écœuré, veut s'en aller. Il est las d'être crossé par la Commission sénatoriale de l'armée. Ne lui a-t-on pas sorti là une lettre de Joffre, d'octobre 1914, demandant de l'artillerie lourde ? Et on lui avait laissé ignorer la lettre.

— 14 juillet. Temps à éclaircies. Foule silencieuse. Des blessés, des amputés, des capotes délavées de permissionnaires. Autant de quêteuses que de passants, pour je ne sais quelle œuvre. Des régiments passent en musique ; penser que tous ces hommes iront à la boucherie… À l'Étoile, une chanteuse envoie la Marseillaise. Il faut enlever son chapeau. Le cercueil de Rouget de Lisle descend les Champs-Élysées, suivi par le Gouvernement en redingote. Des avions dominent le cortège. Pas d'avions allemands. Seul, Delcassé s'est rendu à l'Étoile en auto ouverte. Il espérait une ovation, mais la foule resta muette. Elle exprimait à son insu l'impopularité de cette guerre, et ses appréhensions. En effet, quelle folle ovation ç'eût été pour le chef d'un État victorieux.

Poincaré a renouvelé, dans sa manière agressive et échauffée, le fameux « jusqu'au bout ». Il veut « dissiper le cauchemar de la mégalomanie allemande ». Il prédit les effets néfastes d'une paix boiteuse. Aussi engage-t-il le pays dans une lutte fatalement longue.

— J… raconte que les aviateurs allemands ont offert aux nôtres de ne plus bombarder de villes, à charge de revanche. Ces tentatives de relations seraient fréquentes. Il dit encore, parce que l'artillerie met fin aux trêves de tranchées : « Sans l'artillerie, la guerre serait finie. »

— Le 15 juillet. Lettre d'un soldat du Bois-le-Prêtre. Il dit qu'on a perdu en une demi-journée ce qu'on gagne en un hiver. Il en devient fou. Mais comment se faire une idée exacte de la mentalité « de la majorité » de l'armée ? Les témoignages sont si divers. Des soldats affirment qu'ils ne veulent plus sortir des tranchées. Et cependant, ils sortent. J'ai lu encore une lettre d'un capitaine maudissant son colonel stupidement sévère et déclarant : « Parti royaliste, je reviendrai antimilitariste. »

— Il y a enfin des permissions de quatre jours pour les soldats du front ! Ai-je assez lutté pour cette idée devant des dirigeants, depuis le jour où l'on me répondait rageusement : « Eh bien, faisons la paix ! » jusqu'au jour où l'on se fit l'avocat de cette cause près de Poincaré…

— Le docteur R… écrit de Doullens : « Ce sentiment d'horreur, ce désir de voir bientôt cesser ce carnage, je ne l'ai pas entendu exprimer une fois par les officiers. Jamais je n'aurais cru qu'on pût être à ce point, non pas résigné, mais habitué. » Citant ce passage devant de grands patriotes, je provoque un éclat : « Il ne manquerait plus que cela que les officiers fussent autrement. Ce serait à les fusiller. »

— Viviani traite Millerand comme le dessous de rien. On discute au Conseil l'opportunité de faire creuser des tranchées de deuxième ligne par les territoriaux, de troisième ligne, par les civils. Et Viviani : « À quoi bon discuter ? Rien ne sera fait. » Millerand feuillette toujours ses dossiers.

— On se demande s'il n'eût pas été opportun, après ces cinq mois de session, de renvoyer les Chambres, quitte à s'expliquer devant le pays. Les mauvaises langues prétendent qu'une des rai-

sons de l'assiduité des députés, c'est qu'ainsi ils se justifient de n'être pas aux armées.

— Bienvenu-Martin est ministre du Travail. Il va en mission au front. Un lieutenant-colonel l'interpelle et demande ce que le Travail peut bien avoir à faire avec les armées.

— Déjeuner Albert Thomas, Bouttieaux, Painlevé. Bouttieaux cite les avions S. P. A. D. (Blériot-Deperdussin) qui font 150 km., les Nieuport 140, les Morano 160. Tous biplans. Il célèbre le Caproni, qui enlève 7 personnes, 1.200 kilos de charge, 3 moteurs de 100 HP. Deux officiers français l'ont essayé à Milan. On les a follement ovationnés. Il s'élève aussi contre la foi aveugle dans l'aviation, dans son pouvoir de finir la guerre, et contre les innombrables suggestions qu'il reçoit à ce sujet. En fait, on manque d'acier. Ayant à faire des obus, des canons, des moteurs, il faut choisir et sacrifier ces derniers.

Painlevé réclame l'emploi au front des canons de côte de 14, 16, 24. Il les réclamait dès Bordeaux ! Il veut des canons à tir vertical contre avions. Nous en avons huit ! Côté allemand, c'est une barrière de feu qu'il faut franchir pour passer les lignes. Il avoue qu'on a peu de gaz asphyxiants. Il revient sur la thèse des galliénistes : Joffre voulait rassembler les troupes sur la Seine. Mais l'un des convives rappelle l'initiative de Millerand, encore à Paris, tandis que le Gouvernement part pour Bordeaux, et qui prend sur lui d'ordonner l'offensive à Joffre, qui « laissait la parole au Gouvernement ».

Albert Thomas arrive à 2 heures. Il sort de la Commission sénatoriale de l'armée où on l'a fort houspillé. Il confirme la lettre

de Joffre demandant du 340 dès octobre. À la fin de la séance, arrivèrent de mauvaises nouvelles d'Argonne, et on l'invite à sortir.

Pour l'emploi des obus incendiaires contre les moissons, on hésite. On envoie les obus André Lefèvre en Serbie. Quant à ceux qui sont chargés de phosphore blanc, leur emploi sur le Nord et la Belgique ferait peut-être un fâcheux effet moral et décèlerait le procédé aux Allemands. On a peu d'acide prussique. L'Allemagne était le grand fournisseur. Il faut tout improviser.

— Le 16 juillet. (Du Conseil.) On a condamné en conseil de guerre trois officiers allemands pour avoir volé, au moment de la Marne, je crois, une charrette… L'un d'eux est devenu fou. L'Allemagne proteste contre ce jugement. En représailles, elle a mis en cellule cinq officiers français, dont le fils Delcassé. On est fort embarrassé de la suite à donner à l'incident. Faudra-t-il casser le jugement ? Humiliation. S'obstinera-t-on ? Quel nouveau tremplin pour l'ennemi personnel de Guillaume II !

— Viviani, nerveux, se plaint qu'on lui envoie chaque soir un officier du G. Q. G. qui lui dit : « Ça va bien, ça va très bien. Soyez tranquille, M. le Président… » Il s'écrie : « J'en ai assez ! Je n'en veux plus, j'en ai assez ! »

— Le 16. Le général Lyautey, résident général au Maroc, vient voir des amis algériens. Il dit la manie paperassière, le goût de l'attaque réglée d'avance, minute par minute, du fond d'un bureau. Bref, le procès du G. Q. G. et des États-Majors, leur travers de régler les choses de trop loin, avec minutie et sans souplesse.

— Les officiers de troupe appellent ceux d'État-Major : la viande de conserve.

— La maladie contractée aux tranchées est moins honorée que la blessure. Et les troubles provoqués par l'éclatement de l'obus (surdité, mutité, crises nerveuses) sont moins honorés que la bonne vieille blessure sanglante.

— Je reçois la visite d'un ami d'Anatole France, envoyé par lui, l'Anglais Deel. Il me dit qu'on mit dans la Légion Etrangère des étrangers, deux fois généreux, qui voulaient se battre pour la France. Mais on a gardé dans ce corps la discipline sauvage du temps de paix, où l'on croyait devoir mener dur les déchets sociaux qui s'enrôlaient dans la Légion. C'est ainsi qu'on a fusillé récemment neuf Russes. L'ambassade a réclamé.

Il dit l'irritation des campagnes, leur vœu de paix actuelle, qu'il a notés dans la Sarthe, la Lorraine, la Touraine.

— Le 17 juillet. Départ pour Doullens avec M. Thomson et Pasquet. Arrêt à Amiens, la plus riante, la plus vivante, la plus joviale des villes de l'arrière-front. Uniformes pimpants, trottoirs animés. Arrivée à Doullens à sept heures. Dîner à la sous-préfecture avec le maire, le médecin-chef, le commandant d'étapes, etc. Tout ce monde loue la résignation des soldats. Ceux qui rentrent de permission sont si gais qu'on croit qu'ils partent. Toutefois, dans les apartés d'après-dîner, on s'étonne que Poincaré, dans son discours du 14 juillet, n'ait pas prononcé le nom de la République. R... montre un Foch superbe, se donnant des airs de généralissime, interdisant aux autos l'accès du parc de son château, laissant ses visiteurs debout alors qu'il est assis, ne se déplaçant qu'en grande pompe et parade. Il montre un d'Urbal haï de ses troupes, réduisant la durée légale des permissions. Il dit enfin la terrible facilité avec laquelle on fusille les soldats.

Le 18, départ pour Arras, avec arrêt à Gouy-Servin, à 3 km. derrière Ablain-Saint-Nazaire. La tour ébréchée de Saint-Éloi domine le site. On entre à Arras par une route que bordent un cimetière militaire très dense et des batteries de 75. Le gendarme nous avertit que le dernier obus allemand est tombé il y a six minutes.

Arras, c'est le désert de Soissons et la ruine de Reims, s'ajoutant, s'amplifiant. Les trous d'obus sont larges comme les rues. On vous nomme des monuments : ce ne sont que des gravats. D'ici, de là, un magasin ouvert : un boucher, un chapelier. Une marchande de fruits, avec un éventaire en plein vent. Nous croisons, en tout, une dame avec un livre de messe (c'est dimanche) et une autre avec son chien. Une ville morte, dont les ruines sont les blessures. Les postiers sont installés au théâtre. Ils ont évacué le palais Saint-Vaast, brûlé, écroulé. M. Thomson les harangue et les félicite.

Nous déjeunons à Doullens, et nous rentrons à Paris, après de nombreuses pannes de pneus, à 10 heures du soir.

J'ajoute que les convives du dîner de la veille faisaient tous un tableau lamentable des batailles de septembre 1914. Pas d'armes, pas de vêtements, pas d'ordres.

Enfin je note qu'on expliquait le bombardement d'Arras en disant : « C'est un bastion, au même titre qu'un bois, qu'une position fortifiée quelconque. Il y a des canons dans les jardins. Les caves sont autant d'abris… »

— Le 20 juillet. Au Conseil, on parle de disgracier Sarrail, comme responsable de l'échec en Argonne. Quelqu'un dit le fâcheux effet que produirait une nouvelle exécution d'un général

républicain. « Il n'y a pas de généraux républicains, dit sèchement Poincaré. Il y a des généraux. » On réplique à Poincaré qu'il y a des officiers anti-républicains, en tout cas. Un ministre sort l'exemple de ce jeune officier qui, le 14 juillet, à l'ambulance de Paris-Plage, but à Philippe VII roi de France, et emmerda la République.

— Clemenceau, dont les articles sont stérilement et continûment pessimistes, est surnommé « le pire éternel ».

— Tristan voit un commandant qui fut à Perthes et qui, une fois de plus, incrimine l'État-Major, l'automaticité rigide des ordres, imposant de loin une attaque qu'on jugerait sur place stérile et mortelle. Ce commandant perdit 400 hommes de son bataillon. Le lendemain, il tenta vainement, pour obéir, de le faire sortir des tranchées. Seuls, les gradés, une trentaine, sortirent. Tous furent tués.

— Le 22. Grève des charbonniers de Cardiff. Elle a peu duré, grâce à l'intervention pathétique de Lloyd George. En se prolongeant, elle eût perdu les Alliés : plus de charbon, plus d'usines, plus de munitions. Ainsi passa(t-on près d'une cause d'arrêt sans le savoir. Il y en a peut-être d'autres, aussi insoupçonnées, des deux côtés de la barricade.

— Double enquête sur Sarrail. 1 Échec en Argonne. 2 Esprit sectaire dont il a fait preuve en ne promouvant que des officiers d'une seule opinion. Conclusions modérées, qui néanmoins sacrifient Sarrail. On reparle pour lui des Dardanelles. Millerand fait toutes ses réserves à ce sujet. On a peur aussi qu'il refuse. Sembat s'abstient dans ce débat.

— Le 24. Sarrail accepterait les Dardanelles, affaire qu'on amplifierait par l'Asie-Mineure.

— Gouraud avait écrit que nous avions échoué aux Dardanelles par la présence d'éléments juifs dans les troupes coloniales. Quand il est blessé, un médecin israélite s'écrie : « C'est le doigt de Jéhovah ! »

— Écho de l'Artois. Foch et Joffre déjeunent à Doullens. On leur annonce que Carency est pris. Ils s'écrient : « C'est impossible ! » Le succès n'était ordonné que pour le lendemain.

— À propos des notes envoyées par l'Amérique à l'Allemagne sur le Lusitania, Garrett, ministre plénipotentiaire des États-Unis, me dit que tout cela est bien délicat, à cause des marchands de coton qui veulent continuer de vendre à l'Allemagne.

— Sarrail aurait refusé à Millerand d'aller aux Dardanelles. À quoi le ministre aurait répondu : « Général, je n'ai pas entendu. » Plus tard, Sarrail accepte.

— Le tzar dit à notre ambassadeur qu'il poursuivra la lutte à outrance, malgré le parti germanophile qui veut une paix séparée. Il envisage la chute de Varsovie, mais aussi le moment où la Russie aura des munitions.

— On raconte les cruels effets des gaz asphyxiants, la pneumonie qui dure quatre jours, emplit d'eau le poumon et entraîne la mort.

— Le ministère est menacé par l'affaire Sarrail et la question du contrôle parlementaire des armées. De fait, les gauches ne veulent plus de Millerand qui entrave les initiatives et qui est soutenu par les droites et l'État-Major.

— Cette idée de contrôle irrite fort l'officier professionnel qui ne conçoit pas la nation armée et veut mener sa guerre à sa guise. Bouttieaux crie, parce que Poincaré, en deux pages autographes, le questionne sur l'aviation. Il dit : « Nous sommes perdus. » Je lui fais toutefois avouer que les Commissions de l'armée jouent un rôle salutaire.

— Deux échos de la Liberté. L'un invite simplement à tuer les pessimistes. L'autre voit la preuve que les Allemands voulaient la guerre dans ce fait qu'ils se préoccupaient dès la paix d'adapter les châssis d'autos à des usages guerriers en cas de mobilisation.

— Lyautey dîne rue de Grenelle. Il a visité les troupes marocaines sur tout le front. Il a vu Foch en tête-à-tête pendant deux heures. « C'est la clarté, le bon sens ; c'est du radium. » Foch a raté une offensive ? Soit. Mais c'est une leçon, une chance de réussir la fois suivante. Foch est bien décidé à ne pas entrer en rivalité avec Joffre. Chacun à sa place. Il s'accommoderait mal de ce rôle de paravent entre l'État-Major et le Parlement : « Je suis une tête chaude et Joffre une tête froide. » Bref, gros éloge de Foch.

— Le 28. Sembat répète des échos du Congrès national socialiste. Il montre Guesde comme un prophète, un Moïse, s'échauffant, criant qu'il aimerait mieux voir périr le pays que d'abandonner les régions envahies. Aux délégués de la Haute-Vienne, qui demandaient la paix, il dit qu'ils sont les délégués de la Haute-Trahison. À ceux qui l'adjurent de se pencher sur le grabat, sur la chaumière, il réplique durement qu'il n'a jamais écouté le peuple, mais qu'il a toujours voulu imposer à ce peuple une pensée, une opinion. Vaillant, malgré ses 76 ans, tonnait également, mais montrait le péril de s'être inféodé aux puissants et criait : « Six

mois, survivre six mois à la guerre et pouvoir crier au peuple : Eh bien, tu as vu dans quelle aventure elle t'a jeté, ta société capitaliste de financiers et de fabricants d'armes ! »

— Bouttieaux dîne rue de Grenelle. On agite encore la question du contrôle parlementaire. Il dit que l'armée n'en veut pas, que l'opinion ne comprendra pas. Puis on parle de Millerand. Personne n'en veut plus. Les républicains lui reprochent d'avoir freiné les élans, servi les idées surannées de l'État-Major. Bouttieaux, au contraire, lui reproche d'être devant Joffre « comme un soldat de 2 classe », devant Joffre « si peu intimidant avec sa bonne grosse figure, son air endormi, sa voix placide ».

— Le 29 juillet. Joffre s'oppose à ce que la Commission de l'armée visite Verdun. Il est vrai qu'il y a là dedans Doumer qu'il déteste.

— Le 29. Le général B..., devant deux autres généraux, dans un dîner, aurait « mal parlé » de ses chefs. Il est dénoncé, frappé, ainsi que les deux autres généraux, « qui n'ont pas protesté ». Ces mœurs de suspects sont terribles.

— On a introduit à la direction de l'aéronautique un député-contrôleur qui, en vertu des pouvoirs du ministre, téléphone chaque soir aux usines, écoles, pour savoir le nombre de moteurs sortis, d'élèves prêts, etc. Hirschauer et Bouttieaux veulent s'en aller.

— Un patriote tremble qu'un syndicat de banquiers n'achète des journaux pour faire une campagne de paix. Il se félicite par contre de voir le Journal acheté par Humbert, partisan de la surproduction métallurgique. À ce propos, il dit que Poincaré aurait voulu que les articles de Humbert dans le Journal s'appelassent :

« Encore plus de canons ! Encore plus de munitions ! » au lieu de « Des canons ! Des munitions ! » formule qui laisse fâcheusement entendre qu'on n'avait ni des uns ni des autres avant cette campagne de Humbert. Poincaré n'a pas eu satisfaction.

— Rappoport, slave parisianisé, dit : « Les Allemands ont mis le feu au bûcher. Mais nous y avions bien apporté notre bûche. »

I · 12

— Un soldat du camp de Mailly me dit qu'ils ont faim, qu'ils n'oseraient pas se plaindre à des Officiers, mais qu'ils se confesseraient à des députés. Ce qui renforce la thèse du contrôle parlementaire. Ce soldat ajoute que certains officiers sont si durs qu'ils sont condamnés d'avance à être tués par leurs propres troupes dans un engagement.

— Je rencontre Lyautey dans la cour de l'hôtel du ministre de la Guerre. Il m'entraîne à faire dans cette cour les cent pas pendant une heure, à vive allure. Il me rappelle sa visite aux troupes marocaines, ses rencontres avec Foch, Roques, Humbert. Il a l'impression d'un outil admirable auquel il manque une poigne pour le manier.

Puis il se lance dans l'esquisse d'un gouvernement de guerre. Il crée un secrétaire général de la Défense. Les ministres sont uniquement occupés de la guerre. Ce sont des sous-ordres qui s'occupent des rapports politiques. Des commissaires aux armées sont soigneusement triés parmi les parlementaires et le restant

de ces parlementaires sont invités à aller aux champs. Il termine : « Voilà, mon vieux Corday. Ce n'est pas trop idiot ? »

— Un Lyonnais a épousé une Allemande. Disputes. Il la tue. Le conseil de guerre l'acquitte.

— Les patriotes s'indignent que la censure ait laissé donner comme titre au message du pape : « Éloquent plaidoyer en faveur de la paix ». Pour eux, toute suggestion de paix est allemande.

— Bienvenu-Martin dit à un de ses collègues : « Nous méritons d'être fusillés, car nous n'avons pas assez d'énergie. »

— Feuilletons : Le roi des cuistots, par un poilu. La Dame de Postdam. Le Secret de Guillaume.

— Joffre a déjeuné à l'Élysée le 31 juillet. Il cède sur l'expédition des Dardanelles, la nomination Sarrail, la visite sénatoriale à Verdun.

— M Veuve Pelletan, exprimant au secrétaire général de la présidence son dépit que Poincaré n'eût pas assisté aux obsèques de son mari alors qu'il fut à celles de De Mun, ce secrétaire répond : « Oh ! madame, le président devait tant au parti de M. De Mun ».

— Je passe quelques jours à Serbonnes, jusqu'au 15 août. Au retour, j'apprends quelques détails rétrospectifs. Viviani, souffrant, a été engagé à prendre un repos immédiat. La prise de Varsovie a déprimé l'opinion. Il y a en, le 13, une violente séance à la Chambre sur le service de santé. Enfin le Conseil des ministres du samedi 14 fut assez agité. Des groupes radicaux-socialistes avaient en effet invité le Gouvernement à se séparer de Millerand. Les ministres sont d'avis qu'on ne peut pas obéir à cette in-

jonction. Le ministère doit se présenter entier. « Ou alors, dit Doumergue, démissionnons tous, avec engagement de ne pas faire partie du nouveau cabinet. » Ribot, prudent, détourne de ce projet. Il en sait les inconvénients. Il cite l'exemple de son court ministère, peu avant la guerre, où l'on prit cette décision, sans la suivre.

Millerand accepte l'attitude que se propose de prendre le cabinet, mais à deux conditions :

1 Viviani le défendra mieux que dans l'interpellation Favre.

2 Ses collègues ne parleront pas contre lui dans leurs groupes.

Viviani réplique amèrement. Il rappelle le cas où le Conseil fut joué par la Guerre, comme dans l'histoire Bacquet, promu dans la Légion d'honneur après avoir été débarqué. Le Conseil n'est pas obéi. Sembat prend pour lui la seconde allusion de Millerand. Oui, il a parlé dans son groupe. Millerand oublie-t-il que depuis un an Sembat et Guesde le défendent contre les socialistes, qui accusent Millerand de « creuser le fossé entre la Nation et l'armée » ?

On discute le mode de débat. Pas de comité secret. On y peut voter dans l'ombre contre le cabinet. Mais on peut accepter un débat secret devant les grandes Commissions, auxquelles tous les députés pourront se joindre. On videra tout. Et on votera en séance publique.

— Le 17. Les radicaux-socialistes n'acceptent qu'à demi cette forme de débat. On invoque des obstacles matériels. On observe une détente dans les groupes. Cependant, Sembat dit qu'il démis-

sionne si Millerand reste. Mais on lui montre le péril : les socialistes écartés, c'est justement le triomphe de Millerand.

— Le printemps dernier, la Commission sénatoriale de l'armée délégua des représentants près de Poincaré pour lui dénoncer le péril des munitions. Il y avait Freycinet, Bourgeois, Clemenceau, Doumer. Poincaré était assisté de Viviani et Millerand. On parla beaucoup et confusément. En sortant, Freycinet dit à ses trois collègues du Sénat : « Le barreau était bien représenté. » En effet, Poincaré, Millerand, Viviani sont avocats.

— Le 17. Passent à Paris le colonel de zouaves Le B… et le médecin Noël M… Ils disent que tout l'avancement est aux mains des élèves des jésuites et qu'il n'y a rien à faire là contre. Le nombre d'aumôniers croît. Il y en eut un par division, puis par brigade, maintenant par bataillon. Ils citent un extraordinaire jésuite, qui se coule partout, entrebâille la porte du bureau du colonel : « Pas besoin d'un petit coup d'éponge ? » C'est-à-dire l'offre de la confession. Ces prêtres nomment beaucoup d'officiers par leur petit nom, tant ils les connaissent depuis l'enfance.

— Ah ! c'est décidément le règne du travesti. Ces uniformes — qui ne sont plus des uniformes au sens originaire du mot tant il y règne de fantaisie — ce goût du costume militaire super-élégant, chez les professionnels comme chez les autres. Et quelles étranges visions… À Armenonville, à une table voisine de la nôtre, un sous-lieutenant de dragons enlace de son bras le buste de sa trop bruyante compagne et laisse voir ainsi au poignet un tatouage d'escarpe…

— Avec Tristan, nous constatons tous les vœux qui s'exhalent vers la paix. Dans la rue, vers 10 heures du soir, j'entends deux

femmes qui sortent : « Oh ! cette obscurité ! On étouffe. Quand aura-t-on de la lumière, de la lumière ! » La domestique de Tristan, rangeant des livres, éternue. « À vos souhaits », dit Tristan. Elle répond : « Je n'en fais qu'un : la paix. » Et dans les campagnes, dans toutes les campagnes, un seul mot : « À quand la fin ? » Mais tous ces vœux flottent, inconsistants. La censure bâillonne les journaux. Et les députés n'écoutent pas, ne veulent pas écouter ceux qu'ils représentent.

— Parler de la paix, c'est être payé par les Allemands. La manœuvre est habile.

— Pasquet assiste à un déjeuner où des réactionnaires jettent la République et le Parlement à la voirie. Ils exaltent Joffre et Millerand. Ils boivent à nos victoires passées — car les essais de percée sont des victoires — et futures.

— Au Conseil du 20, on parle des tentatives allemandes pour la paix. On sort des documents qu'on présente avec mépris, avec des pincettes. 1 La lettre boule-de-neige signée « Une mère française ». 2 Une lettre signée d'un grand nom allemand, qui promet une paix étincelante à la nation qui l'offrira la première et qui dit l'admiration de l'Allemagne pour la France révélée par la guerre. 3 La campagne de l'Éclair, sous l'inspiration du pape ? Ainsi, tout cela est suspect. Tout cela est allemand !

— Dans la nuit du 18 au 19 août, trois zeppelins ont survolé Londres. L'un d'eux a jeté 1.500 kilos d'explosifs. On l'a su en surprenant leurs messages de T. S. F., dont on a le chiffre.

— On imagine que Millerand serait remplacé, soit par Sarrail et Joffre partirait ; soit par Galliéni qui s'arrangerait avec Joffre.

— Joffre, parlant de Sarrail, dit : « Je ne veux pas d'un général factieux. »

— Tristan Bernard voit Sarrail et lui demande quand il partira. « Je ne peux pas partir seul. » Il attend ses quatre divisions.

— Les Allemands épargneraient dans la guerre aérienne Chantilly où ils savent que Joffre et le G. Q. G. gîtent depuis neuf mois. Chantilly, à 40 km. de leurs lignes. Représailles indiquées, cependant, contre nous, qui avons lancé 30 avions sur Stenay, un jour que nous croyions le kronprinz dans cette ville. Un parlementaire, qui n'aime guère Joffre, qui le juge médiocre et pense que les Allemands partagent cette appréciation, ne résiste pas au plaisir d'une boutade. Comme je m'étonne que les Allemands épargnent Chantilly, il me répond : « Mettez-vous à leur place ! »

— Avenue de la Grande-Armée, un bar a pris pour enseigne : « Tout va bien ». Un autre, cinquante mètres plus haut : « Tout va mieux ».

— À la séance de la Chambre du 20 août, Millerand lit un discours d'une voix agressive. (Ses collègues ignoraient son intention de parler, bien que, dans une note de presse, on le prétendît d'accord avec eux.) Trois points surprennent :

1 Apologie de Troussaint, qui vient d'être disgracié comme directeur du Service de santé. 2 Allusion à Sarrail, frappé, dit Millerand, pour raisons militaires et non politiques ; un tel jugement surprend, à la veille de le nommer à la tête de l'armée d'Orient. 3 Apothéose de Joffre, où Millerand lie habilement son sort à celui de ce général.

On dit que c'est une torpille au flanc du cabinet.

— Le 21, au Conseil, Augagneur attaque violemment Millerand. M. Thomson évoque 1870, invite à l'union sacrée entre l'armée et la nation et reproche à Millerand les trois points susvisés de son discours de la veille.

— Troussaint, disgracié, est nommé dans un poste important d'inspection. Poincaré refuse de signer le décret. Millerand se passe de la signature, par un arrêté ministériel. C'est un petit symptôme d'insurrection militaire.

— Le lieutenant du sergent D… jetait des grenades sur un lot d'Allemands qui se rendaient, à Notre-Dame de Lorette. D… criait : « Mon lieutenant, arrêtez ! Ils en feront autant aux nôtres ! Ils ne se rendront plus ! » Quand je conte ce fait devant des patriotes, je devine leur protestation. Ils veulent le meurtre des prisonniers. Il faut que nos descendants connaissent cette mentalité.

— Mais que l'être est divers ! La même personne, qui voulait ces assassinats, signale l'humanité d'un commandant allemand d'un camp de prisonniers français, qui apprend avec ménagement au fils de Ferdinand Dreyfus la mort de son père et lui permet, malgré la règle, d'écrire désormais chaque jour à sa mère.

— Le 21. Départ en mission avec Pasquet pour la région du Nord…

— Le 25. Un officier territorial, qui m'est envoyé par Lyautey, me dit que ce qui le frappe, en débarquant du Maroc, c'est l'anémie, le manque de fièvre, de tension vers un but. Il déplore qu'on ait masqué la vérité au pays. Pour lui, il faut vaincre, ou bien c'est la fin de la France, comme ce fut la fin d'Athènes et, dans ce dernier cas, plus de liberté, une atmosphère étouffante, une grande

tristesse, une lourde humiliation, sous le joug économique allemand. La France cesserait d'être elle-même.

— Le 26 août. C..., frappé par les défaites russes, renonce à ses vœux de paix. Trop tard ! dit-il. Maintenant, c'est bien vaincre ou mourir.

— On dit que les hommes répugnent à employer la baïonnette, parce qu'il faut « débrocher » l'adversaire. Alors, on leur donne un couteau.

— Cruppi, retour de Russie, publie dans le Matin une interview du tzar qui évoque « les fortes paroles que Poincaré lui dit le 22 juillet 1914 ». Or, l'ultimatum serbe est du 25 juillet...

— Les conseils de guerre sévissent contre les pessimistes. On est condamné pour avoir dit que les Allemands sont forts, que l'hiver sera dur, qu'on manquera de ouate hydrophile. Les journaux réactionnaires publient ces jugements. Les curieux y chercheront ces stupéfiants verdicts.

— Le G. Q. G. voulait publier une note proclamant qu'on avait arrêté 1.200 espions, condamné plusieurs centaines d'entre eux à mort, dont trente femmes. On a calmé son zèle.

— Le 29 août. Au Conseil du 28, Viviani triomphe. Le 27, il a remporté un vif succès à la Chambre, apaisant pour un temps la houle parlementaire. (Je note que j'avais retrouvé dans un historique de la Marne la phrase de Joffre : « La République peut être fière des armées qu'elle a préparées. » Je l'avais signalée à l'un des collègues de Viviani ; celui-ci la fit acclamer.) Donc, fort de son succès de la veille, il a donné quelques avis à ses collègues, les invitant à passer l'éponge sur leurs dissentiments et aussi à

moins se répandre dans les groupes. Poincaré lui-même est convié à moins parler. N'a-t-il pas dit au député Ch… : « Apportez-moi 100 signatures de députés réclamant un ministère Clemenceau et je le nomme » ? Poincaré proteste. Il a dit le contraire : « Je vous défie de m'apporter 100 signatures, etc. ».

— Bouttieaux me rapporte un entretien Foch-Castelnau, qu'il tient d'un témoin :

Foch. — On dit que vous allez attaquer ?

Castelnau. — Si on m'ordonne de me battre, je me battrai.

Foch. — Vous êtes un soldat, mais vous n'êtes pas un enfant. Si vous n'êtes pas sûr de réussir, dites-le. À mon sens, pour ne pas trouver devant soi une tranchée hérissée de mitrailleuses, et qui suffise à mettre en déroute un régiment, pour tout pulvériser, il faut que 1.000 pièces lourdes tirent 100 coups par jour, pendant 10 jours. Soit un million d'obus. Les avez-vous ? Non. Alors, c'est très grave. Moi, j'ai 700.000 hommes, sans les Anglais. Vous, Castelnau, vous en avez 1.200.000. Comme effectifs, nous avons le dessus. Mais il ne faut rien faire avant d'être muni en matériel.

— D'autres officiers d'État-Major disent : « Oui, on fera quelque chose en fin septembre. » Bref, on a une impression de flottement, de manque de direction.

— On envoie les hommes en permission afin qu'ils travaillent à la repopulation. On les appelle les Spermissionnaires.

I · 13

— Feydeau raconte les bouffonnes exigences de la Censure théâtrale qui, par exemple, lui fait remplacer par un civil, dans une de ses pièces, un général péruvien.

— Le 1 septembre. Un chauvin m'envoie à bout portant quelques articles de son dogme. Les voici.

La guerre était inévitable. Le résultat sera nul. On recommencera bientôt. La jeune génération est guerrière. Des rixes éclateront avec les Allemands revenus en France. On n'avait rien préparé avant la guerre. Les Allemands étaient si insolents chez nous qu'au théâtre en n'osait plus parler (sic). On a tort de n'utiliser la classe 1916 qu'en congés de moissons, de semailles, etc.

— Le 3. Ce sera une des surprises de cette abominable aventure que le spectacle offert par les Balkaniques. Ces petits États se chicanent pour des bouts de frontières, la Serbie — pour laquelle la guerre mondiale a été déchaînée — hésitant aux concessions qu'on lui demande. Tandis que l'union, le concours de ces États eussent abrégé l'affreuse tuerie.

— Depuis des mois, la Russie abandonne une ville par semaine ou par jour à l'ennemi. Le lieutenant-colonel Rousset, critique militaire, après l'avoir nommée le rouleau compresseur, l'appelle la Pompe aspirante.

— L'imprimerie Charaire dresse pour les officiers des cartes de la Meuse au Rhin, et du Rhin à Berlin.

— Le tzar devient généralissime russe. C'est pour évincer le grand-duc Nicolas, libéral, parlementaire. On se demande s'il y

aura lieu de créer une Régence, qui reviendrait à la tzarine. Or, elle est sous l'influence la plus étroite d'un pope illuminé, Raspoutine, germanophile avéré.

— Le 7. Painlevé a vu Castelnau qui lui tint le même langage résigné qu'à Foch. Painlevé s'en effara devant Poincaré. Quoi ? Risquer une offensive sous les ordres d'un général qui n'y croit pas ? Poincaré va voir Castelnau. Ce dernier dit qu'il n'était pas obligé de dire la vérité aux députés, qu'il tenait ce langage pour dérouter ses interlocuteurs, mais qu'en vérité il avait confiance. Ainsi s'expliqua Poincaré au Conseil. La créature est diverse. Castelnau fut peut-être successivement sincère dans des discours opposés.

— Le 9. L'optimisme béat, aveugle, encroûté, des classes bourgeoises ne cessera pas de me stupéfier. J'entends des voisins de wagon, qui viennent d'acheter les journaux. « Quoi de nouveau ? » demandent les femmes. L'homme répond : « Une victoire russe. » Notez que les Russes battent en retraite depuis quatre mois. Et c'est tout sur la guerre depuis Fontainebleau jusqu'à Paris. Une autre fois, une dame lit le communiqué après avoir pris un journal dans une gare et déclare d'un ton satisfait : « Nous avons gagné 400 mètres », puis parle d'autre chose. Ça leur suffit. Ils sont contents.

— Tristan Bernard, au téléphone où les conversations peuvent être écoutées, emploie une métaphore pour parler de la date de l'offensive. Comme nous projetions de faire une pièce ensemble, il me demande combien mon manuscrit a de pages. Je réponds : « 15 ». Ce qui signifie : c'est pour le 15 septembre. Cela devient un mot de passe. Il me demande si le manuscrit est rallongé, rac-

courci et, une fois où le bruit courut qu'on renonce à l'offensive, il interroge : « Est-ce vrai qu'on a jeté le manuscrit au feu ? »

— Le ministre de l'Instruction publique publie une circulaire sur la rentrée des classes. Il invite violemment les maîtres à pénétrer leur enseignement de la guerre, à en dégager les exemples, les leçons, les beautés.

Pas un mot pour en dégager aussi l'horreur, la stupidité, les deuils et les misères. Comment les générations futures se guériront-elles de cet absurde mal, si on les prépare à l'aimer ?

— On continue de sévir contre les alarmistes. Un jeune homme a dit dans un restaurant désert que des régiments avaient flanché. Il est condamné.

Autre fait-divers, découpé dans les journaux. Un ouvrier tient des propos « alarmistes ». Une femme l'injurie. Il l'appelle « vieille toupie » et se sauve. Quelques jours plus tard, elle le croise et le fait arrêter par un agent. Elle ne cache pas qu'elle a voulu se venger. Ainsi, la dénonciation peut, ouvertement, servir la vindicte.

— Défense de donner à boire aux soldats le matin avant 11 heures et l'après-midi avant 5 heures. Des permissionnaires qui ont voyagé deux nuits, des convalescents qui claquent de fièvre, doivent attendre.

Àce propos, un ministre raconte qu'il a voulu offrir, dans un thé où il était archi-connu, des consommations à une dame, sa fille et le fiancé de celle-ci, permissionnaire. Il est 4 h. 1/4. Le maître d'hôtel refuse respectueusement. « Soit. Donnez du thé à ces dames. » Nouveau refus. Le soldat pourrait boire dans leur

tasse. Et le patron montre, en exemple, un officier qui s'en va pour permettre à ses deux compagnes de boire.

— Le 14. Dans un même numéro de La Liberté, celle-ci se félicite férocement de notre raid aérien sur Trèves, souhaite qu'on ait détruit de vieux monuments et tué beaucoup d'habitants, et intitule un article sur une incursion des avions allemands sur la côte de Kent : « les Pirates ».

— On évoque à nouveau devant moi des souvenirs du début de septembre 1914. Galliéni prenant les ordres de Millerand, décidant la guerre de rues dans Paris, désignant les ponts à faire sauter… Et Joffre demandant à Millerand l'avis du Gouvernement sur une offensive qui se présente dans des conditions très favorables, mais dont l'échec aurait les plus graves conséquences, Millerand assurant Joffre qu'il a la confiance du Gouvernement, qu'il a les mains libres, et que lui, Millerand, prend sur lui ce langage. Ce n'est qu'ensuite que Millerand rend compte de son initiative au Gouvernement.

— Sur la prochaine offensive projetée, j'entends dire que, du chef au soldat, tous ont confiance. Erreur. La majorité aux armées croit qu'on ne peut pas percer.

— Le Temps du 15 annonce que les habitants de Nancy seront désormais avertis des taubes par des sonneries. On prend cette précaution élémentaire après 14 mois de guerre et maints bombardements ! Tel est l'effet de cet esprit de niaise fanfaronnade, de cette facilité moutonnière des populations de s'offrir aux bombes. Il a fallu 14 mois pour s'en affranchir !

— Parcouru les boulevards entre 10 et 11 heures du soir. L'obscurité, en contraste avec le souvenir illuminé de la paix, oppresse.

Foule nombreuse. Seules, les façades de cinéma brillent. Les terrasses de café sont obscures, mais occupées par des gens qui, ainsi tapis dans l'ombre, ont l'air d'attendre quelque chose… Partout où il y a des chaises, des bancs, la foule respire, fait plage.

— Le 20. À Montmartre, je jette un autre coup d'œil. Toujours l'obscurité. Les cabarets classiques et les restaurants nocturnes sont fermés. Encore des cinémas, de petits music-halls. Un grand calme, où éclate le bruit des taxis en marche.

— Tristan continue de se servir de la métaphore du manuscrit pour parler de l'offensive. Et les Allemands ayant paru attaquer, il me demande si le manuscrit n'a pas été traduit en allemand ?

— Une pancarte dressée par les Allemands devant leurs tranchées : « Soldats du Nord, vous êtes tous cocus. Nous couchons avec vos femmes. » Réponse des tranchées françaises : « Nous nous en foutons : nous sommes tous du Midi. »

— Cruppi, ancien ministre des Affaires Étrangères, a fait une tournée en Europe. C'est un homme qui laisse paraître l'opinion favorable que chacun a de soi-même. Il est cordial et savoureux. De l'Italie, il dit que c'était le peuple neutraliste par excellence et que le miracle fut l'emballement provoqué par les Garibaldi, et d'Annunzio. Ces Italiens sont effarés de leur audace et veulent limiter le péril.

De la Grèce, il dit la popularité du roi, beau-frère du kaiser, l'impossibilité pour Venizelos d'agir librement. Il explique l'attrait pour les Bulgares de Kavalla, actuellement à la Grèce, et qui rapporte 200 millions par an comme entrepôt de tabac turc.

Ce qui le frappe chez les Bulgares, c'est l'argent jeté en déluge par les Allemands. Le roi Ferdinand veut Constantinople. Or, l'Angleterre a promis Constantinople à la Russie, par-dessus la tête de la France. « Cela doit être à vous », a dit le roi d'Angleterre à l'ambassadeur de Russie (1913-1914).

De la Russie, il représente le couple impérial comme des bourgeois spleenétiques. Ils ont un vif espoir en Dieu. Cruppi dit au tzar que lui seul peut agir sur Ferdinand de Bulgarie. À quoi le tzar : « Je lui ai payé trois fois ses dettes. Que voulez-vous que je fasse de plus ? »

Partout, Cruppi déplore que nous ne soyons presque pas représentés.

— Les patriotes admettent le fait que les avions allemands jettent sur nos villes des dragées empoisonnées.

— Le 22. La canonnade intense dans le Nord, un coup de téléphone triomphant de Joffre à Grazziani, font croire que l'offensive est commencée.

— Le 23. Étienne et Cruppi déjeunent avec Joffre. Ils confirment que l'offensive a débuté depuis deux jours. Joffre leur paraît en forme, œil direct et teint clair. Il a parcouru le front, vu les chefs de corps d'armée. Il en rapporte une impression de confiance unanime (je ne vois pas le général osant manquer de la défiance). Abondance de munitions, troupes qu'on est obligé de retenir. Joffre déclare que « s'il ne réussit pas cette fois-ci, il n'y comprendra rien ».

— Feuilleton : L'Araignée du Kaiser.

— Le 24. On expliqua l'échec des précédentes offensives par le mauvais état du terrain, détrempé de pluie. Ce matin, voyant l'averse, Tristan me téléphone : « Il tombe des excuses du ciel. »

— En un an, la mentalité des bourgeois n'a pas changé. Ils sortent des chiffres fabuleux : quatre Allemands tués pour un Français. Ils continuent d'affirmer que les Allemands fuient devant nos attaques…

— On me cite des métamorphoses amenées par la guerre : le braconnier qui revient gradé, affiné, parlant avec désinvolture de ceux qui étaient ses supérieurs sociaux ; et aussi le valet de chambre qui revient avec la Légion d'honneur.

— Il y a de graves coïncidences d'événements. Il faut envoyer des troupes en Grèce d'urgence, afin d'empêcher les Allemands d'arriver à Constantinople. La Grèce consent à notre passage à Salonique. Mais Joffre ne veut pas donner de troupes. Quant aux Serbes, ils veulent se jeter, disent-ils, sur les Bulgares avant que ne soit achevée la mobilisation de ces derniers. En deux jours, à les en croire, ils seront à Sofia. Les Anglais s'opposent à dégarnir franchement les Dardanelles. Enfin, les Italiens ne veulent pas débarquer à Salonique parce qu'ils sont en délicatesse avec les Grecs !

— On apprend que la brèche de l'offensive — elle n'est plus que de 500 mètres — n'a pu être franchie. On craint même pour les éléments qui ont passé. Poincaré, très nerveux, se plaint que l'État-Major ne l'informe pas exactement. Et comme on surprend d'habitude par T.S.F. le communiqué allemand vers 3 heures, il dit aigrement : « Enfin, nous saurons la vérité à trois heures… »

— Le 30, soir. Bouttieaux, navré, téléphone à 6 h. 30. Malgré le beau temps, on n'a rien fait. Les Allemands construisent une troisième ligne sur la Py. Il n'y comprend rien.

— Même soir. J'accompagne Tristan au ministère de la Guerre. On a le radio allemand annonçant qu'une brigade a passé par la brèche et a été décimée. 800 prisonniers.

I · 14

— Les pères de six enfants sont mis dans la réserve de la territoriale. Une femme, ayant eu son sixième enfant pendant la guerre sans le concours de son mari, répond aux reproches de celui-ci : « Mais je l'ai eu pour que tu sois dans la réserve de la territoriale ! »

— Les Belges réfugiés à Serbonnes n'avaient jamais vu de vendanges. Ils s'y emploient et disent : « Mais c'est tout à fait comme dans les gravures ! »

— Comme oubli de soi du fait de la guerre, C… me dit qu'il croyait avoir un an de moins qu'il n'a. Son anniversaire du 1 octobre 1914 était passé inaperçu de lui.

— Tristan a assisté à une réunion de délégués anglais qui parlent devant Poincaré, Sembat, Pichon. Ce dernier dit que les sous-marins allemands détruits sont plus nombreux qu'on ne croit. À ce propos, Tristan affirme que des destroyers anglais se maquillent en bateaux marchands, se font arrêter pas les sous-marins, et les coulent en trois coups de canon. Comme il n'y a pas

de survivants, nul ne dénonce le procédé. Est-il possible qu'on en soit à cette férocité mutuelle ?

— C'est le même Tristan qui me dit : « Je suis décidé à rester incrédule… jusqu'à la première bonne nouvelle. » Son père, 77 ans, très malade, dit à son médecin : « Le jour où on avance, ça va mieux. »

— Je voyage avec un médecin belge qu'on prend, à la couleur kaki de son uniforme, pour un Anglais. Il se défend : « Je ne voudrais pas plus être Anglais qu'être Allemand. »

— Il y eut Conseil les samedi 2 et dimanche 3. Toujours Salonique. L'imbroglio balkanique serait comique s'il n'était pas macabre. La Grèce annonce le samedi qu'elle tirera sur nos bateaux. Le dimanche elle est souriante. Dans l'intervalle, on lui a donné l'assurance qu'on ne traitait pas en sous-main avec la Bulgarie. De plus, la Russie, qui a libéré jadis la Bulgarie, lui a adressé un ultimatum, ce qui est assez fin. Quant à Delcassé, il est sombre et muet. On rédige des dépêches extérieures avec son seul consentement tacite. Un des ministres assure que le roi Constantin, pris par l'attrait des choses militaires, marchera : « C'est une foutue bête, dit-il, c'est le type même du militaire. » Millerand dit âprement : « Merci. » Cet avocat est offensé comme ministre de la Guerre.

— Bienvenu-Martin, qui vient de perdre son fils à l'ennemi, s'intéresse passionnément à l'offensive et dit : « Il n'y a plus que ces nouvelles-là qui puissent me consoler. »

— Le docteur P…, qui a aussi perdu un fils, est extrêmement patriote. On disait devant lui que Castelnau venait de perdre son

troisième fils. P..., lui reprochant de n'avoir pas réussi l'offensive, dit : « S'il n'avait perdu que ses fils ! »

— Le 5. On prête à Castelnau diverses opinions sur l'offensive. Poincaré voulut l'aller revoir pendant l'action. Le général Pellé l'en détourne. Il était préférable que le président s'abstînt.

— On cite aussi ce trait d'habileté du G. Q. G., qui vient de donner la médaille militaire à Galliéni avec cet attendu : « pour avoir exécuté les ordres de Joffre ».

— En apprenant la mort de son troisième fils, Castelnau dit : « Je l'offre à Dieu et à la Patrie. » Ce sont de douloureuses dispositions pour poursuivre une offensive. Castelnau dit lui-même qu'il compte sur un miracle.

— Pasquet voyage avec un grand blessé retour d'Allemagne. Dans les camps de concentration, les Français exercent sur leurs gardiens une sorte de prestigieuse séduction. À ce point qu'on change ces gardiens toutes les 48 heures, de crainte que les prisonniers n'en fassent des serviteurs et même des complices.

Je rapporte cela devant de grands patriotes. Leur visage se ferme. Leur haine est si absolue qu'elle ne veut pas d'un rapprochement, si flatteur qu'il soit pour nous.

Ils répugnent aussi à admettre le fait, unanimement rapporté, que les Français prisonniers sont mieux traités que les Russes et les Anglais. Ils ne veulent pas que les Allemands aient une préférence pour les Français. Il leur faut une haine colossale.

— Parmi les raisons qui font continuer la guerre, il y a le fait qu'on ne la réalise pas ; il y a le manque de honte et de gêne à

bien vivre, à se féliciter d'un plat réussi, à n'être pas troublé par les deuils du pays, les indicibles misères du front.

— M X..., jugeant les auxiliaires d'après ceux qu'on lui donne comme infirmiers à son hôpital, déclare que c'est de la vadrouille, le rebut, le déchet de l'humanité. Elle en prend à témoin le notoire écrivain Ernest-Charles, mobilisé au Service de santé, et le supplie de lui donner d'autres infirmiers que ces odieux auxiliaires. Il lui répond, amer et confus : « Mais, madame, je suis auxiliaire. »

— Je me rappelle, chez Gabriel Voisin, peu avant la guerre, un mot du lieutenant de vaisseau C..., qui glorifiait la guerre, qui la disait nécessaire à l'industrie : « Sans la guerre, qu'est-ce qu'on construirait, monsieur ? Des ascenseurs ! » Il faut voir avec quel mépris il me jetait cela.

— Je continue d'être stupéfait des sacrifices d'hommes et d'argent que ce pays consent pour l'idée de patrie dans la guerre, alors qu'il en est avare dans la paix...

— Le 5. La retraite de Venizelos a provoqué une émotion extrême dans l'opinion.

— Oh ! oui, après cette guerre, il faudrait supprimer — mais on n'osera pas — les traités secrets, les vieux usages diplomatiques, les pouvoirs souverains, il faudrait étatiser les industries de guerre, surtout la métallurgie, les fournisseurs d'armée. Et encore, supprimerait-on l'instinct barbare, le réveil de la volupté « de crever des ventres, d'entrer dedans », la saoûlerie culminante et totale de tuer en gloire ?

— Le 9. Delcassé fait annoncer sa démission, sous couleur de maladie, au Conseil de ce jour. À cause de l'effet que cela produirait en ce moment, on lui délègue Ribot et Millerand. Poincaré dit à Ribot : « Vous représenterez l'autorité » et à Millerand : « Et toi, l'amitié ». Delcassé consent à ajourner sa décision.

Un des ministres, parlant de cette démission, dit : « C'est un coup de poignard dans le dos ». Irrité du procédé, le même avoue que Jean Cruppi a rapporté de Saint-Pétersbourg la preuve que Delcassé, y étant ambassadeur, a préparé la cassure avec l'Allemagne.

— Delcassé, le 6, a envoyé une dépêche à Athènes, disant qu'un précédent télégramme n'était pas de lui. C'est celui qui fut élaboré, lui présent, au Conseil, le 2 ou le 3. Il dit aussi qu'il laissera aux Affaires Étrangères la preuve de son désaccord avec le Gouvernement.

— Le 13, on interpelle le ministère sur la démission officielle de Delcassé. La confiance est votée par 372 voix contre 9, mais il y a 200 abstentions, dont 150 républicains. C'est la première fois depuis la guerre.

— Beaucoup de gens disent qu'en cas de victoire allemande cela ne vaudrait pas la peine de vivre, que chacun, dans sa sphère, ne pourrait plus réaliser les conditions du bonheur. Ces mêmes gens réalisent ces conditions de bonheur, cependant, sous une hégémonie bien plus terrible encore, celle de la mort… Ils apprécient un plat, s'échauffent en parlant de leurs entreprises, bref en continuant leurs affaires, leurs plaisirs et leurs amours.

— Le ministre d'État du Luxembourg, Eyschen, qui vient de mourir, avait vu, en fin 1914, notre ministre à Berne, M. Beau, pour lui parler d'une paix séparée, France-Allemagne. J'ignore si on en parla au Conseil.

— Même ignorance quant aux offres analogues de la Turquie. Pierre Loti persiste à dire que ses amis turcs, récemment encore, auraient offert d'entrer en conversation.

— La légende veut que le roi de Grèce ait reçu un coup de poignard de sa femme, sœur du kaiser et dont il est fort épris. Situation dramatique, celle d'un souverain pris entre son peuple et sa femme.

— Le 14. Le colonel Driant, gendre du général Boulanger, dit à la Commission de l'armée qu'un des généraux engagés dans l'offensive de Champagne aurait échoué dans la prise de la deuxième ligne, faute de munitions d'artillerie. Un député exige le nom du général, « une brute ou un scélérat ». Driant refuse.

— La figure de Delcassé doit rester comme celle d'un des principaux artisans de cette guerre. Il semble qu'il ait été hanté toute sa vie par la haine de l'Allemagne, haine passée à l'état de monomanie et de mégalomanie. C'était une affaire entre lui et le kaiser. La planète n'était que le ring de ce match. « À nous deux. » Il a souvent fait applaudir sa folie et pratiqué longtemps sa méthode, qui consistait à mettre ses collaborateurs devant le fait acquis, devant des papiers signés par lui à leur insu. Je crois que sa monstrueuse aventure, traversant la vie de la France, commence avec Fachoda. Elle se poursuit avec l'affaire marocaine, l'année d'ambassade à Saint-Pétersbourg au début du règne de Poincaré. La guerre la couronne.

— Le 15. Dîner avec le colonel R..., du Service des munitions. En mai dernier, les armées réclamèrent 400.000 couteaux à virole. R... chercha ses modèles à la Préfecture de Police, qui possède un musée des instruments de meurtre.

— Dans La Liberté du 14, on lit : « Piraterie : Les sous-marins allemands ont coulé trois transports français en Méditerranée ». Et juste au-dessous : « Les Sous-marins anglais dans la Baltique : Sur 27 navires allemands attendus à Luléa, 9 seulement sont arrivés ».

— Devant les résultats de la dernière offensive — 10 tués au mètre conquis en profondeur — je dis qu'il faudrait peut-être chercher autre chose... On me répond : « C'est la guerre ! Il faut bien passer. » Je commence à croire qu'il faudrait forger aussi des mots nouveaux pour peindre l'état d'esprit qui décrète ainsi des milliers de deuils et refuse même d'étudier d'autres solutions.

— Le 15. Étienne, ancien ministre de la Guerre, qui fit à ce titre voter la loi de 3 ans, c'est-à-dire plus officier qu'un officier, raconte qu'il a un protégé phtisique et qu'il ne parvient pas à le faire enlever du service armé, où il achève de cracher ses poumons.

— Il paraît qu'il faut trois mois pour remonter le moral des hommes et reconstituer les unités pour une nouvelle offensive.

— On fusille beaucoup. Ai-je dit qu'il avait fallu instituer une sorte de conseil d'enquête, avec médecin, devant l'extrême facilité avec laquelle les cours martiales condamnaient à mort ?

— Le 19. On décide que Viviani lira à la Commission de l'armée la lettre de Delcassé et la réponse qui y fut faite. Viviani,

seul, était hostile à cette décision. Delcassé écrivait qu'il était en désaccord pour Salonique. Viviani répondait qu'il n'avait jamais manifesté ce désaccord au Conseil et que toutes les mesures avaient été prises avec son consentement.

— Le Conseil d'État, comme toutes les assemblées d'hommes vieillissants, est un foyer belliqueux. On y déclare que ce serait un grand malheur que Cambon fût aux Affaires Étrangères, car il pourrait signer une paix prématurée !

— Ribot pressent Freycinet (le 20) pour les Affaires Étrangères. Freycinet, qui a 87 ans, résiste. Il faudrait modifier le cabinet, en éliminer au moins l'un des membres. Ribot apporte ces explications au Conseil avec tact. Chacun vit qu'il s'agissait de Millerand, qui était présent. Il eut un rictus d'homme qui apprend que son pourvoi est rejeté, plia ses dossiers, les jeta dans sa serviette. On crut à un éclat. Mais il dressa cette serviette sur ses genoux, y appuya ses coudes et attendit la suite avec un bon sourire.

— La chasse est fermée depuis la guerre. Les perdreaux sont familiers dans les champs et sur les routes, comme des poulets. M B..., voyant ces bandes se lever devant son auto, assure qu'ils doivent se dire : « Quelle bonne année de paix ! »

— C'est elle aussi qui, voyant des Hindous en costume parmi les troupes anglaises, des Hindous si étrangers à nos querelles si lointaines, demanda : « Croyez-vous qu'ils détestent beaucoup les Boches ? »

— Le docteur R... a vécu comme médecin dans les coulisses de l'offensive d'Artois. Elle aurait complètement échoué au sud. Un

commandant colonial, affolé, lui disait qu'on avait jeté sa brigade sur des fils de fer intacts, et qu'il n'avait plus d'hommes…

On n'a jamais pris les crêtes de Vimy. On est aux flancs. Foch est d'ailleurs malade et, dans son allocution aux officiers avant l'offensive, il a donné une impression inquiétante.

Il y a, chez les officiers de troupe, une haine grandissante contre les États-Majors. On leur reproche leur ignorance du terrain. Des unités entières se sont perdues dans les boyaux. On reproche à ces officiers de ne pas venir en première ligne. S'agit-il d'enterrer des soldats sous le feu ? Pas d'officiers d'État-Major. Enterre-t-on un aviateur tombé loin derrière les lignes ? Il y a dix officiers d'État-Major.

— Des journaux. Des enfants jouent à la guerre près de Lieusaint. Ils se sont brûlés avec des feuilles enflammées qui représentaient les matières asphyxiantes et blessés avec des pierres qui représentaient les grenades. Voilà la préparation de l'avenir, la paix durable.

— Les officiers de troupe disent que l'État-Major a fait deux fois faillite : 1 avec la guerre de mouvements (Charleroi) ; 2 avec la percée sur un point (Champagne, Artois).

— On fait de tranquilles préparatifs pour l'hiver : 2.000 baraques Adrian, 10.000 poêles, 40.000 braseros.

— À propos de Gosset, le premier chirurgien de sa génération, qui a fait de vrais miracles opératoires. On l'a envoyé inspecter la Tunisie. Il a opéré là 3 civils et vu 2 blessés. Il a visité le pays. L'autorité militaire voudrait l'y maintenir. Elle y serait parvenue,

sans Clemenceau, opéré par Gosset et resté reconnaissant. C'était sûrement la revanche de ses concurrents, à la faveur de la guerre.

— Tristan dit, de certains officiers qui se sont attiré par leur dureté la haine des hommes et qui sont exposés à recevoir d'eux une balle, qu'ils sont d'avance « mort-au-champ-d'honorisés ».

— Une infirmière lit à un blessé illettré une lettre de sa femme lui annonçant qu'elle a été violée 7 fois. L'infirmière hésite, puis s'exécute. Et l'homme : « Dame, c'est une gaillarde. »

— Le 22. Dîner avec Painlevé et les Victor Margueritte. Tout le monde parle de guillotiner les gens en place. Painlevé continue de se plaindre de la lenteur des militaires. Il cite le cas d'un engin à couper les fils de fer qu'il tente vainement de faire adopter depuis des mois.

— Les Allemands trouvèrent à Bruxelles des rapports des ministres de Belgique dans les diverses capitales qui, depuis 1908, signalent que l'Angleterre et la France sont un danger pour l'Europe. Les Allemands ont publié ces papiers. Les journaux suisses en reproduisent. Le baron Guillaume, ministre à Paris, écrit le 16 janvier 1914 : « Ce sont MM. Poincaré, Delcassé, Millerand et leurs amis qui ont inventé et poursuivi la politique nationaliste, cocardière et chauvine dont nous avons constaté la renaissance. J'y vois le plus grand péril qui menace la paix de l'Europe. »

— Le 23. La Grèce refuse Chypre offerte par les Anglais. On rapporte au Conseil ce mot du roi Constantin : « Si les Alliés m'embêtent, je les fous à la mer. »

— Les trois directeurs du Journal, Matin, Petit Journal ont fait savoir à Viviani qu'ils ne voulaient pas que Jean Dupuy (Petit Pa-

risien) fît partie d'un ministère élargi. Ils disent : « Soyons ministres tous quatre ou pas du tout. »

— La crise ministérielle touche à sa fin. Le Conseil s'est réuni aujourd'hui pour la dernière fois. Viviani a expliqué pourquoi le cabinet démissionne. Il a essayé de l'élargir. Il se heurte à des difficultés, à des résistances contre sa personne. À la dernière interpellation, sa majorité a fondu. Parmi ceux qui votèrent pour lui, certains laissèrent entendre qu'ils voteraient désormais contre lui. Il veut éviter une chute ministérielle dans le temps où nous vivons. Il passe la main.

Augagneur accuse alors Viviani de déloyauté. N'a-t-il pas appelé à Paris l'amiral Lacaze pour le remplacer, sans le consulter, lui, ministre de la Marine ? Viviani réplique qu'Augagneur s'y connaît en procédés déloyaux lui qui, depuis un an, répète dans les couloirs de la Chambre que Millerand est impuissant et Viviani gâteux. « Qui a dit cela ? » demande Augagneur. « Toute la Chambre », réplique Viviani.

I · 15

— Un grand industriel de la rue d'Avron clamait ces dernières années que le commerce allemand nous envahissait, que ça ne pouvait pas durer, qu'il fallait une guerre, sans tarder. Il avait quatre fils. La guerre éclate. Trois fils sont tués. On met le quatrième en arrière des lignes à 10 kms. Un obus l'y atteint et le tue. Le père et la mère se sont suicidés.

— Écho de l'offensive du 25 septembre. Un colonel reçoit l'ordre de l'assaut. Il voit que l'artillerie n'a pas assez préparé l'attaque, que son régiment sera massacré. Il téléphone à l'État-Major qui répond : « Vous n'avez pas à discuter les ordres, mais à les exécuter. » Le colonel sort seul et se fait tuer.

— Le 2. Le roi de Grèce montre à notre ministre à Athènes une dépêche qu'il envoie au kaiser, celui-ci lui reprochant d'avoir consenti au débarquement des Alliés : « Il s'y serait sans doute opposé si une flotte allemande pouvait venir contrebalancer la puissance de la flotte anglo-française dans les eaux grecques. »

— L'ancien ministre Klotz disait à Tristan Bernard que la criminalité avait quadruplé depuis qu'on avait prolongé d'une heure la durée d'ouverture des débits. À quoi Tristan : « Mais qu'est-ce que la criminalité en temps de guerre ? Est-ce de ne pas tuer ? »

— Sur le changement ministériel : il semble bien que Viviani ait tenté l'élargissement et que certains concours se soient dérobés ; on lui laissait entendre qu'il était fatigué. De fait, il s'était endormi à l'un des derniers Conseils. Des insomnies le contraignaient à prendre des stupéfiants dont il effaçait l'effet ensuite par des excitants. Des hommes comme Freycinet ne voulaient pas de Millerand. Bref, une tâche difficile.

— Quant à Briand, il a obéi aux sollicitations de ses amis et à celles qu'il entendait en lui-même. Depuis des mois, bien qu'il s'en défendît, on lui prêtait l'intention de préparer un cabinet. Plus ou moins inconsciemment, il a profité de la glissade de Viviani. Le voilà au pouvoir et, très audacieusement, il dit en substance, en commentant la déclaration ministérielle à la Chambre : « Quand vous serez tentés d'écouter vos haines de

parti et de faire choir le gouvernement, songez aux hommes du front et aux femmes en deuil. » Il ne veut plus de ces dissentiments-là…

— À la Chambre, le socialiste Renaudel répudie la politique de conquêtes. La droite et le centre protestent violemment. Ainsi, ils veulent des conquêtes ! Ou bien ils sont ivres de cette griserie collective qui s'empare de 600 personnes en espace clos, surtout quand sonnent les mots patriotiques. Ou bien ils n'ont pas entendu leurs électeurs dont la majorité est lasse de la guerre.

— Le 3. Visite à Villacoublay avec Bouttieaux. Là fonctionne le concours pour le nouveau type d'avion de bombardement. Nul constructeur n'a réalisé le type exigé par le G.Q.G. On voit par cet exemple la difficulté de créer des armements nouveaux malgré d'inépuisables ressources. Je vois là Michelin, le fabricant de pneus que la publicité a rendu célèbre. Il veut construire 100 appareils à ses frais. Mais Bouttieaux ne peut pas lui donner un modèle au point.

— Un représentant de champagne Pommery-Greno dit que la vente augmente au front, où l'on en consomme énormément. La haute paye des officiers, le manque d'occasions de dépense, expliquent cette forte absorption. Le capitaine D… ne dit-il pas naïvement : « Moi, je demande que la guerre dure. Car je fais des économies. »

— Barthou demande à l'un de ses collègues s'il a vraiment dit que la formation du ministère Briand était « un acte de Briandage ».

— Le 6. Chez Victor Margueritte, une journaliste suédoise. Elle a vu, dans une visite au front, les positions prises entre Massiges

et Souain. Son pays est favorable à l'Allemagne. Voulant avoir un livre français en Suède, au mois d'août 1914, elle s'attira cette réponse du libraire : « Attendez trois semaines, quand les Allemands seront à Paris. » À Paris, l'obscurité surtout la frappe. D'après elle, les Allemands appréhendent une deuxième campagne d'hiver en Russie. Elle conte qu'avant la guerre, elle dînait chez des Allemands. Deux pères de famille vantaient les beautés de Versailles. Le fils de l'un d'eux, quatorze ans, déclara qu'il voudrait y aller pour le brûler. Il fut calotté et expulsé.

— Échos du front. Les fantassins menacent de leurs fusils les artilleurs qui vont tirer, car cela amène des représailles. Un général commandant le corps d'armée habite un château dont il a éloigné dans un large rayon tous les cantonnements. Car il n'aime pas les bruits militaires.

La possession des châteaux, la jouissance d'autos de luxe, les hautes payes, ne peuvent qu'inciter inconsciemment les chefs à ne pas souhaiter la fin de la guerre. Jamais ils ne retrouveront pareille existence. « On a foutu 40 ans de paix à ces cochons de civils. Ils peuvent bien nous donner dix ans de guerre. »

— Une anecdote de Voisin : Un avion allemand descend en vol plané dans nos lignes, atterrit. Le pilote saute à bas et crie de loin aux nôtres accourus : « Eh ! là, les potes, pas de blague ! Je vous en amène un. Y a assez longtemps que je guette l'occasion. » C'est un Allemand d'origine qui a toujours travaillé en France et que la mobilisation a pris en Allemagne. Depuis six mois, il guettait l'occasion favorable de livrer son officier observateur. Celui-ci, dans le dos du pilote, en plein vol, pressentait la manœuvre, et le frappait. Mais alors le pilote piquait. Et l'observateur préféra encore la prise à la chute.

— L'Illustration publie la photo d'une messe d'absolution avant l'offensive. C'est affreux, pour assurer le triomphe catholique, de donner à tous ces malheureux le sentiment qu'ils vont mourir.

— On me répète encore que Delcassé, pendant son ambassade à Saint-Pétersbourg, promit Constantinople aux Russes d'accord avec les Anglais. Double crime qui devait pousser à la guerre et indisposer les Balkans.

— « Taisez-vous, méfiez-vous, les oreilles ennemies vous écoutent. » Ainsi s'exprime une affiche répandue en tous lieux. C'est le dernier acte de Millerand, 28 octobre 1915. Elle donne l'impression ahurissante que, malgré les expulsions et les camps de concentration, la France est pleine d'Allemands. De même, certains magasins affichent : « Entrée interdite aux Allemands ». Il y en a donc encore à Paris ?

— Le 11. On propose un impôt sur les bénéfices de guerre. Un ministre socialiste a tenté violemment de repousser le projet, assurant qu'on découragerait l'élan des industriels. Il n'y a pas d'homme qui reste pareil à soi-même au pouvoir.

— Dîner avec Bouttieaux au petit restaurant de la Légion d'honneur, en face le ministère de la Guerre. Il me confie le peu de goût de son sous-secrétaire d'État pour la technique de l'aviation et, au contraire, son amour de l'éloquence. Dès qu'il est sur un aérodrome, il s'empresse de haranguer les constructeurs : « Leur zèle, la patrie, etc… » Carte blanche est donc laissée à Bouttieaux pour l'élaboration d'un programme technique. Et, aux yeux de ceux qui voient dans une lutte aérienne intensifiée la décision de la guerre, ce colonel tient donc dans ses mains le sort de

la lutte mondiale. J'ajoute que Bouttieaux est hostile à cette vue. Il la traite de roman à la Verne et à la Wells. Il sait les difficultés de réalisation. Rien que pour renouveler le matériel pour le printemps 1916, ainsi que le demande le G.Q.G., il faut 5.000 mécaniciens de précision. Or, ce même G.Q.G. n'en trouve que 500.

— Une malicieuse anecdote de Tristan. Un journaliste a fondé un organe d'influence française à l'étranger, qui vit de subsides. En particulier, une forte somme des Affaires Étrangères. Cette somme épuisée, le journaliste en demande le renouvellement à Delcassé, ministre en place. Delcassé résiste. Le journaliste lui représente que lui-même, Delcassé, peut avoir besoin de la presse. Le ministre cède. Et le journaliste de s'écrier en contant ce trait : « Et quand on pense que le sort du pays est dans de pareilles mains ! »

— Le Docteur R... agit électriquement sur les hommes que la déflagration des obus a frappés de chocs nerveux. Il aurait accompli de vrais « miracles » scientifiques. Un médecin impecteur visitant son centre neurologique, R... attendait assez anxieusement son appréciation. Mais la seule observation de ce haut fonctionnaire fut, en visitant le magasin du matériel, pour exiger qu'on cirât les lacets de souliers.

— Oh ! entendre le docteur R... expliquer qu'il faut trois mois pour « remonter le moral » des hommes, c'est-à-dire les trier, trouver ceux qui, de nouveau, se jetteront le plus volontiers sur l'ennemi, puis les exciter, les exalter pour la tuerie.

— Bellicoles : Les buffetiers. Je vois le buffet de Montereau, qui dormait naguère sous la poussière et les mouches. Le flot des troupes anglaises a passé, sans fin... Les hommes tendent une

pièce blanche, disent : « pain, vin », prennent ce qu'on leur donne, sans vérifier la monnaie, s'en vont, aussitôt remplacés. Quel coup de fortune !

— Albert J… en permission. Il est le symbole du petit soldat des campagnes. On trouve en lui la résignation : « Puisqu'il faut y aller… » Puis l'excitation à la lutte par les moyens mécaniques, la musique, le clairon qui sonne la charge. Il se rend compte. Il dit qu'à de simples manœuvres, ils se sentent pris du besoin de combattre et qu'ils en deviennent méchants les uns contre les autres.

— On rappelle ce mot, qui doit être faux, mais qui est symbolique. Poincaré dit à Joffre : « Comment se fait-il que mon nom soit attaqué et que le vôtre soit si populaire ? C'est très injuste. Car en somme, c'est vous qui m'avez dit de partir pour Bordeaux. » À quoi Joffre : « Je vous avais dit de partir et non de foutre le camp. »

Àce propos, on dit qu'il aurait voulu que Poincaré et Viviani allassent au front, tandis que le gros des ministres seraient partis pour Bordeaux.

— Les fleurs baissent de prix. C'est logique. Il y a moins d'acheteurs et elles continuent de pousser. C'est ainsi que des fleuristes donnent à leurs clientes des orchidées rares, comme on donnait un bouquet de violettes.

— On dit que Delcassé est paralytique général. Quelqu'un émet : il y avait déjà tant de généraux paralytiques.

— On a beaucoup plaisanté sur l'âge de certains ministres, Freycinet, Combes, Méline, qui atteignent ou dépassent 80 ans. On a dit ironiquement : « Place aux jeunes ! » On a répété pour

eux la phrase historique : « Debout, les morts ! » On les appelle aussi « la Pouponnière ».

— On espère que le général Galliéni, ministre de la Guerre, va changer la face de la guerre. Jusqu'ici il ne s'est signalé que par une circulaire contre les recommandations, qui punit l'homme qui est recommandé deux fois, et par une recrudescence de la chasse aux embusqués.

— Conflit entre Galliéni et la Commission de l'armée de la Chambre. Galliéni veut appeler la classe 1917 le 15 décembre. La Commission vote pour le 1 février.

— Le 17. Étienne, le père de la loi de trois ans, se rencontre dans un dîner avec le professeur Widal. Duel pathétique entre ces deux hommes. L'enjeu, ce sont ces enfants de 17 à 18 ans, la classe 17. Widal adjure l'ancien ministre de garder la date du 1 février : « Chaque quinzaine gagnée en hiver sauve des milliers d'existences. » Étienne répond qu'il faut obéir au ministre. « Alors à quoi bon les Commissions ? » réplique Widal. Étienne conclut : « La caserne, c'est la santé. »

On agite aussi la vieille question de savoir qui gagna la Marne : Joffre, Galliéni, Maunoury, Foch, Sarrail ? Je suggère : « Ce sont peut-être les hommes ? » Je n'ai aucun succès.

Étienne raconte qu'il a conseillé à Galliéni de ne pas laisser répandre la légende qu'il était ce vainqueur. « Galliéni exécutait les ordres de Joffre. Son initiative se borna à expédier quelques milliers d'hommes en taxi-auto. » Quant à Sarrail, ce n'est pas vrai qu'il ait refusé d'évacuer Verdun en août 1914. (D'après Étienne, il a simplement représenté à Joffre qu'étant au pivot, il y aurait

intérêt à ce qu'il ne suivît pas la retraite. Joffre lui a laissé sa liberté d'action.)

— Le 18. La Liberté dit que Briand proposait depuis de longs mois au Conseil une intervention en Serbie, mais qu'il n'a pas été suivi.

— Entendu au restaurant : « C'est drôle. On va voir revenir Crochard, notre garçon de bureau, avec la croix de guerre, la médaille militaire et la Légion d'honneur. »

Et cela : « Vous savez que Jojo a tué un boche. Il était en sentinelle. Ils étaient seize Allemands. Il a tiré dans le tas. Un est tombé. Les autres ont filé. Ce que ça doit faire plaisir de voir qu'on a atteint son but ! »

— Le 19. Painlevé est ministre de l'Instruction publique et des Inventions. Il fait un spirituel croquis des séances du Conseil. Placé près de Léon Bourgeois, il s'en sert comme d'un porte-parole pour exprimer avec autorité ses propres avis. Freycinet, très vert à 57 ans, reste prudent. De sa petite voix nette : « Il conviendrait, avant d'engager notre responsabilité, de savoir si le général Joffre a vraiment promis au général Sarrail trois corps d'armée. » Freycinet reste l'adversaire des expéditions lointaines.

Ces envois de troupes à Salonique soulèvent toujours des difficultés au Conseil. C'est un moment solennel que celui où, pour faire expédier un bataillon de chasseurs à pieds, Galliéni prononce : « J'en ai donné l'ordre au général Joffre. »

Painlevè rapporte aussi cette déclaration que lui a faite Joffre : « Oh ! les mois d'août et septembre ont été durs. Mais mainte-

nant nous jouons sur le velours. Quant à l'Orient, c'est un théâtre secondaire. »

— Sarrail étant républicain, en appelle son armée de Salonique l'armée du Grand-Orient (siège de la Maçonnerie).

— On me montre la note dactylographiée qui fut adressée aux armées le 29 septembre 1915. « Le G.Q.G. téléphone : la percée est faite. Trois divisions ont passé. Le général de Castelnau ajoute : Non nobis, sed tibi gloria domine. »

Quelques heures après, on recevait l'ordre : « Faites disparaître la phrase latine ». C'est le capitaine R..., du G.Q.G., qui, dans l'enthousiasme, avait téléphoné aux armées.

— On cite, pour montrer notre maladresse diplomatique, ce mot d'un récent ministre de France à Athènes, à son retour en France : « Au moins, je n'ai pas donné un sou. Quand des journalistes quémandaient, je leur disais de s'adresser à la maison d'en face. » C'était le consulat allemand.

— Étienne rend visite à Foch. Il le trouve au seuil de la fameuse avenue que nulle auto n'a le droit de fouler. Le général est en grande tenue, toutes plumes au vent. Étienne croit tomber sur une cérémonie officielle et maudit sa malchance. Mais non. Foch, qui est pour le faste, a voulu recevoir en grand apparat son ancien ministre.

— Le 22. Rencontré rue de Grenelle un officier turc, Sélim-Bey, qui servait dans les rangs français parce qu'il avait été condamné à mort en Turquie pour cause politique. Il ne conçoit pas bien pourquoi les Turcs se sont laissés entraîner à la guerre derrière l'Allemagne. Toutefois, il dit leur indignation, à partir du

moment où ils ont su que Constantinople était destiné, d'accord avec l'Angleterre, aux Russes.

— On a fait un rapport aux Affaires Étrangères sur ce déjeuner chez Victor Margueritte où figurait la jeune journaliste suédoise. On a, paraît-il, tenu dans ce déjeuner des propos subversifs sur Joffre. On pense que c'est un Brésilien présent au repas qui se serait laissé tirer cette confidence excessive.

— Le 27. Le baryton de l'Opéra Renaud s'est engagé à 54 ans. Voyant ses cheveux gris, le capitaine de sa compagnie lui dit : « Voyons, qu'est-ce que je vais pouvoir faire de vous ? Savez-vous faire un peu de cuisine ? »

— Je vois une lettre désespérée d'un médecin qui a été aux Dardanelles et qui étale une sinistre gabegie, une mortalité insoupçonnée, la plus folle entreprise, tout ce que le militaire a pu faire de désordonné, de criminel, à cause même de l'éloignement de tout contrôle.

— Horrible ! M X... dit que le bouillon aux Serbes manque de Grèce.

— À la gare de Pont-sur-Yonne, on a collé la célèbre affiche : « Taisez-vous, méfiez-vous, les oreilles ennemies vous écoutent », sur la porte des cabinets d'aisances. Cet impératif doit y être parfois gênant.

— La ville de Douai, occupée par les Allemands, aurait vainement cherché à avoir l'électricité depuis dix ans et l'aurait depuis l'occupation...

— Le docteur R... écrit à sa femme que le général de Castelnau a eu une attaque de congestion. Et M B... commente : « C'est la

première attaque qu'il ait réussie ! »

— Le 29. L'emprunt dit de la Victoire (je ne peux pas arriver à savoir de qui est cette hardie formule : Ribot, Barthou, Berthoulat ?) a été lancé d'une manière grandiose, comme jamais affaire ne le fut au point de vue de la publicité. Articles de journaux au prix fort (l'Humanité et l'Œuvre, tout en insérant, refusent de toucher), affiches illustrées par des dessinateurs notoires, etc. On a chauffé à blanc l'opinion. L'une des affiches est faite sous les auspices de la « Société de préparation militaire », une de ces sociétés qui préparent en effet des générations nationalistes et bellicocardières.

— Croisé l'académicien Lavedan. Il commença gaîment et crânement sa carrière, avec le Vieux Marcheur et le Prince d'Aurec. Puis la grâce le toucha. Il combat pour le trône et l'autel. On lui doit la furieuse pièce Servir qui fut jouée, peu avant la guerre, en plein « réveil national ». Et depuis la guerre, il publie, dans l'Illustration, des « grandes heures », de frénétiques credos sur la sainteté de la tuerie. Et je le regarde passer, si extatique, si bienheureux dans ce déluge de sang.

— On murmure dans les campagnes : que Poincaré doit être bien content d'avoir sa guerre ; qu'il faut que les généraux aient trahi, sans quoi on n'en serait pas où on en est. Racontars absurdes, mais mentalité qu'il faut avoir la franchise de fixer.

— Les efforts en faveur de la paix suintent à travers la Presse. Il est vraisemblable qu'il y a eu des tentatives allemandes. Malheureusement, quiconque parle en faveur de la paix est, par là même, soupçonné de toucher de l'or allemand. Cette notion stupide a fait fortune : la paix actuelle, c'est la guerre dans trois

ans !! Qui a pu inventer cela ? Qui peut certifier cela ? Mystère. Mais la formule est incrustée dans les cerveaux. Pour toutes ces raisons, on ne peut pas parler de la paix, ou ne peut même pas examiner la paix offerte plus ou moins officieusement.

I · 16

— Le 1. L'incorporation de la classe 1917 est votée pour le 5 janvier 1916, sur l'insistance de Gallieni. 200.000 enfants — tous n'ont pas 18 ans — sont envoyés aux armées. Que c'est triste, la lecture de cette séance de la Chambre où on vote cette loi, au son des mots retentissants, « sort de la race, défense nationale, suprêmes ressources, efforts décisifs… ».

— Répétition d'une revue de Rip. Un personnage y fait passer des mots de bon sens : « Le jeune homme malade est aussi respectable que l'homme ayant passé l'âge de se battre… La guerre est une catastrophe organisée… Les femmes auront tant pleuré que les hommes n'oseront plus faire la guerre. » On a applaudi, après une courte stupeur.

— Il y a aussi dans cette revue un couplet contre les lettres anonymes. À ce propos, Tristan me dit qu'il y a, au ministère de la Guerre, un véritable bureau de la Délation nationale, où on dépouille le courrier anonyme dénonçant les « embusqués », et où on utilise ces renseignements.

— Il y a une admirable surveillance de police sur les autos. C'est ainsi qu'on signale au bois de Vincennes la présence d'une

dame dans l'auto d'Albert Thomas. Rapport. Enquête. Et ces gens-là se plaignent de manquer d'hommes !

— Gravures de l'Illustration sur l'emprunt. Un vieux couple bourgeois offre ses billets avec un geste pieux. Harpagon s'évade de la Comédie-Française pour aller prendre du fameux 5 0/0. Pénible.

— Des Belges s'embarquent à la gare P.-L.-M. J'entends deux Flamands dire : « Je ne veux pas monter avec ces sales wallons. » Flamands et Wallons sont Belges. C'est beau, les nationalités !

— Au premier choc, chacun considère la paix actuelle comme une calamité. C'est automatique. Aux sentiments qui expliquent cette haine de la paix, Bouttieaux ajoute une raison : « une paix victorieuse imposerait le désarmement ; une paix bâtarde entraînerait le surarmement ». C'est à voir. En tous cas, nul ne pense aux 2.000 morts par jour sur le front français. (Eh oui ; divisez 700.000, chiffre officiel au 16 septembre 1915, par 365.)

— Le 3. Un décret du ministre de la Guerre nomme Joffre généralissime. Décision imprévue du public. Crozier et d'autres pensent que, dans un moment difficile, le Gouvernement a voulu passer la main et faire, en particulier, de l'expédition d'Orient la chose de Joffre.

D'autres disent qu'ainsi il deviendra plus partisan d'expéditions comme une diversion en Italie contre l'Autriche, avec concours français. Jusqu'ici, le G. Q. G. résisterait à toute demande de matériel pour un contingent qui ne fût pas sur le front français. Désormais, il régnera sur toutes les troupes, ne fussent-elles plus sur ce front.

Enfin, beaucoup sourient en se rappelant que Millerand fut débarqué parce qu'il laissait trop de pouvoir à Joffre. Ses successeurs lui en donnent davantage. D'ailleurs, récemment, devant une commission parlementaire, Galliéni, ministre de la Guerre, a déclaré qu'il n'avait pas d'ordres à donner à Joffre.

J'oubliais ceux qui voient là un bon tour joué par Galliéni à Joffre, en lui mettant sur les bras l'affaire d'Orient, plutôt critique. Ceux-là disent : « C'est la boulette empoisonnée. »

— Le 4. J'insiste sur ma stupeur, mon sentiment de marcher la tête en bas, quand je vois considérer la paix comme « le plus grand des maux ». J'ajoute encore une des raisons que j'entends donner de cette hostilité : « Ce ne serait pas la peine d'avoir fait tant de sacrifices. » Ainsi raisonnait Gribouille : nous avons eu tant de morts qu'il faut les doubler !

— Loti, à l'État-Major Castelnau, écrit à des amis une lettre où il appelle « l'obus libérateur » qui le fera évader de cette tragédie. À côté de cela, il n'échappe pas au besoin commun d'héroïsation, il décrit et redécrit le bois où les shrapnells pleuvent autour de lui, les Allemands le repérant, le ratant, etc.

— Le sergent D… dit que, dans les tranchées, pour narguer les fanfaronnades de journaux, en réaction contre elles, une voix crie : « On les aura ! » et toutes les autres de répondre : « Les pieds gelés ! » ou bien : « Les poux ! »

— Quand les réfugiés belges passèrent, en août 1914, aux environs de Sens, les habitants leur vendaient le verre d'eau deux sous. Admirable élan, etc…

— Des gens craignent que les soldats ne rapportent des tranchées des habitudes de violence. Dame !... On cite ce trait. Un propriétaire infirme, réformé, voit un permissionnaire chasser dans un champ voisin de son domaine. Il le lui reproche, se cite en exemple, lui qui n'a pas touché un fusil depuis 16 mois. Le permissionnaire de lui répliquer : « Eh bien, viens donc avec moi aux tranchées. Tu en toucheras un, de fusil ! » Et fier de son algarade, ce soldat ajoutait : « Ah ! Il ne faut pas croire qu'après on nous mettra dans un sac ! »

— Feuilletons : Les Gars de la Flotte. Après Haine Éternelle, le Petit Parisien publie les « Mémoires de l'Héroïne de Loos ». C'est une jeune fille de 18 ans. Elle a sauvé des blessés anglais et tué cinq Allemands de sa main. Son portrait couvre tous les murs. On lui a décerné la croix de guerre, en pompeuse cérémonie. Singulier mélange de publicité et d'honneurs militaires.

Àciter aussi : L'Amour dans les ruines.

— Passant en auto à Chantilly, une dame dit : « C'est là qu'habite le gâteux. » Puis, songeant à une récente nomination : « Pardon ! Le gâtissime ! »

— Le 4, Albert Thomas a fait un discours, après Barrès, au monument de Champigny. Tel est la fatale déformation du pouvoir, que ce socialiste unifié a pris le ton des chauvins, le « jusqu'au bout », l'écrasement du militarisme et de l'impérialisme prussiens, etc., à croire qu'il s'était trompé de papier avec Barrès.

— Je dis à une dame : « Il y a eu hier une épouvantable catastrophe ; 1.500 morts, 1.500 blessés. » Elle s'effare : « ou ça ? » Je réponds : « Sur le front français. » Elle s'apaise.

— Une chose affreuse, c'est de voir que les prochaines générations sont préparées au goût de la guerre. On cultive chez les enfants l'excitation au meurtre. Tous les jouets d'étrennes sont militaires. On voit des caricatures comme celle-ci. Un enfant s'effare à la vue d'un Turco et demande : « Maman, c'est le loup qui a mangé le petit Chaperon Rouge ? » Réponse de la mère : « Non, mon enfant, c'est le bon loup, qui a tué des Boches. » Si, dès l'enfance, le meurtre est ainsi glorifié, comment inspirer l'horreur de la guerre ?

— D… est partisan de la continuation de la guerre, afin d'imposer à l'Allemagne des conditions économiques qui la diminuent plus de 60 ans. Cela dans l'intérêt des générations futures dont il se sent solidaire. Quant aux sacrifices, il prétend qu'ils ne sont guère plus coûteux que ceux qu'exigent la mine, l'usine, l'atelier, la misère. Ma réponse : une nation vigoureuse se relève en moins de 60 ans ; et toute cette diminution, si coûteuse, serait inutile si se réalisent les États-Unis d'Europe avec rapprochement franco-allemand.

— L'horreur qu'on affiche pour la paix détourne d'en examiner les conditions. Une dame me dit : « Et la France envahie ! » Ainsi, elle n'a pas lu que, dans toutes les tentatives de paix offertes, figurait la libération de ces territoires. De trois côtés, ces propositions s'agitent : au Congrès américain, au Reichstag, au Vatican.

— Le 7. Inauguration de l'École Hôtelière. M S… évoque la France future, gaie, accueillante, bonne hôtesse. Cette femme oublie dans son discours les millions de familles en deuil. En somme, la dureté stoïque dont s'enorgueillit la population n'est que de l'insensibilité. On ne participe pas. Les mères, les épouses,

les amantes vraies, tremblent dans la retraite. Les autres s'en foutent.

— Un médecin racontait que, dans le chaos du terrain d'attaque, dans l'enfer, souvent les hommes, une fois les officiers tombés, ne savent plus où aller. À peine peut-on se guider à la boussole dans cet énorme cataclysme. Mais les patriotes qui l'entendaient et qui ne s'imaginaient pas la réalité d'une bataille actuelle, s'indignèrent : « Où aller ? Mais en avant ! Toujours en avant ! »

— Le 11. Le discours de Bethmann-Holweg surprend ceux qui croyaient vraiment à des propositions de paix allemandes. Il est violent, annexionniste. D'autre part, en France, c'est toujours l'horreur de la paix. On couvre de ridicule et d'injures la tentative de l'industriel américain Ford, qui vient faire en Europe une croisade pacifiste. On se demande comment ces pays qui tournent si furieusement le dos à la paix arriveront à la regarder en face.

Tel petit bourgeois se lamente sur ses angoisses paternelles — son fils aux tranchées — sur ses dernières années de vie amoindries par la diminution de ses revenus. Lui parle-t-on de la paix ? Il réplique violemment : « Oh ! On ne peut pas signer la paix maintenant ! » Qui lui souffle cette réponse ? D'abord son journal qui pense pour lui et qui, sous le joug de la censure, ne peut être que « jusqu'au boutiste ». Puis l'orgueil. Signer la paix équivaudrait à s'avouer vaincu (?) et on espère des lendemains meilleurs.

— Étienne a vu Joffre. Celui-ci prétend ignorer l'histoire de la phrase latine de Castelnau. Il espère que les troupes franco-anglaises pourront tenir à Salonique jusqu'aux diversions russe et italienne.

— Chez le couturier Gallet, il y a des robes de pierreries de 2.700 à 3.500 francs, destinées au gala de l'Opéra du 29 décembre. Et les hommes ont de la boue glacée jusqu'au ventre dans les tranchées…Il paraît d'ailleurs qu'à la matinée de réouverture de l'Opéra, le 8, il y eut un thé sous la coupole, éblouissant de brio, de gaîté, d'entrain.

— Le préfet de la Gironde est avisé de préparer l'hospitalisation de 800 aliénés et tuberculeux renvoyés d'Allemagne où ils étaient prisonniers civils. Quel déchet affreux cela laisse soupçonner !

— Le 14. Dîner avec Ferrero, l'historien italien, gendre de Lombroso. Il concourut à l'entrée en guerre de l'Italie et il s'étonne d'y avoir réussi, dans ce moment francophobe qui suivit les affaires du Carthage et du Manouba (guerre de Tripolitaine).

Il donne ces vues originales : 1 Les Allemands, pour détourner l'Italie de l'Entente, étalaient sous ses yeux les plans de leur prochaine offensive du printemps 1915 contre les Russes. Mais c'était si formidable que les Italiens crurent à du bluff ! S'ils avaient su que c'était la vérité, ils n'auraient pas marché ;

2 Cette guerre est la faillite des armées. On demandait aux armées un maximum d'effet dans un minimum de temps. On leur demandait une victoire qui décidât, en un jour, de la campagne. Or, elles ne répondent plus à ce programme. Elles opposent leurs masses, front à front, avec des flux et des reflux, mais en équilibre, pendant des années. C'est leur condamnation.

— Clemenceau applique à Poincaré, dans un article, les vers de Hugo dans les Châtiments : « Je brandis le fer rouge et sens ta chair fumer… » Il le tutoie ! Que nous voilà loin des jours où, à

Bordeaux, ce même Poincaré se plaignait à Viviani que Clemenceau eût critiqué son rôle trop prépondérant au Conseil des ministres. « Car, ajoutait-il alors, la personne du président est intangible. »

— Le doux et charmant Maurice Leblanc, le créateur d'Arsène Lupin, écrit un conte où une mère fait tuer d'un coup de fusil son mari par son petit garçon, le père par le fils, parce que le père faisait des signaux suspects…

— Séverine raconte que l'auteur dramatique Henry Bataille eut son château envahi par les Allemands. Ils le respectèrent. Puis les Français y installèrent une ambulance et firent du feu avec un mobilier Louis XVI. Bataille réclama. Un gradé l'accusa de vouloir se faire payer des meubles qui n'existaient pas.

— Séverine dit qu'un député devait parler, dans une réunion socialiste, à Paris, sur la vie chère. 3.000 auditeurs lui crièrent de parler de la paix.

— Guist'hau raconte qu'à Lyon le conseil municipal voulait émettre un vœu en faveur de la paix. Le maire s'y opposa. La majorité des convives devant qui parle Guist'hau tombe d'accord qu'il faut « boucler ces gens-là ». C'est-à-dire les partisans de la paix.

— Beaucoup de personnes réclament le général Lyautey au ministère de la Guerre.

— Anecdote en profondeur. Deux territoriaux bretons conduisent une troupe de prisonniers allemands à l'arrière. Un colonel demande à ces deux hommes où ils emmènent leurs prisonniers. Pas de réponse. Le colonel récidive, sans résultat. Alors,

un des prisonniers s'avance et, dans le plus pur français : « Excusez-les, mon colonel. Ce sont des bretons. Ils ne parlent pas le français. »

— La Liberté signale que l'Autriche cesse de publier des listes de morts. Elle en infère le grand nombre de ces morts. Mais que dire de la France, qui n'a jamais publié de ces listes ?

— Pour montrer le succès de l'emprunt qui a donné 14 milliards, les journaux font remarquer qu'il ne s'est écoulé qu'un milliard de minutes depuis Jésus-Christ.

— J'évoque l'affaire Dreyfus avec l'avocat G. Béret. Je m'aperçois que nous vivons dans une atmosphère cent fois plus oppressante qu'à cette époque. On pouvait alors discuter avec ses adversaires, on pouvait imprimer des idées. Aujourd'hui on est bâillonné, poings liés, du moment qu'on ne pense pas comme les dirigeants. Il y a des mots qu'on ne peut pas prononcer, des faits dont on ne peut pas raisonner. On ne peut rien dire de défavorable. On ne peut pas dire que la guerre est une chose horrible. On ne peut pas demander les conditions de la paix victorieuse. C'est de l'hallucination, de la démence. Jamais dogme plus écrasant ne s'est appesanti sur les consciences.

— Painlevé dit que c'est une lutte de souffrance et que la victoire sera à celui qui résistera le plus longtemps à cette souffrance.

— Des permissionnaires prennent d'assaut le tramway, montent en surcharge en disant : « Les soldats ont tous les droits. » C'est une phrase qu'on entend aussi dans les hôpitaux. Il est possible qu'on l'entende après la guerre.

— On me dit que la boue est telle dans les tranchées, que des hommes s'y enlisent, s'y noient. Et être là, impuissant, mains liées, bouche bâillonnée !

— Le 25. Le pacifiste Ford est raillé sans pitié, sans bornes, par les caricatures anglaises. Oh ! Les Anglais seront les derniers contre la paix, les derniers pour la guerre.

— Il s'est créé plusieurs Ligues contre les « embusqués ». Elles se donnent ouvertement pour but de les dénoncer. L'une s'appelle la Tête de Loup. L'autre est fondée par la réactionnaire Liberté.

— Gustave Hervé était surtout connu avant la guerre comme pacifiste et révolutionnaire, et pour avoir dit qu'il fallait planter le drapeau napoléonien dans le fumier. Devenu le plus ardent des patriotes, il voit tous les bourgeois déguster sa prose dans son journal la Guerre Sociale. Il annonce qu'à partir du 1 janvier il appellera ce journal la Victoire. Le Docteur R... écrit qu'il aurait dû l'appeler le Drapeau.

— Séverine dit qu'un groupement socialiste de Lyon a voté à la quasi unanimité la rentrée en relations avec les socialistes allemands minoritaires qui sont pour la paix.

— Le 28. Le Congrès socialiste s'est réuni à Paris. Trois membres du Gouvernement y figuraient. On n'a su que peu à peu ce qui s'était passé. Le député Longuet a groupé un certain nombre de voix autour de la proposition d'entrer en relation avec les minoritaires allemands. Les socialistes de gouvernement s'y opposèrent. « La force des armes doit décider », a déclaré Sembat. Et un autre : « Puisque nous avons des munitions, il faut les user. » Hervé a levé le drapeau de la Victoire. Bref, le bloc socia-

liste est en deux morceaux. Il semble qu'on ait reproché à Sembat, Guesde et Thomas de n'avoir pas apporté l'esprit révolutionnaire dans le Gouvernement, de s'être assoupis ou assouplis.

— M X... déclare qu'elle a dû s'endurcir pour tenir et que, à l'hôpital, si elle cueille sans broncher la jambe qu'on coupe à un soldat, c'est par patriotisme.

— Le 28. Galliéni a parlé au Sénat sur l'incorporation de la classe 1917. Il a déclaré que quiconque prononçait le mot de paix était un mauvais citoyen et qu'aujourd'hui la France voulait la guerre. Affichage. Le Sénat est galvanisé.

— Le directeur du Matin reprend une de ses légendes favorites, Jaurès touchant des millions de l'Allemagne. C'est une des faces de la demi-folie de cet homme. Et le contraste était douloureux, entre ces paroles prononcées dans un décor opulent et ce fait : la fille de Jaurès envoyant cent sous par mois à son frère soldat, sur les 150 francs que lui fait une œuvre d'assistance.

— J'y insiste : le drame se noue entre la bourgeoisie qui veut prolonger la guerre par orgueil et par crainte de l'après-guerre, et la minorité socialiste qui veut la fin de cette boucherie.

— Un marchand de manteaux exploite en réclame l'hostilité créée contre la mission Ford, disant que ses conférences pacifistes ont provoqué un tel froid qu'il importe de se couvrir chaudement.

— Quel mystère... Pourquoi n'a-t-on pas fait plus pour les régions envahies, pour rester en contact, leur envoyer des avions porteurs de nouvelles, etc. ?

— Le 30. Déjeuner avec Besnard, sous-secrétaire à l'Aviation. Il est vivement attaqué, pour diverses raisons. Certains de ses détracteurs sont intéressés. Les autres (Clemenceau) visent en lui le lieutenant de Poincaré. Il voulait travailler et ne pas répondre, mais il en a assez. Il avait pris comme chef de Cabinet un ingénieur des Manufactures de l'État, qui avait fait beaucoup de mécontents. Bunau-Varilla s'étonne un jour devant Briand que la place fût tenue par un ingénieur des Tabacs : « Bah ! dit Briand, comme les dirigeables ont la forme d'un cigare, il saura les reconnaître ! »

— Ce même Besnard dit que Barrès est très pessimiste et qu'il y a une forte ironie dans le fait qu'il est condamné à chanter victoire tous les matins dans l'Écho de Paris.

— Le 31. Sur le referendum possible des Alsaciens-Lorrains, l'industriel L… me dit que 75 0/0 des votes iraient à la France, les Allemands étant écartés du vote. Il ajoute qu'il existe un comité vosgien français qui est opposé au retour à la France, parce que l'industrie textile d'Alsace ferait passer au second plan celle de nos départements-frontières actuels…

I · 17

— Le 1. L'historien Lavisse, dans le Petit Parisien, donne doucement des conseils à la minorité qui voudrait la paix. Car il veut la guerre, lui, encore des morts, beaucoup de morts, car il songe à l'avenir, lui, il aime son pays, lui ! En fait, ses raisons témoignent de la démence générale. Les voici :

1 Il ne faut pas que tant de Français soient morts inutilement. (Donc faisons-en mourir encore autant d'autres.)

2 Nos deuils réclament la consolation de la vengeance. (Sentiment qu'on jugerait barbare et préhistorique, en temps lucide.)

3 Il faut que cette guerre « qui nous a été imposée » soit la revanche de 1870. (Hé, hé, pas fâché, par conséquent, d'avoir été contraint à la revanche.)

4 Le Français ne peut pas vivre sans honneur et sans gloire. Il doit libérer le monde de la tyrannie, etc. (Ah ! si on soulevait la chemise des mots, quelle sale anatomie apparaîtrait !)

— Le Congrès socialiste clôt ses séances. Son manifeste veut le retour de l'Alsace-Lorraine, mais envisage subsidiairement le vote des populations. Cette vue révolte le patriotisme bien pensant. L'abbé Watterlé — qui fut pourtant autonomiste — se rebelle contre cette possibilité de référendum, dans un article de journal. L'Allemagne, en 1870, dit-il, n'a pas consulté les populations. Mais est-ce une raison pour être aussi injuste qu'elle le fût ?

— Les très vieux et les très jeunes sont les plus grands ennemis de la paix. Les uns n'ont plus le goût de la vie, les autres ne l'ont pas encore. Les uns se souviennent de la défaite de 1870. Les autres ont la curiosité sportive du combat, subissent la vaniteuse contagion de l'ambiance.

— Les savants qui sont autour de Painlevé, aux Inventions, ne quittent guère leur uniforme d'officier de complément. Physiciens, mathématiciens de valeur, c'est par leur savoir qu'ils

peuvent servir. Mais ils semblent surtout fiers de leur temps de présence aux armées, et de leur costume.

— À propos des projets qu'on prête aux Allemands d'aller en Égypte, aux Indes, on jette à la figure du kaiser l'exemple de Napoléon qui s'est brisé dans ses raids à trop longue portée. Est-ce curieux que, pour montrer aux Allemands la stupide vanité de leurs vues, on se serve de cet empereur dont tant de monuments célèbrent la gloire, de l'Arc de Triomphe à la colonne Vendôme !

— Tristan Bernard a dit depuis longtemps que la paix devrait être élaborée par un comité d'écrivains qui prouverait à chaque nation qu'elle est victorieuse. Cette fantaisie est plus vraisemblable que jamais.

— Le frère de Sarrail raconte que ce dernier, constatant de nombreux éclatements de canons, fit construire de ses deniers (5.000 francs) des appareils vérificateurs. Il s'aperçut que les obus n'étaient pas de calibre, le signala au G.Q.G. et en reçut une lettre de blâme signée Joffre, lui disant qu'il se mêlait de ce qui ne le regardait pas.

— Le premier mari de M Poincaré, Quiloran, est actuellement chauffeur de taxi. Aussi Clémenceau de dire : « Ce Poincaré, pour aller au front, s'habille en chauffeur. Sans doute pour rappeler à sa femme son premier mari. »

— J'ai sous les yeux la photographie d'un groupe de soldats qui viennent de prendre un canon allemand au 25 septembre 1915. Il y a là le médecin Noël X..., martial, croix de Genève au bras. À ses pieds, trois cadavres allemands, en tableau de chasse. Je me demande les réflexions que lui inspirera ce cliché, quand on aura recouvré la raison.

— Beaucoup de gens refusent de lire, dans les journaux suisses, le communiqué allemand. Ils lisent le communiqué français. La vérité est entre les deux. Comment ces gens-là seraient-ils impartiaux ? C'est d'ailleurs la thèse de nombreux patriotes. Ils rejettent tout le défavorable.

— Le 8. Chez Victor Margueritte, un capitaine de « houzards », Fabien M…, écrivain à ses heures. Il conte ses campagnes. Il dit sa première impression de guerre, en août 1914. Cent cinquante soldats français, morts, déjà noirs, dans une tranchée. « Je me suis approché, je les ai flairés et, comme je ne flanchais pas, je me suis dit que la guerre pouvait durer. » Il se plaignait aussi que les Allemands eussent une odeur intolérable. Déjeunant, dans un château, à la table qu'avait dû abandonner Von Kluck à la retraite de la Marne, il fut forcé d'achever son repas dehors.

— On habille les petits en soldats, comme naguère au carnaval. Des fillettes ont le bonnet de police et le manteau « horizon ». Et les socialistes qui voient la dernière guerre ! On leur prépare des générations qui aimeront l'uniforme, une des raisons d'être de la guerre.

— Feuilletons : Les Marchands de Patrie. La Poilue.

— L'impôt sur le revenu doit être appliqué le 1 mars 1916. C'est comique. Tant de gens souhaitaient la guerre plutôt que cet impôt ! Ils ont les deux.

— À la formation automobile de Boulogne-sur-Seine, il faudrait traverser une route pour avoir de l'eau. Alors, on lave les roues avec l'essence des réservoirs.

— Les restaurants de Paris refusent du monde. Stupeur. Cela viendrait d'une intense circulation d'argent, de l'enrichissement des fournisseurs de guerre, des hauts salaires ouvriers…

— Mon voisin B… constate que l'humanité n'a fait aucun progrès depuis la préhistoire et qu'un parisien de 1916 est aussi féroce qu'un noir du centre africain.

— Quelle pénible situation, celle d'un officier de complément qui ne pense pas comme les autres, dans les popotes d'arrière-front où il est obligé de vivre en commun depuis 18 mois. À la table de R… — des médecins, pourtant — un des convives déclare qu'on n'était pas prêt à la guerre par le fait des Juifs et des Dreyfusards.

— On rapporte que, surtout dans le Nord, Français et Allemands sortaient des tranchées envahies d'eau et vivaient sur le parapet sans se tirer dessus, d'un tacite accord. On échangeait même des victuailles. Ces récits provoquent un malaise chez les patriotes, bien que la détente soit bilatérale. Ils veulent qu'on ne cesse pas d'être féroces. Ils ont peur que cela finisse.

— Pour voir leur mari au front, des femmes se sont fait délivrer des cartes de filles soumises par la préfecture. L'une d'elles, voulant prolonger son séjour, s'est vu refuser en ces termes : « Non. Cela suffit pour la section. »

— Jean T… rentre d'Allemagne par la Suisse, comme infirmier fait prisonnier. Sur le quai de la gare, à Lyon, ses compagnons et lui sont assaillis de questionnaires écrits qui commencent par : « Avez-vous été maltraités ? » Jean T…, en conscience, répond : « Non. » Un de ses amis répond : « Oui. » T… s'étonne. L'autre s'excuse : « Je n'ai pas osé. »

— L'héroïne de Loos, dont le Petit Parisien publie les Mémoires, a été caviardée hier. Elle racontait précisément comment, à l'abri d'une porte, elle avait tué des Allemands. La Censure n'a pas permis qu'elle racontât les circonstances de ces exécutions qui lui valurent tant d'honneurs.

— Une ancienne domestique revient des régions envahies par l'Allemagne. Elle dit qu'en Allemagne et en Suisse il y eut des repas chauds aux haltes, des soins, des visites d'infirmiers, de médecins. À partir d'Annemasse, en France, un traitement de bagnards. Défense de bouger, de descendre, même pour satisfaire un besoin naturel. Des détours insensés, qui la firent passer par Montauban pour rejoindre Paris.

— Le cas Clemenceau apparaîtra curieux dans le recul du temps. Ce labeur prodigieux, à 70 ans passés, cet article quotidien. Sa haine fanatique de l'Allemand, son patriotisme embrasé. Enfin, son âcre critique. En dehors de la jouissance d'exprimer sa pensée, de servir sa cause et de fouailler son prochain, il semble chercher encore l'approbation de quelques intimes à qui marquer ainsi sa verdeur et sa puissance : « Ah ! mon cher, comme vous avez enlevé le morceau, ce matin ! »

Et tout cela aboutit à un contraste énorme et comique. Ce patriote blindé, cet assoiffé de sang allemand, se trouve être le grand collaborateur des journaux allemands. Car ils s'emparent de ses critiques. Nul ne leur fournit autant de copie. Le journal publié, en France envahie, par les Allemands, reproduit soigneusement ses articles.

— Un être odieux, en régime de vie chère, c'est le gros intermédiaire, qui profite froidement, grassement, de la guerre. C'est

le boucher en gros, qui ne veut pas que la ville ou l'État taxe la viande, et à qui on est obligé de faire une guerre timide, oblique, en lâchant sur le marché de la viande frigorifiée qui fera concurrence et abaissera peut-être les cours… Oh ! cet effroyable et cupide égoïsme, en contraste avec tout ce qu'on demande aux petits soldats, aux mères…

— Le syndicat des constructeurs d'autos de Lyon a mis en interdit le pacifiste Ford. Cette haine de la paix se trouve servir leurs intérêts, puisque Ford inonde de ses autos tous les marchés du monde.

— Un journal hollandais remarque que les socialistes des pays neutres, ceux des Alliés, ceux des Empires Centraux, ont tenu respectivement un Congrès depuis la guerre. Et ces trois Congrès se sont trouvés d'accord sur quatre points :

1 Principe des nationalités. 2 Modernisation de la diplomatie. 3 Arbitrage obligatoire. 4 Limitation des armements.

Qu'on y ajoute deux idées : étatisation des industries de guerre, pas d'annexion, et on aura un programme d'ensemble. Sera-ce de cette naissante conformité de vues que sortira la paix ?

— Une affreuse et déconcertante cruauté continue de régner, au nom du patriotisme, chez ceux qui s'expriment, même chez les femmes. Une actrice, qui est infirmière, constate avec satisfaction qu'il n'y a pas cet hiver de trêves de tranchées (ce qui est faux, d'ailleurs), et se félicite que les Français fusillent les Allemands qui tentent un rapprochement. Il y a là une étrange perversion de l'esprit. C'est ainsi que le capitaine M… trouvait héroïque et charmant ce trait qu'il rapportait : des trêves de tranchées ont établi

des rapports réguliers entre les adversaires ; mais un jour les Français tuent le sous-officier allemand qui s'avance en confiance.

— On demande à un prisonnier allemand, un professeur, qui sera victorieux : « Les vaincus, ce seront les morts ; les vainqueurs, ceux qui reviendront. »

— Un officier du G.Q.G., invité à la popote de Doullens, rééditant un propos que j'avais noté d'après Bouttieaux, dit ingénument : « Oh ! nous, au G.Q.G., nous ne parlons pas de la guerre. »

— Le médecin L..., retour du front, signale qu'en décembre 1914 il y eut une terrible épidémie de typhoïde dans la région de Bar-le-Duc : 40.000 cas. On n'inocula qu'ensuite.

— Le 18. La reddition du Montenegro est appréciée sévèrement. On rappelle la vénalité du roi Nikita, qui aurait joué à la baisse avant d'engager la première guerre balkanique et dont d'Estournelles de Constant disait alors : « Il met le feu à l'Europe pour faire cuire son œuf à la coque. »

— Depuis 18 mois, la guerre coûte au total, chaque jour, 3.000 vies humaines et 350 millions en moyenne. Personne ne s'émeut plus de ces chiffres stupides.

— Malgré le farouche espoir des forcenés, les hommes se parlent, de tranchée à tranchée. Et une sentinelle allemande demande à une sentinelle française, un soir : « Dis donc, comment que ça se fait, une république ? »

— Chez Victor Margueritte, Gabriel Voisin dit que le mal dont souffre l'aviation vient de la main-mise des officiers qui ont voulu régenter une industrie naissante. Il traite ces professionnels d'in-

capables, de salauds, de lie de la société. Il prend surtout à témoin Paul-Boncour, ancien ministre, actuellement officier d'État-Major, qui se défend d'y être pour quelque chose et d'y pouvoir quelque chose.

— Le culte de la patrie, hissée au niveau d'une idole, est une nouvelle religion, la plus terrible, puisqu'elle fait mourir pour elle.

— Ils sont un petit nombre d'exprimeurs qui veulent de la haine, encore de la haine. N'ai-je pas lu hier que les pacifistes, avant la guerre, nous conduisaient au renoncement de toutes nos gloires !

— On parle d'une évolution de la guerre dans le sens de l'économie : user moins d'hommes, moins d'argent, pour durer plus. « Une guerre à tempérament », dit Charles-Henry Hirsch. Je doute fort qu'elle se réalise.

— Il n'y a qu'un peuple où 43 députés sur 360 refusèrent de voter les crédits de guerre, et où les femmes pauvres renversèrent les tables de restaurants riches : c'est l'Allemagne.

— Le médecin L... se plaint de la dureté pour les militaires des populations de la Meuse, de l'arrogance du maire de Sampigny — village natal de Poincaré — tout gonflé d'importance depuis que Poincaré lui a dit : « Appelle-moi donc Raymond, vieille bête. »

— On me cite ce trait d'orgueil germanique. Un officier allemand, moribond, qui balbutie : « N'est-ce pas... que Gœthe... est le premier poète du monde. »

— J'accompagne Bouttieaux à un train pour Châlons. Il part comme général commandant le Génie d'un corps d'armée. Dans

le métro qui nous conduit à la gare de l'Est, un fantassin retournant au front dit à un camarade : « Je donnerais mon bras gauche pour ne pas y retourner. » Il ajoute qu'il a vainement tendu pendant une heure sa main au créneau de sa mitrailleuse pour être atteint par une balle.

Il est 10 heures du matin. Autour de la gare, d'innombrables permissionnaires attendent l'heure d'ouverture des restaurants. Car nul militaire n'a le droit de manger avant 11 heures. Ordre de la place. Les hommes sont assis sur les chariots à bagages, sur les soubassements des grilles, par centaines. Certains ont voyagé deux nuits… Tout est absurde dans l'absurde.

Sur le quai, des permissionnaires repartent. Il y a des femmes qui leur tendent une dernière fois leur petit mioche. Et je vois à l'un de ces hommes un tel masque de douleur, que je me sauve sans me retourner. Tenez : c'est cela, quand on le réalisera, qui empêchera le retour de la guerre !

— Le 20. Clemenceau, malgré sa haine du socialisme, écrit qu'il est prêt à tendre la main au socialiste Renaudel, pour constituer un Comité de Salut Public.

— Déjeuner avec la fille et le gendre de Sarrail. Mobilisé comme capitaine, celui-ci fut voir son beau-père à Salonique.

D'après lui, Briand, Bourgeois, Painlevé, soutiennent Sarrail au Conseil des ministres.

Joffre verrait d'un mauvais œil un succès possible de Sarrail. S'il lui a envoyé Castelnau, c'était pour que ce dernier ne prît pas sa place sur le front français, pour l'écarter un moment et n'en faire que son second.

Briand a engagé Castelnau à être gentil pour son vieux camarade Sarrail, à ne pas faire d'histoires. Castelnau, tout en regrettant que Sarrail ne crût pas en Dieu, admit que cela n'avait rien à voir avec les questions militaires. Les deux hommes ne s'étaient pas parlé depuis 25 ans. Castelnau aurait été cordial.

Quant aux officiers grecs, ils relèvent la moustache à la Guillaume II quand les alliés fléchissent et ils la laissent retomber quand les alliés sont forts.

— Le 21. Visite à l'usine Renault. Des milliers de femmes travaillent à la vérification et à la fabrication des obus et fusées. Pénible spectacle, celui de ces femmes qui, parmi les longs alignements de machines-outils, font de minutieux engins à tuer, bagues de cuivre des fusées, perles d'acier des shrapnells, bijoux de mort.

— Les bourgeoises demandent placidement à qui revient du front : « Le moral est-il bon ? » Ce qui veut dire : « Les hommes sont-ils toujours bien résignés à tuer, à se faire tuer ? »

— Un journal imprime que M. Clémentel, ministre du Commerce, va taxer le fret. Taxer le fret ! Limiter les bénéfices des gros intermédiaires ! On s'émeut. Vite, il dément.

— Nouvel acte du drame. C'est l'antagonisme des deux partis autour de l'offensive au printemps. Tous ceux qui reviennent du front assurent qu'on ne le brisera pas. Pour l'offensive, il y a les États-Majors, et tous ceux à qui on promet la victoire au printemps, depuis deux ans…

— Un journal dit que la Censure a interdit, par téléphone, de parler de la paix.

— Jadis, le Journal et le Matin rivalisaient à coups de concours, de loteries, etc. Aujourd'hui, l'un organise une exposition du vandalisme allemand. Aussitôt, l'autre décide d'ériger contre le mur des Tuileries un monument à Miss Cavell, l'anglaise fusillée en Belgique par les Allemands. Sinistre, cette publicité « nationale ».

— Le 25. Richard, directeur de la Sûreté Générale, à un déjeuner de l'École Hôtelière, évoque des souvenirs. Pendant le voyage à Bordeaux, dans le train présidentiel, il dormit la tête sur une valise qui renfermait les fonds secrets. (D'où son nom de Richard, dit M X...) Pendant le trimestre de Bordeaux, il accompagnait Poincaré au front. Il voyageait alors avec le général D..., de l'Élysée. Les deux hommes parlaient peu. Et D... rompait le silence pour dire : « Combien y a-t-il de moutons dans ce troupeau ? — Je l'ignore. — Eh bien, il y en a 425. Oui, c'est un don, un sens inné que j'ai cultivé, de dénombrer un troupeau. » Richard lui demanda s'il comptait les pattes et divisait par quatre.

Comment Poincaré était-il accueilli au front ? demandai-je à Richard. Il me répond qu'il n'était pas accueilli du tout. Il passait inaperçu.

Àun dîner où figuraient Kitchner et Joffre, pendant la bataille de l'Yser, Poincaré demanda combien durerait la guerre. Joffre déclara que ce serait fini pendant l'été de 1915. Et Kitchner répondit que cela durerait : des hans (des années).

Un soir tragique fut celui du 1 novembre 1914, à Dunkerque. Il y eut des heures d'angoisse dont les communiqués n'ont rien laissé soupçonner. Des troupes en masses remontaient jour et nuit

vers le Nord. C'est à ce moment que se place l'histoire de Foch suppliant French de ne pas reculer. La lettre ouverte qui fit connaître cette scène, lettre qu'on crut tendancieuse, fut écrite par un officier de réserve de l'armée de Franchet d'Espérey. On l'identifia et il fut frappé.

Parmi les agitateurs pacifistes, Richard cite les révolutionnaires russes de Paris. Il dit qu'il y a beaucoup de tracts, mais qu'il y a peu de tentatives de réunions publiques. Le groupement syndicaliste s'agite sous la direction de Merrheim.

— Le 26. Painlevé m'explique comment il défendit Sarrail et l'un de ses généraux, Leblois, au Conseil de Défense. Cela dura deux séances, de 9 heures du matin à 6 heures du soir.

On voulut mettre, au-dessus de Sarrail, Lyautey ou Franchet d'Espérey. On voulut lui refuser une promotion dans la Légion d'honneur. Painlevé tint bon. Poincaré avait l'air empoisonné. Enfin Painlevé l'emporta. Joffre et Castelnau ne rentrèrent pas ce soir-là à Chantilly. Craignaient-ils le blâme de leur entourage ? Painlevé les entendit, quand ils montaient en auto, s'adjuger ce testimonial : « Enfin, nous avons lutté jusqu'au bout. »

— Richard signalait l'existence de ce carnet bleu, contenant 3.600 noms de suspects à arrêter à la mobilisation. Il fut de ceux qui proposèrent de n'arrêter personne.

— Le 26. Deux faits sur l'omnipotence du G.Q.G. Poincaré voulut aller voir certains généraux avant l'offensive de septembre. Le G.Q.G. l'en détourna. Pour passer outre, il eût fallu qu'il fût couvert par le ministre de la Guerre. Mais Millerand se déroba.

Poincaré, à une autre occasion, va voir Sarrail. Celui-ci lui montra un ordre, apporté une heure avant par un capitaine du G.Q.G. « Défense au général Sarrail de parler de questions stratégiques et extérieures avec le président. Envoyer un rapport sur la conversation. »

— À propos de Sarrail, un fait : après la double enquête de Dubail, le Conseil décida, non de le relever, mais de le nommer en Orient. Au Conseil suivant, Sarrail est frappé avant d'être nommé. Millerand prétend alors qu'il a oublié de faire connaître au G.Q.G. la décision du Conseil…

— Ironie. Le mystique Castelnau, lors de son voyage d'inspection à Salonique, était embarqué sur le cuirassé Ernest-Renan.

— On a mobilisé 5 préfets de moins de 45 ans. On leur a donné des remplaçants. Mais on leur a conservé leurs appointements. Ces 5 soldats coûtent donc à l'État 100.000 francs par an.

— Le médecin L… dit que les aumôniers font distribuer aux troupes des chapelles portatives. Par ailleurs, on m'a communiqué la liste des objets cultuels que doivent emporter les armées en campagne. Et nous sommes en régime de séparation.

— Une anecdote de Tristan. Des troupiers aux tranchées ont un colonel grincheux. Quand ils apprennent qu'il doit venir les visiter, ils tirent quelques coups de fusil. Les Allemands savent ce que cela signifie. Ils font un tir de barrage d'artillerie qui décourage le colonel. L'artillerie française rend le même service pour barrer le colonel allemand.

— Le 28. Déjeuner avec le colonel L…, qui fut des premiers combats et dirige la métallurgie dans la Loire. Il se plaint des

États-Majors, dit qu'on faisait sombre mine à ces officiers au front, lorsqu'après une nuit sous le feu on les voyait arriver de l'arrière, fringants, gantés, vernis. Il croit à une manifestation pour ce printemps, où on dépensera beaucoup de vies et d'obus, puis la paix… Il croit aussi au surarmement, plus en matériel qu'en personnel, seul moyen, selon lui, d'être fort et de ne pas être embêté.

— Chez un coiffeur, on n'a pas pu promettre à une dame de la coiffer de toute la semaine prochaine, à cause d'un bal costumé pour lequel il y a 20 têtes à faire.

— Les théâtres regorgent. Duberry, secrétaire général de la Comédie-Française, dit que le théâtre est plus plein que dans la paix.

— On signale de petites confiseries de Montmartre où l'on boit de l'alcool après l'heure de fermeture des débits.

— Le 29 au soir, raid de zeppelins sur Paris. Un plafond de brume où se brisent les rayons des projecteurs. On entend de lointaines détonations. Je reste chez les R…, où j'étais, jusqu'à ce que sonne la fin de l'alerte.

— Les journaux du matin étaient pleins du raid de la veille, qui a fait 26 victimes. Tous crient au crime abominable, honte de l'humanité, odieuse barbarie et, sauf deux, concluent : « Faisons-en autant. »

— La censure a interdit de nommer les points de chute des bombes qui ont tué 26 personnes. Les soldats et les provinciaux qui ont des attaches à Paris doivent cruellement et inutilement s'inquiéter, du fait de cette ignorance

— Tristan me dit qu'en lisant tout haut ces articles où on a supprimé les noms des rues sinistrées et des hôpitaux où sont les victimes, en a l'impression d'avoir le hoquet.

— Mon neveu Claude, six ans, nourri de l'idée que les inventeurs se ruinent et ruinent leurs familles, pleure à grosses larmes en apprenant que je suis au Service des Inventions. (J'y suis entré comme secrétaire général du Comité interallié, à titre honorifique.)

— Sa sœur Solange, deux ans, dit à sa mère en montrant à Saint-Nazaire un troupier : « Oh ! Maman, un soldat qui n'est pas mort ! »

— Le médecin R… dit l'envahissement clérical des hôpitaux, le prêtre guettant les moments, voulant se glisser à leur chevet pour les administrer, même quand le médecin a donné à ces malheureux la bienfaisante illusion de la guérison possible.

— Il dit aussi que Joffre a toujours deux trains sous pression, car il n'aime pas les longs voyages en auto. Ces trains ont wagon-lit, wagon-restaurant…

— La dernière attaque par zeppelin a naturellement révélé des héros. Il y a la dame qui a utilisé l'attente pour rédiger son courrier, le monsieur qui a généralement des insomnies et qui s'est, ce soir-là, endormi dès l'alerte, à 9 h. 20. Il y a la dame qui allait partir en voyage et qui, crânement, reste.

— Constatant l'attitude de la France, sa résignation aux deuils, aux sacrifices, Painlevé a cette formule : « La France est sous la morphine. »

I · 18

— Le 1. On me montre une note officielle où il s'agit d'exciter l'admiration des foules pour l'armée par d'héroïques récits d'exploits. Le romancier Henry Bordeaux, mobilisé dans un État-Major, est chargé de ce service dans une armée de l'Est.

— Je demande à Painlevé ce qu'il penserait d'une paix qui rendrait à la France la Lorraine annexée et ferait l'Alsace autonome. Un convive patriote éclate alors : « Le gouvernement qui accepterait cela serait déshonoré ! » Et j'ai vu se tourner vers moi des regards de réprobation, des visages de haine.

— Henry Bérenger écrit : « Si les zeppelins, au lieu de tuer des civils, avaient été sur Chantilly, quel désastre militaire pour la France ! » Sincérité, ou ironie ? De fait, les raids allemands semblent épargner Chantilly, comme ceux de nos avions épargneraient Mézières, où serait le G.Q.G. allemand.

— D'une lettre de Bouttieaux, apportée par un permissionnaire :

« Une activité énorme transforme la fortification passagère en semi-permanente. La barrière devient infranchissable. Les Allemands en font autant sinon plus.

« Moral des troupes remarquable. Nourriture très bonne et très saine. Pas de plaintes.

« À quoi mènera ce renforcement des lignes qu'on rend impénétrables des deux côtés ? À rien du tout. Pour crever, il faudrait tant de conditions favorables qu'elles ne se réaliseront jamais.

« Les Allemands ne paraissent ni découragés, ni épuisés, ni amoindris. Ils attaquent.

« Mon avis est qu'il faudrait trouver autre chose et ne pas se bercer du fol espoir de traverser la barricade et de bénéficier d'une déroute de l'ennemi.

« L'artillerie, toute-puissante, démolit tout à bonne portée. Mais elle ne peut pas anéantir du même point les lignes successives. Elle est obligée de s'avancer, et pendant ce temps, l'ennemi construit une nouvelle ligne.

« Les mitrailleuses sous abris bétonnés deviennent de plus en plus terribles, car on ne peut pas les anéantir toutes et celles qui restent fauchent les attaques les mieux conduites.

« La guerre est décidément le plus intéressant des métiers, il est seulement fâcheux qu'on soit obligé de tuer les gens. »

— On me raconte qu'en 1912, Joffre disait : « Le premier jour de la mobilisation, mes dirigeables détruisent tous les ponts sur le Rhin. »

— D'après Painlevé, le Conseil des ministres avait donné à la nomination de Joffre généralissime et de Castelnau major-général une toute autre signification que celle qu'elle a prise. Le sens de ces nominations fut changé entre deux Conseils, d'un mardi à un jeudi, par Poincaré et Briand, sous la pression de Joffre.

— Feuilleton : La Mascottes des Poilus. C'est le troisième feuilleton d'Arnould Galopin sur la guerre.

— On confirme à nouveau devant moi qu'au déjeuner du 21 mars 1915 à l'Élysée, Joffre s'est écrié : « En octobre ? Mais la

guerre sera finie depuis le mois de juin. »

— Le 2. Déjeuner avec Accambray chez les Victor Margueritte. On se demande s'il n'y a pas, dans l'origine et la conduite de la guerre, une sourde inspiration catholique, soufflée à Castelnau par son confesseur. Le mot d'ordre serait celui que murmuraient les bigotes de Lourdes.

Victor raconte que Joffre aime dormir après son déjeuner et que, pour masquer et bercer cet auguste sommeil, il s'enferme dans sa limousine qui va doucement à travers la forêt de Chantilly jusqu'à ce que le général, réveillé, frappe au carreau. On rentre, à toute vitesse.

Accambray et moi, nous évoquons la légende de Fontainebleau, au temps où nous y étions sous-lieutenants-élèves : Joffre, alors professeur de fortification permanente, est trouvé étendu dans la forêt. D'après les officiers du cadre de l'École, il s'est heurté à une branche d'arbre pendant une promenade à cheval. La version des élèves, c'est qu'il a voulu se tuer pour une petite marchande de journaux, la jeune Berlingard, qui réservait ses faveurs aux élèves, en particulier à notre camarade Mailloux. Il s'est manqué. Et un convive dit en commentaire : « Décidément, il rate toujours ses offensives. »

— Chaque séance de la Commission des Inventions signale une découverte encore secrète : le fusil lance-grenade, le caterpillar (véhicule blindé qui franchit les tranchées).

— Quand Clemenceau fut au front récemment, le général Z… lui refusa l'accès des tranchées. Clemenceau, devant Z… demanda le G.Q.G. au téléphone. Il eut un colonel au bout du fil et lui dit : « Je suis M. Clemenceau. Voulez-vous dire au général Joffre

que ce n'est pas une raison parce que le général Z... ne va jamais dans les tranchées, pour que je n'y aille pas. » Z... lui accorda aussitôt toutes facilités.

— Une œuvre qui s'occupe de procurer des membres artificiels aux amputés s'appelle assez malheureusement : la Jambe du Poilu.

— Henry-Paté et Abel Ferry, membres de la Commission de l'armée, se seraient vu expulser du front par le général Dubail.

— Le dimanche 30 janvier, les Spectateurs de l'Athénée entendirent l'alerte signalant les zeppelins, pendant un entr'acte. Tous savaient qu'il y avait eu la veille 26 morts. Néanmoins, tous reprirent leur place. Respect humain ? Ignorance du danger ? Mépris de la mort ? Aucune coupole de théâtre n'eût résisté à une bombe de 40 kilos tombant de 4.000 mètres. Cependant, on ne fit évacuer que le Nouveau Cirque, parce que la coupole est en verre...

— Une des jeunes pensionnaires de l'Athénée a reçu son congé de son propriétaire : dans la nuit du 29 janvier, elle traitait des aviateurs du Bourget et il y eut de telles allées et venues d'autos, que les locataires se plaignirent.

— Le 4. M. Garrett, ministre plénipotentiaire des États-Unis, dit que l'Amérique rompra fatalement avec l'Allemagne et que cela hâtera la fin. Il prédit un effondrement du mark. Ces prédictions intéressent peu les patriotes. Ils ne sont sensibles qu'à l'exploit de sang et n'attendent l'issue que de lui.

— Une anecdote dont on m'affirme l'authenticité et dont je ne retiens que la malice : Le sénateur Humbert fait, dans son Jour-

nal, depuis mai 1915, une campagne intitulée : « Des canons ! Des munitions ! » Un soir, par inadvertance, un typo commit une erreur regrettable. On courut après les exemplaires sortis, mais 10.000 d'entre eux étaient déjà en vente. On y lisait ce titre : « Des canons ! Des commissions ! »

— Le 5. Accambray grandit. Clemenceau lui consacre deux articles, littéralement composés de fragments du discours d'Accambray sur le contrôle aux armées. Ce matin, Capus le compare à Robespierre.

Je l'ai connu à Polytechnique. Je l'ai revu dans des banquets de promotions. Le fait que j'écrivais l'attirait. Mais il ne se livrait pas. Il paraissait insouciant, fringant. Son physique de joli officier de cavalerie, profil régulier et longue moustache blonde, accentuait l'erreur. En 1913, son livre, Pour la Puissance de la Patrie, me frappa par l'énorme effort, par le courage des attaques contre l'esprit de Polytechnique et surtout de l'École de guerre. Député frais élu, il paraissait candide, convaincu, sans ambition au sens étroit du mot. Pendant cette guerre, il fait preuve de courage civique et de ténacité, bravant le ridicule et les injures, d'abord seul contre tous. Justin Godard me disait qu'Accambray lui avait fait de la peine, un jour, à la tribune où il lisait un discours parmi les rires et l'inattention. Puis il a groupé 157 voix autour de lui. Et tout en ayant gardé une fraîche intégrité, il a puisé de l'assurance dans ses récents succès.

— En fait de rapide ascension, je noterai comment j'ai connu Briand. En 1897, mon ami Olivier (qui fut blessé l'année suivante par M Paulmier, depuis marquise de Dion) me demandait un conseil sur l'achat d'un journal. J'étais à la campagne. Il m'invita à déjeuner et vint me chercher à la gare de Lyon. Chemin faisant,

il s'excusa d'avoir un second convive, un petit rédacteur de La Lanterne qu'il s'était cru obligé d'inviter parce qu'on allait manger un lièvre offert et tué par lui. C'était Briand. Quand nous sortîmes, après déjeuner, nous prîmes chacun un fiacre en nous souhaitant bonne chance.

Je n'ai guère cessé de le revoir. Pendant l'affaire Dreyfus, lors de sa direction de La Lanterne, de La Petite République, puis comme député, comme ministre. Bien que je me rende compte du changement de ses opinions, prêchant la grève générale, militant du Dreyfusisme, artisan de la Séparation, et fondateur avec Barthou de la tiède fédération des gauches, je n'ai jamais cessé de subir l'attrait singulier de son esprit, de sa blague savoureuse, de son scepticisme apparent. Et je me rappelle, après une longue conversation à la Brasserie Zimmer, lors de ses débuts parlementaires, où il silhouetta drôlement ses collègues, avoir pris cette note : « Oh ! Esprit, sel de la vie ! »

— Curieux effet des zeppelins. Le raid eut lieu un samedi. Le dimanche, les truffes avaient baissé de moitié prix aux halles : les acheteurs des grands restaurants estimaient qu'ils n'auraient pas de clientèle à truffes le soir.

— Le 8. Le Petit Parisien n'avait pas encore imité le Journal et le Matin dans leur propagande patriotique (exposition des atrocités, monument Cavell). Il vient d'offrir le monument aux victimes du zeppelin.

— La légende se cristallise que nous étions en décadence avant la guerre. La France dansait le tango, uniquement. C'est toujours la même stupidité : quelques milliers de gens dansaient ; des millions travaillaient.

— J'entends souvent des gens dire : il faut envoyer 100.000 hommes ici, il faut sacrifier 200.000 hommes là… Pour eux, ça ne compte pas : des chiffres sur du papier. Pour les amener à une conscience exacte du réel, je voudrais les contraindre à remplacer le mot homme par leur propre nom. Si c'est Martin qui parle, je voudrais le forcer à dire 100.000 Martins, 200.000 Martins. Alors il serait amené à sentir que chacun de ces hommes vaut un Martin, s'intéresse à sa vie autant que Martin s'intéresse à la sienne. Et cela donnerait à réfléchir à Martin.

— Voilà 600 jours que chaque journal instille la haine de l'Allemand. Cela sue de toutes les lignes. Hier encore, l'avocat Chenu dénonce des affiches du métro, parce qu'elles lui paraissent « boches ». D'après lui, le monsieur qui n'offre pas sa place, dans le métro, à une dame ou à un blessé, est d'origine « boche ». Partout, la même campagne. Je ne puis m'empêcher de l'opposer aux récits publiés par cette Française en Allemagne (août à novembre 1914), qui parlait impunément français à Berlin. Imaginez-vous une femme qui parlerait allemand à Paris ?

— Le 9. La Comédie-Française va jouer au front… Si cette suprême machine de guerre allait faire reculer les Allemands ?

— Le restaurant Henry faisait 3.000 francs de recette par jour avec 60 repas. Ce chiffre est tombé à 800 francs après les zeppelins. Ça ne durera pas !

— Deux femmes au théâtre. L'une : « Oh ! j'ai dû me faire mal juger par votre amie, la femme du colonel X… J'ai dit devant elle, en parlant de la guerre, que c'était long. Et alors elle m'a accablée de reproches. » L'autre : « Ah ! dame, c'est que ce sont d'ardents

patriotes. Au début ils ont eu leur fils tué. Eh bien, ils supportaient ça allègrement, disant que c'était la guerre… »

— Le député Cadenat dit à la Chambre qu'on fait boire de l'alcool aux soldats avant l'assaut. C'est exact ; tous le disent. « Phrase impie », s'indigne un rédacteur d'Excelsior.

— Pour l'anniversaire de son mariage, M B… reçoit une dépêche de sa belle-mère, qui est Suisse et qui lui souhaite « la paix et le retour du bonheur ». Cette phrase, lue tout haut, glace l'auditoire.

— On a mis en circulation ce pastiche de Hugo :

La guerre avait deux ans. Paris remplaçait Sparte.
Déjà Joffre faisait regretter Bonaparte.

— Le dogme réactionnaire exposé par un chauvin. Sa plus grande frayeur, c'est la paix boiteuse, qui ramènerait la guerre prochainement (et comme il a un fils de 14 ans, n'est-ce pas…). Tout le monde est de son avis là-dessus. Je suis, paraît-il, le seul qui ose douter et prétendre qu'on ne sait pas ce que sera l'avenir. Naturellement, c'est l'Allemagne seule qui a provoqué la guerre. Le réveil national n'y est pour rien, ni les Anglais, ni les Russes. Si nous ne triomphons pas, c'est la faute aux socialistes, qui prêchèrent le désarmement, le pacifisme et empêchèrent la préparation. Aussi, finis, les socialistes. Est-ce que les journaux conservateurs ne sont pas seuls à avoir de gros tirages, du succès ? Les vrais profiteurs, ce sont les syndicalistes, qui ont casé leur clientèle ouvrière à l'abri, dans les usines, avec de gros salaires.

— Le 10. Visite à la Sûreté Générale. On me donne des renseignements d'ensemble sur les mouvements pacifistes. Je parcours

le dossier sommaire de ces tentatives. Ce sont surtout des réunions syndicales où, sous le couvert de l'étiquette professionnelle, les orateurs demandent la paix, proclament que ce n'est pas une guerre d'agression de l'Allemagne, que les ouvriers et les paysans se font tuer pour une poignée de gens, etc. Les anarchistes surtout s'agitent.

La Confédération générale du Travail est scindée. La majorité adhère à la guerre, avec Jouhaux. Une minorité se rebelle, dirigée par Merrheim, un homme intéressant, qui fera parler de lui.

On me montre une lettre qui demande la paix et signée au nom d'un groupe ouvrier. Elle est adressée à Poincaré qui l'a annotée d'une écriture émue : « Voir si la signature est authentique. »

En résumé, il existe une vive tension que contiennent les allocations. Une agitation, fondée sur la vie chère, a avorté. Il suffisait d'un accident, comme un raid meurtrier de zeppelins, pour déchaîner l'émeute. D'autant qu'au pôle opposé, l'Action Française cherche à troubler l'opinion avec la hantise de l'espionnage allemand. Les deux courants pourraient se confondre sous une même bannière : « trahison ».

On me signale un nombre important de condamnations capitales pour espionnage. Un grec fut dénoncé par sa maîtresse, animée d'un pur patriotisme. Elle consentit cependant, après un premier refus, à recevoir quelque argent. Ce sont surtout les neutres qui espionnent à Paris.

Àpropos des évacués : leur déception vient de ce qu'ils s'imaginaient être apothéosés en France et y vivre une vie magnifique. Il y a, dans ces rapatriés, des éléments suspects, beaucoup de

femmes qui ont eu des rapports avec des Allemands et qu'on doit surveiller. Tout ce monde se dénonce d'ailleurs mutuellement.

— Je lis Les Amitiés françaises, de Barrès, pour comprendre le nationalisme. Barrès se promène avec son fils, âgé de 4 ans. Il aime son petit, le choie, lui évite les courants d'air, tremble qu'il n'ait froid en voiture, lui choisit des climats favorables, le Léman, le Lac Majeur et, en Alsace, lui dit : « Ne faut-il pas qu'un jour tu fasses la guerre contre les Prussiens ? » (page 88). « Ta raison de vivre, c'est la Revanche » (page 92).

Un chauvin répondra qu'il doit sauver son fils des maladies pour l'offrir à la Patrie. Ce que je retiens, c'est le souhait avéré de Revanche.

J'ajoute que cet enfant est élevé dans la haine méprisante de l'Allemagne. Le père enseigne à son fils que seuls les chiens français ont une âme, que les chiens allemands n'en ont pas, ni les Allemands non plus !

— En mai 1915, Edmond Rostand, à Larçor, dans les Pyrénées, était secrétaire des soldats. Il écrivait leurs lettres, une fois la semaine. Il était en uniforme, la croix de commandeur au cou, l'écusson brodé d'un caducée traversé d'une plume.

— Les journaux du front ont parfois de gaies trouvailles : des soldats veulent emporter leur périscope en permission pour en user à l'envers et voir ainsi ce qui se passe sous les jupes.

— Anecdote du dessinateur C… : Un officier italien entraîne par la parole ses hommes à sortir de la tranchée. Il évoque dans un langage de feu l'ennemi héréditaire, le roi qui plane en avion

sur la bataille. Puis il s'élance, se retourne. Les hommes sont restés dans la tranchée, applaudissant : « Brava, brava. »

— Le 17, à la Chambre, Abel Ferry expose un vœu en faveur d'un contrôle effectif aux armées. Il y a environ 200 voix contre le Gouvernement, qui s'oppose à la discussion. Le matin, le G.-Q.G. avait posé l'ultimatum et annoncé sa démission au cas où la discussion aurait lieu.

Painlevé, parlant de ces 200 voix contre le ministère, dit drôlement : « En somme, ce sont les 200 voix que j'avais avec moi quand je faisais de l'opposition. »

— Une petite affaire à laquelle Accambray m'a mêlé. Le dimanche 13, je suis à Serbonnes. Il me téléphone de la Chambre, me demande de revenir d'urgence pour l'assister dans une affaire d'honneur. J'accepte par amitié, tout en déclarant que j'ignore les modalités de ces affaires. Le lundi, je vais prendre un express à Sens. Accambray m'attend à la gare P.-L.-M. Victor Margueritte, son premier témoin, nous rejoint. Nous dînons dans un petit salon au buffet. Accambray nous met au courant. Son collègue Daniel-Vincent lui a retourné une lettre sans l'ouvrir. Il se considère comme offensé. D'ailleurs les deux hommes ont eu déjà de petits différends. Bref, le mercredi 16, nous nous rencontrons avec les témoins de Daniel-Vincent : Maginot et Henri Simon, chez Maginot, blessé de guerre et encore étendu. Entrevue courtoise, où domine l'opinion que cela ne vaut pas rencontre. Le mot de la fin est donné par un ancien ministre qui, jugeant le duel inopportun dans les circonstances actuelles, déclare sans ironie : « On ne se bat pas pendant la guerre. »

— Une auto ramenant de jeunes aviateurs à Châlons est arrêtée dans la nuit opaque par un officier encapuchonné qui demande une place. On la lui offre, on se lie et les jeunes gens, au débarqué, proposent : « Si on allait au bordel ? » À quoi l'inconnu : « Je suis l'aumônier. »

— Envoyé près du colonel Appert, au service technique du Cabinet d'Albert Thomas, je rencontre un de ses collaborateurs, Bourey, qui me montre des brevets allemands de 1913 où la méthode des liquides enflammés est expliquée tout au long, avec figures. On ne sait ce dont il faut le plus s'étonner : de ce que les Allemands aient divulgué d'avance ces inventions, ou de ce qu'on ne s'en soit pas ému chez nous dès 1913…

— La mère d'un soldat blessé à la jambe et qui est rentré au village, dit : « Ce n'est pas sa jambe qui m'inquiète, c'est sa tête : il pense… »

— Les procès de suspects continuent. Un client dit à son coiffeur que vainqueurs et vaincus seront également ruinés. Comme par hasard, un inspecteur de la Sûreté se fait raser là. Dénonciation. 300 francs d'amende.

— Inconséquence. Au collège, on nous faisait chanter en chœur : « Reine du Monde, ô France, ô ma patrie… » Nous étions donc nourris de l'idée que la France régnait sur le monde. Et la notion de l'hégémonie allemande est dénoncée comme une monstrueuse innovation… Je vous dis que nos descendants nous jugeront tous. Du moins, je l'espère pour eux.

— Quand on déplore la guerre, de petits commerçants, nourris de leur journal, répondent : « Ah ! c'est que le traité de Francfort venait à expiration. »

— Le 17. Je croise, en sortant de chez Painlevé, le colonel M…, chef-adjoint du cabinet de Galliéni. Nous sommes camarades de promotion. Je l'invite à venir me voir. Une heure après, nous causons dans mon bureau. Vite, nous abordons la question du haut commandement. Il confirme que le ministre de la Guerre ne peut pas commander à Joffre. C'est l'apanage du Gouvernement tout entier. Ou alors ce gouvernement peut déléguer le ministre de la Guerre. M… admire Castelnau. Il l'a jugé dans des heures critiques. En août 1914, sans doute. Il sait gré à Castelnau de faciliter les rapports du G.Q.G. avec l'arrière.

— Le 21. Les « nettoyeurs » de tranchées, choisis parmi ceux qui ont des condamnations, sont enfermés quelques jours avant l'attaque, fortement nourris et abreuvés.

— Le 22. Toujours de mauvaises nouvelles de Verdun, où se poursuivent les progrès ennemis. Le communiqué n'y fait qu'une sobre allusion.

— Quand on n'aime pas un officier, au G.Q.G., on l'envoie dans un secteur « sévère ».

— Quelle instinctive maladresse, chez le militaire professionnel, dans le maniement des hommes ! Voici de vieux cultivateurs, qui ne peuvent suffire à la besogne. Leur fils est de la classe 1916. On l'envoie bien en permission agricole, mais chez des étrangers, dans un autre département.

— Photo d'Excelsior. Des gamins, sortant de l'école, ont pris les sacs des soldats de passage et les portent. C'est la classe 1927, dit la légende. Ainsi on se félicite de préparer les générations dans l'esprit de guerre, alors qu'on prétend d'autre part combattre pour une paix durable.

— Dans les familles bourgeoises, on attend l'offensive prochaine, avec certitude et sérénité. La précédente n'a raté que de peu. La prochaine réussira.

— On raconte devant un « bon français » la chute du zeppelin à Revigny. Il est inquiet. Mais quand on dépeint les 30 cadavres nus, rôtis, il pousse un soupir soulagé et satisfait : « Bon… » Il craignait que l'équipage ne fût pas tué.

— Le 23. La vue finale d'Accambray, c'est les États-Unis d'Europe, après la « dernière guerre ». Mais il faut que les idées qui présideront à l'établissement de ces États, qui souderont les deux groupes actuels de puissances, soient les idées libérales de l'Entente et non les idées féodales des Empires Centraux. D'où la nécessité de la victoire des Alliés.

— Le 24. Les députés travaillistes anglais demandent la paix, aux Communes. Les journaux parlent de ces isolés « qui inspirent plus de pitié que d'indignation ». Pour repousser la paix, parmi les ovations, les dirigeants disent qu'ils ne la peuvent envisager tant que les Allemands seront en Belgique, en France, etc. Il y a une erreur voulue dans cette limitation du problème, qu'on peut, qu'on devra sans doute, aborder autrement. Les Alliés ne peuvent-ils pas, dès maintenant, compenser ces avantages territoriaux ?

— Toujours le bombardement sans répit autour de Verdun. Je songe aux carnages…

— Le 24 au soir. Briand semble un peu rassuré sur Verdun. Quant au G.Q.G., il trouve que tout va bien. Accambray me dit qu'en novembre 1915, Briant lui avait déclaré qu'on n'avait rien fait dans le secteur du Bois des Caures. Et Briant reconnaissait

qu'il serait opportun de faire sentir le contrôle du Parlement à l'État-Major, doctrine qu'il avait répudiée jusque-là.

— On me dit que le bazar de la rue de Rennes a fait un million d'affaires de plus en 1915 qu'en 1913, sur des articles de parfumerie, lingerie de luxe. Cela vient des hauts salaires qui permettent aux ouvriers de s'offrir du superflu.

I · 19

— Le 6. À mon retour de Serbonnes, j'apprends quelques particularités sur Verdun. Le haut commandement voulait, au début, lâcher la ville. Raisons : nous avons le dos à la Meuse ; il y a quatre ponts que les Allemands détruiront quand ils voudront ; Verdun, un amas de ruines, ne pourra plus alors être ravitaillé ; autant abandonner ce saillant et rectifier le front.

Briand bondit à Chantilly. Il cria : « Si vous abandonnez Verdun, vous serez des lâches, des lâches ! Et ce n'est pas ce jour-là que vous me donnerez votre démission. Je vous la donne tout de suite si vous abandonnez. »

Plus tard, Poincaré fut à Verdun ; là, l'État-Major le travailla, si bien qu'à son retour, au Conseil du samedi 4 mars, il déclara, subissant encore l'influence militaire, que l'on voulait garder Verdun pour des raisons « politiques ». Quelques ministres se rebiffant, il consentit à reconnaître qu'il donnait à ce mot son sens le plus étendu.

Bref, le G.Q.G., passant de l'extrême optimisme à l'extrême désarroi, voulait lâcher Verdun ; mais par un restant de roublar-

dise invétérée, il entendait s'en faire donner l'ordre par le Gouvernement.

L'obscur consentement à la reddition expliquerait la rapide retraite initiale, où on abandonna un énorme matériel, notamment du fil barbelé qui manque aujourd'hui.

Une des grandes difficultés de la défense de Verdun, c'est l'unique voie ferrée qui la dessert. Souvent, l'attention de l'État-Major fut attirée sur ce péril. Réponse : il faudrait deux ans pour doubler la voie. Aujourd'hui, sous la pression des événements, les mêmes hommes promettent de faire ce dédoublement en deux mois.

Cet État-Major, demandai-je, ne se doutait donc pas que, devant ce désastre, il serait balayé ? Réponse : ils restent imbéciles même dans la panique.

— Galliéni aurait exigé de ses trois sous-secrétaires d'État qu'ils donnent chaque soir leur « emploi du temps ». Ils ont voulu démissionner.

— De pieuses infirmières disent : « Nous sommes bien heureuses. Depuis longtemps, le général de Castelnau pressait Joffre de se confesser. Enfin il a consenti. C'est fait. Nous voilà sûres de la victoire. »

— Eh oui, il y aura eu une mode pendant la guerre, et non point une mode qui soit le prolongement de celle de la paix, mais une mode créée de toutes pièces, qui fait aux femmes une silhouette de cigale en goguette, jupe courte et ballonnée, chevilles haut guêtrées, petit chapeau à antennes, corselet court et dos courbé. Et une mode qui n'est pas seulement suivie par quelques

étrangères et quelques grues, mais par des centaines de milliers de femmes. On les défend : « Cela fait marcher le commerce. » Allons donc ! Cela prouve que la frivolité et l'ostentation ont repris leurs droits et font oublier la guerre !

— On prévint ces jours derniers le préfet de police et le directeur de la Sûreté Générale qu'ils eussent à attendre le ministre de l'Intérieur dans son bureau. Il vint et leur donna l'ordre d'arrêter, pour bruit alarmistes et fausses nouvelles, 200 personnes à trouver. On les trouva.

— Le 7. Galliéni, au Conseil, a voulu démissionner. Il se dit malade, invoque le témoignage de cinq médecins. D'une réunion à 6 heures du soir, il résulte que la démission est ajournée, mais que l'arrangement reste précaire.

— Le 8. Briand parle de Lyautey pour remplacer Galliéni. Il avait pensé à Barthou, mais prétend que ce dernier refuserait. Contre Lyautey, il y a sa surdité, le vide qu'il laisserait au Maroc, sa qualité d'académicien, qui le solidarise à Poincaré. Briand dit aussi que le G.Q.G. reparle d'une contre-offensive à Verdun.

— Pour le ministère de la Guerre, on met aussi en avant la combinaison de Joffre ministre. Mais on recule devant la nomination de Pétain généralissime, par crainte d'un coup d'État et parce qu'on aime mieux le voir à la tête des troupes.

— Le 7. À un déjeuner le député Renaudel prédit encore la fin de la guerre en juillet prochain. Il cite aussi un ordre de Joffre du 8 août 1914, où ce général dit que l'attaque allemande sur Liège est une feinte et que la véritable invasion viendra de l'Est.

— Le 8. Victor Margueritte raconte qu'on a coupé à la censure un article d'un critique militaire allemand, où l'auteur regrettait que les Français et les Allemands ne fussent pas alliés, car alors ils auraient le monde.

— Richard raconte que les espionnes séduisent volontiers les aviateurs. Elles les questionnent sur les nouveaux appareils, sur les raids projetés. Richard convie alors ces jeunes gens à venir causer avec lui et il leur montre le danger de ces aventures. Tous, pénétrés de leur prestige, déclarent qu'ils sont aimés pour eux-mêmes, que la dame est la plus honnête du monde.

Il conte aussi cette sinistre anecdote. On fusille un espion à Lyon. On a écarté la foule du champ de supplice par une haie de soldats. Quand le condamné arrive, escorté de deux agents, ceux-ci ont bien un coupe-file, mais le condamné n'en a pas. On ne veut pas lui laisser franchir la haie. Dix minutes, on parlementa. Vainement le condamné invoquait ses titres et ses droits…

— Le 10. Galliéni resterait dix jours encore. Aux raisons de maladie, s'ajoutent des « frictions » avec le G.Q.G. On met en avant les noms de Noulens, Lebrun. Et aussi la combinaison Briand à la Guerre et Bourgeois au Quai d'Orsay. Quant à Lyautey, il perd du terrain à la Chambre, où on le sait mal disposé pour les parlementaires.

— Un certain coiffeur a deux frères soldats, l'un mitrailleur, l'autre musicien. Il les déclare également utiles, car les musiciens seront nécessaires pour l'entrée à Berlin. Voilà l'état d'esprit créé et entretenu par la Presse.

— Le 14. Avec le colonel M… chez Prunier. Il dit que les Allemands auront Verdun s'ils y mettent le prix et que s'ils n'ont pas

pris Reims, Soissons, Arras, c'est qu'ils n'ont pas poussé à fond. Il confirme que, depuis deux mois, l'état de santé de Galliéni a nui à son effort. Par ailleurs, la comparution devant les commissions parlementaires l'écœurait.

Puis M. conte des histoires de méridionaux. Celui qui se justifie : « J'étais seul. Ils étaient 40.000. Qu'est-ce que vous auriez fait à ma place ? »

D'Accambray, il dit que c'est Saint-Just (nous sommes tous les trois camarades de promotion), que les parlementaires de la Commission de l'Armée subissent, tout en regimbant, son ascendant. M… rend hommage à sa droiture, à son absence d'étroite ambition. Enfin il reconnaît que Joffre mange comme un ogre et dort comme un enfant.

— Le 14. Encore un général qui se montre dur pour l'État-Major. Il blâme les indemnités excessives, les grandes facilités de vie qu'apporte la guerre aux grands chefs. Il dit le haut commandement grisé par cette omnipotence soudaine, sans bornes. Il voit dans l'attitude de cet État-Major la revanche de l'affaire Dreyfus. Il traite ces généraux de Jésuites. Il déplore leur répugnance pour les Anglais et l'explique par des raisons religieuses : ce sont des protestants.

— À minuit, on m'apprend que le général Roques serait nommé à la Guerre. Son nom est peu connu de la foule et du monde. Et puis, Roques, c'est encore Joffre.

— Le 15. On me dit que Briand ne veut pas prendre le ministère de la Guerre parce qu'il est sûr de l'adhésion roumaine et qu'il veut être aux Affaires Étrangères quand l'événement se produira, afin d'en avoir le bénéfice direct.

— Reinach écrit dans le Figaro que la guerre est un art noble. Un art, et noble, tuer des êtres humains !

— L'historien Aulard, qui se dit pénétré du pur idéal révolutionnaire, écrit à la même date dans le Journal, en parlant des Allemands : « Il faut en tuer, en tuer le plus possible ! »

— L'aberration des mentalités me confond toujours. Un pacifiste militant, qui fut du bureau de Berne, souhaite devant moi une guerre longue, écrasante, indéfinie et tremble et pâlit à la seule idée de la paix.

— Painlevé, que j'avais vu le 11, reconnaissait qu'il y avait eu de graves dissentiments entre Galliéni, réellement malade, et Joffre. Il citait de ce dernier, à propos de la succession éventuelle de Galliéni et du choix d'un remplaçant comme ministre de la Guerre, ce mot historique : « Surtout, pas de général ! »

— On se plaint dans les journaux que la France ne déploie pas assez son génie inventif. M B… dit que, seuls, les communiqués inventent. Sa mère propose que le Service du Communiqué soit rattaché à la direction des Inventions.

— Sur le besoin de sommeil de Joffre, R… tient d'un de ses amis qu'un général ayant fait un rapport urgent et grave à Joffre, celui-ci s'éveilla aux dernières paroles et balbutia : « Eh bien, général, quel est l'objet de votre visite ? »

— Le 16. Henry-Paté, revenant de Verdun, dîne chez M Guillaumet. Il affiche un optimisme absolu, avouant ensuite drôlement qu'il l'afficherait même s'il était inquiet. Après le dîner, quelques convives oublient les soucis du moment dans un poker prolongé.

Ce fut vraiment le dîner de la bourgeoisie à Paris au vingtième mois de la guerre, pendant la bataille de Verdun. On entendit le père qui s'excuse de n'avoir qu'un fils sergent, près de la dame qui s'excuse de n'avoir qu'un mari sous-lieutenant. On entendit rouler toutes les banalités sur la guerre qui traînent dans les journaux. Pas un cri de pitié, de solidarité vraie, pour ceux qui souffrent indiciblement dans cet instant même, pas un cri d'indignation contre le fait même de la guerre.

— Philippe Berthelot s'affirme l'Éminence grise des Affaires Étrangères. C'est un personnage singulier. Intelligent, spirituel, il affiche un scepticisme sans limite. Et il n'est guère possible de savoir si c'est le fond de sa nature ou s'il le montre par besoin d'étonner, d'éblouir, s'il ne cache pas en dessous une sensibilité réelle.

— Le 17. Ribot enlève le vote des crédits et lance son habituel couplet sur l'armée. La Chambre est chaude pour les soldats et froide pour les chefs.

— Un jeune officier, qui voulait sans doute apprendre l'anglais, désigne la poitrine d'une jeune infirmière anglaise et lui demande le nom de ces avantages. Elle lui répond : « Touchez, mais ne nommez pas. »

— Héroïsation. Un officier de réserve fait une chute de cheval à 20 kilomètres du front. Il se brise le petit doigt, se fait ramener à Paris. Et peu à peu, de bonne foi, l'histoire se transforme. Si le cheval est tombé, c'est qu'il était faible du devant. Et il était faible du devant parce qu'il avait, jadis, reçu un éclat d'obus dans le poitrail. On devine la métamorphose. Au bout de quelques mois, le héros est tombé du cheval qui recevait un obus.

— Des chauffeurs de camions du ravitaillement de Verdun disent qu'ils ont peine parfois à éviter d'écraser des soldats qui recherchent l'accident : « Tu ne peux donc pas m'écraser une quille ? »

— Le 17, dans son discours, Ribot a dit : « On peut commencer d'apercevoir la fin de la guerre. » Cette phrase a eu un immense retentissement. Je l'ai entendu épeler par des ménagères, dans les rues, dans les gares. À Munich on l'a affichée. Cinq jours après, on me demande encore au téléphone ce que j'en pense. Elle a ému les deux camps. Ceux qui attendent une promesse de paix. Ceux qui appréhendent une menace de paix.

— Le 22. On dit Joffre consolidé par la nomination de Roques : « Il est solide comme un Roques », dit M X…

— Là-dessus, d'ailleurs, deux écoles. Les uns (Painlevé) disent que Joffre est mal avec Roques. On aurait joué par là un mauvais tour à Joffre. Les autres disent que c'est une feinte et que les deux hommes s'entendent comme compères.

— Une doctrine qui s'affirme : étant donné l'absence d'artillerie lourde au début de la guerre, il aurait fallu être plus forts ou plus prudents. Je fais remarquer que si on adopte la thèse de la pure agression allemande, la question ne se posait pas.

— On dit à Tristan Bernard qu'on a fusillé un général. Il s'écrie : « Pas d'optimisme béat ! »

— Il est juste de retenir qu'à la séance du Reichstag du 23 mars, il s'est trouvé des socialistes comme Haase pour parler « du massacre des masses populaires », dire « qu'il n'y aura ni vainqueurs ni vaincus » (cela au milieu des cris de dégoût, dit le

compte-rendu), dire « nous, socialistes, qui exécrons la guerre ». C'est tout de même le premier Parlement de belligérants où aient retenti ces paroles courageuses.

— Une histoire de Tristan, encore inédite quand il me la téléphone. Deux soldats servent la messe. Ce sont des enfants de chœur novices. Et l'on entend celui qui tient les burettes demander à l'autre : « Dis donc, par quoi qu'on commence ? Par la flotte ou le pinard ? (l'eau ou le vin). »

— Caillaux se propose d'intervenir, très documenté, à la Chambre, sur l'artillerie lourde. Il montrerait aux députés le danger, pour eux et le régime, de la légende qui veut que le Parlement ait refusé les crédits demandés à cet effet par le haut commandement, et il en démontrerait la fausseté.

— La Conférence des Alliés a duré les 27 et 28 mars. Le premier soir, on disait Briand enchanté des résultats inespérés, entrevoyant la fin de la guerre à courte échéance.

Le second soir, Painlevé n'a pas la même impression. Certes, Briand lui a dit que cela avait bien marché. Mais on lui a dit aussi que les Italiens s'étaient montrés fort subtils, imposant leurs formules, ajournant leur déclaration de guerre à l'Allemagne. De Roques, même impression.

— Une immense remontée de troupes australiennes venant d'Égypte. Des hommes magnifiques et joyeux. J'imagine les squelettes aux dents riantes…

— La Conférence des Alliés aurait fixé les conditions minima de la paix, notamment quant à Constantinople.

— Quelqu'un regrettant que le prince de Serbie ne fût pas convié à cette conférence, bien qu'il fût à Paris, on fait remarquer qu'il eut à peine le temps de voir sa maîtresse. Alors…

— Une plaisanterie à l'ordre du jour. Quelle est la différence entre un vase de Chine et un officier d'État-Major ? Aucune. Tous deux sont décorés avant d'aller au feu.

— On accuse les Allemands de mêler à l'avoine expédiée d'Amérique de petites fourches destinées à perforer les intestins des chevaux, et de mettre des hameçons dans les boîtes de conserves également américaines.

Aux Inventions, on revient à trois reprises sur ces faits et on les examine dans un esprit scientifique. Les fourches paraissent être l'extrémité des clous de maréchal, extrémité qu'on fait sauter pour dégager la pointe. De fait, la fourche s'adapte rigoureusement au clou. La question est de savoir si la malveillance a utilisé ces déchets. Quant aux hameçons, ce ne seraient que des rognures de fer-blanc, détachées des boîtes.

— Le 31. La Presse parle toujours des « soldats français » comme d'une caste particulière. Oublie-t-on qu'il s'agit surtout de ruraux arrachés à la terre, et que les jeunes classes mobilisées depuis la guerre furent instruites en quelques mois, c'est-à-dire qu'il ne s'agit en aucun cas de soldats de métier ? Le soldat français, c'est le paysan casqué.

— Briand, fatigué, dit : « Oh ! Je voudrais être général pour pouvoir me reposer. »

— Il donne comme blason à la Censure : « Deux poids, deux mesures, et une paire de ciseaux. »

— L'affiche « Taisez-vous, etc. » me hante. Oui, il faut se taire. Nous voilà ramenés au règne végétal. Un peuple de navets. Oh ! sur toute la ligne, c'est bien la régression !

I · 20

— Le 2. Dimanche, au Bois de Boulogne. Un temps d'été. Une foule de fête. Il y a de petites allées, près des Lacs, où on fait « la queue », comme au théâtre. De Neuilly à Saint-Cloud, pas un coin relativement désert.

— Le 5. Fantaisie : Joffre a été tué à la Marne. Mais on a découvert un vieux gardien de batterie qui lui ressemble et qui tient l'emploi.

— Le D W… dit que les généraux étaient des hommes de guerre en temps de paix et des hommes de paix en temps de guerre.

C'est d'ailleurs fréquent que la même personne raille le militaire professionnel et ait foi dans une victoire remportée par ce même militaire.

— On cite parmi les Inventions drôlatiques, celle qui propose de vider le Rhin dans le Danube. Ainsi le passage en serait facilité. Quelqu'un dit : c'est l'ablation du Rhin. Ou : c'est l'opération du Rhin flottant.

— Le 7. Doumer aurait traité en Russie l'affaire des contingents russes en France. La Russie aurait promis une brigade par armée. La première est partie.

— Visite d'Accambray. Il me dit qu'il veut fonder à la Chambre un groupe de Vigilance et d'Information, où on se renseignera mutuellement, groupe qui « ferait la pluie et le beau temps » et qui réunirait tous ceux qui ont voté pour le Comité secret. Il continue de se plaindre de l'hostilité à son égard de la Commission de l'Armée. Il me parle aussi d'une proposition de loi dont il prévoit qu'on lui interdira de lire l'exposé des motifs et qu'il fera alors imprimer. « Comme tout cela sera long », dis-je. Il me répond que la guerre aussi sera longue.

— Il faut inlassablement marquer l'atmosphère de mensonge créée par la Presse, ce ton emphatique, ces exagérations absurdes, ces silences criminels. Il faudrait en citer des exemples. Mais on les retrouvera ; on les confrontera avec la vérité enfin dévoilée.

— On a censuré tout un article d'un chroniqueur, plus poincariste que Poincaré, dans Excelsior. L'article s'appelait, me dit-on, « Préparons la Paix ». Il s'agissait de relever le commerce, l'industrie, les arts et les tarifs douaniers. Thèse orthodoxe. Mais on l'a censuré parce qu'il envisageait la paix. C'est un mot que la censure ne peut pas voir. Cela continue de me confondre. Car si vraiment le souple Briand guette le moment de cette paix, comment peut-il en éloigner l'opinion, au lieu de l'y préparer ?

— Feuilletons : Le fiancé de l'Alsacienne. Cœurs virils. La vermine du monde (les espions allemands).

— Le 9. Le parti national-socialiste s'est réuni. Par 1.900 voix contre 900, grâce à Sembat et Thomas, il a décidé de ne pas aller au Congrès international. « Bonne journée, puisqu'il n'y aura pas d'entente, pas de paix », disent les patriotes orthodoxes. Évidem-

ment, ils sous-entendent que les Alliés sont actuellement vaincus. Comment expliquer cette soif inextinguible de sang, sinon par l'orgueil ?

— Le 10. Le préfet de l'Aube dit qu'à Troyes les hommes revenant du front apportent une mentalité de coloniaux en congé, une soif impatiente de plaisir sans frein. Et cette fièvre gagne toute la ville.

— On veut avancer l'heure, pour mieux adapter la journée de travail à la journée solaire et économiser ainsi du luminaire. La résistance viendrait en particulier des Compagnies d'électricité qui, fournissant moins, gagneraient moins. Il y a aussi le patriote, qui ne veut pas avoir la même heure que l'Europe centrale, l'heure de Berlin !

— Les gens qui vont au cinéma disent que les vues du front sont accueillies par le silence. À propos du cinéma, notons que la moitié de Paris courut voir un film américain, Les Mystères de New-York, qui a duré des mois. À table, on parlait des héros de ces aventures comme de vieilles connaissances.

— Quand on reprit partiellement le village de Vaux, une cuisinière, ayant lu le communiqué, courut à sa patronne : « Madame ! madame, on a repris un morceau de Vaux ! »

— Le 11. Accambray, maintenant, croit à deux ans de guerre. Il paraît que c'est nécessaire pour refaire l'Europe. La victoire doit sortir de l'excès de la souffrance. J'objecte que la France, dont la natalité a baissé de moitié depuis la guerre, est en train de s'anémier. On me répond qu'il faut manger son capital pour ne pas être mangé. Car on ne doute plus que nous étions menacés d'être

mangés. Hypnotisé par la frontière, le patriote n'envisage plus les autres maux qui menacent son pays.

— M… du groupe Baudin, Lapauze, etc., vient me voir. Il est partisan de la guerre à outrance, aboutissant à la défaite de l'Allemagne, « sans quoi la planète ne serait plus habitable ». J'observe qu'avant la guerre, il menait une vie agréable, sans oppression. Il répond que nous ne pouvions plus vivre. Il le croit. Cette mentalité, fort répandue, est née d'une sorte de suggestion développée par la Presse. Il faut noter à ce propos l'insensibilité absolue de cette bourgeoisie aux sacrifices humains. Cela n'existe pas. On dirait qu'on se bat sur le papier.

— L'entourage de Briand parle d'une offensive en juillet. Même en cas de victoire, on refuserait la paix offerte à ce moment. Car il paraît que des représailles sont nécessaires.

— Dans son discours aux parlementaires français, Asquith trace des conditions de victoire assez modérées : « Préparer les voies pour un système international assurant des droits égaux à tous les pays civilisés… régler les problèmes internationaux par des négociations conduites sur un pied d'égalité… que le règlement n'en soit pas gêné par la pression d'un gouvernement contrôlé par une caste militaire. » Cette modération irrite la presse de réaction.

— Le 12. Le G.Q.G. se défend du reproche de n'avoir pas fait assez de voies ferrées. Il dit que le Gouvernement lui refusa des wagons. En effet, Ribot n'a pas voulu en commander à l'étranger, afin d'économiser l'or. La censure a interdit la note justificative du G.Q.G.

— Le 14. Maginot et Violette, députés, ont fait repousser, comme trop modéré, le projet sur l'abaissement de la limite d'âge des généraux. Ils ont fait discrètement, mais franchement, le procès du haut commandement. Cela a passé inaperçu. À retenir cette formule de Violette : « Nous sommes dans une alternative tragique. Si nous parlons, nous sommes des traîtres, si nous nous taisons, nous serons peut-être des complices. »

— Quand des officiers allemands s'évadent, La Liberté dit : « Parbleu ! Cela devait arriver. Ils s'étaient plaints insolemment de vivre sous le même toit que leurs hommes. » Et le même numéro de ce journal applaudit « les courageux officiers français qui viennent de brûler la politesse aux Boches ».

— Barthou dit que Briand ne saurait durer, qu'il faut des hommes d'action. Il examine les présidents du Conseil possibles et brusquement : « Qu'est-ce que tu penserais de moi ? », demande-t-il à son interlocuteur. Ce dernier répond qu'il faudrait un homme décidé à changer le haut commandement, que Barthou gouvernant avec les droites, prendrait difficilement cette résolution, qu'il aurait contre lui les socialistes et ceux des radicaux qui suivent Caillaux. Barthou réplique qu'il aura pour lui les deux tiers des socialistes, et que, devant l'énergie de son action — entendait-il par là une rénovation du haut commandement ? — il serait suivi.

— C… essaya de décider le philosophe Bergson à écrire une lettre à Balfour, où il proposerait que les Alliés actuels signassent dès maintenant une alliance pour le temps de paix. Bergson parut séduit.

— Le 16. À un déjeuner offert aux représentants alliés aux Inventions, je dis à Painlevé l'opportunité d'un discours de Briand dans le même sens qu'Asquith. Il s'y rallie chaleureusement.

— Le Journal signale une lettre du pape aux juifs d'Amérique, où il dit qu'il est temps pour les hommes de rentrer dans la voie d'amour. Jouerait-il son rôle de messager de paix ?

— Plus tard, en lisant les articles sur les taxations, la vie chère, on s'imaginera de vives et sensibles souffrances populaires. Or, en ce printemps 1916, nul signe extérieur de cette souffrance. L'observation directe, les rapports des commerçants, des domestiques, de tous ceux qui touchent les classes sacrifiées, révèlent une résignation à peine plaintive, un ennui supporté sans révolte. Tous les restaurants, des plus humbles aux plus fastueux, donnent une stupéfiante impression de grasse chère, d'abondance imperturbée, de goinfrerie pantagruélique. Y a-t-il de nombreuses misères cachées ? Rien ne les trahit à l'oreille aux écoutes. Sans doute sont-elles isolées, sans voix et sans lien. Et les allocations apaisent bien des indignations.

— Sur le Quai d'Orsay, avec Bouttieaux, nous rencontrons le capitaine Ménard, un aviateur qui vient de s'évader d'Ingolstadt avec le lieutenant Pinsard. Ils franchirent les fossés du fort en plein jour, afin de voir quand les sentinelles laissaient le champ libre. Pendant 2 minutes 1/2, au rythme de leurs allées et venues, elles avaient le dos tourné. C'est dans cet intervalle qu'ils franchirent le fossé. L'opération rata une fois. Ménard seul passa. Ils s'aidaient d'une échelle de six mètres, faite avec le plancher d'une salle de bains. Ils avaient de fausses clés de toutes les serrures. Tous deux vêtus en trimardeurs, ils voyageaient la nuit, dormaient le jour, dans de petits bois de sapins. Ils avaient 15 jours

de vivres sur le dos. Ils se guidaient avec une carte au 1/320.000 et une boussole, en suivant le Danube. Ménard me dit qu'il a lu beaucoup de mes livres à Ingolstadt, où la lecture était la seule distraction.

— Les Allemands annoncent qu'ils ont fait 38.000 prisonniers à Verdun. Une note officielle française nie, disant que le total des tués, prisonniers, disparus, n'atteint pas ce chiffre. Les Allemands offrent de publier les 38.000 noms…

— Le 18. Dîner avec l'inventeur Torrès et l'écrivain Ibañez, tous deux Espagnols. Ibañez, qui a parcouru l'Allemagne et la Turquie, dit que la Turquie n'est pas asservie aux Allemands et qu'elle compte bien s'en débarrasser.

— M Guillaumet, M B… et sa sœur consultent Freya, la plus intelligente des chiromanciennes, qui se fait 300 francs par jour, à 10 francs la séance. Aucune des trois femmes n'a demandé quand finirait la guerre.

— Tristan me cite un tout petit professeur ; exigu, haut de 1 m. 50, qui déclare qu'on chassera les Allemands « d'un coup d'épaule ».

— Certains de ceux qui ont perdu leur fils par la guerre paraissent en éprouver un moindre chagrin que s'ils l'avaient perdu dans la paix. Les patriotes admirent ce stoïcisme ; ils appellent cela « avoir du cran ».

— On envisage encore la rupture de l'Amérique et de l'Allemagne, rupture qui déciderait de l'attitude d'autres neutres : espagnols, scandinaves. Mais personne n'en parle comme d'un gros

événement. C'est un des effets de cette torpeur qui atténue même les deuils.

— Chaque jour partent du front 2.000 lettres de soldats qui en ont assez.

— Les patriotes se délectent de cette anecdote sauvage. Une petite fille a son père tué et son oncle qui n'est point au front. Et elle dit : « Oh ! Maman, j'aimerais mieux être à la place de papa qu'à celle de mon oncle. »

— Ma cousine J. B..., d'une extrême dévotion, a eu son fils tué à Douaumont comme observateur en avion. Dans une lettre d'elle, se mêle à son chagrin la pure thèse réactionnaire : « On n'avait rien vu, ni prévu, sans quoi, après 20 mois, nos braves enfants ne seraient pas tués. »

— Ces mêmes bourgeois n'accusent pas l'impéritie des militaires. Et il est curieux de noter à ce propos que la petite phalange qui accusa l'État-Major dans l'affaire Dreyfus ne s'est pas reconstituée pour apporter ce même esprit d'examen dans la guerre, pour juger ces hommes qui n'ont su ni la préparer, ni l'éviter, ni la conduire, ni l'achever.

— Jacques G..., détaché comme inspecteur à la Sûreté Générale, surveille les Indiens à Paris. Il y a des chefs opulents qui s'efforcent de fomenter un soulèvement dans leur pays. On a déjà saisi en France des caisses d'armes destinées aux Indes. On cite une princesse indienne chez qui on a mis comme femme de chambre une indicatrice.

— Bellicoles : Les photographes pour « agrandissements » de soldats tués.

— Titre de feuilleton : La colonne infernale.

— Le 27. Représentation des 30 ans de théâtre, à Ménilmontant. Public de quartier. L'acteur Lucien Guitry dit une poésie où la Prusse est copieusement injuriée, où passent les trois couleurs et la Marseillaise. Le tout est écouté dans un silence mortel. Et Guitry, dans la coulisse, gronde, furieux : « Brutes, salauds, brutes… »

— Aux cinémas du Boulevard, ce n'est qu'au jour chic, le vendredi, le jour de la bourgeoisie, qu'on acclame les généraux et les films patriotiques.

I · 21

— Le 2. Galliéni, vers le 15 décembre 1915, s'est plaint dans une note que les attributions du ministre, du Gouvernement et du haut commandement ne soient pas précisées. Il voulait que chacun fût mis à sa place. Son mécontentement à ce sujet — et sur la signification faussée de la nomination de Joffre généralissime — ne serait pas étranger à son départ. Poincaré aurait mis son exemplaire de cette note dans sa poche et n'en parla plus.

— Visite de Combes, ministre d'État, 80 ans, aux armées. Il répétait obstinément à chacun qu'il avait été capitaine de la garde nationale en 1870. Visite aussi de Clemenceau. À ceux qui le détournaient d'aller en première ligne, il répond : « Quoi ? Combien ai-je à vivre ? Quatre, cinq ans. Et malade… Et puis, un accident réjouirait tant de gens ! »

Clemenceau arrive à un guetteur d'avant-poste qui lui crie : « Tais-toi ! » On dit à cet homme : « C'est Clemenceau. » Réponse : « Ah ! C'est Clemenceau. Eh bien, qu'il se taise tout de même. » Ce guetteur raconte qu'il est à cinq mètres du guetteur allemand : « Depuis quelques jours, il est enrhumé. Il toussait tout le temps. Mais il va mieux. »

— Le 3. Viviani et Thomas partent en Russie. On veut croire encore, en ce qui concerne Viviani, qu'il s'agit d'avant-pourparlers de paix.

— Thomas, en Russie, doit pousser la fabrication du matériel, compromise par des grèves. Viviani doit contrebalancer près de la tzarine l'influence germanophile du prêtre Raspoutine.

— À propos de ce pope, une anecdote de Tristan. Raspoutine va trouver le grand-duc Nicolas en Pologne. « La Vierge m'est apparue dans la nuit de mercredi à jeudi. Elle m'a dit de voir le grand-duc et de l'engager à traiter avec la forte, l'invincible Allemagne. » À quoi le grand-duc : « Eh bien, moi, la Vierge m'est apparue dans la nuit du jeudi au vendredi. Elle m'a dit que j'allais recevoir la visite d'un moine immonde et que je devais le foutre à la porte. »

— Un officier me dit qu'à son arrivée à Paris il avait eu la même impression de fête que lorsqu'il y revenait jadis d'une campagne coloniale. À Armenonville, où il déjeuna le 30 avril, en servit 600 repas.

— La Presse donne chaque jour une pincée d'informations militaires. Au 22 mois de la guerre, je relève celle-ci : « Le Gouverneur de Paris rappelle que les sous-officiers rengagés peuvent seuls porter des numéros métalliques, les autres des numéros de

drap. Les chefs de corps sont invités à veiller à l'observation rigoureuse de ces prescriptions. » Nous sommes sauvés !

— Le 4. Berthelot prédit toujours dix-huit mois de guerre. Crozier rapporte d'Angleterre la même impression.

— Je dis à Trarieux l'idée que j'avais eue de consulter des gens en place sur la date de suspension des hostilités. Il me répond qu'il faut interroger Joffre, Briand, Berthelot.

— Le capitaine Ménard déjeune chez M R... Il conte son évasion. Les journaux l'ont publiée. Ils n'ont pas dit, cependant, certaines ruses qui eussent été ainsi éventées. Par exemple, les camarades de Ménard et Pinsard inondèrent leurs effets et leur literie d'eau de Cologne, afin d'en dénaturer l'odeur et de dépister les chiens que les Allemands lancent à la poursuite des évadés. Un braconnier leur enseigna que pour dépister ces chiens en cours de route, on doit jeter du poivre derrière soi et s'enduire les semelles d'ail. Ces procédés leur réussirent. Pinsard, qui s'était déjà évadé une fois en se jetant d'un train en marche, avait été découvert dans un taillis par une petite fille, car les écoliers sont également lancés à la recherche des évadés. Il lui fit grâce de la vie et fut repris. Ils eurent plusieurs alertes. Dès la sortie du fort, un homme leur parla. Ils ignoraient l'allemand. Pinsard répondit « Ya » à tout hasard. Cet homme en resta stupide. Plus tard, des manœuvres de cavalerie amenèrent des troupes dans le bois où ils étaient cachés. Un cheval hennit même. À la frontière suisse, la nuit, une sentinelle allemande vint vers eux. Ils étaient décidés à tout. Mais cet homme posa sa culotte, son fusil et autre chose. Il avait frôlé la mort sans le savoir. Au premier buffet de gare suisse, ils dévorèrent tous les petits pains destinés au premier déjeuner. Le buffetier leur dit : « Vous venez d'Allemagne ? » À Ge-

nève, ils furent courtement reçus au consulat français. Enfin, on les reconduisit à Annemasse, en terre française. Et là ils s'embrassèrent.

J'accompagne Ménard à l'Aéronautique. En me quittant, il me demande d'intervenir pour faire avoir la croix…à Pinsard.

— J'ai dit les efforts tentés pour que Briand parlât avant Pâques. Cela fut convenu au Conseil un mardi. Mais le jeudi, Freycinet dit qu'il était absent la dernière fois, qu'il détournait de ce projet. Au Sénat, Clemenceau répliquerait. À la Chambre, les socialistes s'en autoriseraient pour parler à leur tour… Il serait plus sage que Briand parlât au Congrès interparlementaire économique, qui se tenait alors. Finalement, Briand se tut partout.

— Poincaré va visiter l'hôpital de M X… L'avant-veille, un représentant du protocole vient examiner les lieux. Le perron est à gauche de l'allée d'accès. Ce personnage déclare donc que le président descendra d'auto dès l'avenue, car il ne peut descendre qu'à droite. Et nous sommes au 22 mois de guerre !

— Il y a une vive hostilité au décalage de l'heure. L'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, l'ont adopté. Ce qui frappe, c'est que, sous la Révolution, on a changé en peu de temps tous les poids et mesures.

— Un sergent raconte que le lieutenant P…, boucher de profession et son compatriote, achevait au couteau les blessés allemands devant la tranchée et rentrait les mains rouges de sang en disant : « Comme cela, ils ne souffriront plus. » En parlant des journaux, ce sergent dit : « Il n'y a de vrai que le feuilleton. »

— De grands hôtels des Champs-Élysées, qui avaient été transformés en hôpitaux, rouvrent.

— Le 9 mai. Le Livre Jaune a publié un rapport de l'ambassadeur Cambon signalant avant la guerre les intentions belliqueuses de l'Allemagne. Mais un passage est supprimé. C'est une conversation du roi des Belges et du kaiser, où ce dernier marque la volonté de la France de faire la guerre, volonté exprimée par le réveil national et l'élection de Poincaré. Ce dernier connaît l'existence de ce document.

— Le 10 mai. À l'hôtel Meurice, à une table voisine de la nôtre, déjeunent l'ancien ministre de la Guerre Messimy et le député Tardieu. Nous causons à l'issue du repas. Ils viennent du front. Ce qui les frappe, à l'arrière, ce sont deux groupes, l'un d'optimisme béat, l'autre de pessimisme absolu. La vérité est entre les deux. Cependant, le clan optimiste les choque, ceux qui mangent des truites en disant : « Voyez comme nous tenons et comme nous sommes héroïques. » Ils réclament encore des efforts industriels.

Messimy me dit qu'à Amiens on lui a raconté que j'écrivais un livre sur les infirmières. Je confirme que je ne veux rien publier pendant la guerre et que je me borne à ces notes.

— Les journaux n'ont donné des soldats que des lettres héroïques. En voici deux d'un autre ton. J'en garantis l'authenticité. L'une : « Voilà le beau temps. C'est triste de penser à la mort quand on est en bonne santé. À quoi cela sert-il ? Pourquoi anéantir en masse des tas de braves gens qui ne demandent qu'à vivre avec leur famille ? Folie, méchanceté, idiotisme d'une mino-

rité qui écrase le nombre, le peuple de moutons que nous sommes. »

L'autre : « Dimanche de Pâques. La neige. Les obus : cent en cinq minutes. Le repas : une sardine et deux biscuits. On se dispute l'eau au fond des trous d'obus. Elle est jaune de poudre. Il faut la laisser déposer dans le quart avant de la boire. Cela nous semble tout de même bon, car on meurt de soif. Nous sommes au bois de la Caillette : arbres arrachés, pas une feuille, pas un brin d'herbe. Rien que des bras, des jambes, des troncs, des fusils, de tout. C'est affreux. Jamais je n'aurais imaginé chose pareille. Je me le rappellerai. Nous avons fait 14 jours comme cela. Je ne vous le cache pas : si le civil voyait ses enfants dans cet état, il demanderait vite la paix. »

— Ai-je noté l'histoire de cette petite actrice qu'un éditeur parisien amena dans la tranchée ? On lui exhibe un prisonnier allemand. Elle lui jette un torrent d'injures à la face, à ce point que l'homme interrompt, avec un ineffable accent faubourien : « Ah ! zut, à la fin, la ferme, j'en ai assez. » C'était un troupier qu'on avait déguisé en prisonnier, pour en faire les honneurs à la demoiselle.

— Dans leurs lettres, les soldats disent les dangers qu'ils courent. Le besoin d'exalter sa bravoure est plus fort que le souci d'épargner de l'inquiétude à sa famille.

— Le 10 mai. Le Matin raconte les débuts de l'affaire de Verdun, tels qu'ils me furent confiés en mars. L'article semble destiné à l'apothéose de Castelnau et découvre Joffre. On s'étonne que la Censure l'ait laissé passer. On imagine qu'il prépare le rempla-

cement de Joffre par Castelnau. Voilà les soucis qui priment tous les autres, en guerre !

— Un sous-lieutenant qui fut aux Dardanelles dit que le général B… offrit 40 sous à un troupier s'il montait sur le parapet de la tranchée. Il monta et fut tué aussitôt.

— Le 7. Je reçois de Suisse une lettre — ouverte par l'autorité militaire — d'un révolutionnaire allemand, Hermann Fernau, auteur d'un libelle « Précisément parce que je suis Allemand » où il met en accusation les Hohenzollern. Il a lu mon roman La Mémoire du Cœur, où est exposée la doctrine déterministe. Il se prétend troublé : si les individus ne sont pas responsables, faut-il les châtier ? Voici des citations :

« Ce n'est pas que j'ignore les digressions sur l'irresponsabilité. Mais on ne me les avait pas encore servies sous une forme si lucide. Si votre théorie est juste, alors mon livre est absurde et j'aurai eu grand tort de crier à travers le monde qu'il y a des coupables et qu'il faut les punir pour nous débarrasser à tout jamais de la guerre…

« Qui est responsable de la guerre ? On dit : C'est Guillaume II, son fils, leurs conseillers, etc. Alors, vous répondez : ce n'est pas leur faute ; ils étaient les jouets de leurs instincts, les instruments d'autres puissances, les pauvres instruments de telle fatalité historique.

« Tout se révolte en moi contre cette thèse. Une dynastie qui a dévasté le monde, qui a fait tuer des millions d'hommes, semé la haine, détruit les germes de culture, peut-elle avoir le pardon du peuple qu'elle a trompé, ruiné, compromis dans le monde entier ?

« Voilà, cher monsieur, la question que vous pose un Allemand qui n'est d'aucun parti, qui tâche d'être sans haine, qui aime son pays et rêve d'une entente des peuples, seule garantie d'une paix durable et féconde.

« Répondez-moi. Nous sommes quelques-uns ici (pacifistes, socialistes et républicains allemands) qui se chamaillent constamment sur cette question de la responsabilité, qui est bien la plus grosse pour nous autres, travailleurs de la pensée, qui se soit posée depuis la guerre.

« En nous donnant votre avis, vous contribuerez à élucider le principe de la question et à fixer notre programme pour l'avenir.

« Vous voyez que votre roman prend un intérêt extraordinaire dans les circonstances actuelles. Il y a longtemps que je n'en ai pas lu de plus captivant. »

J'aurais voulu aller en Suisse pour connaître ce milieu et collaborer à son œuvre. Mais j'ai dû consulter le ministre Painlevé et il m'a demandé de me borner à envoyer, par une personne sûre, une réponse purement théorique.

— À propos de l'article du Matin sur les débuts de Verdun. Une note communiquée par l'Intérieur, mais évidemment inspirée par l'entourage de Joffre, proteste contre l'intention du G.-Q.G. de se replier derrière la Meuse.

— Une affiche, sur un mur, à Serbonnes, annonce une vente de matériel de ferme après décès. C'est l'épilogue d'un des innombrables drames de la guerre. Le mari tué au feu, la femme s'est jetée à l'eau. Il reste trois petits. On vend.

— Poincaré prononce à Nancy un aigre discours où il décrète que l'Allemagne devra demander la paix, et non l'offrir. L'académicien Boutroux approuve, dans la Revue des Deux Mondes. Le directeur de La Liberté applaudit le discours et l'article : « Le mot paix sera dérisoire dans une bouche allemande tant qu'elle aura des dents. » C'est une loi fatale qu'on est d'autant plus affamé de guerre qu'on est plus réactionnaire.

— Le 15. Clemenceau au Sénat, Maginot à la Chambre, menacent de sortir de tels papiers que gouvernement et haut commandement en sauteront.

— Le 16. Téléphonage avec Accambray. La Commission de l'Armée s'est réunie le samedi 13. Tardieu nie être l'auteur de l'article du Matin sur Verdun. Briand et Roques sont interrogés sur l'origine de ce papier. Briand se défend de l'avoir inspiré. Il accuse la Censure, promet des sanctions, s'échauffe et noie la Commission sous des flots d'éloquence.

Accambray croit que la Censure a fléchi devant la puissance d'un grand journal et que Briand n'est pas fâché qu'elle ait laissé passer.

Il me dit qu'en somme on fait commander par ceux qui ne commandent pas (Pétain) et que ceux qui commandent (Joffre) ne commandent pas.

— Exemple de fièvre obsidionale, de mentalité à l'envers. B..., ancien polytechnicien, a fait sa carrière au ministère de l'Intérieur. J'ai connu chez lui Léon Bourgeois, Sarrieu, le directeur du Matin Poidatz. Il a de la fortune, un fils unique au front. Il est ingénieux et artiste. Imaginant que les sous-marins allemands posent des torpilles en chapelet, il rédige une brochure et

l'adresse aux armateurs pour en obtenir des confirmations. Là-dessus, depuis le Temps jusqu'à l'Action Française, un déchaînement d'odieux soupçons : « Cet homme a voulu innocenter les sous-marins boches. Il a eu des informations qui ne viennent pas des journaux… » Vainement il répond qu'il aggrave au contraire le cas desdits sous-marins, qui deviennent ainsi responsables même des torpillages où ils n'apparurent pas. Vainement il énumère la source de chacune de ses informations, toutes puisées dans la presse. Vainement il est pathétique, il crie son indignation d'honnête homme. La passion politique aidant (car il est fonctionnaire), il est submergé sous des flots d'injustice et de folie.

— Pierre Loti se croit encore victime des militaires. Il était avec Pétain. Il reçoit l'ordre, signé Joffre, de se mettre à la disposition du ministre. Alors, il met en branle ses collègues académiciens, Poincaré, Deschanel, il envoie deux fois l'un de ses amis chez Briand, pour savoir d'où vient cette sèche disgrâce. Joffre ou Pétain ? Dans le hall du Palais d'Orsay, vers dix heures du soir, il me demande de téléphoner à Painlevé pour percer le mystère, car Painlevé doit voir les généraux à un Conseil de Défense. Le lendemain matin 17, Painlevé me promet de chercher. D'après ce qu'on en dit au Conseil, il pense bien que c'est Pétain. Et cela révolte Loti. Car Pétain lui a dit, au moment où il quittait Verdun : « Vous resterez avec moi si vous voulez. Vous êtes chez vous chez moi. » Et il lui aurait dit cela après avoir déjà signé son renvoi ?… Oh ! Loti s'en méfiait. Il me dit : « Il a un mauvais œil, cet homme-là. »

— Rentrant des Vosges et d'Alsace, Painlevé a vu Franchet d'Espérey qui commande un des trois groupes d'armées et qui lui

a fait bonne impression. À la Marne, ce général aurait voulu retarder de 24 heures l'offensive, afin de laisser s'engager Von Kluck et le couper.

— Les gares de l'Est et du Nord sont le théâtre des scènes les plus pathétiques. Le père qui accompagne son fils sous-lieutenant, ces deux hommes qui ne parviennent pas à se séparer, s'étreignent, se quittent, se reprennent encore. Ou l'adjudant et sa compagne assis sur un banc, mains liées, absents du monde… C'est peut-être là que se jouent les plus affreux drames. C'est là que se fait la brisure entre les êtres qui s'aiment, là qu'est sensible, visible, l'arrachement, peut-être éternel. Les morts ne savent pas qu'ils sont morts. La souffrance qui continue après la mort, c'est celle des survivants. Et c'est là, dans ces gares, qu'on voit se quitter ceux qui vont mourir et ceux qui les pleureront.

— Une fois de plus, la France est sauvée ! Des gardes municipaux, semés par les rues, interdisent à tout homme en soldat de lire un journal.

— Le 19. On croyait à une houleuse rentrée des Chambres, car les députés revenaient de leurs circonscriptions. Mais Briand a fait luire des aurores de victoire, prêché la concorde, etc. Toute velléité de révolte semble étouffée. Toutefois, dans le Bonnet Rouge, Raffin-Dugens, un de ceux qui furent récemment à Kienthal avec les socialistes allemands, affirme sa décision de parler.

— Épilogue de l'histoire Loti. Briand a vu Joffre et Castelnau à un Conseil qui se tint à Chantilly et où l'on prit des décisions sur l'offensive, le 17 mai. Il a fait faire aux deux généraux des nœuds à leur mouchoir afin qu'ils pensent à nommer Loti près de Franchet d'Espérey !

— Un de nos amis a trouvé chez un marchand d'autographes une lettre de Marcel Prévost à Henry Houssaye. Prévost répond aux réflexions suggérées à Houssaye par la lecture de M. et M Moloch, roman de Prévost sur l'Allemagne. Dans cette lettre, par conséquent contemporaine du roman, Prévost dit ouvertement que, quant à lui, il souhaite la guerre de revanche.

— Joffre vient encore de dire au colonel Gamelin (22 mai) que ce serait fini en octobre prochain. Cet homme est incurable.

— Clemenceau assure qu'on ne saurait faire d'offensive efficace avant 1917, à cause des retards provoqués par la révolte irlandaise, les grèves russes, les offensives austro-allemandes.

— Le 23. Pour la première fois, Wilson parle d'une médiation, puisqu'aucun des partis ne peut vaincre.

— Le 23. Une majorité à la Chambre semble résolue à une séance secrète. Le Gouvernement s'y refuserait.

— Au Sénat, à la Commission de l'Armée, Briand dit à Clemenceau qu'il a créé des difficultés diplomatiques au front. Clemenceau, chez les Anglais, a reproché à leur général en chef de n'avoir pas fait d'offensive malgré les ordres de Joffre. D'où plainte de ce général à son gouvernement, car il n'a pas à obéir à Joffre.

— Une femme a eu un enfant d'un soldat anglais. Et elle sanglote : « Ce pauvre petit… quand on pense que je ne comprendrai pas ce qu'il me dira. »

— Ingénu, un ministre dit : « Heureusement, nos ennemis sont divisés. » Il s'agit des ennemis du ministère.

— Le 23. Raffin-Dugens lut à la Chambre un commentaire de cette question : « Combien d'hommes et d'argent coûtera à la France la paix décrite par M. Poincaré à Nancy. » Cette lecture n'a pas provoqué d'incidents.

— Le même, le 26, déclare à la tribune « que les nations se sont ruées les unes sur les autres ». Tumulte ; le président, la majorité protestent, debout. On en est encore à la doctrine de l'agression pure.

Cependant la demande de comité secret, les bruits de crise ministérielle, sont des signes de mécontentement.

— De Victor Margueritte : le Comité des Forges a fait une démarche au Sénat afin qu'en cas de reprise de l'Alsace-Lorraine, les produits métallurgiques de ce pays soient dirigés vers l'Allemagne, afin de ne pas nuire à l'industrie française.

— On parle toujours d'un ministère Clemenceau et on lui donne comme adjoints successivement Barthou, Doumer, Briand même. Celui-ci se retournerait alors contre Poincaré. On parle aussi d'un ministère Doumergue, dont Caillaux serait en fait le vrai premier ministre.

— L'uniforme se surcharge. Après les galons, les médailles, après les chevrons de séjour et de blessures, voici la fourragère, à porter par tout corps cité à l'ordre du jour.

— Revue de Rip à Marigny. On évite d'y flatter le chauvinisme. Je note une scène : les animaux se félicitent de n'être plus chassés. « Enfin les hommes sont venus à la douceur, à la paix, ils sont civilisés. »

— La petite partie sauvegardée de la Belgique est flamande. Les Wallons s'y sentent si peu chez eux que l'un d'eux, s'installant au Tréport après avoir séjourné à Furnes, dit : « Ici, au moins, on se sent chez soi. »

— Le 29. Les prêtres traquèrent Galliéni jusqu'à la mort. Dans son agonie, il les vit à son chevet, se dressa : « Qu'on me laisse tranquille. » Ils revinrent la nuit et lui donnèrent l'absolution à travers la porte de la chambre.

— Visite au médecin-inspecteur Vincent, qui a créé un des vaccins anti-typhiques. C'est un homme doux, fin, humain. Nous causons dans son Institut du Val-de-Grâce. Il avoue qu'il y eut 40.000 cas de typhoïde à Bar-le-Duc fin 1914 et laisse entendre que bien des médecins étaient hostiles au vaccin. « Si on n'avait pas vacciné alors, il n'y aurait plus d'armée. »

— Le 31. Richard m'invite, avec le député-colonel-aviateur Girod, à Armenonville. Girod dit son goût de l'aviation, ses ennuis, lors du premier raid de zeppelins à Paris, où blessé, couché, on le rendait responsable du manque de défense comme commandant du camp retranché. À une table voisine, déjeunent trois petits aviateurs de vingt ans avec trois petites femmes. Ils ont des yeux ardents, des narines dilatées. Girod me dit que beaucoup prennent de la morphine et de la cocaïne, mais il leur est indulgent, sachant les dangers qu'ils courent.

I · 22

— Enterrement Galliéni. À midi, au moment où il me faut traverser le boulevard Saint-Germain, la foule garnit les trottoirs. Des chaises, des échelles, des bancs. Des gens bouffent. Une femme vomit. On est gai : « Vous allez voir le cortège ? » Ou bien : « Et on dit qu'il n'y a personne à Paris ! » On loue des fenêtres à 20 francs la place.

Vers six heures, la triste fête, que j'ai pu éviter, est finie. Je croise un soldat qui emmène par la bride un cheval sans cavalier, un cheval de général, garni d'une selle de velours, de peau de tigre et d'or. Quinze personnes suivent, héroïques. Un jeune homme, qui parle au soldat, éclate de gloire, d'orgueil, d'extase. Ça explique toute la guerre, cette vue-là.

— Le 2. Painlevé me ramène en auto d'un déjeuner offert, par les Belges, à l'hôtel Meurice, au Comité Interallié. Il est inquiet. Un radio allemand annonce une bataille navale dans les eaux danoises. Trois navires anglais seraient coulés. Painlevé veut s'arrêter au ministère de la Marine. À son retour, il dit que les Anglais ont ordonné à leurs navires de ne pas télégraphier par T.S.F. Aussi les renseignements sont-ils incomplets. Il semble, une fois de plus, qu'il y ait partie nulle.

— À Armenonville, nous vîmes arriver un merveilleux cavalier, ganté dans un uniforme ineffable et dansant sur un pur-sang. Richard me dit : « C'est un interprète à la gare P.-L.-M. »

— Toujours des bruits noirs sur Verdun.

— Le 4. La bataille navale du Jutland eut un sort singulier. Le premier jour, les Anglais annoncent froidement leurs pertes, les

Allemands illuminent, donnent congé aux écoles, si bien que c'est une défaite anglaise. Puis les pertes s'équilibrent. Et enfin aujourd'hui nos journaux annoncent une victoire anglaise.

Tristan Bernard me rappelait à ce propos le mot de Napoléon dans le Mémorial : « Il n'y a de victoires que celles qu'on proclame. » Tristan ajoutait que Salamine et Marathon furent des victoires grecques parce que les Grecs avaient une presse mieux organisée que celle des Perses.

Le but de la rencontre du Jutland était, dit-on, de permettre à deux croiseurs allemands de rompre le blocus et d'aller vers Arkangel couler des transports russes.

— Le 3 juin, le ministère semblait moribond. La gauche démocratique du Sénat lui aurait porté un coup fatal. À propos du Comité secret, on y sortit une lettre où Galliéni attirait l'attention de Joffre sur la menace qui pesait sur la région de Verdun-Arraucourt et sur le peu de défense de ladite région. Joffre répondit sur un ton singulier, demandant le nom des officiers qui colportent de tels on-dit, auxquels il n'attachait d'ailleurs pas d'importance.

— Briand est à Londres pour secouer les Anglais et leur demander d'agir. Ils ont peu de combattants à Salonique.

— Quelle stupeur, plus tard, de regarder les photos de femmes pendant la guerre, ces silhouettes de petites guenons malades ! Quand on s'indigne, on s'entend répondre : « Les hommes aiment cela. » Pourtant, j'ai vu des permissionnaires rigoler à la vue de ces poupettes. À leur place, il me semble que je leur flanquerais la fessée.

— Un permissionnaire, hébergé à Serbonnes, dit que, si on prolonge un troisième hiver, il y aura « des accidents ». Il entend par là des défections.

— Des notables de Thann ont eu deux fils tués. Mais la reprise de l'Alsace les domine tant qu'ils oublient leur deuil et ceux de la planète. Ils disent : « Le kaiser nous a rendu un grand service en provoquant la guerre ; car la France n'aurait pas fait la guerre de revanche. »

— La mort de Kitchner, sur un navire coulé dans des conditions qu'on tait, est accueillie d'un ton placide, comme s'il avait succombé à une longue maladie. On dit même : « le ministère anglais en est consolidé ; Kitchner était hypnotisé par l'Égypte ; il avait fait les Dardanelles ; il était hostile à Salonique ; si Lloyd George le remplace, tout sera pour le mieux. » Bref, une mauvaise presse.

— Quelques-uns disent aussi, avec envie : « Oh ! Tout un État-Major disparu. Voilà une chose qui ne nous arrivera pas ! »

— J. M… disait : « Décidément, la guerre est une chose sérieuse et grave : c'est folie de la confier à des militaires. »

— Un régiment, en marche vers Verdun, fait entendre des mugissements en traversant un village. On s'étonne. Les hommes expliquent : « Quoi ? Est-ce qu'on ne nous mène pas à l'abattoir ? »

— La mode féminine a choisi des jupes amples et de hautes bottes au moment où l'étoile et le cuir doublent de prix…

— Le permissionnaire casqué, celui qui revient du front, ne sourit jamais. Il a la mort devant les yeux.

— Les gares d'arrivée à Paris sont infestées de filles qui assaillent les soldats. On fait peu contre ce danger.

— Le député Favre, le 6 juin, interpelle sur Verdun. Il amène Briand à accepter un Comité secret pour le 16 juin. Son succès est caractéristique. Il avait fait la première interpellation de toute la guerre. On le traitait alors de fou.

— Le 7. Sarrail voulait arrêter les souverains grecs. Briand s'y oppose : « Cela amènerait des complications diplomatiques. »

— On demande à J. Reinach d'intervenir en faveur des juifs russes. « Je ne suis pas juif, mais libre-penseur. »

— Tristan fait dire à des Anglais, sur la disparition de Kitchner : « Oh ! c'est malheureux… Un si beau bateau. »

— Les frères F… réunissent Barrès et Humbert. Celui-ci reproche à Barrès de tromper les lecteurs de l'Écho de Paris par son optimisme. « Je leur verse un ballon d'oxygène », répond Barres.

— Viviani, retour de Russie, dit qu'il est assez content de son voyage. Il n'y a pas de puissant parti germanophile là-bas. Les Russes envoient 60.000 hommes en France et une brigade à Salonique.

— Une manœuvre serait préparée pour discréditer, le cas échéant, le Comité secret. On enverrait des indiscrétions en Suisse, et on accuserait ensuite les députés de ces fuites. Un députée dévoile ce plan à une de ses amies.

— On me répète avec insistance qu'au sein du Conseil, Briand serait pour la paix et Poincaré pour une guerre indéfinie. La pensée est atroce, insupportable, d'un homme sacrifiant tant de pe-

tits gars à son ambition. Quel malheur d'avoir vécu dans un temps où cela soit encore possible, où le Nombre ne s'aperçoit pas encore qu'il est le nombre, où il ne s'organise pas, ne se révolte pas, ne s'impose pas.

— Il faut le reconnaître. En général, le paysan s'émeut plus de voir ses intérêts menacés — prix du grain, privilège des bouilleurs, impôts — que de se voir enlever ses enfants. C'est affreux, mais c'est ainsi. En Bourgogne, tout ce qui peut ramener un sourire sur les lèvres des parents qui tremblent pour un fils, c'est une belle vendange.

— Cela ne devrait-il pas ouvrir les yeux, que tous les réactionnaires aiment la guerre ? Cela ne prouve-t-il pas que c'est un héritage du passé, le plus sauvage ?

— Le délire de la mode gagne les mobilisés. Et alors, ce sont des costumes de fantaisie grâce auxquels on s'efforce d'être crâne, beau, fendant, suave, héroïque, des bonnets de police sur l'oreille, des bérets sur l'épaule, de grands revers, des chemises bleues, des cravates assorties, de hautes bottes fauves aux patients laçages, une frénésie d'éblouir.

— Cette guerre aura démasqué la fragilité du mariage. 80 0/0 des femmes sont heureuses d'être loin du mari et la moitié a pris un remplaçant. C'est un drame courant dans le peuple. Ce témoignage me vient de gens qui connaissent mieux que moi les milieux populaires.

— On me cite une femme qui fait des obus le jour et le trottoir la nuit.

— Sixte-Quenin publie une brochure où il dit que « le peuple accueille la guerre avec une résignation sombre et que les feuilles cléricales l'accueillent avec des cris d'allégresse, comme une messagère depuis longtemps attendue ».

— Le 14. Les journaux allemands ont publié l'aveu du bourgmestre de Nuremberg, que les avions français n'étaient pas venus sur cette ville au début. Or, c'est une des raisons de la déclaration de guerre. Les journaux français font un discret silence là-dessus. Pourquoi ? N'est-ce pas le désir inconscient de prolonger la guerre, de cacher un fait qui peut être un début d'explication, une occasion de dissiper des malentendus ?

— Dans ceux qui veulent la paix, il y a ceux qui pâtissent et ceux qui compatissent.

— On disait qu'après la mort de Kitchner, l'Angleterre filait un mauvais coton. À quoi quelqu'un répond qu'il faut toujours qu'elle file du coton.

— Tristan, en allusion au grand nombre de troupes du Midi qui se seraient rendues, dit que la gare la plus encombrée de colis à destination des prisonniers est celle de Marseille.

— Signoret me dit deux traits de son camarade L… L'un : « Ah ! quelle gaffe on a commis, au début de la guerre ! Sans elle ce serait fini. — Mais. quelle gaffe ? — La Marne ! » L'autre : « Les Allemands arrivent toujours à leurs fins. S'ils veulent la paix cette année, ils l'auront. »

— La chute de Salandra n'émeut personne. On dit aussitôt : il fait place à un ministère plus belliqueux.

— M B… lit des lettres de son fils. Il cite deux circulaires du général C…, l'une ordonnant aux hommes, au lieu de se plaindre de la nourriture à leur famille, d'écrire simplement : « Tout va bien. Vive la France ! » L'autre ordonnant de déclarer dans les lettres que plus la guerre durera, plus la France sera heureuse, et que le gouvernement de Briand est le meilleur des gouvernements.

— Le 13. Au Comité interallié des Inventions, on félicite les trois colonels russes de la victoire de Broussiloff. L'un explique : « Nous avons la horde. » Le délégué italien est le plus chaleureux, car son pays est directement décongestionné.

— Le 15. Déjeuner avec l'abbé Wetterlé. D'après une lettre de Mulhouse, la vie y est difficile. Beaucoup de denrées manquent. Un lapin coûte 9 marks. On ne délivre du lait que pour les nouveau-nés, chez les pharmaciens.

Wetterlé raconte qu'un Alsacien, voyant le portrait du kaiser dans un journal, jette la feuille en disant : « Merde ! » Contravention. On le défend devant le tribunal en alléguant qu'il dit ce mot-là quarante fois par jour. Aussitôt, un des assesseurs glisse au président : « Mais alors, il parle français tout le temps ? »

— Le changement d'heure, du 14 au 15 juin, a été accueilli en bonne humeur à Paris. Les campagnes sont plus réfractaires. Certaines habitudes y sont réglées par le soleil. Les vaches ne veulent pas se laisser traire une heure plus tôt. Beaucoup de ruraux refusent de toucher leur montre, au risque d'être en désaccord avec les horaires officiels : trains, écoles, etc.

— Le 16. Première séance du Comité secret. Maginot, Accambray, Bénazet, Margaine, Chapedelaine ont parlé. On dit : ce fut la séance des sous-secrétaires d'État. On ricanait à cette idée

quand ils escaladaient la tribune. Ils ne furent pas éblouissants. Briand eut des mots. Quand Bénazet hurle contre l'affaire de Verdun, Briand le félicite de sa mémoire, car il ne faisait que répéter les faits apportés par Briand à la Commission de l'Armée. On fut unanime à blâmer Joffre.

— Deuxième séance du samedi 17. Elle est mauvaise pour le Gouvernement. Abel Ferry et Renaudel se montrent supérieurs. Le général Roques piteux. Il lit une lettre d'un Allemand qui atteste que les Français savent construire des labyrinthes. Les vieux parlementaires jugent que le gouvernement, pour se sauver, devra sacrifier le haut commandement et même éviter de le remplacer par l'équipe Castelnau.

— Tous les pays qui eurent un Comité secret en publièrent un compte-rendu. La France, flambeau de la civilisation, interdit qu'on en dise un mot !

— Poincaré envoie une épingle, perle et diamant, à Sarrail, pour le féliciter de la retraite de Serbie. Sarrail la donne à sa fille.

— Lloyd George dit qu'au premier Conseil interallié, en 1915, un colonel français — d'origine irlandaise — prôna l'artillerie lourde, contre la majorité de l'assemblée. Les arguments de cet officier le frappèrent et décidèrent des mesures prises en Angleterre pour la fabrication.

— Troisième séance du Comité, dimanche 18. C'est le triomphe d'Albert Thomas, qui présente habilement des chiffres d'accroissement dans la production du matériel et glisse sur l'artillerie lourde.

— Quatrième séance, lundi 19. Violette s'y montra redoutable contre l'État-Major. Mais Briand força les applaudissements. À tel point que Moutet se leva, blanc comme un cierge, déclara qu'il n'y avait plus de partis, qu'on marcherait la main dans la main. Cette intervention fut diversement accueillie par ses collègues socialistes. Mais Briand triompha. Habilement, il représenta que Joffrre dirigeait les armées alliées. Comment les priver de leur chef, au moment où il triomphait sur le front russe ? Bref, l'opinion, défavorable à Joffre, a sauté cap pour cap. Après en avoir dit tout le mal possible, on va le garder.

— Le mardi 20, discours de Delcassé au Comité secret. Il tente de justifier son horreur pour Salonique. Il est hué magistralement, unanimement. Les socialistes demandent acte de cette unanimité. Est-ce déjà le ressentiment contre l'homme qui voulut la guerre ? Briand se taille un nouveau succès dans sa réponse à Delcassé : « Non, monsieur, la France ne fait pas ces choses-là… »

— La séance du mercredi 21 est de liquidation. On vote la clôture.

— Le jeudi 22, vote de l'ordre du jour. Briand veut que la confiance lui soit marquée. Un moment, il menace de claquer les portes parce qu'on la lui refuse. Bref, il l'emporte et n'a contre lui que 80 opposants, socialistes et interpellateurs. C'est une faillite pour ceux qui espèrent la paix, pour ceux qui espèrent un effort accru, ou le changement du cabinet, ou celui du haut commandement…

— Comment naissent les légendes ? En voici une qui court aux armées. Le général Herr a blessé mortellement Galliéni au bas-

ventre. Castelnau a tué Herr. Tout cela dans le bureau de Galliéni !

— Poincaré dit qu'en totalisant ses présences au front, il a fait trois mois. De plus en plus impopulaire aux armées. Deux balles auraient traversé sa voiture au dernier voyage.

— Brizon écrit un article : « Le mauvais président ». Sous couleur de parler du président chinois, il dit de dures vérités à Poincaré. La censure l'interdit. Brizon le lit à la Chambre. L'Officiel le publie. Brizon peut alors le reproduire dans un journal.

— Marcelle Capy, qui vient de publier Une voix de femme dans la mêlée, me montre une lettre où le député P... la félicite de son humanité. P... prétend qu'il donnerait sa vie pour la paix. Mais, au Comité secret, ni lui ni d'autres n'ont jeté le grand cri de pitié pour les 1.500 morts quotidiens, au nom des mères, le grand anathème à l'absurde, à l'odieux de « la guerre en elle-même ».

— Les journaux signalent fièrement que la natalité a baissé à Berlin de 28 0/0. Naturellement, ils omettent de dire qu'elle a baissé de 50 0/0 à Paris.

— Titre de feuilleton : Bochemar.

— Le 23. Ultimatum à la Grèce portant démobilisation, changement de ministère, réélection de la Chambre. Mais on n'y prend pas garde, car on a les yeux sur le sous-marin allemand qui vient d'émerger froidement à Carthagène.

— Auguste B... vient aux Inventions. D'après lui, Sarrail remportera une victoire énorme et qui l'imposera, dès qu'il aura du matériel, en particulier du 65 de montagne Il décrit « l'œil d'artiste » qui s'illumine, à traiter une question militaire. Il assure

que Sarrail réclame depuis six mois des mesures énergiques contre la Grèce.

— Le 24. À l'occasion du vote des crédits, à la Chambre, pour la première fois Brizon, du haut de la tribune, tend la main aux minoritaires allemands, souhaite la paix immédiate sans annexion et blâme le discours de Poincaré à Nancy. Deschanel proteste pompeusement. La Chambre accueille le tout sans trop d'indignation. Trois députés seulement refusent de voter les crédits.

— Pourquoi n'a-t-on pas mis de honte autour de la guerre, comme autour des autres actes qui nuisent à l'espèce, tels que l'onanisme et le suicide ? Pourquoi n'a-t-on pas élevé autour d'elle les mêmes barrières de réprobation qu'autour de ces autres menaces ? Sans doute, des instincts plus forts encore que l'instinct de défense l'ont emporté : le vertige vaniteux d'être le premier, d'être le plus puissant, le vainqueur, de mépriser le danger, le goût de la lutte, bref tout ce qui sursaute d'enthousiasme dans la bête humaine, devant les mots et les emblèmes belliqueux.

— On prête aussi à Briand ce propos : « On illuminera le 14 juillet. »

— Le 27. Une vague d'espoir extraordinaire déferle. L'offensive anglaise, devinée depuis le samedi 24 par le communiqué anglais, par une visite de Briand au front anglais, a déchaîné ce cyclone. Une fois de plus, on attend, on veut croire. Le succès de l'offensive russe ajoute à l'optimisme. On a oublié l'exemple de Verdun. On dit : « Pourquoi pas ? » Les articles de journaux s'appellent : Hallali… Lutte finale… Le commencement de la fin… Messieurs les Anglais, tirez les derniers.

— La guerre ? Une sélection à l'envers, qui supprime l'élément jeune et fort.

— Les soldats ont la haine du gendarme. Ils en auraient pendu six à Verdun à des crocs de boucher.

— Tout est absurde dans l'absurde. Les journaux disent : « Deux ans de guerre, ce n'est rien pour un tel bouleversement. N'y a-t-il pas eu la guerre de 7 ans, de 30 ans, de 100 ans ? etc. » Encore un coup, ces guerres n'ont de commun que le nom avec la boucherie actuelle, entre nations.

Les journaux disent encore : « Pas de paix tant que les Allemands occupent dix départements. » Mais la paix doit justement entraîner leur départ de ces dix départements.

— Le 29. Les bruits sur la reprise de Lille sont lancés par un radio allemand.

— Excelsior demande qu'on pétrisse le cerveau des enfants pour en faire des guerriers. Ah ! nous sommes loin de la dernière guerre…

— Le 30. La préparation de l'offensive anglaise donne une impression de nouveauté. Ces raids, ce souci des moindres pertes…

— Le 30. Le colonel Ferrié, de la T.S.F., confirme que le radio sur la prise de Lille fut lancé par les Allemands, au nord d'Arras. Lui-même était à la tour Eiffel quand ce radio fut surpris. « Attention grande nouvelle. Les Anglais, etc… » S'agissait-il d'un farceur ou d'une manœuvre destinée à produire une dépression ?

I · 23

— Le Matin a organisé le 24 juin un déjeuner dit « de la poubelle délicieuse ». Il s'agissait de prouver qu'on laisse tomber, dans la préparation des aliments, des déchets dont on peut faire des plats : feuilles extérieures du chou, tête du poisson, etc. Mais certainement les Allemands vont s'emparer du fait pour dire : « Les Français se nourrissent avec leur boîte à ordures. »

— Le 4. Je vois Painlevé, heureux des succès français, atterré des difficultés que rencontrent les Anglais. Il ajoute que ces derniers demandent le secours de notre État-Major.

— Le 4. R… a vu le colonel Pénelon, qui fait liaison entre l'Élysée et le G.Q.G. D'après lui, le mouvement de pression dans la Somme doit durer trois mois et ne donner des résultats que fin septembre.

Les Anglais ont manqué de munitions le 3, faute de ravitaillement. Aussi auraient-ils reperdu trois villages, près de Thiepval.

La France est toujours calme, grâce aux allocations, hauts salaires, inorganisation des campagnes qui d'ailleurs vendent bien leurs produits. Enfin, le ton de la presse, le « jusqu'au bout » d'autant plus émouvant qu'il ne signifie rien, agissent sur l'opinion.

Le moral des soldats, toujours d'après R…, serait plus inquiétant que celui de l'arrière. Un bataillon vient de se révolter en Champagne. Ce n'est pas au feu, où la vanité et l'ivresse agissent, mais au repos, que le mécontentement éclate.

— Le 4. Cruppi a déjeuné ce jour à Amiens avec Joffre et Foch. Enthousiasme classique de ces sortes de déjeuners : admirable préparation, minimum de pertes, longs espoirs, prochaine attaque plus à l'Est, etc. Confirmation que les Anglais sont très éprouvés.

— Le 4. Première séance secrète du Sénat. Debière et Roques parlent. On estime qu'il y aura à peine 30 voix contre le Gouvernement.

— Le docteur Jean L... revient du front. Il dit sa stupeur de l'expansion de la prostitution aux armées : dans les villes sous le feu comme Reims, les villes de l'arrière comme Épernay, les villages de repos. Tout le monde s'y met. Une villageoise était si active à l'amour qu'on l'appelait la mitrailleuse. Recrudescence prodigieuse de syphilis.

Anecdote du même : un notaire lyonnais, peu avant la guerre, était menacé de poursuites : on l'avait surpris avec un garçon boulanger. À la guerre, il s'engage, à 50 ans, s'expose, devient sous-lieutenant, reçoit la Légion d'honneur. Qu'adviendra-t-il de lui à la paix ?

Et qu'adviendra-t-il aussi des apaches qui ont la croix de guerre et qui seront arrêtés pour « vagabondage spécial » ?

— Le 5. Avec sa double face anglaise et française, on ne sait ce que donnera cette offensive. À cinq minutes d'intervalle, on vous dit : « Allons, c'est la victoire et la paix. » Et : « Cela va exciter les Allemands à prendre Verdun. »

— Le 5. À la deuxième séance du Comité secret sénatorial, parle Painlevé. Il a du succès. Au moment où il montait à la tri-

bune, Briand, gai et goguenard, lui rappelant le temps où lui, Painlevé, était de l'opposition, lui dit : « Eh bien, vieux frère, c'est à votre tour d'être sur la sellette. »

— On colporte un mot du roi d'Espagne au chirurgien bordelais Moure, qui le soigne depuis longtemps : « Si les Français savaient ce que je sais de la situation intérieure de l'Allemagne, ils illumineraient. »

— Le dessinateur nationaliste Forain est camoufleur. Avec un physique de vieille femme molle et grasse, il arbore des uniformes héroïques. Et Pétain, qui le connaît, le voyant arriver ainsi travesti, l'aurait accueilli d'un : « Oh ! Si Forain te voyait ! »

— J'imagine Joffre et ses aides, ou Foch et ses aides, discutant sur la carte, jetant ici, là, des effectifs, pour enlever un bois, un moulin, une tranchée. Des effectifs ! Voilà ce que deviennent pour eux les hommes, leurs égaux. Et penser qu'ils peuvent en disposer avec insouciance, avec inconscience, comme de bêtes ! Ah ! Pauvre créature, tu as bien le sort que tu mérites, c'est-à-dire le sort que te vaut l'ignorance, l'inculture où on t'a laissée…

— Chiffre exagéré, mais rumeur symbolique : on admet que les Anglais ont perdu 35.000 hommes pour prendre le village de Montauban.

— La Presse du 6 juillet, sous la plume d'un reporter qui visite les tranchées de Picardie : « Voici les cadavres allemands : la laideur de la race s'exaspère dans la mort… » Et, à propos de peupliers, fauchés par les obus : « L'artillerie allemande, quand elle ne peut pas atteindre les hommes, s'en prend à la nature. » Ah ! le voilà, le terrible alcool !

— Le 6. Humbert parle au Sénat, troisième séance du Comité secret.

— Mon fils achète des brodequins militaires chez Manfield. La petite vendeuse nous dit : « Ah ! Quand donc n'en vendrons-nous plus autrement que comme brodequins de chasse. » Nous n'avions échangé aucun propos qui décelât nos opinions. Elle pense donc pouvoir dire à un client quelconque, sans qu'il s'en indigne, sa hâte de la fin. Cela est nouveau à la ville.

— Poincaré est haï au front pour sa froideur aigre, sa maladresse orgueilleuse, son incapacité de dire aux soldats un mot du cœur. Il est vrai que ses essais ne sont point heureux. Dans un hôpital, à un amputé des deux jambes, il demande : « Quelle est votre profession ? — Cultivateur. — Ah ! Cela va vous gêner dans votre métier. »

— Sur 192 anciens élèves de l'École Normale pris comme sous-lieutenants d'infanterie, il y a 110 tués.

— Je vois un coquebin de la « préparation militaire », bonnet de police, fusil, baïonnette, tout raide de vanité, fesses tendues, si certain de son héroïsme et de l'attention universelle, si glorieux d'éblouir. Et j'ai la sensation aiguë qu'en fouillant dans son petit cerveau, on y trouverait, grelottant comme une amande sèche, toute la pensée de guerre, toute la mentalité qui nous a valu cette chose immonde.

— Ma mère recevait en visite une cousine de M Poincaré, qui lui donna les noms des parents de cette dame. Ma mère les inscrivit dans un livre où je les retrouve :

Mère : Mosboer, Munichoise.

Père : Bérucci, Italien.

— Une photo de prisonniers allemands et des soldats qui les surveillent. Comme ils se ressemblent, gardés et gardiens ! Quelle paix cordiale entre eux ! Rien n'illustre mieux l'ignoble absurdité.

— Une des plus abominables figures de la guerre, c'est le marchand en gros, qui fait fortune sur la misère des temps. Le pouvoir est impuissant contre eux. Pour baisser le prix de la viande, on agit de biais contre ce potentat, ou ouvre des boucheries municipales, afin de contraindre à la baisse par la concurrence. Je ne sais où, les laiteries en gros ayant décidé de fixer le prix du lait à 0 fr. 30, la municipalité en est réduite à donner le conseil d'user le moins de lait possible : la consommation diminuant, les marchands seront bien obligés de baisser leurs prix.

— On dit : l'armée Broussiloff, l'armée Letchisky, l'armée Mackenstein. En France, flambeau de la civilisation, il est interdit de nommer le général Foch, qui commande le groupe d'armées du Nord. Son nom vient d'être censuré hier dans un journal.

— Les communiqués sont imprimés avec des artifices typographiques — caractères gras, soulignages — qui laissent dans l'ombre les revers et illuminent les succès. Celui qui lit vite ignore la défaite. Comme c'est commode !

— Le Comité secret du Sénat s'achève le dimanche 9. Clemenceau a parlé. Mais, dit Tristan Bernard, « il était dans une condition inférieure ». Briand, dans un discours très applaudi, semble avoir laissé entrevoir l'espoir d'une paix séparée de l'Autriche. Il n'y eut que 6 voix contre le Gouvernement.

— Caillaux, il y a six mois, « aurait eu en poche l'Alsace-Lorraine ».

— Un député demande à Caillaux : « Est-il vrai que vous avez soutenu le ministère de votre main puissante pendant le Comité secret ? » Caillaux reconnaît le fait, ajoutant qu'il ne le soutiendrait plus si Verdun tombait.

— J'entends demander à un patriote : « À quand la fin de la guerre ? » Il répond fièrement : « Il n'en est pas question. » Je discerne nettement qu'il se sent héroïque, admirable, grandiose — et si facilement, pour ce que ça lui coûte ! — d'avoir affiché cette cruelle désinvolture.

— Le 11. Un officier en mission à Paris évoque — tel qu'il lui apparut aux conférences — un Joffre fatigué, répétant d'une voix étouffée sous la moustache : « Il faut en tuer le plus possible… tuer des Boches… tuer des Roches. » Moyen vraiment puéril et qui veut ignorer les ressources du contingent allemand.

Il dit que les officiers, après deux ans, sont physiquement et moralement las. Le grand ressort est cassé. Il cite un commandant d'artillerie qui ne peut plus se rappeler le nombre de ses batteries. Il dit la haine qu'il lit dans le regard des hommes, lui qui pourtant s'efforce de rester en communion avec eux. La bienveillance ne les désarme plus. Il garde la vision de la veille, au Bois-le-Prêtre, de ces yeux chargés de haine.

Ce qui le décourage, c'est cette vie au jour le jour, c'est de ne pas voir de but devant lui.

— Excelsior, avec un tact parfait, donné un portrait de Briand, le pied sur une peau de tigre avec ce titre : « Après le Comité se-

cret » et rappelle que Clemenceau est surnommé le Tigre.

— Le docteur R… énumère les raisons de durée indéfinie de la guerre. Ceux qui y ont intérêt sont : 1 les officiers qui jouissent d'une situation qu'ils ne retrouveront pas dans la paix ; 2 les industriels et commerçants qui s'enrichissent par la guerre ; 3 les bourgeois qui sont mobilisés dans des emplois spéciaux sans danger ; 4 les parlementaires qui ne voient pas comment finir et qui se maintiennent en session continue ; 5 les journalistes, les uns casés à la maison de la Presse, les autres alimentés par les fonds secrets, tous vendant bien leur papier ; 6 les réformés et non-mobilisés, avocats, médecins, etc., qui gagnent plus qu'en temps normal, étant moins nombreux ; 7 les ouvriers organisés, repris par les usines, à hauts salaires ; 8 les familles à allocations.

Au contraire, ceux qui veulent voir la fin sont : les bourgeois sans relations, les ouvriers sans organisation, et les cultivateurs. Aucun ne peut faire entendre sa plainte.

Réplique explosive du patriote : « Vous oubliez les sentiments patriotiques ! »

Autre réplique : « Tous ceux qui ont perdu quelqu'un veulent qu'il soit vengé et que leur sacrifice ne soit pas inutile. »

Cela n'est pourtant point exact. Beaucoup de ceux-là s'ensevelissent dans leur deuil. On ne les entend plus. Beaucoup n'exigent point que de nouveaux deuils s'ajoutent au leur. Et puis, après tout, il y en a peut-être qui maudissent la guerre en soi ?

— Un commandant propose un homme pour la croix après « action d'éclat ». L'homme : « C'est impossible, mon commandant. Je suis souteneur dans le civil. »

— Le 12. Les Voisin me disent qu'un aviateur français a survolé Berlin pendant 40 minutes, après être parti de Malzéville. Il aurait jeté des manifestes et aurait été fait prisonnier à quelques kilomètres des lignes russes où il voulait atterrir.

— Un éclusier de Melun dénonce un caporal qui se serait vanté de se faire réformer grâce à une maladie simulée. Le caporal établit que sa maladie est réelle et poursuit l'éclusier. Le tribunal acquitte celui-ci, condamne le caporal aux dépens : « Si l'accusation n'était pas fondée en fait, elle l'était en apparence, et c'était le devoir patriotique de l'éclusier de dénoncer le caporal. » La presse réactionnaire exulte.

— Poincaré prononce le 14 un discours où il exige l'Alsace-Lorraine. On m'affirme que ce discours n'a pas été lu préalablement au Conseil des ministres. N'est-ce pas prodigieux que cet homme pose ainsi ses conditions, impose des sacrifices au pays sans l'avoir indirectement consulté ?

— Gros émoi pour un sous-marin de commerce allemand arrivé à Baltimore.

— Je vois bien le fossé profond qui me sépare des autres. Pour moi, le monstrueux, avant tout, c'est le fait de la guerre. Pour eux, ils admettent la guerre sans révolte, comme la grêle, le choléra, les fléaux naturels et inévitables. Cela admis, ils discutent des événements de la guerre d'une âme tranquille et que font vibrer tous les échos de batailles.

— Excelsior dit que Joffre se nourrit uniquement de soupe aux choux et de bouillie. Je me rappelle son entourage saluant « sa splendide fourchette ». Voilà comment naissent les légendes.

— Anatole France, qui n'allait plus à l'Académie depuis l'affaire Dreyfus, y est retourné le jeudi 13. D'après les journaux, il était accompagné de Richepin, Doumic, sanglants va-t-en-guerre. Sans doute a-t-il obéi aux suggestions d'un candidat, qui veut sa voix et par conséquent sa présence. Pauvre grand Anatole France… Est-il donc repris par ces gens-là ? S'associerait-il à ceux qui veulent une « paix dure, pour qu'elle soit durable » ? Ils ne se rendent donc pas compte que nul ne sait quelle sera la durée de la paix, à quelque moment qu'elle soit faite ?

— Dans l'Illustration, un dessin : un jeune civil souffreteux, assis sur un banc, regarde passer trois blessés, dont un amputé, qui pètent de joie. Il regrette de ne pas être à leur place. Cela s'appelle : l'Envie. J'ai connu l'auteur de ce dessin quand il illustrait mes romans. C'était un anarchiste espagnol, à idées d'avant-garde.

— Le colonel M… s'extasie sur la lucidité, la vivacité d'esprit de Joffre. Castelnau est un aigle. À un déjeuner chez Painlevé, M… n'est pas loin de faire partager à son hôte ces sentiments de vénération.

— Dans les quartiers populeux, le nombre va croissant de femmes qui donnent un remplaçant à leur mari.

— Parmi les ignobles sentiments développés par la guerre, il y a la basse et cruelle envie : tout un village se félicite, parce qu'un mobilisé, instructeur à Versailles, part pour le front. On dit, en parlant de ses parents : « Enfin ! Ceux-là aussi vont pleurer. »

— Les bijoutiers n'ont jamais fait tant d'affaires. On recherche fort les bijoux de platine (9.000 francs le kilo).

— La femme du général K… déplore que son fils soit employé comme garde des forêts à reboiser la région de Verdun. Pourtant il a eu la croix de guerre en Artois. Cette femme vit dans le miracle. Elle attend la jonction des Français et des Russes à Berlin.

— Le 18. Sur les délégués parlementaires aux armées (défense de dire : les commissaires), Briand résiste. Il montre à la Chambre les dangers de l'institution. Il se fait l'avocat du haut commandement.

— Notons l'obéissance passive d'une foule qu'on disait frondeuse. Fermeture des cafés, censure, on obtient tout sans déploiement de forces ni rudes pénalités.

— La Vie Féminine reproduit un conte intitulé La plus fière. C'est une mère. Le hasard fait que son fils soldat se bat dans le village où elle est restée. Il est tué d'une balle au front sous les yeux de sa maman. Et elle est « la plus fière », parce qu'elle est la seule qui ait vu son fils tomber glorieusement…

— Devant nombre d'édifices à usage d'État-Major, il est interdit aux passants de circuler sur le trottoir et aux cavaliers de trotter sur la chaussée.

— Le jour où le pétrole manque au village, une femme s'aperçoit : « C'est tout de même quelque chose, la guerre. »

— Le professeur L…, grand patriote, s'émeut aussi le jour où le gaz lui manque pour son bain.

— On n'a pas encore osé toucher à l'argent bourgeois. On hésite à frapper d'une taxe de 5 0/0 les notes de restaurant au-dessus de 5 francs. C'est une chose horrible : il y a des milieux où les familles souffrent moins de donner leurs enfants que leur argent.

— Lettre d'un médecin, le plus paisible des hommes, qui soigne des blessés allemands dans la Somme : « Ce n'est pas agréable de soigner ces sales moineaux, mais ça fait plaisir de voir qu'il y en a beaucoup de blessés. »

— Le Sénat vote à mains dressées la préparation militaire obligatoire à 16 ans, non point durant la guerre, mais à jamais. Méfiez-vous, ô vous qui marchez sous les devises : « Guerre à la guerre, la dernière guerre, le désarmement général… » Vous voyez au contraire, par ce signe, que nos vieillards vont au surarmement, à la surcharge militaire, puisqu'ils s'emparent de l'enfance pour la caporaliser.

— Le 24. On conte, dans les couloirs de la Chambre, que Poincaré convoqua Raffin-Dugens et l'invita, au nom de l'Union Sacrée, à ne point se séparer de la majorité dans ses votes. Donnant conseil pour conseil, Raffin-Dugens aurait affirmé à Poincaré qu'il courait à une issue tragique s'il demeurait à la présidence et qu'il ferait bien de reprendre du service dans les chasseurs à pied, où il fut officier de réserve.

— On se gausse aussi d'une photo de Poincaré, donnée par Excelsior avec cette légende : « Lors de sa dernière visite dans la Meuse et la Somme, le président avait revêtu une tenue bleu-horizon complétée par une casquette de la même teinte rehaussée d'une rangée de feuilles de chênes brodée ton sur ton. »

— M X…, à ce propos, dit que Clemenceau, directeur de l'Homme Enchaîné, aurait dû railler ce costume dans un article intitulé l'Homme Enchêné.

— Le 24. Dans une conversation avec le gendre de Sarrail, Briand lui demande si son beau-père ne serait pas disposé à ac-

cepter le gouvernement de l'Indo-Chine. Curieuse persévérance du haut commandement à éloigner ce général. Il lui reproche de n'avoir pas d'ascendant sur les Anglais et les Serbes.

— Le 24. Les journaux racontent enfin le raid de l'aviateur Marchal sur Berlin. La censure s'y était opposée jusqu'ici. Elle supprime encore le manifeste aux Berlinois, lancé par l'aviateur. Ainsi se révèle l'insondable bêtise de cette institution : la France n'a pas le droit de savoir ce qu'elle dit aux Berlinois.

— Vision symbolique. Un vieil homme en officier, uniforme merde-d'oie, bonnet de police sur l'oreille, bottes fauves, sabre tricotant les éperons, vingt rubans étranges sur le thorax, et radieux à éclairer le boulevard. Le croisant, un grand pauvre diable sur deux béquilles, veston de coutil, culotte de velours à côtes, une jambe coupée au ras de ventre, lamentable.

— Une fois encore, je touche les raisons qui me retiennent d'admirer comme les autres tout ce qu'exaltent les journaux d'héroïsme, de sacrifice, de courage. C'est que tout cela soit au service de la guerre, de cette barbarie, cette régression ; c'est que ces vertus ne servent pas la cause du progrès, du bonheur, c'est qu'on ne donne pas la cent-millième partie de cette même abnégation à cette même patrie, dans la paix.

— Le 27. La censure laisse enfin paraître le texte de la proclamation aux Berlinois. Claire et forte, elle appelle la guerre « un carnage ». Elle dit que la paix ne viendra que quand le peuple allemand pourra disposer lui-même de la guerre et de la paix, et quand on aura écarté pour toujours le retour de cette tuerie. Ce langage n'est pas celui des poncifs de nos journaux. C'est l'idéal socialiste pur. Il est singulier que le G.Q.G. l'ait autorisé.

Voisin, que j'interroge à ce sujet, téléphone chez Nieuport. On lui dit qu'un texte allemand avait été d'abord rédigé par le dessinateur Hansi, puis que le texte définitif aurait été arrêté par un État-Major subalterne de l'avant.

— Le 27. Nous dînons, Gabriel Voisin et moi, chez Maxim's. C'est là qu'on est loin de la guerre ! Des aviateurs dînent au champagne. Des officiers anglais en boivent tellement que l'un d'eux peut à peine se dresser et cherche en vain sa tête pour y poser sa casquette. On rit. Le ton de la maison est de ne pas étouffer ces petits scandales, et de s'en offrir l'amusement. Ainsi, on ne sépare pas deux dîneurs assez ivres qui s'engueulent de table à table. Un officier chamarré lance dans le débat : « À bas les civils ! » Je vois Georges Feydeau. Le peintre Flameng passe. Il s'est composé un uniforme civil : képi, veste kaki, leggins, nombreux rubans. Des femmes. Quand un habitué s'enquiert de l'une d'elles, un maître d'hôtel, louche et large comme un souteneur, lui souffle à l'oreille : « Mobilisable ce soir. » Il ajoute le prix, l'adresse, l'étage — droite ou gauche — et l'état sanitaire. Toutes ces femmes ont un filleul et elles sacrifient au patriotisme en lui donnant, à la première permission, leurs faveurs gratuitement.

— Toute la presse proteste contre les déportations infligées aux populations du Nord, du 22 au 29 avril. On avait fait le silence pendant trois mois… Le détail de ce traitement indigne l'opinion. Les gens disent : « Ce n'est pas une façon de faire la guerre. » Hélas !… L'abominable, avant tout, c'est de faire la guerre.

— Quand je vois la frénésie d'avancement des officiers qui ne sont même pas « de carrière », je comprends que la guerre dure !

— La censure supprime la pitié. Elle biffe un article qui gémissait sur le sort du petit personnel théâtral.

— Un surpatriote dit fièrement à un Américain : « Pas de médiation ! » Comme je le sens fier d'avoir lancé ce mot-là à ce neutre… Cela vous a un air coupant, tendant, cravachant, désinvolte, héroïque. On décrète la victoire absolue à soi tout seul. On n'a besoin de personne !

— Brizon publie des vers contre les prêtres : Les Embusqués du Paradis. La censure en coupe quatre. Alors Brizon annonce que la pièce est prise dans Les Châtiments.

— De Tristan Bernard. Il prétend que les va-t-en-guerre ont changé la Marseillaise. Au lieu de chanter « Allons, enfants de la Patrie », ils disent : « Allez, enfants… »

Il assure que les militaires ont l'horreur maladive des cheveux longs. D'où trois anecdotes.

Un chef fait une observation à un homme sur sa façon de conduire un mulet. L'homme explique discrètement qu'il est charretier de son état. Le chef, vexé, enlève le képi du soldat et dit : « Il a les cheveux trop longs. Il faudra le punir. »

Un autre visite un entonnoir que les troupes viennent d'occuper et dit : « C'est dommage qu'il y ait un homme qui a les cheveux trop longs. »

Un autre encore visite une ambulance de première ligne et, devant un amputé des deux jambes, dit : « Il faudra aussi lui couper les cheveux. »

— Joffre est toujours content et plein de confiance. Cet homme aurait permis de sonder et d'entrevoir les inépuisables ressources de l'espoir dans la créature : Il prédit, se trompe, reprédit, se retrompe, comme cela depuis deux ans. Et on le croit toujours !

II · 01

— Pourquoi tous ceux qui détiennent en France peu ou prou du pouvoir sont-ils pour la prolongation indéfinie de la guerre ?

Ils ne peuvent pas croire sérieusement qu'une paix actuelle aurait pour conséquence fatale une guerre prochaine. Cette guerre-ci étant inédite, nouvelle, ayant entamé plus profondément qu'aucune autre les réserves profondes de tous les belligérants, nul ne peut savoir quand ils se relèveront et si l'horreur enfin révélée de la guerre vraie, ils seront en disposition de se battre encore.

Mais la censure et la dictature militaires ont bâillonné les grandes masses (seuls s'expriment ceux qui souffrent le moins ou qui profitent le plus de la guerre). Pris à l'illusion du silence qu'ils ont imposé, nos maîtres s'imaginent aussi qu'une paix actuelle serait impopulaire.

Enfin, embarrassés et anxieux de la solution, ils voient dans la prolongation un moyen de durer, un renouvellement continu de leur mandat, qui risque fort d'être discuté à l'échéance.

— Tristan Bernard disait qu'au début de la guerre, des réformée guéris souhaitaient de garder quelque trace de leur maladie

ancienne et murmuraient : « Virus, rends-moi mes lésions. »

— Jean L..., en permission, a fréquenté les cafés-concerts et dit que, partout, l'allusion patriotique est frénétiquement applaudie. Les spectateurs ont le sentiment de sacrifier ainsi à la guerre et de payer leur dette.

— Le 2. À la date anniversaire de l'entrée en guerre, les journaux commémorent, Poincaré pérore, Joffre y va de son ordre du jour. Chacun montre la victoire à l'horizon...

Les Allemands aussi. Ce serait comique si ce n'était pas macabre, ces deux groupes de belligérants qui, dans le même instant, prononcent les mêmes paroles : « Dans cette guerre qui nous a été imposée... »

— Un camp d'Hindous a été investi par des femmes si pressantes qu'il a fallu établir un service d'ordre contre leur enthousiasme.

— À la déclaration de guerre, le sénateur Humbert était fort anxieux. On pouvait l'accuser d'avoir aidé l'agression en dénonçant notre manque de préparation. Au contraire, on pouvait voir en lui un prophète. Pile ou face ? Frappé par la mort de Jaurès, qu'un fou, nourri de feuilles réactionnaires, venait d'assassiner, Humbert alla chez Gastine-Reinette acheter un revolver.

— Les journaux célèbrent un aviateur qui est délibérément entré dans l'avion de son adversaire. Tous deux sont morts. « Tous ses camarades l'envient », dit un article. S'ils poussaient l'envie jusqu'à l'imiter, il n'y aurait donc plus d'aviateurs, ni français ni allemands.

— On sait que le 606 est un sérum contre la syphilis, d'origine allemande. Le chansonnier montmartrois Jean Bastia écrit, dans une pièce patriotique :

Gardez, ô boches,
Vos trouvailles, vos « six-cent-six »,
Nous aimons mieux la syphilis
Que votre approche.

— Le 9. L'ouvrage de Thiaumont passe de mains en mains. Que de sacrifices !... Tristan dit que le fisc pourrait s'enrichir en établissant des droits de mutation sur Thiaumont.

— Comment les conservateurs ne seraient-ils pas heureux ? Partout triomphe le principe d'autorité. Plus de liberté. Rien que de l'obéissance.

— On disait devant Tristan que les grands juifs sont très généreux pour les œuvres charitables, afin de faire parfois oublier leur origine germanique : « Oui, dit-il, le cœur-sur-le-Mein. »

— La censure traque jusqu'au mot de paix. Il faut dire l'après-guerre. Une jeune femme propose devant moi qu'on dise à la Censure : « Foutez-nous l'après-guerre. »

— Le 7. Conseil national socialiste. La majorité exprime le vœu que le gouvernement fasse connaître les buts de guerre. Cette prétention paraît énorme à la réaction !

— Une petite journaliste américaine, Caroline Wilson, conte qu'on l'a emprisonnée en Allemagne comme espionne française, au début. On la garda sept jours en cellule. Les gardiennes l'éveillaient pour lui dire qu'on la pendrait. Par contre, un juge

militaire, la voyant pleurer, cherche à la consoler en lui annonçant une victoire anglaise…

Le plus tragique, dit-elle, pour qui voit les deux peuples ennemis, c'est cette conviction qu'ils ont l'un et l'autre de combattre pour leur droit.

— Joffre, incurable, annonce aux journalistes américains la rupture prochaine du front allemand.

— Haraucourt publie dans le Journal un conte où un personnage tient des propos humains et généreux sur la guerre. Cette monstruosité s'explique à la fin du récit : il s'agit d'un eunuque.

— Les succès russes vers Lemberg et italiens vers Goritz grisent déjà les cervelles. Une sage revue, d'ordinaire réservée, exige des Allemands des centaines de milliards d'indemnité, l'Alsace-Lorraine de 1648 et de 1766, le bassin de la Sarre, de la Ruhr, de nouvelles colonies, etc.

— Un publiciste décrit dans le Journal l'arrivée au repos d'un régiment. Il compare ces soldats aux croisés retour d'Orient, aux gens d'armes du XV siècle, à Brin-d'Amour et la Tulipe, à tous ceux « qui écrasaient le bourgeois de leur mépris ». C'est, dit-il, la reviviscence d'une mentalité guerrière abolie. Et il est heureux. Voilà justement un des pénibles aspects de la guerre : c'est la régression, l'acquis du progrès qui craque et tombe, le retour au bon-vieux-temps, au milieu des applaudissements et de la jubilation des rétrogrades.

— De Lavedan, Intransigeant du 18 août. « Dans la zone où se célèbre depuis deux ans, au tocsin de la mitraille et aux orgues de la canonnade, le Grand Office de la Guerre, le Saint-Sacrifice par

excellence, la Messe du Droit et de l'Honneur, et qui est comme la Paroisse de la Patrie, etc. » Eh bien, gens qui aimez la guerre, voyez-vous qui vous servez ?

— On me fait remarquer que nos journaux n'insistent jamais sur la maîtrise de la mer et sur la possession de colonies allemandes. Il semble qu'il y ait là un parti pris, la crainte que le public ne s'aperçoive d'une équivalence de gages et ne demande la fin du massacre.

— Quiconque passé à Deauville raconte le luxe effréné des toilettes, l'oubli total de la guerre. Toutes les stations balnéaires regorgent. À Trouville, une sage-femme loue à un prix fou une chambre aménagée pour ses clientes éventuelles. À Saint-Énogat, un de nos ministres, venant voir son fils, doit coucher dans un sous-sol. Et ces dimanches de banlieue, trains pris d'assaut, terrasses de café répandues jusqu'à la chaussée, phalanges de petites bicyclistes en robes blanches. Tout cela quand on se bat à 80 kilomètres. Ah ! Nos petits-enfants s'imagineront difficilement la vie pendant la grande guerre !

— L'État-Major cite, comme une sublime récompense, les noms des aviateurs qui ont abattu plus de 5 avions. Certains en ont abattu 15. Ils ont donc tué 30 hommes, pilotes et observateurs. Et des adversaires dignes d'eux, de leur propre aveu. Ne sera-t-on pas stupéfait, plus tard, de voir qu'on glorifiait ainsi le meurtre, d'un élan unanime ?

— Hervé raille souvent, dans ses articles, les pacifistes bêlants. Mais le régiment qu'on mène à la boucherie ne ressemble-t-il pas davantage à un troupeau bêlant ?

— La journaliste C. Wilson et le romancier Johnston, Américains, admirent chez les Français des vertus anciennes, comme nous admirons des ruines. On ne sait jamais si cette admiration n'est pas complaisante et forcée. Ainsi, Johnston dit que nos généraux sont des hommes du Moyen âge. Louange, ou ironie ?

Caroline Wilson a rencontré à Clermont-Ferrand, au début de la guerre, la mère de sept fils. Elle la retrouve quinze mois après et lui demande des nouvelles. La mère dit : « Ça va bien pour la Patrie. » Elle a eu six fils tués. Le septième est aveugle et fou. Je n'ai pas pu discerner ce qu'en pensait la petite Américaine.

— Le 23. Grand bruit autour d'une manifestation dont Caillaux fut victime à Vichy, 2.000 personnes à l'assaut du Commissariat où il s'est réfugié. On demande des troupes au chef-lieu, on fait partir Caillaux… Le cas de cet homme est stupéfiant. Il a de sûrs amis, des admirateurs, un fort parti à la Chambre. Mais il fut l'homme de l'impôt sur le Revenu. Les classes riches surent le faire haïr. Le Figaro fut leur moniteur.

Autre source d'hostilité : Caillaux régla l'affaire d'Agadir en 1911. On dit alors qu'il vendit la France. Or, cet arrangement fut encore plus impopulaire en Allemagne, où l'on accusa le ministre Kiderlen-Waechter d'avoir humilié son pays en signant l'accord. Il en mourut dans les six mois.

— Copie d'un document jeté par un avion allemand le 4 août et tombé à Robert-Espagne. Voici la thèse : Poincaré, à l'instigation des Anglais, a ordonné qu'on bombardât des villes allemandes loin du front, afin que les Allemands répondissent par des mesures analogues, qui réveilleraient la colère et la haine de

la France contre l'Allemagne, chose nécessaire à l'heure où l'on est las des sacrifices de sang.

Ce document cite le bombardement de Karlsruhe (22 juin 1916, 48 morts, dont 30 enfants), Mulheim (22 juin), Fribourg (16 juillet), Kundera. Holzen, Mappach (17 juillet), Heitersheim (22 juillet).

Il ajoute que le commandement allemand ne s'explique pas « cet acte de barbarie qui n'a rien de commun avec la conduite de la guerre. L'Allemagne fait la guerre aux armées françaises et non aux civils, femmes, enfants ». Comment les Allemands peuvent-ils concilier ce langage avec certains faits avérés, Zeppelins sur Londres, guerre sous-marine, férocité voulue des débuts de la guerre, dont témoignent les carnets et les ordres trouvés sur les prisonniers, les rapports des neutres ?

— De Tristan. Un photographe, mobilisé et permissionnaire, voit sa femme accoucher d'un petit nègre, souvenir du passage des troupes noires. Il dit mélancoliquement : « Trop de pose. »

— Dans les gares, les métros, en une semaine j'ai vu trois fois ce spectacle : un soldat amputé sur ses deux béquilles, qui tombe, s'allonge, ses béquilles projetées au loin. La foule le relève. C'est atroce. On crie d'horreur. Comment les cerveaux ne craquent-ils pas ? Comment les cœurs n'éclatent-ils pas ? Comment ne hurle-t-on pas : assez !

Non, ce n'est pas de l'héroïsme. C'est de l'insensibilité. Ce sont des choses qui n'arrivent pas à soi. C'est aussi du respect humain.

— Je ne puis pas admettre la formule : « Les lois de la guerre ». Il y a la guerre, l'horreur déchaînée, la tuerie, le retour à

la barbarie. Les nuances dans l'art de tuer ne peuvent pas se distinguer. Quelle est la différence entre la tuerie par le vide que fait l'abus de 75 ou l'asphyxie du gaz délétère ?

— Le détachement du public s'affirme. Allons ! C'est une expédition coloniale, à 80 kilomètres de Paris, avec, dans les tranchées, deux millions de culs-terreux.

— Vous qui lirez cela plus tard, n'oubliez pas que les belligérants n'étaient renseignés que par leurs journaux, donc d'une façon unilatérale. Toutes les informations étaient optimistes, ampoulées et partiales. Jamais on ne mettait sous nos yeux des gestes de pitié, des spectacles d'horreur. On ne nous laissait voir qu'une face de la vérité… Et encore, une face regardée à travers des verres roses. Cet empoisonnement légal, officiel de l'opinion, doit rester un trait caractéristique de la guerre. Il faut marquer aussi son absolutisme, son ton de « bon plaisir », sa tendance à user de son pouvoir de censure pour épargner les gens en place.

— Une Anglaise dit : « Il ne faut pas finir le guerre par un paix honteux. »

— L'entrée en guerre de la Roumanie provoque des satisfactions discrètes, animées surtout de l'espoir que cela rapprochera la fin. Aucune manifestation dans la rue. Seuls, les édifices publics pavoisent.

— Les religieuses qui avaient quitté la France pour la Belgique à la Séparation sont derechef à Paris. Elles espèrent bien ne plus partir. Fruits de la guerre ! Le Vatican exprime le même espoir, et celui d'une ambassade de France, à Rome.

— La journaliste américaine Caroline Wilson voulait enquêter près des militaires sur la loi de trois ans, afin de l'offrir en modèle à son pays, qui est poussé à se militariser. Ainsi, grâce à la lecture des journaux réactionnaires, cette Loi apparaît comme l'outil modèle de la guerre. Je l'engage à lire L'Armée Nouvelle de Jaurès, prophétie que réalisa la guerre, puisque la résistance à l'invasion est l'œuvre du paysan, sans entraînement militaire, transporté du sillon dans la tranchée.

— Férocité des patriotes. L'un d'eux visite un camp de prisonniers allemands. Il m'avoue en riant qu'ils crèvent de faim. Quatre-vingt-trois grammes de viande par jour. Ce sont des représailles. La moitié a « des gueules d'assassins ». Le feldwebel est écœurant de servilité (Sinon il eût été à gifler d'arrogance). Ces hommes sont condamnés à une demi-heure de corvée supplémentaire pour je ne sais plus quelle faute. L'adjudant qui commande le camp propose de lever la punition en l'honneur de la visite du patriote. Celui-ci s'y oppose.

— De Contrexéville, zone des armées, un parlementaire voulait téléphoner à sa femme restée à Paris. Le G. Q. G. autorisa la communication au bout de dix-sept jours, à la condition que ledit parlementaire (ancien ministre) « rendît compte à l'avance du sujet de sa conversation avec sa femme ».

II · 02

— Le 1. Le lieutenant G…, représentant belge aux Inventions, me dit l'impopularité croissante de Poincaré, les rires au cinéma dès qu'il apparaît sur l'écran. Et aussi l'accroissement de la populari-

té de Briand, qui lui apparaît mener la guerre. Il conclut l'entretien en souhaitant que la leçon de cette boucherie soit d'en éviter d'autres.

— Le Bonnet Rouge publie des notes qu'un colonel fournit à ses sous-officiers comme canevas de théorie aux hommes. On y lit : « Il est insensé de supposer qu'un phénomène qui s'est toujours rencontré depuis que l'humanité existe doive jamais disparaître. La guerre est éternelle et nécessaire. Acceptons cette nécessité comme les autres maux, etc. » Ainsi, cet homme juge les autres maux nécessaires, la tuberculose nécessaire ! Un homme qui, de son vivant, a vu abolir la mort par la rage, la diphtérie, la typhoïde, qui a donc vu disparaître des maux aussi vieux que l'humanité… Enseigner cette perpétuelle nécessité de la guerre à des hommes, c'est un crime.

— Un soldat, « apache » de profession, qui naguère fut souvent en difficultés avec la police, se couvre de gloire, est promu sous-lieutenant. Sa grande volupté, en permission, est de foutre dedans les sergents de ville qui ne le saluent pas.

— Il faut se rendre compte de l'ignorance où aura vécu la France, flambeau du progrès, nation démocratique par excellence. Aucun journaliste français n'est admis dans la zone des armées, au contraire de ce qui se passe chez les Anglais, par exemple. Et, se serait-il glissé un reporter au front, qu'il ne pourrait écrire que des choses orthodoxes, sans critiques, car la censure veille. Aussi, personne ne sait ce qui se passe.

— Deux jeunes femmes jouent à ceci : l'Illustration publie les citations à l'ordre du jour, avec le portrait des héros. Cela coûte, je crois, 15 francs à la famille. Alors, dans ces tableaux d'honneur,

les jeunes femmes cherchent quelle figure leur plaît le mieux, dans chaque page. Cela les amuse de voir si elles tombent d'accord. Or, l'affreux, c'est que, deux fois sur trois, le préféré est mort. La citation mentionne qu'il a été tué. Et cela ne choque plus ces jeunes femmes, tellement on est devenu insensible.

— Le 5. Des hommes, du haut d'un dirigeable, jettent des bombes sur des femmes et des enfants endormis. Ce ballon est atteint, s'enflamme, tombe. Un million d'êtres, rugissant de joie, défilent devant les cadavres de l'équipage, calcinés et « dorés comme des poulets ». Les journaux anglais disent : « C'est une fête comme le Derby. » Et il y a des gens qui trouvent que la guerre est belle ! La guerre qui, dans les deux camps, a réveillé, développé cette férocité !

— Le 6. Bruit de la disgrâce de Sarrail, remplacé par Gouraud ? Mais Painlevé a toujours déclaré qu'il démissionnerait si on touchait à Sarrail.

— Comme j'attache une importance d'indication à la baisse du mark, M X... dit que je lis l'avenir dans le marck.

— Le 8. L'affaire Sarrail préoccupe plus que tout, dans les milieux politiques. Pourtant, Painlevé dit qu'on n'a pas parlé du cas Sarrail au Conseil du 7, sauf une boutade de Briand disant que, si la Presse attaque Sarrail, c'est que la censure du général Roques est mal faite.

— Dans le Journal du 8. M Vve P... a la grande douleur de faire part de la mort glorieuse de ses trois fils. Suit l'énumération : l'un en 1914, l'autre en 1915, le troisième en 1916. Avoir attendu, avoir collectionné ! Quelle horreur, cette récapitulation !

— Un Suisse, plutôt germanophile, avoue l'infamie des déportations de Lille, ce triage des familles, ces jeunes filles envoyées vers un but inconnu, toute cette volupté de la force.

— L'offensive a repris dans la Somme le 3 septembre. C'est à peine si, désormais, se réjouit en moi la partie de l'être « sensible à la victoire ». Ce qui l'emporte, à chaque village enlevé, c'est la conscience écrasante des pertes, la réalisation des morts et des deuils.

— On imagine que Briand rêve l'avènement de Georges de Grèce au trône de Constantin. Que deviendra Briand dans cette affaire ? On me répond : « Eh bien, et Ruy Blas ? »

— Du fait de la guerre, il y a les nouveaux riches, les N. R. Le dimanche 10, nous avions à côté de nous au restaurant du Canal, à Versailles, un groupe qui bâfrait formidablement. Les vins et les mets les plus chers. Et tous sentaient une tenace odeur de produits pharmaceutiques. Des N. R.

— Des vaches réquisitionnées n'avaient pas de lait. On enseigna à l'Intendance que les vaches n'ont du lait que lorsqu'elles ont des veaux et qu'il faut donc les mettre au taureau. Demande de 500 taureaux. Les bureaux, jugeant que cela revient au même, envoient 500 bœufs.

— Le 11. Caillaux dit à l'un de ses collègues que les deux grands malheurs de la guerre sont l'assassinat de Jaurès et la folie de Clemenceau. Une quinzaine de députés viennent successivement serrer la main de Caillaux et, à propos des incidents de Vichy, lui disent en termes à peu près identiques : « Ils veulent donc faire de vous un président du Conseil ? Trois affaires pa-

reilles et cela y sera. » Caillaux dit qu'il a couru à Vichy un réel danger.

— Tristan Bernard, parlant de la douzaine de vides à l'Académie que l'on devra combler après la guerre, dit qu'il faudra fabriquer les académiciens en série.

— 16. Un exemple de la coupable partialité des journaux. Aux deux premières pages, en gros titres, ils célèbrent des victoires alliées. Et en troisième page, en deux lignes, ils donnent le communiqué roumain, qui annonce une retraite roumaine en Dobroudja. Ce recul passe inaperçu à cause de la façon matérielle dont il est présenté. Voilà le crime. La presse française n'a jamais montré la vérité, même la vérité possible avec la censure. Ç'a été une artillerie lourde de grands mots, d'espoirs énormes, un dénigrement systématique de l'adversaire, un parti pris de cacher l'horreur, la tristesse de la guerre, de la montrer en beauté !

— Le 16. Sur le boulevard, après-midi, c'est un défilé d'officiers blessés, décorés, qui semble venir chercher là, dans la caresse des regards, une récompense.

— On fait la queue dans les épiceries pour avoir du sucre. On ne délivre le beurre que par quart de livre. Plus d'oranges. C'est comique, quand on pense à cette fameuse pénurie allemande dont on se gausse.

— Le 16. De dix heures du soir à deux heures du matin, je travaille avec Painlevé, dans son bureau de l'Instruction Publique, à un rapport pour les Inventions. Il entremêle le labeur de souvenirs récents…

— Le vieux Méline, de l'Agriculture, fait remplacer le mot « Courses », dans les journaux, par les mots « Épreuves hippiques de sélection ». Nous sommes sauvés !

— On me cite ce général, si spécialement réactionnaire, qu'il refusait de faire des propositions de croix, médailles, galons, pour ses troupes, ne voulant rien demander à la Gueuse. Tête des intéressés !

— Invité par Poincaré à la décoration de Verdun, Humbert écrit au Secrétaire de la présidence : « Verdun n'a pas besoin de décoration, Verdun a besoin de canons. Le lendemain de la victoire, je serai volontiers aux côtés du Président pour glorifier la ville. »

— On sait les légendes nées autour de la mort de Galliéni, que Herr, Sarrail, Viviani, ont tué successivement, dans ces divers contes. Il y a maintenant la légende du traître. Joffre réunit tous les officiers du G. Q. G. Il leur dit qu'il y a un traître parmi eux. En effet, les Allemands sont avertis de tout. On a même donné, tout exprès, des faux ordres qu'ils ont connus. Il faut que ce traître se fasse justice dans les 24 heures. Le lendemain, même réunion. Aucun officier ne manque à l'appel ! Joffre prend le revolver d'un lieutenant de gendarmerie, parcourt les rangs et tue le traître !

— Quand j'entends dire du communiqué : « C'est bon, n'est-ce pas ? » une révolte me secoue. Je pense aux milliers de morts — dont chacun vaut autant que nous-mêmes — qui sont tombés pour qu'on puisse dire : « C'est bon. » Et je sens que personne n'y songe, que cela n'existe pas.

— Y a-t-il quelque chose de plus antidémocratique que la guerre, qui ravale les hommes à une masse anonyme, dont on dispose comme de bêtes, et qui ne met en lumière, en toutes occasions, que les chefs ?

— Un colonel écrit que l'explosion d'un dépôt de grenades a pris au piège et incendié dans le tunnel de Tavannes, près de Verdun, les troupes qui s'y abritaient contre le bombardement. 700 hommes ont péri. Les journaux se sont tus.

Painlevé dit à ce propos qu'au Conseil du 21 septembre, on s'indigna de n'avoir pas été mis au courant du fait par l'autorité militaire. Albert Thomas l'apprit d'un collègue de la Chambre. On a frappé du poing la table. Mais ce sera tout.

— Un sportif professionnel, tué ces jours-ci au front, écrivait récemment qu'on leur avait appris l'usage du couteau, qu'il avait essayé sur un Allemand, lui ouvrant la gorge de bas en haut, suivant la règle, mais que cet homme lui avait jeté un tel regard d'angoisse qu'il avait renoncé au couteau et… qu'il avait assommé les autres à coups de poing.

— Le G. Q. G. aurait retardé de trois jours l'annonce de la prise de Florina, parce que c'était l'œuvre de Sarrail. On en prend à témoin les dates des journaux neutres.

— Le nouvel emprunt s'appelle « Emprunt national 1916 ». Le précédent s'appelait « Emprunt de la Victoire ». Sagesse ?

— Dans les milieux ouvriers, on ne parle plus de la guerre. On s'intéresse plus au feuilleton qu'au communiqué.

— Titres de feuilletons : Les Alliés, Les Héroïnes, Les Captives, Les Mystères de la Forêt Noire.

— Un blessé, moribond, repousse un prêtre : « Laissez-moi. Quand je serai mort, vous ferez ce que vous voudrez. » Cet homme en réchappa. Il dit qu'il ne vit jamais regard de haine comme celui que lui lança ce prêtre.

— On refusille. Sur quatre fusillés à Verdun dans un régiment réfractaire, il y a un engagé volontaire, un père de trois enfants, un décoré de la croix de guerre. Et ce ne sont pas les vrais meneurs.

— Les nouveaux riches sont admis avec le sourire. On ne s'en indigne pas. L'Illustration du 17 septembre publie de gaies caricatures sur les N. R. Les patriotes, décidés à trouver tout beau dans la guerre, disent qu'il a bien fallu faire appel à ces profiteurs. Pour moi, je trouve odieux ces vers qui s'engraissent sur les cadavres.

— Le 22. Bouttieaux écrit. Cette fois, il rend hommage à la bravoure anglaise. Mais il ajoute : « Ces Boches de malheur se défendent avec énergie… Ce ne sera pas la belle manœuvre à la Napoléon, mais l'usure lente. Et pour cela, il nous faut des hommes, des hommes et encore des hommes. »

— Ceux qui continuent à voir Alfred Capus disent qu'il a gardé son scepticisme blagueur. Mais il réclame dans son Figaro une guerre de conquête et d'annexion. Quelle loi fatale, que ce soit toujours la réaction qui penche de ce côté.

— De plus en plus, je vois que, si les gens au pouvoir veulent continuer la guerre jusqu'à ce qu'ils appellent la victoire, c'est d'abord en vertu de cette croyance que cette victoire seule sauvera leur place et leur tête.

— La censure ne veut pas laisser imprimer que « nous ne sommes pas vaincus ». (Bonnet Rouge du 23 sept.) Peut-on peser à ce point sur l'opinion !

— Quiconque est dans la zone des armées décrit les dangers qu'il court, dans ses lettres à ceux qui lui sont chers, au risque de les alarmer. Le désir de les éblouir l'emporte sur la crainte de les inquiéter. Le médecin C… écrit à sa femme qu'il a eu son infirmier décapité à côté de lui dans une tranchée. Cette femme devrait avoir désormais une angoisse accrue ? Quant à ses deux gosses, ils éclatent d'orgueil.

— La guerre à la Paix est admirablement menée. Tous les journaux publient la déclaration du parti socialiste allemand, décidé à la guerre, en disant qu'elle a réuni 251 voix contre 5. Ils omettent les 44 abstentions des minoritaires. Il y a un parti pris général de tricherie.

— Le 28. Déjeuner chez sir Henry Norman, membre du Parlement anglais. Il me montre trois récents numéros du Times. Y figurent les noms des 4.000 gradés et soldats anglais mis hors de combat chaque jour sur la Somme. Chez nous, rien.

Sa femme a vu à Londres, puis à Paris, le film de l'offensive anglaise de la Somme. À Paris, la préfecture a supprimé deux passages : celui où les soldats sortent en riant de la tranchée puis retombent, blessés ou morts ; et celui où l'artillerie passe sur ses propres morts. Toujours notre parti pris de cacher l'horreur de la guerre, de permettre au chauvinisme une jubilation sans remords.

— Les joailliers disent tous qu'ils font des affaires sans précédent. Beaucoup de nouveaux riches, pour échapper aux taxes sur

les bénéfices de guerre, les transforment en bijoux. D'autres font de même pour échapper à une banqueroute de l'État, pour donner à tout hasard à leur fortune une forme petite et sûre.

— Tristan raconte le truquage que représente le compte rendu dans les journaux des séances de la Chambre où Brizon, Roux-Costadeau, Raffin-Dugens intervinrent. Briand, cité in-extenso, a l'air de triompher de dangereux imbéciles dont on cite deux lignes. En fait, à l'Officiel, ces hommes ont dit des choses qui se défendent et se tiennent. Ajoutons que le lendemain, à 11 heures du matin, on ne trouvait plus ces Officiels.

— La ferveur de la femme pour le costume d'officier reste étale. J'en ai vu ramasser un gant tombé et le rendre avec la génuflexion de l'enfant de chœur devant l'autel. Et ceci : un officier, sous-préfet mobilisé, envahit dans un rapide un compartiment défendu par l'affiche : loué. Il convie sa compagne à le partager. Une troisième personne s'y glisse furtivement. Et notre officier de clamer bien haut qu'on doit tout aux officiers, qu'ils défendent le sol national. Si ceux qui ont loué le compartiment viennent réclamer, il saura les recevoir. Ah ! Mais… Alors la dame qui s'est glissée furtivement lui dit d'une voix timide : « Oh ! Monsieur, personne ne réclamera. C'est moi qui ai loué. » Et elle ajoute bien vite qu'en effet, en ce moment, pour les officiers, il n'y a rien de trop beau, rien de défendu.

— Le 29. Lloyd George est interviewé par des Américains. On pourrait ainsi condenser sa conclusion : « Une pareille horreur ne peut pas se recommencer sur la terre. Le seul moyen d'en empêcher le retour… c'est de la prolonger sans fin. » Sérieusement, quelle hypocrisie, ce souci des générations à venir. Ah ! Dans la paix, on s'en fout, des générations à venir. Et, encore un coup,

voilà l'odieux : c'est de cacher de l'orgueil, des ambitions, des intérêts, sous de hauts sentiments, un noble souci de l'avenir.

L'avenir ? Et le présent, criminels imbéciles ! Et songer que cette comédie fait de vrais morts ! Oh ! Les mamans, les mamans, comme je voudrais leur parler… Mais on ne peut pas. On est bâillonné.

— Le groupe-famille, le groupe-village, le groupe-province n'ont pas le droit de se défendre par le meurtre. On punit ces pratiques. Seul, le groupe-nation a le devoir de tuer, devoir glorifié par les suprêmes honneurs.

— Les troupiers du front auront désormais « trois permissions par an ». Vous entendez : par an. L'État-Major ne pouvait pas trahir plus ingénument sa mentalité imbue de la notion de « la guerre installée ».

— Le 29. Chez Prunier. On refuse du monde. Un valet de pied, au seuil, rejette les gens à la rue sous l'averse drue. Dedans, on bâfre dans les couloirs, les paliers, les vestiaires. Ah ! Les troupes d'assaut sont loin.

— La Liberté du 23 veut aller au Rhin, au delà du Rhin. Quel courage ! Quel héroïsme ! Encore du sang, encore. Que c'est bon, que c'est chaud. Tas de sangsues ivres !

— La guerre à la Paix : on se réjouit fort que la Scandinavie et la Suisse aient déclaré qu'elles n'interviendraient pas entre les belligérants. Chic ! On va pouvoir continuer.

II · 03

— Le 1. La censure a échoppé un passage d'un article de Victor Margueritte ou il citait le chiffre de 500.000 morts français, d'après le livre de Richet, Les Coupables. Il y a décision de ne pas donner un seul chiffre de pertes.

— Une fervente d'autographes va voir Deschanel. Il lui dit la part de la Russie dans la déclaration de guerre, une Russie fouettée par l'année d'ambassade de Delcassé et le voyage de Poincaré.

— Les gens de Lourdes ont déclaré qu'il n'y aurait pas de miracles cette année.

— Le 4. Le chef d'État-Major anglais Robertson dit brutalement la vérité dans un discours : « La fin n'est pas encore en vue… nous devons continuer à nous préparer pour un espace de temps qu'il est impossible d'estimer… La route sera longue… Une lutte jusqu'à l'écrasement de l'ennemi, tel doit être le mot d'ordre. » Cela n'est pas mâché.

— Tout est abominablement absurde, dans cette abominable absurdité. J'imagine qu'on écrive sur un mur, ou qu'on crie à un carrefour : « On vous tue 1.500 Français tous les jours, tous les jours ! » Celui qui ferait cela serait accusé d'être vendu à l'Allemagne. Et ce ne serait pourtant qu'un cri de pitié, de révolte contre la guerre…

— Chez les couturiers, les clientes veulent leur robe pour un certain jour, ou pas du tout. C'est pour recevoir leur permissionnaire.

— Le 4, à un dîner chez lui, Humbert dit qu'il s'engage à obtenir « la Victoire » dans six mois, s'il a pleins pouvoirs. Il se plaint de l'inaptitude du Haut-Commandement, affirme violemment qu'on pourrait faire mieux.

— Le 6. Cette guerre est inédite. Des nations s'entrechoquent. Il y a des flux et des reflux, des bosselures. Il n'y a plus la bataille d'un jour entre armées de métier. On s'efforce de donner des noms anciens à des heurts nouveaux. D'où l'erreur générale. Les Alliés ont la supériorité du nombre et de l'argent. Les conditions qu'ils obtiendront, ils pourraient les obtenir sans nouvelle effusion de sang. On traitera sur un fond de lassitude générale, peut-être en décorant du nom de victoire une action particulière. Peut-être…

— Dans les échanges de lettres entre chefs d'État, celles de Poincaré sont plus personnelles que celles du Tsar, des rois d'Angleterre et d'Italie. Il parle de son amitié, de son enthousiasme, ne s'efface jamais devant la République qu'il représente.

— On déplorait devant M B… l'affolement du début de la guerre, qui permit l'invasion : « Oui, dit-elle, nos généraux ont perdu le Nord. »

— Une rédactrice de la Vie Féminine dicte à une sténographe : « À ce moment, nos jeunes héros… » Puis elle relit et s'écrie : « Mais vous avez mis nos généraux au lieu de : nos jeunes héros ! Cela n'a aucun rapport ! »

— On appelle les ministres dévoués à la cause de Sarrail les Gardiens du Sarrail. Painlevé, auquel je le répète, sourit d'abord, puis, à la réflexion, ne trouve pas cela drôle du tout.

— La reine d'Angleterre visite des blessés anglais. L'un d'eux, qui ne l'a pas reconnue, dit sa haine des Allemands avec d'effroyables jurons. La reine, collet monté, a un recul. Il s'y méprend : « Oh ! pardon, Madame, vous êtes peut-être Allemande ? »

— Notre année 1916 apparaîtra sans doute comme le Directoire : une détente des mœurs, une expansion de plaisir, avec ceci de particulier que cette fois la bamboche se sera installée dans la crise même, au lieu de lui succéder. Sans doute nos petits-enfants symboliseront-ils l'époque en quelques silhouettes de femmes en jupe courte, d'éphèbes en veston pincé, de même que la Merveilleuse et l'Incroyable symbolisaient pour nous le Directoire.

Ce qui est plus vrai, plus profond, c'est l'intensité de la dépense, un accroissement de l'adultère, dont des sondages dans les milieux populaires rapportent la preuve certaine.

On me dit qu'en particulier à Rouen, c'est la fête, le délire. Certains auteurs, comme Paul Adam, approuvent cette exubérance de vie et demandent qu'on respecte les bénéfices de guerre. Ils y voient le gage de l'essor futur, et font luire aussi la promesse des milliards exigés des Allemands… D'autres, au contraire, blâment le retour aux insolentes habitudes du luxe. Il y a un nouveau cri : « Ne nous installons pas dans la guerre ! » Mais je doute qu'il fasse fortune.

— Il sera bien intéressant de publier après la guerre tous les articles échoppés par la censure. On verra apparaître la face, jusqu'alors voilée, de la raison. On verra l'effort continu de cacher à la foule l'horreur de la guerre, de l'entretenir dans la croyance à la nécessité d'une guerre longue.

Voici un exemple de chacune de ces directives. On a coupé ces phrases d'un article de journal : « …pas un Français, même le plus sincèrement épris de paix, n'accepterait que le Nord de la France, la Belgique, l'Alsace-Lorraine, ne fussent libérés. Mais l'Allemagne trouve en face d'elle des forces plus qu'équivalentes. L'empire colonial et la libre circulation maritime constituent pour les Alliés des gages qui priment de beaucoup les gages territoriaux de l'ennemi. » Ainsi, on veut nier les résultats acquis par l'Entente, les amoindrir, pour prolonger la guerre.

Quant au parti pris de masquer l'horreur, voici une phrase échoppée dans un magazine : « 8.000 enfants morts en Transylvanie, 8.000 petits cadavres jonchant les routes de la retraite autrichienne, au point qu'on dut faire des fosses communes. C'est la guerre qui passe, semant sur les routes des deuils et des deuils encore. » Ainsi, on ne veut pas que la guerre sème le deuil.

Mais j'espère qu'après la guerre, il y aura un recul d'épouvante, quand les récits vrais, et jusqu'alors retenus, crèveront la digue. J'entends un officier dépeindre la cote 304, à Verdun, l'odeur du sang, le bruit des ruisseaux de sang, les cris des soldats appelant leur maman… Quand celui-là parlera, et des milliers d'autres… Quel contraste avec les mots sonores que seuls permet la censure.

— Un officier, en liaison avec les Anglais, dit que la zone conquise en Picardie est désormais incultivable : entonnoirs de 30 mètres, humus disparu, ferraille, obus non éclatés. Il propose de planter une forêt. Il assure qu'il n'a pas pu retrouver trace de certains villages, comme Montauban.

— Dans une préface au recueil des discours de Lloyd George, Albert Thomas revient à deux reprises sur « l'appréhension de l'heure rude de la victoire », sur « les difficultés glorieuses de la victoire ».

— Painlevé a été voir Poincaré le 11. Il s'agissait de la situation en Grèce. Il se joue là-bas une partie confuse, ce dédoublement de gouvernement, les Grecs tiraillés entre le roi et Venizelos et, là-dessus, les exigences successives de l'Entente, voulant les postes, la police, la flotte, les chemins de fer.

— À un déjeuner offert par Painlevé, le 10, le député anglais Arthur Lynch établit un parallèle entre Briand et Lloyd George, disant que ce dernier est très sincèrement démocrate et toujours guidé par cet idéal à travers de petites affectations de simplicité.

— Le deuxième emprunt, ouvert le 5 octobre, est soutenu par une tactique plus pressante, plus insinuante que le premier. La foule est mieux investie. Les journaux développent ce thème : verser l'or, c'est abréger la guerre. Pour la première fois, on parle des sacrifices humains, en assurant qu'on les diminue par la souscription. Je relève cet argument audacieux : « Près de 6 % ! Songez donc qu'en temps normal, ce serait un taux usuraire ! »

Néanmoins, vers le 15, on se plaint d'une résistance à souscrire. Les uns disent : « ce sont les permissionnaires qui disent qu'on raccourcira la guerre en ne souscrivant pas. » Les autres : « c'est une manœuvre allemande. »

— Au Reichstag, le 12, le majoritaire Scheidemann dit qu'on laisse ignorer aux Français qu'on libérerait la Belgique et la France sans qu'il en coûte une goutte de sang.

— Les journaux développent cette thèse : le Droit doit triompher de la Force. L'ironie, c'est que le Droit doit triompher par la Force.

— L'actrice S… habitait une villa près de Meaux. Devant l'invasion allemande, elle l'abandonne et, pour la sauvegarder, elle laisse, sur la table du salon une affiche de Vieil Heidelberg, pièce allemande qu'elle avait jouée à l'Odéon, en soulignant son nom. Après la Marne elle retrouve sa villa intacte, avec un gros bouquet posé sur l'affiche.

— Au Conseil de Défense, Joffre refusait avec véhémence d'envoyer des soldats à Salonique : « M'enlever un homme, sur mon front, alors que nous sommes à la veille de la victoire… » À quoi Poincaré, de sa voix la plus âcre : « Dites l'avant-veille, Monsieur le général en chef. »

— Painlevé se plaint beaucoup des intrigues de Freycinet. À 87 ans, qui l'eût cru ?

— Je demande à Tristan ce que fait le colonel C…, chef des informations militaires à la maison de la Presse. Il me répond en riant : « C'est lui qui fait les lettres de poilus. »

— Albert J… en permission, dit la haine des troupiers contre Poincaré, haine fondée sur l'idée qu'il a déchaîné la guerre.

Il dit que, ce qui fait sortir les hommes des tranchées c'est, vis-à-vis les uns des autres, la peur d'avoir l'air lâche.

Il prétend plaisamment qu'il va se marier, ce qui lui donnera 4 jours de permission, puis 3 jours par naissance d'enfant, et qu'au bout de 6 enfants, il sera renvoyé dans ses foyers.

— Le 22, on envoie en permission les notaires mobilisés, pour travailler les campagnes au sujet de l'emprunt. Ils s'en acquittent fort bien. Le rural est investi du plus près. Les Ligues locales se font dénoncer ceux qui ont de l'or, des titres, des fonds.

— Lavisse publie une étude de Revue où il consent qu'il faut blâmer la guerre en soi. Commencerait-il à s'en apercevoir ?

— Lavedan vient d'écrire dans l'Illustration, en s'inspirant du texte des citations à l'ordre du jour, que les soldats éprouvent le « bonheur de mourir ».

— Chaque soldat qui est trompé par sa femme est aussitôt averti par des lettres parties du village. De même, l'homme qui a un emploi à l'abri est copieusement dénoncé. Ainsi, l'envie, la méchanceté sont débridées par la guerre.

Au village, au bourg, on cache qu'on est réformé. On ne lâche pas la vérité d'un coup. On dit qu'on est en congé. Puis on l'allonge. On obéit à l'amour-propre de ne point avouer une infirmité, mais surtout à la peur d'exciter l'envie…

— Sembat reçoit les « manitous » du tourisme. Projets pour accueillir les Américains qui viendront visiter nos tranchées. C'est affreux, l'exploitation de ce cimetière de deux millions d'hommes. Mais c'est toujours la même loi : la Mort n'existe pas.

— On a employé de singuliers moyens pour exciter aux souscriptions. Le 27, un dessin de Poulbot dans un journal. Un gosse dit à un autre au village : « Si ton père, qui n'est pas soldat, ne verse pas son argent, tu verras quand le mien reviendra de la guerre ! » Autre dessin, de Léandre. Un villageois dit à sa femme,

qui écrit à leur fils : « Embrasse le gars et dis-lui que j'avons souscrit. »

Ces deux légendes sont aux antipodes de la vérité. Tous les permissionnaires ont dit à leur famille : « Surtout, ne souscrivez pas. »

II · 04

— Bouttieaux passe le 2 novembre. Il dit qu'au début de juillet, un général commandant de troupes coloniales parvint jusqu'à la Somme. Il demanda à l'État-Major s'il devait s'y maintenir. On lui répondit qu'on était trop loin pour en juger, qu'on le laissait maître de ses décisions. Il y renonça.

Àpropos des Russes. Bouttieaux rapporte qu'un colonel russe lui tint ce langage : nous ne tenons pas à ce que nos contingents envoyés en France reviennent en Russie. Au contact des Français, ils ont pris le sens de la démocratie et ils deviendraient là-bas des ennemis du régime féodal en vigueur.

— Le 5. La Ligue des Droits de l'Homme a fait un rapport sur les conditions de la paix. Les premiers jours, échoppage absolu. Peu à peu, la lumière filtre. On apprend que Séverine a demandé la paix au nom de l'humanité. Elle fut battue. Le rapport, publié, se fonde sur la victoire et répudie les annexions.

— Il y eut, fin octobre, un Conseil des ministres agité, où on releva un désaccord entre les chiffres donnés par le G. Q. G. et ceux donnés par Sarrail, quant aux effectifs de Salonique. Le ministre Roques part là-bas à fins d'enquête. Auparavant, il vit

Joffre qui espère bien être débarrassé de Sarrail et n'en veut pas au front français.

— J'ai sous les yeux une brochure à l'en-tête du Grand Quartier Général, imprimée par l'Imprimerie Nationale et intitulée l'Usure adverse. Elle a été répandue parmi les officiers du front et doit inspirer leurs conférences aux hommes. Elle explique comment on brisera le front allemand. Et j'y vois cette allégation audacieuse qu'à part quelques fonds de tiroirs, « les Allemands n'ont plus que leur classe 1918 (350.000 hommes) ». Ce chiffre est prodigieusement au-dessous de la vérité. Il y a là une erreur voulue, un moyen frelaté d'entretenir la confiance. C'est, comme dans l'affaire Dreyfus, « le faux patriotique ».

— Jean L..., retour de Verdun, dit qu'au lendemain de la reprise de Douaumont, on entendait des cris dans les profondeurs du fort. C'étaient des Allemands qu'on avait emmurés derrière des sacs à terre et arrosés de pétrole, la veille... Il dit aussi qu'entre officiers, après la reprise de Vaux, on fut fort déçu, car on s'attendait à plus d'enthousiasme dans les journaux. Il est vrai que ces actions n'ont pas, en apparence, ému l'opinion. On n'en parle pas. On a l'air de se défier du sort. Toujours la léthargie.

Le bruit court que le général Pau — amputé du bras droit — serait nommé ministre de la Guerre et s'adjoindrait Roques. « Comme bras droit », dit M X...

— On cite ce permissionnaire, arrivé à l'improviste chez lui, et qui y trouve quinze personnes à dîner, invitées par sa femme : il n'en connaissait aucune.

— Déjeuner chez Victor Margueritte avec Accambray et Jean Hennessy. Accambray raconte que, le 2 septembre 1914, l'ambas-

sadeur des États-Unis et le ministre de Norvège furent chargés par le gouvernement français d'offrir 4 milliards à Von Kluck pour épargner Paris. Accambray rêve maintenant d'une alliance avec les États-Unis, une sorte de vaste Atlantide.

— Le nombre des couples qui s'embrassent, s'enlacent et se pétrissent en public va croissant de jour en jour.

— Les armées appellent Mangin le Boucher. Même dans les milieux nationalistes, il a une réputation de sacrificateur sans frein. Il est promu dans la Légion d'honneur parce que ses troupes ont repris Douaumont et Vaux. Les soldats qui en revinrent lui criaient au passage : « Eh ben, tu l'as, ta décoration ? »

— Le 9. Intermède gai. On annonce la nomination de Hughes à la présidence des États-Unis. Puis celle de Wilson, qu'on a déjà eu le temps de traîner dans la boue. Les journaux ont obéi à la hâte de triompher et à la hâte d'informer.

L'attitude de l'Amérique devant le conflit européen a dû jouer un grand rôle dans cette élection. Wilson représente le parti avancé, la démocratie, le libre-échange. Hughes représente le chauvinisme, la réaction, les grosses entreprises, le protectionnisme.

— Un permissionnaire, casqué, sort d'une gare. Le gabelou veut lui faire ouvrir ses pauvres paquets. Le soldat l'engueule. La foule prend parti pour le gabelou.

— En France, flambeau de la civilisation, le communiqué ne dit jamais les avions qui ne rentrent pas, dans les combats aériens. Les Anglais, au contraire, en font mention. Qu'arrive-t-il ?

Que nos communiqués donnent l'impression que tous les appareils reviennent. Et quand se tue l'aviateur Bœlke, on apprend qu'il en était à son quarantième avion abattu ! Quelle stupeur ! Voilà, en raccourci, ce qui se produira après la guerre, quand on saura.

— Le lieutenant G..., Belge, me dit que court le bruit d'une proposition d'armistice de la part des Allemands : libération de la Belgique avec trois milliards d'indemnité, libération des départements envahis, retour à la France de la Lorraine annexée, referendum pour l'Alsace. Il dit que dans l'ordre où elles désirent la paix, les nations se classent ainsi : 1 Russie (fort parti germanophile. À Londres, récemment, on a craint une paix séparée russe) ; 2 Roumanie (furieuse, se dit trahie par les Alliés qui ne lui ont pas fourni les effectifs promis) ; 3 Italie (irritée qu'on vante l'héroïsme français plus que le sien) ; 4 la France ; 5 l'Angleterre.

— Le 10. Autre rumeur d'armistice que Jean L... tient du préfet du Rhône. Les Allemands demanderaient quinze jours pour se retirer sans coup férir sur une ligne de retraite, puis reprendraient le combat. Il aurait été propose par le Nonce du Pape et refusé.

— Painlevé, rentré d'Angleterre le jeudi 9, dit qu'il ferait de grandes choses avec Lloyd George. Mais il lui faut l'agrément de Briand pour aller là-bas. Il est heureux de voir que Lloyd George lui fait particulièrement bel accueil.

— Les maisons de thé débordent.

— Le général N... allait rendre compte à Joffre de ses opérations sur la Somme, où sa division fut tort éprouvée. Un officier

du G. Q. G. lui dit : « Ne dites pas le chiffre de vos pertes au général Joffre. Cela lui donnerait du souci. »

— Mon voisin, le juge B..., consacre une audience hebdomadaire aux plaintes des réformés, exemptés, blessés, que des femmes ont traités d'embusqués.

— Nouvelle pièce de Henry Bataille, l'Amazone. Et c'est, dans la haute bourgeoisie, toujours éprise de théâtre, une ardeur haletante, des coups de téléphone anxieux, des caquetages fébriles, que les plus grands événements de la guerre n'ont pas provoqués chez elle. Le retour des forts de Vaux et Douaumont a cent fois moins agité ces gens-là. Il est vrai qu'il s'agit cette fois d'une première ; et il ne s'agissait que de reprises.

— Toujours des Conseils des ministres houleux. Le samedi 11, Painlevé veut encore s'en aller : pendant son voyage en Angleterre, on a réellement voulu destituer Sarrail. Mais le dimanche, il va voir Poincaré et ça s'arrange encore une fois.

— Soudain, des mesures austères et restrictives pleuvent ou menacent. On fermera boutique à 6 heures ; cafés et restaurants à 9 h. ½ ; on ne sera plus reçu en habit ni décolleté dans les théâtres subventionnés ; on créera un grand conseil des économies qui décrétera des jours sans viande. C'est le caractère imprévu de ces mesures qui frappe l'opinion. Il est exact que, faute de transports et de charbon, la distribution de force et lumière a été suspendue dans la banlieue.

Quant aux commerçants, ils s'agitent, ils protestent. Ils s'aperçoivent qu'il y a la guerre.

— La censure supprime un article de la Vie Féminine du 13 novembre. On y souhaitait que des Françaises visitassent les prisonniers Français en Allemagne et réciproquement. La censure ne veut pas même de cette sorte de rapprochement. Il est vrai que nos patriotes déclarent impossible la présence d'Allemandes en France. Est-ce curieux, nous qui nous donnons pour le peuple le plus courtois et le plus généreux de la terre, que nous nous sentions incapables de recevoir des Allemandes, tout en admettant que les Allemands sauraient recevoir des Françaises ?

— Je montre à Gabriel Voisin le rôle ingrat que c'est de maudire « la guerre en soi » au nom de la pitié, de dévoiler son abominable stupidité. On vous accable aussitôt sous ces mots salissants : honte, lâcheté, infamie. Tandis que ceux qui exaltent la guerre se pavoisent de beaux vocables : gloire, honneur, héroïsme.

— Parmi les absurdes non-sens de la guerre : la façon de mourir fait tout. Ainsi, on apprend qu'un aviateur vient d'être tué en vol. Quelle horreur ! Puis, on rectifie : il est mort d'une rupture d'anévrisme. Cela apparaît bien encore comme une conséquence de son périlleux métier. Mais, c'est égal ; ce n'est plus la même chose. Et tout le pathétique de la nouvelle disparaît.

— De l'insensibilité générale. Le communiqué anglais en arrive à se féliciter que, « sur une division, on n'ait perdu dans une attaque que 450 hommes ». Rentrez en vous-même. En venir à se féliciter que, ce jour-là, il n'y ait que 450 familles en deuil par division.

— Déjeuner avec Anatole France. Il cite un mot de Malvy, de la veille : « C'est l'ère des difficultés insurmontables qui s'ouvre. »

Il dépeint une entrevue avec Briand, au début de sa présidence, sa façon de s'asseoir avec lassitude et de déclarer : « Il faut en finir vite, ça ne peut pas durer. »

France dit que le Gouvernement agit envers le pays comme une mère dont l'enfant vient de se flanquer un gnon et qui le persuade : « Tu n'as pas de bobo. » En général, dit-il, la satisfaction pour les femmes d'être séparées de leur mari est une des causes de durée de la guerre.

Du soldat il dit : Il y a trois soucis : la faim, l'amour, la mort. Chez le soldat, l'extrême fatigue a tué l'amour. Le danger est intermittent et il le sent peu. Et la faim est satisfaite chez des paysans à qui l'on donne tous les jours du vin et de la viande. Enfin, il y a l'attrait des récompenses et la crainte d'être fusillé.

Après le déjeuner, il me prend par les épaules et me dit : « Où allons-nous ? Que faire ? » Je lui réponds : « Devenez Directeur de la presse et répandez l'idée que la victoire des Alliés est acquise en puissance, qu'elle résulte de leur supériorité numérique, financière, territoriale, que les armées ont fait faillite et que, cette victoire latente, il est inutile et coupable de vouloir la révéler dans le sang. »

— On sait depuis le 13 que des troubles ont éclaté en Algérie, provoqués par la conscription. Un sous-préfet, un administrateur, un chef de gare sont tués. Les dépêches d'Algérie n'arrivent plus. Le 18, la presse n'a pas encore soufflé mot de ces faits.

— Depuis le 15, extinction à 6 heures. Beaucoup d'éventaires à la bougie, après cette heure. Beaucoup de mécontentement aussi. Car le marchand de couleurs, obligé de fermer, se plaint que sa

clientèle va chez l'épicier, qui reste ouvert parce qu'il appartient à l'alimentation.

— « Il ne faut pas que la France meure étouffée sous les trophées », écrit le député Bokanowski.

— On appelle Sembat, ministre des travaux publics, aux prises avec des difficultés de transports ferrés : le général Sans-Rail.

— Le 20. Chaque jour, à Paris, un produit manque provisoirement : le lait, le sel. Ce sont des arrêts de circulation de l'organisme.

— Deux camps se dessinent, sous deux enseignes : « Mangeons, dépensons afin de faire marcher le commerce et de rendre la France aimable aux étrangers. » Et : « Jeûnons, privons-nous, afin que tout aille à la défense nationale. » En fait, personne ne change beaucoup sa vie.

— Sur les boulevards, vers six heures, le dimanche soir, la foule est si dense qu'il faut aller au petit pas ou marcher sur la chaussée. Les restaurants débordent. Jamais on n'a tant bâfré. Le bien-être vient d'en bas, des hauts salaires.

— Le 19. On me fait lire l'Écho de Paris et je tombe sur un article de tête qui réclame la rive gauche du Rhin. Ainsi, les mêmes gens qui réclament une victoire écrasante pour éviter la « guerre dans trois ans », réclament aussi ces annexions qui sont le germe des revanches !

— Pour la révision de la classe 1918, il y 450 voix contre 75 à la Chambre. Mais cette Chambre apparaît encore comme un monstre ombrageux. Prononce-t-on le mot lassitude ? Tumulte. L'orateur est obligé d'affirmer vite que la volonté de vaincre est

aussi vive qu'au premier jour. Et quand il dit : « Écoutez ces voix qui montent des profondeurs des tranchées et des profondeurs de l'arrière », la Chambre se méprend, s'émeut d'avance, proteste. Elle a peur que ce soient des voix qui demandent grâce. Et elle ne se remet de l'alerte que lorsque l'orateur reprend : « Ces voix disent qu'elles veulent être commandées et gouvernées ! »

On décide à cette séance un nouveau Comité secret.

— Le 22. La mort de François-Joseph laisse l'opinion indifférente.

— Le 24. Nouvelles restrictions. On parle de deux jours sans viande, suppression des gâteaux frais, carte d'essence, révision des réformes, taxes sur les timbres, le tabac, notes de restaurant, places de théâtre. Une loi d'accélération joue.

On me dit que le front est ravi de savoir le civil embêté. Dans les tramways, on entend : « Ce n'était pas la peine de blaguer les Allemands pour faire pareil qu'eux. » L'orgueil jouant un rôle énorme dans la guerre, il faut une inexorable nécessité pour offrir à l'ennemi, en l'imitant, l'occasion de sourire.

— Dialogue avec un député, pourtant socialisant :

Moi. — Je m'étonne qu'au programme du Comité secret on n'ait pas mis les buts de guerre.

Lui. — Oh ! Ce serait un élément de dissension. Il n'y aurait pas deux députés du même avis. C'est trop tôt. Il faut vaincre d'abord.

Moi. — Mais, vaincre, c'est atteindre un but. Il faut donc le connaître.

Lui. — Eh bien, pour moi, la rive gauche du Rhin me plairait assez.

Moi. — Quoi ? Vous combattez au nom du droit, pour qu'on ne dispose plus des peuples sans leur consentement, et vous voulez annexer des peuples de race allemande, commettre le même délit que les Allemands ont commis en 1871 en annexant l'Alsace-Lorraine, et réinstaller l'abcès au flanc de l'Europe ?

Lui. — C'est une telle garantie qu'une frontière forte !

Moi. — La frontière forte ? Mais on la tourne. Les Allemands n'ont pas abordé notre frontière de l'Est. Ils sont passés par la Belgique.

Lui. — Oh ! Il est certain que je me contenterais encore de l'Alsace-Lorraine.

— Le 24. Anatole France et Tristan Bernard déjeunent chez M B... Painlevé et Pierre Loti viennent dans l'après-midi. Painlevé nie les projets de démission de Briand. Il a eu avec celui-ci une grande explication, où il l'a assuré qu'il le trouverait à ses côtés pour toutes mesures salutaires. Il annonce qu'il n'y aura pas grand changement pour le Haut-Commandement, sauf l'abrogation du décret du 2 décembre 1915 créant un généralissime.

Je lui demande s'il est vrai que Lloyd George a réclamé le remplacement de Joffre. Il me répond : « Vous m'en demandez trop. »

Après le départ de Loti, sensiblement vieilli, Anatole France dit : « C'est étonnant, comme il a passé soudain de l'adolescence à la vieillesse. »

— On m'apprend que Joffre a une péniche à Bougival où il vient souvent le dimanche.

— Le 26. En fin de journée, visite au colonel C… qui dirige les Informations militaires à la Maison de la Presse. C'est une maison neuve, à locataires, toute occupée par des bureaux de propagande. C… était avec moi à Polytechnique. Nous ne nous étions pas revus depuis cette époque. Il croit au triomphe de l'artillerie lourde et me demande si on a trouvé, aux Inventions, une méthode pour s'affranchir de la guerre de tranchées. Il n'en voit pas.

— De Tristan : au cours d'une trêve de tranchées, un coup de feu part sur un Français. Il veut en avoir le cœur net et va jusqu'aux Allemands. Il les trouve en train de houspiller celui qui a tiré : « Il ne savait pas. Il est arrivé ce matin. »

— On voit des articles intitulés « Gare la paix ». Un autre, qui excite à une haine inextinguible : « Brandons de paix. » On m'assure qu'il est d'une femme.

— La pensée qu'on va peut-être supprimer le gaz arrache ce cri à un chauvin : « Mais alors ! Mon bain ? »

— On est stupéfait — on le sera surtout — de voir, en lisant les comptes rendus de la Chambre, les députés décider de la vie des autres : « Nous donnerons jusqu'au dernier homme… »

— Du préfet D… Un prêtre avait décidé un soldat athée à se confesser et à communier pour Pâques. L'homme avoue à D… : « Il m'a mis un grand pain à cacheter sur la langue. Mais, comme il avait les doigts sales, j'ai craché et j'ai mis son pain à cacheter dans mon vase de nuit. » D… annonce au chanoine de la cathé-

drale que le bon Dieu a été jeté dans un pot de chambre. Le prêtre, finement, dit que l'intention seule importe.

— Le 28. À propos du Haut-Commandement, au Conseil de ce jour, Painlevé a voulu démissionner. Freycinet, paladin de Joffre, a offert aussi sa démission au cas où on toucherait au généralissime. Tout le monde demeure.

— Le 28. Première séance du Comité secret. Exposé de Briand. Attaques d'Augagneur et Kerguezec sur Salonique.

— Le 29. Deuxième séance. Succès d'Abrami sur Salonique. Guesde, de sa place, manifeste violemment contre Abrami.

— Le 30. Troisième séance. Grand succès de Roques, défendant Sarrail.

— On conte maintenant un peu partout comment Poincaré fut engueulé par les soldats vers Sailly-Saillissel : « Retourne donc à Bordeaux, etc. »

— Le 30. C… me fait remarquer que l'on n'a pas désigné de plénipotentiaires de la paix, dont la tâche, pendant un an, consisterait à étudier la situation aux points de vue historique, financier, économique, les quarante-neuf Constitutions des États allemands, les défauts de la cuirasse…

Àquoi les patriotes : Si on les désignait, les Allemands le sauraient et ils y verraient un signe de faiblesse.

— Des brochures et journaux d'avant-garde signalent la tendance réactionnaire de la Censure. Elle permet les prétentions annexionnistes — celles de Barrès, réclamant des têtes de pont sur la rive droite du Rhin et un préfet français à Coblentz — et in-

terdit la thèse socialiste opposée à la théorie bismarckienne des annexions.

— L'Écho de Paris a publié le 27 novembre un manifeste catholique qui, à la faveur de la guerre, demande le Concordat, l'enseignement religieux dans les écoles, la « correction » de la loi du divorce, etc.

— On se demande comment les femmes abandonneront leurs hauts salaires actuels. Les chefs d'industrie reconnaissent leur aptitude aux métiers qu'elles adoptent, leur apprentissage plus prompt, leur production plus forte que ceux des hommes.

— Le 30. Gémier me dit que 4.000 femmes se sont ameutées à Levallois-Perret. Question de vivres.

II · 05

— Je n'ai rien su du Comité du samedi 2. Le dimanche 3, Briand s'expliqua sur la Grèce. Il conta les tractations de son envoyé secret avec le roi. « Politique personnelle ! » s'indigne un député. « Hé, hé, il a tout de même arraché une promesse écrite au roi, c'est une base », disent d'autres voix. Le lundi, le ministre de la guerre parle. Il semble que Briand veuille écourter. Il s'est entendu à cet effet avec les présidents de groupes.

D'autre part, Briand s'est concilié les socialistes en laissant entrevoir une possibilité de paix. C'était à la séance du vendredi 1. Sur l'intervention de Pressemane, Briand déclara qu'il n'avait pas reçu d'offres de paix, mais que, s'il en recevait, il les soumettrait aux Alliés, et, s'il y avait lieu, à la Chambre. Quatre cents députés

applaudirent. Les patriotes sont fort soucieux de cet incident. Ils appréhendent le pire, c'est-à-dire l'aurore de la paix. Briand a également promis un changement du Haut-Commandement, avec Joffre conseiller technique des Alliés et Nivelle commandant en chef.

— Stupeur ! Le premier ministre russe Trépoff déclare que les buts de guerre de la Russie sont Constantinople et les détroits, promis par les Alliés en 1915, et l'anéantissement de l'Allemagne. Nous voilà loin de la fable d'une Russie uniquement accourue à la défense de la petite Serbie…

— Le président Wilson, dans un discours à la statue de la Liberté, a pris parti « contre les gouvernements où une petite caste égoïste peut déchaîner la guerre ». Ô sombre ardeur des patriotes : c'est à peine si on veut s'apercevoir de cette grande force morale apportée aux Alliés. Nul n'en parle. Vous comprenez : si cela allait arranger les choses !

— Il y a au Petit Palais une exposition des monuments mutilés, organisée par le Journal, par les soins de Lapauze. L'encre coule, en flots indignés, contre le vandalisme allemand. Mais d'après les témoignages que j'ai recueillis vingt fois dans ces villages de la Marne d'où l'ennemi fut chassé, il est impossible de savoir si ce sont des obus français ou allemands qui ont produit ces dégâts.

— Le Petit Parisien (3.000.000 d'exemplaires) imprime en gros caractères : « Ils veulent Anvers et Briey. » À y regarder de près, cette volonté est exprimée par une gazette du centre catholique allemand. C'est ainsi que les Allemands pourraient écrire :

« Ils veulent Coblentz », parce que Barrès l'a écrit dans l'Écho de Paris.

— À la séance du mardi 5, au Comité secret, Violette parle sur les armements et Renaudel sur le Haut-Commandement. Vives impressions.

— Le mercredi 6, Tardieu parle sur l'armement. Le général Roques sur les effectifs. Il n'est pas très familiarisé avec ses notes et son exposé est un peu confus. Il y a 2.800.000 hommes aux armées. Mais on y a vidé les dépôts. Sur les pertes, il donne 750.000 morts sur le champ, plus les morts de maladie, de suite de blessures, plus les disparus. Cela fait un total de 1.300.000 hommes ! Il y a environ 400.000 prisonniers français. Les pertes allemandes seraient de 10 % des effectifs, les nôtres de 15 %.

— Deux de nos amies assistent à la reprise de la séance publique à la Chambre. Elles sont attristées de la tenue des députés, leur gaîté, leur chahut, leurs conversations insouciantes. Le ministère a 350 voix contre 200.

Je rapproche cette impression d'une lettre d'Albert J… (classe 1916) : « Si ceux qui veulent continuer la guerre connaissaient les souffrances que l'on endure, leurs idées seraient vite changées.

« Il faut faire comme on nous commande. Rien à dire. Plus tard, si on a le bonheur de s'en tirer, ce ne sera pas le moment qu'on vienne nous raconter des choses… »

— Le 8. Il y a eu conseil de Cabinet. Viviani, comme vice-président, parlant au nom de ses collègues et jugeant d'après l'attitude de la Chambre la veille, offre leur démission à Briand, qui

demande à réfléchir. Painlevé et Bourgeois avaient appuyé le discours de Viviani.

Parmi les 14 ordres du jour qui suivirent le Comité Secret, je note celui de quelques socialistes, demandant qu'un tribunal d'arbitrage examine « le droit de l'Alsace-Lorraine de retourner à la France ». Ont-ils mis sur la solution finale ?

— L'opinion, depuis un mois, s'est fort avancée dans le sentier de la paix. Mais n'essaiera-t-on pas auparavant l'équipe ministérielle du « sursaut d'énergie » ?

— Le 9. À propos des crédits, Roux-Costadau lit à la Chambre un discours malheureusement emphatique, mais qui est le premier grand cri de révolte contre la guerre. Il dénonce la course aux abîmes. Grossièrement interrompu, cet homme montre une patience de martyr.

En contraste, le rapporteur du budget expose, parmi l'approbation unanime, que la France a dépensé 72 milliards, qu'elle aura à payer chaque année 3 milliards d'intérêts. Il est accueilli par une sereine inconscience. Les chiffres, comme les pertes humaines, n'ont plus de signification.

— Roux-Costadau s'était aussi élevé contre la Censure. Mais, comme me le disait un jeune député, c'est une panne, une question qui n'intéresse pas la Chambre. Et pourtant, quel formidable abus, à cause de l'emploi qu'on en fait.

— Dimanche 10. Plusieurs généraux auraient refusé le commandement du front français. Soit qu'ils appréhendent d'être placés sous les ordres de Joffre, soit qu'ils jugent l'héritage lourd et dangereux.

— La guerre à la paix continue, farouche. Les Allemands font-ils dire par l'Amérique qu'il ne faut pas écouter les pangermanistes ? On crie au piège, au mensonge. Cependant, nous avons notre Ligue de la Rive Gauche du Rhin. Que dirions-nous si les Allemands prenaient acte de ses prétentions ?

— Un contrôleur des contributions me dit que tous les fournisseurs de guerre tentent de se dérober aux impôts sur leurs bénéfices. Mais, sur ce chapitre du gaspillage, du tripotage, qu'apprendront ceux qui survivront à la guerre ! Nombre de ces scandales furent indiqués à la Chambre, et accueillis avec une sorte de torpeur, incapable d'indignation, d'actes, de sursauts. Tout s'évapore en paroles.

— À la séance de la Chambre du 11, Brizon déclare que la France est victorieuse, et il crie : « À bas la guerre ! » Fureur. Injures. Le député Bouge lui demande combien il a touché. Brizon lui jette le vert d'eau à la tête et se voit exclu pour quinze séances.

Dans son accueil aux discours de Roux-Costadau et Brizon, dont la lecture à l'Officiel donne l'impression du simple bon sens, la Chambre apparaît, dans sa majorité, aveuglée de chauvinisme, folle d'insensibilité et d'incompréhension.

— Est-ce affreux, cette phrase du Communiqué : « Canonnade habituelle. » On s'est habitué à la mort des autres. Ça peut durer.

— Le 11. On me signale deux « échoppages ». L'un, d'un discours de Bethmann-Hollweg, où il dit que Sarrail sera attaqué sous peu. L'autre de Humbert qui demande que chaque faute soit payée d'une tête. On lui fit mettre : « Soit expiée. »

— Après la Marne, le Kronprinz fit porter par un parlementaire sa photo à Sarrail avec sa dédicace : « À son valeureux et vaillant adversaire. »

— Le 10. Painlevé notifie par lettre à Briand, qui veut « resserrer » son ministère, ses exigences relatives au Haut-Commandement. Il sait que le Gouvernement veut faire de très prochaines offensives pour agir sur l'opinion. Et lui, Painlevé, ne veut pas contresigner ces tentatives faites sous le Haut-Commandement actuel.

— Au début de la guerre, on montra au général L... le communiqué annonçant l'occupation de Lunéville par les Allemands. Le général s'arme d'une règle, la pointe sur une carte murale, la promène en Hollande, en Belgique... Son officier d'ordonnance, d'un geste de pieuse pudeur, lui indique du doigt Lunéville. Et le général : « Mais alors, ils sont en France ! »

— Le mardi 12, dans la matinée, Painlevé refuse encore par téléphone à Briand d'être de son ministère. À 3 heures, il est convoqué à l'Élysée pour y voir Poincaré et Briand. On lui offre la Marine. Il résiste.

Il voulait Roques à la Guerre, Pétain aux Armées, et une refonte totale du Haut-Commandement.

Quant à Doumergue, ce soir de mardi, vers 9 h. ½, on s'avisa que son groupe n'était pas représenté dans le Cabinet. On résolut de disjoindre les Colonies, qui devaient être réunies à la Marine et de les lui offrir. Il les accepta sur-le-champ.

— L'adjudent d'artillerie Matou casse son lorgnon, à son poste, en Lorraine. Il demande d'aller à Toul en acheter un autre.

L'autorité militaire décide que cette fourniture sera faite par le Service de santé. On expédie l'adjudant à Toul par le prochain convoi sanitaire et on lui accroche une pancarte : « Choix de verres. » À Toul, il y a triage rapide, confusion de trains, on met l'adjudant dans un convoi de typhiques. Il proteste. Mais que peut un myope sans lorgnon ? il réclame à manger, il ne fait pas monter le thermomètre à 37°, il prononce des paroles dénuées de sens. Ce sont des accidents bien connus de la typhoïde. Bref, on l'emmène jusqu'à Nîmes où on reconnaît enfin l'erreur. Mais on est dans la zone de l'intérieur et, pour renvoyer l'adjudant au front, force est de l'expédier d'abord à son dépôt, à Rennes.

— Fait singulier, la majorité du pays est représentée par un Parlement et renseignée par une Presse qui sont à cent lieues de penser comme elle !

— Le 13. On apprend les propositions de paix de l'Allemagne. Tous les journaux les présentent sous des titres comme : manœuvre, piège grossier, amorce. Ce sont les termes mêmes qu'on retrouvera dans la déclaration de Briand à la Chambre le même jour.

Je déjeune chez C... Nous sommes huit. Quand on parle de cette offre, trois personnes crient : « Ah ! La paix ; jamais ! » C'est une infirmière en costume, une actrice et un industriel de 55 ans environ. Ce dernier déclare : « Moi, si on fait la paix, je prends un fusil ! » Je ne puis me retenir de répondre à ce chauvin : « Ce sera une occasion. »

Tristan Bernard me fait remarquer que nous donnons justement dans le piège en méprisant ces propositions avant de les examiner.

Un grand souffle d'espoir passe dans les casernes et les milieux populaires.

— Le 14. Les journaux continuent de crier à l'amorce, à la manœuvre. En même temps, ils publient, de source américaine, les grandes lignes des propositions : restauration de la Belgique, libération de la France, royaumes de Pologne et de Lithuanie, rectifications de frontières balkaniques, retour des colonies allemandes.

Mais il se produit alors un phénomène absolument extraordinaire. Ces propositions, qui se sont étalées à la première page du Journal, de l'Information, nul ne les a lues ! Non. À la fin de la journée, dix personnes m'assurent qu'elles n'ont pas vu, qu'elles ne savent pas. C'est à croire qu'on a rêvé, qu'on a eu la berlue.

— Le 15. Déjà les journaux ne parlent presque plus de la note allemande. Aucun ne reproduit plus les grandes lignes esquissées la veille. À nouveau, on m'affirme ne pas les avoir vues. On n'a pas voulu les voir ! Qui croira cela, plus tard, cette conjuration de l'ignorance ? Et pourtant, il en fut ainsi !

— À la séance de la Chambre du 13, où Briand déclara que l'offre allemande voulait empoisonner le peuple, un socialiste proposa qu'on y répondît en exposant nos buts de guerre. Protestations de la Droite : « Un seul but : la Victoire ! »

Mais qu'est-ce que la victoire, dans cette guerre nouvelle ? Ne faut-il pas précisément atteindre un but et par conséquent le définir ? Quel abîme de stupidité !

— Au début de la guerre, quinze fous de Villejuif voulurent s'engager. On s'y opposa. Ils s'évadèrent et parvinrent à leurs

fins. Où sont-ils ?

— De deux côtés, on me dit que dans la Somme les petits gars de la classe 17 crient « Maman » quand on veut les faire sortir des tranchées et que leurs officiers sont obligés d'en revolvériser quelques-uns.

— Le 15 un soir se répand la nouvelle d'une offensive au nord de Verdun : reprise de la côte du Poivre, 7.000 prisonniers. Les patriotes rayonnent : « Cela prouve que nos soldats ont encore du cran, et c'est la réponse aux offres allemandes. » Cette dernière assertion est fausse. Cette offensive, préparée depuis longtemps, devait produire son effet pendant le Comité secret. Les pluies la retardèrent.

— Le 16. Le Ministère « resserré » a paru le 13. Albert Thomas, ministre de l'Armement, va prendre un immense local, car il lui faut 250 pièces. Je demande si ce sont des pièces lourdes.

— Voici comment Joffre apprit qu'il était disgracié. On lui avait juré qu'il gardait tout pouvoir, qu'on le transférait simplement à Paris. Mais le général Nivelle lui rendit compte que lui, Nivelle, relevait directement du ministre de la Guerre. Joffre n'était plus rien.

— Séverine me dit que Brizon avait des ecchymoses au visage. On lui tira les cheveux, arracha col et cravate, lacéra le cou. On voulait le faire tomber en le tirant par les pieds. Alexandre Blanc, qui voulut le secourir, reçut quelques horions. Et Séverine ajoute : c'est égal, la Vérité est en marche.

— La censure continue de bannir toute pitié, toute appréhension, toute lassitude, tout bon sens, tout ce qui pourrait détendre

l'orgueilleux ressort. J'en vois un comique exemple dans la suppression d'un article humoristique qui, après le jour sans viande et le jour sans théâtre, proposait le jour sans guerre.

— Oh ! L'œuvre des journaux ! À Serbonnes, le père du soldat J... qui tremble à chaque seconde pour son fils, dit à propos de la note allemande : « Ah ! il faut une paix durable. » Phrase lue.

— L'esprit militaire, l'esprit de caserne, reste identique à celui du temps de paix. Rien n'est changé dans ce milieu essentiellement traditionnel. Aux aérostiers de Saint-Cyr, un adjudant arrache les boutons de capote représentant une grenade, quand cette grenade a la tête en bas.

— La réaction a créé l'impopularité du Parlement. Dans le métro, un quidam en officier gifle un député parce qu'il est député. À côté de moi, au restaurant, un petit médecin auxiliaire, voyant entrer le Sous-Secrétaire d'État à la Santé, dit : « Voilà longtemps qu'il gagne ses 25.000 francs, sans doute à ne pas faire grand'chose. »

— Mon camarade B... me disait que les 1.300.000 morts actuels, alignés côte à côte, au bord d'une route, la garniraient de Paris à Nice. En la parcourant en auto, on aurait, pendant les trente heures du voyage, ce rang ininterrompu de cadavres sous les yeux. Tristan Bernard à qui je rapporte ce propos au téléphone, réplique : « Dites donc, ce n'est pas pour faire aimer le tourisme, cette vue-là. »

— Joffre se plaint de n'être plus rien : « Consulté... pas toujours écouté. » il a été question de l'installer, avec une trentaine d'officiers, à Neuilly, dans un pensionnat de jeunes filles, ou dans un couvent.

— Le Sénat est épileptiquement patriote. Le patriotisme, c'est la virilité des vieillards. Ils couchent avec la victoire. Dès qu'un orateur prononce le mot de « lassitude », tous ces vieux lions grondent.

Au Comité secret, Humbert attaqua surtout. Il parla des grèves perlées des syndicalistes aux usines de guerre. Mais il n'est pas orateur. Albert Thomas, Herriot, Clémentel, en ont facilement triomphé. Quant à Clemenceau, il contredit Malvy sur le mouvement pacifiste. Malvy le niait. Clemenceau, qui s'était fait livrer les dossiers de la Sûreté générale, les sortit.

— Un dessin du Petit Parisien représente un soldat français qui met le pied au cul d'un soldat allemand, porteur d'une pancarte : « Paix… »

— Le 22. L'Amérique demande à tous les belligérants leurs buts de guerre. Gros émoi.

— Dès le 23, le Temps proteste contre cette note : on ne peut pas, dit-il, nous contraindre à remettre l'épée au fourreau.

— Le 24, protestation unanime de la presse contre la note Wilson. On veut la victoire par les armes. Un reproche à l'Amérique de n'avoir pas pris parti dès août 1914. On l'accuse d'avoir agi à la suite de l'offre allemande. On oublie, de Wilson, son discours à la statue de la Liberté, et son action contre la guerre sous-marine (mai 1916).

— Dessin de Noël du Petit Parisien. Deux enfants prient devant la cheminée : « Faites que papa revienne avec la victoire. » N'est-ce pas affreux, cette condition qu'on leur fait mettre ? Deux gosses ! Mais le cri du cœur, c'est : « Faites que papa revienne ! »

— Un de nos journaux imprime en lettres grasses : Leurs véritables prétentions, et donne l'opinion d'un pangermaniste épileptique demandant Marseille. Ne souriez pas. Cela porte. Mon fils, allant chez une de nos parentes, s'entend répliquer par elle : « La paix ! Oh ! Pas maintenant. Ils veulent Marseille. » Son journal l'avait empoisonnée.

— Pendant deux ans on nous a bercés de cette chanson : « Nous épuiserons l'Allemagne par le blocus. Resserrons-le. Vienne la disette, elle criera grâce. C'est à qui tiendra un quart d'heure de plus… » Et le jour où l'Allemagne propose de traiter, nul ne s'avise que ce sont peut-être ces prédictions qui se sont réalisées !…

Ce serait, en effet, l'arrêt de la guerre, souhaité par l'unanimité des masses des deux côtés des lignes. Mais foutre ! Cela ne ferait pas l'affaire des petites phalanges qui mènent ces masses, et qui ont de si puissantes, si nombreuses raisons de continuer indéfiniment.

— Il faudrait dégager les traits neufs de cette guerre, dire en quoi elle est inédite. Étude impossible à publier, car dire que cette guerre est nouvelle, c'est détruire les vieilles idoles, les vieilles formules, c'est discuter le dogme. On ne le permet pas. En quoi elle est nouvelle ?

1 Les effectifs engagés. Il y a 40 millions d'hommes habillés en soldats, pour tous les belligérants.

2 Les pertes sans exemple. Environ 8 millions d'hommes en deux ans.

3 Ces énormes armées sont comme des pieuvres au flanc des nations nourricières. Elles sucent leur argent, leur nourriture, troublent leur économie générale, leur vie organique.

4 Il y a une presse à grand tirage. Elle est aux mains d'un petit nombre d'avidités et elle est lue par le grand nombre d'ingénuités. Elle tombe sur une population qui sait lire — après 40 ans d'instruction obligatoire — mais qui ne sait pas encore penser. Les cerveaux absorbent cette nourriture frelatée, sophistiquée, mais ne savent point encore discerner le bon du mauvais, le vrai du faux. Il y a empoisonnement.

5 Les batailles se gagnaient en un jour. Elles sont indécises au bout de 6 mois.

— Que le patriote intégral est donc un animal ombrageux ! Dit-on devant lui que la France bâfre plus que jamais ? Il s'offense, car il veut que la guerre soit toute belle et toute digne. Dit-on qu'il faudrait se restreindre et se priver ? il s'offense encore, car il ne veut pas que la guerre porte atteinte à la vie générale de la France.

— Fidèle à ses vues, la Censure supprime une phrase de journal où la guerre était traitée de « folie de l'humanité ». Il ne faut pas que la guerre soit une folie. Comment pourrait-on maintenir les gens dans la folie ?

— On apprend le décret qui nomme Joffre maréchal. Le secret de la décision, prise évidemment au Conseil du 26, a été bien gardé.

— Personne n'est donc frappé de ce fait que, plus un journal est réactionnaire, plus il veut la guerre et que, plus il est républi-

cain, moins il la veut ?

— Joffre fait demander par téléphone au Gouvernement de Paris d'habiter l'appartement des maréchaux à l'École Militaire.

— Franklin-Bouillon déclare à un journal italien que la France « a horreur de la paix ». Peut-on feindre d'ignorer que toute conversation de rue, de magasin, de métro, témoigne du désir de la fin ?

— Mon concierge, dont le fils doit bientôt passer adjudant, consulte tous les jours l'Officiel pour y découvrir cette promotion. Et alors que défilent les gros événements, les échanges de notes pour la Paix, il me dit chaque matin, quand je le croise dans l'escalier : « Toujours rien. »

— Cet effacement de Joffre — car, en le nommant Maréchal, on abroge les décrets du 2 décembre 1915 qui le nommait généralissime et du 13 décembre 1916 qui le nommait conseiller des Alliés — cet effacement n'a soulevé aucune émotion. On croyait que l'Univers allait s'écrouler de stupeur. Il n'a pas bronché.

— Le 31, réponse des Alliés à la note allemande. Chose singulière, aux deux pôles de l'opinion française, on la trouve parfaite. On loue l'habileté d'avoir mis en évidence l'affaire belge, terrain solide. Et puis, il y a là une façon de claquer la porte, tout en la laissant ouverte…

II · 06

— C'est tout de même effrayant que les hommes au pouvoir soient, même en ce moment, avant tout menés par le souci de s'y maintenir, et les hommes autour du pouvoir par le souci d'y parvenir…

— Passant quai des Tuileries, je compte, sur 30 mètres, 13 pêcheurs assistés de 13 spectateurs, soit 26 oisifs. Et on parle de l'élan admirable, la mobilisation consentie librement de toutes les activités. Quelle blague !

— On pervertit les esprits. Je ne le répéterai jamais assez. C'est un abominable dopping, destiné à fouetter la haine. La Censure a voulu que la guerre fût absolument belle, et l'ennemi absolument laid. Il n'a pas droit à un beau trait. On a supprimé ces deux articles : l'un célébrait le professeur Foerster, de Munich, qui, dans des conférences applaudies, dénonçait la néfaste éducation militariste de la jeunesse allemande ; l'autre, où une rapatriée du Nord racontait la relative bonhomie de soldats allemands en pays occupés.

— Les nouvelles taxes, qui touchent pourtant des besoins essentiels, comme le sucre et les timbres, d'autres assez impérieuses comme le café et le tabac, sont acceptées avec résignation. On entend des gens dire : je fumerai moins, j'écrirai moins.

— Le 5. C… me dit que les Allemands emploient de nouveaux asphyxiants que n'arrêtent pas les masques.

— Le rôle du respect humain est énorme en cette aventure effroyable. Abordez-vous un bourgeois quelconque ? Il se montre d'abord jusqu'au-boutiste. Il croit que vous l'êtes vous-même.

Puis si vous montrez des sentiments humains, pacifiques, il s'y rallie fréquemment en partie, dévoilant peu à peu sa pensée vraie. Ainsi, un immense leurre, fondé sur une mutuelle hypocrisie.

— Le Boulevard, de la Madeleine à la place de la République, vers 8 heures du soir… Formidable goinfrerie ! Les restaurants se suivent. Quelques-uns sont emmitouflés de stores épais, ouatés. On les devine. On y officie dans les hauts prix. Mais la plupart étincellent. En contraste avec l'obscurité de la Chaussée, leurs nefs en pleine clarté se creusent, s'enfoncent derrière les vitrages, montrent les alignements drus de dîneurs, à perte de vue. Les yeux rient, les fronts brillent, les mâchoires marchent, les garçons voltigent. Et pas une place vide. Un coude à coude farouche.

À 80 kilomètres de là, des hommes ont de la boue glacée aux aisselles, dans la tranchée, s'enlisent, dans des souffrances indicibles. Voilà la belle guerre !

— Un soir, le long des quais, au Trocadéro, vers minuit, je rencontre un soldat, ivre de vin ou de fatigue. Il me dit qu'il veut se jeter dans la Seine. Il a trois enfants, deux ans de tranchées, la croix de guerre. Il doit être à 6 heures du matin à la gare du Nord, pour repartir dans la Somme. Il n'en peut plus. Il en a assez… Et parmi les projets que j'agite dans ma tête pour le secourir, je pense à lui donner de quoi dormir quelques heures dans un hôtel. Mais quoi ? Dans ce riche quartier ? Avec cette apparence d'ivresse ? Et je m'aperçois de l'énorme bluff. On dit qu'on fête le poilu, qu'on l'apothéose. Allons donc ! Qu'il se présente, fripé, vacillant, en quelque hôtel cossu, on l'évincera !

— Je ne puis entendre sans une révolte de tout l'être des patriotes exalter « une journée intéressante, où nous n'avons eu que 2.000 morts, et où nous en avons fait 15.000 ».

— Le 7. Proclamation des deux Empereurs à leurs troupes, annonçant la guerre à outrance, après le rejet de leurs offres par l'ennemi. Cri fatal.

— Au cinéma, rue de la Gaîté. Silence opaque quand on projette la bedaine de Joffre, à l'occasion de son maréchalat. Seule dans toute la soirée déchaînera des applaudissements, nourris et sans fin, la simple projection d'une sorte de préface à un film un peu féministe : « Le mari doit plaire à la femme autant que la femme au mari. Ce qui est bon pour l'un est bon pour l'autre. » Les problèmes d'après-guerre passionnent déjà plus que la guerre.

— Un jeune officier du « chiffre » à la Guerre, traducteur de journaux allemands, s'indigne tout bas de n'avoir à faire état que de feuilles pangermanistes et d'être obligé de laisser de côté toute une majorité de journaux plus raisonnables, dont on ne veut pas donner d'extraits. Toujours cette vérité sophistiquée qu'on verse à la foule pour la maintenir en haine, en crainte et en fureur.

— On me raconte que la note allemande sur la paix du 12 décembre parvint à Paris à 2 heures après-midi. On décida d'abord de l'étouffer. Mais on se sentit impuissant à en empêcher la publication et elle fut autorisée à une heure du matin. Les articles d'accueil furent donc improvisés en un court espace de temps.

— Aux Inventions, le capitaine R... nous dit que les ressorts des chargeurs pour nos fusils mitrailleurs ont été faits en Allemagne, par l'intermédiaire de la Suisse.

— Là aussi, le professeur L… raconte qu'il a eu à examiner les tourbières de Saint-Gond, où aurait disparu, engloutie, la Garde Impériale allemande. Or, il n'y a que six Allemands noyés ! Il rappelle aussi la légende, dont on a fait officiellement état, d'Allemands qui seraient venus avant la guerre étudier ces parages. Or, il s'agissait d'une compagnie anglaise, qui voulait acheter les tourbières et dont L… a pu identifier et retrouver les représentants !

— Le 12. Publication de la réponse des Alliés à Wilson. On y donne enfin des buts de guerre. Une phrase singulière décide « que les Alliés ne peuvent pas obtenir dès maintenant la paix qu'ils veulent ». Qu'en savent-ils ? On y a déguisé la cession de Constantinople aux Russes — nécessaire, paraît-il, pour qu'ils ne nous lâchent pas — sous une formule dont on relève en souriant l'ingéniosité : « Expulsion d'Europe des Ottomans, décidément indignes de la civilisation occidentale. » Place aux Cosaques !

— Je n'insisterai jamais assez sur ce fait que les masses en ont unanimement assez et que Presse, Parlement, Gouvernement, ne ressemblent en rien à la nation dont ils devraient être le reflet et l'émanation. Ces cris de pitié, c'est sans cesse qu'on les entend. Hier, sur une plate-forme de tramway c'est un aumônier, retour de la Somme et de Verdun, qui dit à une dame : « Il y a assez de mères en deuil, espérons que cela va finir. » Aujourd'hui, toujours sur le même tramway, c'est une dame très en fourrure qui dit tout haut à un soldat : « Vous n'en seriez pas là, après 30 mois, s'il n'y avait pas des milliers de canailles et d'imbéciles qui avaient voté pour les partis de guerre. » L'auditoire ricanait, gêné. Une ouvrière murmure près de moi : « Elle a raison, cette dame. »

— Le 16. Paraît une lettre du Kaiser à Bethmann-Hollweg, du 31 octobre 1916. Toute la presse française en nie la date et la sincérité. En voici des passages : « …les peuples ennemis, en proie à la psychose de la guerre… ne comptent pas d'hommes en situation de prononcer le mot libérateur. Proposer la paix, c'est accomplir un acte moral nécessaire pour libérer l'univers, y compris les neutres, du fardeau qui l'accable. Pour un pareil acte, il faut un souverain qui ait une conscience, responsable devant Dieu, qui ait un cœur pour son pays et ses ennemis, qui veuille libérer le monde de ses souffrances, sans souci de la fausse interprétation qu'on donnera volontairement de ses démarches. J'ai ce courage. Je veux oser cet acte. Préparez tout. »

— Certains aspects de la vie ne sont pas reproduits dans nos illustrés, par orgueil ou pudeur. Ces témoignages graphiques manqueront donc. Exemples : on ne montre pas les intérieurs noyés de pénombre par les restrictions de lumière ; les éventaires à la bougie, dans l'ombre des rues ; les boîtes à ordures qui, faute de personnel, règnent sur le trottoir jusqu'à 3 heures de l'après-midi ; les queues de 3.000 personnes attendant du sucre devant les grandes épiceries. Et, en sens inverse, on n'a pas fixé l'aspect des restaurants débordants, des thés, des théâtres, music-halls, cinémas.

— Un certain usinier empoisonne une rivière en fabriquant des asphyxiants. Plainte des riverains. Le procureur, animé de « l'esprit de guerre », manque à l'antique coutume d'accabler le prévenu. Il raille le plaignant et félicite l'accusé, qui travaille pour la défense nationale, pour la France.

— Nous blaguons la devise Gott mit uns (Dieu est avec nous) et nos écus portent frappée sur la tranche cette phrase : Dieu pro-

tège la France. Nous raillons : Deutschland über alles (L'Allemagne au-dessus de tout) et la devise du président de notre Ligue des patriotes était France d'abord !

— Quelle régression encore, d'augmenter le prix du transport, alors que le progrès tendait à le diminuer sans cesse… Là encore, on n'a pas osé frapper les privilégiés, on a continué de tondre le mouton populaire. De même qu'on n'a pas osé voter la taxe de 5 % sur les notes de restaurant, la suppression des autos de luxe, etc.

— Une femme de chambre congédiée se venge en jetant 100 kgs de sucre dans la baignoire. Les patrons ne peuvent pas se plaindre : ils accaparaient. De même que n'osent pas porter plainte ceux à qui on a volé l'or : ils eussent dû le verser à la Banque de France.

— Je ne transcris plus les titres de feuilletons. Ils cessent d'être cocardiers. Ils ont fait place au roman-cinéma, chaînes d'aventures policières et criminelles, qui se déroulent simultanément dans les journaux et au cinéma.

— Au début de la guerre, on ne pouvait pas dire que l'Allemagne avait encore des ressources. (M X disait que Le Temps était vendu à l'Allemagne, parce qu'il imprimait qu'il y avait des victuailles au ballet de Munich.) Et maintenant on ne peut pas dire que l'Allemagne n'a plus de ressources. Car ce serait expliquer comme une défaite par épuisement leur demande de paix.

— Ah ! Si ce n'était pas accroître la tristesse de ceux qui ont perdu leur enfant à la guerre, jeter une ombre de plus sur leur deuil et le désauréoler, tout ce qu'on pourrait leur crier sur l'inepte, la stupidité de ces sacrifices. Oh ! Le malheur d'être né dans

un temps où on prétend défendre des droits, des idéals, en crevant les ventres !

— Le 23. Publication du Message de Wilson au Sénat américain. J'admire ce monument pacifique. J'y relève notamment cette phrase où il espère parler « pour cette masse jusqu'ici silencieuse de l'humanité, qui n'a pas encore eu l'occasion ni le moyen d'exprimer les vrais sentiments de son cœur devant la mort et les ruines qui accablent les personnes et les foyers les plus chers ». Pour la première fois on parle au nom de cette énorme majorité muette, au nom de 99 personnes sur 100 !

Et comme il voit clair, quand il assure que la paix durable est la paix sans vainqueurs ni vaincus, celle qui laissera le moins de germes de haine dans les cœurs, celle qui est le plus conforme à cette guerre nouvelle, où l'armée fit faillite.

Mais, dès le matin de la publication, la presse se rebiffe : Chimère ! illusions ! Mégalomanie !

Quant aux gens, ils sont déconcertés. Les uns disent : « C'est admirable ! » Les autres : « il est plus boche que les boches. » On manque de mot d'ordre.

— On a annoncé le 22 dans les journaux la réduction prochaine à deux plats des menus de restaurant et les deux jours sans pâtisserie.

— Le 24. La crise du charbon, qu'on m'avait prédite pour le 20, éclate. Émotion à la Chambre. Le personnel d'une usine de guerre, fermée, vient manifester aux Travaux publics, puis jusqu'à l'Opéra. Des centaines de femmes font la queue devant les

centres de vente. On les renvoie, après des heures d'attente, par un froid cruel.

— Aspect nouveau de Paris : beaucoup de boutiques aux vitres givrées, car on ne les chauffe plus.

— Briand répète à tous ses amis — à Étienne en particulier — qu'il va s'en aller. On parle d'un ministère Ribot. Ce serait le vœu de Poincaré.

— Le dessinateur Forain, tombé à la plus profonde réaction, blâme le message de Wilson : « Je ne demande pas de conseils à mes fournisseurs. » Et la nationaliste « Idea Nazionale » s'écrie : « Que Wilson nous laisse faire notre histoire avec notre sang ! » Il est vrai que cela est écrit du fond d'un fauteuil.

— L'inanité des guerres apparaît en éblouissements. Par exemple quand on voit, il y a cent ans, les Anglais alliés aux Empires Centraux contre les Français, et soufflant alors la haine de la France, l'amour de la Prusse et de l'Autriche… Et penser aussi que les Italiens doivent nous inspirer beaucoup d'affection et d'admiration parce qu'ils se sont mis de notre côté et que nous devrions leur trouver tous les défauts et les couvrir de toutes les injures s'ils étaient restés dans la Triple-Alliance.

— En sortant du restaurant d'Orsay, je vois à l'une des tables Herriot, parmi des convives de son entourage. La face géante, à grands traits, intelligente et sensuelle, crinière haute. Il est tout animé de paroles et de mangeaille. Coïncidences : le matin même, vient de paraître son arrêté des « Deux plats ».

— Quand je parle au nom du pacifisme et de l'humanité, on m'objecte : « Alors ? Vous les auriez laissés entrer ? » La réponse

est plus compliquée que la question. Peut-être aurait-on empêché la guerre en créant, des deux côtés des frontières, une autre mentalité. Chez nous, en ne prêchant pas le Réveil national, la guerre inévitable, en n'élisant pas Poincaré, emblème pointu de la Revanche.

Mais laissant cela de côté, je réponds : « Non, je ne les aurais pas laissés entrer. Si ma maison et les miens étaient attaqués par un voisin brutal et fou, je les défendrais. Mais je trouverais cette besogne triste, pénible, barbare. Je souffrirais d'y être contraint. Je ne la magnifierais pas, je n'en ferais pas la plus grande gloire sur la terre, je ne la mettrais pas à mille pieds au-dessus de toutes les autres vertus. C'est cette apothéose du sentiment patriotique, en temps de guerre, cette religion fanatique, imposée, farouche, dévoratrice, cruelle, absolue, cette mentalité d'aïssaouas en délire, — et qui cache tant d'intérêts, d'ambitions, de calculs et de vanités — c'est cela qui m'exaspère.

— Se figurera-t-on plus tard exactement le temps que nous vivons, cette continuelle glorification du meurtree sur un fond d'insensibilité et de cruauté ? Des magazines gais et rieurs servent des anecdotes à goût de sang, fades et chaudes. Exemple : le petit garçon qui croit que son sou neuf est en or, qui le porte à la Banque « pour qu'on tue beaucoup de Prussiens » : les dames employées le couvrent de baisers. Et le bon tireur qui dit à l'aumônier, en lui montrant deux Allemands dans leur tranchée : « Foutez-leur l'absolution avant que je les abatte. »

— Dégagera-t-on également l'énorme rôle du respect humain, de l'amour-propre, dans cette effroyable aventure ? En wagon, voici encore une de ces femmes de mobilisés qui sont orgueilleuses de la blessure de leur mari, qui ne sont qu'ostenta-

tion. Et c'est, pour la galerie, des phrases comme : « Tu as bien ta feuille de congé de convalescence ?… Oh ! Comme tu as gardé le langage des tranchées !… Toi qui as fait campagne dès le début… Quand tu étais à la Fille-Morte… Il faudra acheter tous les numéros de l'Illustration qui donnent les cartes du front, pour marquer tous les endroits où tu as été… »

— Un numéro du Journal du Peuple découpe des phrases de ministres alliés et peut en conclure : l'Angleterre veut la paix, la Russie veut la paix, etc. Mais la Censure a supprimé : la France veut la paix.

— Quel mystère ! On n'admet pas qu'un pays impose aussi bien ses ambitions en affamant qu'en étripant ! On ne veut envisager qu'une victoire classique, à la pointe de l'épée. La victoire par le blocus n'existe pas, n'excite pas. Seul compte donc l'exploit du sang ? On dit aussi : il faut montrer aux Allemands que leur militarisme est vaincu. Mais, triples sots, c'est tout le militarisme qui a fait faillite ! Ah ! Pouvoir le démontrer, enfin…

— Le 28. Fin du Comité secret sur la Grèce. Triomphe de Briand, majorité légèrement accrue.

— Le 20. Le froid cruel, la descente implacable du thermomètre chaque soir, font sentir l'ignoble comique de la guerre. On est frappé par des fléaux naturels, on aurait de la peine à se défendre contre eux et, dans le même temps, on ajoute des fléaux artificiels qui aggravent les premiers, les rendent plus cruels, plus actifs, et rallongent la liste des morts… Et tout cela, quand il serait si simple de supprimer instantanément le fléau humain.

— Séverine raconte qu'elle fut amenée à parler à la Mairie Drouot, à une réunion d'œuvre charitable, devant 300 femmes.

Elle fit appel à la pitié, à la paix. Aussitôt, neuf femmes sur dix la huèrent, yeux électriques, griffes en arrêt ; il ne fallait pas avoir fait tant de sacrifices pour rien.

II · 07

— Le froid long et dur, l'absence de charbon, contraignent nombre de gens à se chauffer au bois dans les campagnes. Ainsi, on déboise en même temps qu'on dépeuple. C'est l'irréparable pour la terre et pour la race.

— Le 2. La crise du froid dure depuis quinze jours. Dans les journaux, pas un mot sur l'effroyable misère des tranchées, par 20° de froid. Le plus vaniteux et le plus facile parti pris ignore ces souffrances. Commode ! On cache si bien ces martyres à l'ennemi qu'on se les cache à soi-même.

— Le 5. Dîner avec Painlevé. Il reconnaît qu'en ce moment c'est Ribot que Poincaré souhaite comme Président du Conseil.

Il critique âprement ce qu'il appelle « la politique des bras croisés ».

— On parle beaucoup de la rupture diplomatique entre les États-Unis et l'Allemagne, qui date du 4. Gros émoi. Avis partagés. Pour les uns, raccourcissement, pour les autres allongement de la guerre. (Cette rupture est due à la déclaration de guerre sous-marine à outrance de l'Allemagne.)

On s'émeut sur le ravitaillement des populations envahies, qu'assurait l'Amérique. Mais G..., lieutenant belge, me dit que la

question est réglée depuis un an et que ce ravitaillement se fera sous pavillon espagnol.

D'aucuns disent que les Allemands, voyant le monde dressé contre eux, vont y trouver prétexte à céder ?

Il est exact que les Allemands se complaisent à dénombrer le chiffre énorme de leurs adversaires. Ils disent qu'ils sont 170 millions contre 800 millions, qu'ils sont 4 peuples contre 11, qu'il y a 51 % de la planète contre eux, etc.

— On a ajouté aux titres de permissions de Salonique cette note : « En cas d'armistice, rejoindre le dépôt ». Mesure bureaucratique, sans doute. Mais elle émeut follement les soldats et leurs familles, qui voient luire là l'espoir de la fin.

— Le 7. On annonce pour le 8 la suppression des théâtres et cinémas quatre jours sur sept, pour raison d'économie. La mesure est inopérante : des gens réunis par milliers dépensent moins de chauffage et de luminaire que chacun chez eux.

— À la page de tête de l'Illustration du 3 février : une vieille femme traîne dans un chariot un maigre sac de charbon. Son fils, soldat, l'accompagne. Titre : « Bonheur complet… »

— Le cas de Ford montre la frénésie qui s'empare d'un peuple gagné par la guerre. Cet homme, traîne dans le ridicule et la boue pour sa campagne pacifiste, offre maintenant, dit-on, de construire 1.000 petits sous-marins par jour.

— Les amants de la guerre qui la trouvent belle, glorieuse, magnifique, héroïque, décisive, féconde, se doutent-ils qu'ils adoptent les idées des pires pangermanistes ?

— La rupture américaine réconforterait les soldats. Elle donne de la jactance aux chauvins, dont augmentent les exigences conquérantes.

— Galerie d'Orléans, au Palais-Royal. 200 femmes parquées par groupes de 50, pour recevoir un sac de charbon gros comme un oreiller. L'ensemble est pâle, vert, sans haine apparente, pépiant même. C'est la résignation puérile des foules populaires. 25 sergents de ville — je les ai comptés — jeunes, gras, costauds, surveillent ces 200 fantômes.

— On nous a annoncé le 10 que nous ne mangerions plus que du pain rassis, vendu 12 heures après sa cuisson. Il paraît qu'on en consommera moins.

— Un découragement écœuré, un dégoût de vivre me prennent quand je lis dans les journaux les déclarations du généralissime anglais Haig a un journaliste, décidant qu'il écrasera l'Allemagne jusqu'à ce qu'elle soit à jamais hors d'état de recommencer, que sinon ce serait la guerre dans trois ans, etc… ou le discours d'un Doumergue en Russie, déclarant que Constantinople à la Russie est la condition sine qua non de la paix.

— On me cite une revue médicale allemande disant que les enfants naissent sans ongles — mères déphosphatées — et qu'on laisse les gosses dormir dans les classes, respectant leur lassitude au lieu de les punir comme on le faisait naguère.

— Un parlementaire racontait que le 31 juillet 1914, il avait rencontré Delcassé au restaurant du Palais d'Orsay. Il demanda au gnome ce qu'il pensait des Russes. Et Delcassé, avec ce terrible accent Midi-d'Espagne qui lui fait prononcer « la France notre méïre » pour « la France, notre mère », lui dit : « J'ai es-

sayé de les aiguiller vers Berlin, car ils voulaient marcher sur Vienne. Sans tomber dans l'optimisme de ceux qui les voient à Berlin en septembre, je les y vois avant la fin de l'année. »

— Depuis plusieurs mois — mais ces catastrophes-là ne comptent plus — il y a en moyenne une explosion d'usine de guerre par jour pour l'ensemble des belligérants.

— Les bourgeois crânent devant les restrictions, soutenus par la vanité patriotique de l'emporter, même sur ce terrain, sur les Allemands. C'est un concours de joyeux entrain : « Nous avons été à 4 heures du matin, en bande, chercher du charbon. On a bu du punch. C'était aussi amusant que d'assister à une exécution capitale. » Ou encore : « Eh bien, quoi, on mangera du riz. C'est sain. Et vive la marmite norvégienne. » Et n'oublions pas le monsieur qui n'a jamais tant reçu de marchandises d'Angleterre que depuis la guerre sous-marine à outrance…

— À voir la vie qui se rétrécit, en durée, en activité, en gaîté, en lumière, en abondance, en rapidité, à voir tout ce qu'on perd, on sent tout ce qu'on avait gagné, depuis l'âge des cavernes. Car tout ce qui disparaît, c'était justement l'acquis du progrès.

— Tristan Bernard dit qu'on croit voir des enfants qui ont déclenché une machine infernale et qui ne savent plus comment l'arrêter.

— Le 18. Romain Rolland publie une brochure : « À la civilisation » qu'on se passe de la main à la main. Le manuscrit aurait été introduit en France par M C… femme d'un ancien ministre.

— Un général parle à un territorial, qui se plaint d'être vieux. « Quel âge as-tu ? — 45 ans. — Eh bien, qu'est-ce que je dirais,

moi qui ai 15 ans de plus ? — Oui, mon général, mais moi, j'ai travaillé. »

— Le 19, Octave Mirbeau est mort dans une demi-indifférence, comme meurent les gens notoires pendant cette guerre. D'esprit instable, il avait l'impulsion généreuse. Dans un de ses livres, il avait dit son admiration pour l'Allemagne. Et voilà le Petit Parisien qui publie son testament où il renie les tendances de toute sa vie. Les amis de Mirbeau, comme Tristan Bernard, Charles-Henri Hirsch, disent qu'il était très affaibli depuis quatre mois.

— Des dames étudient une nouvelle coiffure, avec frange. Elles disent : « Nous aussi, nous faisons des opérations sur le front ».

— La dualité d'opinion dans le commandement sur la date d'une offensive — Painlevé se flatte de l'avoir fait repousser déjà à mars ou avril — l'attente d'une solution américaine, le vide étonnant des journaux, tout cela crée une énervante atmosphère d'avant l'orage.

— Le 24, Lloyd George a fait un discours annonçant de sévères restrictions anglaises. Les objets de luxe de France ne seront plus importés. (Coup dur pour nos exportations, si nécessaires.) Faute de ces restrictions, dit-il, les Alliés iraient à un désastre certain.

Il est intéressant d'opposer ce langage à celui de la presse française, où la censure continue d'écheniller tout ce qui pourrait ne pas montrer la guerre en beauté. N'a-t-on pas échoppé que, pendant la crise de froid, des femmes emmenaient leurs petits dans des débits, pour avoir chaud ?

— Nombre de journalistes américains, quittant l'Allemagne, ont empli nos journaux d'interviews. Leurs avis sur l'état écono-

mique de l'Allemagne allèrent du : « Ils manquent de tout » jusqu'au : « ils ne manquent de rien. » Germanophiles et germanophobes sans doute.

— C...., interprète près des Anglais, remarque que cette guerre avait pour objectif de détruire le militarisme prussien, mais qu'elle a déjà engendré le militarisme anglais, si ardent que le soldat anglais est maintenant plus militaire que le soldat allemand.

— Rue Royale, près de chez Maxim's, on a mis sous verre l'affiche de la mobilisation (nuit du 1 au 2 août, de minuit à minuit). Cela a déjà l'air vieillot d'un souvenir historique, pour Carnavalet.

— Au restaurant, près de nous, une dame dit : « Oh ! Moi, si j'ai du lait pour mon chien, la guerre peut durer. »

— L'aspect des cafés. Ils débordent. Beaucoup de vieillards jouent aux cartes et semblent totalement détachés des événements.

— L'acteur Signoret, qui est à la Censure, a entendu un attaché diplomatique déclarer : « Il est sans exemple qu'il y ait une guerre sans vainqueur ni vaincu. »

— L'idée d'obtenir une indemnité de l'Allemagne afin d'alléger les impôts futurs séduit nombre d'esprits. Se rendent-ils compte qu'ils veulent d'actuels sacrifices d'existences pour éviter de futurs sacrifices d'argent ?

— Une femme écrivain, au chauvinisme effervescent, parle dans ses articles de la « nation élue ». C'est la nôtre. Et penser que chacun dit cela de la sienne...

— Oh ! Ce vent de mysticisme, que fait lever la guerre ! Un conte de journal peint un adolescent qui se perce la main d'un coup de revolver afin « de souffrir par amour pour la France et d'être digne d'elle ! » Quelqu'un me dit : « On le réformera »

— Le régime du pain rassis a commencé le 25. Légers grognements. On en use plus, dit-on.

— Le 26. Chaque jour amène son imprévu. Aujourd'hui c'est la retraite des Allemands jusqu'aux abords de Bapaume devant les Anglais. Événement nouveau qui déconcerte.

— Le 27. Dès le lendemain, la presse déclare que c'est « la victoire des gaz. ». Dans les milieux orthodoxes, l'espoir s'érige, devient plus exigeant, souhaite une longue victoire.

— Le Journal du 27 parle des mesures à prendre quant au charbon « en vue d'éviter dans la prochaine campagne d'hiver les mêmes fautes que dans la précédente ». Et les Anglais parlent de sept ans de guerre !

— Nivelle a préfacé le livre de Ch. Nordmann « À coups de canon ». La Censure a supprimé ce morceau. Je l'ai lu. Le général y parle de la guerre de tranchées « genre inférieur », de la prochaine guerre de mouvement. Il y assure que les idées napoléoniennes sont toujours vraies.

II · 08

— Au cinéma populaire, on acclame Roosevelt — il engage quatre fils, lève une division — et on reste de glace devant l'image de

Wilson.

— Un préfet, mobilisé à Salonique, revenait d'inspecter des tranchées devant Monastir. Il siffle dans les boyaux le Largo de Haendel. Un chant sifflé lui répond des tranchées ennemies. C'est un duo émouvant d'un quart d'heure. Le préfet rend compte à son capitaine. Il y a donc des Allemands et non des Bulgares en face. Renseignement utile. Mais le capitaine, puis le commandant, le réprimandent d'avoir fredonné de la musique allemande !

— Je ne m'explique pas les mères, celles qui ont un fils soldat, encore vivant, celles dont on va prendre encore les petits (classe 1918) et qui s'en remettent au destin, déclarent qu'il faut bien « faire comme les autres ». — Les autres qui en disent autant ! — au lieu de créer, des deux côtés de la barricade, une âme collective d'amour, qui triomphe enfin de l'âme de haine, insufflée, entretenue…

— Le 3. Les Allemands, hiérarchiques, furent frappés du fait que l'académicien Lavedan fit une pièce chauvine comme Servir, avant la guerre.

— Le 5. Les bains publics sont fermés pour la plupart. Aujourd'hui, on raréfie les trains. Suppression des rapides. On s'inscrit trois semaines d'avance pour le Midi. Résignés, les gens viennent au bureau des renseignements demander quand ils pourront partir. Le retour à la nature.

— Au cinéma Gaumont, projection sur le Maroc, avec conférence. Le public force l'orateur à plier ses papiers et réclame le roman-cinéma Judex.

— On prétend que les Allemands préparent vers Roye une retraite analogue à celle de la Somme. Ils font sauter les ponts de l'Oise et leurs abris. Le communiqué met ces explosions à l'actif de notre artillerie.

— Tristan rapporte ce propos de Briand : « Si les Parisiens savaient ce qui se passe, ils danseraient de joie. »

— Dans la somptueuse maison des H… avenue d'Iéna, trois lampes Pigeon éclairent l'escalier. Le charbon manqua dix jours, où toute la famille mangea dans la cuisine. Les convives déclarent fièrement qu'ils ont eu deux degrés dans leur appartement.

— On dit à une jeune femme qu'il faut éviter une paix blanche. Elle réplique qu'on aura une paix rouge.

— Le sous-marin de commerce Deutschland serait pris depuis deux mois par les Anglais. Il emportait des pierres précieuses à vendre en Amérique. Les Anglais cachent leur prise.

— Lettre de Bouttieaux. Il se demande si le recul allemand est obligatoire ou voulu. Il compte toujours « sur un gros effort nécessaire pour terminer honnêtement la guerre ».

— Le 7. À la Sorbonne, manifestation des Associations françaises. Tout ce qui dirige les masses étaient là, Poincaré compris. Ce fut le symbole de cette guerre : les classes privilégiées s'excitant à la continuer. Dix-huit discours. Seul, le peuple de France n'était pas représenté.

— Le même jour, à la Chambre, Maurice Long, interpellant sur la situation économique, reproche au Gouvernement d'avoir voulu la guerre « agréable et populaire ». Il conclut : « Prenez garde

que la France ne soit pareille à ces mourants glorieux à qui l'on n'apporte que des fleurs. » Début d'une aspiration vers la vérité ?

— On aurait trouvé sur un officier allemand l'ordre du Cabinet de l'Empereur, interdisant aux avions allemands d'aller sur Paris.

— Mode et nécessité, les grands bourgeois se restreignent à deux plats. Ils insistent : « Reprenez-en. Il n'y a que ça… »

— Les denrées augmentent toujours de prix. En un jour, le poisson augmente de 50 %. Plus de lait. Même plus de lait condensé chez les pharmaciens. De longues queues pour les pommes de terre. Nulle plainte.

— On me dit que les ouvrières se nourrissent peu, se soutiennent d'alcool et de vin et sont heureuses pourvu qu'elles aillent sur de hauts talons à la mode. Terribles à manier, paraît-il. La sortie des usines Citroën serait un spectacle peu banal.

— L'opinion a ses ondes. Actuellement, à cause des restrictions, on attache de l'importance à la famine. On revient à la formule japonaise : « La victoire à celui qui souffrira un quart d'heure de plus. »

— Le 9. L'Américaine M C…, du parti Roosevelt, assure que ses compatriotes, en rompant avec l'Allemagne, ont été vers les vaincus du moment, ne voulant pas de la prépondérance allemande.

— Comment refuser de voir que la guerre sert la réaction ? Dans les églises, le curé draine l'or des fidèles. Partout, des cérémonies d'expiation. Et quand l'Angleterre, obligée de se restreindre, se ferme aux importations, ses journaux réactionnaires célèbrent joyeusement l'abandon du Libre-Échange, le retour au

protectionnisme, l'avènement d'une bonne vieille Angleterre féodale.

— De source belge, on me confirme l'armistice tacite sur le front russe.

— Les responsabilités de l'origine de la guerre, me dit-on, resteront difficiles à établir. Mais les hommes qui poursuivent indéfiniment la guerre, connaissant le fond des choses, ceux-là sont les vrais coupables, qu'il faudra désigner et frapper.

— Le magazine Je sais tout, contant la vie du D Carrel, dit qu'il a inventé un merveilleux procédé d'antisepsie, mais que la jalousie des médecins militaires se refuse à l'employer, et même qu'on ne lui envoie pas de blessés, dans l'hôpital qu'un Américain lui a organisé à Compiègne.

— Le 11. La carte de sucre fonctionne. On a exigé d'y préciser le sexe de chaque membre de la famille.

— Le 12. Visite de Georges Pioch, du journal d'avant-garde Les Hommes du Jour. Évincé des Munitions, il est reversé à la 20 section pour être garde-voie. Il y a ainsi, à l'École Militaire, de véritables parcs d'hommes, qui doivent être à l'appel à 6 h. du matin et se tenir à la disposition de l'autorité pour être lotis et expédiés selon les besoins. De même, on me disait qu'au Dépôt des Métallurgistes, rue d'Estrées, il y a parfois 600 hommes que l'on empêche de sortir pour les repas, afin de les envoyer par lots dans une usine. Ils peuvent attendre là plusieurs semaines.

— Affreux, de penser que la politique, avant tout, guide parlementaires et ministres et qu'une offensive, où des centaines de milliers d'hommes périront, peut être décidée pour des opportu-

nités politiques. Ah ! Comme la guerre est contraire à la notion d'une démocratie, d'un peuple-roi.

— Le 13. Visite de Bouttieaux arrivant de Fismes. Il est certain que les Allemands se replient sur le front qu'il occupe. Ils bombardent Fismes de 20 kilomètres pour donner l'illusion de leur présence. Une note du G. Q. G. tire enseignement du repli devant les Anglais : villages brûlés, routes coupées ; certains abris intacts sont munis d'un explosif qu'on déclenche en déplaçant quelque objet, casque ou planche.

Bouttieaux estime cette opération du repli fâcheuse pour nous. Il faut faire avancer l'artillerie dans un terrain saccagé, repéré par l'ennemi, rétablir les plates-formes, reprendre le repérage d'obstacles ignorés, perdre tout le bénéfice des préparatifs passés. Et l'unanimité des journaux baptise ce recul : victoire.

— Le 14. Déjeuner « Shakespeare ». Gémier, Rosny aîné, général Ferry, l'Anglais Thomas Barclay, l'Américain Prince, le député Jean Hennessy, etc.

Je demande à Rosny si pour lui, qui avait foi dans le progrès, cette guerre n'est pas une faillite. Énorme faillite, répond-il. Mais l'humanité s'en consolera. Et les parents des morts ? dis-je. Réponse : la masse est si bête qu'elle accepte des sacrifices au nom de la Patrie ; et les intellectuels sont insensibles. Tant pis pour ceux qui ne rentrent pas dans ces deux catégories.

Hennessy déplore qu'on ne prépare pas le détail de la paix. Pourquoi, lui dis-je, les milieux financiers ne s'émeuvent-ils pas davantage d'une banqueroute possible ? Parce que le Moratorium a paralysé les banques, qui restent en torpeur.

Painlevé arrive au dessert. Nous partons ensemble. Nous causons en auto et nous « faisons salon » devant la Chambre. Je lui répète l'opinion de Bouttieaux sur le repli. Il approuve et reprend l'exemple coûteux de la réoccupation de Douaumont. Mi en boutade, mi sérieusement, je lui dis que je ne souhaite pas son retour au pouvoir, puisqu'il veut une guerre longue. À quoi il répond « que pour avoir la paix dans trois mois, il faut dire que la guerre durera dix-huit mois ».

— À minuit, on me téléphone la démission de Lyautey, son singulier discours, l'indignation des Gauches. Déjà le bruit court qu'il s'agit d'un coup monté par Briand pour préparer un remaniement. Mais non : ledit Briand a chargé Étienne de ramener Lyautey. On s'étonne d'autant plus de ce coup de tête — sinon d'État — que l'accord était fait entre Nivelle et Lyautey sur une offensive prochaine.

— Le 15. On était sans nouvelles de Russie depuis le 11. À peine quelques dépêches indiquaient-elles des troubles. Et ce soir on me dit, d'après les Affaires Étrangères, que le tsar a abdiqué, qu'il est remplacé par son cousin Dimitri Paulovitch, l'assassin de Raspoutine, germanophobe avéré, qui va anéantir tous les germanophiles.

— La nuit du 15 au 16, ces nouvelles courent sur les fils téléphoniques : le tsar assassiné, ou en marche sur Petrograd, le grand-duc Paul régent. Les journaux du matin du 16 sont magnifiquement muets.

— Le 16. La démission de Lyautey reste singulière. Il aurait lu son discours au Conseil des Ministres. On l'aurait adopté, sauf des retouches, qu'il ne fit pas. Mais il ne l'a pas lu en entier de-

vant la Chambre. Les clameurs éclatèrent sur un malentendu. En réalité, Lyautey voulait s'en aller. Il était, disait-il, dans un bourbier. Son désir se serait cristallisé sous les huées.

Tristan Bernard prétend que se tramait un complot réactionnaire, qu'on évinçait les derniers officiers républicains, et que l'indignation des Gauches, à la Chambre, est née plutôt de ce soupçon que du langage de Lyautey.

— Les journaux ont des sourires. Sous le titre : « Voleuse mais patriote », le Journal conte qu'une femme volait des porte-monnaie et qu'elle échangeait l'or trouvé contre des billets, à la Banque de France. Elle récolta ainsi 119 certificats de civisme.

— Le 16. On me raconte le Conseil des Ministres du matin. Briand envisagea le départ du Cabinet. Viviani plaide : la Chambre n'a-t-elle pas montré, après l'incident Lyautey, son union étroite avec le gouvernement ? Le Cabinet se laisse émouvoir et convaincre par cette éloquence. Il ne s'agit donc que de remplacer Lyautey. Un militaire ? Il y aurait bien Dubail. Mais la Chambre ne veut plus de généraux à la guerre. Alors, un civil ? Albert Thomas, qui réunirait la Guerre et l'Armement. Barthou, soutenu par quelques fidèles. Painlevé, qui a les suffrages du Parlement. Ribot élève des objections : ainsi, Painlevé veut différer l'offensive.

— Les Russes auraient vendu aux Allemands, par la Suède, le plus clair de leur récolte de blé et leurs soldats crèveraient de faim.

— Bouttieaux me conte ses conversations avec le général Mangin. Celui-ci ne doute pas d'aller à Laon, de prendre l'artillerie lourde ennemie, de mettre les Allemands en déroute. Il a foi dans

son étoile. Tout lui a toujours réussi. Rien ne lui coûte. L'objection, présentée par Bouttieaux, d'une seule mitrailleuse intacte qui suffit à arrêter un régiment, n'existe pas pour lui. Ni celle des réseaux à contre-pente dans la vallée de l'Ailette…

— Nuit du 16 au 17. Alerte de zeppelins à 4 h. 10 du matin. Le ciel est légèrement voilé, la nuit grise. L'air est plein de ronflements de moteurs. On croirait entendre des batteuses dans les campagnes. On voit briller les phares d'une demi-douzaine d'avions. À part cela, le silence où sonnent les pas des premiers travailleurs. Peu à peu, l'aube. Les vraies étoiles s'éteignent. Il ne reste au ciel clair-obscur que les lumières dorées des avions… À neuf heures on m'apprend qu'un zeppelin a été abattu à Compiègne.

— Le 18. Événements. Au matin, démission du Cabinet Briand. La Censure laisse imprimer que cette démission est due au refus de Painlevé de collaborer avec le Cabinet.

Puis, la réoccupation de Bapaume, Roye, Lassigny. Presse enthousiaste : « L'avance n'est plus consentie par l'ennemi… C'est une victoire, une vraie victoire. »

— Russie. Dans la note d'abdication du tsar, dans celle du grand-duc Michel, celle du gouvernement nouveau, la guerre est au second plan. Certains se demandent ce que feront les éléments extrêmes, libérés par la Révolution : travaillistes, étudiants pacifistes, etc.

— Le 18. Conversation de deux heures avec Anatole France. Il ne voit nulle part aucun indice de paix prochaine.

— Le 19. Réoccupation de Noyon (célèbre par le leit-motiv de Clemenceau : « Et les Allemands sont à Noyon »), de Péronne, Nesles, Chaulnes. « Le canon a vaincu, dit Ch. Humbert. Le front est brisé. Sus aux pessimistes, qui ne voulaient plus de sacrifices. »

— Lamentable vision des serres du Jardin d'Acclimatation. Toutes les plantes exotiques, entretenues à grands frais, ont péri faute de charbon. Ce n'est rien, mais quel symbole !

— Le 19. Les journaux insistent sur les incendies, destructions, pillages, empoisonnements commis par les Allemands dans la zone abandonnée par eux.

— Le ministère Ribot-Painlevé est constitué. Doumer et Klotz devaient en être. Les socialistes les aurait déclarés indésirables. Tristan Bernard donne de l'éviction de Klotz une autre version : s'il laissait libre la place de Président de la Commission du Budget, Caillaux la prendrait.

— Le 21. Théâtres et cinémas rouvrent chaque soir. Mais on ne cocoricote pas autour de cette remise partielle de la vie normale. Cela s'est fait sans éclat, en douceur. Est-ce parce qu'on n'a pas autorisé du même coup le métro à circuler après dix heures ?

— Le 21. Déjeuner avec Anatole France à l'Hôtel Powers. Il s'excuse sur la modestie du menu. Devant la bllanquette et la chicorée cuite, il s'écrie : « C'est le désastre ! »

Il dit que ce n'est pas le moment de faire du pacifisme à la Séverine. Je déplore que personne ne prononce la grande parole libératrice, j'affirme qu'il est le plus qualifié à cet égard. Et sa gouvernante lui dit : « Il n'y a que le Pape et vous. »

— On m'entraîne dimanche 18, au matin, avenue du Bois. C'est la promenade d'une énorme ville d'eaux, à l'heure achalandée. Nulle part on n'est plus loin de la guerre. Une volière. Et rien que des phrases comme : « Vous allez à Cabourg, cet été ? »

— Bouttieaux confirme le saccage systématique des Allemands en retraite. Il a vu les arbres fruitiers mutilés. Mais les journalistes ont chargé le trait jusqu'à le défigurer. Tout le monde sourit de la description du toit de la mairie de Péronne, « troué par un obus ». Hélas ! Obus anglais.

— Dans sa déclaration à la Chambre, le 21, Ribot promit la suppression de la Censure politique. « Et si nous parlons des buts de guerre ? » demande un socialiste. « Nous ne le tolérerons pas ! » s'écrie vertement Ribot. Une démocratie qui ne peut pas discuter du but qu'elle poursuit !

— Le 24. Boulevard Raspail. Deux « queues », face à face, sur les deux trottoirs. Même apparence grise et modeste. L'une attend la vente des pommes de terre. L'autre l'émission d'une souscription du Crédit Foncier.

— Je rougis quand je vois ceci : deux gardes républicains, grands, solides, confortables, remplis comme des mortadelles, arrêtant pour lui demander ses papiers un petit soldat émietté par trois ans de guerre…

— Sur les sources empoisonnées par les Allemands : le député Deguise, Ernest-Charles, qui approche quotidiennement Justin Godart au Service de santé, tous nient le fait. Et le Gouvernement en a fait état dans une note aux Neutres.

— Le 27. Les visiteurs des régions réoccupées sont tous frappés de l'affaiblissement des habitants. « Ils n'ont pas mangé de viande depuis un an », m'écrit Bouttieaux. On paraît oublier que le blocus, se proposant d'affamer l'Allemagne, affame tout ce qui est aux mains des Allemands : régions envahies, prisonniers…

— La classe 1918 est incorporée au 6 avril. Au Sénat, discours enflammé : « Ces jeunes gens font ce sacrifice nouveau avec une joie patriotique… Ils sentent la grandeur de la mission à laquelle ils vont participer… ils apporteront, avec l'éclat de leur jeunesse ardente et valeureuse, un joyeux rayon d'espérance en la victoire certaine… » Que de larmes et que de drames, sous ces mots !…

— Les destructions par les Allemands dans leur repli continuent de frapper l'opinion. Parmi les témoins, deux courants. Aux uns, elles arrachent un cri de vengeance. Un cavalier écrit : « Ils ont tout pillé, presque tout brûlé. » Les autres y voient une opération stratégique destinée à ralentir la poursuite des Alliés et rappellent que les Roumains, afin de ne rien livrer à l'invasion, détruisirent leurs propres récoltes et leurs puits de pétrole.

— L'instinct de prolonger indéfiniment la guerre est très vif dans nombre d'esprits. Fait-on l'hypothèse que le repli allemand est d'ordre diplomatique et que l'Allemagne, une fois la France libérée, va proposer : « Nous ne sommes plus chez vous : traitons ? » Alors ce vivant instinct suggère : « Ah ! Non. Il faudra les chasser de Belgique. »

— Le 29. Je vois Gheusi, dans son bureau de l'Opéra-Comique. Depuis son passage dans l'État-Major de Galliéni, il est resté l'adversaire de Joffre. D'après lui, Joffre était surtout l'homme de la Dépêche de Toulouse.

— On conte un peu partout que parmi les femmes emmenées par les Allemands dans leur repli, il en était de consentantes, parce qu'elles avaient eu des relations avec des Allemands et qu'elles appréhendaient de se retrouver devant leur famille.

— Une explosion à la mairie de Bapaume tue deux députés. Silence absolu de la presse sur l'origine de la catastrophe. Le bruit court qu'il s'agit d'une machine explosive laissée par les Allemands. Il est singulier qu'on n'en fasse pas état, comme des autres destructions, et qu'on n'en abreuve pas l'indignation générale.

— Au Sénat, séance du 30, d'Estournelles de Constant essayait d'attirer l'attention sur l'effroyable envahissement de l'armée par la syphilis, en particulier des jeunes classes. L'Officiel porte : bruits de conversations. On n'écoute pas. Et l'orateur constate en effet avec douleur que cela n'intéresse pas ses collègues. N'est-ce pas effroyable ?

— Visite du cavalier S… qui fut jusqu'à Saint-Simon, sur la route de Saint-Quentin. Des ordres étaient donnés, dit-il, de ne pas presser la poursuite, dans la crainte d'être attiré par les Allemands sur un champ de bataille choisi par eux.

Il s'étonne que l'État-Major ait paru ignorer cette retraite. Les troupes coloniales en 1 ligne dans la Somme ne s'avisèrent qu'elles n'avaient plus d'ennemis devant elles que douze heures après le départ de ceux-ci.

S… dit aussi l'extrême fatigue des soldats allemands, si déprimés qu'ils furent lassés par une retraite de 30 kilomètres exécutée en 24 heures. Ils sont nourris seulement de café (orge et maïs grillés) matin et soir et d'une soupe de légumes à midi. Ces sol-

dats essayaient de dérober aux habitants ce que ceux-ci tenaient du ravitaillement américain.

La contrée est dévastée. Plus une bête vivante.

— Le 31. Le Conseil municipal envisage d'éclairer Paris au pétrole.

II · 09

Le 1. Trois fois en deux jours, au café et au restaurant, je vois des soldats avec croix de guerre et médaille militaire, qui vendent des cartes postales ou chantent des refrains patriotiques puis font la quête. La caissière leur échange ensuite leurs sous contre des billets.

— Le 1. Le Sénat vote l'affichage de proclamations enflammées de Viviani et de Chéron, ce dernier retour de mission dans les régions libérées. On y « voue à la malédiction universelle les auteurs des forfaits accomplis par les Allemands dans ces régions ». Chéron déclare que « la haine des Allemands est désormais le plus saint des devoirs ».

— Le 2. Les dernières séances du Reichstag, jusqu'au 29 mars, se ressentent de la Révolution russe. Les Gauches s'unissent pour demander des réformes politiques. Une commission de 28 membres est nommée à cet effet.

Mais ceux qui veulent chez nous la guerre indéfinie, ceux-là veillent. Ils craignent que la France ne traite avec une Allemagne débarrassée de l'impérialisme, bien que ce résultat soit un des

buts de la guerre. Et des articles, comme celui de Capus, frappent d'avance de suspicion la révolution allemande, déclarant qu'elle sera truquée, camouflée, destinée à sauver le Kaiser, d'accord avec lui, bref une immense duperie à laquelle il ne faudra pas croire !

— Le 4. Le nouveau message de Wilson au Congrès apparaît plein de noblesse en sa simplicité. C'est la Charte du Droit international. Les États-Unis entrent de fait en guerre. Pour quelles causes multiples ? Ne veulent-ils pas de la prépondérance allemande ? Ni de la prépondérance anglaise ? Enragent-ils de voir leurs fournitures arrêtées par la guerre sous-marine ? Subissent-ils cette frénésie belliqueuse qui gagne les nations comme la peste, la guerrite ? À moins encore que Wilson ne fasse la guerre pour finir la guerre. Tous ces mobiles peuvent jouer sous les sentiments exprimés dans son message.

Les particuliers n'ont pas pavoisé, malgré les exhortations des journaux.

— On n'a qu'une bien faible idée des énormes fortunes réalisées grâce à la guerre. De ci, de là, un chiffre perce. Un discours parlementaire cite 2 millions de bénéfices annuels perçus par une Société au capital de 125.000 francs. Et que dire de ces « groupes métallurgiques » qui monopolisent la fabrication d'un modèle de canon…

— Combien Nicolas II doit-il maudire Delcassé, qui fit luire à ses yeux, en 1913, la promesse de Constantinople !

— Le 7. Veille de Pâques. Départ à minuit pour Serbonnes dans un train surbondé. J'écoute de petites employées du P.-L.-M. L'une — vingt ans — dit qu'elle ne demande pas à vieillir, sauf

toutefois pour voir vite la fin de la guerre. Et tout le compartiment : « Ah ! Oui, la fin ! »

— On tolère des critiques sur la province ou la ville qu'on habite, sur la maison qu'on occupe, sur les êtres chers, sur soi-même : on ne tolère pas de critiques sur la Patrie. Non. On ne peut pas dire que les Français ont tels défauts, équivalents à ceux des nations voisines. La Patrie est vraiment devenue la Divinité.

— Le 8. Wilson et Poincaré échangent des lettres. Wilson termine : « Au nom du peuple américain, je vous salue, vous et vos illustres compatriotes. » Et Poincaré, personnel, sec et royal : « Je vous prie de croire à mon amitié dévouée. » J'entends nombre de gens s'étonner du contraste.

— Ô la guerre au service du catholicisme… C'est le soldat qui, dans une attaque, fait le vœu : « Si j'en réchappe, je vais à la messe. » C'est cette veuve d'aviateur, libre-penseuse, qui, après la mort de son mari, a entendu son âme, et qui devient spiritualiste, puis croyante. C'est, à la gare de Lyon, au saut du train, une voyageuse qui se précipite, humble et pressante, sur un cardinal : « Monseigneur, une prière pour mes fils qui sont au front… » Monseigneur ne doit-il pas trouver que la guerre a du bon ?

— Je dis à Tristan Bernard qu'avec Cuba, cela fait 13 nations du côté des Alliés. Il s'écrie : « Il y en aura une qui mourra dans l'année ! »

— Du même : la conséquence comique de la guerre, c'est que les nations entretiennent des armées permanentes surtout par crainte des révolutions, que ces armées permanentes ont entraîné la guerre, qui a entraîné la révolution.

— L'offensive française vers Laon devait débuter le 12 à neuf heures du matin. Celle des Anglais devait la précéder de 24 heures. Mais des rapports d'espionnage leur signalent que les Allemands ne se doutaient de rien, les Anglais, afin d'obtenir un effet de surprise, avancèrent de deux jours leur offensive. On fut alors tenté de commencer le 11 sur le front français, afin de ne pas mettre trop d'écart entre les deux opérations. Mais la voie étroite qui sert au ravitaillement en munitions avait été posée l'hiver sur de la neige durcie qui fondit au dégel. Cette voie s'affaissa. Le génie demanda cinq jours pour la réparer.

— Le 12. Gheusi me dit que l'offensive vers Laon est fixée au samedi 14. On évita le vendredi 13 par superstition.

Resté fidèle à la mémoire de Galliéni, Gheusi évoque des souvenirs qu'il fixera sans doute. Pour lui, Galliéni, grand pessimiste, était prophète. Il déplora dès le 2 août 1914 la marche sur l'Alsace. Il annonça que les forts de Liège et de Namur ne tiendraient que quelques heures. Quant à la bataille de la Marne, Gheusi, s'appuyant sur les ordres dont il a gardé copie, donne naturellement le rôle capital à Galliéni.

Le 9 septembre 1914, à 9 heures du soir, Gheusi téléphona de Paris à Millerand à Bordeaux, pour lui annoncer que Paris était sauvé. Le premier cri de Millerand fut : « Nom de Dieu ! » Gheusi estime que Millerand regrettait le départ pour Bordeaux.

— Le 14. Bouttieaux affiche une grande confiance dans sa lettre arrivée ce jour. Il semble une fois de plus suggestionné par l'ambiance. Il oublie tous les jugements qu'il a portés depuis trente mois et qui concluaient à l'inviolabilité des fronts. « Tout est prêt, et vraiment je crois que nous avons fait tout ce qu'il était

possible de faire. Je vous enverrai bientôt un petit mot pour vous annoncer, j'espère, de très bonnes nouvelles. C'est la décision. C'est la grande bataille. Ce sera le succès. Haut les cœurs et confiance ! »

— Le 14. L'offensive française est remise au lundi 16.

— Joffre se promène au Bois sous un haut képi à trois rangs de feuilles de chêne. Il distribue des montres aux petits enfants. Sa manche est si constellée d'étoiles qu'un gamin s'écrie : « Mais c'est la Grande Ourse ! »

— Le 14. On annonce un jour sans viande à partir du 25 avril, puis deux jours à partir du 15 mai. La bourgeoisie décide que cela n'a pas d'inconvénient. L'ingénieur K… déclare devant moi que tout Français peut perdre impunément la moitié de son poids.

— Le 16. On veut supprimer les pâtissiers. Ils s'agitent.

— Le 16. On a incorporé la classe 1918. Hervé s'écrie : « Ce qu'ils en feraient un nez, ces bleuets, si leurs anciens remportaient la victoire sans eux ! » C'est le record du bluff. Tels sont les témoignages qui resteront de la guerre, et qui inciteront à de nouvelles guerres, au lieu d'en inspirer l'horreur unanime, si des voix ne protestent pas… Honnêtement, loyalement, n'y a-t-il pas neuf sur dix de ces malheureux enfants qui, hors de la forfanterie et de l'ivresse collectives, souhaitent de n'être pas jetés à l'absurde boucherie ?

— Le 16. Joffre et Viviani s'embarquent pour l'Amérique. Joffre emporte son bâton de Maréchal. On le lui donna ces jours-ci à cet effet.

— On a connu le 17 les premiers résultats de l'offensive, de Vailly à Auberive, engagée le 16 et annoncée depuis si longtemps. Quelque embarras chez les critiques militaires, des allusions à l'effet de surprise manqué, l'absence d'avance sensible, font penser que ce mouvement n'a pas répondu aux espoirs qu'on tendait sur lui. Dès le lundi 16, à minuit, j'ai eu ce pressentiment, sur le coup de téléphone de Tristan m'envoyant les premiers résultats. Les communiqués modestes du 18 confirment cette opinion. Pour moi, qui maudis la guerre en soi, qui continue de ne pas croire aux solutions militaires, aux victoires ancien modèle, je ne vois que l'hécatombe, je tremble que le féroce Mangin ne s'entête, j'imagine tous les intérêts politiques, toutes les ambitions militaires conjurés pour obtenir un succès.

— Une impression qui se répand. L'entrée en guerre des États-Unis et la Révolution russe ont désormais donné pour but à la guerre l'avènement et le triomphe des démocraties. Ce ne sera pas trop cher, paraît-il, d'avoir enfanté dans le sang cet état nouveau. Le comique, c'est que les réactionnaires, qui sont les grands amants de la guerre, sont obligés d'adopter cette opinion.

— Au 33 mois de la guerre, on ne peut pas imprimer, même ironiquement, ce titre : « La guerre va finir. » Un journal voulait annoncer, sous cette forme, une cérémonie à la basilique de Saint-Denis, destinée à amener la fin des hostilités. On ne lui a laissé que ce titre amputé : « La guerre va… »

— Le 19. Les pertes, pour les deux premiers jours d'offensive, seraient de 72.000 hommes. Tristan dit 50.000. Et pour me faire comprendre ce chiffre au téléphone, il me dit : la population de Troyes.

— C… continue de voir, dans la résolution américaine, un de ces grands mouvements idéalistes qui s'emparent parfois des nations et des individus. C'est partiellement possible.

— Le 19. Du jour au lendemain, on institue la carte d'essence. Le Gouvernement entend agir ainsi, sans avertissement, pour éviter les accaparements et spéculations.

— Dans le train de Versailles, des bourgeois cossus constatent le manque de charbon. « Oh ! Le froid, c'est ce qu'il y a de pire », dit l'homme doucement. La femme se plaint de la difficulté de faire des menus maigres : « Vraiment, vous croyez qu'on peut manger des topinambours ? » Et pas un mot pour souhaiter que cette folie cesse, qu'on étudie au moins les moyens d'y mettre fin. On trouve cela beau. Moi, je n'y vois qu'orgueil, respect humain, moutonnerie.

— Le 20. Une nausée me prend à chaque manifestation verbale. Elles pullulent. On lance des phrases du haut d'une estrade. Mots mortels. Car ils envoient au charnier des milliers de jeunes hommes. Et ceux qui les prononcent ne courent aucun danger. Aujourd'hui, devant Poincaré et Millerand, c'est Richepin qui récite « le baiser des Drapeaux » après l'entrée en guerre de l'Amérique.

— Le 22. Un frappant exemple de la folie générale : une information a fait le tour de la presse, d'après laquelle les Allemands tiraient de la glycérine et de la graisse des cadavres de leurs soldats. Il s'agirait d'une erreur de traduction du mot « kadaver », qui s'applique aux animaux.

— Un soldat, arrivant de Craonne, me demande son chemin. Nous causons. Timidement, il dit : « Naturellement, on voudrait

bien avoir ce qu'on veut. Mais enfin, du moment qu'il y a eu un bout, il y en aura bien un autre. » La gaieté de Paris — c'est un dimanche soir — le choque. Je lui dis que les hommes comme lui devront parler haut, après la guerre. Il me répond qu'ils ne savent rien, qu'ils sont occupés de leur affaire, que ceux qui parleront, ce seront « ceux qui auront lu la guerre dans les journaux ».

— Une lettre d'Albert J..., prototype du petit soldat : « Nous sommes descendus en réserve le 10 à 3 heures du matin, après 18 jours en 1 ligne. Le 10 au soir, il fallut remonter travailler en 1 ligne. Nous ne tenions plus debout. Nous avons refusé. On nous a promis le Conseil de guerre. Mais rien ne nous fait peur. On ne peut pas nous rendre plus malheureux. En ligne, nous avions chacun un petit morceau de viande, une boîte de sardines et 250 grammes de beurre pour 14 ! Avec cela, monter la garde et 8 jours sans dormir. Ceux qui disent que le moral est bon ne viennent pas le demander aux poilus de 1 ligne. On nous traite d'anarchistes. On le serait à moins. S'ils veulent qu'on y reste tous, ils feraient mieux de nous donner un bouillon de onze heures. »

Et on ne publie que des lettres héroïques ! Et on veut ignorer la vraie mentalité de ces malheureux !

— Première lettre de Bouttieaux depuis l'offensive du 16. Elle est datée du mardi 17. « Je suis complètement déçu... Et pourtant la préparation avait été aussi complète qu'on pouvait le rêver... J'avais pris les dispositions les plus minutieuses pour refaire les ponts et les routes des régions reconquises... »

— Derrière moi, à la représentation officielle de Shylock, j'ai M D..., la femme de l'auteur dramatique. Nous causons à l'entr'acte. Son fils est aviateur. Elle me dit qu'elle ne vit pas, qu'elle perd la mémoire, l'esprit, qu'elle aura besoin de piqûres pour se remonter. Je veux lui répondre : « Je sais bien la piqûre qu'il vous faudrait : la paix. » Mais au moment de prononcer ce mot, je sens que c'est impossible. Je devine la réprobation unanime des voisins. Oui, opposer la vie à la mort, la santé à la maladie, la raison à la folie, la paix à la guerre, c'est impossible, après trois ans, dans un milieu bourgeois. Qui croira cela ?

— Cette même représentation finit — à 7 heures au lieu de 5 heures — assez inopinément sur la Marseillaise. Une dame proteste parce que quelques personnes, avant que n'éclatassent ces accents imprévus, s'étaient dirigées vers la porte. Elle déclare « qu'on ne doit pas bouger pendant la Marseillaise ». Dans quelle église, au cours de quelle cérémonie rituelle, interdirait-on à quelques fidèles de s'éclipser ? En vérité, un néo-fanatisme règne, plus farouche que ceux dont l'histoire a gardé le souvenir.

— Un journal paraît, qui s'intitule le Rhin français, organe de la Ligue panceltique. Journal et Ligue ont leur siège social rue Édouard-VII, à un pas du Boulevard, où leurs titres s'étalent en lettres énormes. Il suffirait qu'un neutre envoyât la photographie de cette devanture en Allemagne pour qu'on en fît état là-bas, et qu'on dénonçât ainsi les ambitions françaises. Ah ! Maudits soient pangermanistes et panceltiques, et tous les panchosistes qui prolongent la démence et la tuerie !

— Le 24. L'historien Aulard publie dans l'Information un article d'un ton nouveau. C'est la première fois que la presse à

grand tirage donne une telle note, et que la Censure la tolère. Il faut en citer des passages :

« L'essentiel, surtout pour la France, qui a déjà fait beaucoup plus de sacrifices que les autres Alliés, c'est que la guerre ne dure pas trop longtemps.

« La paix — non allemande, mais humaine — que nous voulons, ne sera féconde, n'aura les caractères réparateurs de la paix, que si elle ne tarde pas, que si elle intervient avant un trop grand affaiblissement de cette France dont il importe au monde, pour l'équilibre futur, que la force reste entière. Il ne faut pas, dans la grande paix qui se prépare, que la France des Droits de l'Homme ait figure de convalescente anémiée, mais de vigoureuse ouvrière du droit nouveau ».

— Le 25. Un décret du matin interdit la viande tous les soirs, dès aujourd'hui, sous quelque forme que ce soit, à tous les repas servis. Les boucheries fermeront à une heure. Ainsi, seuls les restaurants sont frappés, tandis que les ménagères achèteront le matin la viande du soir. Tout est injuste dans l'injuste.

— La vérité se dégage sur l'offensive du 16. Il paraît qu'une forte pression, au Conseil de défense qui précéda l'attaque, fut exercée par Poincaré. Toujours lui ! il voulait une victoire bien française, avant l'entrée en guerre de l'Amérique.

— Le 26. Le Congrès des Industries métallurgiques et minières, à la Foire de Lyon, émet ce vœu : « Considérant que la France doit importer 23 millions de tonnes de houille par an,

« Que le retour de l'Alsace-Lorraine portera cette importation à 31 millions (car on récupère des usines et des minerais sans

bassin houiller),

« Demande que le Gouvernement exige l'annexion du bassin de la Sarre, qui ramènerait le déficit houiller à son chiffre actuel. »

Ainsi, en dehors de l'injustice de l'annexion, injustice au nom de laquelle combat la France, on tue indéfiniment 1.500 Français par jour pour que la France n'ait pas à acheter 8 millions de tonnes de houille de plus à l'étranger qu'elle n'en achète actuellement !

— Fidèles à leur méthode de franchise, les Anglais annoncent officiellement un lourd tonnage détruit par les sous-marins.

— Tristan me dit qu'en allusion aux hécatombes de troupes de couleur on appelle Mangin : le broyeur de noirs.

— Le 28. Millième jour de guerre. Les journalistes poursuivent à ce propos leur affreuse besogne, qui consiste, du fond des salles de rédaction, à envoyer les autres à la mort. Ils ont donc consulté le peuple, à l'occasion de ce millième jour (1.500.000 morts). Mais, naturellement, ils ne peuvent rapporter que les propos orthodoxes, dans le sens de la guerre à outrance. De tous ceux qui réclament la fin, c'est-à-dire de l'énorme majorité populaire, ils ne peuvent rien répéter. Et c'est, une fois de plus, la sophistication, la drogue empoisonnée.

— Le 28. Il y a un certain nombre de mariages entre infirmières mûres et riches, et des soldats aveugles. Cela choque d'abord. Et puis ? Elles auront ce qu'elles n'auraient pas eu. Et eux ne verront pas les signes de l'âge.

— On devrait dire : il y a 1.500.000 jeunes morts.

— L'insouciance de la foule demeure prodigieuse. L'échec de l'offensive du 16 semble rester ignoré. On n'en parle pas. On entend parler affaires par les hommes, et toilette par les femmes.

— L'aviateur Gilbert conte son évasion à Gheusi, qui se propose de l'écrire. J'en note deux traits. Une fois parti par le tuyau d'aération des cabinets (après deux mois et demi d'essais, une fausse sortie et un amaigrissement voulu), un ami le cacha deux jours, à Zurich, dans sa garçonnière, et dans un placard. Gilbert le détourna de mettre dans le secret la vieille bonne, suisse allemande, si dévouée qu'elle fût. Et, l'ami absent, Gilbert vit, par le trou de la serrure de son placard, la vieille bonne fouiller le bureau, prendre des notes, reconstituer les papiers déchirée de la corbeille. Une espionne. Deuxième épisode : la visite de la petite amie de l'hôte. Ce dernier, qui savait Gilbert dans le placard, se montra très réservé. Elle s'en irrita. Il proposa de sortir. Elle déclara qu'elle n'était pas venue pour cela. Et il dut prétexter la migraine.

— Le 29. Détails sur l'offensive du 16 : un effroyable Service de Santé ; des blessés restés 32 heures sans secours ; et aussi les exceptionnels ravages de notre artillerie dans nos rangs.

— Un journal régional, quand fut repoussée l'offre de paix du 12 décembre 1916, imprima : « Nous sommes enfin débarrassés du cauchemar effroyable de la paix. »

— Plus j'y réfléchis, plus j'estime que la mentalité actuelle est l'œuvre de la presse. Les gens sont nourris de phrases de journaux. On les retrouve entières dans les flots de haine qu'ils vomissent.

— Au Conseil de Défense, où fut décidée l'offensive du 16, Pétain dit qu'il ne croyait pas à une victoire stratégique. À quoi Poincaré, de sa voix de ratier : « Sans doute, général, parce que vous n'avez pas remporté de victoire stratégique. »

— Après l'offre de paix du 12 décembre 1916, Aulard écrivit une lettre de deux pages à Poincaré. Il disait en substance : « C'est un historien qui vous écrit, qui connaît son pays, et qui l'aime, et qui se permet de vous donner un avis. À l'offre allemande, il ne faut pas répondre : non. Si c'est une manœuvre, il faut y répondre par une manœuvre. Il faut répondre « oui », et désigner tout de suite un médiateur, le président Wilson. J'ignore les intentions de ce dernier, mais il est certain que la grande république américaine assurera l'intégrité de la Belgique, de la Serbie. Et quant à l'Alsace-Lorraine, souvenez-vous qu'il y a des solutions qu'on peut accepter d'un arbitre et qu'on ne peut pas accepter d'un ennemi. »

Poincaré n'a même pas répondu.

Aulard a gardé copie de sa lettre.

II · 10

— Le 2. Sur l'offensive du 16 avril, la foule a l'impression vague d'un échec, « parce que ça a été mal conduit », mais d'une reprise prochaine et triomphante. Elle va d'espoir en espoir. Quant aux hécatombes ? Des haricots, je vous dis !

— Au cinéma, on projette cette formule : « Il n'y a rien de plus fort que l'amour des mères. » Si. Il y a tout ce qui permet que soit

la guerre.

— Les soirs sans viande dans les restaurants sont acceptés allègrement. On dit : « C'est plus sain. »

— Le 4. On annonce pour le 10 le pain bluté à 85 %, c'est-à-dire le pain bis. On sent, dans les mesures prises par le Ravitaillement, une sorte d'affolement. Il naît de l'antagonisme entre le manque de denrées, d'une part, et, de l'autre, la crainte d'inquiéter l'opinion et de mécontenter les syndicats.

Pour le blé, on vit à Paris sur le stock militaire du camp retranché. Parfois, on n'a plus de provision que pour cinq jours. Puis un arrivage de bateaux renfloue la réserve.

— Au Conseil de Compiègne du 6 avril, Mangin montra les ordres qu'il donnait. Il devait coucher le premier soir à Laon. C'était écrit, décidé, certain… L'aviation l'avertit cependant le 16 au matin que les défenses allemandes n'étaient pas détruites. Mais il aurait répliqué : « bah ! J'ai dit que je prendrais ce soir l'apéritif à Laon. Allons-y. »

— Le 4. Une Revue à Femina. Des dos nus, des seins nus, des jambes nues à l'infini. Une chanson déclare que, la paix et l'abondance revenues, nous regretterons le temps des crises. La salle pète d'enthousiasme à cette ineptie. On se sent héroïque, le cul au fauteuil. Pourtant il y a des mères qui ont leur petit au front. J'en vois. Alors ?

— Voici la vue la plus dépouillée que j'aie sur la prolongation de la guerre. (Naturellement, article premier, les pertes ne comptent pas, ni au point de vue sentimental, ni au point de vue national.) Nos dirigeants ont adopté la formule : réparations et

garanties (Lisez annexions et indemnités). Or, si on fait la paix actuellement, on n'a ni les unes ni les autres, puisqu'il y a équilibre. Donc, impossibilité de faire la paix.

— Reconnaissons que les buts de guerre des Français se sont singulièrement modifiés avec le temps. Ce furent successivement :

1 Se défendre contre l'agresseur.

2 Reprendre l'Alsace Lorraine.

3 Exiger des réparations et garanties.

4 Abolition de l'impérialisme, avènement des Démocraties. Société des Nations.

— Dans le train, un soldat blessé nous parle. Il est renvoyé dans ses foyers comme auxiliaire classe 1898. Blessé dans la Somme, il habite Conches, à 18 kilomètres du cantonnement de son régiment. Et on l'envoie régulariser sa situation (il est en civil, il ne s'agit même pas de déposer ses effets militaires) à Nice où est son dépôt. Soit 3.000 kilomètres de chemin de fer ! Cet exemple est symptomatique, parce qu'il faut multiplier par centaines de mille ces voyages inutiles et juger par là de l'effroyable et niais gaspillage.

— Un colonel du 1 groupe aéronautique monte en dirigeable. Un adjudant s'élance, dans le vide, sur des haubans, pour vérifier les boîtes de roulement des hélices. Tête nue, ses cheveux flottent au vent. Et le colonel, au commandant du bord : « Il a les cheveux un peu longs. Il faudra lui en faire l'observation. »

— 2 heures du matin. Gare de Melun. Descendent des boys-scouts, de 12 à 15 ans. Leur moniteur, qui se sent regardé par les soldats aux portières, aboie : « En ligne face à moi ! Comptez-vous trois ! Au temps ! » Les pauvres gosses obéissent. C'est toute la guerre. Les générations préparées au massacre moutonnier, par goût d'ostentation, de caporalisme.

— Les échos du voyage Joffre-Viviani s'achèvent en éclats de rire. C'est d'un ridicule pénible. Ces accolades, ces baise-mains, cet avocat qui pérore inlassablement sans être compris de personne. Et ce discours de Joffre : « I do not speak english. Vive l'Amérique ! » Et son déraillement au cours duquel il continue à bouffer…

— À cause de l'offensive, on a suspendu 13 jours les lettres des soldats en Champagne. 13 jours où les parents vivaient dans une angoisse de chaque seconde !

— Les officiers russes aux Inventions disent qu'ils apprennent les événements de leur pays par les journaux français. Les voilà bien informés ! L'un d'eux, blagueur, me dit : « Nous avons quatre gouvernements : le provisoire, la Douma, les tsaristes, le Comité ouvrier. Et encore, ce dernier est scindé par un schisme. »

— La restriction possible du pain émeut plus le paysan que la menace suspendue sur son fils aux armées. Et puis, la disette menace tous les estomacs. Tandis que les pères d'enfants encore vivants sont peu nombreux dans la masse. Et enfin, la mentalité patriotique permet de dire : « Je veux du pain ». Elle interdit de dire : « Je veux mon fils. Je veux la paix. »

— Le 9. L'effort d'empêcher la réunion socialiste internationale de Stockholm a quelque chose d'effarant dans le grandiose. Ah ! La guerre à la paix est bien menée, elle ! Tous les moyens sont bons. On parle de refuser des passeports aux socialistes français. On les injurie crasseusement.

— Rendons-nous compte que l'Allemagne, comme l'Entente, est partagée en deux courants. Les dirigeants disent « paix avec annexions et indemnités ». Les socialistes : « paix sans annexions ni indemnités ». Cet antagonisme est le vrai drame de l'heure. Les dirigeants ont pour eux toutes les forces, ils sont dans la tradition, dans l'orthodoxie. Les socialistes représentent les souffrances populaires, les idées avancées, l'horreur de la guerre. Mais ils sont bâillonnés du fait même qu'on est en guerre.

— La déclaration d'une Ligue pangermaniste est identique, dans son texte, à celle d'une Ligue panceltique.

— Voici un chansonnier montmartrois qui raille l'Impératrice d'Autriche parce qu'elle veut la paix. Il dit que son prénom de Zita rappelle plus la rue de la Paix que la paix. Est-ce assez vulgaire, assez bas !

— Le 13. Rentrant à pied de Saint-Cyr à Versailles, je croise d'innombrables groupes de soldats. C'est le dimanche soir, la pénombre. Et je surprends malgré moi leurs propos. « Mon galon… — Ma situation… — Ma place… — Ma maladie… » Petits griefs, petits espoirs, petits soucis, chacun ne s'occupe que de son cas personnel, étroitement, à courte portée. Et ainsi s'explique qu'on puisse maintenir cet énorme troupeau au seuil du massacre.

— Je lis dans une revue financière le rapport annuel d'une société métallurgique. On s'y félicite du développement des succur-

sales de Gennevilliers, Milan, Moscou. Et je revois la figure de l'un des deux directeurs, mafflu, brutal, vulgaire, un gastéropode, un appétit en marche. Comment de tels individus ne béniraient-ils pas la bonne guerre, indéfinie ? Allons, allons, c'est surtout pour eux qu'il tombe 1.500 jeunes Français par jour. Le reste n'est que de l'orgueil qu'on fouette.

— Le 14. Jean Longuet, député de la Seine, est admis à exposer dans l'Humanité la thèse des socialistes qui veulent aller à Stockholm. Il peut dénoncer dans cet article « la bourgeoisie excitant l'exécrable haine des races, dans la crainte du prolétariat ». On n'a pas, en effet, projeté assez de lumière sur cette vue, sur l'intérêt des dirigeants de noyer le socialisme dans le sang, dans son sang.

— Après l'offensive du 16 avril, on apporte un grand blessé allemand dans un de nos hôpitaux. Il est dans le coma. Un général visite l'hôpital. Il exige qu'il y ait une étiquette à la tête de chaque lit. L'infirmier est fort ennuyé de cet Allemand qui ne peut pas parler, ni fournir de renseignements. Il va falloir expliquer l'absence d'étiquette. Ma foi ! Notre homme en improvise une… il griffonne Fritz, Boche, invente un matricule, jette sur le lit une capote du 317 d'infanterie. Le général passe. L'infirmier dit la gravité de la blessure. Le général ordonne : « Médaille militaire. » Les officiers prennent des notes. La nomination de Fritz Boche figurerait à l'Officiel.

— Autour du Grand-Palais, où l'on traite les blessés par la mécanothérapie, c'est, dans ce décor adorable du printemps, le plus affreux défilé d'infirmes à jambes tordues, l'un qui marche dans un perpétuel « jeté » de danseuse, l'autre les genoux pliés comme

un cavalier ankylosé. Et les enfants jouent sous les marronniers en fleurs, parmi ces déchets d'humanité.

— Le 15. Les nominations de Foch et Pétain paraissent. Que penser de Foch ? R… disait de lui, au moment de l'offensive d'Artois en septembre 1915, qu'il faisait l'effet d'un fou, lorsque, par ses discours préalables, il avait jeté les hommes contre des défenses allemandes intactes. De plus, malade, un médecin attaché à sa personne, qui le sondait toutes les deux heures.

— Le 16. Une note officielle française raille et frappe de suspicion les listes de pertes allemandes. N'est-ce pas un comble, de notre part, à nous, qui n'avons jamais osé publier de listes !

— Déjeuner avec Jean Longuet. Sur Stockholm, il attend la décision du Congrès socialiste du 27 mai. Il ignore si vraiment le Gouvernement allemand interdit aux socialistes allemands d'aller à Stockholm comme l'annoncent nos journaux. Il me montre les lettres qu'il reçoit : « Allez à Stockholm — si vous réussissez, votre nom sera immortel — on te fera ton affaire comme à Jaurès… » Les encouragements viennent du front. Les injures, de l'intérieur.

Àla Société des Études Historiques, dont Longuet est membre, on tenta de mettre en lumière l'attitude de Poincaré vers les 28 et 29 juillet 1914, ses décisions cassantes, hâtives. Poincaré le sut. Il écrivit quatre pages justificatives pour Longuet et chargea Sembat de les lui remettre et de l'inviter à passer à l'Élysée. Longuet déclina.

— Le 17. Je passe le soir au bureau de Gheusi, à l'Opéra-Comique. C'est la Bourse des Rumeurs, dans ce temple de la Musique. La veille, Deschanel était venu bavarder longuement dans

ce bureau. Il déplore qu'on ne fît pas la paix avec les Autrichiens, qui y sont prêts, sous l'influence de leur Impératrice, et avec les Turcs.

— Rencontré l'auteur dramatique D..., dont le fils unique — sa fierté, sa raison de vivre — est aviateur devant Saint-Quentin. Il appréhende la paix séparée russe, déclare que la paix actuelle serait mauvaise, qu'il faut attendre. « Quoi ? » lui demandai-je. Réponse : « Que l'Allemagne en ait assez. »

— Le sentiment que la guerre est fatale comme l'amour et la mort est resté très vivace. Et cela explique qu'on accepte la guerre comme une catastrophe naturelle, la peste, la foudre (encore lutte-t-on contre ces fléaux, tandis qu'il est défendu de honnir la guerre, d'y toucher !). Cela explique qu'on ne s'insurge pas contre tous ceux qui l'ont appelée, favorisée, laissée naître. Cela explique l'universelle résignation aux deuils, aux misères, aux privations, aux futures charges financières qui écraseront les générations...

— Je me demande si la pitié ne s'éveille pas uniquement par le témoignage des sens. Ainsi, lorsqu'on entend un cri de douleur, lorsqu'on voit un accident, on s'émeut, on souffre, on veut que cela cesse, ne serait-ce que pour cesser soi-même de souffrir. Mais il me semble que cette compassion ne s'éveille pas pour ce qu'elle n'enregistre pas. Et cela expliquerait la guerre, car on en a écarté de nos yeux et de nos oreilles toute l'horreur. Cela se passe à 100 kilomètres de Paris. Et la Censure monte la garde.

— Au 1 groupe d'aérostiers, il y a neuf mois, il était interdit aux jeunes soldats de porter le ceinturon de cuir fauve. C'était une fantaisie qu'on satisfaisait avec des ruses et qui entraînait

une punition. Cette année, les arrivants sont punis quand ils ne portent pas le ceinturon. Toute la mentalité de caserne est là-dedans. Et on voit qu'elle est bien vivante, après trois ans de guerre !

— La Censure interdit la publication de l'ordre du jour de la fédération socialiste de la Seine — qui, le 20 mai, s'est prononcée pour Stockholm par 5.400 voix contre 4.300.

— Le 21. Lundi. Premier jour sans viande. Le dimanche 20, on se rua sur les boucheries, afin de s'approvisionner pour deux jours. Troubles, assauts. Les bouchers mettent la viande aux enchères. On se volait les morceaux. Dès 10 heures du matin, tout est raflé.

— Les sentiments cornéliens, tels que « À vaincre sans péril, on triomphe sans gloire », sont soulignés de tonnerres de bravos au Théâtre-Français. Le bourgeois a l'âme romaine, au théâtre.

— Le 22. Les grèves de « midinettes » s'étendent. L'aspect des cortèges est neuf. Ce sont de jeunes femmes, la plupart « en tailleur » bleu marine. Elles rient. Elles chantent. Un nombre énorme d'agents les surveillent.

Il y eut quelques échauffourées. Les journaux n'en disent rien. La Censure cède à la tentation, à la facilité d'interdire tout ce qui peut nuire au gouvernement, toute ombre au tableau des mœurs.

— L'ingénieur G..., retour d'Amérique, débarque enthousiaste. Les Américains sont un peuple jeune, généreux, plus intelligent qu'intellectuel, qui ignorait la France. C'est Verdun qui la lui a révélée. Et alors, il suffit d'être Français pour être reçu à bras ouverts, portes ouvertes, caisse ouverte. L'argent s'offre en torrent.

— Gheusi est sombre. Les grèves vont s'étendre, attisées par la C. G. T. (Confédération générale du Travail). Déjà à Ménilmontant, Belleville, l'émeute gronde ; on y force les autos de luxe à rebrousser chemin. Les garçons bouchers vont faire grève. Et puis, un parti veut mettre Joffre à la présidence de la République. Les Russes se morcellent en fédérations. La paix prématurée est à craindre.

Arrive Arthur Meyer, qui a vu Poincaré le jour même afin de l'inviter à une fête de bienfaisance. Un des soucis de Poincaré, c'est le choix d'un ambassadeur en Russie. Qui nommer ? Thomas ? Sembat ? Paul-Boncour ? Pichon a refusé, après avoir pris connaissance des traités France-Russie. Grosse question, ces traités. La presse y fit timidement allusion. Les révolutionnaires russes voulaient les publier. Le formidable effort contre Stockholm n'avait-il pas en particulier pour but d'empêcher cette divulgation ? Arthur Meyer pense que les Allemands les publieront.

Pour compléter la physionomie de cette visite à Gheusi, notons l'irruption d'une jeune pensionnaire de l'Opéra-Comique, retour du front de Nancy, où elle chanta Manon aux soldats. Et c'est la guerre en ritournelles, l'empressement sénile des généraux, la valse aux bras du commandant infatigable, les galantes attentions d'un noble état-major, les fossettes et les beaux cheveux blancs de Paul-Boncour, les larmes versées sur les petites tombes des soldats, le bruit du canon, l'automobile repérée, la visite au village détruit, à 800 mètres des lignes, ma chère… bref, un ravissement.

— Une ville du Nord, derrière le front. Le général commandant la place reçoit une délégation de bourgeois qui lui demandent d'ouvrir une maison de tolérance, car les soldats

pressent toutes les femmes. On l'ouvre. Alors, nouvelle délégation des bourgeoises, qui demandent au général de fermer la maison, car leurs maris y passent tout leur temps.

— Le 26. Les grèves. Deux heures après-midi, sur le Boulevard. Au café, dehors, il faut payer sa consommation sitôt versée, car les grévistes pourraient venir.

De vieux cabots, soutenus par trois violoneux, entourés d'un cercle religieux d'auditeurs, chantent et vendent une chanson qui finit : « Vive la Grève ! »

Àla Bourse du Travail, effervescence. Cortèges nombreux et joyeux de femmes. Quelques hommes : de très jeunes gens, des réformés, des médaillés. Des pancartes, des bouquets, en signe de ralliement. Une troupe se forme et, place de la République, contraint les cafés et restaurants à fermer. L'opération est rapide. La masse crie : « Tabliers ! Tabliers ! » La terrasse se vide de consommateurs. Une délégation entre. Le personnel se met en gréve. Un meneur, monté sur une table, annonce la nouvelle. On l'acclame. Les devantures se ferment à grand bruit. Le tout a demandé cinq minutes par établissement.

Cependant, des femmes grévistes se carrent aux terrasses abandonnées, l'air fier et riant. On pense aux souvenirs révolutionnaires, le peuple parcourant les Palais Royaux. Les agents laissent faire.

— Le 28. Les journaux sont unanimes à prétendre qu'il faut voir la main étrangère dans les grèves et à réclamer de la fermeté.

— Le 29. Le Congrès socialiste a voté à la quasi-unanimité la présence de délégués français à Stockholm, où l'on doit d'abord

comparaître séparément et envoyer une réponse à un questionnaire dressé par les Suédo-Hollandais. L'union des majoritaires et minoritaires s'est faite au cri de « Vive Jaurès ! » Il y avait dans cette réconciliation de la grandeur.

— Le 29 soir. Les milieux orthodoxes sont consternés de la décision socialiste. À la Chambre, agitation. J'entends dire que c'est le plus grand fait depuis la déclaration de guerre.

— Le 31. Un formidable effort s'exerce sur Ribot pour lui faire interdire Stockholm aux Français. L'Institut, le Sénat, toutes les grandes phalanges conservatrices lui donnent l'assaut.

II · 11

— Le 1. La plupart des journaux s'élèvent contre la conférence de Stockholm avec cet argument : « Il serait douloureux de rencontrer les compatriotes des envahisseurs, alors que nos soldats se battent. Ce serait injurier nos morts. » Alors, on ne signera jamais la paix ?

Jamais le divorce ne fut si net entre la foule et les dirigeants.

— Le 1. Le discours de Ribot, au seuil du Comité secret, m'accable. Il a cédé aux forces de réaction, aux gens de guerre et de passé. Il s'est déjugé. Il ne permet même pas aux socialistes d'aller à Petrograd. Il a été presque narquois : « Nous permettrons aux socialistes d'aller à Pétrograd quand ils ne risqueront plus de rencontrer en route des Allemands allant à Stockholm. »

— Le 2. Les journaux réactionnaires bavent de joie. Berthoulat, de La Liberté, félicite Ribot de son « vigoureux redressement ». Ribot n'avait-il pas été jusqu'à dire qu'il laisserait se développer l'Allemagne ! Heureusement, il s'est ressaisi. « Et, dit naïvement Berthoulat, réactionnaire renforcé, il défend cette fois les excellentes idées que nous défendons ici même. »

Place de l'Alma, je vois une femme, une de ces figures « aristocratiques » de l'Avenue Bosquet, tête de deuil et de cire, yeux clairs, bouche pincée, entêtée de foi, la réaction en voile de crêpe. La main en couperet de guillotine, la voix sèche et cruelle, elle explique : « Ils n'iront pas à Petrograd tant que les Allemands ne seront pas revenus de Stockholm. » Cette femme-là, pour la première fois de sa vie, elle jouissait.

— Le 2. Sur le Comité secret du 1. Pétain aurait exercé une forte pression sur le Cabinet ; d'après lui, Stockholm représenterait un espoir de paix pour les troupes et, cet espoir déçu, il ne répondrait plus de l'armée. On prétend aussi que l'Amérique a pesé sur le Cabinet, mettant son veto à la Conférence de Stockholm au moment où les États-Unis vont développer leur effort militaire. Trois ministres — dont Ribot et Bourgeois — auraient été partisans d'accorder les passeports. Un autre, Maginot, très attaché à Poincaré, a menacé de sa démission si on accordait ces passeports.

— On a imprimé que les Russes voulaient le statu quo, c'est-à-dire le règlement de la guerre sur les emprises actuelles. Mais on aurait laissé tomber les deux mots ante bellum, lors de la transmission par la Censure. Encore un faux. On jugera par cet exemple des efforts désespérée contre la paix.

— Sur le Comité secret du samedi 2 juin. On découvrit que Doumergue, lors de son voyage en Russie peu avant la Révolution, apporta au tsar des conventions qui nous accordaient l'Alsace-Lorraine de 1814 (rive gauche du Rhin, le rêve métallurgiste), la Syrie (le rêve des catholiques et des entrepreneurs de voies ferrées) et le Kurdistan (où des familles en place auraient des intérêts). Augagneur fit un discours pacifiste, le premier de cette sorte, qui fut applaudi.

— Dimanche 3. Les Grandes Eaux, à Versailles. Un ciel de soie, les barques sur le canal, les panaches d'eau, les tables de café où les nouveaux riches sablent le champagne au goûter, tout un décor de fête et de joie, où l'on est si loin de la guerre…

Au surplus, on a tout fait pour favoriser le besoin humain de l'oubli. C'est à tel point que nos descendants, apprenant la guerre dans les journaux et les magazines, s'apercevront qu'il n'y a pas eu de morts français. Jamais un chiffre, une allusion à nos pertes dans les communiqués, jamais un cadavre français sur un cliché de bataille.

— Lundi 4. Painlevé, au Comité secret, adjure les socialistes à l'union. L'ordre du jour, accepté par tous les groupes, sauf les socialistes, parle de l'Alsace-Lorraine de 1871, et réduit les propositions en demande à ce retour et aux réparations matérielles. C'est une mise au point, un émondage, par rapport au projet d'annexion apporté en Russie. Mais le public l'ignore.

Cependant 52 socialistes ne s'y rallient pas. Soit que cela leur semble encore excessif, soit qu'ils veuillent une paix rapide, ou qu'ils gardent rancune à Ribot d'être resté intransigeant pour Stockholm.

— Comment établira-t-on la vérité, plus tard ? Du général Marchand, on dit : qu'il fut tué par ses soldats, ou blessé, ou prisonnier, ou indemne. De Roques : qu'il a été torpillé, qu'il commande une division en Italie, qu'il est à Villers-Cotterets. De Mangin : qu'il est au Cherche-Midi en prison, qu'il s'est suicidé, qu'il a un nouveau commandement. Évidemment, on pourrait savoir. Mais ce doute n'est-il pas caractéristique ?

— Le 6. Jean Longuet confirme mes renseignements sur le Comité secret. Les socialistes ne possédaient pas « le document Paléologue » sur les annexions françaises. Ils savaient seulement son existence. Ils obtinrent que Ribot, après un vif entretien avec Briand, en donnât lecture. Nul ne connaissait le Kurdistan. On l'alla découvrir, sur des cartes, pendant la suspension de séance.

Le député Laval lut une lettre qui fit sensation : il y était question de la rébellion d'une division entière.

— Cent rumeurs colportent les rébellions au front. ici, il s'agit de 300 soldats s'adjugeant des permissions. Là, d'une division, décorée de la fourragère, qui voulut marcher sur Paris et qu'on aurait arrêtée par la persuasion, la cavalerie et la menace. Un général voulait la décimer, mais la manière douce l'aurait emporté ? Soissons est bonde de troupes qu'on tient sous les mitrailleuses.

— Les Allemands, et par conséquent les prisonniers français, n'ont que 230 grammes de pain par jour. Un journaliste demanda que, par représailles, les prisonniers allemands n'aient que ces 230 grammes au lieu de 600. Mais il oublie que cette réduction à 230 grammes est précisément l'effet du blocus des Alliés.

— De la perversion actuelle des mentalités : pendant la guerre, on semble courageux en jetant les autres à la mort. Et on semble lâche en évitant la mort aux autres !... Oui, un général qui ne veut pas sacrifier sa division est obligé de se défendre de l'accusation d'avoir peur ! Il est obligé de faire remarquer qu'il ne court point de risques en donnant un ordre de son poste de commandement.

Àl'inverse, on glorifie ceux de ces généraux qui jettent leurs troupes à la boucherie.

Et, chez les non—habillés-en-militaires, on admire les écrivains, les orateurs, qui veulent la guerre sans fin, qui jettent ainsi les pauvres hommes à la tuerie. Et on accable les pacifistes de grands outrages.

— « Ce sont les gouvernements et non les peuples qui font la paix », a-t-on dit récemment. Hélas ! C'est aux peuples qu'on fait faire la guerre, et non aux gouvernements. Tout est là.

— Les causes des rébellions seraient :

1 La trop longue présence en première ligne sans relève, après l'attaque, faute, souvent, de trouver des éléments de remplacement.

2 Les permissions espacées de plus de 4 mois, contre tout droit.

3 Le sentiment de l'échec du 16 avril et la résolution des troupes de ne pas recommencer.

4 Le regret qu'on n'ait pas écouté les offres de paix du 12 décembre 1916.

5 Le refus d'aller à Stockholm.

6 La lassitude générale.

— Le 10. J'ai horreur de ces « Journées » où des enfants, des fillettes, des femmes, se jettent sous vos pas dans la rue, le métro, le train, l'aumônière à la main. Cette fois, c'est pour « l'Armée d'Afrique » que l'on quête. Quoi avec 115 millions par jour, la nation demande l'aumône pour son armée ?

— Encore les mutineries. Ici, un régiment chanta l'Internationale, drapeau rouge en tête. Ailleurs, les hommes demandaient des délégués, à la Russe. Là, ils auraient ligoté un général et l'auraient emmené dans les tranchées.

— Abdication de Constantin, roi de Grèce… Elle remplit d'aise la bourgeoisie. On a « mouché » un homme hostile aux Alliés. On reconnaît que cela ne change rien à la guerre. Il paraît que les résistances de l'Angleterre, et de l'Italie furent dures à vaincre pour parvenir à ce coup de force.

— Victor Margueritte avait écrit que Norman Angel avait eu raison, que l'idée que la guerre peut procurer des conquêtes est une Grande Illusion. La Censure a coupé cela. Elle ne veut pas que ce soit une illusion.

— Le 14. À la Chambre, Viviani a eu un accès d'éloquence sur l'Amérique. En dehors de son « jusqu'au bout » chronique, il a accouché d'une nouvelle pensée. Le but de la guerre c'est « que les fils de nos fils ne périssent pas dans de tels conflits ». Il aime mieux que ce soit nos fils, tout droit. Toujours l'ignoble gribouillade.

— Wilson aurait promis à Viviani une Alsace-Lorraine énorme, toute boursouflée de garanties complémentaires, toute

farcie de truffes alléchantes. Et Viviani est revenu changé, grisé. La vie lui apparaît nouvelle, depuis qu'il a charmé ce peuple qui ne comprenait pas un mot de ses paroles.

Cet homme, qui est malade, qui se tire avec des excitants de la torpeur où le précipitent les stupéfiants, joue maintenant sa partie avec Poincaré. On croit faire un cauchemar.

— Le 14 au soir, Gheusi m'a assuré qu'on avait exécuté 400 hommes au front, que Pétain eût démissionné si on ne lui avait pas accordé ces exécutions, que Painlevé voulait simplement des déportations.

— Toujours les rébellions. On cite le soldat rebelle qui dit : « Au moins, si on m'exécute, je saurai pourquoi je meurs. » Les soldats du front auraient exigé qu'il n'y eût plus de soldats annamites à Paris pour tirer sur leurs femmes.

— Le professeur L… me dit que le pain à 85 % n'est noir que parce qu'il s'y développe des végétations cryptogamiques, engendrant de la furonculose, des troubles gastriques, et annihilant ses principes nutritifs.

— Au fond, tout pourrait s'arranger, avec des mots : des autonomies pour le sentiment et des tarifs douaniers pour les intérêts. Le crime, c'est de passer outre, en faisant des morts.

— Un paysan dit qu'il a gardé deux pièces d'or, un Napoléon et une République, un mâle et une femelle, dans l'espoir qu'ils feront des petits !

— On me cite, dans les récupérés auxiliaires récents, des sourds-muets !

— Raids d'avions sur Londres. Plus de 100 morts. L'affreuse hypocrisie de la guerre éclate dans le communiqué allemand, enregistrant ce raid « sur la place forte de Londres ».

— Oh ! Le Boulevard, vers sept heures d'un soir d'été… Des putains coiffées de chapeaux en ombrelles ou en marmites, la jupe au genou, le sein nu, le bas transparent, la face peinte ; de jeunes officiers, col ouvert, passementés de gloire ; des Alliés, l'Anglais musclé, le Belge doux, le Portugais fatal, le Russe tout en bottes ; des éphèbes en veston pincé ; des étrangers boucanés ; et, traversant cette foule faisandée, le soldat ivre, amputé, terrible, qui mendie un sou, une cigarette et qui dégueule : « La paix… la paix… »

— Quelle sollicitude pour le cheptel animal ! Il tomba de 17 à 12 millions de têtes. Vite, deux jours maigres ! Il faut songer à l'avenir, n'est-ce pas ? Et le cheptel humain, misérables ! il est tombé de 5 à 3 millions de jeunes têtes ! Y songez-vous ?

— Roux-Costadau, le 15 juin, à propos des crédits, a prononcé un discours prophétique. Il voulut dégager la leçon de ces trois ans de guerre, les offensives coûteuses et vaines ; il réclame l'arme au pied, la relève par les Alliés. Par trois fois, l'Officiel note qu'il est accueilli par des rires. Oui, par des rires ! Et il disait la vérité tragique. L'orateur affirmant que les généraux sont au service de la nation, M. de Mun s'écria : « C'est une monstruosité qu'un tel langage ! »

— 350 députés seraient pour la paix. La physionomie des séances ne donne guère cette impression. On les met debout en agitant un drapeau d'enfant.

— Dans un petit journal, cette phrase : « La honteuse paix prématurée. » Prématurée après trois ans de massacre ! N'est-ce pas admirable ?

— Le 22. On ne se rendra jamais assez compte de l'étouffante dictature de la Censure française. Ce pouvoir de ne rien laisser dire contre la guerre, contre les gens en place, ni sur l'état des esprits, a créé une atmosphère empoisonnée. Et quel amer comique ! La France, se disant toujours le flambeau de la Liberté — le cœur du monde, écrivait-on hier encore dans le Pays — et se montrant plus rétrograde que toutes les autres nations… Oui, les journaux anglais nous apprennent mille faits que les nôtres nous laissent ignorer, et l'Allemagne a longtemps toléré de Harden des pages violemment pacifistes.

— Le 22. L'effervescence des troupes est signalée enfin par les journaux. Mais c'est pour dénoncer la main de l'Allemagne et pour exiger de sévères répressions.

— Le 23. Gheusi me rappelle que la Turquie offrit la paix séparée en 1915, par Djavid-Bey. Avec l'assentiment de Galliéni, Loti et Gheusi, tous deux amis de Djavid depuis 20 ans, devaient le joindre en Suisse. On s'y opposa en haut lieu. On envoya un policier brutal et maladroit, et Djavid s'en fut à Berlin. Les Anglais reprennent l'Opération. Elle devait coûter 10 millions. Elle leur en coûtera 30. Et réussiront-ils ?

— Les musiques renaissent. Violons aux terrasses de café, concerts de Jardins Publics.

— Quand on parcourt ces interminables listes de l'Officiel, qui règlent les pensions de veuves de soldats, quand on compare aux

buts convoités, poteaux-frontières et régimes douaniers, on reste effaré du contraste.

— Mon fils, en Flandre, lie conversation avec un soldat américain : ce qui a jeté son pays dans la guerre, c'est le récit des atrocités allemandes.

— Montmartre, huit heures et demie du soir. D'innombrables tavernes et cabarets sont ouverts. À partir du haut de la rue des Martyrs, une bâfrerie échevelée. Des mâles inquiétants, en civil, palmés de croix de guerre, se vautrent près de femmes avachies et peintes grossièrement, dans des attitudes retrouvées de seigneurs et maîtres.

— Tristan me rapporte cette rumeur. Le président Wilson tenterait une suprême démarche près de l'Allemagne quand de forts contingents américains auraient débarqué : « Nous allons sacrifier 2 millions d'existences et 100 milliards. Rendez la Pologne, le Trentin, l'Alsace-Lorraine et nous paierons les dégâts. »

— Les soldats se plaignent de ce que le repos soit pour eux la reprise de la vie de caserne, marches brisantes, exercices.

— Un Allemand maudit la guerre avec véhémence dans un livre appelé : « Mère ! » La Censure française en interdit la reproduction. Elle ne veut pas qu'on éclabousse la guerre. Pas de tache sur la statue.

— L'affreux de l'excitation à la haine de races apparaît quand on sent comme elle est transitoire. Notre enfance fut bercée du patriotisme de Vercingétorix, défendant la Gaule contre les Latins. Et aujourd'hui, nous nous vantons d'être des Latins, on nous fait sucer le latin à la mamelle ! Et rappelez-vous la haine contre

l'Anglais, depuis Jeanne d'Arc jusqu'à Fachoda… Et ce nom de Français, dont nous sommes si fiers, ne nous marque-t-il pas à l'empreinte des Francs, c'est-à-dire des Germains ? Tout cela est fragile, changeant, humain. Pourquoi sacrifier des millions de victimes à un dogme qui doit, lui aussi, défleurir et passer ?

— Le vrai drame actuel, c'est le divorce entre le peuple, qui veut la paix, et les privilégiés qui associent leurs divers mobiles en un désir unanime de guerre.

— Bouttieaux arrive le 29. Il assista à une mutinerie à Missy-aux-Bois (10 km. de Soissons). 400 hommes s'enfermèrent dans ce village, refusant de monter en ligne. On les cerna par de la cavalerie, restée sûre. Les habitants nourrirent ces soldats. Au bout de quatre jours, premiers pourparlers. Puis trois soldats « qui étaient curés », me dit le catholique Bouttieaux, s'évadèrent et dénoncèrent le mécanisme de la rébellion, les meneurs véritables cachés derrière les porte-paroles. La troupe se rendit le cinquième jour. On fusilla six hommes. Ce sont des Français, choisis, qui les exécutèrent. On trouva 12 balles dans chaque corps. Tous avaient visé leurs camarades.

« C'en est fini, dit Bouttieaux, de la discipline passive. Il faut expliquer aux soldats ce qu'on attend d'eux. » Les chefs ont reçu des instructions dans ce sens.

— Le 30. Dans une interview, un député socialiste laisse entendre qu'il ne serait pas hostile au referendum d'Alsace-Lorraine. Féroce levée de plumes chez nos grands vieillards, type Clemenceau. « Quoi ? Consulter ces populations qui, depuis 47 ans, tendent vers nous des bras suppliants, résistent héroïque-

ment à la germanisation ? Quelle ignominie ! Non ! nous ferons leur bonheur malgré elles. »

— Un optimisme enchanté règne dans le bureau de Gheusi. Les Américains, frais débarqués, ont jeté un charme. On se répète qu'ils nous aiment. Gheusi rappelle que le général Pershing a bu « à notre France », et qu'en portant ce toast, une indicible tendresse lui montait aux yeux. On déplore que Saint-Nazaire, non prévenu du débarquement, ait manqué d'enthousiasme et de drapeaux.

II · 12

— Le 4. Le soldat J… me montre son poignard de tranchée. Le fabricant — et non lui-même, je l'atteste — a gravé sur la lame, comme une marque de fabrique : « Le vengeur de 1870. » Ainsi, des exemplaires de ce couteau, pris sur des morts ou des prisonniers, témoigneront aux Allemands que nous voulions la Revanche !

— Le 5. Fête le 4, de l'Indépendence-Day. C'est-à-dire l'anniversaire du jour où les Américains s'arrachèrent dans le sang aux Anglais. Ceux-ci trouvent-ils cette cérémonie de leur goût ? En tout cas, elle souligne la polichinellerie des haines de races et autres balançoires.

— Il y a des gens pour vous dire : « Mais si on arrêtait la guerre maintenant, nous serions ruinés. » Infâme stupidité. Quoi ? tuer des hommes pour avoir de l'argent ? Quoi ? croire en-

core à des indemnités capables de compenser en partie les dépenses de guerre ?

Plus la guerre dure, plus l'idée d'indemnité s'efface. Une imposition peut payer une guerre courte. Quelle imposition paierait une guerre longue ? Les dépenses s'accroissent indéfiniment. La capacité de l'indemnité est limitée, surtout que tous les belligérants courent à l'épuisement.

— Échos du Comité secret commencé lundi 2. On conta le cas du soldat Lefèvre, 19 ans, deux citations, les parents fusillés par les Allemands et qui a menacé son commandant pendant les mutineries de Soissons. Vainement on tenta de faire commuer sa condamnation à mort. On cita le soldat dont un général dit : « Sa tête ou la mienne. » On cite un général de division qui admonesta les membres d'un Conseil de guerre pour leur indulgence en cette affaire de rébellion.

Painlevé, pour justifier les exécutions, déclara qu'à un moment il n'y avait plus qu'une division fidèle entre le front et Paris.

— Le 6. Anatole France a publié dans la Nation une lettre sur la suppression de la Censure politique. Cette lettre, par son objet, son auteur, sa tenue, devrait avoir un retentissement mondial. On l'ignore. Quelques maigres extraits ont paru dans des journaux d'avant-garde. On ne peut pas se procurer le numéro de la revue. Je ne sais pas d'exemple plus frappant d'oppression. Mais il faut, pour s'en rendre compte, se dégager de son moment.

— 20.000 Américains ont débarqué à Saint-Nazaire. Ils font, m'écrit mon frère, grand tapage dans le quartier des maisons closes et leur police les mène à la matraque.

— À Paris, aux terrasses des cafés des Boulevards, des matelots américains s'étalent. Ils font des signes à toutes les femmes. On les sent convaincus qu'ils n'ont qu'à tendre la main pour cueillir toutes les Françaises.

— La légende veut que leur général, Pershing, ait vaincu les Philippins sans effusion de sang, en démontrant à l'ennemi cerné qu'il ne lui restait qu'à se rendre. Que n'applique-t-il ce procédé à la guerre actuelle ! Et voyez la démence universelle : on ne pourrait pas développer ce thème, car nos grands chauvins veulent une guerre de sang. Souhaiter d'atteindre le but par un investissement avéré, cela les indignerait, les exaspérerait.

— Au banquet de l'Indépendance-Day, un notable américain proclame que le fait culminant de la troisième année de guerre, c'était la conquête de l'Amérique par le maréchal Joffre ! La salle croula d'enthousiasme. Viviani avait l'air empoisonné. Cependant l'orateur ajouta, se tournant vers lui : « …et par le maréchal de l'éloquence. »

— L'oppression de la Censure empêche de décrire le grand chauvin, le contraste effarant de sa vie confortable, pleine d'aises, de bons repas, de distractions de tous ordres, de cette sécurité ouatée du fond de laquelle il pousse les autres à la mort.

— La campagne contre ceux qu'on nomme maintenant les défaitistes continue plus âpre que jamais. Et toujours au nom de cette doctrine de démence : pour éviter la possibilité que nos petits-fils ne connaissent pas dans 50 ans cette tuerie, jetons nos fils à la certitude de la tuerie actuelle ! C'est surtout Viviani, retour d'Amérique, qui se fait le grandiloquent porte-voix de cette effroyable stupidité.

— Le 8. La séance publique qui suivit le Comité secret sur les offensives s'est achevée le dimanche vers 3 h. du matin. Ribot était las. Painlevé lut un discours. Le gouvernement eut contre lui 160 voix. À un moment, sur l'opportunité d'adjonctions à l'ordre du jour, il n'eut que 260 voix contre 240.

Je n'arrive pas à concevoir à quoi obéit Ribot en parlant d'une paix actuelle comme d'une paix allemande, honteuse, et qu'aucun Français, dit-il, ne peut admettre. Ainsi, il crie aux Allemands que nous sommes défaits ! Imagine-t-on notre allégresse si le chef du gouvernement allemand proclamait du haut de la tribune que la paix actuelle serait la paix de l'Entente, une paix honteuse, etc.

Et, pour comble d'incohérence, dans la même séance, on proclamera que la situation est bonne, qu'on n'a reculé nulle part, qu'on a avancé partout… Alors ?

Voici comment fut qualifiée la paix à cette séance, d'après l'Officiel du 9 juillet (Séance du 7) :

« Paix honteuse qu'on n'ose pas concevoir, qu'aucun Français ne peut entrevoir à cette heure… Paix que l'Allemagne nous dicterait… Paix qui serait pour la France un déshonneur… Paix qui serait la pierre du tombeau sur nos espérances… Paix humiliante ou criminelle… Humiliation… Abdication… Le plus pesant, le plus odieux, le plus dégradant des servages… (tous les députés se lèvent). La flotte allemande attaquerait et ruinerait ses adversaires d'hier… Nos ouvriers seraient écrasés… Des immigrants avides achèteraient à vil prix le sol et les débris de nos pays dévastés… (tous les députés se lèvent). Le militarisme prussien mettrait le talon sur la nuque des nations libres… »

— Dans cette même séance, on a beaucoup remarqué les spirituelles allusions du député Jobert « au génie malfaisant qui mène la France », c'est-à-dire Poincaré, allusions accueillies par la Chambre et tolérées par son Président dans la bonne humeur.

— Encore le Comité secret. On y lut une lettre d'un jeune caporal, condamné à mort pour rébellion, après tirage au sort parmi dix camarades. Il y clamait son innocence. La lettre erra dans les bureaux. On exécuta le caporal. Painlevé, qui ignorait la lettre, pleurait en l'entendant lire. C'est à ce moment que Lasies proposa une amnistie.

— J'ai omis de noter qu'à la première réunion, le 28 juin, d'une Ligue républicaine destinée à lutter contre le cléricalisme et le césarisme, Caillaux demanda l'insertion dans le manifeste d'une phrase spéciale sur la « réintégration des Alsaciens-Lorrains dans la famille française ». Il laissait le champ libre aux modalités du retour. Il insiste et l'emporte, rappelant l'émotion soulevée à la Chambre, l'après-midi même, par la naissance de la Ligue, et montrant l'opportunité d'affirmer les sentiments qui animaient les ligueurs.

— Les catholiques allemands, avec Erzberger, s'unissent aux socialistes pour demander une paix sans annexions ni indemnités. Le Conseil de la Couronne s'assemble et démissionne certains ministres. Ces nouvelles émeuvent. On y voit un craquement, peut-être l'abdication du Kaiser. Mais Capus veille. Dans Le Figaro, il jette à nouveau la suspicion sur les réformes possibles. Le danger lui apparaît. Dans un récent discours, Lloyd George n'a-t-il pas dit qu'on traiterait plus volontiers avec une Allemagne démocratisée ? Elle va donc feindre de se démocratiser !

— Quand on fait évoquer à des gens les grands faits récents de la guerre, quand on leur demande avec insistance de bien se les remémorer, ils ne mentionnent jamais le repli allemand, qui libère cependant 400 communes envahies sur 2.500, environ le cinquième de la surface occupée, et qui fut représenté par la presse comme une victoire guerrière… N'est-ce point cependant un événement énorme, surtout quand en songe au prix attaché à ces gages territoriaux ? N'y a-t-il pas là, comme pour la mainmise sur les colonies allemandes, un parti pris de ne pas faire état de nos avantages, de conclure à la défaite, pour renforcer la résolution de continuer indéfiniment ?

— Chez un grand banquier juif. On y adopte le dogme gouvernemental, sans fissure. On ne discute pas, on n'examine pas, on ne réfléchit pas. On ne se demande pas où on va. On ne tient nul compte des deuils ni des pertes. On est résolu à continuer indéfiniment.

— Chez un marchand de primeurs, une affiche : « Défense de prononcer des paroles de critique ou de contrôle qui pourraient affaiblir notre confiance dans les chefs. »

— Le Congrès de la Ligue pour la Société des Nations (Société des Nations dont le principe figure dans un ordre de jour récent de la Chambre), qui devait se tenir de 14 au 16 juillet, est interdit. Vive la Liberté !

— Le fils B…, cavalier, rapporte qu'on a fusillé 200 hommes parmi les troupes mutinées près de Soissons et cernées par 15 régiments de cavalerie. On les aurait exécutés sans jugement régulier, et c'est pour couvrir cette illégalité, l'absence de leur pour-

voi, qu'on aurait rapporté le décret, aujourd'hui rétabli, sur le recours en révision.

— Toujours la paix prématurée après trois ans d'une guerre sans exemple ! Songez que les Allemands, d'après leurs textes officiels, eurent 28.600 morts en 1870. Ils en avouent officiellement, cette fois, jusqu'ici 1.300.000. Cinquante fois plus ! Une guerre cinquante fois plus sauvage que celle de 1870… Et la paix serait prématurée ! Nos descendants en crèveront de rire…

— Le croulant président du Sénat, Antonin Dubost, prononce un discours de distribution de prix, à Saint-Louis. Il met en garde les élèves « contre le poison pernicieux du pacifisme prématuré », qui nous est versé par l'Allemagne. Céder à ce « fatal vertige » ce serait « vouer la France à la plus irrémédiable déchéance, à une défaite sans revanche possible ». Et, dix lignes plus loin, ce néfaste gâteux ajoute qu'il faut voir, dans cette manœuvre de l'ennemi, « l'aveu indirect de sa défaite ». Alors, tout le monde est défait ? Eux ? nous ? Comprenne qui pourra ! Mais vraiment, les deuils une fois estompés dans le recul du temps, nos petits-fils s'amuseront bien de nous, quand leur apparaîtront les sinistres bouffons qui menaient notre pauvre troupeau.

— Il faut vraiment que nous vivions en démence pour que Hervé, l'homme du Pioupiou de l'Yonne et de l'antimilitarisme, puisse, sans malaise, injurier quotidiennement ceux qu'il appelle les « pacifistes bêlants ». D'un patriote professionnel, d'un vieux bellicocardier passe encore. Mais de lui…

— Le 16. Le chef du Cabinet civil à la Guerre me déclare qu'ils ne savent rien au Ministère. « Car on n'y reçoit que des rapports officiels. »

— Joseph Reinach, critique militaire au Figaro sous le nom de Polybe, déclare ce matin : « L'Allemagne est battue. » Soit. Alors, pourquoi nos dirigeants proclament-ils sans cesse notre propre défaite ?

— Le 18. Le Temps dénonce une « manœuvre allemande ». Le Kaiser proposerait le désarmement général, immédiat, et un tribunal d'arbitrage. Le Temps donne l'alarme avec une fougue désespérée, une abondance frénétique d'arguments.

— Le 24. Le Reichstag a voté le 19 une résolution de paix sans annexions ni indemnités, assez modérée, issue du Centre et des Gauches, par 216 voix contre 114. Naturellement, chez nous, toujours le silence sur ce document.

— Le général Percin, dans la Science et la Vie du 1 août 1914, calculait que la mort d'un homme dans la guerre moderne coûterait 100.000 francs. Trois ans de guerre confirment cette vue. Les Alliés ont dépensé 300 milliards pour tuer 3 millions d'ennemis…

— Le Sénat couronne le 22 d'une séance publique son Comité secret sur l'offensive d'avril. Clemenceau et Bibot ont sénilement accablé la « campagne immonde » qui veut la paix. Il y eut aussi duel oratoire entre Clemenceau et Malvy.

— Charles Bos, député, injurie les pacifistes anglais, qui demandèrent vainement aux Communes d'approuver la résolution de paix du Reichstag. Il termine ainsi son article : « Ils demandent la paix. Ils ne savent pas au juste pourquoi. » Voilà où nous en sommes après trois ans de guerre. D'un homme qui veut voir cesser cette abominable, cette incessante boucherie, on peut écrire : il ne sait pas pourquoi !

— Alertes d'avions dans les nuits des 27 et 28 juillet. La Censure interdit tous renseignements. On me dit que des bombes furent jetées sur Aubervilliers, La Chapelle, le Bourget. La presse du lendemain est niaisement fanfaronne : « On n'a pas eu peur, etc… »

— Le 29. Dans la séance du 28 sur la marine marchande, Ribot dit : « Nous venons de traverser cette semaine la période la plus critique de la guerre. » On ne sait pas à quoi il fait allusion.

— Le 30. Encore les mutineries. Une discipline nette régnait parmi les révoltés : ordre d'emporter des grenades, des mitrailleuses, de laisser les sacs, de vider et de renverser tous les bidons, afin qu'il n'y ait pas une goutte de vin, pas un ivrogne.

— Sur le conseil de Compiègne du 6 avril, où fut décidée l'offensive, Nivelle offrit sa démission écrite, ne se sentant pas soutenu franchement. On décida de reprendre la discussion après déjeuner. Mais Poincaré fila en auto dès le bec torché. Il n'y eut pas de séance l'après-midi. Nivelle remporta sa démission. L'offensive eut lieu et coûta 150.000 hommes pour rien.

II · 13

— Le 1. Le 31, Ribot, à la Chambre, s'est défendu contre les allégations du chancelier Michaelis. qui, avec quelques déformations, avait répété tout ce qui fut dit au Comité secret de juin sur les buts annexionnistes de la France : rive gauche du Rhin, Syrie, etc. Michaelis avait même rappelé que Doumergue avait présenté au tsar des propositions qu'on avait été contraint de renvoyer à

Paris à la signature. Naturellement, Ribot épilogue, concède qu'on avait envisagé, au besoin, la création d'un État-tampon autonome sur la rive gauche du Rhin… Et, prenant l'offensive, il dit que Michaelis cherche une diversion, veut détourner l'attention de la réunion du 5 juillet 1914, où les empires centraux auraient décidé la guerre.

Àpropos de cette séance du 31, je comprends de plus en plus que le Gouvernement ait horreur de Stockholm, où chacun déballerait son paquet !

— À la quatrième année de guerre, on voit encore, par les avenues, un splendide garde à cheval s'arrêter à une porte sans descendre, sonner, pour apporter un billet de théâtre à un locataire.

— On a condamné à mort pour espionnage la belle danseuse Mata-Hari. Elle aurait fait parler des aviateurs.

— Le Boulevard est de plus en plus faisandé. De jeunes hommes en officiers, le col ouvert sur d'énormes cravates de satin blanc, les jambes gantées de hautes bottes fauves, s'accouplent à de petites grues éclatantes, les étreignent, les pétrissent, leur parlent dans la bouche. Et tous les taxis sont autant d'alcôves en marche, ouvertes sur la rue.

— Les chiffres communiqués au dernier comité secret sur l'offensive du 16 avril 17 sont : 25.000 morts. 55.000 disparus (?). 70.000 blessés.

C'est, en un matin, les pertes allemandes de toute la campagne de 1870 !

— L'Heure du 2 août imprime : « il faut tuer du Boche, d'abord. » Voilà l'idéal actuel de l'humanité…

— La dictature qui nous opprime est servie par la plasticité de la créature. On s'est plié sans révolte au contrôle postal, par exemple. On a accepté que les lettres — les lettres où l'on vainc ses pudeurs plus que dans les paroles, les lettres à qui l'on confie sa pensée vraie et l'intimité de son cœur, les lettres qui sont souvent un morceau effeuillé de soi-même — on a accepté que les lettres soient ouvertes par des fonctionnaires improvisés, des gens qu'on connaît peut-être, et qui peuvent ainsi satisfaire leur curiosité basse, amusée, ou méchante, ou rancunière, et en tout cas officielle !

— On me décrit des maisons où l'on soupe, actuellement, depuis que les cafés ferment à 9 h. ½. Ce sont des demi-mondaines qui ont ouvert leur logis. On y paie le repas, le champagne, comme dans des restaurants de nuit. Parfois on y danse. Il y a là un public d'étrangers, d'officiers permissionnaires, de noctambules incurables.

— On me trouvera peut-être ridicule de vitupérer contre les restaurants, puisque j'y mangeais ! Mais on ne peut parler que de ce qu'on a vu. Ce qui me choque, c'est l'opposition entre les petits raffinements de soins — les pêches intactes sur leur couche d'ouate, les hors-d'œuvre savants, les exigences minutieuses des dîneurs — et la hantise de la tranchée, des indicibles souffrances dans le souffle de la mort. Il me semble que la guerre a haussé à la centième puissance l'injustice sociale, le contraste entre la vie du privilégié et celle du prolétaire.

— Les Américains ont loué l'Hôtel des Réservoirs, à Versailles, pour trois ans.

— Publication du règlement sur le carnet de pain, applicable au 15 octobre. Beaucoup de gens sont malades, depuis qu'ils mangent ce pain. Certains le remplacent par des pommes de terre.

— Un inspecteur demande dans une école américaine : « Qui est-ce qui sait ce qu'est Viviani ? » Un élève lève la main : « Un ténor italien. »

— Violente campagne de presse contre le referendum pour l'Alsace-Lorraine. Ce serait, paraît-il, reconnaître le traité de Francfort. Mais quelle arme aux mains des Allemands, ce refus de consulter les populations ! On me dit : « Demanderions-nous à Brest s'il veut être Français ? » En tout cas, nous ne craindrions pas de lui le demander.

— Toujours les méfaits du pain noir. La France a la colique.

— La parole d'Erzberger : « Si je pouvais causer cinq minutes avec Lloyd George, la paix serait conclue », explique la répugnance de nos maîtres à une conférence internationale. Les malentendus pourraient tomber et aussi l'espoir d'une longue guerre. On ajoute que les gens en place ont peur que les socialistes ne fassent la paix les premiers, ne leur coupent les lauriers sous le pied. Mais nos gouvernants sont si peu pressés de les couper eux-mêmes que je ne crois guère à cette crainte ombrageuse.

— Victor Margueritte m'annonce l'arrestation d'Almereyda, directeur du Bonnet Rouge.

— Terrasse de la Taverne Wéber, rue Royale. 7 heures du soir. Un déchaînement de vie, de plaisir, incroyable. On flambe en sept jours de permission les réserves d'ardeur et d'argent de

quatre mois. Toutes les nations. Babel à Babylone. Deux soldats, l'un Belge, l'autre Américain, tous deux ivres, s'étayent en se donnant le bras. Deux officiers, amputés chacun d'un bras, entrent, radieux. Et l'incessant défilé des autos, où les couples se pâment et se pompent.

— Je vois dans une étude sur le pacifisme que la défaveur où on le tient vient de ce qu'il équivaut « à la peur des coups ». On oublie qu'il s'agit des coups que reçoivent les autres. Et ceux qui n'ont pas peur, c'est des coups que reçoivent les autres.

— Les Russes ont abandonné Cernowitz. C'est effrayant ce que cette ville a changé de maîtres en ces trois ans. Les habitants ne doivent plus s'y reconnaître. D'autant que le vainqueur les pend toujours.

— Le vieux député Andrieux brandit encore l'argument stupide : la paix actuelle ne serait qu'un armistice. Qu'en sait-il ? Quoi ? L'inanité de la guerre n'est pas prouvée ? Dites qu'on ne veut pas actuellement la montrer.

— Tristan Bernard me fait remarquer qu'auprès de chaque haut personnage en place, il y a toujours une femme d'origine étrangère et « que ce sont encore là nos plus sûres relations diplomatiques ».

— Dans leurs retours à la raison — s'ils en ont — que doivent penser les nationalistes, les gens de « la France aux Français », quand ils voient Paris envahi d'étrangers, la France colonisée par l'Angleterre, l'Amérique ?

— Le parti travailliste anglais vote la participation à Stockholm par 1.800.000 voix contre 500.000. C'est en particulier

l'œuvre du ministre Henderson. Mais, tout de même, tout ce qu'on nous cache !

— Suppression de la Société d'Études et documentation historiques, qui se proposait de rechercher les origines de la guerre. Il y avait là-dedans Séverine, le général Percin, Morardht, Demartial. Un jour, ils trouvèrent la porte de leur local close.

— Tout homme au pouvoir cesse d'être lui-même. Il devient la marionnette aux mains de sa clientèle. Aussi tous les gouvernements représentent-ils, fatalement, les forces de tradition, de guerre, les seules qui comptent et se fassent écouter.

— Le 14. On voit parfois percer cet abominable espoir que la révolution future sera évitée par la prolongation de la guerre, tous ceux qui eussent fait cette révolution ayant péri à la guerre.

— Le 15. Mort d'Almereyda à la prison de Fresnes. Les uns disent qu'il s'est pendu à la barre de son lit avec un lacet de soulier. Les autres qu'on l'a aidé à mourir avant qu'il ne parle.

— Le 16. Un homme d'affaires, mêlé à des entreprises d'obus, d'avions, d'asphyxiants, dit devant moi l'action dissolvante de la guerre sur la moralité générale. Sauf quelques incorruptibles, les parlementaires seraient accessibles aux tentations. Il cite telle maison d'aviation où un homme est littéralement chargé du service de corruption. Il sait ceux qu'on peut « avoir » avec des déjeuners, des femmes, un chèque, pour emporter une commande, se rendre favorable une Commission. Les Ministres sauraient les noms de ces députés vénaux, mais ne pourraient rien contre.

Le même, dans une autre direction, dit que les grands profiteurs ne sont pas les fabricants, mais les intermédiaires qui se

sont insérés entre l'Intendance et les producteurs. Tel, ayant réussi un achat de macaroni, est mis en goût, étend son maquignonnage à toutes sortes d'autres matières, sans d'ailleurs en connaître aucune.

— On supprime le journal La Tranchée Républicaine et la revue Les Nations.

— Le 18. La proposition de paix du Pape émeut. Tristan Bernard, pour la première fois, voit une vraie chance de paix. Il m'envoie un « pneumatique » où il remarque, avec une délicieuse ironie, que le « catholicisme et le socialisme sont les deux seuls grands partis qui aient des relations extérieures ». Le catholicisme, ajoute-t-il, craint que le socialisme ne s'auréole des lauriers de la paix. Aussi prend-il les devants. Et les conservateurs ont choisi « un Saint-Homme de paille ».

La note est généreuse et large. Elle rappelle les textes de Wilson quand il n'était pas engrené dans la guerre. (Car la guerre vous change son homme, hélas ! Et Wilson en est le plus frappant exemple.) Mais ce document, accueilli en silence par ceux qui espèrent la paix et qui sont par conséquent obligés de se taire, est souillé, le jour même de son apparition, par les injures, les soupçons de la grande presse alliée. On crache dessus, on le repousse du pied. Il est d'inspiration allemande. (Il est plus boche que les boches, disait-on de Wilson il y a huit mois !) Les journaux catholiques, dont la situation est délicate, rappellent respectueusement que le Pape est le chef spirituel et n'a pas à connaître du temporel.

— Dans l'âpreté du commerçant à faire fortune par la guerre, cette ignoble âpreté qui va du grand usinier au mercanti et que la

résignation universelle a trop épargnée, rien n'est plus répugnant que l'exploitation du soldat.

— Dans beaucoup de riches familles orthodoxes, j'ai vu le filleul de guerre, paysan ou ouvrier, installé pendant sa permission. Il mangeait à la table des maîtres du logis. Je me suis demandé souvent : « Que pense-t-il, en voyant ces bourgeois douillets, cossus, confortables, en sécurité, et qui déclarent tous qu'il faut aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à ce que lui, le pauvre bougre, soit tué ? »

— Le 17, nous dînons à Armenonville avec les Gabriel Voisin. Vers neuf heures moins le quart arrive un ministre, avec deux invités. Les garçons, en haie, s'inclinent. Il salue, court et menu, grimpe d'une allure furtive et pressée l'escalier du premier étage, où sont les salons. Et dans ce décor d'Armenonville, devant ce joli lac, sous cette adorable nuit d'août, je pense soudain au féroce idéal qui pousse cet homme à continuer de faire la guerre, à tous les intérêts qu'il se trouve servir ; j'y oppose les morts, les morts quotidiens, l'angoisse incessante des parents. Et le contraste m'apparaît tellement ignoble, entre cette ambition si vague en ses lignes, si précaire en ses buts, si grosse, malgré soi, de cupidités, d'appétits, de vanités, et la froide certitude des drames innombrables ainsi décrétés, que cet homme, soudain, m'a semblé un grand coupable.

— Le 18. On continue à se hérisser contre l'offre du Pape. Dans le train, j'entends un lieutenant automobiliste : « Tous les catholiques de France pensent comme moi : en somme, ce Pape, c'est un Autrichien. » Ils s'aperçoivent que le représentant de leur Dieu sur la terre a un pays d'origine ! Il a fallu la guerre pour cette découverte. Singulier, ce conflit du patriotisme et du catho-

licisme. Jusqu'ici, ils se servaient. La guerre avait réveillé les superstitions, accru prodigieusement le nombre et l'influence des aumôniers et des religieuses. Tous les officiers de carrière étaient de culture catholique. Et voilà que les deux religions s'opposent, s'affrontent ! Il faut choisir… Oh ! Le choix n'est pas long. On débarque le Pape, qui veut la fin de la guerre. D'ailleurs, quel qu'en eût été le texte, on eût trouvé à le critiquer, à le blâmer. L'impardonnable, c'est de vouloir la paix. Et alors, apparaît cette vérité : des deux religions, catholicisme et patriotisme, c'est le patriotisme qui est la foi la plus vraie, la plus drue, la plus forte, puisque le patriote catholique a été obligé de renier son Pape !

Ce même automobiliste, pour justifier ce reniement de son chef spirituel, sortait à nouveau cet argument que sa sottise à elle seule condamnait, à défaut de sa cruauté : « Tous ceux qui ont perdu un fils, un frère, n'admettraient pas que la guerre n'ait servi à rien. » Il ne se rendait pas compte qu'il exigeait ainsi, — pour un résultat extrêmement douteux, il ne faut pas l'oublier — la perte d'autres fils, d'autres frères ! Je ne fixerai jamais assez de fois cette sanglante ineptie, car elle fait bien sentir l'état de démence, d'Aïssaouas en délire, où nous vivons.

— On libère la classe 88 (des hommes de 49 ans) en commençant par les agriculteurs, puis par catégories de professions « concourant à l'activité nationale ». Cette nomenclature a paru à l'Officiel. Tout en queue de liste, figurent : « Lettres et arts, concierges, garçons de bains, coiffeurs, veilleurs de nuit. » Tandis que le prestige français survivait à l'étranger surtout par les lettres et les arts, voilà à quel rang on les ravale.

— Le 22. La mort d'Almereyda demeure mystérieuse. Les experts concluent au suicide. On punit des gardiens, des médecins.

Mais les amis du mort disent qu'il n'était pas homme à se tuer, qu'il savait être mis bientôt en liberté provisoire. Beaucoup disent que la privation de piqûres pour un morphinomane mène au suicide. On m'assure que Viviani, contrairement à ce que je croyais, était opposé à l'arrestation. Elle fut décidée par Ribot, sans doute à l'instigation des forcenés, modèle Clemenceau.

— Tirages de journaux : Le Petit Parisien : 2.500.000. Le Matin : 1.300.000. Le Journal : 1.100.000. Et les feuilles du soir, toutes réactionnaires, arrivent à 200.000.

Qu'on oppose à ces chiffres formidables le faible tirage des journaux d'avant-garde et l'on comprendra la mentalité où l'on a maintenu la foule dans cette guerre.

— Toutes les lettres de Bouttieaux présentent un caractère commun de sincérité cristalline. Elles ont un intérêt pour ainsi dire barométrique. Elles enregistrent les courbes d'une mentalité ingénument sensible aux événements, surtout militaires. La dernière, datée du 13, est au plus bas. En voici des passages :

« Les escarmouches continuent, au Chemin des Dames, sans résultat possible. »

« Les braves poilus trouvent que c'est long ; l'amélioration de l'ordinaire, la permission de 10 jours à double destination, les foyers du soldat ne suffisent pas à les dérider.

« Tout le monde proclame la nécessité de continuer, sans savoir comment et jusqu'où. Mais chacun désire la paix et on voudrait en parler, ne fût-ce qu'à Stockholm.

« En dehors des militaires professionnels, dont je suis, tout le monde en a assez.

« Et les opérations en cours ou en préparation n'auront pas plus de succès que les précédentes. »

— Une des formules d'anathème contre la guerre : « Pour avoir des réparations, on fait de l'irréparable. »

— On supprime le tango au Casino de Deauville. Un soir, des généraux anglais, fort ivres de champagne, y avaient fait scandale. On s'est fort empoigné à ce propos dans un récent Conseil des ministres.

— Le 24. Démission de Leymarien directeur de la Sûreté Générale, à propos de l'affaire Almereyda, qui passe de l'autorité civile à l'autorité militaire. Rumeur. On parle du départ de Malvy. Maginot serait entraîné dans cette chute. Ribot est visé par le groupe Clemenceau, qui le soupçonne de mijoter la paix. On me dit, en effet, de deux sources différentes, que le gouvernement prendrait l'offre du Pape plus au sérieux que l'attitude de la presse ne l'aurait donné à croire.

— Le 24. Les vendeuses de journaux du soir ont une affiche épinglée sur la poitrine : « La cote 304 est prise ! » Nous l'avions donc perdue ?

Cette affaire de Verdun montrera bien la sanglante inanité de la guerre en soi. Car après dix-huit mois de combats, les deux adversaires reviennent à leur position de départ. C'est juste comme s'ils ne s'étaient pas battus, sauf qu'il y a deux cent mille cadavres sur ce coin de terre. Le général Pétain est fait grand'croix de la Légion d'Honneur…

— Il est certain que le désir d'avancement, de rubans et de ficelles (le nom d'argot des galons) figure, du haut en bas de la hié-

rarchie, dans les raisons qui poussent à ces opérations offensives. Dans le statu quo, il n'y aurait pas d'occasions de distinctions. Tous les camarades officiers que je revis pendant cette guerre étaient dévorés de ce désir de promotion. Il perçait soudain dans leur conversation, qui ne devenait ardente que sur ce point. Il y a là une déformation professionnelle, prête à tout, dont on ne peut se faire une idée exacte sans l'avoir vue et touchée. Elle explique bien des choses…

— Un régiment de zouaves, l'hiver dernier, à Verdun, dut attendre, une nuit de froid cruel, dans les trous, avant l'assaut. Le colonel téléphona au général que ses hommes allaient geler, qu'ils ne pourraient pas marcher. Le général, du fond de son poste, les maintint en place. Il y eut 1.200 cas de pieds gelés, et 600 amputations.

D'innombrables faits analogues seront divulgués après la guerre. S'ils ne dégoûtent pas les gens du militarisme, il faudra définitivement désespérer de l'humanité.

— Pensez à ce communiqué qui, deux fois par jour, depuis plus de 1.000 jours, nous répète que « tous nos coups de main ont réussi », que « tous les coups de main ennemis ont échoué sous nos feux ». Pas une exception à la règle ! Pas une. Comment le lecteur garderait-il sa lucidité ?

— Le capitaine V… raconte ceci : un de ses chasseurs à pied veut passer chez les Allemands. Il est pris par un régiment voisin qui fait l'enquête. L'exécution est certaine, inévitable. V… emmène l'homme dans un bois, lui donne son revolver et cinq minutes pour se tuer. Ainsi on pourra dire à sa vieille mère qu'il est mort glorieusement. Les cinq minutes passées, V… revient. Le

petit soldat pleure. Il ne peut pas. V… lui donne trois minutes et le trouve encore vivant. Alors, il le tue.

II · 14

— Une vieille dévote, dont cinq petits-fils furent tués, constate : « Comme nous avions besoin d'être châtiés ! »

— Cinq coiffeurs-posticheurs sont installés en plein Grenelle, autour des usines Citroën, où l'on emploie des femmes par milliers.

— L'échec de Ribot, s'efforçant en vain de constituer un ministère après sa démission, puis l'échec de Painlevé à qui se refuse le concours socialiste, montrent bien que la lutte se dessine entre deux courants. Peut-être même les acteurs du drame n'en ont-ils pas clairement conscience. Mais c'est bien là le débat : d'un côté, tous ceux qui veulent indéfiniment continuer la guerre, poussés par les mobiles les plus disparates — sauver leur place, leur peau, assurer le triomphe de leur politique ou de leur foi, reculer l'échéance, bénéficier ou faire bénéficier plus longtemps, anéantir au feu les forces socialistes ; — de l'autre côté, ceux qui sont plus près du peuple, qui ont lié partie avec lui. D'un côté, des buts obscurs, flous, vastes, extensibles, lointains. De l'autre, des buts éclaircis, précisés, condensés, accessibles.

— Le 13. Le ministère Painlevé est constitué avec Barthou, Doumer, Ribot, sans les socialistes.

— La dictature du général Kornilof marchant sur Petrograd agite une opinion pourtant engourdie. La plupart souhaite qu'il

joue les Bonaparte au 18 Brumaire. Le patriotisme l'emporte sur le républicanisme. En somme, la majorité de la France souhaite l'écrasement de la révolution russe. Certains parlent de faire la paix sur le dos de la Russie. Mais alors, agrandirait-on cette Allemagne qu'on voulait détruire ?

— Défense de railler dans la presse la casquette de Poincaré. Jusqu'ici le symbole de la tyrannie, c'était le chapeau de Gessler, qu'il fallait saluer. Que dire de cette casquette, qu'il faut respecter ?

— Deux dames, dans un train de banlieue : « Mon chien a eu une crise effroyable. J'ai cru qu'il mourrait. Il a eu quatorze attaques. C'est si pénible, etc. ». Je pense aux tranchées.

— Le 14. Déjeuner avec Anatole France au Palais d'Orsay. Il dit que tout le monde veut la guerre et craint la paix : les femmes, qui appréhendent le retour du mari et, en général, tous les hauts-salariés.

Il me signale cette perle, cueillie dans une critique militaire sur la dernière offensive : « Nos pertes sont ridicules. »

Il n'envisage pas de crise prochaine d'effectifs. Mais il déclare que les hommes en ont assez. La réponse de Wilson au Pape, refusant de signer la paix avec les Hohenzollern, le frappe d'angoisse. Il craint aussi d'être inquiété. La Tranchée républicaine, suspendue, avait publié à son insu une lettre de lui à Richtenberger, où il raillait sur la paix avec ou sans victoire.

J'apaise Anatole France et je lui apprends que son grand nom a empêché qu'on sévît contre les signataires — dont il était — de l'Appel aux Femmes publié par les Nations.

— Une dame parlait de la guerre avec le poète Raoul Ponchon. Elle se lamentait sur l'horreur des temps. « Et vous, M. Ponchon, que faites-vous ? — Oh ! Moi, Madame, il faut bien que je gagne ma vie. J'écris. » Et la dame : « Oui, pendant ce temps-là, vous ne pensez pas. »

— Dans la déclaration ministérielle de Painlevé, un mot éveille bien des espoirs : la « désannexion de l'Alsace-Lorraine ». On a voulu voir la porte ouverte à l'autonomie, à des arrangements. Mais Ribot a vite remis la chose au point et ruiné cette espérance.

— Le 21. On a aussi remarqué cette phrase de Painlevé, commentant la déclaration : « Les conditions de la paix sont indépendantes du sort des batailles. »

— Le 23. La réponse allemande au Pape a paru. Elle se tient dans des généralités décevantes et montre ainsi que l'initiative du Pape était loin d'être inspirée par l'Allemagne.

— L'Allemand Bernstorf est accusé d'avoir voulu consacrer 60.000 dollars à influencer le Congrès américain. (C'est peu !) Ainsi, déclare un des membres de ce Congrès, tout député ou sénateur pacifiste devra être soupçonné d'avoir touché. Cet homme parlait sans ironie. Mais il dégageait bien la mentalité qui asphyxie le pacifisme. Quel malheur pour un honnête homme qui souhaite la paix, d'être ainsi menacé fatalement de soupçon, d'être bâillonné, de ne pas pouvoir ouvrir la bouche, crier son opinion sincère, vider son cœur, se libérer ! Avez-vous jamais pensé à cette torture qui dure depuis trois ans ?

— Si on pouvait écrire, je ferais un article sur les Vendanges, où l'on verrait les jeunes générations jetées au pressoir, écrasées, dans un bruit continu de sang qui coule, devant les mères blêmes

et terrifiées, tandis qu'aux bras de leviers pousseraient inlassablement les ambitieux, les chauvins, les profiteurs, aux acclamations de la foule imbécile.

— Le 25. Rencontre dans un couloir de wagon un ancien camarade, qui est général. Il est avec deux collègues. Conversation entre Fontainebleau et Paris. Ils traitent Joffre avec une espièglerie d'écoliers pour un vieux magister. Quant à la guerre, ils en parlent absolument comme de grandes manœuvres. On dirait vraiment que les morts se relèveront. Oui, des manœuvres, c'est cela. Ils me ramènent absolument aux indigentes conversations de mess, il y a 25 ans.

— Le 27. À propos des crédits du trimestre, le député Berthe propose de réduire les frais de représentation des voyages de Poincaré au front. Il a déploré le discours de Nancy. Sans être interrompu par Deschanel, et avec des approbations que signale l'Officiel, il a pu parler de ce costume « qui rappelait celui de l'officier de marine et du chauffeur d'automobile », il a pu maudire « cet homme qui, disait-il, a fait tant de mal à mon pays ». Signe des temps ! Mais cela passe inaperçu : la presse est asservie.

Brizon intervient aussi, évaluant à 1.900 milliards le coût actuel de la guerre pour l'ensemble des belligérants.

— Le 27. Le soir, bruit d'arrestations nouvelles. Et alors, ce sont des coups de téléphone de maison à maison, tout un réseau d'invisibles fils tendus, où l'on essaye de capturer la palpitante actualité. Mais on ne prend rien.

— Le 28. Il s'agissait la veille du président M… Il est traduit devant ses pairs pour imprudences professionnelles. Je crois qu'on lui reproche de s'être porté garant de Bolo-Pacha près de

ceux à qui ledit Bolo voulait acheter des journaux. On me dit aussi qu'il avait rédigé lui-même le contrat entre Humbert et Bolo pour le prêt de 5 millions, et qu'il s'était réservé une place d'administrateur au Journal, une fois sa retraite prise. C'est effrayant ce que nous devenons vertueux. Mais va-t-on laisser en liberté les profiteurs et les prolongeurs de la guerre ? Leur crime est plus grand.

— Le 28. Nous partons, ma femme et moi, passer quelques jours chez Anatole France. Nous arrivons à Tours à midi. Anatole France nous attend au saut du train. Une auto nous emmène à la Béchellerie, à 4 kilomètres de Tours, commune de Saint-Cyr-sur-Loire, propriété que France a achetée en juin 1914.

Un marchand de confection de Tours, qui est du déjeuner, dit que l'énorme majorité, à Tours, veut la continuation de la guerre, à cause des salaires et des gains accrus, chez les ouvriers et les commerçants. La bourgeoisie, nourrie de journaux réactionnaires, est acquise à la guerre indéfinie. En somme, dit-il, le front seul est pacifiste.

L'après-midi s'écoule dans la bibliothèque, un pavillon isolé, dans le jardin. Il y a là le dessinateur Steinlen, sa fille, son gendre Ingelbrecht. L'entretien reprend sur la guerre. France est frappé par la déclaration de Wilson, qui ne veut pas traiter avec les Hohenzollern. Mais la traduction de ce document est-elle fidèle ? Le député socialiste Renaudel, dont le journal l'Humanité a publié le texte vrai de ce document, a protesté contre une falsification officielle. S'il dit vrai, quel audacieux empoisonnement de l'opinion !

Je signale la nouvelle prétention de l'Entente, de ne signer la paix qu'après que l'Allemagne aura évacué la Belgique et le Nord

français. Qu'on y prenne garde : dans son désir de prolonger la guerre, l'Entente élève des prétentions nouvelles à mesure que l'ennemi semble céder sur les anciennes.

France est décourage aussi par la Note verbale allemande, ajoutée à la réponse au Pape. On y parle avec une monstrueuse inconscience du sort de la Belgique, dont la neutralité fut farouchement violée. Mais, là encore, les Allemands désavouent cette Note. Vraiment, qui trompe-t-on ?

Courte soirée. Un clair de lune splendide baigne ce beau coin de Touraine.

L'après-midi du 29 est absorbée par une répétition des Noces Corinthiennes, la pièce de France mise en musique par Busser, chef des chœurs à l'Opéra, et qui travailla trois ans sur cet ouvrage. Yvonne Gall, de l'Opéra, chantera le grand rôle de femme. Il y a là, comme public, Courteline, sa femme, sa belle-sœur, le fidèle Dubiau et sa femme, M. et M Ingelbrecht, un inspecteur des finances nommé Lannoy et sa femme. Lucien Guitry, qui habite Luynes, devait venir. Mais il a neuf invités ! Au déjeuner qui précède l'audition à la Béchellerie, Anatole France porte un toast « à la Paix ». Et sur la discrète protestation d'une dame, il ajoute : « ...et à la victoire ensuite ». Yvonne Gall et Busser, accompagnés au piano, déroulent l'opéra.

Courteline — dont l'œuvre fut si profondément antimilitariste — est envahi, paraît-il, par l'esprit cocardier. Il se lâche quand le communiqué est mauvais. Il roule son journal, jette la boule dans l'œil de sa femme, la patiente Marie-Jeanne, qui pleurnichant, défroisse le papier, s'essuie les yeux, relit le communiqué et, s'ef-

forçant de tout arranger, sanglote : « Mais, mais… il n'est pas si mauvais que cela… »

France conte son départ de Versailles, fin août 1911, pour la Béchellerie, sur l'invitation pressante du préfet qui craignait l'invasion de Versailles et l'arrestation de France comme otage.

Nous commentons l'entrée en guerre de l'Amérique. Beaucoup de jeunes officiers font ce vœu : au printemps 1918, les Américains prennent un secteur ; ils reçoivent une tape, perdent 50.000 hommes et, enragés de prendre leur revanche, fournissent de gros effectifs. Ce qui rappelle à France l'histoire du gonfalon de Manfred. Ce dernier avait prêté son gonfalon à une peuplade voisine, pour une fête. Le gonfalon y fut insulté, traîné à la queue d'un âne. Manfred engagea toute son armée pour venger l'injure faite à son gonfalon.

Il prête à beaucoup d'hommes politiques la crainte de voir Caillaux terminer la guerre, de même que ledit Caillaux l'évita en 1911 par la tractation d'Agadir. L'après-midi du dimanche, des Tourangeaux viennent le voir et commentent les événements. Cette fois, on cherche les raisons de l'arrestation de Bolo. Il était malade. La foule criait : « À mort ! » devant la civière qu'on enfournait dans la voiture d'ambulance. On tombe d'accord qu'il s'agit, inconsciemment ou non, d'atteindre le pacifisme dans ses éléments vulnérables, pour paralyser ses éléments sains.

La guerre affecte vraiment Anatole France. Par le clair de lune, comme sous l'éclat du soleil, il pense à l'horreur des tranchées. Il est malheureux. Je n'ai jamais vu d'homme qui, n'ayant personne au front, soit aussi sensible à cette longue et stupide catastrophe.

II · 15

— Le 2. Dîner avec Caillaux, Laval, Victor Margueritte, Ernest-Charles. Sur les arrestations, Laval dit qu'elles ne sont pas l'exécution d'un plan, qu'elles ne répondent pas à une idée directrice : ni celle d'atteindre le pacifisme, ni celle de faire diversion aux événements de guerre. Il n'y faut voir qu'un enchaînement, un entraînement, sous la terreur constante de la réaction, qui poursuit la destruction du régime.

Poincaré est jugé sévèrement. Quelqu'un fait remarquer avec quelle habileté de vieux procédurier il manœuvre. Tous les hommes qui faisaient partie de son ministère « national » (1912-1913) ne sont-ils pas rappelés dans le Cabinet actuel ? Jamais Poincaré n'eut autant le pouvoir en mains. On rappelle qu'il adjura Painlevé d'accepter la présidence du Conseil, sans quoi il était obligé d'appeler Clemenceau.

Laval est d'avis qu'on pourrait encore opérer un « redressement » du Parlement en sacrifiant les députés d'affaires. Il y en a qui sont gênants. Paul Bonzon, l'avocat de Turmel et Bolo, menace d'en nommer quatorze. En d'autres instants, le même Laval désespère de la Chambre. « Il n'y a pas d'hommes ! »

On prévoit la chute du Ministère, soit sur le vote des crédits relatifs aux Ministres d'État et Sous-Secrétaires d'État, soit sur le document de Salonique saisi chez Almereyda.

Puis on joue aux prévisions ministérielles. On suppose successivement un Cabinet Barthou-Clemenceau, puis Albert Thomas, puis Viviani-Briand, ou encore Pams. Je demande si l'un de ces ministères aurait à signer la paix. Aucun, me répond-on. Cepen-

dant, quelqu'un dit que le nom de Pams signifierait la paix pour l'opinion.

Caillaux se retire de bonne heure. Après son départ, on admire sa crânerie, car il se sait visé derrière Bolo.

Laval conte la lecture, au Comité secret du 2 juin, de la lettre qui lui signalait les premières rébellions. Il dit son émotion, son angoisse. Les soldats se proposaient de marcher sur la Chambre, non par haine, mais pour parler aux représentants du peuple.

On s'insurge aussi contre la prédominance du pouvoir militaire. Foch et Pétain, d'éducation purement réactionnaire, mènent la France. Les députés chargés du contrôle sont écartés de la zone des opérations par les instructions du « Général en chef et du Président de la République ». Painlevé, pour s'excuser devant la Commission de l'Armée, raconte que lui-même, Ministre de la Guerre, fut écarté de cette zone par un ordre du major-général. On prétexta tardivement un malentendu.

J'expose cette vue, que, dorénavant, chez chaque belligérant, l'antagonisme s'établit entre le socialisme qui tend à abréger la guerre et le capitalisme. qui tend à la prolonger. On me donne tort. Non ce ne sera pas le socialisme qui fera la paix.

De la guerre en elle-même, il fut peu question. La politique intéressait surtout.

— Viviani raconte que Poincaré lui a offert une mission en Argentine, puis l'Académie. Il aurait décliné les deux offres.

— Le 4. Séance pénible à la Chambre. À la demande de Malvy et de l'assemblée, Painlevé lit une lettre de Léon Daudet à Poincaré, où Daudet accuse Malvy d'avoir trahi, en avertissant les Al-

lemands de l'attaque du 16 avril et en fomentant les rébellions de mai. Malvy, entre deux syncopes, s'indigne et se défend. Painlevé hésite, demande 48 heures pour agir. Il récolte 350 voix contre 200 abstentions.

— Un général d'armée, voyant revenir 40 chasseurs à pied, seuls survivants d'une compagnie, leur dit : « Ah ! Voilà les 40 lâches qui ne se sont pas fait tuer. »

— Le 6. Nous voyageons avec quatre soldats automobilistes. L'un d'eux fait lire à ses camarades un tract, « Le génie malfaisant », extrait du discours de Jobert contre Poincaré.

— Bolo entendait, paraît-il, subventionner des journaux pacifistes d'une part, et de l'autre le Journal, qui demandait « des canons, des munitions », le Rappel, moniteur de « La Rive gauche du Rhin ». On lie les deux manœuvres. En appelant la paix, il déprimait le moral français. En exaltant les ambitions françaises, il renforçait le moral allemand. En fait, beaucoup pensent que les Allemands entendaient mettre la main sur des journaux pour s'y réserver la publicité et une campagne économique favorable après la guerre. Et Bolo ne serait qu'un vulgaire aventurier, qui reçut nombre de millions, en distribua quelques-uns, et garda le reste.

— D'après Humbert, toute l'affaire des scandales est montée pour atteindre Caillaux et lui (Poincaré nourrit de vieilles rancunes contre Humbert. Se rappeler la lettre d'Humbert à Poincaré à propos de la décoration de Verdun).

— Le 9. Mon fils m'écrit du front que ses camarades — tout en accusant les journaux de n'être que mensonges et de leur « bourrer le crâne » — avalent tout rond l'accusation contre Malvy. Hé-

las ! La trahison, en France et en guerre, est toujours accueillie goulûment. Elle calme les blessures de l'orgueil chauvin : « Ce n'est pas étonnant qu'on ait échoué le 16 avril. Malvy avait prévenu les Allemands ! » Comme c'est simple… Et les chefs militaires eux-mêmes ne doivent pas être fâchés de voir l'atroce fable trouver crédit.

— À la Sûreté générale on dit bien que des agents fomentaient des rébellions et que, interpellés par des officiers, ils montraient leur carte. Agents provocateurs, évidemment, qui cherchaient à connaître les vrais révoltés.

— Voici des fragments d'une lettre d'Anatole France où il répond à mes remerciements de notre séjour à la Béchellerie.

« La lettre de Léon Daudet a réveillé les républicains de la Chambre. De l'avis de tous, notre ami a été faible et, si les jours de son ministère étaient comptés avant cette grave séance, le nombre en a encore diminué. Aux successeurs que vous m'énumérez, j'ajouterai un ministère Briand-Caillaux. Je vous le signale uniquement parce qu'il est annoncé par l'âme damnée de Briand et que cela seul est matière à réflexion.

« On me dit que le Pacha avait des amis jusque dans ces Champs où les Anciens mettaient le séjour des ombres heureuses et qu'une parole de ce pacha peut ébranler le plus haut des fauteuils.

« Mais ne pensons qu'à la guerre. On veut trop prouver. Un Tourangeau, pour me démontrer que les Américains vont se battre furieusement, me contait hier que quelques-uns d'entre eux établissent en France une grande fabrique de jambes articulées. »

— Le 13. Chez Gheusi. C'est le 13 qu'on a fusillé la belle Mata-Hari. Le général Vidalon, qui vient voir Gheusi à l'entr'acte, annonce la nouvelle. L'Allemagne offrit, pour sauver la vie de cette femme, la libération de 10 ou 20 officiers français prisonniers. Son avocat, un vieillard, Clunet, touché par sa beauté, plaide sa cause pathétiquement, invoque la mémoire de son propre fils, mort de la guerre. Des fonctionnaires, qui auraient été ses amants, auraient aussi sollicité en sa faveur. Quelqu'un dit qu'un général commandant de corps d'armée lui aurait donné la syphilis, il y a sept mois, au Grand Hôtel, et qu'on l'aurait soignée d'accidents graves, ce qui aurait retardé son exécution !

Je me renseigne : l'est bien à Poincaré qu'aboutissaient toutes les suppliques. C'est lui qui décidait en dernier appel. La commission des Grâces n'est qu'un organe d'enregistrement et d'information.

— Séance du 12 à la Chambre. Leygues interpelle sur les affaires extérieures. On remarque surtout la rentrée de Briand. Dans son discours il proclame « que nous avons la victoire ». Cela me frappe.

— Le 15. De trois côtés m'arrive le même récit, sous des aspects différents. Après la séance du 12, dans les couloirs de la Chambre. Briand lit, devant 60 ou 80 députés, des déclarations dans ce sens : Ribot, dans son discours, avait fait allusion à des manœuvres, au piège grossier que nous tendait l'Allemagne en nous promettant l'Alsace-Lorraine. Or, ces offres, dit Briand, étaient sérieuses. C'était lui-même qui les avait accueillies. Le Kaiser voulait la paix. Il avait peur de la Révolution, peur d'une paix lointaine, qui pouvait être plus sévère. Il était prêt à évacuer les pays envahis, à discuter de l'Alsace-Lorraine, à donner un

semblant de réparation. Que penser de Ribot qui avait fait fi de ces propositions ? Car Briand eût été, avec son assentiment, en pays neutre et cet assentiment lui avait été refusé. Et il lut la lettre du 20 septembre 1917, où il mettait Ribot au courant des faits. Mais Ribot avait présenté si maladroitement ces offres aux Alliés qu'elles avaient été repoussées.

Le 16. Le député anglais L… dit que les journaux anglais mentent comme les autres, que les raids d'avions sur Londres sont dix fois plus meurtriers qu'on ne l'imprime.

— On parle d'un nouveau recul stratégique des Allemands : « Pourvu qu'on ne les poursuive pas ! s'écrie Tristan Bernard. Nous les empêcherions de s'en aller. »

— Je cherchais à faire comprendre à Tristan, au téléphone, le nom de Franklin-Bouillon, sans le prononcer. (Cette guerre, dit Tristan, a développé en nous le goût de la métaphore.) Je lui parle d'un nom en deux mots. Le premier, c'est le nom de la rue où habite Clemenceau. Tristan l'ignore. Le second désigne le potage le plus répandu. À quoi Tristan : « Petite-marmite ? »

— La Chambre a discuté l'affaire Ribot-Briand en Comité secret. Briand aurait reçu de M. de Lancken, envoyé par M. de Brocqueville, communication des buts de guerre allemands : évacuation immédiate des territoires envahis, intangibilitè de la Rive gauche du Rhin, discussion ouverte sur l'Alsace-Lorraine, liberté économique absolue. Les signatures du Kaiser et d'Hindenbourg étaient promises au bas de ces offres. Briand s'en ouvrit à Painlevé, qui le renvoya à Ribot. Briand s'offrit à donner suite en personne à ces propositions. Ribot consulta les Alliés, de telle manière que ces ouvertures furent repoussées et tout mandat refusé

à Briand. Ce dernier déclara qu'il avait voulu taire cette histoire. Mais Ribot avait fait allusion dans son discours du 12 à une « offre louche », et Clemenceau avait dénoncé dans son journal « une paix ignominieuse ». C'est pourquoi Briand a rompu le silence.

On veut voir là uniquement la rivalité de deux politiciens. À mon sens, il se dégage ceci : Ayant cru la paix possible, Briand devient l'homme de la paix future. Fait important, à cause du prestige de Briand par le monde.

— Que doivent penser les « chasseurs » de restaurants, tout chamarrés de fourragères et de croix de guerre, quand ils ouvrent les portières à ces formidables appétits qui se ruent vers les goinfreries ?

— La résignation au quatrième hiver est encore plus docile qu'au troisième. La vie à Paris est plus ardente que jamais. Tout regorge. Tout s'enlève, tout s'arrache, malgré la hausse folle. Le profiteur est légion. Le type est nouveau. Beaucoup de ces enrichis ont été séduits par la facilité de gagner, de dépenser, de jouir. Ils n'y ont pas apporté cette discrétion, cette décence, cette prudence, ni même cette générosité, qui devraient être la rançon de la fortune.

— Nous sommes en période révolutionnaire. La seule différence avec 1793, c'est qu'on ne tue pas encore. Mais on tue moralement. La lettre contre Malvy, c'est la guillotine sèche. On dit : il a touché. Le coupon remplace le couperet.

— On différa, paraît-il, l'exécution de Mata-Hari, afin de lui tirer des révélations sur l'affaire Bolo. Elle parla. Sans doute espérait-elle… On l'exécuta.

— Le 20. Encore une chaude séance de la Chambre, le 19, où Painlevé s'expliqua sur l'affaire Malvy. Il fit un discours honnête, travaillé, bon comme du pain du temps de paix. Cependant, son sort vacillait. Mais un incident se produit — que les journaux ne relèvent pas — pendant la discussion des ordres du jour et qui décide du vote. Le député Labroue demande à Painlevé s'il est vrai que le colonel Helbronner, secrétaire du Comité de guerre, est fils d'Allemands. Mouvement indigné de Painlevé : frère tué à l'ennemi, parents alsaciens-lorrains, assez de boue, etc. Cinq lignes à l'Officiel. Mais c'en fut assez pour changer la couleur des bulletins. Il est vrai qu'on dressait aussi, en épouvantail, le spectre du remplaçant possible : Clemenceau.

— Au restaurant, un convive poivre, citronne, gobe des Marennes et, entre deux dégustations, déclare à ses compagnons : « Ah ! C'est les Russes, qui ne vont pas. » Cela finit par sembler tout naturel. Mais, à la réflexion, c'est effroyable, ces gens qui nagent dans le bien-être, dans la sécurité, et qui, tout en gobant des huîtres, se plaignent sévèrement que les Russes ne se fassent pas tuer !

— Le 21. À minuit, Tristan m'apprend l'équipée des zeppelins qui, dérivés d'Angleterre, sont obligés d'atterrir ou sont abattus en France. On leur prête des buts mystérieux, l'attaque du Creusot, de Lyon, bien qu'ils n'eussent plus d'explosifs à bord. Tristan sourit des paisibles habitants de Sisteron, de leur angoisse, à l'idée que l'équipage d'un zeppelin s'est enfui dans les environs, qu'il y a des Allemands en liberté dans la région.

— Vainement on souffle à Ribot qu'il devrait bien s'en aller, que sa politique déplaît aux socialistes, que l'incident Briand l'a atteint… Il répond que, sur cette affaire, au dernier Comité se-

cret, il eut une majorité plus forte que celle de Painlevé sur l'affaire Malvy.

— Le 21. Le ministère a démissionné. Poincaré refuse d'abord cette démission, puis charge Painlevé de le reconstituer. Cette nouvelle glissade — car il n'y a pas chute — est due à l'hostilité des socialistes contre Ribot. Ils lui tiennent rigueur de ne pas répudier franchement les annexions, d'avoir refusé Stockholm. Il a fallu une démission en bloc pour arracher Ribot à son portefeuille. Mais que fera Painlevé ? Il est trop scrupuleux pour être autoritaire. Il donne trop de poignées de main pour avoir de la poigne.

— Dans Les Hommes du Jour, hebdomadaire d'avant-garde, le dessinateur Gassier a créé une série fort plaisante où il met à la charge d'une tribu sauvage, les Empapahoutas, tous nos tragiques ridicules. Aussi la Censure les tolère-t-elle le plus souvent. Voici un exemple de ces caricatures : deux notables Empapahoutas, nus, noirs, chapeau haut de forme, se montrent du doigt un vieillard qui fume la pipe, assis sur un roc : « Li c'est un type dangéieux, li c'est un pacifisse ».

— Painlevé a reconstitué son ministère. Barthou remplace Ribot.

— L'Information publie un article de tête en faveur de la Victoire Économique, avec documents à l'appui de cette thèse féconde. Mais cela laisse indifférent. Il faut à l'opinion du canon, du drapeau, du sang.

— Dans les rues, les gens font des projets. Ils disent souvent : « Après la guerre, moi je… » du même ton que « après l'ondée ». Ils classent cette catastrophe humaine parmi les catastrophes na-

turelles. Ils ne soupçonnent pas qu'ils pourraient l'arrêter, qu'elle vit de leur consentement.

— Le 25. Arrestation de Lenoir et Desouches, accusés d'avoir voulu acheter le Journal pour l'Allemagne. Desouches, ancien avoué, était fort répandu dans la bourgeoisie parisienne, et je vois de ses relations s'attendrir et s'indigner. Il semble que ce soit sur la dénonciation d'un ancien chauffeur que ces arrestations furent décidées. Les maîtresses sont mises en cause. Que de drames intimes…

— On dit aussi qu'on va arrêter Charles Humbert. Mais il faudrait lever son immunité parlementaire. D'ailleurs, il se défend, menace Le Matin, les confrères, les Ministres, dans ses conversations.

— Le 26. Début de Barthou à la Chambre, le 25. Augagneur, Jobert, ont vainement essayé d'arracher à Painlevé le secret de la substitution de Barthou à Ribot. Le duel fut entre A. Thomas, champion du droit strict, et Barthou, partisan subtil de la politique des « possibilités », d'une paix élastique s'adaptant à la grandeur de la victoire. J'écris à mon fils : « Moralité : c'est Briand qui tirera les marrons… et les soldats du feu. »

Cependant la lecture de l'Officiel montre tous les partis d'accord pour exiger « la victoire par les armes », et le retour pur et simple à la France des trois départements alsaciens-lorrains. Au centre, à droite, tout cela est ponctué de furieuses exclamations : « La parole est au canon !… Rien qu'au canon… Le canon ! »

Un député m'explique qu'un parlement et un gouvernement ne peuvent pas tenir un autre langage. Ils ne peuvent pas dévoiler

leurs prétentions minima. Mais ce bluff mutuel coûte 1500 jeunes existences françaises par jour.

— Un ami me reproche au téléphone d'être dans l'absolu, de vouloir la paix immédiate — immédiate après quarante mois ! — de ne point me rendre compte qu'il faut au moins cinq mois pour y préparer l'opinion. Réponse : les grandes masses pensent comme moi, car leur lassitude est générale. Mais, me réplique-t-on, il ne s'agit pas des masses, mais des 200.000 personnes qui les mènent. Charmant.

— Au début de la guerre, Charles Humbert conclut un marché de couvertures utilitaires en Amérique. Aussi dit-on qu'il s'occupait de couvertures de troupes au lieu d'être dans les troupes de couverture.

— Bruit d'une nouvelle rectification du front allemand, abandonnant soit Laon, soit Saint-Quentin. On entendrait des explosions significatives, correspondant à des destructions d'ouvrages.

— Voici, d'après ses amis Gauthier et Tissier, le récit de la tentative de Briand en faveur de la paix, tentative que je continue de juger capitale.

C'est dans un salon — celui de M Greffulhe ? — que Briand fut d'abord pressenti par M de Mérode, fort grande dame belge, que les Allemands avaient consenti à laisser passer en France à la condition qu'elle se chargeât d'offres à Briand. Elle lui représenta que, par sa situation actuelle et passée, il était le seul qui pût faire la paix. Elle lui en énuméra les articles. On les a vus plus haut. Puis un industriel belge, M. Coppée, relaxé dans les mêmes conditions, renouvela la tentative. Cette fois, Briand se renseigna sur l'émissaire près du roi des Belges et de M. de Brocqueville. La

réponse fut très favorable. Briand commençait d'être troublé. Peu après, M. de Lancken, délégué par M. de Brocqueville, se substituait à ces émissaires d'avant-garde. Briand correspondait avec Lausanne. Les Affaires Étrangères surprirent le chiffre et suivirent l'affaire avec curiosité. Les offres se précisèrent. On assurait Briand que, si l'interlocuteur désigné ne lui suffisait pas, on lui enverrait à Lausanne Michaelis, ou Bethmann-Hollweg, ou de Bülow, ou un personnage plus haut placé. Il s'agissait d'Henri de Prusse. Briand posa ses conditions, stipula qu'il ne s'agissait pas d'une paix séparée, que le pacte de Londres serait respecté. On lui répondit affirmativement, en demandant toutefois de traiter de gré à gré avec les Russes. Ainsi prémuni, Briand vit Painlevé qui s'affola et le renvoya à Ribot. Ce dernier engagea Briand à rédiger une note anonyme. Méfiance de Briand qui écrivit une lettre — qui sera peut-être historique et qu'on dit fort belle — où, après des considérations générales, il exposait à Ribot l'affaire et la suite qu'il y voulait donner.

Mais Ribot, convaincu qu'on jouait Briand, et peut-être aussi partisan d'une longue guerre — le sang est le lait des vieillards — commit une sorte de faux. Il communiqua aux Alliés un résumé où il oubliait de nommer Briand et de spécifier que le pacte de Londres serait respecté. Les Alliés repoussèrent du pied ce vague chiffon. Trois jours après, de dépit, Von Kuhlmann déclarait que jamais l'Allemagne ne rendrait l'Alsace-Lorraine.

Le Parlement, décidément aveuli, ne s'est guère indigné du rôle de Ribot. Il s'est contenté de le glisser dehors.

— Il y a maintenant la fourragère rouge, couleur Légion d'Honneur. Quelle joie pour les passementiers, cette floraison diaprée de distinctions !

— Cependant, les revues théâtrales, fort à la mode, étalent des titres comme : La Revue excitante, La Revue des Mollets. On parle de rouvrir le restaurant nocturne de l'Abbaye de Thélème.

Et on voit sur les murs l'affiche d'une pièce du Grand Guignol : La Grande Épouvante. Mais il ne s'agit pas de la guerre. On a tout à fait oublié que la guerre est la Grande Épouvante.

II · 16

— Le 2. Les Allemands se replient d'un kilomètre en profondeur sur vingt de front, abandonnant le cours de l'Ailette. Une récente retraite italienne (on parle de 200.000 prisonniers et on ignore si les Italiens résisteront sur le Tagliamento) gêne l'explosion d'enthousiasme de la Presse.

— Le 3. Je visite avec Pasquet, secrétaire général des P. T. T., le Bureau Central Militaire, installé dans les combles de l'Hôtel des Postes, où un millier de femmes trient les quatre millions de lettres, qui partent chaque jour pour le front. En sortant, Pasquet m'apprend que Painlevé a chargé Foch d'enquêter sur les responsabilités de l'échec du 16 avril et des massacres consécutifs. Les généraux comme Mangin en sortent blancs comme neige et auréolés de gloire. La cause de cet échec et des massacres, conclut cette enquête, c'est l'ordre d'arrêter l'offensive, donné le 16 avril à midi.

— Le 4. Lloyd George et Painlevé filent en Italie. Vont-ils lui tenir la tête hors de l'eau ?

— Le 4. Il semble bien que l'Amérique, en juillet 1917, à Berne, ait offert à l'Allemagne la paix selon les intentions prêtées à Wilson. On prétend que les Allemands ont hésité une dizaine de jours. Mais ils voulaient que la question d'Alsace-Lorraine fût débattue autour de la table de la Conférence. La France exigea que le retour intégral figurât dans les conditions préalables de la paix. D'où la rupture.

— De la Russie : Kérensky aurait déclaré que la Russie s'en remettait aux Alliés du fardeau de la guerre ; elle avait aidé la France au début des hostilités ; son rôle était joué. L'Amérique dément ces propos. Mais on a cependant l'impression d'un armistice tacite entre Allemagne et Russie ; il ne serait caché à l'Entente que pour éviter sa colère. On en donne pour preuve l'arrêt de la marche allemande sur Pétrograd, la facilité avec laquelle les Allemands ont reporté leurs forces sur l'Italie, et, enfin, — témoignage d'un ingénieur arrivant de Russie — la mise en liberté de prisonniers austro-allemands, sous couleur d'impossibilité de les nourrir.

— Clemenceau, au front, récemment, s'écria en sautant allègrement un fossé : « C'est aujourd'hui mon anniversaire. Voilà 76 ans que je les emmerde ! »

Le même Clemenceau déclare dans ses articles que tout est pour le mieux dans le meilleur des États-Majors. Il écrivit longtemps le contraire. On lui prête l'intention de faire rentrer en grâce Nivelle et Mangin et de leur faire tenter de vastes offensives.

— Le 6. On parle d'un rapport d'Henry Bérenger, au nom du « Contrôle de la Sûreté Nationale ». Il semble que ce soit là une

extension du rôle de la Commission de contrôle des étrangers. Ce rapport serait un véritable réquisitoire, posant 155 questions. demandant des poursuites contre divers grands parlementaires. Nous sommes en plein régime de suspects.

— Le 7. On distribue chaque jour aux Ministres une analyse de la Presse allemande. Elle y apparaît fort différente de ce qu'on pourrait imaginer d'après les classiques injures de nos journaux sur nos ennemis. Récemment, on y relevait de Barthou un portrait nerveux, mesuré, exact, n'oubliant rien — pas même l'accolade d'Anatole France.

— Ah ! L'impossible et bel article, sur le Crime académique, sur ce que le désir d'y entrer fait faire à un Bourgeois (Bourgeois disant à Anatole France qu'il se foutait de la Présidence de la République et qu'il n'ambitionnait que l'Académie, Bourgeois ébranlé par Poincaré qui lui promettait son influence à l'Académie au moment de la candidature de ces deux hommes à la Présidence). Et la perversion incurable des charmants talents de Donnay, Capus, Lavedan, et l'orientation à droite de tous les candidats de ma génération.

— Le 8. Déjeuner avec Anatole France, Palais d'Orsay.

La paix est facile quand elle n'est pas nécessaire et difficile quand elle s'impose, dit Anatole France.

Il y a, dans ses lettres, des phrases précieuses qui valent d'être montées en bijoux. En voici un fragment, daté de la Toussaint : « Je vous écris par un jour de fête et de pluie d'une tristesse infinie. Le facteur ne vient pas et j'en suis à l'occupation d'Udine. C'est une ville charmante où j'ai passé des heures tranquilles et délicieuses. J'ai écrit à M T… une lettre qui ne lui plaira guère. Je

ne peux pas pourtant lui dire, comme le brave colonel Rousset, qu'il faut que les Austro-Allemands soient bien épuisés pour pousser une si furieuse offensive et que ce manque de modération est un grand signe de faiblesse… »

D'une lettre du 4 novembre. « Tours est heureuse… Elle donne des signes éclatants de joie et de prospérité. La Censure et les assignats sont deux bonnes choses. La crainte des Sénégalais en est une troisième. La guerre peut durer dix ans. Clemenceau peut venir.

« Au milieu, toutefois, des sujets de douleur ou d'inquiétude qui m'environnent, je n'oublie pas que Ribot est tombé et qu'une lueur d'espérance s'est allumée au moment de sa chute, »

— Le 8. On rend officielle l'arrivée au pouvoir des maximalistes russes, réclamant une paix « immédiate et juste ». Mais on ne dévoile pas encore une autre prétention du nouveau gouvernement, qui veut, pour tous les belligérants, un armistice de quinze jours. J'imagine qu'on va en rire ou se taire.

— Tristan me conte qu'avant l'entrée en guerre des États-Unis, il vit cette caricature pacifiste d'un journal américain. Schwab, le roi de l'acier, présentait des canons à Wilson : « Achetez-moi ces canons. — Mais je n'ai pas d'ennemis ! — Achetez toujours ces canons. Je vous procurerai ensuite des ennemis. »

— Au Lycée Louis-le-Grand, une Ligue distribue des tracts aux élèves avec prière de les répandre dans leur entourage. On y montre comme buts de guerre la rive gauche du Rhin, le démembrement de l'Allemagne, la Prusse réduite à ses bornes primitives, des indemnités.

— Leymarie est inculpé de complicité de commerce avec l'ennemi. Le président Monnier est frappé par la Cour de cassation de la plus haute peine, la déchéance. C'est toujours la guillotine sèche.

— Le 9. Nouveau déjeuner avec Anatole France. Barthou lui a récemment écrit qu'on a trouvé le secret des offensives sans perte d'hommes. Souvent revient sur les lèvres de France ce propos « qu'avec des assignats et des Sénégalais, on peut maintenir le moral ». Il dit aussi qu'on arrêta Turmel pour avoir vendu le Comité secret et qu'on s'aperçut ensuite qu'il n'avait vendu que des bœufs. Ce trait s'applique à nombre d'arrestations. On inculpe d'abord ; on justifie ensuite, sur de nouveaux chefs d'accusation.

— Tristan Bernard, par analogie avec le terme « Limogé », dit que Cadorna a été « Palermé ».

— C... trace le tableau de l'Internationale des hauts métallurgistes qui, pour accroître les armements, avant la guerre, jetaient l'alarme dans la presse stipendiée. C'est ainsi que Krupp arrosait le Figaro. Et si ces traits se dévoilent et s'affirment après la guerre, quelle affreuse nausée soulèvera ces peuples jetés au carnage avec de grands mots, pour de bas intérêts !

— Le 9. Rencontré chez Victor Margueritte un sculpteur qui fut sous-lieutenant mitrailleur. À l'entendre, le militarisme allemand voulut se justifier en déclenchant la guerre. Il m'avoue qu'il ne peut plus produire, que la vue de son atelier le surprend : « Quoi ? C'est moi qui ai fait tous ces bonshommes aux gestes convenus ? » Il rêve d'un art épuré. Enfin, il crie son amour de la paix, qu'il a surtout senti la nuit, dans les tranchées, sous les étoiles.

— Le 10. La retraite italienne, la victoire maximaliste, exaspèrent les sentiments des chauvins. Ils offrent le spectacle pathétique de leur crainte furieuse et de leur désespoir résolu. On se croirait en août 1914. Plus que jamais, ils veulent « aller jusqu'au bout ». Et jamais ils n'ont moins vu le bout. « Quoi ? dit un chauvin devant moi, tout galonné, le teint verdi d'angoisse, quoi ? Si nous signions la paix maintenant, l'Allemagne sortirait grandie de cette guerre. Il faut donc poursuivre, jusqu'à pouvoir lui imposer des conditions économiques draconiennes. » Et pendant le repas, ce chauvin, tout en mangeant des grives, brandit la torche funèbre de la guerre inextinguible.

— Anatole France dîna avec Barthou chez Lapérouse, le 9. Barthou parla peu des scandales. Il dit cependant qu'il avait rédigé le communiqué qui absolvait Malvy. Il reconnut que la situation était plus grave que jamais.

— Quand des délégués anglais visitèrent le front russe, depuis la Révolution, on leur demanda fréquemment : « Que ferez-vous des colonies allemandes ? » Ils répondirent d'abord qu'ils les garderaient. Puis, devant le fâcheux effet de cette déclaration, ils rectifièrent : ils les garderaient en gage, jusqu'au paiement des indemnités dues par l'Allemagne.

— Le 12. On publie la demande d'armistice des maximalistes, assaisonnée de commentaires injurieux et méprisants.

— Un curé du faubourg Saint-Germain dit la férocité des vieilles douairières de 80 à 90 ans qui, tout en fourgonnant leur feu, clament « qu'il faut en tuer, en tuer ». Celles qui ont perdu leur petit-fils exigent que celui de la voisine périsse aussi. Un dé-

luge de méchanceté, de cruauté, qui n'a jamais été atteint, est déchaîné par la guerre.

— Le 12. Jean L… fait « popote » chez une institutrice près de Villers-Cotterets, qui est restée humaine comme auraient dû l'être toutes les femmes dans cette guerre. (Car, elles, on ne pouvait pas les accuser de lâcheté.) Elle a vu des rébellions de mai. La main étrangère n'y était pour rien. Simplement des gens à qui on promettait des permissions depuis onze mois et qu'on maintenait en ligne. Si loyaux, que certaines troupes mutinées prirent part à des assauts et contre-attaquèrent. Cette femme vit des soldats déculotter un commandant, le fouetter et le renvoyer. Un général passa sous les huées d'une double rangée de soldats.

— Le 13. Caillaux est toujours très attaqué. Les « Couloirs » de la Chambre se soucient plus de son arrestation possible que des événements italiens et russes. Il se défend dans la presse, répond à Clemenceau, Barrès, ses deux grands adversaires. Sa première lettre à Barrès, exposé complet de sa politique, est fort belle, bien qu'il y prenne vraiment trop de formes courtoises envers un si féroce et néfaste ennemi. Oublie-t-on que Barrès a demandé la vie même de Caillaux ? Et que si on eût écouté Barrès, la France seule aurait risqué la Revanche, avant 1914 ?

— Au café, j'entends derrière une cloison ces lourds lieux communs où l'on décide du sort des peuples : « Le Japon va leur tomber dessus. — Ça ne se passera pas comme ça. — La Russie se ressaisira. — Quand les Américains commencent une affaire. — Les Italiens, sur l'Adige… » Et là-dessus, la voix aigrelette de la petite fille de la maison, qui rédige ses devoirs et qui symbolise d'une phrase notre insondable et sereine ignorance : « Maman, Jérusalem, c'est en Italie ? »

— Le 14. Hier, gare du Nord, je demandai à louer une place. « Où allez-vous ? — À Dunkerque. » Cette ville est souvent bombardée par avion. Aussi l'employé de me répondre d'un ton détaché : « Oh ! Ce n'est pas la peine de louer. »

— Le 14. Le ministère Painleve est tombé le 13, à dix heures du soir. C'est le premier Cabinet mis en minorité depuis la guerre. Painlevé tombe victime de ses amitiés.

— Les enquêtes militaires sur les conversations « défaitistes » de Caillaux en Italie et sur le rôle de Malvy dans les mutineries du front concluent à l'inanité de ces deux accusations. Mais on tient cette impression secrète. Pour la seconde affaire, c'est bien la présence d'agents provocateurs qui a pu donner une apparence de vérité à cette calomnie.

— On a fait ce distique sur Briand :

Aristide s'est fait une virginité
Il revient de Stockholm sans y avoir été.

— On appelle Ribot : « Regrets éternels. » Anatole France l'appelait : « L'orgue de Barbarie. »

— C'était fatal, on accuse Merrheim d'avoir touché je ne sais quel chèque. La Sûreté générale elle-même a toujours proclamé son intégrité.

— Encore la mort de Mata-Hari. Elle demande sa plus belle robe décolletée, le corset sans lequel cette robe allait mal, ses bas violets, son joli chapeau. Et elle envoya de la main un dernier baiser à Clunet.

— Huit heures du soir. Un homme, pardessus, chapeau mou, m'accoste rue Saint-Lazare : « Voulez-vous faire une bonne affaire ? Je viens du front. Je vous vends une pierre, un brillant… » Est-ce une verroterie, un diamant pillé, ou volé sur un cadavre ? Je ne cherche pas et je cours encore. Mais quel symptôme de l'avidité de jouir, de cette fièvre d'argent, qui chaque jour gagne en étendue, en profondeur…

— Le 17. Le Cabinet Clemenceau est constitué. Il était appelé par les désirs de la bourgeoisie, de la réaction, la clientèle des cafés, en haine du socialisme, en espoir d'un chef, d'une poigne et d'un coup de balai. Et puis on avait fini par le rendre inévitable, comme la guerre, à force de le proclamer inévitable.

C'est égal, je voudrais voir la tête de Poincaré, au Conseil des Ministres, devant son ennemi d'hier Clemenceau et son compétiteur d'avant-hier, Pams.

— On avise récemment le personnel des Inventions que tel jour, entre 11 heures et 11 h. 7, on a téléphoné de ces bureaux au G. Q. G. pour demander si 30 régiments étaient bien envoyés en Italie. Réprimande. Moralité : les conversations sont officiellement écoutées.

— On déplace fréquemment les troupes du front par crainte de fraternisation avec l'ennemi. Quel jour jeté sur la guerre !

— Une dame, à qui l'on contait que jadis, Joffre avait été trouvé, dans la forêt de Fontainebleau, le front brisé, interrompit : « Déjà ? »

— Des lettres de soldats découragés par les scandales : « À quoi bon ces souffrances et ces risques, si nous sommes trahis ? »

Voilà le plus clair effet de ces poursuites. Si elles se justifient — et je ne suis pas encore convaincu qu'un seul Français ait trahi, — il fallait les étouffer tant que durait la guerre.

— Le 18. On me signale la joyeuse prise de possession de l'hôtel du ministre de la Guerre, par Clemenceau et sa cour, sous l'œil des photographes, une gaîté de troupiers en pays conquis, parmi la fusillade inoffensive des objectifs et la mitrailleuse des films.

— Le 19. On arrête deux institutrices accusées de propagande pacifiste. Ce sont les premières militantes contre lesquelles on sévit. L'instruction durait depuis deux mois. L'arrestation, c'est le don de joyeux avènement à sa Majesté Clemenceau.

Comme son journal, L'Homme Enchaîné, a repris son titre primitif de L'Homme Libre, je dis à Marcelle Capy, qui envisage d'être inquiétée, que nous aurons bientôt « l'Homme Libre » et la « Femme Enchaînée ».

— En Angleterre, la campagne contre Caillaux est menée par lord Northcliffe. C'est l'antagonisme de l'homme de guerre et de l'homme de paix.

— On me dit les effets des gaz toxiques qui brûlent même à travers les vêtements, qui empoisonnent une fois sur deux les vivres apportés aux tranchées (et qu'on est alors obligé de jeter en route), ces gaz dont les atteintes ne pardonnent pas, même après de longues rémissions… Alors, on se rend compte, en écoutant, qu'on ignore la guerre et que le futur récit de ses horreurs devrait en rendre le retour impossible.

— Troisième emprunt, lancé cette fois par Klotz. Chaque établissement financier y va de son affiche. Un concours. On voit la paysanne qui tient le fusil du soldat-laboureur. Le soldat qui plante le drapeau de la liberté sur le globe. Une chaîne d'écussons aux armes des provinces. Une furieuse harka. La statue de la Liberté à demi submergée. Le bon tirailleur algérien qui engage sa smala à souscrire « pour hâter son retour et la victoire ». Enfin la mère qui étreint son enfant au berceau : « Souscrivez pour qu'il ne connaisse pas les horreurs de la guerre. » Ainsi cette gribouillade s'étale, illustrée, sur les murs. Mais, nom de Dieu ! il faudrait aussi représenter la mère dont le fils est soldat. Celle-là, on va lui tuer son enfant tout de suite.

— Clemenceau lut le 20 sa déclaration. Comme éloquence chauvine, Viviani faisait mieux. L'affreux, c'est cet idéal attardé qui nous perdra, c'est cette basse vue de vieillard, la foi unique dans les armes, ce but inconsistant « être vainqueur », le mépris des autres influences en jeu dans cette guerre nouvelle, le dédain de la Société des Nations, de l'espoir de la « dernière guerre », de tout ce qui pourrait soutenir la douloureuse résignation des masses. Seuls, les socialistes se cabrent. Le reste applaudit : « Enfin, on a un maître ! » Une révélation, en cours de la séance : le don oratoire d'un jeune député, Pierre Forgeot.

— La section photographique de l'armée prit des films des villages détruits qui furent réoccupés dans la Somme. Quand on déroula ces bandes, le préposé à la Censure fit supprimer les parties encore intactes de ces villages, ordonnant chaque fois « Raccord ! » c'est-à-dire suppression, afin de rejoindre les ruines aux ruines et de donner au public l'impression d'une dévastation continue.

Cette même Censure supprima des clichés qui représentaient des blessés légers français assistant des blessés allemands. Pas de rapprochement !

— Le 23. Le Kaiser aurait fait dire au Roi d'Espagne que les Parisiens aient à évacuer femmes et enfants, car un essaim d'avions « Gotha » va pulvériser la ville du 15 au 25 novembre.

— Le 23. Départ pour Armsbout-Capell, en Flandre, où mon fils est cantonné…

— Un député me disait que si on faisait des élections, elles enverraient à la Chambre 500 députés pacifistes. « Donc, lui dis-je, le Parlement actuel ne représente pas la Nation ? » Il en convint.

— Lorsqu'on proposa à Clemenceau divers personnages pour le Sous-Secrétariat du Ravitaillement, il les repoussa tous : « Il est trop bête. » Enfin, on lui nomme Vilgrain. Il s'éclaira : « Vilgrain… Grain. Ravitaillement. Parfait. » On appela Vilgrain par téléphone. Quand il entra, cinq minutes plus tard, Clemenceau lui dit : « Monsieur, vous êtes sous-secrétaire d'État. »

— Qui dénombrera les enrichis par la guerre, en dehors des fournisseurs avérés ? Innombrable légion des accapareurs, des intermédiaires, marchands en gros, demi-gros, traitants et sous-traitants ! Nul commerçant ne résiste à la tentation d'élever ses prix, bien au-dessus du taux de la vie. Effroyable horde, qui s'enrichit vraiment de la stupide catastrophe… Ils sont trop. Il serait plus simple de compter les exceptions, ceux dont les salaires ne montent guère, ceux dont les salaires ont fléchi : professions libérales, fonctionnaires mobilisés qui n'ont que leur solde, ou l'allocation pour leur famille. Voilà les seules victimes. Elles se taisent.

— Information du 23. On y lit ce titre : « Ils bombardent Venise. » Et ce texte : « Aucun obus n'est tombé dans l'enceinte de la ville. » Voilà comme nous sommes dupés depuis quarante mois.

— Il y avait aux Affaires Étrangères un dossier Caillaux sur ses conversations en Italie. C'est sur l'insistance de Clemenceau, alors polémiste, que ce dossier fut versé au capitaine Bouchardon. Celui-ci le rendit en disant qu'il n'y avait rien. Il est vrai qu'on dira : « Il n'y a rien intéressant l'affaire Bolo. »

— Le 26. Les maximalistes russes publient les traités secrets de l'Entente. L'intention annexionniste y éclate. On y retrouve les tractations Poincaré apportées par Doumergue au tsar. L'Italie agrandit ses colonies, l'Angleterre et la France prennent les colonies allemandes, etc.

— Augagneur, rencontré chez Accambray, raconte son entrevue avec le roi des Belges. Il venait l'adjurer, avant la bataille de l'Yser, au nom du Gouvernement, de tenir deux jours en attendant les renforts français. À l'État-Major belge, il croise un grand diable d'officier, lui dit qu'il veut parler au roi : « C'est moi », dit le grand diable. Ce roi lui a fait l'effet d'un brave homme, bien qu'on cherche vainement son regard derrière son lorgnon.

Augagneur me reconduit. Je le félicite de son discours de juin dernier, au Comité secret, le premier discours pacifiste applaudi. Il rectifie. Non. Pas un discours pacifiste, mais le premier discours sur la guerre raisonnée, où l'on réglerait les buts sur les disponibilités. Discours, en effet, applaudi unanimement. Mais au moment du vote, nul ne le suivit, selon un phénomène habituel à cette Chambre.

— Le 28. Après une nouvelle intervention frénétique de Malvy, la Chambre le renvoie devant la Haute-Cour, selon ses vœux. Clemenceau n'intervint pas, malgré l'insistance de Renaudel. Barrès renouvela ses attaques contre Malvy, s'efforçant de déplacer l'accusation, mêlant le roman chez la portière à la perfidie.

— Le 28. Les maximalistes entrent en pourparlers avec les Allemands. Les journaux les couvrent d'injures. Une faible minorité tend à comprendre la Russie et à n'en pas désespérer.

— Le 29. Ouverture de la Conférence interalliée. Quelques badauds devant les Affaires Étrangères. La plus notable répercussion de cette conférence, c'est la lettre de Lord Lansdowne, ancien ministre anglais des Affaires Étrangères, qui propose de montrer à l'Allemagne qu'on n'en veut pas à son existence politique et économique, qu'il s'agit simplement d'établir le Droit. Ce langage provoque en Angleterre la fureur de la presse orthodoxe. J'estime l'événement d'importance.

II · 17

— Les commerçants changent leurs étiquettes, de jour en jour, avec frénésie. Ils ne sont plus occupés qu'à cela. À peine peuvent-ils suivre la hausse. Ils en ont les bras rompus. Il y avait déjà la « crampe de l'écrivain ». Il y a la crampe du commerçant.

— Le 2. C'est aujourd'hui que les Russes doivent signer l'armistice et proposer la paix générale. Mais on sait peu. On ne parle guère plus. Il y a de la stupeur dans les esprits. Puis de l'hésitation. Faut-il injurier ? Faut-il réserver l'avenir ? On attend.

— Clemenceau appelle à Paris l'écrivain Paul A..., pour l'affecter au Bureau de la Presse. Il l'avertit qu'il n'y a plus de Censure, sauf la diplomatique et la militaire : mais tout journal qui parlera en faveur de la paix sera traduit devant un conseil de guerre !

— Painlevé se plaint qu'on soit injuste pour lui. On oublie qu'il fut l'artisan de l'expulsion de Constantin de Grèce, de l'entrevue de Rappalo d'où sortit le commandement interallié préparé de longue date, des accords franco-anglais qui assurent notre ravitaillement, du choix de Pétain, d'une répression modérée des mutineries, des arrestations de Duval, Bolo, de l'envoi instantané de troupes françaises en Italie, etc., etc.

— Le 6. Des mots de Clemenceau. Le premier jour où se réunit son Cabinet en Conseil, le hasard des allées et venues le laissa en tête à tête avec Poincaré. Un silence. Puis Clemenceau : « Eh bien, mon vieux Raymond, on va faire l'amour ? »

Variante. On demandait à Clemenceau ce qu'il avait fait dans ce tête-à-tête : « L'amour. »

On examinait en Conseil le sort des Français à Petrograd, en particulier celui de l'ambassadeur Noulens. On craignait qu'ils ne fussent molestés. Clemenceau dit : « Si on les tue, on les mangera, car la famine règne. » Il rêve, puis : « C'est peut-être bon, du Noulens ? »

— La Conférence interalliée n'a rien donné. Elle rappela ces vaudevilles où les portes claquent. Lloyd George partit avant la fin parce que l'Angleterre n'y avait pas plus d'influence que la Serbie. Cadorna l'imita. Il ne voulait pas de Castelnau au lieu de Foch au comité de guerre interallié. Enfin, le bruit persiste que l'Amérique, en la personne de House, ne veut pas que l'Alsace-

Lorraine soit une condition préalable de paix. On dit que Clemenceau, — qui prétendait imposer ses vues et ses hommes, le chapeau sur l'oreille, serait fort déçu.

— Des forêts du Nord sont livrées aux Anglais qui les rasent. Ce n'est rien à côté des vies humaines, mais quelle image des ruines de longtemps irréparables.

— Le 6. Wilson a lancé récemment un nouveau message. La traduction française en serait tronquée et faussée. Il reviendrait à la formule « paix sans annexion ni indemnités » votée par le Reichstag le 19 juillet dernier. On y discernerait que le retour de l'Alsace-Lorraine ne serait plus une condition sine qua non de la paix. Ce message apparaît à certains la préface des négociations.

— Lecture des « citations », à l'Officiel. Je n'arrive pas à admettre un état de civilisation où l'on décerne de la gloire « pour avoir tué de sa main, etc… »

— On dit qu'on détrousse énormément, qu'il y a de véritables associations de déserteurs attelés à cette besogne. On ne tue pas, car chacun se dépouille sans résistance. Je suggère que c'est peut-être une façon de forcer les souscriptions à l'Emprunt…

Àpropos de l'Emprunt : imitant les méthodes anglo-américaines, on a ouvert des guichets dans le tank et la nacelle du Zeppelin exposés aux Invalides.

— On dit qu'Almereyda, demi-mort d'un cancer au foie, souffrant du manque de morphine et trouvant une nuit sa cellule ouverte, se glissa dehors, prit ses cordons de souliers, se pendit à son lit en se laissant tomber à terre. C'est ainsi que ses gardiens le trouvèrent au matin. Or, ils auraient dû fermer la cellule, lui

enlever ses souliers, le surveiller. Ils découpèrent donc sa chemise en lanières et simulèrent ainsi un suicide qu'il aurait pu régulièrement tenter ; cela pour couvrir leurs fautes professionnelles.

— Le 8. Un réquisitoire du procureur général Herbaut conclut à la levée de l'immunité parlementaire de Humbert.

Un groupe de rédacteurs du Journal débarque férocement leur ancien directeur. Ce geste est accueilli sévèrement.

— Les lettres d'Anatole France. En voici une du début de décembre. « Si vous voulez mon avis, cher ami, je ne crois pas, contrairement à l'opinion générale, publique, souveraine, auguste, que ce soient Malvy et Caillaux qui aient empêché nos braves généraux de chasser les Allemands de France et de Belgique ; je ne crois pas que cette poignée de financiers et d'agents d'affaires qu'on va juger très militairement aient eu beaucoup d'influence, par leurs escroqueries, sur la marche de la guerre. Je ne crois pas que les pauvres institutrices et ces innocentes gardiennes d'ouvroir, coupables seulement de pitié et qu'on livre aux rigueurs des conseils de guerre, aient porté le trouble dans le cœur de nos soldats. Mais la commune bourgeoisie le croit fermement. Et si Clemenceau ne se hâte pas d'assurer la victoire par le supplice de ces millions de traîtres qui se montrent dans les cauchemars des concierges et des propriétaires, il sera bientôt tenu lui-même pour traître. Pour homme faible, tout au moins, et cela commence… »

— Autre lettre, arrivée le 9 décembre : « Vous l'avez su, cher ami, le président Wilson a ses desseins qui ne sont pas ceux de l'Angleterre, de la France et de l'Italie. Il fait la guerre aux Alle-

mands pour leur perfectionnement moral. Il ne déposera les armes que lorsque les Boches, formant un peuple de justes, marcheront dans les voies du Seigneur sous des chefs inspirés du ciel, tels que les juges d'Israël ou les présidents des États-Unis d'Amérique, et suivront les préceptes saints d'un nouveau Gédéon ou d'un autre Wilson. Il prie son dieu d'opérer promptement cette transformation merveilleuse. Cependant Guillaume demande au sien de ne pas permettre que le peuple allemand soit soumis aux dieux des nations étrangères. Le dieu de Guillaume et le dieu de Wilson sont deux puissants dieux, dont les foudres peuvent longtemps s'entre-croiser sur nos têtes. Lord Lansdowne veut détourner ce présage. Sa lettre a soulevé en Angleterre des colères de presse qu'on nous a étalées. On ne nous a pas communiqué les approbations que les journaux libéraux ont données à ce vieux conservateur. Au reste, nous ne savons rien des choses d'Angleterre.

« Le docteur Boigey, qui est un homme de sens et, après trois ans de tranchées, qui a quelque expérience de la guerre, m'a parlé comme vous des transports. Je n'en attends qu'avec plus d'impatience le résultat de vos réflexions. »

— Dans une conférence sur la Société des Nations, Jean Hennessy en préconise le futur emblème, le drapeau bleu.

— Nulle « courbe » plus houleuse en cette guerre que celle où se fût inscrite la vie de Charles Humbert. En août 1914, il craint pour sa vie. Ne l'accuse-t-on pas d'avoir provoqué la guerre en dénonçant notre impréparation ? Au contraire, il prend figure de prophète dans la guerre. Sa campagne « des canons, des munitions », le rend le plus populaire des patriotes. Le Journal est à lui. Généraux, gens en place, lui font une plate cour à domicile. Il

dédaigne d'être ministre. « J'en vaux trois. » Puis éclate l'affaire Bolo. Ce gros homme lutte, menace, et soudain se dégonfle. Il est inculpé. Ses rédacteurs le renient. Pour un temps, il n'est plus rien.

— Le 11, Deux courants se dessinent dans la Presse. L'énorme majorité exprimante veut attendre le plein concours militaire américain (bien que les gens informés sachent que les États-Unis donneront au plus 500.000 hommes en 1918). Et une minorité voudrait accrocher la paix générale à la paix russe.

— Le 11. Prise de Jérusalem. Les cloches sonnent à Londres, pour la première fois de la guerre. C'est un gage pris par les Anglais et une satisfaction pour nos catholiques.

— Dans les revues théâtrales, l'actrice qui représente la Russie est sifflée et ne veut plus entrer en scène que flanquée de l'Angleterre et de l'Amérique.

— Le 12. La demande de poursuites contre Caillaux éclate. C'est une stupeur parmi les partisans de sa politique. Le réquisitoire qui demande la levée de l'immunité est signé Dubail. Le ton de ce réquisitoire surprend. On y fait grief à Caillaux d'être resté fidèle à Almereyda et Bolo après leur inculpation. N'y a-t-il pas quelque chose de généreux dans cette fidélité ? Quant aux conversations en Italie — second grief — elles sont rapportées par des attachés navals et militaires à Rome… Personnages hostiles à Caillaux, fatalement.

L'origine de l'impopularité de Caillaux, c'est l'impôt sur le revenu. Certes, c'est comique, quand on réfléchit que la guerre, acceptée, honorée par les privilégiés de la fortune, va faire passer l'ensemble de leurs impôts du simple au quintuple. L'impôt sur le

revenu, qu'ils vont avoir par surcroît, les eût infiniment moins lésés. N'importe, la campagne réactionnaire contre Caillaux date du jour où il voulut cet impôt. Ajoutez la tractation d'Agadir, l'action de la presse, la fièvre obsidionale et ses visions « d'espionnite », le besoin d'expliquer le malheur par la trahison.

Les mobiles de Clemenceau ? La haine de son chauvinisme contre l'apôtre d'une paix raisonnable, la nécessité, pour l'homme au pouvoir, de tenir les engagements de l'homme de l'opposition. La croyance qu'il obéit à un mouvement d'opinion (qu'il concourut à créer par ses attaques.) Enfin, une chance de durer.

— Cette affaire Caillaux, la haine déchaînée contre lui — plus, il est vrai, chez les bourgeois petits et grands que chez l'ouvrier organisé — révèlent de nouvelles profondeurs de la bêtise humaine. C'est un sondage dans des abîmes inexplorés.

— Dubail proteste qu'il n'a pas signé son réquisitoire sans le lire. Il semble bien que ce soit surtout l'œuvre d'Ignace, le sous-secrétaire d'État à la justice militaire, qu'on surnomme Ignace de Loyola.

— Ô guerre, ne serviras-tu pas au moins à montrer l'ignoble injustice d'un état social où, sur mille hommes, un seul parle et mène les autres, qu'il s'agisse du troupeau civil ou du troupeau militaire ?

— Le 16. Déjeuner avec Anatole France. Sur l'affaire Caillaux, il déclare formellement qu'en somme il vaut mieux que la haine contre Caillaux se soit fixée en une accusation ouverte. Peut-être les deux grands partis représentés par Clemenceau et Caillaux vont-ils se grouper et se compter, chacun sous sa bannière.

— Le 17. L'emprunt a été clos le 16. Jusqu'au bout, on colla de nouvelles affiches. Victoires échevelées et gueulantes, drapeaux au vent. Au cinéma, on projetait d'immenses cimetières militaires avec l'objurgation de venger nos morts. On me dit enfin qu'on accorda des permissions aux soldats qui voulaient souscrire.

— Une appréhension pèse sur la ville et la vie. Peut-être s'imagine-t-on que les troupes allemandes rendues disponibles par l'armistice russe vont être instantanément transportées et mises en action ?

C'est le 16 au soir qu'on a su la signature de cet armistice, un des plus grands événements de cette guerre. On s'en tait, comme d'un deuil.

— Par contre, on parle d'une détente intérieure. Le Cabinet serait décidé à laisser comparaître Caillaux devant la Haute-Cour, moins dangereuse, paraît-il, pour sa vie et sa sécurité, que le conseil de guerre.

— Le 18. Déjeuner avec Painlevé. Il entreprend tout de suite d'expliquer son rôle ministériel : « J'étais né faible… »

— Le 19. C…, qui lit l'analyse quotidienne de la presse allemande, y voit — par les fureurs mêmes des pangermanistes — que les maximalistes, dans leurs conditions de paix, demandent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et en particulier l'examen de la question d'Alsace-Lorraine. Quand on signale cet indice à nos orthodoxes, ils ragent, ils nient. Pourquoi ? Peut-être parce que la presse a honni la paix russe et qu'ils veulent une défection totale, une malédiction absolue. Peut-être parce qu'ils ne veulent pas reconnaître l'injustice de leur blâme. Peut-être parce

qu'ils voient là une possibilité de paix générale prochaine et qu'obscurément ils la veulent lointaine.

C... me donne aussi des détails sur l'accident de Saint-Michel-de-Maurienne où 439 permissionnaires venant d'Italie furent brûlés dans un train déraillé. La moitié d'entre eux ne peuvent pas être identifiés. On a décidé de dire aux familles qu'ils sont morts glorieusement. Bénéfice pour elles et pour la compagnie. Les journaux ont observé sur le tout un silence religieux.

— Chez Victor Margueritte, avec Anatole France, Accambray. Après le repas, France est installé sur un sofa, des coussins dans le dos, deux jeunes femmes à ses côtés. Et il est superbe, prophétique, les yeux noirs scintillants, la barbe blanche animée, le verbe plus précis que de coutume.

Nourri de la Révolution, il veut la décalquer sur le présent. Clemenceau devient Robespierre, et Caillaux Danton.

Un aphorisme de lui : « Les militaires trouvent toujours le criminel. Ils ne trouvent jamais le crime. »

— Le 20, Anatole France vient me chercher à 10 h. ½. Je l'accompagne à l'usine Pathé où on le filme pour l'Amérique, en préface de Thaïs. Un ouvrier me dit : « On dirait qu'il n'a jamais fait que cela de sa vie. » Puis, visite de l'usine de pellicules et de masques asphyxiants. À midi et demi nous sommes au Canard enchaîné, qui nous a invités. Curieux déjeuner, dans la salle de réunion de cette feuille humoristique, servi par la femme du directeur Maréchal, « afin de n'être pas écoutés par les domestiques ». France dit : « Comme au XVIII siècle, où on rangeait les laquais. » Il y a Tristan Bernard, Jean Louguet, Victor Snell, La Fouchardière (dont les romans sur la guerre ont fait passer des

vérités sous le manteau de l'humour)… Tristan Bernard me téléphonait le soir son impression d'une conversation touffue, pleine et diverse, et par là si différente d'un repas bourgeois.

— Je lis cette nuit le rapport Paisant, de la Commission des Onze, chargée d'examiner les poursuites contre Caillaux. On y voit le réquisitoire Dubail, la sténographie des séances, des pièces annexes. La défense de Caillaux est ferme, virile, piquée d'anecdotes spirituelles. La déposition de Clemenceau laisse rêveur. Il dit en substance : « Il faut rassurer les soldats, qui se croient trahis. Il faut toute la lumière. » Il oublie que ce sont des articles de journaux et notamment les siens, qui ont créé cette atmosphère de soupçon. Il semble obéir à une honnête contrainte. N'obéit-il pas plutôt au désir d'étouffer une politique contraire à la sienne ?

Ah ! Qu'Anatole France avait raison de proclamer ces jours-ci qu'il y avait là une nouvelle affaire Dreyfus ! Et Clemenceau ne vient-il pas d'ajouter à la ressemblance, en parlant de « dossiers secrets » qu'il ne peut pas ouvrir sans l'assentiment des Alliés ?

— Le 22. Alerte de sirènes à 8 h. 20 du soir. Des coups de téléphone me montrent que la vie n'est pas troublée, qu'on continue de dîner, de lire. À 9 h. 15 la berloque. J'avertis la femme de chambre que c'est fini. Elle réplique : « Oh ! Monsieur, je n'ai pas peur ! » Tout est là…

— Le même soir, on me téléphone des impressions de la séance de la Chambre, où Caillaux se défendit. D'après les assistants, il aurait remporté un vrai triomphe, s'élevant audacieusement, sur les ruines de l'accusation, jusqu'aux sommets de sa politique. On appréhendait les clameurs de la droite et des tribunes. Tout fut silencieux, même Clemenceau. Les Gauches applau-

dirent. Caillaux connut de nouveau le cordial des chaudes poignées de main.

Renaudel aussi se surpassa, accusa Clemenceau d'exploiter les scandales, confondit Ignace qui se défendait d'avoir rédigé le réquisitoire Dubail et, ayant mis en cause Poincaré, fut interrompu par deux cents députés hurlant : « Poincaré ! » sur l'air des Lampions, sans que le Président pût intervenir.

— Le 25. Publication des propositions de paix maximalistes. Elles exigent bien le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à se grouper selon leur origine ethnique. Déjà la presse dénonce la « manœuvre » des Allemands, qui vont essayer de généraliser la paix russe.

L'ambassadeur Noulens a reçu Trotsky, le maître de l'heure russe. Vite, on nous déclare que l'entretien était officieux. Ah ! que nos maîtres ont peur de la paix !

Les Russes demandent que des représentants alliés assistent aux négociations. « Manœuvre ! » hurle notre presse.

— Une réclame de la Revue du Casino de Paris : « Les cent cinquante femmes qui marchent en l'air. Les soixante-quatre fleurs merveilleuses. Les trente-deux jambes en feu, etc. » Lumières, parures, tout, dans la salle, éclate de luxe insolent. On loue trois semaines d'avance. La rue de Clichy est interdite à la circulation. Un des auteurs est Bousquet, blessé comme sous-lieutenant mitrailleur, et qui garde un éclat d'obus dans le foie…

— Les Anglais appellent never-endistes (never end, jamais de fin) ceux que nous appelons « jusqu'auboutistes ».

— On ne parle plus de la réduction des armements. Sera-t-elle incluse dans le statut de la Société des Nations ? C'était pourtant une des rares consolations du cataclysme.

— Le Carnet de la Semaine conte que Poincaré assista, genoux pliés, à un Te Deum à Notre-Dame pour célébrer la prise de Jérusalem.

— Le 27. La conférence de la C. G. T. à Clermont-Ferrand vote à l'unanimité une motion déplorant l'attitude de la presse, l'imprécision des buts de guerre, réclamant les conditions de la Paix selon les formules de Wilson et de la Révolution russe. Elle fait appel à la classe ouvrière de tous les belligérants et demande une conférence internationale.

— Le 29. Jour de deuil. On interpellait à la Chambre sur la révision des buts de guerre et l'attitude envers la Russie. Pour les buts de guerre, Pichon n'a rien promis. De molles et louches paroles. Quant aux Russes, Sembat criait : « Ne les laissez pas seuls avec les Allemands ! Ils voient en la France la mère de la Révolution ! » Il s'offrait à aller là-bas. Et pour qui connaît sa vie douillette, sa santé fragile, l'extrême urgence d'un tel voyage apparaît. Moutet fut émouvant. Mais il n'obtint rien. Sans consulter même les Alliés, Pichon refusa d'examiner la paix proposée par les pourparlers russes. Ah ! Le malheur pour ce pays que Clemenceau préside à ses destinées quand cette occasion s'offre ! Ne dressera-t-on pas le constat de cet aveuglement ?

— Le 31. La Chambre a voté la loi de procédure que le Sénat avait dû créer pour traduire d'anciens ministres devant la Haute-Cour. Ce fut à l'intention de Malvy, qui attend toujours…

II · 18

— Un soldat me fait parvenir le Journal des Ardennes, organe des pays occupés, inspiré par les Allemands. J'apprends ainsi que l'Allemagne fit des ouvertures de paix à l'Angleterre en septembre 1917, à l'incitation d'un pays neutre qui lui donnait à espérer un accueil favorable. Cette tentative n'eut pas de suite.

— Dans mon compartiment de chemin de fer, l'inscription « Défense de cracher » figurait en trois langues. On a masqué d'un papier le texte allemand. Une femme dit gravement, sans ironie : « Ah ! Dame, il ne faut pas les renseigner. »

— Le 5. On prête à Clemenceau l'intention, renouvelée des procédés de l'État-Major dans l'affaire Dreyfus, d'utiliser une dépêche de Sonnino destinée à écraser Caillaux.

— Les jeunes femmes semblent s'être classées en deux groupes, quant à l'amour, dans cette guerre. Dans la bourgeoisie, il n'apparaît pas de recrudescence d'aventures. On avait peut-être atteint la saturation. La facilité des mœurs se serait aggravée dans les couches populaires, en particulier sous le joug de la nécessité, qui aurait fait de beaucoup de femmes des prostituées temporaires.

— Le 5. Interview de Clemenceau par le Petit Parisien. Son but : « Vaincre ! » Il répète le mot comme un tout petit enfant fier de prononcer ses premières syllabes. Vaincre, vaincre. Que signifie ce mot, quand on ne définit pas le but ? Voilà l'irritant. Les gens de cette sorte ne veulent pas dire leurs buts parce qu'ils espèrent toujours les agrandir à la faveur de la chance. Et la

chance, dans leur mentalité attardée, c'est la victoire par les armes, le massacre toujours accru, mais triomphant.

— Les lettres de Bouttieaux. Il est désemparé : « Puisse 1918 amener la fin et l'heureuse issue de l'orage où nous nous débattons… L'heure est dure. On annonce bruyamment une grande offensive boche… Il paraît que l'industrialisation des travaux du front va tout transformer, grâce à la main-d'œuvre des Russes, des vieillards, des auxiliaires et autres gallipoteux… Il faut, à l'Occident, rester sur une prudente défensive en attendant les Américains. Mais quand ils seront légion, qu'en fera-t-on, et quelle méthode de stratégie novatrice révolutionnera l'art militaire ? Mystère, auquel j'avoue ne rien comprendre. Au total, je vois de moins en moins comment cela finira. Mais je le dis avec vous, ce sera la question économique qui réglera tout, bien plus qu'une grande action militaire, impossible avec les armées modernes. »

— Le 8. Un courant se dessine. On prévoit, dans les milieux officiels, la fin des hostilités pour l'été prochain. L'un dit : il n'y a plus qu'à régler la question des colonies allemandes. L'autre : la question d'Alsace-Lorraine. Ce sont là de gros morceaux…

— Le fils d'un administrateur de Grands Magasins revient de Russie et proclame hautement son admiration pour les Maximalistes, leur idéal, leur énergie. Eux seuls étaient capables de gouverner. Cela est loin de nos journaux, de leur effarante campagne de haine contre la révolution russe ; de cette « manchette », lue hier : « Pourquoi bolchewick ? Bochewick, simplement. »

— On a supprimé l'absinthe, mais on verse au peuple une mixture autrement toxique, le breuvage de l'optimisme fanfaron, de

la bonne nouvelle imperturbable, de la victoire riche et pleine, l'ignorance et l'inexistence des échecs et des pertes, l'ignoble injure à l'ennemi, l'espionnite. Et maintenant il lui faut cette absinthe frelatée, brutale, il en a besoin pour se soutenir, pour vivre. L'absinthe ? Mais c'était un lait de poule, à côté de ce curare !

— Le 9. À midi, paraît un message Wilson, qui pose quatorze conditions de paix. C'est le document le plus important de la guerre. Après 43 mois, un homme s'avise de dire ce qu'on eût du dire le premier jour : il dit les buts. Il est vrai que ces buts ont tellement changé ! Enfin, l'Amérique nous souffle notre rôle. Oh ! la France de 89, qui reste muette ! Cela prouve bien qu'elle est aux mains des gens de poudre, des annexionnistes sournois, des rétrogrades sanguinolents. Nul n'ose plus tenir un langage républicain. Du haut de la tribune française, on ne peut plus parler que dans une trompette, les joues bouffies, les yeux exorbités, lançant des notes de cuivre, des musiques de caserne.

J'écrivais à Anatole France que ces quatorze conditions étaient des personnes séduisantes, qui feraient parler d'elles, que la française était un peu voilée (en effet, la réparation du tort de 1871 ne signifie pas le retour intégral), la polonaise un peu exigeante, et que la russe paraissait la sultane favorite. (Il y a en effet vis-à-vis de la Révolution russe un ton de bienveillance dont le contraste avec le dépit haineux de Clemenceau apparaît tragique, un avertissement à méditer.)

— Le 10. Le bruit galope de l'arrestation prochaine de Caillaux. La chose était décidée avant son discours de défense à la Chambre. On y renonça dès après ce succès. Mais voici des conciliabules de Clemenceau, d'Ignace. Et certains de ses enne-

mis murmurent : le juge instructeur se plaint du mutisme des témoins ; ils parleront peut-être, une fois Caillaux arrêté.

— Depuis quarante-trois mois, il y a moratorium de la Raison.

— On répand toujours le bruit d'une formidable offensive allemande. Elle sera désespérée, paraît-il. On écrit aussi qu'elle sera aérienne. Je m'étonne que la presse, si appliquée à exalter le « moral », se fasse l'écho continu de cette crainte. Réponse : c'est que, précisément, le Français ne cède jamais sous la menace.

— Notre ministre de la Guerre interdit le port du cache-nez, « sauf pour les soldats délicats, qui doivent le dissimuler sous la capote ». Il a gelé à 18°.

— La lutte, qui deviendra générale, entre impérialistes et socialistes, est aiguë en Allemagne. Le vrai caractère du conflit se dessine : les avaleurs contre les avalés.

— Forain se promenait au Bois, au temps où il n'était pas encore nationaliste. Passe un vieux général à cheval, tassé, podagre, croulant. Et Forain : « Il ne pourrait même pas fuir ! »

— On me dit : « La France s'est mise aux côtés de la Russie engagée dans la querelle serbe. L'ayant suivie dans la guerre, pourquoi ne la suit-elle pas dans la paix ? »

— Encore une séance de la Chambre à marquer d'une croix noire. Celle du 11. Les socialistes, forts de la sollicitation si pressante et si tendre de Wilson d'aider la Russie, ont vainement tenté d'obtenir du Gouvernement des passeports pour Petrograd. Refus absolu. Ils n'obtiennent que 113 voix contre 377. Pichon reproche aux Maximalistes d'être les ennemis de la France. Il veut éviter d'être entraîné dans la paix générale. Il sert à nouveau l'ar-

gument stupéfiant : « Il serait indécent que des Français fussent en face d'Allemands tandis que l'ennemi nous envahit encore. » Et, du Centre à la Droite, éclate la haine de la Révolution russe, l'admiration de la Force. « Vaincre ! Écraser… Les armes ! Le canon… » Un socialiste crie : « Ils n'ont rien compris à cette guerre. » C'est vrai.

— Le 14. Les pourparlers de Brest-Litovsk se poursuivent, houleux, obscurs. Ruptures, reprises se succèdent. On dirait de deux amants.

— J'oubliais qu'à cette néfaste séance du vendredi 11 janvier 18, le désaccord entre les Alliés apparut. L'Alsace-Lorraine semble toujours le point d'accrochage. « Retour préalable » dit la France. « Discussion au cours des pourparlers » disent les Alliés.

— Le 14. On apprend l'arrestation de Caillaux dans l'après-midi. Stupeur chez les gens qui ont gardé un peu de raison. Allégresse des autres. Les journaux annoncent la nouvelle en titres énormes. Cela paraît l'événement capital de la guerre. C'est l'unique sujet des conversations. Le reste n'existe plus.

— 15. On sort de nouvelles raisons de l'arrestation de Caillaux. Un coffre-fort à Florence, des dépêches de Luxbourg, ministre d'Allemagne en Argentine. Les assertions les plus fantaisistes sont accueillies par les journaux, donc avec l'agrément de la Censure. On donne aussi des détails sur l'arrestation, les formalités rituelles, fouille, anthropométrie, dont aucune n'aurait été évitée, bien qu'elles soient une plus dure épreuve pour un privilégié que pour un malheureux.

— On parlait de l'offensive du 16 avril 17. Painlevé affirmait toujours qu'il ne l'avait pas arrêtée. On rappela que Nivelle s'en

défendait également. Quelqu'un dit : « Enfin, qui est-ce qui a arrêté l'offensive ? » Alors, le ministre S… doucement : « Mais, ce sont les Boches. »

— Le mardi 15, les socialistes dénoncèrent à la Chambre l'irrégularité de l'ouverture du coffre de Florence. Nul représentant de l'inculpé, ni de la France à cette opération. Le sous-secrétaire d'État Ignace élude, biaise, dit qu'on ne pouvait pas soupçonner notre alliée l'Italie, dont la loi n'était pas la nôtre et qui opéra. Clemenceau l'approuva en deux mots. Et le même bloc, 370 voix contre 105, suivit le Cabinet.

— Le 17. On sort les dépêches Luxbourg contre Caillaux. Une agence glisse même une perfide erreur de traduction. Elle transmet : capture indésirable au lieu de capture désirable, à propos du paquebot qui ramenait Caillaux en France.

Le sinistre comique de cette histoire, c'est que les mêmes gens, qui depuis 43 mois accusent de mensonge et de félonie tout ce qui vient d'Allemagne, ajoutent soudain une foi absolue au témoignage de l'Allemand Luxbourg ! Il est vrai qu'il s'agit de perdre un Français !

— Le 17. Toujours les pourparlers russes. Maintenant, notre presse ridiculise les maximalistes. On nous les montre grisés de vanité, à traiter avec des généraux gantés, bottes, casques. On nous cache des documents, comme celui où Trotsky approuve Wilson. Au lieu de soutenir des gens qui, voulant ramener la paix, pensent encore aux intérêts généraux des Alliés, c'est un déchaînement d'injures, d'ignominies, de faux, de truquages, toute la haine que devaient nourrir les Impériaux contre la France de 1792.

— Briand dit : « Ce bon M. Loustalot ! L'accuser d'intelligence avec l'ennemi… On ne peut même pas l'accuser d'intelligence. »

— À cet affreux mot de défaitiste — qui donc souhaita la défaite ? — on opposa dans l'autre camp le vocable exterministe. Gageons qu'il n'aura pas la même fortune.

— Un journal expose le plan pangermaniste et prétend qu'il fut rigoureusement suivi au cours de la guerre. Cela me rappelle cette réflexion d'Anatole France pendant notre voyage au Maroc en 1912 : « La guerre est une suite d'événements imprévus auxquels on s'efforce ensuite de donner un sens raisonné. »

— Un soldat m'écrit, au risque d'être pris par le contrôle postal : « c'est malheureux que Clemenceau ait échappé quand on l'opéra. On dit qu'on lui a enlevé une pierre. En tous cas, il lui en reste une, à la place du cœur. »

— Le 23. Toujours l'attente de l'offensive. « On nous en donne le programme et la date comme un gala de l'Opéra », m'écrit d'Antibes Anatole France. Et l'attente aussi d'un raid aérien sur Paris. Les journaux réveillent cette appréhension par des rappels de précautions.

— Ceccaldi confirme que des documents manquent au contenu du coffre-fort florentin : le dossier Cornélius Herz sur Clemenceau et le dossier Poincaré sur le rétablissement de l'ambassade près du Pape. Les sommes contenues dans ce coffre représenteraient environ 200.000 francs au cours actuel. Les journaux avaient annoncé 2 millions. On voit l'effroyable partialité des informations. La haine contre Caillaux ne s'apaise pas. Le travail des journaux, le besoin d'un bouc émissaire, ont créé cet état d'esprit. Quel étrange aveuglement… Il apparaît, quand on réflé-

chit, que cet homme a défendu deux fois les intérêts des humbles, en demandant l'impôt sur le revenu, en sauvant la paix en 1911.

— Le 23. On annonce la restriction à 300 grammes de pain. Toutes les précédentes mesures sont annulées. On craint que le mécontentement n'éclate chez les travailleurs. Les ouvriers, les paysans, consomment un kilo de pain par jour. On a supprimé aussi les gâteaux. Mais les maisons de thé les remplacent par des crèmes, des croquettes, qui utilisent d'autres matières également raréfiées, beurre, lait, sucre.

— Toujours le raid de Gothas sur Paris. On l'annonce pour le samedi 27. Voici comment on l'explique. Le Kaiser y était opposé comme il le fut à la guerre. Mais, là aussi, il dut céder à la pression militaire, par crainte d'être débordé. Le parti guerrier fut servi, dans son désir de représailles, par de récents raids — les uns disent un raid anglais sur Stuttgart qui tua des femmes et des enfants en procession ; les autres, un raid français sur Carlsruhe qui anéantit la foule d'un cirque ou d'un cinéma.

— Il est juste de noter que Clemenceau est capable de faire la paix, et qu'il est seul capable de la faire accepter par les Never-Endistes. De même on prétend que seul il peut faire accepter la proclamation de l'innocence de Malvy et Caillaux. Aussi, dit-on, il importe de le maintenir en place jusqu'à cette liquidation.

— Au café, deux vieillards se félicitent de l'avènement du sauveur, Clemenceau : « Le moral est retrempé ! » Ils sont effrayants. Chez eux, on devine l'atonie de la sensibilité, l'obscure satisfaction de la mort des jeunes et surtout le désir de la revanche. Ils ont gardé vive l'humiliation de 1871. Nous avions déjà

le terrible « homme des cavernes ». Il y a une espèce aussi farouche : « L'homme qui a vu 70. »

— Ce doit être un spectacle tragique, ces illuminés comme Lénine et Trotsky, qui n'ont derrière eux qu'un pays désarmé, chaotique, et qui, soutenus par leur idéal, résistent à ces gens casqués, gantés, bottés, les représentants de la force et de l'organisation allemandes. Quel crime, de n'avoir pas soutenu ces champions débiles et désespérés de l'idée révolutionnaire…

— Le 27. La Vérité publie un article de Merrheim qui reproduit et commente un article du Daily News du 18 janvier. Les ouvriers des constructions navales de la Clyde ont décidé la grève au 31 janvier si « les négociations de paix ne sont pas entamées avant cette date ».

C'est vraiment la lutte déclarée entre les peuples et leurs maîtres. Les peuples qui veulent savoir pourquoi leurs maîtres les font battre. Il fallut quatre ans pour que perçât ce légitime désir. En Russie, il s'est imposé. Il s'affirme en Angleterre. Il éclate en Autriche. Nous ignorons sa force en Allemagne… et en France. Mais une nouvelle phase de la guerre s'ouvre, le choc des troupeaux et de leurs bergers.

— Le 27. On parle de l'arrestation de belles espionnes du monde des théâtres. Par malice, on cite toutes les vedettes.

— Le 28. Pasquet, adjoint à Clémentel pour les Postes, dit que les négociations en Suisse sont ouvertes depuis 48 heures ; l'Alsace-Lorraine serait échangée contre une part de la production du bassin de Briey, dont les Allemands auront besoin. Un souffle d'espoir se lève. La comparution de Malvy devant la Haute-Cour en passe inaperçue.

— En Allemagne, les conquérants sont en casque. En France, ils sont en casquette. C'est Poincaré, c'est Clemenceau, qui vont au front en casquette de chauffeur ou de cycliste.

— Le 29. Aujourd'hui commence le régime des 300 grammes de pain. Des queues s'allongeaient devant les boulangeries depuis plusieurs jours. On faisait des provisions ! Il y eut des rixes à Versailles. Cette restriction soudaine serait provoquée par la disette italienne. L'Italie menaçait de la paix faute de farine. On lui en envoya.

— Longuet revient de Nottingham, où s'est réuni le Labour Party. Au retour, il a fait route avec Lloyd George et Orlando, premier ministre italien. Ce dernier lui dit qu'en juin dernier, le discours imprévu de Ribot bouleversa les dispositions des cabinets anglais et italien, favorables à la réunion internationale de Stockholm. Poincaré n'est-il pas derrière cette longue et néfaste obstination ?

Il se prépare, dit Longuet, des choses formidables en Angleterre. Le foyer de Glascow bouillonne. Les mécaniciens de Londres ont demandé, comme les ouvriers de la Clyde, des pourparlers immédiats.

À Paris, Longuet tombe sur Clemenceau, qui attendait ses collègues anglais et italien. « Ces gens vous ont corrompu ? » lui dit Clemenceau. « C'est moi qui les ai corrompus ». réplique Longuet.

Il déjeune chez moi, avenue de La Motte-Picquet, avec Séverine, qui a tenu à apporter son sucre et son pain.

— Caillaux, la veille de son arrestation, dit à Longuet qui alléguait le manque de preuves : « Bah ! C'est comme dans l'Ile des Pingouins d'Anatole France. Les preuves qui manquent, on les fait fabriquer sur la côte de Coromandel. »

— On continue à chercher de nouvelles preuves, dans de nouveaux coffres, contre Caillaux. On a cherché à faire état d'un projet de révision de la Constitution, qu'on a appelé le Rubicon, dont on a donné des extraits, et dont la lucide vigueur a précisément gagné des partisans à Caillaux.

— Clemenceau devient le sauveur. Des légendes l'auréolent. Veut-on lui éviter un obus dans une visite au front : « Bah ! Ce serait la plus belle mort. »

— Et les circulaires pleuvent sur la tenue, le sabre, la coupe des cheveux. Un capitaine accoste à Paris Jean L... qui a deux galons : « Vous ne lisez donc pas les circulaires ? » Et il exige un double salut, au garde à vous.

— On dit : Clemenceau poursuit Caillaux. Il veut poursuivre Humbert, Sarrail. Il veut poursuivre même la guerre.

— Nuit du 30 au 31. Alerte vers minuit. Brouillard au sol. Ciel pur, clair de lune. Les premières détonations, de canonnade ou de bombardement, éclatent en même temps que les sirènes. Un horizon de fusées, de signaux, de phares aériens. On se téléphone les renseignements sur les points de chute successifs.

Les journaux du 31 matin sont muets, d'ordre de la Censure. Ils déclarent cependant que ce raid tendra les énergies, la vaillance, etc.

— Lisant l'interpellation Voilin du 28 sur le rationnement, je vois que des régions ont manqué de pain 4, 6 et même 16 jours. On lit à la tribune, dans l'indifférence, des lettres déchirantes. Et nulle révolte ouverte, ni à la Chambre, ni dans la rue. Je ne peux pas donner à cette résignation de hauts mobiles patriotiques. J'y vois une faculté de souffrir plus étendue qu'on ne croyait, le manque d'organisation et de cohésion des masses, la dure oppression des gens au pouvoir, servis par une presse menteuse et fanfaronne. Et, encore un coup, ce serait un spectacle comique s'il n'était pas lamentable de sottises, tous ces peuples qui se guettent et s'épient en se serrant la ceinture : « Encore un cran. Je tiens, tu tiens, il tient. Encore un… » Et cela sans bien savoir pourquoi — régimes douaniers, possessions minières, poteaux frontières ? — puisque de clairs buts de paix communs ne sont même pas encore énoncés !

II · 19

— 1 fév. Sur le raid du 30 janvier. Devant la maison découronnée de l'avenue de la Grande-Armée, n 16, les arbres encore nus ont recueilli des étoffes : rideaux, tentures, un bas rose. À cent mètres à la ronde, vitres brisées. Les concierges ramassent en tas les morceaux de verre. On bouche les baies avec des journaux. Enfin, ils servent à quelque chose !

La presse réclame des représailles. Or le communiqué allemand du 31 janvier représentait déjà le bombardement de Paris comme des représailles de la nuit de Noël. C'est l'enchaînement

sans fin. C'est bien ce que souhaitent les prolongeurs de tous pays.

La bourgeoisie feint de mépriser le péril. Les pompiers, dit-elle, l'importunent. C'est par amour de la Patrie qu'elle affecte ces airs-là ? Allons donc ! Orgueil et vantardise.

— Clemenceau apprend les départs accrus aux gares depuis le raid du 31 janvier : « Tant mieux. Paris sera plus commode à ravitailler. »

— Le 2. Le Journal de Genève du 1 février dit que les ouvriers allemands en grève ont créé des Comités à l'image des Soviets russes. On nous le cache. Cela diffère trop de la notion convenue d'une Allemagne disciplinée, caporalisée. Et puis, une obscure résistance à l'idée de la fin par la révolution allemande domine chez tous ceux qui veulent une guerre de sang, d'anéantissement et de durée… Ce sont les mêmes qui repoussent le concept de la Société des Nations. Ils sont fidèles, en bloc, à toutes les doctrines du passé.

— Le 2. Les journaux tirent toujours du récent raid les conséquences qu'ils en espèrent : « C'en est fini des défaitistes… Sursaut d'énergie… Tous groupés autour de nos chefs militaires » (Barrès).

Le déconcertant Hervé écrit que nous étions envieux de Londres, que nous étions humiliés de n'être pas bombardés aussi souvent, et qu'enfin, nous voilà contents !

— On s'émeut d'une interview de Clemenceau par un Hollandais. Il goguenarde : « Vous y croyez, vous, à la Société des Nations ? » N'est-ce pas effrayant, d'être menés par de tels maîtres,

d'une mentalité si rétrograde, si étrangère aux idées modernes, au caractère inédit de cette guerre, à ses nécessités nouvelles, bref par des hommes si opposés aux vues de Wilson ?

— Le 5. On craint d'avoir à réduire la ration de pain parisienne à 200 grammes au 1 mars. On avait au contraire promis de l'accroître à cette époque. Y aura-t-il déception ? Non. La France est sous la morphine, a dit Painlevé. Qui dort dîne.

— Un Anglais dit : « Nous ne pouvons pas conclure d'armistice maintenant. Car nos hommes et les vôtres ne consentiraient plus à reprendre le combat, si les pourparlers rompaient. Il faut donc attendre les Américains. »

— Les circulaires de Clemenceau sur le salut militaire exercent une influence sensible sur la foule en képi. Les gens habillés en officiers s'envoient de grands saluts cérémonieux. Les moins entraînés accompagnent leur geste d'une sorte de révérence, thorax bombé, ventre creusé. Ils saluent du derrière.

Jean L... a suivi pendant trois quarts d'heure cette scène : un vieux commandant fait le boulevard, de la Madeleine à l'Opéra. Cinq pas derrière lui, un sous-officier. Cinq pas encore, deux gardes municipaux. Un militaire quelconque ne salue-t-il pas le commandant ? Il le réprimande, exige ses papiers. Le sous-officier prend des notes. Les deux gardes sont là pour prêter main-forte, en cas de rébellion ou de fuite. Puis ce cortège à trois échelons refait le trottoir, de l'Opéra à la Madeleine.

On sévit aussi contre certaines tenues : col de fourrure, pantalons retroussés.

— Dans une lettre de fin janvier, Anatole France se plaint de recevoir peu de correspondance. C'est la restriction épistolaire. « Un ami m'écrit qu'il n'ose plus m'écrire. Des exemples m'induisent à croire que les Français sont devenus moins confiants et moins expansifs qu'ils n'étaient naguère. »

— Le 7. Procès Bolo. Il n'intéresse pas violemment. Il a son public. On en suit néanmoins les comptes rendus. L'homme est jugé vulgaire. On s'étonne de ses hautes relations. Bref, un faiseur, un chevalier d'industrie, un aventurier vaniteux. Il joue sa tête avec insouciance, inconscience même.

— Et les pourparlers de Brest-Litovsk se poursuivent, cahotés, obscurs, menacés chaque jour de se rompre. Les maximalistes sont injuriés par les Allemands, qui s'impatientent et se prétendent joués. Ils sont injuriés par les Français, qui les accusent d'être payés par l'Allemagne.

— Le 8. La paix générale s'éloigne. On n'a plus d'espoir que dans un propos prêté à Wilson, déclarant qu'il prendra la parole à son heure, sans s'occuper des discours européens.

— On entoure de béton la base de la colonne Vendôme. En voilà une qui aura vu de la sottise humaine ! Quel monument funeste, ce mirliton fait avec des canons, ce phallus érigé à la gloire ignoble de la tuerie… Et sa destruction en 71, et sa résurrection…

On bâtit aussi de ridicules petites cabanes sur les chevaux de Marly, aux Champs-Élysées. On ferme le parc de Versailles, pour vider le château. Tout cela contre les avions allemands.

On m'avait conté, peu avant le 30 janvier, que Clemenceau avait vu en rêve le groupe de La Marseillaise, à l'Arc-de-

Triomphe, détruit par une bombe. On abrite ce groupe sous des sacs de sable.

— À propos de ce raid, la stupidité se déchaîne encore. On prête une intention à chaque bombe. À l'École des Mines, les Allemands ont voulu détruire notre pépinière d'ingénieurs ; aux Beaux-Arts, notre pépinière d'artistes. Au Crédit Lyonnais, nos richesses, etc.

— On parle, pour l'ambassade de France à Berne, de Briand, de Lutaud. Ils eussent préparé une paix raisonnable. Ces choix étaient donc peu vraisemblables. En effet, Beau, qu'on déplaçait, était partisan de la paix séparée avec l'Autriche et la Turquie. Il avait adjuré Ribot, qui ne l'avait pas écouté. On a nommé M. Dutasta. On dit que c'est une créature de M. Clemenceau.

— Le 12. Au lendemain du raid d'avions sur Paris, les aviateurs français proposèrent deux raids de représailles sur Vienne et Berlin, assurant que les moyens actuels en permettaient le succès. Douze heures après, les Allemands, avertis, faisaient savoir par radio que si on exécutait ces projets, ils renouvelleraient leur raid sur Paris. Clemenceau donna l'ordre au G. Q. G. d'ajourner les représailles à six semaines, le temps d'organiser la défense de Paris. Mais, dès le 6 février, le G. Q. G. indiquait au communiqué que nous avions jeté 4.000 kilog. d'explosifs sur Sarrebruck, en représailles. Le Gouvernement est anxieux.

— Un journal, parlant de la Russie, s'étonne naïvement : « C'est la première fois au monde que la démobilisation précède les conditions de la paix. » Mais tout se passe pour la première fois au monde, dans cette guerre.

— Le 14. Bolo est accusé d'avoir touché 10 millions de Bernstorff, Allemand, par l'entremise du banquier Pavenstedt. Il nie. Il assure qu'il s'agit de millions déposés par la Banque Amsing, d'Anvers, avant la guerre. Son frère a voulu en faire la preuve. Il s'en est prétendu empêché. Le réquisitoire débute ainsi : « Avant de donner satisfaction à l'opinion publique en réclamant contre Bolo la peine de mort… » Ainsi, ce n'est plus la Justice qu'il faut satisfaire, c'est l'opinion…

— Clemenceau expliquait de la sorte les poursuites contre Caillaux à la Commission des Onze : « Il y a une ambiance. » Cette perversion de l'idée de Justice est acceptée par le Parlement.

— Jeanne M…, qui a suivi le procès Bolo, dit que c'est un faiseur, un escroc et non pas un traître ; un inconscient, riant, plaisantant, ne paraissant pas se douter que se joue sa vie. Il ne pleura qu'à la pathétique défense de son frère, Monseigneur Bolo. Tous les journalistes disent, et ce sera la moralité de cette histoire : « Il ne mérite pas d'être fusillé, mais il sera fusillé. » Il est d'ailleurs condamné à mort.

— Je conte à K… l'histoire du vieux commandant qui fait le trottoir du boulevard. Il me dit : « Il y a pire. J'étais avec un commandant de mes amis. Il réprimande un subordonné qui ne le salue pas. Je l'en gourmandai en riant : laisse donc ce pauvre bougre. À quoi mon ami me répondit qu'il était contraint d'agir ainsi ; car il n'existe pas seulement la tournée du supérieur chargé de rabrouer ses inférieurs, mais encore celle de l'intérieur qui, s'abstenant à dessein de saluer, doit dénoncer le supérieur qui n'exige pas le salut ! » Cela devient fou. Et penser que c'est Clemenceau qui instaure ces mœurs !

— L'Imprimerie Nationale a fait une minuscule édition en allemand du livre J'accuse. On se propose de lancer ces petits volumes dans les lignes ennemies par obus, en même temps que diverses proclamations, exhortations à entrer en République, etc. Ah ! Si les obus pouvaient ne contenir que des idées…

— Le 14. Paraît le décret, applicable le 25, sur les nouvelles restrictions. Elles frappent les confiseries, pâtisseries, maisons de thé, mais surtout les restaurants. C'est logique. Car il s'agit surtout de donner satisfaction à nos Alliés par une austérité apparente. On n'atteint donc pas le foyer, mais le débit. On touche à ce qui se voit, on épargne ce qui ne se voit pas.

— Un chien poursuit un petit garçon boucher à bicyclette. Le gosse lui jette par dessus l'épaule des injures ascendantes : Va donc, salaud, vomi, ensorcelé, nouveau riche…

— On évoquait devant moi les gâteaux abolis, le Saint-Honoré et ses croquembouches craquants, le baba spongieux, le fluide éclair. Quelle mélancolie, le rappel de ces innocentes douceurs… Car c'est une toute petite image de l'absurde monstruosité.

— Je croise Clemenceau. Il est seul, en auto. La face hindoue est impassible, dure, de bronze. Tout le corps a cet aspect coulé, tassé, qu'on prend facilement au fond d'une auto et qui donne tout de suite je ne sais quoi de vautré, de repu et d'insolent. Je pense aux responsabilités dont la raison recouvrée chargera peut-être cet homme. N'avoir vu que la guerre militaire. Avoir négligé les autres formes de la lutte, d'autant plus importantes, essentielles, que cette lutte entre peuples en armes était inédite… Il rétrécit le conflit gigantesque au vieux concept de l'armée de métier, les 40.000 hommes de Turenne, les 400.000 de Napo-

léon. Et ce sont des peuples entiers qu'on a jetés les uns contre les autres, pour la première fois !

— Charles Humbert a été arrêté le 18. On dit : « C'était inévitable, après le procès Bolo. »

— Le 20. Des convives d'un déjeuner chez un éditeur parisien m'engagent à noter le menu, au 44 mois de la guerre : Lonzo de Corse (saucisson d'oie) — Bécasses flambées à la Fine Champagne — Baron de Pauillac à la purée de Champignons — Truffes en croûte — Langoustes en Bellevue — Salade russe — Mont-Blanc. Vins : Château-Yquem, Château-Margaux, Chambertin.

— Le 20. Toujours les rumeurs d'arrestations : Sarrail, Viviani, Briand… Celle d'Humbert aurait été provoquée par la découverte d'un coffre-fort — toujours ! — qui abritait les documents à lui confiés comme vice-président de la Commission sénatoriale de l'Armée ; coffre-fort situé en Suisse et dont le Khédive aurait une clé !

— On instruit contre le général D… et le capitaine de L…, attachés militaires à Madrid. Ils ont égaré dans un taxi des documents diplomatiques, retrouvés par M F… du théâtre des Capucines. Elle était en compagnie d'un aviateur, fils d'un ancien ministre.

Ces documents reproduisaient une correspondance entre la reine douairière d'Espagne et l'impératrice d'Autriche, relative à une paix séparée de l'Autriche, appuyée par le Pape.

— On cherche toujours des preuves contre Caillaux. La dernière, c'est une lettre où l'Italien Cavallini lui propose une entrevue avec le Kaiser, masqué sous le nom de Benoît. Caillaux a ré-

pondu qu'il ne voulait pas voir Benoît. On dit aussi que, pressenti sur sa mise en liberté provisoire, il aurait répondu : « Non, non. Par la grande porte ! »

— Gheusi, que je n'avais pas vu depuis un mois, me conte sa récente entrevue avec Poincaré. C'était peu avant la condamnation de Bolo. Gheusi représenta à Poincaré effaré que si Caillaux était innocenté par la Haute-Cour, il devenait le chef du parti de la Paix. Poincaré serait alors contraint de le prendre comme président du Conseil. Mais Poincaré se rassura. Caillaux serait condamné. Clemenceau le lui avait dit le matin même. À quoi Gheusi répliqua que Clemenceau prenait ses espoirs pour des réalités.

Gheusi fit un réquisitoire contre Humbert. Il rappela qu'on lisait à la tribune du Reichstag les articles : « Des canons, des munitions ! » et que l'Allemagne y puisait cette double notion que la France n'avait ni canons ni munitions et qu'il fallait faire en Allemagne encore plus de canons et plus de munitions. On stimulait du même coup le moral et les fabrications de guerre.

— Les restrictions gagnent, d'un mouvement insensible. L'usage de l'auto est presque interdit, sauf aux gens au pouvoir, aux militaires, aux fournisseurs de guerre et dames de la Croix-Rouge. Le matériel des chemins de fer se délabre : vitres brisées, portières qui refusent de s'ouvrir ou de se fermer ; sous couleur de raid aérien, on met les lumières du train en veilleuse à 20 lieues de Paris. Le pétrole a disparu en province ; on retourne à la chandelle.

— Le 23. Un nouveau journal se fonde, le Oui. Le principal bailleur de fonds est le directeur du Bazar de l'Hôtel de Ville. Le

directeur politique est Laval, député socialiste. Il y a une curieuse tendance de commerçants, d'industriels, à subventionner des feuilles avancées comme pour prendre instinctivement une assurance contre un avenir gros de révolution sociale. On dit de ce nouveau journal : c'est un article de Bazar.

— Il paraît qu'on appelle nos « Never-endistes » les P. Q. C. D. (pourvu que ça dure.)

— Le 25. Les journaux républicains de ce matin offrent un contraste vraiment tragique. D'une part, les résultats de la Conférence interalliée socialiste de Londres, achevée le 23, et qui vota à l'unanimité une motion jetant les bases de la paix des peuples selon les directives de Wilson. De l'autre, la paix russe, signée le 24 par les maximalistes, qui abandonne à un sort incertain, sous la police allemande, d'immenses territoires et qui concède à l'ennemi d'énormes avantages économiques.

Fidèle à mes idées, j'évoque le « brassage » auquel se livra Delcassé dans son année d'ambassade, 1913, la Russie excitée à la guerre, nous y excitant, toute une exaltation mutuelle qu'exploitait le belliqueux pangermanisme. La suite en découle. La révolution n'est que la conséquence de la guerre.

La moralité ? Le regret affreux de n'avoir pas soutenu la révolution russe, de ne pas lui avoir crié : « Non, nous ne sommes pas des annexionnistes, nous sommes des républicains, nous sommes vos pères, nous sommes vos frères en révolution. » Pour qu'un Sembat, tout soucieux d'art et de bien-être, s'offrît en décembre dernier à aller jeter ce cri malgré les risques du voyage, fallait-il qu'il sentît vivement cette vérité, cette nécessité ! Hélas ! Nos maîtres ne voient que la guerre militaire.

— Ces Notes devraient s'appeler : l'Envers de la Guerre.

— On aurait trouvé en Amérique deux millions dans un coffre de Charles Humbert. On va jusqu'à dire que son cri d'alarme de juillet 1914 fut concerté avec l'Allemagne. C'est singulier. J'ignore cet homme, je le crois avide et brutal, mais je l'imagine très sincèrement va-t-en-guerre.

— Le 27. Retrouvé un ancien ministre, mobilisé, couvert de brisques et de palmes. Il a pris la mentalité d'État-Major. On sent que les pertes ne portent pas sur ses pareils. Ce sont, comme aux manœuvres, des chiffres sur du papier, des états. Parlant de coups de main, il dira : « Il y a eu de la casse. » Ou : « On a cassé de la vaisselle. » Voilà ce que sont pour lui les hommes : des débris de faïence.

— De divers côtés, on me dit que le Bloc de la Chambre, qui suit le Cabinet dans la guerre sans fin, agit par haine du socialisme, auquel il ne veut pas laisser l'initiative et le bénéfice de la paix…

— Le 28. Rencontré, au déjeuner qu'organise le mercredi Maurice Pottecher, M. Demartial. Il s'est spécialisé dans l'étude minutieuse des responsabilités de la guerre d'après les documents diplomatiques. Il met tout sur le dos de la Russie. Il prétend que la France pouvait refuser d'épouser la querelle serbe — malgré l'alliance — à l'exemple de l'Angleterre, qui n'entra en guerre qu'après l'invasion de la Belgique.

— Départ pour Mareuil-sur-Ay, en Champagne, où mon fils est cantonné.

— Clemenceau est inquiet. Il craint une percée. En attendant, il décide qu'au 1 juin tous les officiers reprendront le képi éclatant du temps de paix, car les grades y sont apparents et on ne pourra plus les ignorer pour le salut. Oh ! Ce salut militaire, comme il y tient. Confondrait-il avec le salut du pays ?

II · 20

— Anatole France revient d'Antibes. Je vais le voir à l'hôtel du Palais d'Orsay. Denis Cochin avait dit à France qu'il ne voterait pas pour Joffre à l'Académie, qu'il ne voulait pas couvrir ses fautes. Le seul bulletin hétérodoxe est-il donc de lui ?

— Les médecins de Clemenceau le trouvent étonnant de verdeur. Il travaille depuis quatre heures du matin avec le général Mordacq, son chef de cabinet. Il a trouvé sa voie : Clemenceau, c'est un vieux soldat, un Chouan.

— Le 6. Un ami d'Anatole France, croyant savoir que des tractations auraient abouti à propos des raids aériens, le lui annonça sous cette forme ironique : » Nos glorieux aviateurs n'iront plus sur Mannheim et les pirates de l'air n'iront plus sur Paris. »

— Le 6. Il y a 170.000 Américains en France. Beaucoup sont à Paris. Tristan me dit que l'entr'acte du Casino de Paris évoque une orgie antique. Musique endiablée, vastes beuveries. Trois polices fonctionnent là : française, anglaise, américaine. Elles sont chargées surtout d'expulser les ivrognes.

— Sur les palissades du boulevard, de grandes affiches annoncent les spectacles. Et on voit en sous-titre : pièce gaie, comé-

die gaie. Voilà la meilleure référence, pour attirer le public, en pleine guerre…

— Le 7. Chez Gheusi. Le matin, il a vu Briand, qui veut se terrer encore deux mois. Gheusi l'encourage à se préparer dès maintenant à reprendre le pouvoir. Gheusi ne lâche pas Joffre. Il revient sur l'ordre du 2 septembre 1914, où Joffre voulait le repli sur la ligne Pont-sur-Yonne, Nogent-sur-Seine, Brienon, Janville. Ordre qui a, paraît-il, disparu.

— À propos de la paix roumaine, dont le bruit court. L'article 8 stipule que les officiers des missions étrangères seront rapatriés. Anatole France dit en ironie : « C'est là qu'éclate toute la perfidie des Allemands : ils nous renvoient nos officiers ! »

— Le Midi semble le plus atteint par les restrictions. Anatole France dit que les Alpes-Maritimes manquent de tout. À Saint-Jean-de-Luz, le pain fit défaut plusieurs jours. On allait en acheter en Espagne. La région la plus favorisée, c'est l'arrière-front. À Epernay, je retrouvais les petites douceurs bannies des restaurants parisiens.

— Ces restrictions auraient provoqué chez nombre d'adolescents des kystes qui tendent à devenir « malins ». Nos revues médicales le cachent. C'est un des traits qui nous distinguent de l'Allemagne. Nous avons su par une Revue allemande la naissance d'enfants sans ongles, mis au monde par des mères déphosphatées.

— Anatole France me ménage une entrevue avec Merrheim, qui représente les minoritaires de la C. G. T., et dont on vante l'influence, la foi d'apôtre. Merrheim est petit, trapu, simple. De très beaux yeux. Il s'exprime facilement. Le mouvement gréviste

anglais est puissant, dit-il. Si l'ultimatum du 31 janvier, « La grève ou la paix », n'a pas joué, c'est qu'Henderson a calmé les impatiences en promettant la Conférence internationale. Si la révolution n'éclata pas en Italie, après la retraite sur la Piave, c'est à cause des dures répressions de Turin et de Milan. On avait cloisonné la ville par quartiers et l'on ignorait dans chacun le sort des autres.

Merrheim dit qu'on veut l'arrêter à la faveur de troubles factices. À Rive-de-Gier, il sut qu'on avait distribué des revolvers avant sa réunion.

À Lyon, lors de mouvements récents, tous les officiers — cavaliers compris — firent savoir qu'ils ne répondraient pas de leurs troupes au contact des grévistes. Ils craignaient une fraternisation. Merrheim exerce une influence modératrice sur les ouvriers, qui manifestent une impatience extrême de la paix et une âpre haine de Clemenceau. Mais il les contient difficilement. Lui aussi, comme Henderson, leur promet l'Internationale. Hélas ! Il n'y croit plus. L'heure de Stockholm est passée.

Et puis, il est mal secondé. Nul ne veut, autour de lui, risquer sa vie pour des idées. Est-ce étrange, en un temps où on donne son existence pour un idéal incertain !

— La séance de la Chambre du 8 rappelle à Anatole France les grandes séances de la Convention. Clemenceau mit en accusation les socialistes. Il tira des applaudissements avec des phrases à la fois faciles et mortelles : « Ma politique intérieure : je fais la guerre. Ma politique extérieure : je fais la guerre. » Ou encore : « La Russie trahit : je continue la guerre. La Roumanie défaille : je continue la guerre. »

— Raid d'avions le 8 au soir, de 8 h. 45 à minuit 20. La durée est inédite. Le lendemain on apprend que Montmartre, Batignolles, la banlieue nord et nord-est sont éprouvées. Mais trois bombes tombées près des Folies-Bergères (rue Geoffroy-Marie) et rue Drouot, attirent surtout la foule et l'attention, parce qu'elles touchent le centre de Paris. On annonce 13 morts.

— Un fonctionnaire me contait qu'un soir d'alerte, on avait vu circuler, dans l'ombre opaque, une auto munie d'un phare énorme, solaire. On la piste, on l'arrête. C'était l'auto de la Place, chargée de surveiller l'extinction des lumières.

— Tout devient de plus en plus bleu, la nuit tombée. Les tramways, les métros sont éclairés d'ampoules bleues. Les femmes, qui sont plus ou moins fardées, ont là-dedans des teints de cadavres avancés. La Morgue en marche. Je crois bien me rappeler que sous l'influence de la lumière bleue, les plantes mènent une vie ralentie. En serait-il de même des humains ?

— Victor Margueritte organise une réception autour d'Anatole France. Je répète le propos d'un magistrat sur l'affaire Caillaux : « Je bats les buissons. Il y a un lièvre. » Ernest-Charles dit : « C'est un lapin. » On raconte des essais d'asphyxiants, au début de la guerre. On les expérimentait sur des chiens et des cobayes. Un chien vint tomber, mourant, aux pieds des assistants. On se félicitait déjà. Mais on s'aperçut que le chien mourait étouffé : il avait avalé un cobaye.

— Visite de Bouttieaux. Le général Pétain vient de réunir des généraux. Il croit à l'offensive allemande. Il la place vers le début d'avril. Une seule nouveauté dans l'attaque : l'ypérite, gaz vésicant qui ne tue pas, mais immobilise ses victimes trois semaines.

— Le 12. Raid d'avions le 11, de 9 h. 25 à minuit 20. Nous sommes à la Comédie-Française à la première des Noces Corinthiennes, d'Anatole France. Au milieu du deuxième acte, l'acteur Silvain s'avance vers la rampe et dit : « On annonce une alerte… » Quelques spectateurs de l'orchestre ordonnent : « Continuez. » On continue. Le cinquième environ des spectateurs s'en va. Nous avons trop d'amis dans les loges pour suivre ce mouvement. À travers les strophes du poème, on entend le hurlement des sirènes et bientôt le tambourinement des explosions. Long entr'acte. Nous explorons le foyer désert, sombre, où trône un Voltaire blindé de sacs de sable. Pendant ce temps, on tient conseil autour de l'administrateur. Faut-il s'en tenir là ou achever la pièce ? Naturellement, c'est le « jusqu'au bout » qui l'emporte. À l'issue de la représentation, les artistes invitent les spectateurs à descendre dans les caves, car le bombardement continue. Immenses, ces caves. On a rangé sous des bâches les bustes de marbre qui ornaient le théâtre. Un soldat a posé son képi sur la perruque de Molière. Albert Lambert, en tenue de ville, mais visage fardé, promène son inaltérable beauté. Madeleine Roch dit des vers. L'impression générale est d'attente résignée et somnolente. À minuit 20 on crie : « Terminé ! » Dehors, le brouillard est dense. Les lampes électriques de poche donnent à la rue un aspect nouveau.

Le lendemain matin, nous repassons boulevard Saint-Germain. Six points de chute sur une centaine de mètres. Un trou s'ouvre rue de Lille juste devant l'ambassade d'Allemagne, dont la porte est défoncée. Quelle ironie !

Nous allons voir Anatole France. La veille, au Théâtre-Français, dans le bureau de l'administrateur, en apprenant que les pa-

piers du Ministère de la Guerre brûlaient, il a dit : « Je commence à croire à la victoire. »

Il admire la conscience professionnelle des comédiennes. qui ont continué de jouer malgré le danger. On avait décidé d'accélérer le troisième acte, de déblayer. « Pour la première fois, on a parlé à la Comédie-Française aussi vite que dans un théâtre du boulevard », dit France. Mais il assure que, loin de passer des vers, Madeleine Roch avait profité du trouble pour rétablir les passages qu'on lui avait coupés aux répétitions !

— Deux signes de fièvre obsidionale. Nombre de gens soutiennent que les récents brouillards sont artificiels. D'autres, qu'on a répandu des gaz asphyxiants dans les stations du métro, pendant les alertes.

— Dans les établissements de crédit, les gens se pressent pour déposer dans des coffres leurs bibelots, tableaux, valeurs.

— Le 13. Le séjour dans les abris du Métro pendant les alertes offre, paraît-il, un spectacle effroyable. Des mains audacieuses, qui volent ou violent, d'écœurantes plaisanteries, des enfants qui font leurs besoins, des femmes qui s'évanouissent. Et une population inquiétante, insoupçonnée, d'apaches et de vagabonds — dans la périphérie — que la peur fait sortir de leurs gîtes et se réfugier là.

— La phrase de Clemenceau : « Je fais la guerre » n'a pas un succès unanime. Le dessinateur Gassier hasarda : « Mais… il ne la fait pas tout seul. » On a fait un quatrain là-dessus :

Déjà drapé dans son linceul,
Clemenceau dit : « Je fais la guerre. »

« Hélas ! pleure un humanitaire
C'est qu'il ne la fait pas tout seul ! »

— Le 14. Wilson envoie le cordial d'un message aux Soviets. Il regrette de ne pas pouvoir les aider actuellement. Il tient un langage républicain.

— Un humoriste dit que, puisqu'il ne faut pas nommer les points de chute des bombes, on devrait les appeler, un doigt sur les lèvres : « Les points de Chut ! »

— Les raids mettent en relief le rôle capital de l'orgueil et de la fanfaronnade. Les invités d'une même table n'osent pas descendre à la cave. Nul — surtout parmi les convives mâles — ne consent à faire acte de prudence, à donner le signal. Au théâtre, on a pu voir la quasi-totalité d'une salle rester exposée, niaisement, tandis que chacun souhaitait d'être à l'abri et restait pour les voisins, animés eux-mêmes d'un identique désir. L'amour-propre plus fort que la mort !

— Le 15. À 1 h. 45, formidable explosion. Chacun croit que sa maison saute. Un énorme champignon de fumée blanche pousse dans le ciel pur. Quinze millions de grenades viennent de sauter à la Courneuve, près Saint-Denis. On annonce officiellement 30 morts. À la Chambre, on dit : 800 victimes.

— Le 16. On arrête des gens qui, par téléphone, ont prévenu que, la Courneuve brûlant encore, il y aura peut-être d'autres explosions dont il ne faudra pas s'émouvoir.

— On m'affirme que les agressions se multiplient le soir. On attaque des couples, des gens en auto. Beaucoup n'osent plus sor-

tir à la nuit. C'est vraiment le retour aux tire-laines, au moyen âge. Les journaux sont muets là-dessus.

— On arrête des gens qui citent publiquement, pour la Courneuve, un nombre de victimes supérieur au chiffre officiel.

— Tous ceux qui descendent dans des caves disent la tristesse des ragots, les domestiques étalent leur prodigieuse connaissance de la vie de leurs patrons, etc.

— Le 18. Le beau parleur de bourgade. Il a avalé son journal et il le restitue. Cela sort de lui, mais ce n'est pas de lui. On reconnaît des phrases au passage : « Le plus grave problème de l'heure actuelle… Mieux vaut périr jusqu'au dernier que de finir comme les Russes. » Voilà une chose nouvelle dans l'histoire : l'action de la presse, unanimisée. Elle seule renseigne le peuple. Elle pense pour lui.

— Le 19. Une nouvelle déclaration de Clemenceau. On y trouve son étonnement ingénu devant les événements : « L'aberration la plus étrange de l'histoire », dit-il en parlant des Russes. Oui, ce sont des faits inédits. Mais tout était inédit, dans cette guerre. Et voilà le crime : c'est de la juger et de la faire avec une mentalité de vieux grognard du Premier Empire.

— Le 20. Une dame de la haute médecine déclare : « Moi, je descends à la cave. Je serais honteuse d'être assassinée par un boche. » Ainsi voile-t-elle d'un prétexte de haine sa légitime prudence. Heureusement pour les prolongeurs de la guerre que les soldats ne raisonnent pas de la sorte ! Il est honteux d'être assassiné par un boche, mais il est glorieux d'être tué à l'ennemi !

— Le 20. On confirme que Clemenceau trouva les Anglais hostiles à l'idée de renoncer aux raids aériens. Aussi a-t-il demandé à Claveille d'augmenter le nombre des trains, afin de faciliter les départs. Sous couleur de vacances de Pâques, on annonce cette extension du trafic du 19 au 31 mars.

— Le 21. Chez Gheusi. Le colonel qui fait la liaison entre le G. Q. G. et le Ministère de la Guerre annonce que l'offensive allemande a commencé le matin contre les Anglais, de l'Oise à la Sensée, sur 80 kilomètres.

Je m'étonne que les Allemands s'évertuent à reprendre à prix d'hommes précisément le terrain qu'ils ont abandonné de propos délibéré il y a juste un an. Réponse : c'est exprès. Ils avaient rasé cette région, préparé ainsi le glacis de leur attaque.

— Les vitres de fenêtres et les devantures de magasins se couvrent, à Paris, de bandes de papier destinées à éviter le bris des carreaux en cas de raid. Cela donne aux façades un aspect nouveau. Il y a de charmants dessins, que reproduisent les journaux illustrés.

— Le 21. Une note officielle fixe les règles imposées à la presse pendant l'offensive allemande. On ne pourra publier, comme compte rendu des événements, que les communiqués du G. Q. G. et les articles, visés par le Ministère de la Guerre, des correspondants de guerre. Les articles de fond, qui apprécieront les opérations, « ne devront rien contenir qui soit en contradiction avec la teneur des communiqués officiels ». L'ombre s'épaissit…

— Tous les trains ressemblent à ceux qui emportent les pèlerins à Lourdes. On emmène les impotents, qui ne peuvent pas descendre à la cave et qui immobilisent leur famille autour d'eux.

Ce sont des chariots, des fauteuils à roulettes, un défilé d'infirmes que la maladie cloîtrait et que la terreur libère.

— Le 24. À Serbonnes pour le dimanche. Les journaux de ce jour présentent un aspect unique. On y lit deux communiqués successifs du samedi. Le premier signale un raid aérien, de 7 h. du matin à 3 h. après-midi et déclare que les avions allemands ont été pris en chasse. Le second attribue le bombardement à un canon à longue portée (120 km.). En science, il ne faut rien nier a priori, il faut tout examiner. En fait, ce canon a très bien pu être réalisé. Déjà, des voyageurs arrivés de Paris situent la pièce à Saint-Gobain et indiquent des points de chute : place de la République, gare de l'Est…

— Le 24. La foule du dimanche soir, dans le métro, semble peu soucieuse du bombardement à longue portée. Elle n'en parle guère. On me dit toutefois que ces alertes successives énervent.

— On arrête les personnes qui citent les points de chute des obus ennemis, ou qui colportent les listes de ces points.

— L'instituteur de Serbonnes annonçait pour dimanche une conférence sur « Ce que serait la paix actuelle ». Il a été invité à la faire par l'inspecteur, qui lui a donné comme canevas un article de la Victoire d'Hervé. Ainsi le pouvoir exerce une pression sur la campagne en faveur d'une guerre indéfinie.

— Le bombardement reprend le lundi matin à 7 heures. L'éclatement fait un bruit creux, sec et sonore. L'alerte est donnée au tambour. Le « gardien de la paix », mué en tapin, provoque l'hilarité des gosses, des bonnes et des soldats qui circulent à cette heure matinale. La vie n'est pas troublée. Les ménagères battent leurs tapis, dominant les bruits d'explosion. Tristan me télé-

phone qu'il n'entend rien « car les Kabyles ont installé un formidable tir de barrage à l'extrémité de sa rue ». Ces Kabyles, chargés de la voirie, font en effet grand bruit avec les boîtes à ordures qu'ils vident dans des tombereaux.

— Une « Ligue civique » charge, en particulier, ses membres de dénoncer et d'arrêter quiconque tient des propos pacifistes.

— Le 25. On arrête le journaliste Rappoport pour propos défaitistes tenus dans une cave pendant un raid. Il a été dénoncé par un répétiteur du Lycée Montaigne.

— Les communiqués sur le bombardement de Paris sont brefs. Le texte est en moitié consacré aux visites de Poincaré aux lieux sinistrés et aux victimes. Je ne sais rien de plus pénible que cette publicité au sang.

— Le 26. Journée anxieuse, pareille à celle de fin août 1914. On s'aborde : « Vous savez quelque chose ? » On apprend que les Allemands sont à Albert, à Bray-sur-Somme, qu'ils ont pris Roye, Lassigny. Ils dépassent les anciennes lignes qu'ils ont abandonnées voici juste un an. Le G. Q. G. a quitté Compiègne. On s'écrase dans les gares.

— Lettre d'Anatole France. « Nous devons ignorer et nous taire… Ce qui me trouble, c'est qu'il y ait tant de choses à ne pas savoir… Les jeunes Américains qui viennent me voir m'apportent des paroles rassurantes : ils m'annoncent que la guerre durera encore trois ans au plus… »

— L'anxiété continue tout le 27. Foule dense aux gares. Des troupes de voyageurs, qu'on n'admet plus que sans bagages, s'alignent jusque dans la rue. Retraits d'argent dans les banques.

On craint qu'en cas d'occupation de Paris les Allemands ne saisissent les dépôts.

— Le 28. Une circulaire notifie au personnel des administrations publiques, en cas de bombardement à l'ypérite, de se dévêtir complètement et de se laver à l'hyposulfite. Comme il y a maintenant autant de femmes que d'hommes, on sourit.

— Le 28 j'apprends la prise de Montdidier par les Allemands. Ironie des choses… C'est au mariage d'un fils de Tristan, dans la rumeur joyeuse de la réception, parmi les fleurs, les visages illuminés. La nouvelle provoque un malaise.

— Vraiment c'est à désespérer de la race humaine, tant sa bêtise apparait insondable, dans la grande faille de la guerre. Pour garder de l'espoir, j'évoque ces fines, ces savoureuses figures d'artisans, de cultivateurs, que j'ai vues, à Serbonnes, les filleuls de guerre qui venaient chez nous en permission. Oui, on trouvait là un terrain fécond, des promesses d'essor. Mais la foule des villes, le dimanche soir, si bestiale, si brutale… Et les défilés de conscrits de la classe 19, avinés, hurlants, inconscients… Et le café, où les petits bourgeois éructent leur journal. Toujours les mêmes propos, suggérés par la presse, attisés par la vanité patriotique. Et l'odieux stratège de restaurant, qui tout en dégustant son poussin-cocotte, rabat une armée, tourne l'ennemi, enveloppe l'aile gauche.

— On me montre des photos de l'obus du super-canon. Deux ceintures, rayures, cloison épaisse, calibre 229. En tout, 90 cm. de haut. Il a une fausse ogive de tôle, contre la résistance de l'air et pour le maintien sur la trajectoire. « Admirez la duplicité des boches, raille Tristan : leur ogive même est fausse. »

— Le 29. La fuite des Parisiens continue sous couleur de Pâques. À Orléans, la population a triplé. On ne savait comment la nourrir. Le maire a imaginé de faire quatre fausses alertes nocturnes. Les réfugiés s'en furent ailleurs.

— Aux éventaires des pâtissiers. À la place des gâteaux : des légumes et des fruits secs, des confitures et des conserves, des petits fours ingénieux, en « substances de remplacement ».

— Le 29. Quatre obus viennent de Saint-Gobain, de 3 h. à 6 h. L'un d'eux tombe sur l'église Saint-Gervais. On parle de 75 morts. Le dôme s'écroule sur une assistance mondaine qui venait écouter un concert du Vendredi Saint. On cite parmi les victimes un conseiller de la Légation suisse et le général Francfort.

— Le 30. Le bombardement à longue portée reprend dès 7 heures toutes les demi-heures. La vie continue. Quand on tire à plombs sur un banc de poissons, près de la rive, leur foule ne s'émeut pas. Les morts remontent et le reste continue de chercher pâture. On s'étonne d'une si élémentaire animalité. Pourtant, la ville donne cette impression. À cinquante pas de la catastrophe, on achète, en vend, on aime, on travaille, en mange. Des héros ? Non. Des bêtes.

Hier, je sortais du Nord-Sud à la Madeleine quand une femme annonça l'écroulement de Saint-Gervais. Quelques très jeunes gens, assis sur les parapets de la station, plaisantèrent bruyamment. Chacun s'en fut à ses affaires. Comment réaliserait-on la guerre du front ? On ne réalise pas celle qui sévit à dix minutes de là.

— Le 31. Pâques. Les journaux pleurent les 75 morts de Saint-Gervais. On versa sur eux des discours parlementaires. C'est

qu'ils appartenaient à une classe privilégiée. Il meurt chaque jour cent fois plus d'hommes au front, dans l'offensive. Ils ont moins de larmes et de discours. Et les morts de la Courneuve… On ne les célébra pas tant. Comme écrivait M de Sévigné à propos d'une catastrophe : « Heureusement, aucun nom… »

— La Chambre a voté le 29 l'incorporation de la classe 19. Pour la sixième fois depuis la guerre, on moissonne la 20 année. Il n'y eut que 7 opposants au vote. L'offensive sert le Gouvernement. « Il faut faire l'union. »

— Le 30 semble être le jour de la plus furieuse attaque sur le front français, de Lassigny à Moreuil (nord de Montdidier). Aussi l'angoisse fut-elle instinctivement la plus vive. Les journaux les plus belliqueux d'ordinaire furent les plus affolés. Ils criaient à la ruée sur Paris (Hervé dans la Victoire). C'est logique, au fond, puisque pour eux les actions militaires comptent seules et restent décisives. De même, les réactionnaires, qui « dansaient de joie » à la déclaration de guerre, sont les plus prompts à fuir Paris. C'est odieux, car voici quatre ans qu'ils jettent les jeunes Français au charnier et, dès qu'ils courent personnellement le moindre danger, ils l'esquivent. Je n'insisterai jamais assez sur cette vilaine comédie, dont j'ai constaté des centaines de représentations. Seuls, variaient le ton, les excuses, les façons de foutre le camp.

— C'est à Doullens que se tint le Conseil où Poincaré, Clemenceau, Lord Müller, décidèrent de nommer Foch « coordinateur ». Douglas Haig fit la grimace.

— Le 31. Déjeuner chez les R… Le canon de Saint-Gobain le dispute à l'offensive dans les préoccupations. On a un œil sur la carte du front et l'autre sur le plan de Paris.

Il y a là un jeune capitaine qui dépeint la sauvagerie des combats actuels, où les hommes en arrivent à se mordre. « C'est le cas de dire qu'ils ont du mordant ». dit M X…

On commente la phrase de Clemenceau : « Nous les arrêterons, mais je ne sais pas où. » On remarque qu'elle figure dans La Grande Duchesse de Gérolstein.

II · 21

— Le 1. Je voyage avec un petit sous-lieutenant qui revient de Verdun. « Le bombardement de Paris me fait plus d'effet que celui du front, dit-il. Au front, il y a une telle dépense de projectiles qu'il est rare qu'un obus tue. À Paris, à chaque coup, je pense qu'il y a des victimes. » Il avait été atteint par les gaz. Et il disait, avec une singulière mélancolie : « Il y en a qui ont une odeur si agréable, qu'on s'attarde à les respirer. »

— Le canon tire « au compte-gouttes », me dit un colonel. On l'a repéré, m'assure-t-il, dans la forêt de Saint-Gobain. Mais sous une telle montagne de béton… Je m'étonne devant lui qu'on ne renseigne pas plus le public sur l'angle de chute, les précautions à prendre, le trottoir à suivre. Ou qu'on ne prévienne pas quand le coup part (Trois minutes avant l'arrivée). Geste vague. Il me dit aussi que des informateurs avaient signalé l'existence de ce canon il y a six mois. On ne les crut pas. Mais ainsi s'explique la promptitude avec laquelle le gouvernement admit, dès le premier jour du bombardement, l'hypothèse d'une pièce à longue portée. Le fait confirmait les indications dont on n'avait pas fait état.

— À Serbonnes. Un fermier a obtenu cinq prisonniers allemands pour les travaux. On guette leur venue. Pas de manifestation. Le soir, un Serbonnois s'étonne : « Mais il y en a de mariés ! Et qui ont des enfants ! Il y en a un qui a montré la photographie de ses trois gosses… » Voilà l'œuvre de la presse. Ils croyaient à des diables. Ce ne sont que de pauvres diables.

— Le 3. En cas d'investissement de Paris, le Gouvernement envisage le départ pour Clermont-Ferrand. Poincaré a déclaré : « En tout cas, pas Bordeaux. » Un million de Parisiens sont partis. Un fléchissement du commerce s'ensuit. Des faillites sont à craindre. Le ravitaillement est mauvais, car les grandes villes de province, congestionnées, happent au passage les apports de vivres. Pour la question des enfants, on balance. Prolonger les congés de Pâques ? Dans huit jours rien ne sera changé. Les entasser dans des classes ? Ils peuvent y être massacrés.

— Au Conseil récent de Doullens, Foch aurait abordé Douglas Haig : « Eh bien, Monsieur le Maréchal, vous allez donc reculer jusqu'à la mer ? Il faudrait s'arrêter. » Que sortira-t-il d'une collaboration ainsi préfacée ?

— Le 3. On s'émeut du brutal démenti de Clemenceau à Czernin. Celui-ci prétendait que Clemenceau lui avait proposé la paix avant l'offensive, mais que la question d'Alsace-Lorraine avait fait échouer les pourparlers.

— Visite à une cave modèle. Grand divan suspendu, table, conserves, fourneau, hyposulfite, lampes électriques de poche, sifflets d'appel, etc.

— Le canon de Saint-Gobain continue d'intriguer. Les scientifiques s'efforcent de l'identifier. Les techniciens d'artillerie dé-

clarent que rien n'était plus aisé à réaliser. Dans la bourgeoisie, on comprend lentement les conditions du tir et les moyens de s'en protéger. Tristan Bernard dit qu'il n'a jamais si bien senti l'ignorance des « gens du monde ». On étudie sur le plan de Paris les régions exposées. Les femmes se promettent de ne s'y point risquer. Puis, sur l'appel impérieux d'un essayage, elles oublient les fermes propos.

— Le 4. On me raconte les essais du super-canon. Quatorze jours avant le premier bombardement, les Allemands essayèrent le canon en direction de Paris. Ils tirèrent à 72, à 80, 85 km., etc. Le plus souvent, les projectiles tombaient dans des champs. On les signalait comme bombes d'avions. Mais les appareils qui les eussent lancés restaient invisibles. La « défense contre avions » rédigea même des rapports suggérant que ces appareils étaient camouflés à la couleur du ciel… Et la fameuse escadrille des cigognes donna vainement la chasse à ces avions-fantômes. Cependant les Allemands allongeaient leur tir vers Paris. C'est ainsi qu'explosa la Courneuve. Allongeant encore son tir, le canon atteignit le sud de Paris, Châtillon. On avait ainsi les éléments du réglage.

— Une nouvelle vague de jactance submerge tout. Le super-canon bombarde-t-il ? On imprime qu'il tua huit poules, que le coq est veuf, et cela en un fringant articulet. Que d'héroïsme ! Ou bien on écrit kanon, avec un K. C'est vengeur ! Ou encore, on déclare que la mortalité s'accroît à Paris par suite des pneumonies contractées dans les caves et que cette prudence est inopportune. (En fait, l'accroissement de mortalité est dû aux 150 morts violentes par bombardement, dans la dernière semaine écoulée.) Partout, la même fanfaronnade imbécile. Parce que Paris est

bombardé à 120 km., on ne le considère pas comme une ville bombardée ! Nulle des précautions imposées d'ordinaire aux populations bombardées, comme à Dunkerque, par exemple : indiquer les trottoirs protégés, avertir du moment où part le coup, etc. On a fait rentrer les enfants à l'école après Pâques, comme de coutume ; cela satisfait l'orgueil patriotique et aussi l'incurable routine.

— On se soucie, à l'École d'Électricité, me dit-on, de protéger les « Ohms », en cas de bombardement. Ce sont des étalons de mesures électriques qui ont coûté quelques milliers de francs. J'avais compris qu'on se souciait de protéger « les hommes ». Cela m'étonnait.

— Nombre de domestiques quittent leur service pour fuir Paris. La plupart étaient « jusqu'auboutistes ». Du haut en bas, même phénomène. Ces carnassiers ne veulent le danger que pour les autres.

— Un radio allemand dit que le bombardement de Paris a été suspendu le jour des obsèques des victimes du « coup malheureux » de Saint-Gervais.

— Le 8. Depuis sa lettre courageuse en faveur de Rappoport, Anatole France est visé par les réactionnaires. Ils l'appellent Anatole Prusse. Et Clemenceau dit au sculpteur S… : « Je l'admire. Mais s'il dit un mot de trop, je l'arrête ».

— Le 9. Bolo, dont le recours en grâce a été rejeté hier par Poincaré et qui devait être fusillé ce matin, fait « des révélations » ; on ajourne son exécution.

— Clemenceau déclare qu'en mars 1917, dans une lettre autographe, l'empereur d'Autriche parla des « justes revendications de la France sur l'Alsace-Lorraine ».

— Au premier officier qui lui annonça l'existence du super-canon, Clemenceau dit : « Vous voulez que je vous fasse préparer une cellule à Charenton ? » Il aime préparer des cellules.

— Deux camps se forment pour juger l'attitude de Clemenceau dans l'affaire de la lettre de Charles I. Dans l'un, on croit au divorce des deux Empires. Dans l'autre, à une Autriche d'autant plus agenouillée devant l'Allemagne qu'elle fut plus coupable.

On déplore aussi qu'on n'ait pas fait la paix quand on fut en possession de cette lettre. Quelle magnifique carte à abattre sur le tapis vert de la Conférence !

Cette lettre aurait été communiquée au Gouvernement en mars 17. L'Empereur d'Autriche, après avoir reconnu « les justes revendications, etc. », envisageait que l'Allemagne donnerait la Lorraine à l'Autriche en reconnaissance de son concours et que celle-ci la rétrocéderait à la France.

Le Kaiser avait-il été consulté ? Il ne le semble pas. Assez disposé à consentir quelque chose pour l'Alsace, il entend garder la Lorraine dont il a besoin pour ses charbonnages. Il désirerait même annexer Briey. Cette lettre arriva-t-elle sous Ribot ou sous Briand ? Car les deux hommes se succédèrent en mars 17. Mais Briand en eût fait un instrument de paix. Tandis que Ribot s'est toujours fait le complice des prolongeurs de guerre.

— On prête à Clemenceau des propos violents. Il reculera à Bourges, à Marseille, mais il ne fera jamais la paix. Czernin, de

son côté, aurait déclaré qu'il n'entrerait plus en pourparlers tant que Clemenceau sera au pouvoir.

— Le 11. On confirme que le super-canon fut signalé par des prisonniers allemands dès 1917. On ne les écouta pas. Mais, la pièce en action, on réentendit ces prisonniers, qui donnèrent l'emplacement de la batterie.

— Quel changement dans le décor du boulevard la nuit ! Un désert obscur, troué de quelques lueurs bleues. Quelques filles, quelques Américains, qui se cherchent et se trouvent. L'ombre donne à ces couples une sécurité de chambre close.

Dans les rues on voit briller de ces petites lampes électriques de poche, dont le nombre augmente de nuit en nuit. Car les réverbères, aux vitres bleues, deviennent de plus en plus rares.

— Le 12. Les journaux publient une lettre de Charles I, du 31 mars 1917, à son beau-frère, Sixte de Bourbon, qui servait dans l'armée belge. Il y est bien question de « justes revendications ». Mais rien n'est délicat comme une traduction. Les mêmes journaux publient un télégramme dudit Charles I au Kaiser, du 10 avril 18, où il l'assure de sa fidélité à l'Allemagne…

Les journaux avancés donnent tous la même note : « Pourquoi Ribot n'a-t-il pas parlé de cette lettre au Conseil, au Parlement ? Quelle suite y fut donnée ? Pourquoi n'a-t-on pas saisi l'occasion ? »

Les journaux orthodoxes prennent une position contraire : il n'y avait pas de suite à donner à ces avances. Hervé se félicite du « coup de cravache » de Clemenceau à l'Empereur d'Autriche. « La guerre continue », déclare-t-il allègrement. Malgré la Cen-

sure, on laisse entendre que l'opposition à la paix séparée, au printemps 1917, vint de l'Italie, dont la lettre impériale ne parlait pas.

— Tout en nous apprenant qu'un raid sur Cologne a fait 248 morts, les journaux entendent laisser aux projectiles allemands le monopole de l'atrocité, les accusent de choisir les crèches et les églises. Ne serait-il pas plus digne et plus juste d'accuser l'ignoble absurdité de la guerre en soi ?

— D'une lettre du général Bouttieaux, datée du 3 avril, arrivée en retard : « Nous sommes toujours d'accord sur le résultat final. Mais le coup de bélier du 21 mars m'avait laissé perplexe. Nos voisins de gauche s'étaient laissé surprendre, enfoncer, crever, avec une rapidité et une philosophie inquiétantes. Grâce à de formidables sacrifices, les boches ont crevé sur 80 km. les lignes increvables. Voilà qui justifie les prévisions de Mangin en avril 17. Mais nous sommes accourus à la rescousse avec une décision et une précision remarquables. Instantanément, la ligne de l'Oise est barrée. Des poilus vigilants passent sur la rive droite et prennent la place des locataires qui avaient déménagé à la cloche de bois devant l'huissier menaçant. La charnière est désormais à l'est d'Amiens. Le corridor sur Paris paraît fermé. Vos concitoyens n'ont pas à déménager. Restent les avions et les gros canons. Mais ceux-ci tirent rarement et s'usent vite. Amiens reste préoccupant. La voie ferrée est coupée. Alors ? Nouvelle cristallisation ? Jusqu'à quand ? En attendant les Américains ?

— Et Paris fout le camp. On ne dit pas tout droit qu'on met sa famille à l'abri : « Oh ! Nous allions tous les ans en villégiature à cette époque-ci. » Le mot de Lucien Guitry fait fortune : « Nous, nous ne partons pas pour les mêmes raisons que les autres : c'est

parce que nous avons peur. » Les jusqu'auboutistes sont en majorité dans les partants. C'est logique : les riches sont conservateurs, donc belliqueux. Mais ils ne voulaient pas réaliser la guerre. C'est maintenant qu'ils prennent conscience du péril. Et pouvant le fuir, ils le fuient. Un journal avancé a publié cette caricature : deux hommes, dans le désert de la rue : « Nous ne sommes plus qu'entre espions. »

— Le 14. L'empereur d'Autriche déclare qu'on a faussé le texte de sa lettre : « Il examinerait ce qu'il pouvait y avoir de juste dans les revendications… » Clemenceau réplique en le traitant de « conscience pourrie ». Il se porte garant de l'authenticité de la lettre impériale, dont il n'a pas toutefois l'original. L'empereur riposte qu'il ne répondra plus que par ses canons.

— Dans la nuit du 14 au 15, le super-canon tire la nuit pour la première fois. Les Allemands, le sachant repéré, ne craignent plus qu'il se décèle par sa flamme.

— Le 15. Appliquant strictement la loi sur le rajeunissement des cadres, Clemenceau (77 ans) a mis à la retraite Sarrail (62 ans). On lui avait offert le gouvernement de Paris. Il posa comme condition la mise en liberté de Caillaux. Le même jour, Foch est nommé officiellement généralissime inter-alliés.

— Le 15. Démission de Czernin. La réputation de Clemenceau de tombeur de ministère impose la facile plaisanterie : « Clemenceau a encore renversé un ministère. » Un humoriste ajoute : « Oui, il l'a démoli à longue portée, car le Tigre est rayé. »

— Le 16. Ribot aurait montré la lettre de Charles I à Lloyd George, qui s'avéra partisan chaleureux de la paix offerte. Puis Ribot la montra au premier ministre italien et, là, ce fut la me-

nace de rupture, car la lettre impériale n'offrait rien à l'Italie. Ribot aurait alors omis de dire que Lloyd George « marchait ». Le délit d'omission lui est familier.

— Le 17. L'exécution de Bolo soulage les gens. Ils respirent mieux. On a d'abord excité l'opinion, puis on l'a satisfaite. Tout est vilain dans cette histoire. Les dénonciations suprêmes de l'homme, l'empressement à les accueillir sinon à les suggérer, puis, ce jus tiré, l'exécution.

— Le 17. Note officielle sur la visite de M. Poincaré dans les communes de la Somme et du Pas-de-Calais. « Partout il a trouvé chez les habitants une confiance absolue dans le résultat des batailles engagées. » Or, d'innombrables réfugiés traversent Paris, expédiés si vite dans le Centre et le Midi que parfois les municipalités ne sont pas prêtes à les recevoir. « Chez les ouvriers mineurs, un zèle patriotique au-dessus de tout éloge. » Or, l'effervescence est telle dans le milieu minier qu'on a dû libérer le délégué Broutchoux, arrêté pour propos défaitistes. « Chez les troupes, un entrain merveilleux et une fraternelle coopération avec les armées britanniques. » Or, toutes les lettres de soldats maudissent les Anglais, leur mettent les revers sur le dos, etc. N'est-ce pas que le public est exactement informé ?

— Le 18. Clemenceau s'explique devant des Commissions sur l'affaire autrichienne. Il dénonce la « manœuvre » des Empires Centraux qui voulaient dissocier les Alliés. Naturellement.

— Le départ de la clientèle riche, l'application d'une taxe de 10% sur les achats de luxe (et tout est de luxe, à en juger par les listes officielles) ont jeté le commerce parisien au marasme. Des

maisons ferment, d'autres jettent à la rue une partie de leur personnel.

— Le 18. Une note officielle décide que, pendant les bombardements à longue portée, la vie des usines de guerre continuera normalement. Pas pour les morts.

— Il y a une scission dans notre presse. La Croix, La Libre Parole regrettent âprement qu'on ait brisé avec l'Autriche et manqué une occasion de paix. Cette fois, le catholicisme paraît l'emporter sur le chauvinisme.

— Le 18. Lloyd George serait furieux de l'attitude de Clemenceau dans l'affaire autrichienne. Car la paix séparée avec l'Autriche lui souriait.

— Sur les séances des Commissions qui examinent l'affaire autrichienne, le Gouvernement n'autorise qu'un sec communiqué. Les journalistes disent que leur métier devient facile : ils n'ont qu'à imprimer la copie gouvernementale. Le comique énorme, c'est que ces procédés de tyran soient de Clemenceau, lui qui, pendant trois ans, houspilla, dans son journal, les hommes en place, réclamant le droit de libre critique, la discussion sur le Forum, etc. C'est à rire aux larmes.

— Le 18, paraît une vive protestation de Violette, déclarant que, ministre sous Ribot, il n'a pas connu la lettre impériale et qu'il n'entend pas être solidaire des résolutions prises alors.

— Se rendra-t-on compte de la situation misérable, étouffante, de ceux qui avaient gardé une âme sensible, la foi dans le progrès ? Ils étaient obligés de se taire. S'ils parlaient, c'était dans la réprobation, dans le soupçon, la dénonciation. Cent procès en

sont la preuve. S'ils écrivaient, la Censure supprimait leur texte. Et tous ceux de ces réfractaires qui n'étaient pas déliés de leurs obligations militaires étaient ligotés plus étroitement encore, puisque leurs liens pouvaient être brusquement resserrés au moindre écart d'attitude.

— L'espionnage téléphonique officiel continue de fonctionner. On reçoit dans les ministères des avertissements de ce genre : « Tel jour, à telle heure, on a téléphoné de chez vous au préfet d'Amiens, qui a répondu que ça allait mal et que les Anglais foutaient le camp selon leur habitude. Conversation fâcheuse. » Ou encore : « Le numéro tant, de votre ministère, a téléphoné à une dame, numéro tant, en lui demandant comment allaient les affaires. Termes équivoques, à éviter. »

— Des pourparlers se poursuivent, à Berne, entre Français et Allemands au sujet de l'échange des prisonniers. Dans la même pièce, chacun des deux pays a sa petite table. Un interprète suisse va de l'une à l'autre. Ce dispositif est récent. Auparavant, il y avait deux pièces. Vingt fois des sénateurs voulurent faire rompre ces pourparlers. Un jour, surgit la question des Alsaciens-Lorrains, à propos des internés civils. Les Français n'admettaient pas qu'ils fussent considérés comme des Allemands. Les parlementaires germaniques, à cette prétention, bondissent, se lèvent, frappent leur table, quittent la pièce. Tout semblait rompu. À tout hasard, les Français reviennent le lendemain matin. Les Allemands sont à leur place. Ils ont reçu des ordres dans la nuit. Ils acceptent de ne pas considérer les Alsaciens-Lorrains comme des Allemands.

— Deux sénateurs de la Commission qui examine l'affaire autrichienne disent qu'il y a au dossier une lettre où Charles I envi-

sage après la guerre une alliance avec la France. Mais ils voient dans ces avances autant de pièges. N'est-ce pas tout de même effrayant de penser que Parlement et Ministres aient tout ignoré de ces offres ?

Dans la foule, on murmure timidement : « Tout de même, si on avait pu faire la paix il y a un an ?… »

— On s'efforce, en Allemagne, de dénoncer la résolution du Reichstag du 19 juillet 1917 sur la paix sans annexion ni indemnité.

En France, on n'a jamais tant parlé de cette résolution que depuis le moment où les pangermanistes veulent l'abolir. À l'époque où elle fut prise, on ne voulut pas la connaître. Elle passa inaperçue, grâce à la presse. Il en fut de même de l'offre de paix du Kaiser du 12 décembre 1916. On veut l'ignorer. Quand on fait récapituler à quelqu'un les tentatives de paix — Lettre de Charles I, offre du Pape, affaire Briand-de Lanaken — ce quelqu'un omet régulièrement la première et la principale, celle de l'Empereur d'Allemagne en décembre 1916.

— Clemenceau reste très populaire, surtout dans les classes que notre mode d'instruction a laissées encore incultes. Dans les caves, le 11 mars, quand on apprit le bombardement du ministère de la Guerre, on soupirait : « Pourvu que M. Clemenceau soit à l'abri ! » L'amour de la foule va à ceux qui la perdent. Elle est femelle. Elle adore ceux qui lui font du mal avec violence. Elle méprise ceux qui lui veulent doucement du bien.

— Il faudrait pouvoir se faire des yeux neufs, des yeux frais et, avec cette vision affranchie, regarder les événements. Je crois que leur monstrueuse folie apparaîtrait. Même la sensibilité et

l'humanité laissées à part, ne découvrirait-on pas le caractère nouveau de cette guerre ? Ne s'apercevrait-on pas qu'elle ruine et qu'elle ne paie pas ? Ne reconnaîtrait-on pas que tous les mots où l'on veut l'inscrire sont trop petits, trop étroits ? Et on veut y faire entrer ces énormes événements… Enfin, ne verrait-on pas que ces mines, ces gisements pour lesquels on se bat au fond, valent cent fois moins qu'ils ne coûtent à conquérir !

— Au café, quatre bourgeois jouent à la manille. Ils commentent le bombardement quotidien. Et j'entends : « Je joue trèfle — Il y a quatorze morts — Je coupe atout — Quarante blessés — Cœur ! Des femmes — Atout, atout, et pique ! »

— Des journalistes aux armées sont guidés par un lieutenant du G. Q. G. Ils s'engagent dans un boyau et l'officier leur dit à voix basse : « À droite… à gauche… suivez les bas côtés… » Ému par cette voix amortie, un journaliste interroge : « À combien sommes-nous des premières lignes ? » Toujours de la même voix sourde : « Quatorze kilomètres. » Le journaliste ; « Alors, pourquoi parler bas ? » Le lieutenant : « C'est que j'ai une extinction de voix. »

— Le 26. L'aviateur allemand Rechshoffen est tué. On annonce qu'il abattit 80 avions. C'est à ces occasions-là seulement qu'on prend conscience qu'il y a des avions français détruits. Car nos communiqués, taisant nos pertes, donnent l'impression qu'on tue sans être tué.

— Le « sentiment national » est récent. En France, il ne peut pas être plus vieux que la France, il ne peut pas avoir plus de 500 ans. Le stupéfiant, c'est qu'il soit plus fort que certains instincts nés avec la créature, depuis des millions d'années, comme le sens

maternel, l'amour ! À quoi on répondra que ce sentiment national est lui-même à base de haine et d'orgueil, instincts aussi vieux que l'homme.

— Un roman qui s'intitulerait « 100 millions par jour » : le bon tyran dépenserait par jour, pour le bonheur de son peuple, la même somme qu'on dépensait pour la guerre. Chaque jour verrait éclore une œuvre utile ou aimable : on encouragerait les inventions, les entreprises gigantesques, les grands progrès sociaux ; les beaux rêves humains deviendraient des réalités… Hélas ! Au bout de trois mois, ce serait la révolution ! Le peuple, qui a consenti à payer pour son malheur, refuserait de payer pour son bonheur.

II · 22

— Il faut que je relève ici quelques passages d'une lettre d'Anatole France (21 avril 18) à ma femme. Elle lui avait envoyé un dessin de Gassier : un Empapahouta en train d'écrire un livre intitulé : « Sous les obus », avec cette légende : « Avec ça, moi reçu de l'Acadimie quifquif Bazin. » Voici la réponse de France : « Chère Madame et Amie, vous me recommandez le candidat de votre choix, le malin Empapahouta. Je vous concède que « Sous les obus » est un livre propre à rallier les suffrages de nos vaillants académiciens. Mais mon choix est fait. Je vote pour le cheval du Maréchal. Le cheval de Caligula fut consul désigné ; le cheval de Joffre peut bien être nommé membre de l'Académie française.

« À cet endroit, chère Madame, ma lettre a été interrompue par des Américains. Il m'en vient tous les dimanches une vingtaine qui me présentent des cartes postales à signer et s'en vont sans avoir dit un seul mot. Certains, plus loquaces, m'assurent de leur dévouement à la France, à la liberté, à la civilisation. L'autre jour, quelques-uns ont été surpris par le closier tandis qu'ils détachaient une traverse de la porte à claire-voie qui ferme la Béchellerie du côté de l'est. Emma, me supposant une célébrité que je n'ai pas, se persuada qu'ils emportaient ce bois comme une relique. Elle fut très dépitée et assez choquée lorsqu'elle apprit que ces jeunes soldats démolissaient ma porte pour pénétrer dans mes champs avec de galantes Tourangelles et faire l'amour sous un bouquet d'arbres.

« Tout à l'heure, j'ai eu l'honneur de recevoir Arthur Dehon Hill, major, judge avocate, homme d'âge, de sens rassis, qui me parla pendant une heure avec beaucoup de savoir, d'esprit et de jugement et me déclara, en prenant congé, que les Américains mettraient quatre ans à finir la guerre. Après lui avoir exprimé l'admiration et la reconnaissance dues à une telle résolution, je lui présentai timidement quelques objections que vous devinez sans doute, chère Madame. Mais il n'en parut nullement touché. Je reçus ensuite un industriel de New-York, volontaire, simple soldat, occupé à des œuvres de guerre. Il vient de fonder à Joué une grande manufacture de savon.

« J'écrirai demain à Michel Corday une lettre où je mettrai tout mon cœur, sinon toute ma pensée… »

La lettre annoncée (du 24 avril) dit notamment :

« À Tours, la richesse afflue. Les ouvrières de la poudrerie portent des bas de soie. Les marchands sont reluisants de graisse. Des commerçants parisiens viennent s'établir dans notre ville… De vastes usines s'élèvent aux environs. La campagne est heureuse. Mais la Béchellerie n'a ni charbon ni essence… »

— Le 2. Dîner avec Anatole France à l'hôtel Powers. Il a voté pour Barthou, puis pour Gregh, contre le « ratichon ». Il déclare qu'il ne retournera plus à l'Académie. Il m'offre son habit vert, qui se mange aux mites, comme épouvantail à moineaux dans les cerisiers de Serbonnes.

— Le 3. Le procès du Bonnet Rouge s'est ouvert dans une demi-indifférence. On note l'habileté de Duval. On relève dans l'acte d'accusation ceci : « Le Bonnet Rouge a entrepris la première campagne destinée à préparer les Français à l'idée d'un compromis de nature à hâter la fin de la guerre. » Il paraît que c'est un crime !

— Un auxiliaire porte, tatoué dans le dos, ces mots : « Merde pour la patrie. » Il est obligé, en de fréquentes visites médicales, de les exhiber devant des galonnés…

— Le 6. On me donne des détails rétrospectifs sur l'affaire autrichienne. Clemenceau donna d'abord de brèves et cassantes explications devant les trois commissions, Armée, Marine, Affaires Extérieures. Puis on décida de lire le dossier entier devant cette dernière commission. La lecture dura trois séances.

L'impression de mon informateur est que Charles I était loyal et sincère (il parle bien d'alliance dans une note au crayon). Une sous-commission de cinq membres fut ensuite chargée de préparer un questionnaire. Le souci dominant de certains parlemen-

taires, c'est d'éviter un débat devant la Chambre, en séance publique ou secrète (car dans les deux cas il y aurait un vote final et public), afin « que les poilus, en pleine bataille, ne croient pas qu'on ait pu, il y a un an, faire la paix ».

Détails complémentaires. Ce fut Cambon qui introduisit le prince Sixte près de Poincaré. Le prince demanda à Poincaré sa parole d'honneur de ne communiquer à personne la lettre impériale. Poincaré s'y engagea sous la double réserve de mettre au courant son président du Conseil, nécessité constitutionnelle, et d'avertir Lloyd George, opportunité inéluctable. Ces deux clauses furent acceptées. Plus tard, on avertit Orlando. Il y avait eu néanmoins serment. C'est pourquoi le prince Sixte, invité télégraphiquement au Maroc à confirmer que « Czernin en avait menti », rappele amèrement « qu'on avait donné sa parole d'honneur ». Puis il se décida à venir en France.

Il n'en reste pas moins que la démarche « sincère et loyale » de Charles I fut rejetée. On justifie a posteriori cette attitude en évoquant la récente réplique impériale : « Mes canons seuls répondront. » On oublie que Clemenceau l'avait traité de « conscience pourrie » !

Et le souci dominant, je le répète, c'est que les soldats ne soupçonnent pas qu'on aurait pu traiter.

J'ajoute que dans sa dernière comparution devant la Commission des Affaires Extérieures, Clemenceau fut particulièrement désinvolte. Il avait à répondre à un questionnaire. Il dit : « Première question ? Je ne sais rien. Deuxième question ? Rien. Troisième ? Rien. »

— Procès du Bonnet Rouge. Duval avait fait, d'après les renseignements du banquier Marx et avec l'autorisation de l'Intérieur, deux rapports sur les effectifs et la situation économique de l'Allemagne. L'ennemi n'y apparaissant pas aussi diminué que dans les documents officiels, ces rapports sont considérés comme défaitistes et imputés à crime. Ce fait est symbolique.

— Le 6. Les délégués travaillistes américains — Labour Mission — arrivent en France, après un long séjour en Angleterre. Le gouvernement n'est pas pour eux très attentif. Enfin, on leur a montré Versailles et Saint-Germain, Reims et Verdun, Joffre et Klotz… Le plus fâcheux, c'est leur malentendu avec les socialistes français. Ils ne veulent pas rencontrer de socialistes allemands. L'effort des Merrheim, des Longuet, tend à leur faire comprendre que la France lutte depuis quatre ans, qu'elle s'épuise. C'est dans la tactique des meneurs de la guerre, d'entretenir le divorce des prolétariats. Sans lui, la paix serait faite.

— La paix roumaine est signée du 7 mai. Elle est, dit-on, provisoire. Elle me paraît moins draconienne qu'on ne le dit. Mais ces épouvantails sont nécessaires pour dégoûter de la paix.

— Le 8. L'affaire autrichienne est enterrée selon le vœu de l'orthodoxie. La motion déclarant qu'il n'y eut, à aucun moment, de paix acceptable pour la France et ses alliés dans les offres de l'Autriche, est votée par 14 voix contre 5 et 6 abstentions.

— On signale des retours à Paris, dus au silence du super-canon depuis une semaine, et à l'improbabilité d'une marche allemande sur Paris.

— Récemment, M X disait à Briand qu'elle aimait marcher contre le vent. « Ben oui, disait-il, c'est parce que vous avez un

bon moteur. Mais moi qui n'ai qu'un pauvre petit moteur de rien du tout, je suis obligé de louvoyer, d'aller à droite, à gauche… — Oui, réplique M X, vous cherchez le vent. »

— Le 12. Il faudra que les futurs historiens dépouillent ligne à ligne le compte rendu des procès comme celui du Bonnet Rouge. Ils comprendront le dogme de la farouche religion d'État, le patriotisme. Et toujours cette justice abominablement faussée, qui réclame des têtes « pour satisfaire l'opinion publique ». Et c'est l'opinion qu'on a faite, en lui désignant des traîtres et des trahisons…

— Tristan me conte l'histoire d'un de ses amis, Autrichien d'origine, à qui le séjour en France était interdit. Il vivait à Saint-Sébastien dans la gêne. Or, il aime les grosses femmes. Il ne pouvait pas suivre son penchant en Espagne parce qu'il était pauvre et ne parlait pas la langue du pays. Il y a un mois, il hérite et il est autorisé à rentrer en France. Il va enfin retrouver son type et satisfaire son goût. Hélas ! Toutes les femmes avaient maigri de trente livres.

— Le 13. On cache la grève de l'usine Renault. Les ouvriers ne demandent pas d'augmentation. Ils protestent contre les rappels au front, le remplacement par des étrangers, contre la paix manquée l'an dernier, contre une dure politique. Enfin, ils veulent la publication des buts de guerre.

— Une dame dit devant moi : la guerre, c'est un torrent qui coule, et chacun y fait tremper sa roue, petite ou grande, pour faire tourner son moulin. La houille blanche, dit une autre. Et la première de corriger : la houille rouge.

— Le 15. Dès le 14 au soir, le mouvement gréviste se calme. Les journaux sont toujours muets. Silence vraiment symbolique de l'ignorance où l'on tient l'opinion. 100.000 hommes ont quitté les usines aux portes de Paris, et Paris l'ignore.

— Le dimanche 12, l'accord de Berne sur les prisonniers a paru à l'Officiel. Les journaux en donnent de maigres extraits. Aucun commentaire. Cet accord est avantageux. On ne le souligne pas. Parbleu ! Il faudrait avouer qu'on a pu s'entendre avec des Allemands. Jamais ! On serait naturellement tenté de renouveler, d'élargir ces pourparlers, sur d'autres terrains. Il ne faut pas ! Il faut laisser intacte l'idée d'ennemis fourbes, exigeants, cassants, durs, avec lesquels on ne peut pas traiter.

— Le premier Salon de peinture depuis la guerre. On pouvait appréhender un plus grand nombre de toiles patriotiques. Naturellement les scènes de batailles représentent des Français intacts se ruant sur des Allemands qui demandent grâce ou qui sont frappés. Beaucoup de Joffre en plâtre, déjà anachroniques.

— Raid aérien le 15 au soir, de 10 h. 20 à minuit. J'apprends l'alerte en sortant du métro. Devant moi, dans l'avenue, un passant cherche un numéro avec une petite lampe électrique de poche. Et je suis frappé des âcres et basses invectives que lui lancent les groupes massés au seuil des maisons, toute cette méchanceté abondante, ingénieuse, de l'âme collective. Son lumignon attire l'ennemi, qui vient à peine de passer les lignes ! Que peut être ce ver luisant à côté des puissantes constellations que représentent nos gares de triage ? Mais la foule nocturne fonce sauvagement sur la moindre lueur, même sur celle d'une cigarette !! C'est une mode, un courant. Et voyez l'absurdité : cette

même foule, qui a si grand'peur d'être décelée, va rester niaisement sur le trottoir tout le temps du raid !

— Le 16. La condamnation à mort de Duval (Bonnet Rouge) surprend moins que les deux ans de prison de Leymarie. L'unanimité des votes du Conseil frappe les esprits.

— Le 16. Le travail, qui avait repris le 15 à 2 heures à l'usine Renault, a cessé à 3 heures. Il n'a pas repris chez Citroën. Les ouvriers veulent la publication des buts de guerre.

— On demande d'autoriser la pêche le dimanche pendant la fermeture afin de procurer quelque supplément de ressources alimentaires par ce temps de restrictions. Refus : l'État s'exposerait aux justes réclamations des adjudicataires des lots de pêche ! Ainsi, on accumule les ruines, la vie est trois fois plus chère et trois fois plus restreinte qu'en paix, on dépense les milliards par centaines, on fait tuer les fils, les pères, les maris, les frères, on demande tout à tous, et on pense à ménager les locataires de pêche. Moralité : pour notre administration il n'y a rien de changé.

— Le 16. Dîner avec Anatole France, hôtel Powers. Avant dîner, visite du couple Fernand Gregh. Puis Jean Hennessy. Je félicite ce dernier de sa campagne pour la Société des Nations, qui pénètre au front.

Àtable, France me dit que ma dernière lettre lui a donné beaucoup à réfléchir, que, dans ses nuits d'insomnie, il tourne et retourne les mots qu'il pourrait écrire, pour rendre la raison à la terre. Mais quoi ? Nulle feuille à grand tirage n'accueillerait sa prose. Et, à ce propos, il évoque le directeur d'un de ces grands journaux qui disait, il y a deux ans : « Bon Dieu de bon Dieu, il

faut que ça finisse, il faut éclairer l'opinion, bon Dieu. » Il projetait de créer une feuille pacifiste dont il ne s'avouerait pas le patron, où l'on aurait essayé des auteurs, des articles… Cela n'eut pas de suite.

France dit aussi, à propos des soldats qu'on fusille s'ils ne marchent pas à l'assaut : « Je m'étonne qu'on glorifie l'héroïsme de gens qu'on force à être des héros. »

— Curieux spectacle du bois de Boulogne pendant l'alerte nocturne du 15 au 16. Les ouvriers de guerre, hommes et femmes, de Suresnes, Puteaux, Courbevoie, cessent le travail pendant l'alerte. Il faisait clair de lune. Tous s'étaient répandus dans le bois et profitaient de l'aubaine pour faire l'amour.

— Le 17. Naturellement, la « main allemande » apparaît dans les grèves.

— On devrait dire : « Mort au Champ d'horreur. »

— Le Petit Parisien raille les Allemands qui donnent le nom de huit généraux à huit tours d'un vieux Burg. Le hasard de la mise en page juxtapose une deuxième note à la première : « Les Américains vont donner le nom de huit généraux français à huit pics des Montagnes Rocheuses. »

— Toute propagande pour la guerre est encouragée, toute propagande contre la guerre est réprimée. Après la presse, les affiches sont le plus clair exemple de cette oppressive injustice. « Les pères dont les fils ont été tués, etc. » peuvent afficher qu'il faut venger ces morts, continuer indéfiniment la guerre. Si d'autres de ces pères, au nom même de leur douleur, voulaient proclamer que c'en est assez de cette stupide boucherie, on lacé-

rerait leurs affiches. Une Ligue peut afficher qu'il faut dénoncer les alarmistes, pessimistes, etc. Si une autre Ligue demandait la liberté des opinions, on lacérerait ses affiches. Des groupements couvrent la France d'affiches blanches pour réclamer le retour pur et simple de l'Alsace-Lorraine. Si d'autres groupements suggéraient la consultation des habitants, ou l'autonomie, on lacérerait leurs affiches.

— Un soldat est condamné à la prison pour avoir dit au front que ceux qui s'enrichissent dans la guerre veulent la continuer.

— Depuis le 15, il y a trois jours sans viande. Dans les restaurants seulement. Car sur toutes les tables bourgeoises on voit de la viande ces jours-là.

— On nous conseille de nous coucher tôt pour économiser le luminaire. Toujours la vie qui diminue.

— Alerte, le mardi 21 de 10 h. 45 à 1 h. 30. Je suis chez les Victor Margueritte avec les Jacques Richepin, les Weyler. Les hommes se couchent sur des coussins sur le tapis du salon et s'endorment. La nuit est splendide. Les bombes tombent à Versailles et Saint-Cyr.

— Le mercredi 22, alerte de 11 h. 30 à minuit 15, puis de 1 h. 30 à 3 h. 30, c'est-à-dire jusqu'à l'aube. Ciel d'orage et de lune. Tirs de barrage d'une violence nouvelle. Bombes sur la gare d'Austerlitz, Boulevard de l'Hôpital, École des Arts et Métiers, rue Legendre et à Juvisy.

— On n'a plus le droit de se laver à l'eau chaude que le samedi et le dimanche, dans les hôtels.

— Le chauffeur J.-B. Barreteau (journaux du 23) est condamné à 15 jours de prison pour avoir dit, d'une maison bombardée : « Les dégâts sont affreux. » Extrait du jugement : « Attendu que cette expression constitue une information sur les opérations militaires et qu'elle est de nature à influencer l'esprit des populations » (15 Chambre correctionnelle). Comment connaître l'opinion vraie d'un peuple qui vit écrasé sous une telle terreur ?

— Interpellant sur les jours sans viande, le député Bracke, parmi les patriotiques protestations de la Chambre, a déclaré qu'on sacrifiait plus facilement le cheptel humain que le cheptel bovin, qu'on hésitait moins à donner son fils que sa bourse. Et il a donné des trois jours sans viande une basse raison. Des éleveurs, des spéculateurs, ont fait ce raisonnement : « Les Centraux n'ont plus de cheptel. À la paix, ils le reconstitueront à n'importe quel prix. Donc, gardons notre bétail, afin de le vendre très cher à l'Allemagne et à l'Autriche. »

— Le resserrement de l'alliance austro-allemande, qui constitue un bloc d'attraction pour l'Europe orientale, fut aidé par Ribot et Clemenceau. Penser qu'ils ont 155 ans à eux deux ! Je garde la conviction obscure, profonde, qu'on pouvait cesser le massacre, s'entendre par des accords, il y a un an.

— D'une lettre du général Bouttieaux : « Les journaux donnent le lieu de la prochaine offensive allemande et le nombre des divisions à affronter. Nous sommes moins bien informés…

« Le temps est radieux, la campagne admirable et il est vraiment effroyable de s'entretuer dans cette fête de verdure.

« Le ravitaillement parisien n'a pas l'air de marcher tout seul. Il paraît que le poisson, au contraire, se livre à ce genre de sport

grâce à la chaleur et au retard des trains.

« Ici, les commerçants locaux font fortune dans leur boutique et parfois leurs arrière-boutiques, où l'obscurité empêche de trop apprécier la qualité de fragiles vertus. »

— Le 26. Le coiffeur Chaplain, de la 20 section, a dit : « L'arrestation de Caillaux est de tendance politique. On arrête les hommes politiques susceptibles de faire la paix. Les jusqu'auboutistes ne vont pas au front. Sans quoi, la guerre serait finie depuis longtemps. Ce n'est pas Dubail qui a rédigé le réquisitoire contre Caillaux, c'est le gouvernement. Poincaré est un des auteurs de la guerre. Comme Lorrain, il l'a voulue. » Le 6 Conseil de guerre condamne Chaplain à 1.000 francs d'amende avec sursis et un an de prison sans sursis.

— Certains prisonniers français sont rappelés quand ils sont pères de quatre enfants. Or, une femme n'avait qu'un enfant quand son mari partit. Aujourd'hui elle en a quatre. (Les trois autres sont d'un Anglais, d'un Néo-zélandais et de père inconnu.) Doit-elle faire sa déclaration et réclamer son mari, qui recouvrera sa liberté mais saura son malheur ?

— Après avoir écouté les délégués grévistes, Clemenceau mit son auto à leur disposition, ajoutant : « Mais je vous préviens : elle ne va qu'à Vincennes. » C'est là qu'on fusille.

— La réquisition des chevaux pour l'armée américaine trouble beaucoup nos campagnes, à la veille des travaux d'été. L'effervescence est plus vive que pour les appels de classe. Mais on me dit qu'on peut sans honte protester pour son cheval et non pas pour son fils.

— Apothéose d'un aviateur qui abattit 60 avions, dont 7 en un jour. Les journaux délirent : « Héros, surhomme, gloire immense, sublime, respect agenouillé… » Décidément, je ne peux pas coiffer la mentalité qui exalte avec des mots pareils l'homme qui a tué soixante fois.

— Le 28. En prenant le train pour Paris, le 27, à 6 heures, nous apprenons la reprise du bombardement par super-canon. Les journaux, achetés en route, nous annoncent l'offensive allemande commencée du matin entre Pinon et Craonne.

— À Janson de Sailly, un professeur punit les élèves qui tressautent quand éclate un projectile du super-canon. Car ils font rire ceux qui ne tressautent pas. Et la classe en est troublée.

— Les journaux accueillent la reprise du bombardement sur ce ton de niaise fanfaronnade qui s'accorde si peu avec la gravité de l'heure et la pensée des victimes tombées sous chaque coup.

On peut lire dans Paris-Midi : « En entendant le gros canon, on dissimule mal une espèce de joie… L'événement met dans la vie monotone une excitation, un orgueil et presque un plaisir… Les physionomies moroses s'éclairent, les dos lassés se redressent. Il se répand dans les rues une allégresse… »

— Une note officielle nous interdit d'indiquer par téléphone les points de chute, sous peine de procès-verbal. Comme on parle de remaniements ministériels, quelqu'un me dit : « Mais il n'est pas interdit d'indiquer les points de chute ministérielle. » Et Tristan Bernard, dans le même esprit : « Les points de chute sont place Beauveau et quai d'Orsay. »

— Le 29. Alerte de 11 h. 30 à minuit 30. Nous allons chez une voisine. Quand éclate le tir de barrage, elle nous emmène dans sa cave, abri classé, éclairé à l'électricité. Déjà l'habitude est prise, les gestes lui deviennent familiers : elle emporte pliants, valeurs, pharmacie. En bas, les gens, assis au long des murs, somnolent. On dirait l'intérieur d'un tramway, le soir.

— Clemenceau déjeune au café de Paris. Il se rend aux Water-closets. Il sait que ceux des femmes sont plus propres que ceux des hommes. Au seuil, il croise une dame qui lui dit : « Mais, Monsieur, vous n'êtes pas une femme ! » À quoi Clemenceau : « Vous en êtes bien sûre ? Ma foi, je cours tout de suite vérifier. » Et bousculant la dame, il entre dans le premier retiro.

Deuxième anecdote, qui me paraît ressemelée. Après un copieux déjeuner qui suit un Conseil interallié, Lloyd George, assez corpulent, se baisse pour renouer son soulier. Dans son effort, il exhale un… soupir éclatant. Et Clemenceau : « Ah ! Pas de paix séparée ! »

Àla Chambre, Raffin-Dugens crie, afin que Clemenceau l'entende : « Moi, je suis large, je ne suis pas comme ces vieillards à l'esprit étroit… » Clemenceau lui touche l'épaule et, nommant tout à trac un organe féminin dont on a fait bien à tort une injure : « Mon petit Rollin, les plus larges ne sont pas les meilleurs. »

— Un député, apprenant la soudaine retraite du 27 mai où le Chemin-des-Dames, qui coûta tant de sang à reconquérir et qui devait nous assurer des positions inexpugnables, fut abandonné en quelques instants, ce député aborda Clemenceau dans les cou-

loirs : « Eh bien, Monsieur, cette fois-ci, ce n'est pas Malvy ni Caillaux qui ont livré le Chemin-des-Dames ? »

— Le 30. Hier, à midi, les journaux ont annoncé que le gouvernement britannique, à la prière du Vatican, s'est engagé à ne pas bombarder Cologne par avions pendant les processions de la Fête-Dieu. Peu de bruit autour d'une trêve si rare. En effet, voyez-vous le bon sens reprenant ses droits et demandant que ce soit tous les jours la Fête-Dieu !

— Le Matin expliquait récemment que le mauvais temps empêchait les Allemands d'attaquer. L'article s'intitulait en caractères d'affiche : « Le soleil lui-même est leur ennemi ! »

II · 23

— Le 1. Passage de troupes à Serbonnes. L'arrière-front déménage devant l'avance allemande. Un bataillon d'infanterie, classe 18, cantonne au village. L'impression dominante, c'est que la vie militaire du temps de paix continue. À sept heures du soir, la troupe arrive. C'est la caserne en marche, l'aboiement des gradés « Une ! Deux ! Au pas ! Redressez la tête ! »

— Le 1. Des réfugiés refluent de la Marne, par la route, au pas du bétail qu'ils emmènent. Longues et lamentables caravanes, chariots, troupeaux, le retour à la tribu barbare, à la vie nomade. Seules, les bicyclettes font anachronisme.

— Le 3. La zone des armées conquiert six nouveaux départements : Calvados, Eure-et-Loir, Sarthe, Loiret, Nièvre, Cher. On en donne comme prétexte la présence de centres américains dans

ces régions, la facilité du contrôle des étrangers, des réquisitions, etc.

— Le 3. Loin de Paris, on suit l'offensive par les communiqués. Il faut chercher la vérité sous la phrase subtile, empreinte de l'éducation spéciale de l'État-Major. Un recul n'est pas avoué tout droit. On lit : « Partout ailleurs, nous avons conservé nos positions. » Ce qui donne à penser qu'en ce point nous ne les avons pas conservées. L'avance allemande, au septième jour, semble suivre la loi qui régit ces opérations, elle se ralentit. Des journaux impriment : « Vers la stabilisation. »

— Le 4. Mon train vers Paris est envahi à Fontainebleau de gens qui viennent dormir dans cette ville et qui rentrent à Paris chaque matin. Le comique, c'est qu'ils furent alertés la nuit dernière à Fontainebleau même. On signalait des avions sur Montereau.

À Paris, il y eut double alerte, le vendredi 31. Le samedi 1 la station du métro Corvisart fut « soufflée » par les bombes. Il y eut aussi alerte le lundi 3. Les journaux ont furtivement noté une trêve, canon et avions, le dimanche 2, où ont lieu, paraît-il, les processions de la Fête-Dieu.

— On a trouvé ces jours-ci de petites fourchettes de fer dans les rues. Naturellement, la main allemande les avait semées. En réalité, un sac, à bord d'un camion automobile, a crevé et a répandu son contenu. Ces petites fourches venaient de déchets d'emporte-pièces et étaient destinées à un fabricant de brosses.

— Beaucoup de gens portent en pendentif deux figurines de laine qui préservent des Gothas ! Nénette et Rintintin, deux poupées créées par Poulbot avant la guerre.

— Tout est absurde dans l'absurde. Un officier est-il tué par un obus à 12 kilomètres du front : il est mort glorieusement. Est-il tué à Paris par un obus de super-canon, je défie qu'on imprime : mort glorieusement ! Cependant, il pouvait, dans les deux cas, se rendre à son poste, être en service. Ce qui est vrai à 12 kilomètres, n'est plus vrai à 120. La gloire est fonction de la portée.

— Il devrait y avoir les « mutilés moralement de la guerre », ceux qui ont perdu leurs illusions.

— Le 27 mai, sur les ponts de l'Aisne, qu'on ne fit pas sauter, faute d'ordres, les Allemands et les Français se coulaient côte il côte. Les Allemands avaient en effet l'ordre d'atteindre leurs objectifs sans s'arrêter à faire des prisonniers.

— Le 4. Un obus du super-canon tombe rue des Gravilliers sur des enfants qui sortent de l'école.

— Le 4. Clemenceau obtient l'ajournement sine die d'une interpellation sur la situation militaire. Séance pénible et tumultueuse. Il est fatigué. Il décrit un Foch qui s'endort sur sa carte. Il a 370 voix contre 110.

— Le 5. Déjà la Banque de France, la Bibliothèque Nationale, envoient de gros ballets en province. Le Grand Livre de la Dette publique est à Angers. L'Écho de Paris, le Petit Parisien ont des presses prêtes à Tours. Sembat propose l'évacuation des femmes, enfants, vieillards. Le Gouvernement irait à Nantes.

— Des soldats coiffés d'un bonnet carré se promènent dans Paris. C'est l'armée tchécoslovaque. Un Officiel récent règle les conditions où les conseils de guerre jugeront ces hommes « au

nom de la nation tchécoslovaque ». On se soucie d'abord de la façon de les mettre à mort. C'est leur acte de naissance.

— Briand fut pressenti vendredi par René Renoult pour prendre les Affaires Étrangères. Il refusa, ne voulant pas endosser l'affaire Czernin. Clemenceau lui-même n'était pas enthousiaste de la combinaison. C'était, disait-il, atteler une grenouille et un pur-sang. À quoi Briand répondit que la grenouille était un animal à sang froid, ce qui n'était pas à dédaigner, et que, d'ailleurs, il était trop facile d'appeler pur-sang une vieille rosse qui ruait dans les brancards.

— Anatole France a été sollicité de publier un manifeste en faveur de la paix. Il songerait à une lettre ouverte à Poincaré. Celui-ci n'y ferait certes pas le sort éclatant qu'il réserve à la lettre de Léon Daudet sur Malvy.

— Le 6. On dénonce d'avance une « offensive de paix » d'Hertling au Reichstag. Je trouve abominable cette tactique qui décide que les offres allemandes seront fallacieuses et inacceptables. Car enfin, si l'Allemagne est bloquée, réduite économiquement, si elle se plie aux exigences des Alliés, en un mot si l'Entente a atteint ses buts, pourquoi proclame-t-elle d'avance qu'elle ne les a pas atteints ?

— À Fère-en-Tardenois, on annonce à Clemenceau qu'une troupe d'une centaine d'Allemands est à 3 kilomètres. Il dit à un soldat : « Donne-moi ton fusil. J'y vais. » Beau sujet de gravure.

— Le 6, à 11 heures, on m'apporte une circulaire invitant les services ministériels à emballer tous les papiers inutiles au Service courant. Ces sacs partiront vendredi 7 pour une destination inconnue, où nous les rejoindrons… Effervescence.

— Clémentel voudrait que le Gouvernement allât à Clermont-Ferrand. Cela animerait son Auvergne.

— Le 6. L'offensive allemande, favorisée par un temps splendide, suit le rythme de celle du 21 mars. Elle se calme et se réduit à des actions locales. Les Allemands disent qu'en un point ils sont à 60 km. 800 m. de Paris. On craint l'installation de pièces de marine allemandes sur un front de Senlis à Meaux.

— Le 7. À midi 10 et midi 20, deux obus tombent rue de l'Université, à l'angle de la rue de Courty, puis à l'angle du Boulevard Saint-Germain, à 50 m. l'un de l'autre. Le bruit court qu'ils visent le ministère de la Guerre, tout éclaboussé d'éclats. Nous rencontrons, à cet endroit, le député Marin, qui sortait de la Chambre et qui est tout couvert de poussière.

— Caillaux écrit deux lettres, l'une à Deschanel, l'autre au Président de la Commission des « Onze ». Il rappelle qu'il est en prison depuis six mois. Il demande des juges. La Commission émet à l'unanimité le vœu qu'on lui en donne.

— Le 7. Audition à 4 h. de la C. G. T. par des groupes de la Chambre, même modérés. La C. G. T. vient faire acte de loyalisme. Elle demande la publication des buts de guerre et la fin des persécutions contre les militants comme Péricat.

— Le 7. Résolutions successives du Cabinet quant à l'exode. Le matin, les services devaient être méthodiquement acheminés vers les provinces, le Gouvernement allant à Tours. Le soir, Clemenceau devait se faire ensevelir sous la dernière pierre de Paris… Ces contradictions reflètent des vues militaires. Le G. Q. G. en effet est d'avis, après une bataille malheureuse, de déclarer Paris ville ouverte pour lui épargner la destruction et pour garder

aux armées la liberté de manœuvre. Elles se replieraient au sud. Mais Dubail, gouverneur de Paris, fut d'avis de défendre la ville rue à rue. C'est à quoi le Gouvernement se rallie, en antagonisme latent avec le G. Q. G.

— Le 7. De l'Humanité aux Débats, un contre-courant se dessine pour examiner les offres allemandes. On fait allusion au discours récent du Kaiser dans la forêt de Pinon, discours censuré et même controuvé. Il y a en particulier un article significatif, éloquent, de Sembat dans l'Heure. C'est curieux qu'un parlementaire retrouve la raison dès qu'il n'est plus au pouvoir.

— Ce même numéro de l'Heure, sous l'article de Sembat, publie cette note d'une stupéfiante inconscience : « Cette nuit, des Gothas. Leur misérable besogne s'est limitée à un homicide. Les avions alliés auront sans doute mieux travaillé sur Trèves. »

— Tristan Bernard me dit : « Jusqu'ici, pour Clemenceau, faire la guerre a consisté à ne pas faire la paix. »

— Dans un voyage au front, Clemenceau dit à Poincaré : « Il y a deux organes inutiles : la prostate et la présidence de la République. »

— On a défini héroïquement l'alerte « l'heure où montent les saucisses et où descendent les andouilles ». Les saucisses, ce sont les ballons captifs dont les câbles doivent faire obstacle aux avions. Les andouilles, ce sont les gens qui descendent à la cave. Toute la niaise fanfaronnade de la guerre tient là-dedans. À la station Corvisart, il y eut 14 tués. Sans doute des « andouilles » qui n'étaient pas descendues.

— Échos de la retraite de l'Aisne : un camp d'aviation fut pris, qu'on n'eut pas le temps de détruire, où les appareils attendaient avec leur plein d'essence. Ailleurs des officiers abreuvaient leur petit jardin, l'arrosoir en main, quand ils furent entourés ; d'autres jouaient la comédie et durent se sauver déguisés en femmes ; d'autres, très nombreux, étaient à Paris sans permission régulière ; un général mariait sa fille à Paris et il se serait fait tuer volontairement à Fère-en-Tardenois.

— On ne veut pas voir la différence absolue entre cette guerre et les précédentes. Quand les Allemands font 45.000 prisonniers (chiffre qui eût décidé jadis de toute la guerre) ils ne font qu'enlever un homme sur cent, puisque les Alliés ont environ 4.500.000 hommes sur le front.

— Une laitière de Meaux est condamnée à huit mois de prison sans sursis pour avoir dit : « Les Allemands avancent. »

— Le 11. L'Œuvre dit que le Gouvernement interdit de donner des détails sur les effets des bombardements, mais laisse écrire que ces projectiles n'ont fait que de la fumée, même quand ils ont fait des morts. Ils interdisent la triste vérité et permettent le joyeux mensonge.

— Le 11. Chez des amis, Painlevé m'aborde assez drôlement, me prenant les bras : « Eh bien, que dit ce buveur de sang ? » On apporte un dessin du front, tracé par un blessé. Pour Painlevé, aux soucis de l'heure s'ajoute un ennui personnel. On parle en effet de Nivelle pour remplacer Franchet d'Esperey, à la tête d'un groupe d'armées. Il y verrait le triomphe de ses adversaires dans l'affaire du 16 avril 17. (En fin de journée Clemenceau déclare qu'il démissionnerait plutôt que de signer cette nomination.)

— Aux carrefours parisiens, les réverbères sont munis de bracelets de disques métalliques qui reflètent dans l'obscurité les feux des autos, et s'illuminant, permettent à celles-ci d'éviter l'obstacle. Le bruit a couru qu'ils contenaient du radium : ils ont été instantanément pillés.

— La vie qui s'éteint : plus de musées, fine joie des yeux. Ils sont clos, vidés, blindés.

— Compiègne, limite actuelle du front, est à 65 kilomètres de Paris à vol d'obus. Mais le tenace orgueil de nos journalistes a trouvé ceci : « Compiègne, qui est à 90 kilomètres de Paris par la route. » Il en est même à 1.700 kilomètres par Marseille.

— Un des vices hypertrophiés par la guerre, c'est l'hypocrisie. Tout est hypocrite : communiqués, discours, articles, propos même. C'est le règne officiel du mensonge. La première victime de la guerre, c'est la vérité.

— Le 14. Paris continue de déménager. À la gare P.-L.-M., les gens, alignés près de leur chariot à bagages, attendent leur tour cinq, six heures, voire une nuit. On voit de tout dans les paquets à la main, jusqu'à des lessiveuses.

Mon wagon, ce jour-là, est envahi par des réfugiés, par des soldats français et américains. Parmi les soldats, la forte tête : un garçon boucher de la Villette, qui, dans la paix, buvait tous les matins deux verres de sang avant d'abattre ses vingt bœufs. On lui dit : « Vous devez bien savoir dépecer le boche ! » Il répond : « J'aurais peur d'empoisonner ma lame. »

— Le 14. On a « limogé » 14 généraux, dont un commandant d'armée, à la suite de l'affaire du 27 mai. On continue de chercher

les raisons de la retraite : troupes anglaises au repos, vieux territoriaux français, surprise, gaz toxiques, oubli de couper les ponts, infiltration des Allemands, officiers absents sans permission. On me cite une formation sanitaire où arriva une auto-mitrailleuse chargée d'officiers allemands, qui s'opposèrent au départ d'un train de blessés. Les infirmières s'esclaffèrent d'abord : elles croyaient à des officiers français déguisés…

— L'Officiel, dans sa statistique de la Ville de Paris, omet cette semaine les « morts violentes », sans doute pour masquer le nombre des victimes des bombardements.

— On me renseigne sur la « Table d'écoute ». Une équipe de 30 officiers réformés est installée au bureau rue des Archives. Ils prennent un secteur et ils écoutent, comme on ouvre les lettres d'une formation du front, en coup de sonde.

— Les trains de marchandises se suivent, sur le P.-L.-M., à quelques minutes d'intervalle, chargés de malles, ou de ravitaillement pour Salonique, ou de matériel d'usines en déménagement. Car les usines quittent Paris. Les unes, surtout d'aviation, y sont contraintes et sont indemnisées. Les autres y sont invitées.

— Une affiche officielle tient ce langage pénible : « Placez vos disponibilités en Bons de la Défense. Ainsi vous accomplirez votre Devoir et vous ferez rapporter 5 % à votre argent. »

— Nuit du 15 au 16, raid d'avions où brûle le magasin de nouveautés Paris-France, boulevard Voltaire.

— Le Kaiser, dans un toast à Hindenbourg, dit : « Il s'agit d'une lutte entre deux conceptions du monde. Ou bien la conception allemande du Droit, de la Liberté, de l'Honneur, de la Mo-

rale, doit continuer à être respectée, ou bien la conception anglaise doit triompher, c'est-à-dire que tout doit se ramener à l'adoration de l'argent et que les peuples de la terre devront travailler comme des esclaves pour la race de maîtres anglo-saxons qui les tient sous le joug. Il faut absolument que l'une de ces deux conceptions soit vaincue… » L'affreusement comique, c'est que l'Entente tient un langage identique. Remplacez « allemand » par « anglais » et vous aurez un discours de Lloyd George ! Et c'est pour cela que 15 millions de jeunes hommes sont déjà morts !

— Briand, pièces en main, refait l'historique de ses tentatives de paix de septembre 17. Le récit est identique à celui que j'ai noté. Toutefois il dit que l'Alsace-Lorraine nous était rendue en retour d'avantages économiques pour l'Allemagne. Ces tractations devaient rester secrètes afin que les pangermanistes n'en prissent pas ombrage. Le partenaire allemand eût été Bethmann-Hollweg. Le chancelier Michaelis apparaît, dans cette affaire, favorable à la France. « Que risquait-on ? dit Briand. On ne signait qu'une fois la France et la Belgique libérées. » Il dit aussi qu'on ne peut pas actuellement signer la paix, si Paris est sous le canon allemand, à 40 kilomètres. Mais avec une petite victoire, cet hiver, peut-être cet automne, on pourrait reprendre les négociations. « Et puis, glisse-t-il, il y a des succès négociables… »

— Singulière journée, le jeudi 20. Une sorte de panique se répand sur Paris. Elle est provoquée par un article du Matin, mal compris, qui prêche l'évacuation, et par les mesures préparatoires que prennent en ce sens les administrations publiques. On demande à chaque fonctionnaire combien de personnes doivent l'accompagner, le tonnage de ses colis, en cas de départ. On dresse des états. On fait des propositions. Des représentants de

chaque ministère se réunissent pour arrêter un plan d'ensemble. Les ministères de Défense Nationale se grouperaient autour de Toulouse, à Montauban, Agen, etc. De plus, des rapports d'aviation continuent de signaler de nouveaux groupements de super-canons. Des radios allemands confirment ces indices. Clemenceau annonce pour samedi la reprise du bombardement et des raids par avions géants.

Peut-être veut-on provoquer des départs afin qu'ils soient moins précipités et faciliter le ravitaillement. Peut-être veut-on éloigner les ouvriers, éviter ainsi des mouvements populaires. La thèse du G. Q. G., Paris ville ouverte, influence peut-être ces décisions. Enfin, des fantaisistes disent : on prépare la paix en répandant la crainte…

— Deux divisions « d'élite » étaient dans la Loire, où elles réprimaient durement les grèves, quand se déclenche l'attaque allemande du 27 mai sur l'Aisne.

— Rouen est bombardé de Péronne par super-canon. Silence de la presse.

— Tristan conte qu'en une ville du front, l'accès de la maison de tolérance est interdit aux Américains. Mais à 50 mètres de là, dans un chemin creux, les soldats américains échangent, avec des soldats français leur uniforme, pour pénétrer dans la Terre promise.

— Le 24. Le Japon va marcher, me téléphone-t-on. Les États-Unis l'y autorisent. Mais je ne parviens pas à savoir contre qui.

— On veut donner à une voie de Paris le nom de Wilson. Il y a 20 mois, lors de son élection, on le traînait dans la boue. Quelle

pantalonnade ce serait, sans les morts !

— Depuis l'extension de la zone des armées, un sauf-conduit est nécessaire pour aller de Paris en banlieue même. Et c'est, dans les commissariats de police, la plus brutale et la plus grossière inquisition, surtout vis-à-vis des femmes. Nécessité de justifier le but du voyage, la parenté avec la personne qu'on va voir, de montrer la lettre où elle vous appelle. Le tout assaisonné de réflexions : « On ne fait pas de voyages d'agrément pendant la guerre. »

— Une Américaine à Paris dit que, dans tous les repas, dès que le nom de Clemenceau est prononcé, un grand silence tombe. On a peur de risquer un jugement. C'est la Terreur.

— Un docteur raconte les effets de l'ypérite : brûlures, conjonctivite, bronchites, inflammation des testicules. « Nous avons un gaz qui brûle encore plus », ajoute-t-il.

Il dépeint aussi le pillage par les soldats français des villages qu'ils abandonnent dans la retraite. « Ce n'est pas pour voler. Ils ne peuvent rien emporter. C'est une folie. Violer la maison vide, ouvrir les tiroirs, lire les lettres, s'amuser du linge, des vêtements, puis tout laisser là, au bout de quelques heures. Des Anglais, plus méthodiques, emportent les pianos en automobiles, sous couleur d'organiser les villages pour la défense. »

— Trois alertes nocturnes, nuits du 26, 27, 28. Le premier raid a pulvérisé les vitres du Boulevard Saint-Germain, des n 193 à 201. Le deuxième a affecté surtout le quartier de la place Vendôme. Tous trois correspondent à des raids anglais sur Carlsruhe, Sarrebruck, Mannheim. Mais notre presse l'ignore et réclame des représailles.

— Le 29. Mon fils, arrivé en permission de la Montagne de Reims, dit que les coloniaux sont décidés à ne pas laisser prendre Reims tant qu'il y aura du champagne dans les caves.

II · 24

— Notre village est envahi par un cantonnement d'infanterie, 1.400 hommes pour 300 habitants, dans un hameau déjà plein de réfugiés. Un sous-officier veut prendre la salle à manger et la cuisine d'une femme seule. Elle gémit : « Où irai-je ? » Il lui répond : « On voit bien que vous n'avez pas souffert de la guerre. » Elle éclate en sanglots. Son mari, mobilisé comme sergent d'infanterie, a été tué en Artois. Elle reste avec deux petits enfants.

— Le 7. Des socialistes allemands refusent de voter le budget. On s'étend moins sur leurs déclarations que sur celles des pangermanistes ! Quiconque ne lit pas les journaux socialistes ignore totalement cette protestation. Comment la foule serait-elle impartiale ?

— On débaptise des voies de Paris pour les consacrer à George V, Victor-Emmanuel III, Albert I, Pierre I. Le Conseil municipal de Paris, réactionnaire, a exigé ces nominations en contre-poids de celle du président Wilson. Mais comme ces noms royaux reflètent bien la guerre des démocraties !

— La rage, le dégoût m'envahissent chaque fois que les communiqués britanniques, rapportant des raids d'aviation sur des villes, appellent cette affreuse besogne : « du bon travail ».

— Milieu alsacien. Tout le monde se félicite de la stabilisation de l'offensive allemande. « Il paraît qu'on en tue énormément. — Tant mieux. — On n'en tuera jamais assez — Les salauds, etc. » Rapprochement curieux, il y a là un des fils de la maison, qui arrive de Suisse. Blessé à la Marne, il a été prisonnier trois ans à Nuremberg. Et il reconnaît qu'il a été admirablement soigné par les Allemands.

— Le 16. En allant chez les Victor Margueritte, vers midi, nous voyons Joffre passer en auto. Il bâille formidablement, à engloutir son chauffeur.

— Le 18. Kuhlmann aurait dit récemment à un Scandinave : « Que l'Entente ait un petit succès ; cela matera les militaristes allemands ; je reviendrai au pouvoir, et ce sera la paix. »

— Le 18. On apprend le soir les contre-attaques de Château-Thierry à Soissons avec Mangin, et de Gouraud entre Reims et Argonne. Ce dernier aurait repris Prunay, aux environs de Reims, mais on le cache, par prudence. Le bruit court que Soissons est dépassé, d'un élan. L'allégresse est vive dans la foule et les États-Majors.

— Le 19. La C. G. T. a clos son Congrès. À une forte majorité, elle confirme sa décision de Clermont-Ferrand de l'an dernier. Elle proteste en termes violents contre le rapport Pérès, de l'affaire Malvy, qui traîne dans la boue les militants ouvriers.

— Cette affaire Malvy prend sa vraie signification. Des vieillards chauvins et ennemis de l'évolution socialiste — c'est tout un — font le procès de la politique qui se conciliait les militants au lieu de les arrêter. Le comique (il est partout !) c'est que ce rapport Pérès, à l'imitation du Clemenceau polémiste, injurie

Merrheim. Or, Clemenceau, ministre, fit appel à Merrheim pour apaiser les grèves de mai.

— Je répète qu'on veut faire entrer des événements nouveaux — le choc des peuples en armes — dans des mots anciens, qui servaient à peindre la lutte de deux petites armées de métier. C'est vouloir faire tenir la planète dans un coquetier.

— L'insensibilité (qui fait dire : « C'est bon ! » après une journée de tuerie) ne vient-elle pas, elle aussi, de la notion surannée que nous gardons de la guerre ? De même qu'on parle de victoire, d'enveloppement, d'anéantissement, comme s'il s'agissait toujours d'une armée de 40.000 hommes, de même on reste aussi insensible au massacre que s'il s'agissait de mousquetaires, de lansquenets, qui ouvraient la tranchée au violon. C'étaient des soldats de métier. Ils avaient accepté cette besogne. On ne s'émouvait donc pas des pertes. Et on continue…

— On échafaudait devant moi, aujourd'hui, cette fable : « Le Kaiser fit dans la forêt de Pinon, fin mai, un discours qu'on nous cacha. Il craint pour sa dynastie. Il a peur des pangermanistes. Mais il veut la paix. Ludendorff est dans son jeu. L'attaque sur Reims est une invitation à attaquer nous-mêmes, « Attaquez-nous donc, tas de feignants », le coup de coude de la payse dans les côtes de son amoureux trop réservé. Les Allemands feindraient de résister, mais c'est pour nous laisser toutes les apparences de la victoire. En réalité, ils s'en vont. Et ce sera la paix.

— Le 20. Demartial a reçu la visite d'un Anglais qui lui a communiqué l'analyse des numéros du Manchester Guardian dont l'entrée en France avait été interdite et qui rapportaient l'affaire autrichienne. Le Gouvernement français aurait refusé les propo-

sitions de l'Autriche parce qu'elle offrait l'Alsace-Lorraine de 1871. Il voulait celle de 1814, la rive gauche du Rhin. Je n'y puis croire. Si on a écarté la paix pour suivre le vœu de quelques métallurgistes, ce geste seul a entraîné des millions de morts. Ce n'est pas possible. C'est à la suite de cette publication que Robert Dell, auteur de ces articles, fut expulsé de France.

— Le 20. Painlevé dépose au procès Malvy de la façon la plus chaleureuse. Il refait naturellement l'historique de l'offensive du 16 avril. C'est un sujet qui le hante.

— Le 21. La prise de Château-Thierry, 20.000 prisonniers, 400 canons, hyperexcitent l'opinion. La presse orthodoxe est déchaînée. « N'hésitons pas à jeter toutes nos réserves », crie l'un. Un autre veut la destruction des Hohenzollern. Beaucoup vont en Allemagne. « La joie fait peur », dit Hervé. Capus, attentif à la guerre sans fin, écrit que ce n'est pas le moment de la paix ! Ce n'est jamais le moment, ni quand on avance, ni quand on recule, ni quand on stoppe !

— Je lis à Victor Margueritte l'ordre du jour de Gouraud à ses troupes (du 7 juillet). « Chacun n'aura qu'une pensée : en tuer, en tuer beaucoup, jusqu'à ce qu'ils en aient assez. »

— Un munitionnaire qui fait des avions, des asphyxiants, des bateaux, et toutes fournitures de guerre, tient ce propos : si on lui donnait l'assurance qu'en vingt ans de guerre en écraserait ce nid de vipères, ces 30 millions de Prussiens qui ne vivent que de la guerre (sic), il signerait des deux mains. Que c'est beau, ce souci des générations futures !

— Il y a des critiques dramatiques qui se sont improvisés critiques militaires, d'autorité. Pourquoi pas, puisque cette guerre

est nouvelle pour tout le monde ? Mais ils vous expliquent après coup les batailles avec tout l'arsenal des mots anciens, pilier, charnière, rabattement, enveloppement. Oh ! L'énorme bouffonnerie que ce serait, sans les deuils.

— Le 25. J'apprends la mort du général Bouttieaux, tué en auto, dans une collision avec un camion. Transporté à Meaux, il n'a pas repris connaissance. Il devait quitter le front le 18 octobre prochain, jour de ses 60 ans. On voulait le renvoyer à l'Intérieur dès mai. Lui, si discipliné, protesta, et eut gain de cause. J'ai souvent cité ses lettres. Elles peignent son esprit limpide. Malgré 40 ans de carrière, il avait su rester humain dans l'affreuse tuerie. Le cas est rare. Je perds un ami.

— Les titres des revues de Music-Hall s'inspirent des bombardements nocturnes : « C'est raid ! » ou : « C'est alerte ! »

— Le 26, matin, je prends un express au P.-L.-M. Dans le couloir du wagon, allégresse unanime à la lecture des journaux qui annoncent l'abandon par les Allemands de la rive sud de la Marne. Une phrase court, ardente : « Nous progressons partout. » Un lieutenant français montre à un Américain qu'il ne connaît pas, les titres flamboyants de son journal et lui dit : « C'est bon ! » Un monsieur dit à un capitaine : « Je vous dis qu'ils sont 800.000 dans la nasse. » Le capitaine observe timidement : « Vous êtes sûr ? » L'autre reprend : « 800.000, je vous dis. Pas un de moins. Et on les chopera tous. » Il s'écarte, et d'un doigt décisif, sur la carte du front que donne son journal, il trace la manœuvre : « Tenez. Comme ça, et comme ça. » Le capitaine est convaincu. Il dit : « Il est certain qu'ils prennent la purge. Ils doivent la trouver mauvaise. Mettez-vous à leur place… »

— On publie des communiqués allemands afin de montrer comme ils travestissent l'aveu de leur recul. « Nous avons traversé la rivière à l'insu de l'ennemi… Nous nous sommes repliés sur de meilleures position. » Phrases connues. Le fâcheux, c'est que la publication du communiqué ennemi fut interdite depuis quatre ans et qu'il a fallu cette circonstance exceptionnelle pour lever la consigne.

— Une jolie nouvelle à écrire. La rue, à Paris. Les jupes n'ont jamais été si courtes et si légères. Il faisait du vent. Les femmes n'avaient pas assez de leurs deux mains pour retenir de-ci de-là l'étoffe envolée. L'ami qui m'accompagnait était gai, parce qu'il avait reçu le matin de bonnes nouvelles de son fils, sous-lieutenant. Aussi contemplait-il avec complaisance une jeune femme qui, devant nous, n'était plus, jusqu'à la taille, que vêtue d'aquilon. On voit le conte, sur les papas qui ont un gosse aux armées et qui se permettent un regard aux jambes féminines, quand ils ont de bonnes nouvelles du front.

— Les casques inscrivent les races. L'Allemand tient de l'alambic. Le Français est religieux. L'Anglais est colonial. L'Américain complète une silhouette d'athlète antique.

— La femme d'un mobilisé est retenue à Lille, puis libérée. Elle vante l'attitude correcte des officiers allemands, devant son mari. Celui-ci la tue à coups de rasoir. Acquitté aux applaudissements du public.

— On me signale l'énorme afflux de blessés à Paris, surtout la nuit. Et les affreux ravages de la gangrène gazeuse.

— Le 28. Mon fils, qui était à la montagne de Reims, est envoyé le 18 juillet à Esnon près Laroche. Un de ses camarades

nous dit l'incroyable misère du soldat, l'infâme nourriture, le riz, les haricots au lard rance. Quand arrive la viande, les cuisiniers prélèvent les meilleurs morceaux pour les officiers, puis pour les sous-officiers et enfin, pour ceux qui les payent. Les hommes ont le reste, le déchet. Comment réagir ? Une plainte régulière est mal vue. Molester les cuisiniers ? Ils sont couverts par leurs chefs. On me signale aussi un téléphoniste illettré. Il ne peut ni transmettre un message écrit, ni fixer un message verbal. Toute la vie militaire est là-dedans.

— Aux cinémas des boulevards, maintenant, on acclame follement Wilson. Toute la salle se lève quand, au son de l'hymne américain, on le représente prononçant ses récentes déclarations. Ah ! C'est qu'aujourd'hui, il a eu la victoire par les armes. Il a cessé de « poursuivre sa chimère », d'être « plus boche que les boches ».

— Le 28, Viviani, extrêmement éloquent, Briand, Ribot, ont couvert Malvy devant la Haute-Cour.

— Le 30. À propos des dépositions des trois présidents du Conseil, l'Œuvre imprime en manchette : « Malvy a abattu son jeu : brelan d'as. » Le Journal du Peuple ajoute : « L'adversaire n'a que deux valets. »

— Il y a 158 officiers au Cabinet du ministre de la Guerre, dont 61 au dépouillement du courrier. Le ministère emploie d'ailleurs 40.000 personnes (chiffre du personnel à transporter en cas d'évacuation). Récemment, un fonctionnaire a été pris en flagrant délit de détournement. Il avait touché 140.000 francs des tenanciers de maisons de tolérance pour qu'on leur donnât la

firme officielle. Partout la guerre déchaîne la même avidité sans frein. Elle tue jusqu'aux consciences.

— Le 31. Vers 6 heures, nombreuses queues, surveillées par des sergents de ville devant les boulangeries de certains quartiers. D'autres ont fermé, ainsi que des boucheries. Le pain devient spécialement mauvais. Dans l'Yonne, c'est un mastic gluant, d'un gris sale. Beaucoup de paysans sont malades. Le ministre Boret, à qui on montre un échantillon de ce pain, en reste estomaqué.

— Le 31. Demartial me communique un résumé, par Alexandre, professeur à la Faculté de Grenoble, des quatre articles du Manchester Guardian (avril-mai 1918) qui exposaient l'affaire autrichienne. Voici les traits principaux de cet exposé :

« Nombre des membres de la Commission des Affaires Extérieures ne mettent pas en doute la sincérité de Charles I.

« Sixte de Bourbon demande à Poincaré, le 31 mars 1917, sa parole de ne montrer à personne la lettre impériale et de ne jamais révéler publiquement la tentative. Poincaré consent, mais ne peut accepter la lettre que s'il la montre à Ribot. Le prince accepte mais insiste sur l'importance du secret. Toute révélation exposerait la vie du jeune empereur.

« Poincaré a conduit personnellement les négociations. Il rédige un compte rendu de son entrevue avec Sixte de Bourbon (Dossier de la Commission des Affaires Extérieures) et il l'envoie à Ribot absent de Paris. Il y écrit : « le prince Sixte de Bourbon a été chargé de dire à l'Empereur que la question pour nous n'est pas de recouvrer l'Alsace-lorraine de 1871. Ce que la France réclame, c'est l'Alsace-Lorraine dans ses frontières de 1814 et de

1790, la vallée de la Sarre ; des restitutions, des réparations, des garanties sur la rive gauche du Rhin. » Ce sont les conditions inscrites au traité secret porté à Pétrograd par Doumergue en mars 1917.

« La lettre impériale n'a été connue d'aucun parlementaire, ni ministre, sauf Albert Thomas, à qui on révéla son existence à son retour de Russie en juin 1917.

« Plus tard, en 1918, Violette proteste que Ribot n'avait pas le droit de prendre l'engagement du silence, ni Poincaré de le réclamer.

« Le gouvernement belge ignore la lettre, Wilson aussi. Les deux gouvernements russes du prince Lvof et de Kerensky également.

« Le prince Sixte vit deux fois Lloyd George, qui reconnut l'importance des propositions et les accueillit avec faveur. Aussi, de Suisse, le prince Sixte peut-il écrire en termes optimistes à l'Empereur, malgré les divergences des gouvernements anglais et français. D'où la deuxième lettre de l'empereur. (Elle est au dossier des Affaires Extérieures. Clemenceau et la Commission en ont refusé la publication.) L'Empereur se félicite de l'accord de principe entre lui et les deux gouvernements. Il compte réussir à entraîner l'Allemagne à la paix si les conditions sont raisonnables — c'est-à-dire l'Alsace-Lorraine de 1871. Si l'Allemagne refuse, lui les acceptera et il sera suivi par la vallée du Danube. Il a le consentement bulgare. Il réitère sa demande de secret.

« Lloyd George insiste sur la portée de l'offre et le désir de ne pas laisser échapper l'occasion favorable. Il se heurte à l'opposi-

tion de M. Poincaré et il eut y entre eux un véritable conflit d'opinion.

« M. Poincaré fut hostile par raisons de principe. La guerre ne pouvait s'achever que par une complète victoire militaire des Alliés. La résolution de Lloyd George a été influencée, ébranlée par Poincaré et Ribot à Paris. Il le reconnaît.

« À Saint-Jean-de-Maurienne, Sonnino fut hostile à l'arrangement et, aidé par Ribot, l'emporta sur Lloyd George. On décida que les offres de l'Empereur ne fournissaient aucune base pour la paix.

« En mai 1917, Kerensky proposa à l'Entente de prendre l'initiative de la paix. Il ignorait la lettre impériale. Il y eut refus unanime des Alliés.

« En mai 17. Ribot promit les passeports pour Stockholm, puis les refusa devant l'opposition du Sénat, Clemenceau en tête. Lloyd George était favorable à cette conférence, à cause des lettres de l'Empereur. Elle eût joué un rôle décisif en révélant ces négociations, ignorées des socialistes de tous pays. »

— Sur les volets de fer des boutiques fermées — et il y en a environ une sur deux, en moyenne — des gamins ont écrit : « fermé pour cause de frousse », ou « fermé pour cause de Bertha ».

II · 25

— Les journaux marquent l'entrée dans la cinquième année de guerre. Tous prêchent la résignation, les sacrifices, dans un esprit

et sur un ton religieux. Tous promettent la victoire sans, naturellement, la définir.

— La réoccupation des villages entre Marne et Aisne grise les cervelles. L'ancien ministre Puech écrit : « Maintenant, c'est la victoire, tout est changé, pas de paix de compromis, il faut l'écrasement. »

— Le 2. On dit que les deux groupes du Sénat pour ou contre Malvy s'équivalent à 10 voix.

— J'entends des constructeurs déclarer qu'ils établissent des moteurs de 800 chevaux pour les avions qui doivent aller sur Berlin.

— Anatole France m'écrivait il y a quelque temps : « Cette guerre m'inspire une indicible horreur. » Et plus récemment : « Les témoignages à la Haute-Cour des trois Présidents m'ont donné quelque joie au milieu de mes tristesses. Mais l'affaire Caillaux me pèse encore. Que d'efforts criminels pour le perdre ! J'en frémis. »

— Le 4. Les travaillistes américains sont reçus par le groupe parlementaire socialiste. Tous sont contre la reprise des rapports internationaux. Un de leurs journalistes dit : « Une courte lutte serait suivie d'une courte paix. » Courte lutte est délicieux. Ainsi, la cinquième année de guerre, le 3 million de morts, le 150 milliard, c'est une courte lutte !

La vérité, c'est que, pour ce journaliste, la guerre commence au moment où l'Amérique entre dans le sang.

— Le 6. Foch est nommé maréchal.

— Le 6. Malvy est condamné à cinq ans de bannissement. Il est reconnu innocent des accusations de trahison et complicité de trahison, pour l'examen desquelles la Chambre avait levé l'immunité parlementaire, mais le sénateur Flandin, ancien procureur, a suggéré l'accusation de forfaiture. La Cour s'est déclarée souveraine. La forfaiture l'a emporté par 96 voix contre 86. Il y a une stupeur parmi les républicains. La C. G. T. proteste. Mais la Chambre est en vacances jusqu'en septembre.

— Le 6. Lord Lansdowne dit, dans une nouvelle lettre : « Cette guerre a coûté trop de vies humaines. Ne pourrait-on pas traiter ? » Churchill, ministre anglais de l'Armement, répond : « Nous avons jeté dans la fournaise la fleur de l'humanité. Et ce serait pour traiter à l'amiable ? Non. » Sacrifier les générations actuelles aux générations futures, toujours ! Tant de formidable inconnu nous cache l'avenir ! Cela me paraît de plus en plus stupide et odieux.

— Le 6. Le super-canon. Beaucoup de points de chute vers Vanves. Près de 50 coups dans la journée.

— Le 7. Départ pour la Béchellerie, chez Anatole France. La veille on refusait de louer des places, car le super-canon a provoqué un nouveau flux de départs. Je voyage avec un officier aviateur. Il arrive de Champagne. Les Allemands, dit-il, ont strictement ordonné leur retraite, fixant la date et l'heure où chaque centre de résistance doit céder. Les troupes qui se heurtent à ces centres sont très éprouvées. Celles qui avancent dans les intervalles ne le sont pas. D'où les impressions opposées des lettres de combattants.

Anatole France m'attend à la gare. Il est atterré par la condamnation de Malvy, qu'apportent les journaux de Paris par mon train.

Nous parlons de son projet d'écrire une lettre ouverte à un personnage en place. Poincaré ? Il en fera moins de cas que de la lettre de Léon Daudet ! Wilson ? Il ne comprend pas le français. J'opine pour Bourgeois, l'homme de La Haye, de la Société des Nations, qui a pour France une admiration agenouillée.

Le 8, nous allons à Tours, où le fidèle Dubiau tient courageusement, contre ses concitoyens, le langage de la raison. Nous apprenons la nouvelle offensive franco-anglaise à l'est d'Amiens. Et on sent que les plus pacifistes, tout en songeant aux pertes, sont mordus par le démon de la guerre…

Le soir, de retour à la Béchellerie, France me dit, avec cette hésitation timide d'auteur débutant, si surprenante chez ce maître de la pensée, qu'il vient d'écrire une conversation sur Dieu. Ce sont des entretiens qu'il publierait après la guerre. Oh ! Elle n'est pas achevée, sans quoi, il me la lirait. Il y développe cette idée que si Dieu existait et qu'il eût permis cette boucherie, ce serait vraiment le plus abominable des êtres.

— Le 9. On annonce l'avance de 10 kilomètres du premier jour de l'offensive d'Amiens. Balfour a avoué dans un discours que l'Angleterre ne rendra pas les colonies allemandes à l'Allemagne actuelle, parce que les Allemands tyranniseraient les populations (!)… Et la guerre du Droit ? Et la formule « pas d'annexions ? »

— Et que de pertes, hélas ! dans ces contre-offensives. Oui, partout des pertes sans nom, partout des deuils, une frénésie,

une recrudescence de sauvagerie, vraiment la guerre telle que l'ont voulue nos maîtres actuels.

— Dans les 500 millions d'humains en guerre, y en a-t-il un qui se soit sereinement demandé pourquoi le sentiment patriotique doit passer avant tous les sentiments, même le sentiment paternel ?

— Le 9. Six heures soir. Gare Saint-Lazare. Une énorme dame achète des magazines et dit à la vendeuse, en parlant du communiqué, d'un ton de fête, d'une voix fleurie : « Eh bien ! ce soir c'est splendide, c'est superbe ! » Toujours l'oubli total des morts que cela coûte. Et on s'émouvait, jadis, pour les 25 victimes d'un sous-marin coulé, pour un puisatier enseveli !

— Le 10. Dans mon train, quatre Américains et un officier français tout habillé de signes d'honneur. Les Américains l'interrogent sur ces emblèmes glorieux. Il explique les brisques de présence et les brisques de blessures, la différence avec les galons de grade, puis la croix de guerre, ses palmes, ses étoiles d'or, d'argent, de bronze, puis l'insigne de blessure, différent des brisques, la fourragère, qui peut être verte, panachée, rouge, simple, double et qui est une distinction collective. Cela nous mène de Paris à Montereau.

— Le 12. Départ de Malvy pour Saint-Sébastien. De rares journaux avancés dépeignent les compartiments pleins de fleurs, hommages de corporations ouvrières. Dans sa lettre à Deschanel, Malvy dit que les patrons se vengent sur lui d'avoir soutenu les demandes des grévistes au printemps 1917. Ces rancunes ont évidemment été servies par le chauvinisme de certains sénateurs, leur haine du socialisme, la dépendance où les tient Clemenceau.

— Le 13. Comment le public saurait-il la vérité ? Barrès écrit qu'il y a peu de pertes dans l'offensive du 8 août. Or, de toutes parts, en apprend des deuils nouveaux.

— Un chroniqueur de l'Information interdit aux Allemands de reparaître à Paris après la guerre. Pour cela il propose qu'on marque d'une plaque commémorative les maisons de Paris atteintes par des projectiles allemands. Il suffira de leur montrer ces plaques pour qu'ils s'enfuient. À la colonne suivante du journal, on lit : « Le raid sur Carlsruhe fut très efficace. » Et dans le texte : « Les aviateurs britanniques ont détruit une aile du palais de la grande-duchesse Sophie. Une bombe tombée près d'une fabrique a tué 11 personnes et en a blessé 26. » Puis à la page suivante : « Le raid sur Francfort a fait 12 morts et de nombreux blessés. » Alors, ils vont aussi mettre des plaques ?… Ô stupidité de la guerre et de ses fanatiques…

— Le retour à l'âge des cavernes. Dans chaque famille, même les plus unies, chaque membre a son pain, son sucre. On l'enfouit jalousement dans des cachettes. Cela rappelle les bêtes qui, lorsqu'elles ont attrapé un peu de pâture, vont vite la grignoter dans un coin, à l'écart.

— Le soir du 15, alerte de 10 heures 50 à minuit 36. Nous sortions de chez les Guillaumet et, avec d'autres convives, nous passons ces deux heures dans la station du métro Trocadéro. Des Américains dansent des « two-steps » avec des voyageuses, en s'accompagnent de chants ou de sifflets…

— On me dit qu'une des raisons de l'appel hâtif de la classe 20, malgré les apports américains inespérés, c'est le désir du G. Q. G.

d'avoir de gros effectifs français, pour remporter des victoires françaises, ne pas passer au second rang militaire.

— Le 21. Les journaux publient, d'information officielle, des lettres prises sur des Allemands, où les habitants des villes du Rhin peignent leur terreur des bombardements par avions. Je m'étonne qu'on s'étende sur ces effets d'horreur, puisque nous prétendons faire une guerre chevaleresque qui épargne femmes, enfants, vieillards, et laisser à l'ennemi le monopole des atrocités. Mais on me répond qu'on entend donner ainsi satisfaction à l'opinion et lui montrer qu'on exerce des représailles.

— Depuis le 18, ce sont des avances de quelques kilomètres, de-ci, de-là, des sacrifices dont l'évocation serre le cœur, la guerre telle que la voulurent Clemenceau et les généraux de son choix. On annonce la reprise de Lassigny à la date du 22.

L'allégresse est unanime. Tout le monde est stratège. Au seuil de sa boutique, une bouchère, énorme, blonde et rose vif, se penche sur son journal et dit à son commis : « Mais alors, du moment que nous avons débordé Coucy-le-Château… »

— Il y a parenté entre les diverses formules des prolongeurs de la guerre. Poincaré veut « dicter la paix ». Les Américains veulent « gagner la guerre ». Renaudel prétend que la guerre ne peut s'achever que par une victoire, ne fût-elle pas uniquement militaire. Beaucoup veulent que « l'Allemagne cède ». Toutes ces formules exigent au fond une Allemagne qui se rende à merci, qui s'avoue vaincue, qui dise « faites de moi ce que vous voudrez », qui soit humiliée. Et penser que tous ces gens prétendent vouloir éviter « la guerre dans trois ans » ! Jamais la paix qu'ils souhaitent n'enfermerait plus âcre ferment de revanche.

— On continue de sentir chez nous une résistance à la création d'une Société des Nations. Rien ne peint mieux l'obscur désir de continuer la guerre, car la Société des Nations représente le meilleur moyen de hâter la fin.

— On a commandé aux enfants des écoles des affiches qui prêchent les restrictions. On en a mis partout. Dessins candides. Que c'est pénible, ces conseils des petits aux grands « Économisez ceci. Privez-vous de cela, etc. ».

— Le 30. Reprise de Noyon. Clemenceau va être bien content. Bapaume est également réoccupé. Depuis l'offensive du 18 juillet, j'ai appris quatre morts dans notre petit cercle. Jamais autant de deuils dans un temps si court. Il est certain que les sacrifices de ces opérations, menées selon le vœu de Poincaré, Clemenceau et leurs généraux, sont sans exemple depuis le début de la guerre. Mais je n'entends personne le remarquer. Et nul cri d'alarme, de pitié, de prudence, de patriotisme véritable.

— Le 30. La troupe au village. Tous ces malheureux enfants (classe 19) se plaignent de la nourriture. C'est la viande verte de pourriture et sanglante faute de cuisson. C'est la conserve de bœuf qui sent le minium parce que la couleur a pénétré dans les boîtes. Ce sont les lentilles pleines de cailloux. Ceux qui ont quelques sous vont acheter de la charcuterie. Souvent les soldats n'ont que 120 grammes de pain. Il y a des jours où le ravitaillement manque (à 100 kilomètres du front) Un jour, comme légumes, on distribua des citrons…

Les « feuillées » débordent. Dans ce village construit pour 300 habitants, 1.500 hommes défèquent à fleur de terre. Un paysan dit qu'il y a partout une odeur de « merde fanée ».

II · 26

— Le 5. La Chambre rentre. Discours exaltés de Deschanel et Clemenceau. Affichage à l'unanimité. Les députés debout. Personne ne dira donc l'absurde horreur de tout cela ? Mais non. Car les gens sont fous de vanité. La démence publique ne veut pas entendre raison. La violence explosive, meurtrière, d'un patriote dont on discute timidement la foi, est quelque chose d'indicible. J'ai vu des fous furieux dans des asiles. Ce sont des moutons, en comparaison d'un chauvin devant lequel on espère la paix.

— Je feuillette un album de douze dessins où l'on voit des enfants amputés des mains par les Allemands. Il y en a des groupes, des meetings. Ils tiennent sur ces atrocités des propos douloureux. On me fait remarquer que si, depuis quatre ans, on avait retrouvé une seule de ces victimes, des moniteurs orthodoxes, comme l'Illustration, auraient répandu par milliers des photographies de l'enfant, de son poignet coupé, pour authentifier l'horreur et répandre l'indignation.

— Poincaré va à Saint-Mihiel. Le compte rendu des journaux nous apprend « qu'il a serré avec une charmante simplicité les mains qu'on tendait vers lui avec une respectueuse ferveur » (sic).

— Le 16. L'Autriche demande officiellement la paix et propose une réunion de diplomates. Presque unanimement, la presse repousse cette « offensive de paix ». Compère-Morel dit : « La parole est à nos sublimes soldats. » Hervé : « Pas de compromis. » Capus : « L'heure des diplomates viendra après l'œuvre de nos soldats. » Les journaux anglais (ceux qu'on nous laisse

connaître) : « Manœuvre allemande, duperie. La victoire seule peut arracher à l'Allemagne l'instrument de domination. »

— Le 17. La foule adopte le mot d'ordre de la presse, qui s'est montrée, une fois encore, la complice du pouvoir. On entend : « On leur en foutra, des pourparlers de paix… On ne peut pas causer avec ces salauds-là. »

Dans un déjeuner où règne l'orthodoxie, je dis : « Mais, depuis le 18 juillet, tous les matins, on nous annonce des victoires. Cette offre de paix n'en est-elle pas le résultat ? Pourquoi la repousse-t-on ? » On me répond de toutes parts : « Nous ne sommes pas encore assez victorieux. » Voilà la note générale. Beaucoup de gens veulent aller en Allemagne, l'humilier, pousser à Berlin.

— Le 18. Clemenceau a répondu à l'offre autrichienne par un frénétique discours qui a mis le Sénat debout et où il a récité la Marseillaise. L'Allemagne a voulu une décision militaire. Elle l'aura. On réduira les dernières fureurs de la force immonde (par la force). On vote l'affichage. Et Pichon adresse à la Suisse, intermédiaire de l'Autriche, le numéro de l'Officiel qui contient ce discours. Ce geste est diversement apprécié. La presse orthodoxe le loue : « Cinglante réponse ».

— On me disait le 17 que les Américains avaient pris, perdu, repris Pagny-sur-Moselle. On estime qu'ils ont jeté, dans l'affaire de Saint-Mihiel, 100.000 hommes et perdu la moitié de cet effectif.

— Le 20. Fin de la conférence socialiste interalliée de Londres. Elle marque une régression sur les précédentes, due sans doute aux opérations militaires et surtout à la présence d'éléments américains. C'est ainsi qu'elle décide de reprendre par les armes

les territoires envahis. Par contre, elle souhaite que la réponse à l'offre autrichienne ne soit pas purement négative et elle évoque les quatorze conditions de Wilson, qui reviennent un peu à la mode. Enfin, il y a dans cette motion des buts sociaux de paix, tels que la journée de huit heures, l'interdiction d'employer des enfants de moins de 16 ans, etc., qui sont d'origine américaine. Ils donnent à la guerre une signification sociale.

— Le 22. « L'Union des grandes Associations françaises » a de nouveau sévi. Elle annonce qu'en deux mois elle a répandu 33 millions de tracts pour raffermir, réchauffer, retremper les courages. Richepin a envoyé une ode à la Marne. Un cinéma déroula un film intitulé « N'oublions jamais ». Et le ministre Lebrun récita des strophes de la Marseillaise.

— Les Américains bombardent Metz. Quarante obus. Les Français approuvent qu'on bombarde la cité lorraine, qui ne peut être habitée que par des Lorrains, deux fois français. Comprenne qui pourra…

— Je pense aux attentats anarchistes qui sévirent de 1890 à 1900. Comme ils sont mesquins, à côté des massacres actuels, où douze millions d'hommes sont déjà tombés. Ce rêve absurde de tout détruire pour tout reconstruire, on est en train de le réaliser.

— La troupe au village. Deux soldats causaient, dans la cour voisine : « Au moins, quand deux chiens se battent, c'est pour un os. Ils savent pourquoi. Mais nous, c'est parce que les Présidents ne s'entendent pas. »

— Le 28. Offre de paix bulgare. Franchet d'Esperey refuse la demande d'armistice mais accepte de recevoir les délégués bulgares. Dans la presse, il y a flottement. On a tellement pris le pli

de repousser la paix, qu'on est tenté d'y répugner, même quand l'ennemi se rend à merci, devant la menace d'envahissement. Cependant une majorité tend à accueillir ces pourparlers. Dans l'autre camp, le Temps, organe de la féodalité industrielle et financière, propose de repousser ces offres. D'autres veulent dicter la paix à Sofia. D'autres réclament des gages. D'autres enfin veulent une paix rigoureuse. Sans doute comme à Bucarest ou Brest-Litovsk ?

— Il y a des grèves dans la couture. Avec un nouveau pharisaïsme, la presse n'est autorisée à en parler que sous ce titre : « Conflit dans la couture, mouvement de revendication… »

— Nous apprenons des morts, rien que des morts. Pas de blessés. Depuis le 18 juillet, c'est une frénésie, la folie débridée du massacre, la démence du joueur qui pousse toute sa fortune sur le tapis. Encore le joueur ne risque-t-il que son bien. Poincaré, Clemenceau et leurs généraux jettent les autres à la mort.

— Le 30. Les journaux n'ont plus de place pour du texte. Ils ne sont plus que des titres flamboyant « Nous avançons, nous progressons… » Et c'est le Nord, l'Est, Salonique, la Syrie. Les yeux luisent, les faces pètent de joie.

II · 27

Le 1. La Bulgarie accepte les conditions de l'Entente. L'armistice est conclu. Bien que la suppression de la diplomatie secrète soit un des buts de la guerre, on ne nous donne pas ces conditions de

paix ! Les familles qui ont perdu leur enfant à l'armée d'Orient ne savent ce qu'a valu leur sacrifice.

— Notre presse cache un discours de Wilson du 27 septembre 1918, où il engage les gouvernements alliés à parler clairement, à publier leurs buts. Ce silence abominable révèle des arrière-pensées, des ambitions et le manque d'harmonie entre les appétits des divers alliés. Il est ignoble comme la guerre elle-même.

— Le 3. Le Times a publié les conditions de la paix bulgare. Mais on continue de nous les laisser ignorer en France.

— Le 6. Les journaux, en un titre qui court sur toute la largeur de la page, annoncent la demande d'armistice adressée par les Empires Centraux à Wilson et l'offre d'entamer les négociations de paix « sur la base des quatorze conditions de Wilson et de ses diverses déclarations » (Notamment le discours du 27 septembre 18 que nous ignorons ou dont on ne nous a donné que des fragments tendancieux).

Au village, parmi les soldats, c'est un délire de joie. Ils dansent, ils chantent, ils courent. Pour eux, c'est la paix.

Mais, dès ce premier jour, immédiatement au-dessous de la sensationnelle information, la « Grande Presse » se réserve, se montre déjà hostile et méfiante. Le Matin dénonce le piège de l'armistice. « Quoi ? On demanderait à nos héroïques soldats de s'arrêter en plein triomphe, de laisser l'Allemand gagner paisiblement sa frontière avec armes et bagages, pour s'y retrancher puissamment ? Il faut que l'Allemagne évacue auparavant toutes les régions envahies, livre l'Alsace-Lorraine… Il ne peut y avoir de négociations sans cette adhésion préalable. » Capus, dans le Figaro, imagine l'avenir « après le refus », qui ne fait pas de doute

pour lui. La plupart des journaux ont le même cri : « Qu'ils évacuent d'abord. »

— Le 7. L'hostilité des journaux s'accentue. La presse du 6 au soir est nettement opposée à toute tractation. « Le sang versé aurait coulé en vain… Faudra-t-il signer une paix désastreuse ? » dit le Temps. L'Intransigeant dicte ses conditions, très dures : évacuation, occupation de points stratégiques en Allemagne. Cependant Sembat, dans L'Heure, tout en demandant l'évacuation, voudrait que l'offre d'armistice ne fût pas repoussée dédaigneusement. Car ce refus ferait le jeu de l'Allemagne et galvaniserait ce peuple. Le 7, les journaux font répondre d'avance Wilson. Ils prennent des parcelles de ses discours, les plus agressives, et déclarent : voilà sa réponse. On attaque la personne du prince Max de Bade, le nouveau chancelier, qui annonça la demande d'armistice dans un discours du Reichstag, le 5 octobre. On dévoile sa vie privée. On l'accuse de palinodie en citant une lettre de lui au prince de Hohenlohe, etc. On s'enorgueillit d'accueillir « avec défiance et fierté » la demande de l'ennemi. « Il faut qu'elle implique l'aveu public de la défaite. Il faut que les cinq clauses territoriales de Wilson soient exécutées préalablement à tout débat. » L'Humanité demande des garanties diplomatiques et militaires. Le Petit Parisien publie un article de tête : « La duperie de l'armistice ». La République française : « Il faut aller au delà du Rhin. » Et L'Œuvre imprime en manchettes : « Boutons-les dehors. »

— Le 7. Les soldats, si joyeux le dimanche 6, sont mornes à la lecture des journaux du lundi 7. « Il faudra qu'on y aille », disent-ils avec résignation.

— Toute l'histoire illustrée de la guerre sera racontée par des magazines orthodoxes (Le Miroir, Sur le Vif, J'ai vu, L'Illustration), qui montraient la lutte en beauté, sans jamais un mort français. Quelle fausse image ils en laisseront, propre à encourager de nouveaux massacres ! Et les enfants ! Au lieu de leur inspirer l'horreur de la guerre, on leur laisse y trouver un attrait. Ils y jouent. Et il y a des gens qui espèrent que ce sera la dernière guerre, que ce sera le bénéfice de cet immense massacre. Quelle duperie !

— Le 8. En ce troisième jour depuis la demande d'armistice, l'effort de la presse pour prolonger la guerre se déchaîne plus furieusement. On nous cite la presse américaine qui, paraît-il, réclame unanimement la reddition sans conditions : « Il faut continuer la guerre au delà des frontières, infliger à l'ennemi un juste châtiment (c'est-à-dire commettre les crimes qu'on lui reproche). Il faut que l'Allemagne se débarrasse du Kaiser… L'Amérique a à peine commencé à se battre… Il faut employer la force sans limite… Frappons impitoyablement, gagnons la victoire sur le champ de bataille… Combattons jusqu'à ce que Potsdam soit anéanti… Que la réponse soit celle de nos armées victorieuses. Roosevelt et le Sénat américain réclament la paix sans conditions. Etc. » Telles sont les citations qu'on sert aux millions de lecteurs du Petit Parisien. La presse française est presque à l'unisson. Seule, la presse socialiste souhaite mezzo voce qu'on réponde et qu'on instaure une diplomatie ouverte.

— Le 8. Visite à Anatole France, à l'hôtel d'Orsay. Il essaye de récolter des opinions. Il a vu chez Calmann-Lévy le plus vieil employé de la maison, un tout petit vieux de 70 ans passés, qui tremblait de la tête aux pieds : « Dites, dites, Monsieur France,

on ne va pas faire la paix ? » C'était pour lui le cataclysme ! Et le même jour, la femme d'un confrère — une juive, pourtant, dit France — a crié devant lui : « Oh ! Oh ! Le jour même de mon anniversaire, cette chose abominable, la paix ! »

France ne compte plus que sur la C. G. T. « qui perd toutefois en virulence ce qu'elle gagne en organisation ». Parmi les visiteurs, c'est la même mentalité de guerre sans fin, d'orgueil sans frein.

— Le 9. À midi, paraît la réponse de Wilson, demandant que les troupes allemandes évacuent avant de proposer l'armistice aux Alliés. Tout de suite, deux courants se forment, quant à l'interprétation de cette note : les uns ont compris que les Allemands doivent s'en aller d'eux-mêmes. Les autres comprennent que Wilson veut chasser les Allemands par les armes.

En réalité, ceux qui veulent la poursuite par les armes, d'accord avec leurs journaux, sont majorité. Les uns déclarent : « Il faut tuer du Boche. » Un de ceux qui me donnent cette forte vue a deux fils aux armées ! Comme tout le monde, il oublie nos pertes passées, présentes et futures. Il y a aussi dans ces extrémistes ceux qui veulent des représailles en terre allemande. Certains donnent un but généreux à leur belliqueuse âpreté : inspirer une telle horreur de la guerre que ce soit la dernière guerre… Je ne parle pas de tous ceux qui ont un intérêt quelconque à ce que la guerre ne cesse pas : crainte de l'avenir, besoin d'émotions fortes, situation pécuniaire, militaire, sentimentale ou autre, favorisées par la boucherie.

— Les affiches du quatrième emprunt, dit de la Libération, montrent un soldat qui sort de la tranchée, un autre qui lance

une grenade, un troisième qui tord le cou à une volaille (l'aigle germanique), une Alsacicenne et une Lorraine qui font aux passants un gracieux signe de main.

Une affiche de « L'Union des grandes Associations » fait parler un soldat qui adjure le civil de résister à l'offensive de paix.

— Déjeuner chez les R... Tout le monde est persuadé que les négociations de paix sont entamées, que l'Allemagne acceptera les propositions préliminaires de Wilson. Bien que, pour tous ces gens, ce soit la paix amenée par trois mois de victoires, il n'y a nulle joie, nulle satisfaction autour de cette table. Je conçois qu'ils ne se réjouissent pas de la fin de la tuerie puisque toute sensibilité semble morte depuis quatre ans. Mais qu'ils ne se réjouissent pas d'une fin selon leurs vœux, à des conditions favorables arrachées en apparence par les armes, voilà ce que je ne comprends pas. Sans doute obéissent-ils à ce sentiment que j'ai entendu si souvent exprimer, où il y a un besoin de vengeance, un appétit de triomphe, l'ignorance des réalités et l'indifférence aux pertes : « Nous ne sommes pas assez vainqueurs. » Cependant, nul ne prononce cette phrase. Mais cette assemblée, par son atonie, est toute pareille à la foule, dont l'espoir de la paix n'a pas éclairé les visages.

— J'oubliais de signaler que la demande allemande d'armistice, alors qu'elle provoquait l'hostilité de toute notre presse exterministe et de notre bourgeoisie, soulève également la colère des pangermanistes. Mais on ne s'étend pas là-dessus, et pour cause.

— Description de Cambrai libéré. Des obus sur le théâtre, la cathédrale. Ce ne peut être que des obus anglais. Mais les jour-

naux les mettent à l'actif de l'ennemi. Qui pourra établir la part de chacun, dans les ravages de la guerre ?

— Petits bourgeois au café. Ils veulent établir en Allemagne une zone égale à la France envahie et la dévaster. Ils dictent les réparations, dans les plus petits détails. Par crainte de la camelote allemande, ils se rendront dans les ports allemands afin de saisir les bois, les matériaux de construction. Ils brisent l'Allemagne en petits morceaux. Défense à ces petits États de s'agglomérer. Ils évoquent le classique exemple d'Iéna, l'erreur, à éviter, de laisser aux Prussiens une armée de 40.000 hommes. Ils apothéosent le commandement unique, raison de la victoire. Ai-je besoin de dire qu'ils ont lu tout cela dans leurs journaux, mais qu'ils s'en éblouissent comme de visions personnelles ?

— Le 11. Le bruit court de l'abdication du Kaiser en faveur de son fils Eitel ou du fils aîné du Kronprinz.

— Ni dans les journaux, ni dans les conversations, nulle impatience avouée de connaître la réponse allemande aux conditions préliminaires de Wilson.

— Les bourgeois sont en majorité pour une offensive indéfinie. « Plus on avance, plus la paix sera avantageuse. » Nulle part, la pensée exprimée que l'armistice donnerait les mêmes résultats en évitant de nouvelles pertes.

— Le 13. Les Allemands acceptent les conditions préliminaires de Wilson. Les journaux publient leur réponse. Fol enthousiasme des soldats. Grise mine des officiers. Les gens qui espèrent la paix n'osent pas y croire et n'osent pas le dire. Aussi la foule est-elle morne. Nul ne semble mesurer ce qu'il doit en coûter à l'orgueil allemand d'abandonner ses gages territoriaux, de renier la

suprématie impériale, de prendre ce ton humble dans ces réponses à Wilson. Remarques qui devraient d'autant plus frapper qu'on nous a représenté la morgue du militarisme allemand.

Les journaux sont divers. Le Journal imprime : « L'Allemagne cède. » L'Œuvre : « Cette fois, semble-t-il, on les a. » Mais ils sont seuls à représenter nettement ce résultat comme une victoire. Ils ressemblent à deux spectateurs isolés qui seuls applaudissent dans une salle de théâtre. Chez les autres, une sorte de stupeur. Typographiquement, tous donnent plus d'importance à l'occupation de Vouziers qu'à l'acceptation de l'Allemagne. Le public est à l'unisson. On ne veut pas que l'Allemagne soit vaincue.

— Le 14. Le deuxième jour, la presse reprend une fois de plus son attitude hostile. C'est le même effort de prolongation qu'au lendemain de la demande d'armistice. « Les Allemands veulent raser… Pas d'armistice… Ce n'est pas la fin de la guerre. » L'Écho de Paris (et je reste stupéfait que la Censure tolère cela) déclare que tout cela ne regarde pas Wilson, que la parole est au canon. On y traite ses notes de dialogues malencontreux, d'encycliques nuageuses !

Ah ! Ce désir exaspéré de continuer la guerre. Qui croira cela ! Pensez que le Temps jetait récemment ce cynique cri d'alarme : « Les valeurs de guerre s'alourdissent. » Tout est là. Et on devine le désespoir grinçant de tant de gens, les sous-traitants d'usines de guerre, les commerçants, tout ceux qui voient tarir la source dorée… Et, je le répète, tous ceux que la guerre arrange, la femme débarrassée du mari… Et enfin, la frénésie de lutte, de coups, de vengeance, qui est dans la créature.

Il y a, au village, des Belges qui devraient vouloir rentrer chez eux bien vite, après quatre ans, et qui devraient souhaiter retrouver leur logis intact. Eh bien, non. Les hommes veulent qu'on reprenne le pays par les armes, fût-il détruit dans cette reprise !...

Et pourtant, c'est affreux, ces suprêmes massacres, où le militaire voit l'occasion de distinctions, d'actions d'éclat, de citations, où le bourgeois voit le gage d'une paix « plus avantageuse ». Et si toutes ces tractations sont truquées, arrangées entre Wilson et les Centraux, quel odieux couronnement de la folie, ces tueries qu'une signature eût épargnées !...

Non. L'effort continue. Chaque jour on jette de nouveaux aliments au brasier de haine. On nous dit que ces armées allemandes, qu'on nous a pourtant montrées démoralisées, dépouillées, désarmées, vont se reformer à la frontière et de nouveau s'affirmer formidables. Qui donc peut croire que, l'armistice signé, des soldats reprendront les armes ?

— Au N d'Infanterie, classe 1919, on enseigne aux jeunes soldats :

1 Dans les corps à corps, à placer deux doigts dans les yeux de l'adversaire, afin de les lui enfoncer dans la tête. 2 À tourner la baïonnette, le coup donné, pour que la plaie ne se referme pas. 3 À ouvrir au couteau le ventre de bas en haut. 4 À achever les blessés couchés, un genou sur la poitrine, en relevant la tête d'un coup sec pour briser la colonne vertébrale.

— Le 16. Nouvelle note de Wilson. Après avoir rappelé que les conditions de l'armistice seront fixées par les conseillers militaires de l'Entente, il réclame des sauvegardes. Il n'envisage pas d'armistice tant que l'Allemagne « se livrera aux pratiques illé-

gales et inhumaines qui violent les règles de la guerre civilisée ». La guerre civilisée ! Enfin, il attire l'attention du gouvernement allemand sur une des 14 conditions auxquelles ledit gouvernement a adhéré : la nation allemande doit changer le pouvoir qui la gouverne et qui peut troubler de sa seule volonté la paix du monde. C'est une condition préalable de la paix.

Naturellement, cette fois-ci, la sentence, comme ils disent, est approuvée par les journaux.

— L'amèrement comique, c'est de se rappeler en ce moment que l'Entente mène la guerre du Droit. Quelles lézardes, dans les tables de marbre du noble programme ! Les peuples doivent disposer d'eux-mêmes. Et on avance la main sur l'Asie Mineure, sur les colonies allemandes, on donne un morceau de Turquie à la Bulgarie. Tous les vieux usages de la diplomatie secrète continuent de mener ces tractations sous le manteau des belles intentions, des pensées généreuses et neuves. Et c'est quelque chose de terriblement hypocrite, plus vilain qu'un appétit de conquête ouvertement avoué.

Et quels germes de revanche ! Ah ! Les gens qui disaient, au long de la guerre : « Si on fait la paix, c'est la guerre dans trois ans ! » Jamais au contraire la guerre prochaine ne fut mieux préparée que par la mentalité qui régit les pourparlers actuels.

— Le 16. Caillaux est officiellement traduit devant la Haute-Cour, en même temps que Loustalot et Comby.

— Depuis fin septembre, les Belges, flanqués de Français et d'Anglais, ont pris l'offensive. Avec des pertes immenses, ils ont réoccupé Roulers, Thourout. Rien ne symbolise mieux la vertigineuse cruauté de ces suprêmes massacres, puisque la restitution

et la restauration de la Belgique figurent au premier rang de toutes les offres allemandes.

— Éloigné de Paris par les circonstances, n'y allant qu'à de rares intervalles, je n'arrive pas à démêler les multiples causes du recul allemand. À en croire les journaux, il est dû uniquement à la force des armes de l'Entente. À en croire quelques clairs esprits, à évoquer l'hypothèse des « succès négociables » de Briand, il y aurait une part de consentement dans leur retraite, destinée à donner à l'Entente cette apparence de victoire nécessaire à ce qu'elle consente à la paix. Serait-ce donc l'état intérieur de l'Allemagne, la crainte de la Révolution chez les Hohenzollern qui les amèneraient à ce parti ?

Quand on parle à un paysan de la paix, il vous répond : « On avance. » Le fait d'apparence militaire le frappe d'abord et presque uniquement. À peine s'arrête-t-il aux pourparlers.

— L'atroce mouvement contre la paix s'affirme encore. La Ligue-Civique lance une affiche : « Le Piège. » Pas de pourparlers, pas de compromis, la paix sans conditions, la victoire complète. Pas un mot des morts à éviter. Voilà les gens les plus abominables, qui poussent du fond d'un fauteuil les jeunes hommes au charnier, pour obéir à leurs passions ou leurs intérêts.

Et ce serait comique, si ce n'était pas odieux, ces déments qui, chaque fois qu'il est question d'arrêter le massacre, hurlent : « Non, non, pas de paix, jamais de paix. » On sait qu'ils jetteront le même cri, quoi qu'on leur offre. Car, enfin, savent-ils ce que serait la paix actuelle ?

— Des tracts de haine sont distribués dans des usines. « Peuple de France, tu n'as pas de haine assez fervente, assez en-

flammée… L'Allemagne est une race vouée au diable… Tu devras lécher la botte prussienne souillée de sang… » Puis les injures : « le diabolique Kaiser, le voyou de Kronprinz, à la trogne d'ivrogne avantageux, etc. » Merrheim se plaint de cette propagande et dit que la classe ouvrière est lasse de ces provocations.

— La troupe au village. Un soldat renonce à manger son riz, une colle grise, sordide. Il le jette dans la cour, pour le chat. Le chat n'en veut pas.

— Le 21. La fureur chauvine culmine. La Censure agrée une affiche qui proclame : « On veut nous voler notre victoire. » Une mauvaise foi héroïque règne dans la presse. Si les Allemands se démocratisent ainsi qu'on l'a souhaité, on déclare que la métamorphose est trop rapide et trop fraîche. Si leur militarisme se dérobe, on ne s'en contente pas, car on veut l'écraser. Enfin on leur fait un crime de vouloir la paix comme d'avoir voulu la guerre.

— Et cela en quel moment, sous quelle menace nouvelle ! Depuis deux mois, une effroyable épidémie, dite de « grippe ». s'est abattue sur la France. Elle planait sur l'Europe depuis le printemps. Elle a surtout sévi en Suisse cet été. En France, depuis le début de septembre, elle atteint les soldats — mal nourris, mal logés, mal soignés, agglomérés — tant au front qu'à l'arrière. Elle se complique d'accidents pulmonaires ou méningés, souvent mortels. C'est une sorte de peste. On lui a laissé un nom inoffensif, qui fait sourire. On l'a même baptisée grippe espagnole, parce que le roi d'Espagne l'aurait eue. Cela vous a un air léger de danse, de fandango. En France, les mots sont tout. Un médecin militaire me dit gravement : « On ne réforme pas pour la grippe. »

Un fonctionnaire de l'Instruction Publique, interviewé sur l'opportunité du licenciement des écoles, déclare : « La grippe ne figure pas sur la liste des maladies qui comportent cette mesure. »

Puis, on l'a cachée, censurée. Un moment, il ne fallut pas imprimer le mot même. Les journaux n'en parlent que depuis la mi-octobre, depuis la mort du gendre de Clemenceau. Actuellement, il meurt 50 soldats par semaine dans un seul hôpital de Sens, et 1.200 personnes à Paris. On meurt en quelques jours, parfois en quelques heures, asphyxié. Toutes les lettres de tous les points du pays signalent le fléau. En Bretagne, des familles entières disparaissent ; 500 soldats meurent dans un dépôt. Les ports sont spécialement atteints. À Lyon, on manque de corbillards. Et cela ne hâte pas plus la paix que la mort d'un passereau !

Àl'hôpital de Joigny, où mon fils, atteint le 1 septembre, est resté plus d'un mois, de rechutes en complications, entre la vie et la mort, le personnel manque. Le médecin-chef est près de son fils grippé gravement. Le suppléant est au lit avec une pleurésie grippale. Les infirmières sont débordées. Il meurt un homme par heure. Et alors, dans cet affolement, un médecin inspecteur surgit. Il examine le linge réformé, se fait tout étaler, avise une paire de chaussettes et déclare qu'on peut encore la raccommoder.

— Le 23. Northcliffe déclare que l'Entente ne rendra pas les colonies allemandes. Balfour (Affaires Étrangères) fait la même déclaration, dans des termes écœurants d'hypocrisie, salués de longs applaudissements. « Laissera-t-on les communications de l'empire britannique à la merci d'une puissance sourde à la voix de l'humanité et de l'honneur ? La sécurité, l'unité de l'empire sont inconciliables avec le retour de ces colonies à l'Allemagne. »

Et c'est la guerre du Droit ! Et les peuples vont disposer d'eux-mêmes ! Balfour ajoute que la fin de la guerre n'est pas encore en vue, naturellement.

— Le 25. L'ultimatum de Wilson. Un document à arêtes vives et dures. Wilson proposera à ses alliés l'armistice si l'Allemagne est mise en état de ne pas renouveler les hostilités.

— L'ultimatum paraît bien accueilli, surtout en Angleterre.

— Le bruit court de l'abdication du Kaiser à la date du 16. Liebknecht est libéré et acclamé. (Péricat est toujours en prison.)

— Hélas ! On ne voudra pas voir que ce ne sont pas les décisions militaires qui règlent cette guerre. Les Allemands débordent encore sur les territoires ennemis. Leur retraite, stabilisée actuellement, n'a abandonné qu'une bande de territoire occupé. Et cependant, ils ont le ton des vaincus. C'est bien l'état économique, la misère, la souffrance, le blocus, qui décident et mènent les événements. Mais on veut les habiller de vêtements militaires.

— La Ligue des Droits de l'Homme, la C. G. T., la Coalition républicaine, les socialistes, se réunissent pour essayer de lutter contre les forcenés de guerre…

— À cette heure suprême, tragique, où les pertes se devinent effroyables, où le sort de la planète se joue, les music-halls et les théâtres parisiens s'épanouissent et rayonnent. Réouverture d'Apollo, où l'on joue la « Reine Joyeuse » avec 120 femmes dans la fête persane. Aux Folies-Bergère, la revue anglaise « Zig-Zag ». À l'Olympia, programme monstre, dit l'affiche. Au Casino de Paris, Mistinguett reparaît, dans la revue « Pa-ri-ki-ri » (Paris qui

rit dans ce sang et ce deuil !). À Ba-ta-clan, la revue « À toutes jambes ». Et des premières. Guitry père dans la pièce de Guitry père. Guitry fils dans la pièce de Guitry fils. L' « Image », de Bataille avec Réjane. « La vérité toute nue » au Gymnase. « Chouquette et son as » à la Renaissance. « Les petits crevés » chez Antoine. J'en passe…

— Partout de nouveaux appels à la haine. La « Ligue des Pères dont les fils furent tués à l'ennemi » veut l'écrasement, le châtiment, et l'écrit à Wilson. L'Institut ne veut plus rencontrer les Centraux dans les congrès internationaux.

— À Paris, des queues partout. Chez les marchands de chocolat, de café, de pâtes, de tabac. Et la foule s'hypnotise devant les drapeaux qui, piqués sur des cartes, signalent l'avance.

— Le 29. Dès le 28 soir, le bruit se répand que l'Autriche demande la paix séparée, sans conditions. Cette fois, une certaine allégresse se manifeste. Sans doute l'idée de capitulation à merci séduit les esprits. Et aussi la conception d'une Allemagne isolée. Bref, les officiers, dans les cantonnements, boivent le champagne. Les soldats ont des faces élargies : se réveiller un matin en pensant qu'ils ne seront pas tués dans les six mois…

— Manchette de l'Œuvre du 29 : « Ah ! Si l'on avait développé, pour empêcher la guerre, la moitié des efforts que l'on déploie pour retarder la paix. »

— Le 29. Il y a des gens pour qui la grippe n'existe pas. Ils la nient. À les entendre, on baptise grippe toutes les maladies dont on meurt. Ils disent encore : « C'est moins grave que l'influenza de 1889. » Cette attitude est considérée comme héroïque.

— À Paris, on enterre maintenant jusqu'à minuit.

— Les stratèges de rédaction préparent et dictent les divers armistices. Et c'est une folle surenchère. Rien de plus bas que ces suggestions inspirées par nos féodaux et qui risquent d'enfermer, dans la plaie ouverte au flanc de l'Europe, des germes de revanche. Oh ! Ce complet oubli de la paix du Droit, de la Justice…

— Le 31. La Turquie accepte les conditions de l'armistice de l'Entente. Une certaine allégresse dans la rue. C'est le général anglais prisonnier Townshend qui apporte la nouvelle.

— Le professeur Vincent me disait, le 31, que la grippe est plus grave qu'on ne l'avoue. On cache la vérité pour maintenir le moral. Lui, il établirait une dictature médicale. Fermeture des théâtres, cinémas, grands magasins. « Défense de cracher, tousser, éternuer, hors de son mouchoir. »

— Les catholiques disent que Dieu envoie la grippe pour rétablir l'équilibre, car les femmes sont deux fois plus frappées que les hommes. L'indifférence de la foule est indicible. Il est mort la semaine dernière 1.800 personnes de la grippe à Paris, soit près de 300 personnes par jour, c'est-à-dire ce que les avions et supercanons ont tué en quatre ans de guerre…

— Les journaux socialistes sont toujours d'une timidité anémiée, devant les efforts déchaînés contre la paix. On ne voit nulle part l'affiche que le parti aurait publiée en accord avec Les Droits de l'Homme, la C. G. T., etc. Par contre, les murs disparaissent sous les affiches de la Ligue civique, le Piège, et celles de la Ligue du Souvenir, qui excitent à la haine et à la vengeance inextinguibles.

II · 28

— Le 1. On me fait traverser les Champs-Élysées, la Concorde, où la foule s'amasse autour des canons allemands. « La Foire de la mort », me dit M X… Il y a toujours un soldat qui explique la manœuvre. Beaucoup d'enfants qui font jouer manettes et leviers. Dans ces badauds, y en a-t-il qui pensent : « C'est peut-être ce canon-là qui a tué mon fils ? » Non.

— Le 1. On me dit à 7 heures du soir que l'Autriche accepte les conditions de l'armistice, qui comportent, en particulier, le libre passage des Alliés sur son territoire. Il y a chez les gens une stupeur heureuse. Une phrase revient souvent : « Qui aurait cru cela il y a quatre mois ? » Mais on n'ose pas trop se réjouir, à cause de cette honte qu'on a mise depuis quatre ans sur le désir de la paix.

On continue, même dans les milieux informés, à ne rien savoir. La dictature de l'ignorance.

— Grand effort de presse pour donner à ce déboulonnement un sens uniquement militaire. Le stratège de l'Œuvre déploie une ingénieuse subtilité pour démontrer que la Turquie a été vaincue par les armes. Il en est de même, dit-il, de la Bulgarie. On prépare l'Histoire. Tant pis pour la vérité. Et aussi pour les générations futures. Car cette apothéose du massacre amorce les armements futurs. Crier que tous ces peuples qui demandent grâce crevaient de misère et de faim, ce serait enlever à la guerre sa rouge auréole. Et pourtant…

— Les conditions de l'armistice proposées aux Autrichiens par l'Italie, d'accord avec l'Entente, sont acceptées. Une certaine joie,

surtout chez les soldats italiens transplantés en France, qui s'en vont en criant : « La paix est signée ! »

— En ce qui concerne l'Allemagne, voici un dialogue entendu dans la rue, qui donne les deux notes de l'opinion. Une bourgeoise : « Enfin, cela va être bientôt fini. » Un bourgeois : « Oh ! Il faut pousser encore, aller chez eux. » Elle : « Oui, ce sera très beau. Mais ce seront encore de nouvelles pertes. » Lui : « En tout cas, il faut qu'ils payent. » Elle : « Oh ! oui, il faut qu'ils payent. » Là-dessus, ils tombent d'accord. C'est le mot d'ordre. Il est unanime.

— Le 6. Publication des conditions de l'armistice avec l'Autriche. Les gens disent avec un large sourire : « C'est dur. » Clemenceau délire de joie dans un discours à la Chambre, tout en observant à deux reprises que « la paix n'est pas si proche que certains le croient ». Mayéras et Renaudel demandent des précisions sur la clause de l'armistice qui prévoit l'occupation par les Alliés « pour maintenir l'ordre ». Ils cherchent aussi à savoir si l'Entente accepte les quatorze conditions de Wilson, acceptées par l'ennemi. Les indiscrets !

— Le 6. J'entre dans deux magasins de Joigny (nous devons quitter cette ville demain, emmenant en auto notre fils à Serbonnes). Et c'est encore les deux notes. Ici, la patronne oublie qu'elle tient la caisse. Elle est environnée de cartes, de journaux. Elle mesure l'avance. Elle la mesure comme elle compterait sa recette, avec une rapacité voluptueuse. La paix avec l'Autriche, elle s'en fout éperdument. L'avance, l'avance, il n'y a que ça. Elle en bave sur la carte du front. Et les trois quarts de la France sentent comme cette femme-là.

L'autre femme espère timidement la paix. Elle soupire : « On n'ose pas y croire. » Phrase qu'on murmure, sentiment qu'on devine, qu'on ose à peine exprimer…

— Le 7. Les délégués allemands ont quitté Spa et se dirigent vers Foch qui leur fera connaître les conditions de l'armistice… Instant tragique. La note qui consent à nous annoncer ce gros événement nous apprend incidemment que l'Entente accepte les quatorze conditions de Wilson. Nom de Dieu, il était temps !

— Une autre manchette de l'Œuvre : « Maintenant que nous avons fait la république en Allemagne, si nous la faisions en France ? »

— Le 8. Les journaux publient les radios envoyés par le commandement allemand pour assurer l'arrivée des délégués allemands. Le feu a cessé sur le front allemand le 7 à 3 heures après-midi. Les délégués proposent, par humanité, une suspension d'armes provisoire. On ne nous dit pas la suite donnée par nos dirigeants à cette demande. Les plénipotentiaires doivent arriver vers 10 heures du soir le 7. La presse, qui n'abdiquera décidément pas sa tactique de haine et de dénigrement systématiques, même à ces heures solennelles, remarque que les délégués allemands sont nombreux, qu'il y a un ministre (Erzberger), qu'ils cherchent à donner à l'entrevue un caractère étendu qu'elle ne doit pas avoir, etc.

— En ces moments suprêmes, la réoccupation de Rethel et Vervins, l'arrivée en vue de Sedan (thème inévitable de rapprochement avec 1870) restent pour beaucoup l'événement principal. « Triomphale poursuite », impriment les feuilles.

— Le 8. On annonce la mutinerie navale allemande, la flotte de guerre aux mains des marins, la fuite en auto du frère du Kaiser, Henri de Prusse.

— Le 9. On publie l'entrevue des Allemands et de Foch, leur arrivée à 10 heures soir le 7, la lecture des conditions de l'armistice le 8, de 10 heures à 11 heures du matin, le refus de l'armistice immédiat demandé pour la seconde fois au nom de l'humanité, les 72 heures accordées pour la réponse, l'envoi d'un courrier à Spa. Tout cela raide, sec, dans le goût militaire. Il y a là je ne sais quelle volupté de rigueur.

— Le 9, au soir, le samedi, à Paris, on crut l'armistice signé. Il y eut un mouvement de joie dont toutes les lettres portent la trace. « On a pris son désir pour la réalité », dit-on une fois l'erreur reconnue. Car on commence à oser aspirer à la paix.

Les journaux publient la proclamation de la République en Bavière, l'ultimatum des socialistes enjoignant au Kaiser d'abdiquer vendredi avant midi.

L'angoisse de conditions inacceptables étreint tous ceux qui souhaitent la paix.

— En résumé, la misère extrême d'un pays bloqué (surtout depuis que Wilson rationna les pays neutres) explique la révolution d'un peuple qu'on nous représentait comme caporalisé. La France a été soutenue par un bien-être relatif.

— Les soldats auront le droit d'emporter leur casque. Et on dit qu'on n'a pas tout fait pour eux !

— Le 10. Les journaux annoncent l'abdication du Kaiser, la renonciation du Kronprinz au trône, La Régence et la nomination

du socialiste Ebert comme chancelier. La loi de compensation joue surtout pour le Kronprinz. Sa part fut grande dans la guerre. Son abaissement est profond. Cela est juste. Mais tant d'autres ?...

— Jusqu'au dernier moment, notre presse, sans élégance, garde son parti pris d'insulte, même en ces heures où la correction serait de règle élémentaire. Un article assure que les Allemands n'ont obéi qu'à la peur, en répudiant le Kaiser, qu'ils n'ont fait « que peindre en rouge la maison Hohenzollern ». Ainsi, ce grand mouvement de démocratisation que l'on appelait, qui devait être une des consolations de la guerre pour ceux qui ont souffert, est ravalé à la plus basse manœuvre.

— Le 11, à 7 heures du matin, au village, le commandement est avisé par radio que l'armistice est signé depuis 5 heures du matin...

Les cloches sonnent. L'air en est plein. Les soldats sautent sur place. Ils pavoisent. Ils enguirlandent. Leur joie fait plaisir à voir. Leur cas est tragique. La classe 19... Ils allaient partir en renfort. Dans six mois, tous auraient été tués. À midi, nous apprenons la fuite du Kaiser en Hollande.

Àtrois heures, on me téléphone de Paris les conditions de l'armistice... La seule chance que cette guerre sans exemple n'engendre pas d'autre guerre, c'est l'action du socialisme international pendant les pourparlers de paix. Puisse-t-elle jouer ! Enfin, pour l'instant, il faut goûter la délivrance et dire comme les soldats : « La guerre est finie. »

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/L%E2%80%99Envers_de_la_-guerre. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.